

# La norme pénale a l'épreuve de la protection de l'environnement au Cameroun

## Citation for published version (APA):

Ondoua Akoa, G. F. (2020). *La norme pénale a l'épreuve de la protection de l'environnement au Cameroun*. Maastricht University. <https://doi.org/10.26481/dis.20201007ga>

## Document status and date:

Published: 01/01/2020

## DOI:

[10.26481/dis.20201007ga](https://doi.org/10.26481/dis.20201007ga)

## Document Version:

Publisher's PDF, also known as Version of record

## Please check the document version of this publication:

- A submitted manuscript is the version of the article upon submission and before peer-review. There can be important differences between the submitted version and the official published version of record. People interested in the research are advised to contact the author for the final version of the publication, or visit the DOI to the publisher's website.
- The final author version and the galley proof are versions of the publication after peer review.
- The final published version features the final layout of the paper including the volume, issue and page numbers.

[Link to publication](#)

## General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal.

If the publication is distributed under the terms of Article 25fa of the Dutch Copyright Act, indicated by the "Taverne" license above, please follow below link for the End User Agreement:

[www.umlib.nl/taverne-license](http://www.umlib.nl/taverne-license)

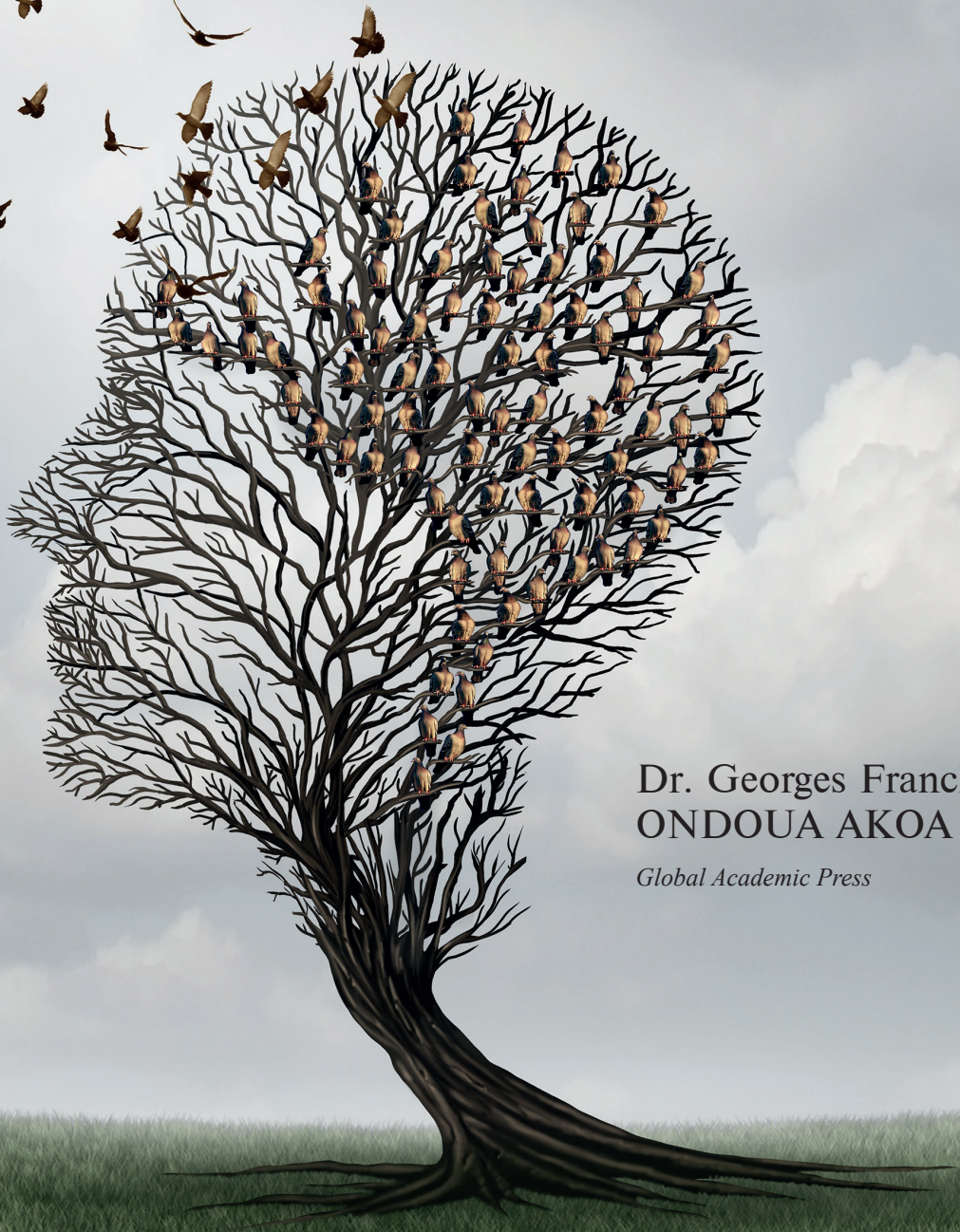
## Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us at:

[repository@maastrichtuniversity.nl](mailto:repository@maastrichtuniversity.nl)

providing details and we will investigate your claim.

# **LA NORME PÉNALE À L'ÉPREUVE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AU CAMEROUN**



**Dr. Georges Franck  
ONDOUA AKOA**

*Global Academic Press*



**LA NORME PENALE A  
L'EPREUVE DE LA PROTECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT  
AU CAMEROUN**





# **LA NORME PENALE A L'EPREUVE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AU CAMEROUN**

Dissertation

to obtain the degree of Doctor at Maastricht University,  
on the authority of the Rector Magnificus Prof. dr. Rianne M. Letschert  
in accordance with the decision of the Board of Deans,  
to be defended in public on 7 October 2020 at 16.00 p.m.

by

Georges Franck ONDOUA AKOA

## **Supervisors**

Prof. Michael G. Faure

Prof. Leon Chantal Ambassa

## **Assessment Committee**

Prof. Gerrit van Maanen, Maastricht University (Chair)

Prof. Anne Pieter van der Mei, Maastricht University

Prof. Nicolas de Sadeleer, Université de Saint-Louis, Bruxelles, Belgique

Prof. Xavier Thunis, Université de Namur, Belgique

# **DEDICACE**

A mes parents

Akoa Akoa Marcelin Pierre  
Awoumou Mbarga Juliette Epse Ndongo Emmanuel Marcel





## REMERCIEMENTS

Mes remerciements s'adressent, en priorité, à mon directeur de thèse, Monsieur le Professeur Michael Faure de l'Université de Maastricht (Pays-Bas), qui n'a jamais ménagé ses efforts pour m'encourager et m'orienter durant ce travail. Pour la disponibilité et la rigueur avec laquelle il a dirigé mes recherches. Votre engagement fut également pour moi une grande source de motivation. Veuillez trouver ici cher Maître, l'expression de ma reconnaissance.

Le Professeur Léon Chantal Ambassa, Maître de Conférences, enseignant à l'Université de Yaoundé 2, Inspecteur Général n° 1 au ministère des domaines et des affaires foncières au Cameroun, mon codirecteur de recherches, qui m'a encouragé dans ce travail, qu'il en soit également remercié.

Je remercie également l'entourage du Professeur Faure, notamment le Dr Marie Jeanne Carolle Atontsa pour ses précieux conseils ; à Madame Marina Jodogne et Madame Licette Poll qui m'ont été d'une aide précieuse tout au long de la rédaction cette thèse.

A l'Université de Maastricht qui a rendu possible cette soutenance en finançant le voyage.

Aux enseignants de l'Université de Yaoundé 2 qui ont su créer en moi la passion pour le droit, particulièrement le droit pénal.

Je tiens également à exprimer toute ma reconnaissance aux autorités du MINEPDED, notamment la délégation départementale de Mfou pour l'aide qu'ils m'ont apportée dans la quête à l'information.

A mes collègues et élèves du Collège Bilingue Yondo où ce rêve a commencé. M. Nganteu reçoit ici ma reconnaissance d'avoir partagé avec moi ton expérience.

A mes camarades de parcours, Maxime, Magloire, Christelle, Simon, Olivier, Marie, Maginnot (...), avec lesquels je partage pour la plupart la passion du droit pénal.

A vous, ma famille pour la patience et le soutien indéfectible que vous m'avez accordé tout au long de ce travail, particulièrement à toi ma maman chérie, Mme Awoumou Mbarga Juliette Epse Ndongo Emmanuel pour ton amour, ta tendresse et tes sacrifices pour nous tes enfants.

A mes frères et sœurs, Chancel, Astrid, Vanessa, Patricia, Stephen, Thierry, Fanny, Choupi et Sandrine, veuillez trouver ici l'exemple d'un grand frère qui vous montre la voie à suivre.

A toi Gaëlle, Bess, Corine, Müller, Achille et Armel, recevez toute ma reconnaissance.

Enfin, au Créateur de toutes choses qui me fait marcher sur les lieux élevés.



## PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS

ACA	Analyse Coûts et Avantages
Aff. :	Affaire
AJDA :	Actualité Juridique Droit Administratif
AHJUCAF :	Association des Hautes Juridictions de Cassation des Pays ayant en partage l'usage du Français
Al. :	Alinéa
APJ :	Agent de Police Judiciaire
ARDEVA :	Association Régionale des Victimes de l'Amiante du Pas-de-Calais
Art. :	Article
BIP :	Budget d'Investissement Public
CA :	Cour d'Appel
CADH :	Cour Africaine des Droits de l'Homme
CADHP :	Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
CDE :	Société Camerounaise des Eaux
CEDE :	Conseil Européen de Droit de l'Environnement
CED :	Centre pour l'Environnement et le Développement
CEDH :	Cour Européenne des Droits de l'Homme
CERDIF :	Centre d'Etudes de Recherches et de Documentation en droit international et de l'environnement
CETEs:	Centres of Technical Studies on Equipment
Cf. :	Confer
CIDE :	Centre d'Information et de Documentation sur l'Environnement
CIFOR:	Center for International Forestry Research
CIJ :	Cour Internationale de Justice
CITES :	Convention sur le Commerce International des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CJUE :	Cour de Justice de l'Union Européenne
CNCEDD :	Commission Nationale Consultative de l'Environnement et du Développement Durable
CNUED :	Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement
CNI :	Comité National d'Inspection
Coll. :	Collection
Coord. :	Coordonnateur
CPA :	Comité Permanent Amiante
CPC :	Code Pénal Camerounais
CPI :	Cour Pénale Internationale
CPP :	Code de Procédure Pénale
C. pr. Civ :	Code de Procédure Civile
Crim. :	Arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation
CRDF :	Cahiers de la Recherche sur les Droits Fondamentaux
CROSSs:	Regional Operational Centres of Controls and Rescue on the Sea
CTD :	Collectivité Territoriale Décentralisée
CTE :	Cours et Tribunaux de l'Environnement
D. :	Recueil Dalloz
DCO :	Demande Chimique en Oxygène
DBO :	Demande Biochimique en Oxygène
DDE :	Délégué Département à l'Environnement

DCPJ :	Direction Centrale de la Police Judiciaire
DH :	Droits de l'Homme
Dir. :	Sous la direction de
DFAP :	Direction de la Faune et des Aires Protégées
DIRMs:	Interregional Directorates of the sea
DNIE :	Division des Normes et Inspections Environnementales
DPDD :	Division des Programmes et du Développement Durable
DPE :	Droit Pénal de l'Environnement
DRE :	Délégué Régional à l'Environnement
DREALs:	Regional Directorates of Environment, Planning and Housing
ECOFAC :	Programme Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale
Ed. /Eds.:	Editeur(s)
Éd. :	Edition
ENAM :	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature
EFFACE:	European Union Action to Fight Environmental Crime
EFG :	Ecole de Faune de Garoua
ENEF :	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
ENEO :	Energie du Cameroun
<i>Et al. :</i>	<i>Et les autres (auteurs)</i>
Etc. :	<i>et cætera</i>
ERSUMA :	Ecole Régionale Supérieure de Magistrature
Ex. :	Exemple
FAO :	Organisation des Nations pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEDEV :	Fondation pour le Développement et l'Environnement
FIDA :	Fonds International de Développement Agricole
FMI :	Fonds Monétaire International
FNEDD :	Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable
GES :	Gaz à effet de serre
GPCE :	Guide de Procédure de Contentieux à l'Environnement
GPS :	Global Positioning System
GRIP :	Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité
GUC :	Guichet Unique du Commerce
GVC :	Global Village Cameroon
Ha. :	Hectare
Hysacam :	Société d'Hygiène et Salubrité du Cameroun
JB :	Jardins Botaniques
JZ :	Jardins Zoologiques
IDDRI :	Institut du Développement Durable et des Relations Internationales
<i>Ibid. :</i>	<i>Ibidem</i> (au même endroit)
IFAW :	Fonds International pour la Protection des Animaux
IFDD :	Institut de la Francophonie pour le Développement Durable
In. :	Dans l'ouvrage de
Interpol :	Organisation International de Police Criminelle
IRAD :	Institut pour la Recherche Agricole et de Développement
ISCJ :	Institut de Sciences Criminelles et de la Justice
J.O.	Journal Officiel
LGDJ :	Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence
MAGZI :	Mission de Développement et d'Aménagement des Zones Industrielles
MINCULTURE :	Ministère des Arts et de la Culture
MINDUH :	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINEE :	Ministère de l'Eau et de l'Energie

MINEPDED :	Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA :	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINFOF :	Ministère des Forêts et de la Faune
MINMIDT :	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINTOURL :	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTSS :	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
N <sup>o</sup> :	Numéro
OCDE :	Organisation pour le Commerce et le Développement Economique
OCLAESP :	Office Central de Lutte contre les Atteintes à l'Environnement et à la Santé Publique
OHADA :	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OMF :	Observatoire Mondial des Forêts
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONU :	Organisation des Nations Unies
<i>Op. Cit :</i>	<i>Opus citatum</i>
OPJ :	Officiers de Police Judiciaire
P. :	Page
PAN/LCD :	Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification
PDF :	Portable Document Format
PH :	Potentiel Hydrogène
PIDCP :	Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques
PM :	Premier Ministre/Premier Ministère
PME :	Petites et Moyennes Entreprises
PMI :	Petites et Moyennes Industries
PN :	Parcs Nationaux
PNGE :	Plan National de Gestion de l'Environnement
PNSEE :	Programme National de Sensibilisation et d'Education à l'Environnement
PNUE :	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PP. :	Pages
Préc. :	Précis
Préf. :	Préface
PUA :	Presses Universitaires d'Afrique
PUF :	Presses Universitaires de France
PV :	Procès-verbal
PVCIE :	Procès-verbal de constatation d'infractions environnementales
RADE :	Revue Africaine de Droit de l'Environnement
RASJ :	Revue Africaine des Sciences Juridiques
RCD :	Revue Camerounaise de Droit
REDE :	Revue Européenne de Droit de l'Environnement
RELUFA :	Réseau de Lutte contre la Faim
RDC :	Revue des Contrats
RDEF :	Revue des Droits et Libertés Fondamentaux
RDD :	Revue Régionale de Droit
Rev. :	Revue
RJE :	Revue Juridique de l'Environnement
RJT :	Revue juridique Thémis
RIDDAC :	Réseau d'Information pour le Développement Durable en Afrique Centrale
RIDP :	Revue Internationale de Droit Pénal
RSE :	Responsabilité Sociale des Entreprises



RTD Civ. :	Revue Trimestrielle de Droit Civil
S. :	Suivant
SCTEM :	Société Camerounaise de Transport et d'Entreprise Maritime
SF :	Sanctuaire de Faune
SNCF :	Stratégie Nationale de Contrôles Forestiers et Fauniques
T. :	Tome
TC :	Tribunal des Conflits
TE :	Tribunaux de l'Environnement
TGI :	Tribunal de Grande Instance
TPI :	Tribunal de Première Instance
UCAC :	Université Catholique d'Afrique Centrale
UE :	Union Européenne
UICN :	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNECE :	Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies
UNESCO :	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
V. :	Voir
Vol. :	Volume
Voy. :	Voyez
WCMC :	Centre de Surveillance de la Conservation de la Nature
WWF :	World Wildlife Fund
§. :	Paragraphe

# INTRODUCTION GENERALE

1. La question de la protection de l'environnement par la norme pénale est au cœur de la politique criminelle au Cameroun. D'un côté, l'environnement constitue à l'heure actuelle l'une des plus grandes préoccupations de l'humanité. Il est devenu un sujet dont l'importance et l'intérêt augmentent de jour en jour<sup>1</sup>, une « *préoccupation montante de nos sociétés industrielles* ». <sup>2</sup> De l'autre côté, il ne suffit pas de constater le regain d'intérêt de la question de la protection de l'environnement, faudrait-il encore trouver une approche permettant sa protection efficace. Les atteintes portées à l'environnement doivent effectivement être sanctionnées. Mais comme le souligne la directive<sup>3</sup>, « *l'expérience montre que les systèmes de sanction existants ne suffisent pas à garantir le respect absolu de la législation en matière de protection de l'environnement. Ce respect peut et doit être renforcé par l'existence des sanctions pénales, qui reflètent une désapprobation de la société qualitativement différente de celle manifestée par le biais des sanctions administratives ou d'une indemnisation au civil* ».

Fort de ce constat, le législateur camerounais n'a pas hésité à recourir au droit pénal pour sanctionner les différentes atteintes causées à son environnement. Que ce soit le Code pénal camerounais (CPC)<sup>4</sup>, les textes sectoriels sur l'environnement<sup>5</sup> en passant par la Loi-cadre<sup>6</sup>, tous ces textes prévoient des sanctions pénales en cas de violation aux obligations environnementales. Après plusieurs années d'expérience du législateur camerounais à la protection de l'environnement par le droit pénal, il est nécessaire de marquer un temps d'arrêt pour évaluer la protection pénale de l'environnement au Cameroun. C'est sur cette question, celle du caractère adéquat ou non de la protection de l'environnement par la norme pénale au Cameroun, que porte cette étude.

Avant d'exposer la manière dont une telle étude sera entreprise, il convient de saisir le sens et la profondeur de la notion d'adéquation. A ce stade, il s'agit essentiellement de relever les rapports entre le fait et le droit. Autrement dit, la convenance entre la protection de l'environnement telle qu'elle est prévue par les textes et ce qui se passe réellement sur le plan pratique. Ceci soulève, en filigrane, le problème de l'effectivité du DPE. C'est par les rapports qu'elle entretient avec des notions voisines, que l'effectivité dévoile sa signification.<sup>7</sup>

2. La notion « adéquation » vient du latin « *adæquatio* » qui signifie ce qui est adéquat. Le dictionnaire Grand Robert indique que, l'adéquation est une « *opération par laquelle un élément est rendu adéquat à un autre* ». Les éléments en question étant ici d'un côté, les instruments juridiques pris pour la protection de l'environnement, en l'occurrence la norme pénale. De l'autre côté, l'environnement lui-même tel qu'il se présente actuellement.

<sup>1</sup> Jacobs (F.), « La mise en œuvre du droit de l'environnement, défi européen », Propos tenu lors de la conférence à la Cour de cassation le 25 juin 2007 dans le cadre du cycle consacré au droit européen.

<sup>2</sup> Thunis (X.), « Théorie générale de la faute : volume 3 : la faute comme acte imputable à son auteur », in *Responsabilités – Traité théorique et pratique*, Bruxelles : Kluwer, 2011, § 53, p.44.

<sup>3</sup> Cf. Directive 2008/99/CE du 29 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal.

<sup>4</sup> Loi n° 2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code pénal camerounais, notamment les Art. 229-1 ; 228 ; 261 ; 316 et s.

<sup>5</sup> Cf. Loi n° 2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code minier au Cameroun (Art. 218 à 230) ; Loi n° 98-005 du 14 avril 1998 portant régime de l'eau en République du Cameroun (Art. 15 et 16) ; Loi n° 2003/003 du 21 avril 2003 portant protection phytosanitaire (Art. 33 à 36) (...).

<sup>6</sup> Cf. Titre VI intitulé « *De la responsabilité et des sanctions* » de la Loi n° 96/12 du 05 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun.

<sup>7</sup> L'effectivité, qui mesure les écarts entre le droit et son application, tend à se confondre avec l'efficacité, qui permet d'évaluer les résultats et les effets sociaux du droit, et avec l'efficience, qui consiste à vérifier que les objectifs assignés à la règle de droit ont été atteints au meilleur coût. Cf. Rangeon (F.), « Reflexions sur l'effectivité du droit », in *CURAPP, Les usages sociaux du droit*, PUF, 1989, p.127.

Autrement dit, il s'agit d'envisager les rapports entre le droit et le fait. Le droit pénal constituant une réaction de la société contre les comportements considérés comme antisociaux, prohibés parce qu'ils portent atteinte, d'une manière générale, à l'ordre public et en particulier, à des éléments spécifiquement protégés par le droit. De ce fait, un changement de comportement est souhaité chez les citoyens. Dans le cas contraire, la situation n'offrirait aucun espoir. C'est ce que souligne Bergel en ces termes : « *Sans idolâtrie excessive pour la réalité des faits, on ne peut que conclure que, la discordance de la loi et des faits conduit à la mort de la loi et que l'effectivité de l'ordre juridique dépend de sa compatibilité avec les faits sociaux qu'il doit régir* ». <sup>8</sup> Dans la même veine, Jean Rivero souligne que, « *la norme juridique est faite pour régir le réel, et pour se traduire dans les faits [...]. Si elle demeure dans l'empyrée, elle peut intéresser le philosophe et se prêter à la méditation du juriste, mais elle ne modifie en rien le destin des hommes, qui seul importe* ». <sup>9</sup>

3. Pourtant, le problème majeur du DPE semble être celui de son ineffectivité. Dans ce sens un auteur <sup>10</sup> souligne que « [...] cette branche du droit a souffert et continue de souffrir, dans certains pays, de problèmes liés à son ineffectivité ». Ainsi, certains auteurs ont formulé la thèse selon laquelle, le DPE camerounais serait inefficace. Pour ces auteurs <sup>11</sup>, « [...] le grand chantier de la protection de l'environnement au Cameroun, but et fin ultime de cet arsenal normatif, ne sera possible qu'à travers une mise en œuvre effective des normes [...] ». En effet, poursuivent-ils, « [...] il apparaît comme un déphasage déconcertant lorsque l'on observe la réalité de l'environnement au Cameroun après avoir pris connaissance de ce corpus de règle. Dans la réalité, les cours d'eau continuent d'être continuellement pollués aussi bien par les ménages que par les industries et les commerces sans qu'aucune sanction concrète ne soit prise à leur égard ». <sup>12</sup> Le but de notre thèse est d'examiner dans quelle mesure et sur quel point porte cette ineffectivité. La question de l'effectivité du DPE interroge directement la capacité de la norme pénale à assurer la fonction protectrice de l'environnement de manière satisfaisante.

Quoi qu'il en soit, l'effectivité est une nécessité car, si le droit pénal de l'environnement est un droit qui régit le monde présent, c'est également un droit qui assure la protection des ressources naturelles dont auront besoin les générations futures. « *La préservation de l'environnement ne peut se justifier que dans une perspective d'avenir, impliquant une vision à long terme. L'universalité est non seulement matérielle mais aussi temporelle* ». <sup>13</sup> Cette approche de la protection de l'environnement s'est construite autour du concept de « *développement durable* ». Il a été défini pour la première fois en 1987 par la Commission Brundtland <sup>14</sup> comme « *le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ».

Si l'ineffectivité du DPE camerounais est un fait, il est quand même permis de considérer qu'il vaut mieux des règles inappliquées qu'un univers a-juridique. Cependant, l'effectivité du DPE doit être recherchée. Elle passe par l'application effective des normes protectrices de l'environnement au Cameroun. Il faut en outre, la connaissance du milieu de vie, car on ne

<sup>8</sup> Bergel (J.L.), *Théorie générale du droit*, Paris, Dalloz, 5<sup>e</sup> édition, 2012, p.172.

<sup>9</sup> Rivero (J.), « Sur l'effet dissuasif de la sanction juridique », in *Mélanges offerts à Pierre Raynaud*, Paris, Dalloz, 1985, p.675.

<sup>10</sup> Toure Moussa (E.), « Insuffisance des ressources humaines et financières pour une meilleure application du droit de l'environnement au Mali », *RADE*, n° 01, 2014, partie résumé, p.103.

<sup>11</sup> Foka Taffo (F.), « Droit pénal de l'environnement au Cameroun », in Ruppel (O.C.) et Kam (E.D.) Yogo (Eds/dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, p.217.

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> Jaworski (V.), « Les instruments juridiques internationaux au service du droit de l'environnement », *RJE*, 2013, p.4.

<sup>14</sup> Notre avenir commun, Commission mondiale pour l'environnement et le développement, 1987.

peut bien réglementer que ce qu'on connaît parfaitement. Or, ce sont les spécialistes de la science de la nature qui nous apportent la connaissance du milieu et son peuplement. Le juriste environnementaliste pénaliste doit donc se mettre à l'école des autres sciences, non point d'ailleurs avec la prétention d'en avoir la maîtrise parfaite, mais plus modestement pour recevoir le minimum indispensable pour la résolution des phénomènes et des situations.<sup>15</sup>

#### 4. Cette étude présente à la fois un intérêt théorique et pratique.

Sur le plan théorique, deux raisons au moins motivent le choix de notre thématique. Premièrement, peu de travaux ont jusqu'ici été consacrés au DPE au Cameroun. Il n'existe pas, sauf erreur de notre part, de thèse entièrement consacrée au DPE camerounais. Un auteur<sup>16</sup> a néanmoins fait une étude sur le DPE au Cameroun, mais à titre de droit comparé avec le DPE français. D'autres travaux ont été menés, mémoires<sup>17</sup>, articles<sup>18</sup> (...). Ces travaux ne traitent pas de la criminalité environnementale au Cameroun de manière globale. C'est la raison pour laquelle il faut les compléter. Secondement, depuis la révision du Code pénal<sup>19</sup>, des travaux n'ont plus été consacrés au DPE au Cameroun. Ce nouveau Code justifie un nouvel examen du DPE camerounais. L'on veut ainsi apporter notre modeste contribution au développement du DPE au Cameroun en enrichissant la doctrine existante. Notre ambition n'est pas de faire le procès de cette discipline, mais d'examiner la protection accordée à l'environnement par le droit pénal afin de formuler quelques propositions au législateur et aux gouvernants pour l'améliorer.

Sur le plan pratique, la criminalité environnementale étant un phénomène social, est quantifiable. En effet, le recours aux statistiques sur la criminalité environnementale sera d'un grand apport dans notre étude. Le nombre d'infractions constatées annuellement dans les divers secteurs de l'environnement, de même que les statistiques sur le nombre de décisions rendues, permettront de mesurer l'ampleur de cette criminalité au Cameroun. De plus, notre étude pourra inspirer à la fois le législateur et les décideurs. Le législateur, peut être amené à partir de nos propositions à initier de nouvelles lois pour renforcer l'arsenal juridique en place. En ce qui concerne les décideurs, notre étude pourra les amener à repenser leurs stratégies de protection de l'environnement, et adopter de nouvelles, qui contribueront à la protection efficace de l'environnement.

5. L'intérêt de l'étude du caractère adéquat ou non de la protection pénale de l'environnement ayant été mis en évidence, il convient désormais d'exposer un certain nombre de précisions terminologiques indispensables.

6. L'objet de cette recherche ne porte pas sur la définition de ce qu'est le DPE. Pour autant, la recherche de l'adéquation ou non de la protection de l'environnement par la norme pénale, ne peut prospérer sans qu'il ait été préalablement établi ce que nous entendons, dans le cadre de cette étude par « *norme pénale* », et « *environnement* ».

---

<sup>15</sup> Kamto (M.), « Le droit camerounais de l'environnement entre l'être et le non-être », Rapport introductif au Colloque international organisé les 29 et 30 Avril 1992 à Yaoundé par le Centre d'Etudes de Recherches et de Documentation en droit international et de l'environnement (CERDIF) sur le thème « *Droit et politique publiques de l'environnement au Cameroun* ».

<sup>16</sup> Fotso Chebou Kamdem (F.V.), La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, Thèse, sous la direction de Beziz-Ayache Annie, Lyon : Université Jean Moulin (Lyon 3), 2015.

<sup>17</sup> Alomo Nomo (S.), La responsabilité pénale des auteurs d'atteinte à l'environnement au Cameroun, Mémoire, Université Yaoundé 2, 2011/2012 ; Nanga Ntonga (R.N.), L'émergence du droit pénal de l'environnement au Cameroun, Mémoire Master, Université de Yaoundé 2, 2011/2012.

<sup>18</sup> Foka Taffo (F.), « Droit pénal de l'environnement au Cameroun », *op. cit.*, p.217.

<sup>19</sup> Loi n° 2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code pénal camerounais.

7. L'expression « norme pénale » n'a été définie ni dans les dictionnaires usuels, ni dans les lexiques juridiques, encore moins par la doctrine. Mais une définition peut être formulée à partir de l'analyse de chacun des termes formant cette expression.

L'emploi du terme « norme » pourrait surprendre. Il demeure pourtant, à l'évidence, le plus adéquat pour rendre compte de la protection pénale de l'environnement. Cette notion est polysémique.<sup>20</sup> Néanmoins, on sait qu'il est issu du latin *norma*, qui exprime l'idée d'une « équerre », d'une « règle ».<sup>21</sup> Mais il ne faut pas confondre les deux notions, une distinction est faite entre « norme » et « règle ». En effet, si les « règles ne sont que des normes générales, c'est-à-dire impersonnelles, on ne peut parler de règles individuelles ».<sup>22</sup> Les normes a contrario, « peuvent être tout aussi bien générales qu'individuelles. Le mot norme couvre donc la totalité du champ normatif, alors que le mot règle ne couvre qu'une partie ».<sup>23</sup>

Cette étude considère avec Hans Kelsen qu'une norme est la « signification d'un acte de volonté ».<sup>24</sup> Cet acte est « celui par lequel une conduite est ou prescrite, ou permise et en particulier habilitée ».<sup>25</sup> Selon Eric Millard, la norme désigne une « description » de ce qui devrait être.<sup>26</sup> Ainsi, d'après le courant normativiste « une norme consiste à modéliser des actions par l'obligation, la permission ou l'interdiction. Elle décrit un monde idéal, non le monde réel ».<sup>27</sup> Cela a inéluctablement des implications sur l'étude de l'effectivité de la protection de l'environnement par la norme pénale. En effet, la distinction entre ce qui « doit être » et ce qui « est », suppose qu'un écart peut paraître entre ce qui est prévu par la norme et ce qui se passe réellement dans la pratique. Les peines sanctionnant les atteintes à l'environnement, qu'elles soient faibles, correctes ou exagérées, ont une probabilité faible, moyenne ou forte de s'appliquer. Il y a un écart possible entre le pôle normatif et le pôle factuel. C'est dans cet intervalle que se situe notre étude sur l'adéquation ou non de la protection de l'environnement par la norme pénale au Cameroun. Le choix du terme « norme » est privilégié du fait qu'il s'agit d'une notion large. Il désigne « un concept plus général que celui de 'règle' ou de 'loi', couvrant toutes les variétés d'obligations, de permissions ou d'interdictions, quel que soit le domaine (droit, morale, etc.) et quel que soit le degré de généralité ou de particularité, d'abstraction ou de concrétisation ».<sup>28</sup> Mais nous nous en tiendrons ici aux normes juridiques, plus précisément à la norme pénale, en excluant les normes morales. De plus, les notions de « norme pénale » et « droit pénal » se rapprochant, elles seront utilisées dans cette étude comme des synonymes.

8. Notre question demeure, qu'est-ce qu'une norme pénale ? Le terme « norme » ayant déjà été défini, il reste celui de « pénal ». Disons tout simplement que, pénal vient du latin « *pœnalis* » qui concerne la punition ou alors « qui est relatif aux peines ».<sup>29</sup> En s'inspirant de ces définitions, on pourrait définir la norme pénale comme étant l'ensemble des règles juridiques dont la violation entraîne l'application des peines. Celles-ci visent notamment les atteintes à l'environnement.

---

<sup>20</sup> Troper (M.), *La philosophie du droit, Que sais-je*, PUF, 2003, p.127.

<sup>21</sup> Cf. Grand Robert de la langue française.

<sup>22</sup> Salmon (J.), *Dictionnaire du droit international public*, Bruylant, Bruxelles, 2001, p.752.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Kelsen (H.), *Théorie générale des normes*, (1979), Léviathan, PUF, 1996, p.2.

<sup>25</sup> Kelsen (H.), *Théorie pure du droit*, 2<sup>e</sup> éd., (1960), trad. Eisenmann (Ch.), LGDJ Bruylant, 1999, p.13.

<sup>26</sup> Millard (E.), « Qu'est-ce qu'une norme juridique ? », *Cahiers du Conseil Constitutionnel*, 2006, pp.59-62.

<sup>27</sup> Pfersmann (O.), « Entrée norme », in Denis Alland et Stéphane Rials (dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, 2003, p.1080. Cité par Betaille (J.), Les conditions juridiques de l'effectivité de la norme en droit public interne : illustrations en droit de l'urbanisme et en droit de l'environnement, Thèse, Université de Limoges, 2012, p.12.

<sup>28</sup> Pfersmann (O.), *ibidem*, p.1079.

<sup>29</sup> Rey (A.), *Le Grand Robert de la langue française*, version électronique, 2<sup>e</sup> éd., 2005, non paginé.



9. L'environnement est une notion familière mais extrêmement complexe. M. Prieur, la qualifie de « *notion caméléon* ». <sup>30</sup> Souvent assimilé à tort ou à raison à la nature <sup>31</sup>, l'environnement est un concept imprécis que nul ne sait parfaitement définir, mais que tout le monde comprend. <sup>32</sup> En l'absence de convention-cadre universelle sur l'environnement, il n'existe pas à ce jour de définition juridique acceptée par tous. Celui-ci fait l'objet d'une pluralité de définitions.

Les dictionnaires usuels et les textes normatifs et juridiques nous en donnent chacun une définition différente.

La notion d'environnement a été introduite dans la langue française en 1976 dans le dictionnaire Larousse comme étant : l'ensemble des éléments naturels ou artificiels qui conditionnent la vie de l'Homme. Un autre dictionnaire le définit comme : « *L'ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques biologiques) et culturelles (sociologiques) susceptibles d'agir sur des organismes vivants et les activités humaines* ». <sup>33</sup>

La norme ISO <sup>34</sup>, quant à elle, contient la définition suivante de l'environnement : milieu dans lequel un organisme fonctionne [on parle ici d'un « organisme » au sens de la norme, c'est-à-dire une compagnie, une société, firme etc.] incluant l'air, l'eau, le sol, les ressources naturelles, la flore, la faune, les êtres humains et leurs interrelations.

Comme nous pouvons le constater, ces différentes définitions sont toutes orientées vers l'homme. Il s'agit là d'une approche anthropocentrique de l'environnement. Les définitions juridiques de l'« environnement » ne s'éloignent pas trop de cette conception.

Au plan juridique, la loi n° 96/12 du 5 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun considère l'« environnement » comme : « *l'ensemble des éléments naturels ou artificiels et des équilibres biogéochimiques auxquels ils participent, ainsi que des facteurs économiques, sociaux et culturels qui favorisent l'existence, la transformation et le développement du milieu, des organismes vivants et des activités humaines* ». <sup>35</sup> Pour sa part, G. Cornu, le considère comme « *l'ensemble des composantes d'un milieu déterminé que la législation de protection désigne a contrario par référence à la commodité du voisinage, à la santé, la sécurité et la salubrité publique, à l'agriculture et à la nature, enfin à la conservation des sites et monuments* ». <sup>36</sup>

Ces définitions bien qu'acceptables, ne renseignent pas à suffisance sur la substance de la notion d'environnement parce que soit incomplètes, soit alors trop vagues. C'est à travers une identification des différents éléments qui la composent, qu'elle peut mieux être appréhendée. Le droit de l'environnement associe différentes approches, et concerne des sous-branches qui font le quotidien des juristes, savoir :

Celles liées aux éléments composant l'environnement : droit de l'air, droit de l'eau et de la mer, droit des sols, droit de la biodiversité et des biotopes ; celles liées à des activités humaines : droit de la chasse, de la pêche, de l'énergie ; celles liées à des activités nuisibles ou polluantes : droit du bruit, droit des installations classées, droit de l'environnement, droit des risques majeurs industriels ou naturels ; celles liées à un objet particulier : droit de la

---

<sup>30</sup> Prieur (M.), *Droit de l'environnement*, Paris, Précis Dalloz, 6<sup>e</sup> éd., 2011.

<sup>31</sup> Le concept de nature, souvent utilisé en lieu et place du mot environnement, est une notion assez vague, le Larousse la définit comme « *l'ensemble de ce qui dans le monde physique n'apparaît pas comme transformé par l'Homme* ». Le concept de nature est donc plus restrictif que celui d'environnement comme nous le verrons, puisque la protection de la nature ne viserait qu'à conserver le milieu naturel dans son état d'origine, ce qui n'est pas l'objectif du droit de l'environnement.

<sup>32</sup> Bayle (M.), « L'incidence de la réforme en droit de l'environnement », *Les petites affiches*, 1993, n° 120, p.40.

<sup>33</sup> Rey (A.), *Le Grand Robert de la langue française*, version électronique, *op. cit.*, non paginé.

<sup>34</sup> Organisation Internationale de Normalisation, *Systèmes de ménagement environnementale- Exigences et lignes directrices pour son utilisation*, norme ISO 14001 ; Genève, 2004.

<sup>35</sup> Cf. Art. 4 (k) chapitre I- des définitions de la Loi n° 96/12 du 5 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun.

<sup>36</sup> Cornu (G.), *Vocabulaire juridique*, Association Henri Capitant, Paris, Dalloz, 12<sup>e</sup> éd., Quadriga, 2016, p.889.

protection de la nature (incluant maintenant dans certains pays la protection de l'environnement nocturne contre la pollution lumineuse, droit des produits chimiques, droit des déchets, droit des sites, des monuments historiques (...)) ; celles liées à un secteur économique auquel on oppose ses problématiques juridiques environnementales propres : agriculture et environnement, industrie et environnement, services et environnement. La déclinaison peut aller à l'infini par sous-secteur : pisciculture, nucléaire, tourisme, santé-environnement (...).<sup>37</sup>

10. Comme nous pouvons le constater, la notion d'environnement est vaste, pluridimensionnelle. Afin d'éviter l'éparpillement, ces sous-branches sont souvent réunies dans un document unique appelé « lois cadres sur l'environnement ».<sup>38</sup>

Ne pouvant à tous les coups citer les éléments constitutifs de l'environnement pour le définir, une définition qui fasse l'unanimité s'impose. Celle donnée par le Pacte international sur l'environnement et le développement semble simple et avoir une portée générale. Aux termes de l'Article 1<sup>er</sup> (e) de ce projet, on entend par environnement, l'« *ensemble de la nature et des ressources naturelles y compris le patrimoine culturel et l'infrastructure humaine indispensable pour les activités socio-économiques* ». C'est cette définition que nous retenons dans la présente étude parce que plus globalisante. Elle associe à la fois la conception anthropocentrique et écocentrique de l'environnement.

Toutefois, la question demeure, qu'est-ce que le droit pénal de l'environnement ? Cette interrogation nous permet de situer d'abord le droit pénal de l'environnement dans le vaste ensemble que constitue le droit pénal, ensuite de donner une définition de la matière.

Le droit pénal, comme le souligne un auteur<sup>39</sup>, n'échappe pas à la règle de l'évolution qui veut qu'en toute matière, certains rameaux se détachent un jour du tronc pour s'efforcer d'acquérir une relative autonomie. À côté des branches du droit pénal dites traditionnelles<sup>40</sup>, l'on a aujourd'hui d'autres branches qu'on qualifierait de nouvelles. Il s'agit de la criminologie, la criminalistique, le droit pénal international, le droit pénal comparé et le droit pénal des affaires encore appelé « droit pénal économique ».<sup>41</sup> C'est de cette dernière sous-branche qu'est issu, le droit pénal de l'environnement.

11. On peut dès lors comprendre la relation étroite qui existe entre l'économie et le droit pénal de l'environnement.<sup>42</sup> En effet, dès les années soixante, les économistes ont voulu apporter leur contribution à la protection de l'environnement. Une nouvelle discipline verra ainsi le jour, « *économie de l'environnement* » qui connaîtra un grand succès. Celui-ci a été favorisé par un certain contexte comme l'énonce Jean-Pierre Reveret<sup>43</sup>, « *un double contexte favorise aujourd'hui le recours aux approches économiques, d'une part, le relatif échec, dans plusieurs cas des approches réglementaires et, d'autre part, le souhait de nombreux gouvernements et organisations internationales de faire appel au marché comme instrument principal de gestion* ». Les ressources naturelles connaissent une surexploitation, or celles-ci ne sont pas inépuisables. Le souhait de l'économie de l'environnement, c'est de parvenir à

<sup>37</sup> Plus amplement, Prieur (M.), *Droit de l'environnement*, Paris, Précis Dalloz, 6<sup>e</sup> éd., 2011.

<sup>38</sup> Cf. Moutondo (E.G.), « Les lois cadres environnementales dans les pays francophones d'Afrique », in Granier (L.) (coord.), *Aspects contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'Ouest et Centrale*, UICN, Gland, Suisse, 2008, xvi + 224 p.

<sup>39</sup> Pradel (J.), *Droit pénal général*, Paris, Editions CUJAS, 2004, p.55.

<sup>40</sup> Il s'agit du droit pénal général, le droit pénal spécial, la procédure pénale et la science pénitentiaire.

<sup>41</sup> Branche du droit pénal qui étudie la répression des comportements jugés incompatibles ou contraires à l'ordre économique et social.

<sup>42</sup> Plus largement, Faure (M.), « La protection de l'environnement par le droit pénal ? Une perspective économique. Acteurs et outils du droit de l'environnement. », *Anthémis*, 2010, pp.135-166.

<sup>43</sup> Reveret (J.P.) et s., « Economie de l'environnement et des ressources naturelles », *Revue Liaison Énergie-Francophonie*, Numéros 66-67, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestre 2005, p.5.

une économie durable dans sa globalité. Cette approche couvre deux grandes dimensions, celle qui vise à évaluer économiquement l'environnement, à donner une valeur monétaire à ce qui n'a pas de prix<sup>44</sup>, et à fournir au gestionnaire de l'environnement une panoplie d'approches et d'outils de gestion.<sup>45</sup>

Quoi qu'il en soit, les économistes sont d'avis aujourd'hui que le droit pénal de l'environnement combiné aux différents outils économiques<sup>46</sup> permet une protection efficace de l'environnement. En effet, l'usage des biens environnementaux soulève des problèmes d'externalité.<sup>47</sup> Celle-ci pouvant être positive ou négative. En cas d'externalité négative, le droit pénal de l'environnement se démarque alors des autres types de sanctions offertes. De ce fait, « *le but du droit, est plutôt de dissuader au moyen de sanctions que de compenser par le droit civil. Dans le cadre de la responsabilité civile, les individus ont en principe le droit de causer des dommages à autrui, à condition qu'ils soient prêts à en payer le prix, c'est-à-dire à dédommager les victimes. Le droit pénal vise précisément les cas où l'on souhaite mettre un terme au comportement criminel, même si le criminel est en mesure de payer le prix. Autrement dit, le droit civil fixe les dommages en vue de la compensation, le droit pénal détermine les sanctions pour dissuader les comportements antisociaux* ».<sup>48</sup>

12. Les lexiques des termes juridiques ne définissent pas l'expression « droit pénal de l'environnement ». C'est donc à la doctrine d'en proposer une définition qui soit acceptable. L'auteur français Marie-José Littmann-Martin considère le droit pénal de l'environnement comme « *l'ensemble des dispositifs répressifs mis en place pour protéger les différents éléments qui composent l'environnement en sanctionnant les activités humaines qui menacent et/ou les dégradent* ».<sup>49</sup> Selon nous, le droit pénal de l'environnement désigne l'ensemble des règles juridiques relatives à la protection pénale du milieu et à la conservation de la nature et des ressources naturelles.

Les développements ci-dessus, montrent que le champ d'intervention de la norme pénale va en s'élargissant. Le « *caractère horizontal et globalisant de l'environnement* »<sup>50</sup> fait

<sup>44</sup> *Ibid.* Un des problèmes majeurs des biens environnementaux est qu'ils n'ont souvent pas de prix car ils n'ont pas de marché. Mais ce n'est pas parce qu'un bien n'a pas de prix de marché qu'il n'a pas de valeur. Il s'agit alors de pouvoir exprimer la valeur des biens environnementaux pour faire ressortir les avantages sociaux qu'ils procurent. Cela conduit à tenir compte à la fois des services qu'ils rendent et qui sont susceptibles de disparaître, et des dommages qu'ils subissent.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p.5.

<sup>46</sup> Parmi les plus utilisés : l'analyse coûts et avantages (ACA), l'analyse coûts-bénéfices. Voir sur l'analyse coût-bénéfice en général: Mishan (E.J.), *Cost-benefit Analysis: an informal introduction*, 2<sup>e</sup> éd., Londres : Allen et Unwin, 1974 ; Ackerman (B.A.), Rose-Ackerman (S.), Sawyer (J.) et Henderson (D.), *The Uncertain Search for Environmental Quality*, New York : Free Press, 1971 et les critiques de ce livre par Oates (W.), « Book Review, The Uncertain Search for Environmental Quality », *University for Pennsylvania Law Review*, Vol. 124, 1976, pp.864-891. Voir également Abelson (P.), *Cost benefit Analysis and Environmental Problems*, Farnborough : Saxon House, 1979; Cocker (A.) et Richards (C.), *Valuing the environment, Economics Approaches to Environmental Evaluation*, Londres : Bellhaven Press, 1992; Fields (B.C.), *Environmental economics: an introduction*, New York : McGraw-Hill, 1994; Tolley (G.S.), Graves (P.H.F.) et Blonquist (G.C.), *Environmental Policy, Elements of Environmental Analysis*, Cambridge : Ballinger Publishing Company, 1981. Cité par Faure (M.), « L'analyse économique du droit de l'environnement », *op. cit.*, p.32. Cité par Tchoca Fanikoua (F.), La contribution du droit pénal de l'environnement à la répression des atteintes à l'environnement au Bénin, Thèse de doctorat, Université de Maastricht, 2012, p.268.

<sup>47</sup> En économie, on parle d'externalité ou d'effet externe lorsque la production ou la consommation d'un agent économique, une entreprise ou un individu génère un impact positif ou négatif sur le bien-être d'autres agents économiques sans qu'il y ait une transaction ou une contrepartie financière.

<sup>48</sup> Faure (M.), « L'analyse économique du droit de l'environnement », *op. cit.*, p.242. Ces différences entre le droit pénal et le droit civil ont été abordées par Cooter (R.), « Prices and Sanctions », *Columbia Law Review*, Vol. 84, 1984, p.152.

<sup>49</sup> Littmann-Martin (M.J.), « Le droit pénal français et la prise en compte de l'irréversibilité », *RJE*, Vol. 23, 1998, pp.143-158.

<sup>50</sup> Voir notamment Prieur (M.), *Droit de l'environnement*, Paris, Dalloz, 2<sup>e</sup> éd., 1991, p.8.

pénétrer le droit pénal dans presque toutes les branches du droit, M. Cosson parlait à son époque et dans son rapport<sup>51</sup> d'« *inflation du droit pénal* ». Il n'est pas question de considérer toutes les atteintes à l'environnement comme infraction pénale. Si un tel exercice venait à être effectué, on tomberait tout droit dans la logique prônée par le Code civil, à savoir « *tout fait quelconque de l'homme [...]* ».<sup>52</sup> On devrait cependant, au nom du principe sacro-saint « *nullum crimen, nulla poena sine lege* » cher au droit pénal, constituer un catalogue d'infractions touchant les différents secteurs de l'environnement (urbanisation, faune, flore, forêt, mines (...)).

Parmi les branches du droit avec lesquelles le droit pénal de l'environnement entretient des rapports étroits, il y a sans doute le droit administratif. En effet, le droit pénal de l'environnement est largement dépendant de l'administration. Une bonne partie de ce droit consiste à prévoir des incriminations accessoires par rapport au droit administratif. La loi soumet le comportement présentant un danger pour l'environnement à l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par l'autorité administrative.<sup>53</sup> L'incrimination porte alors sur la non-détention de cette autorisation, le non-respect des conditions qui assortissent une telle autorisation. Certains auteurs, à l'instar de Monsieur Etienne Goethals, considèrent que dans ce modèle, « *le droit pénal devient un accessoire à l'administratif* ».<sup>54</sup> Le contenu des normes n'est pas défini par le législateur au moment de l'incrimination, mais par l'administration qui délivre une autorisation, détermine les prescriptions générales, octroie ou non un permis. Pourtant, la pollution est tellement grave que la dépendance administrative devrait être rompue de sorte qu'un délit autonome devrait être prévu.<sup>55</sup>

La dépendance administrative du droit pénal de l'environnement a amené la doctrine<sup>56</sup> à considérer qu'au lieu de parler de « droit pénal de l'environnement », on devrait plutôt parler de « *droit répressif de l'environnement* » ou encore de « *droit pénal administratif* », parce que abondant à la fois le droit pénal spécial et les sanctions administratives. Cet imbroglio est à l'origine de la controverse sur l'autonomie ou non du droit pénal de l'environnement par rapport aux autres sciences sociales.

La définition du DPE retenue montre qu'il répond à un souci de préservation du milieu de vie des hommes et par ricochet de l'Homme lui-même. Tant est-il que, les atteintes à l'environnement, restent en majorité non réprimées par le système judiciaire. Ceci permet d'avoir dans ce domaine un chiffre noir considérable de la criminalité environnementale.<sup>57</sup> Les raisons tiennent à l'inadéquation des sanctions pénales à la criminalité environnementale ; à la jeunesse du DPE et de surcroît à la méconnaissance du droit de l'environnement par le public (...). Julian Newman de l'Environmental Investigation Agency, soulignait déjà que « *le problème avec ces crimes, c'est qu'ils ne sont pas vraiment perçus comme prioritaires, on n'y consacre pas beaucoup de ressources. Et quand la contrebande est stoppée, il y a rarement des poursuites* ».

<sup>51</sup> Cosson (J.), « L'inflation pénale sur la loi française des sociétés commerciales », Rapport sur les sociétés commerciales et le droit pénal, Colloque de l'association tunisienne de droit pénal, Tunis 1985-1986, p.69.

<sup>52</sup> Art. 1382 Code Civil.

<sup>53</sup> Cf. Art. 30 Loi n° 96/12 du 5 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun. « Un décret d'application de la présente loi fixe la liste des substances nocives ou dangereuses produites au Cameroun, dont le rejet, le déversement, le dépôt, l'immersion ou l'introduction de manière directe ou indirecte dans les eaux continentales camerounaises sont soit interdits, soit soumis à autorisation préalable ».

<sup>54</sup> Rapport de la Cour de cassation de Belgique sur le droit pénal de l'environnement à la Réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'AHJUCAF les 26 et 27 juin 2008. Disponible sur : <http://v1.ahjucaf.org/Le-droit-penal-de-l-environnement.html>, consulté le 30/07/2019.

<sup>55</sup> Faure (M.), « La responsabilité pénale environnementale en Europe : *quo vadis ?* », *Anthémis*, 2013, p.2.

<sup>56</sup> Cf. Guihal (D.), *Droit répressif de l'environnement*, Paris, Economica, 3<sup>e</sup> éd., 2000.

<sup>57</sup> Pour plus de précision sur cette notion, Voir Ondoua Akoa (G.), La criminalité latente ou cachée au Cameroun, Mémoire de Master en droit pénal et sciences criminelles, Université de Yaoundé 2, 2014, 111 p.

13. Le recours au droit pénal pour sanctionner les infractions à l'environnement ne date pas d'hier. Au contraire, profondément enraciné dans l'histoire, un certain nombre d'interdits que nous nommerions aujourd'hui « *interdits écologiques* » ont été dès le moyen âge, assortis de peines d'amendes. Mais il s'agissait alors de dispositions à faible coloration pénale, et nul ne songeait à considérer les atteintes à l'environnement comme une véritable délinquance.<sup>58</sup> Il faut souligner que, l'évolution du droit de l'environnement est consubstantielle à celle du DPE. C'est le développement du droit de l'environnement qui a permis l'éclosion du DPE non seulement au niveau national, mais aussi au niveau international. C'est la raison pour laquelle, nous ne pouvons pas manquer de faire un petit détour dans l'histoire. Nous allons parcourir brièvement l'historique de la protection de l'environnement dans les principaux continents que sont l'Europe et l'Afrique.

Au niveau européen<sup>59</sup>, la véritable impulsion de la protection pénale de l'environnement vient du Conseil Européen du Droit de l'Environnement (CEDE).<sup>60</sup> Il a marqué un véritable changement, une réelle volonté de considérer certaines atteintes à l'environnement comme délinquance véritable, au même titre que d'autres infractions plus traditionnelles.<sup>61</sup> Le CEDE précise à l'occurrence qu'« *en tant que valeur fondamentale comme la vie ou la propriété privée et publique, l'environnement doit être protégé au même titre par le droit pénal et, à côté du meurtre ou du vol, chaque code pénal doit comprendre une ou plusieurs incriminations de pollution, de nuisance, de destruction, de dégradation ou d'autres atteintes à la nature* ». <sup>62</sup>

La Conférence européenne sur la conservation de la nature organisée à Strasbourg en 1970 par le Conseil de l'Europe a proposé l'élaboration d'un Protocole à la Convention européenne des droits de l'Homme garantissant à chacun le droit de jouir d'un environnement sain et non dégradé. Ce Protocole devait consacrer le droit de respirer un air et boire une eau raisonnablement exempte de pollution, le droit de se protéger contre les bruits excessifs et les autres nuisances et le droit à un accès raisonnable au littoral, à la campagne et à la montagne. Cette proposition fut reprise sans résultat par une recommandation (720) de 1973 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Un projet préalable avait cependant été préparé par le professeur Steiger sous forme d'un Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme.<sup>63</sup> Dans une étude réalisée en 1977 par la Société française pour le droit de l'environnement, le professeur J-P. Jacqué a proposé pour sa part l'insertion du droit à un environnement qui ne mette pas en péril la santé humaine, soit dans la charte sociale européenne, soit en renforçant le droit à la santé dans la Convention européenne des Droits de l'Homme.<sup>64</sup>

Bien que la Convention n'ait pas consacrée formellement le droit à l'environnement, c'est la jurisprudence qui va reconnaître l'atteinte à un droit lié indirectement à la protection de l'environnement. En 1991, la Cour déclare que la protection de l'environnement est

<sup>58</sup> Cf. Delmas-Marty (M.) dans sa préface à l'ouvrage *Droit pénal de l'environnement* de Robert et Guillaud, Editions Masson, octobre 1993.

<sup>59</sup> Dejeant-Pons (M.), « L'insertion du droit de l'Homme à l'environnement dans les systèmes régionaux de protection des droits de l'Homme », *RUDH*, 1991, p.461 ; Sudre (F.), *La protection du droit à l'environnement par la Convention européenne des droits de l'Homme*, Colloque CEDECE, Angers, 1994, La Doc. Française, 1997, p.209 ; Marguenaud (J-P.), « Inventaire raisonné des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme relatifs à l'environnement », *Revue européenne de droit de l'environnement*, 1998-1, p.5 ; Marguenaud (J-P.), « Vols de nuit et droit européen des droits de l'Homme », *RJE*, 2002-2, p.171 ; Winisdoerfer (Y.), « La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme et l'environnement », *RJE*, 2003-2, p.213.

<sup>60</sup> Plus amplement lire, Robert (J-H.) et Remond-Guillaud (M.), *Droit pénal de l'environnement*, édition Elsevier Masson, 1982.

<sup>61</sup> *Supra* note 59.

<sup>62</sup> Préambule de la Résolution « droit pénal et protection de l'environnement », adoptée en 1977.

<sup>63</sup> Steiger (H.), *Le droit à un environnement humain*, Erich Schmidt Verlag, 1973 (A. 13).

<sup>64</sup> Prieur (M.), Les principes généraux du droit de l'environnement, cours n° 5, Master 2 en droit international et droit comparé de l'environnement, formation à distance, campus numérique, « envidroit », p.11.



manifestement un dessein légitime conforme à l'intérêt général.<sup>65</sup> Dans l'arrêt Zander, la Cour qualifie le droit de jouir d'une eau non polluée comme un droit à caractère civil auquel s'applique l'Article 6-1 reconnaissant ainsi à un propriétaire un droit subjectif à un environnement sain.<sup>66</sup> Une nuisance grave constitue une ingérence dans la vie privée qui viole l'Article 8 de la Convention.<sup>67</sup> Depuis l'arrêt Oneryildiz une atteinte à l'environnement peut violer le droit à la vie de l'Article 2 de la Convention.<sup>68</sup>

Deux autres instruments juridiques au niveau européen témoignent de la volonté de ce continent à recourir au droit pénal pour protéger son environnement. Il s'agit de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal du 4 novembre 1998.<sup>69</sup> Bien qu'elle ne soit jamais entrée en vigueur, les pays européens ont à travers cet instrument, exprimé la volonté de poursuivre une politique pénale commune tendant à la protection de l'environnement. Quelques années plus tard, vont intervenir deux directives : la directive 2008/99/CE relative à la protection de l'environnement par le droit pénal et la directive 2009/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 sur la pollution des navires. Avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, « en principe, la législation pénale et les règles de la procédure pénale relevaient 'de la compétence des États membres' ». <sup>70</sup> La première directive visait notamment à renforcer le droit pénal de l'environnement au niveau de l'Union européenne.

Le continent européen entend donc s'appuyer sur la norme pénale<sup>71</sup> pour assurer un environnement sain à ses citoyens. Peut-on autant dire de l'Afrique ?

En Afrique, les préoccupations environnementales ne datent pas d'aujourd'hui. C'est au lendemain du rapport de l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature), sur la stratégie mondiale de la conservation<sup>72</sup> que l'Afrique va adopter un important instrument juridique : la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.<sup>73</sup> Elle proclame en son Article 24 que : « tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice

<sup>65</sup> CEDH, *Pine Valley developments*, 29 novembre 1991, A, n° 222.

<sup>66</sup> CEDH, 25 novembre 1993, A, n° 279 B.

<sup>67</sup> CEDH, *Lopez-Ostra c/ Espagne*, 9 décembre 1994, A, n° 303-C.

<sup>68</sup> Sudre (F.), Marguenaud (J.-P.), Andriantsimbazovina (J.), Gouttenoire (A.) et Levinet (M.), *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme*, n° 56, PUF coll. Thémis, 2003 ; Flauss (J.F.), « Actualité de la Convention européenne des droits de l'Homme », *AJDA*, n° 20-2002, p.1282 ; Marguenaud (J.P.), « Note sur l'arrêt Oneryildiz », *Revue européenne de droit de l'environnement*, 2003, n° 1, p.67 ; Laurent (C.), « Un droit à la vie en matière environnementale reconnu et conforté par une interprétation évolutive du droit des biens pour les habitants de bidonvilles », *Rev. Trim. Dr.h.*, 2003, p.309. Cité par Prieur (M.), *Les principes généraux du droit de l'environnement*, op. cit., p.5.

<sup>69</sup> Plus largement lire : Szonyi dandachi (A.), « La Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal », *Revue Juridique de l'Environnement*, 2003, n° 3, pp.281-288. Disponible sur : [https://www.persee.fr/doc/rjenv\\_0397-0299\\_2003\\_num\\_28\\_3\\_4166](https://www.persee.fr/doc/rjenv_0397-0299_2003_num_28_3_4166)

<sup>70</sup> C.J.C.E., 11 novembre 1981, aff. C-203/80, *Casati*, Rec., p.I-2595. Cité par Sadeleer (N.), « La responsabilité pénale environnementale : examen des relations douteuses entre le droit international, le droit de l'UE et le droit pénal national », *Anthémis*, 2013, p.310.

<sup>71</sup> Il y a cependant une tendance à décriminaliser dans les Etats membres de l'UE. En effet, « [...] l'invitation pénale lancée par la directive est contraire à la tendance de nombreux États membres. Traditionnellement, le seul moyen de maintenir le droit de l'environnement est effectivement le droit pénal. Néanmoins, aujourd'hui, nous pouvons observer dans beaucoup d'États membres une tendance à introduire les sanctions administratives et notamment les amendes administratives pour les infractions moins importantes. Cela est déjà le cas en Allemagne où l'instrument principal pour lutter contre la pollution est le « Bußgeld » (amende administrative) à imposer par le *Ordnungswidrigkeitengesetz* et applicable pour beaucoup d'infractions environnementales. Récemment, en Belgique, le décret wallon du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement a aussi introduit de larges possibilités pour imposer des amendes administratives ». Cf. Faure (M.), « Responsabilité pénale environnementale en Europe : quo vadis ? », op. cit., p.7.

<sup>72</sup> L'UICN proposera le terme de « sustainable development » qui sera successivement traduit en français par « développement soutenable », puis « développement durable ».

<sup>73</sup> Adoptée le 28 juin 1981 en Nairobi.

à leur développement ». C'est la première consécration juridique dans le monde, du droit de l'Homme à l'environnement en tant que droit des peuples.<sup>74</sup>

En effet, l'éveil des consciences des peuples africains quant à leur liberté participera à une prise de conscience de la nécessité de protéger l'environnement. Les pays vont ainsi, soit adhérer aux Conventions antérieures, soit adopter de nouvelles, à l'instar de la Convention d'Alger de 1968 sur la conservation de la nature et des ressources naturelles. Les auteurs s'accordent aujourd'hui sur le point que : c'est la découverte d'un trafic de déchets dangereux entre pays industrialisés et certains pays africains qui aura véritablement déclenchée l'alerte écologique en Afrique.<sup>75</sup> Dès lors, ce phénomène a suscité un mouvement de codification. C'est ainsi que l'OCDE (Organisation pour le Commerce et le Développement Economique) a pris l'initiative d'adopter une recommandation dans laquelle, elle demandait aux Etats de notifier les autorités de l'Etat importateur avant d'exporter des déchets dangereux vers les Etats non membres de l'organisation. La communauté internationale<sup>76</sup> a alors conclu en 1989, la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination.<sup>77</sup> Cette Convention a été suivie de celle de Bamako, sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux et le contrôle de leur mouvement transfrontalier en Afrique, adoptée le 30 janvier 1991. Celle-ci va obliger les Etats membres, signataires de la Convention, d'adopter la législation nationale qui va déclarer l'importation des déchets dangereux en Afrique, infraction pénale.

Cependant, le DPE n'a pas encore connu une grande évolution au niveau régional en Afrique comme c'est le cas en Europe. L'essentiel de ce droit se développe à l'intérieur des Etats qui consacrent le droit de l'environnement dans leurs Constitutions.<sup>78</sup> De même que l'adoption des lois sur l'environnement contenant pour la plupart des sanctions pénales en cas d'atteintes à l'environnement.

En ce qui concerne le Cameroun, il est tout aussi préoccupé et touché par le problème de la dégradation de l'environnement. Pour juguler ce phénomène, les autorités gouvernementales ont adopté les instruments juridiques. En effet, la prise de conscience du Cameroun de la nécessité de protéger l'environnement, est postérieur à la Conférence de Stockholm de 1972, et à la création du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Le premier séminaire national sur l'environnement date de 1983.<sup>79</sup> On va quelques années plus tard, en 1992, assister à la création d'un ministère en charge de l'environnement après le sommet de Rio.

S'agissant des textes juridiques sur la protection de l'environnement, les premiers apparaissent dès la période coloniale. Certains textes relatifs notamment à l'hygiène et à la salubrité publique vont être pris. Il en est ainsi de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1937<sup>80</sup>, fixant en cette matière, les règles à appliquer dans le territoire du Cameroun sous mandat.<sup>81</sup> L'environnement sera par la suite inscrit dans la Constitution du 18 janvier 1996.<sup>82</sup> La même année,

<sup>74</sup> Kamto (M.), *Droit de l'environnement en Afrique*, Paris : Edicef/AUPELF, 1996, p.15.

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> Cette expression ne fait pas l'objet d'une définition précise. Elle a même subi des critiques. En dépit l'on peut considérer la communauté internationale comme étant un vaste ensemble homogène dans lequel, chacun des Etats constitutifs du monde civilisé interagissent de concert pour le bien de l'ensemble, sur la base de règles préalablement établies et admises par tous. Plus largement, lire : Pellet (A.), « Le Droit International entre souveraineté et communauté internationale », *Annuaire brésilien de Droit International*, v. 2, 2007, 75 p.

<sup>77</sup> V. UNEP/IG. 80.

<sup>78</sup> Il y a quelques rares pays comme le Maroc qui n'a pas encore inscrit la protection de l'environnement dans sa constitution.

<sup>79</sup> Extrait du texte de l'article qui est une adaptation au rapport introductif du Pr. Maurice Kamto à l'ouvrage *Droit et Politiques Publiques de l'Environnement au Cameroun*, Yaoundé, CERDIE, Avril 1992, 253 p.

<sup>80</sup> Journal Officiel du Cameroun, 1937, p.860 et s.

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> Son préambule proclame solennellement que « toute personne a droit à un environnement sain. La protection de l'environnement est un devoir pour tous. L'Etat veille à la défense et la promotion de l'environnement ».

interviendra une Loi-cadre sur l'environnement<sup>83</sup>, sans compter les multiples textes sectoriels consacrés à chaque secteur de l'environnement ainsi que leurs décrets d'application. Hormis la Constitution, toutes les autres lois ont cette particularité qu'elles prévoient des sanctions pénales. Le législateur camerounais croit donc à la force de la norme pénale pour protéger son environnement. D'autant plus que, a priori, le paysage juridique camerounais semble capable de protéger efficacement l'environnement.

14. Le DPE constituerait donc un maillon essentiel dans la mise en œuvre des politiques criminelles environnementales, parce qu'il est lié à toute forme de protection. En effet, la protection efficace de l'environnement nécessite des règles de droit plus sévères car, « souvent, seules les sanctions pénales ont un effet suffisamment dissuasif. Tout d'abord, elles reflètent une désapprobation de la société qualitativement différente de celle manifestée par le biais des sanctions administratives ou d'une indemnisation au civil. Elles transmettent un message fort aux délinquants, avec un effet beaucoup plus dissuasif. Ainsi, une sanction administrative ou une autre sanction financière peuvent ne pas être dissuasives si les délinquants sont impécunieux ou au contraire très puissants financièrement ».<sup>84</sup> Jacques Barrot abonde dans le même sens. Il souligne que « seule l'épée tranchante du droit pénal peut avoir un véritable effet dissuasif ».<sup>85</sup> Assortir les atteintes à l'environnement des sanctions pénales ne suffit pas à éradiquer la criminalité environnementale, il faudrait encore que ces règles soient effectivement appliquées au moment de la survenance d'une atteinte.

Comme les autres pays à travers le monde, le Cameroun connaît aussi des problèmes environnementaux. Au rang desquels, la dégradation du couvert végétal due aux activités agropastorales et à la montée en puissance de la déforestation ; la destruction de la faune due au phénomène du braconnage ; le problème de la gestion des déchets sur le territoire national surtout en milieu urbain ; le problème de la pollution industrielle, les changements climatiques (...). Il s'agit là d'un tableau qui peut être noir. Mais comme le souligne un auteur<sup>86</sup>, « il est généralement admis qu'à trop peindre les choses en noir on ne gagne rien. Mais dans le cas de l'environnement il ne faut pas craindre d'ajouter du gris sur du gris, de répéter en espérant une salutaire prise de conscience accrue ».

Il y a donc d'un côté, le droit pénal et de l'autre, l'environnement. Ce droit pénal doit être en adéquation avec les spécificités de l'environnement. Les difficultés d'application du droit pénal de l'environnement semblent congénitales à l'apparition de la matière. En effet, les principaux caractéristiques<sup>87</sup> du DPE, font de lui un droit assez complexe. La solution souvent préconisée par la doctrine consiste à rationaliser la matière à travers sa simplification et son harmonisation. Mais notre étude ne porte pas sur les conditions d'adéquation du DPE. Nous nous interrogeons sur le caractère adéquat ou non de la protection pénale de l'environnement au Cameroun. Sur un plan purement théorique, on pourrait répondre par l'affirmative, mais en le confrontant à la pratique, on est étonné de constater qu'il existe un décalage important entre ce que les textes prévoient et ce qui se passe réellement.

On est donc en droit de nous poser la question, si le droit pénal camerounais apporte une protection satisfaisante à l'environnement. Tel est le principal questionnement qui se dégage du sujet de cette étude intitulée : « La norme pénal à l'épreuve de la protection de l'environnement au Cameroun ».

---

<sup>83</sup> Loi n° 96/12 du 5 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun.

<sup>84</sup> Cf. Exposé des motifs de la directive européenne sur la responsabilité environnementale, publié en 2000 par la Commission européenne.

<sup>85</sup> Propos tenus lors de l'examen du texte en plénière.

<sup>86</sup> Kinda (P.A.), « La gestion des risques climatiques en zones urbaines vulnérables au Burkina Faso », *Jase*, numéro spécial décembre, 2010, p.106.

<sup>87</sup> C'est un droit hétéroclite, dépourvu d'unité, dépendant de l'administration (...).

15. L'objectif général de cette étude est de jeter un regard analytique et critique sur le DPE camerounais, sur son application et formuler quelques propositions.

Pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés, nous allons recourir à une méthode scientifique. La méthode est considérée comme l'ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles, une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et vérifie.<sup>88</sup> Nous ferons recours à deux principales méthodes : la méthode exégétique ou juridique et la méthode de la libre recherche scientifique.

La première, la méthode juridique, consiste pour le juriste à rechercher la solution à son problème dans les textes de lois. Le droit est entièrement contenu dans la loi écrite, le juriste doit seulement l'en extraire en recherchant la volonté du législateur<sup>89</sup>, ou encore à l'aide des travaux préparatoires.

La seconde, la méthode de la libre recherche scientifique, est née de l'insuffisance de la méthode exégétique. Si la loi doit être appliquée, il faut néanmoins quand elle est insuffisante ou démodée, rechercher librement les solutions qui conviennent aux difficultés envisagées.<sup>90</sup> Elle nous permettra donc de mettre en exergue la jurisprudence et la doctrine, afin de faire un rapprochement entre les textes légaux, réglementaires internes ou externes, aux réalités rencontrées sur le terrain. Nous tirerons par la suite des conséquences qui en découlent. Nous ferons abondamment recours au droit comparé, car les pays dits développés apportent une réponse pertinente à la protection pénale de l'environnement due à leur longue expérience en la. Le droit camerounais étant un droit d'origine francophone et anglo-saxon, s'inspirant à la fois du droit français, anglais et même américain, la jurisprudence francophone européenne et anglophone, en particulier française, anglaise abondante en matière de contentieux pénal à l'environnement seront mis à contribution.

16. L'étude de la protection de l'environnement par la norme pénale se heurte à plusieurs obstacles. Parmi lesquels la délimitation du champ de l'étude d'une part et la collecte des informations d'autre part.

Par sa nature, l'environnement constitue un vaste domaine et fait appel à plusieurs disciplines. Notre étude s'avère ainsi difficile parce qu'elle devra prendre en compte, tous les différentes composantes de l'environnement : l'environnement naturel et culturel. Il faudrait alors convoquer tous les instruments juridiques existants en matière de protection de l'environnement. Notons qu'au Cameroun, le Journal Officiel (J.O.) ne paraît plus régulièrement. L'accès à ces textes de lois devient donc difficile. De plus, le droit de l'environnement est une matière pluridisciplinaire. Pour traiter de la protection pénale de l'environnement, il faudrait alors maîtriser d'autres disciplines, telles que le droit administratif, le droit civil, le droit de l'urbanisme, (...). De plus, l'environnement ignorant les frontières ainsi que les barrières de toutes sortes, l'on devra aborder les aspects du droit international de la protection de l'environnement au Cameroun. Le DPE étant encore une discipline jeune au Cameroun, se doit de scruter toutes les pistes pouvant contribuer à l'élaboration d'un DPE complet et efficace. La circulation des idées et des concepts contribuera à l'échange des expériences et renforcer ainsi une synergie dans la lutte contre les atteintes à l'environnement. De même que l'élaboration de textes nationaux, en utilisant des textes internationaux.<sup>91</sup> Nous nous proposons, à terme, d'apporter notre contribution à la naissance d'un droit pénal de l'environnement efficace.

---

<sup>88</sup> Grawitz (M.) et Pinto (R.), *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1964, 2 vol., p.26.

<sup>89</sup> Ghestin (J.) et Goubeaux (G.), *Traité de droit civil-introduction générale*, n° 142 et s. et 4<sup>e</sup> éd., avec le concours de Fabre-Magnan (M.), 1994, n° 151 et s.

<sup>90</sup> Geny (F.), *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, L.G.D.J., 1<sup>e</sup> éd., T1, 2016, 324 p.

<sup>91</sup> Kamto (M.), « La mise en œuvre nationale du droit international de l'environnement dans les pays francophones », Rapport général (dir. Prieur), *Pulim, Limoges*, 2003, p.26.

La collecte des données n'en constitue pas un obstacle des moindres. Notre sujet nécessite un recours à la législation aussi bien nationale qu'internationale en matière de protection de l'environnement. Mais comme nous l'avons relevé, le J.O., instrument censé mettre à notre disposition ces informations, n'apparaît que très rarement au Cameroun. Il faut ajouter à cela, l'accessibilité de la documentation en matière de protection pénale de l'environnement. Si celle-ci est abondante au niveau européen, elle est encore rare en ce qui concerne le Cameroun. De même, la jurisprudence devant nous permettre d'étayer notre argumentaire, n'est pas toujours disponible en raison du nombre très réduit de décisions de justice prononcées par les juridictions en matière de protection pénale de l'environnement au Cameroun.

**17.** A ce stade de notre étude, l'hypothèse de travail que nous retenons est que, « *la protection pénale accordée à l'environnement au Cameroun est encore insuffisante* ».

Dans cette optique, en premier lieu, nous ferons le diagnostic, sur un plan purement théorique, du cadre juridique et institutionnel sur lequel repose la politique pénale camerounaise de protection de l'environnement (**Première partie**). En second lieu, nous analyserons la mise en œuvre du DPE et les perspectives qui s'offrent à cette discipline juridique pour la rendre plus efficace (**Seconde partie**).

## **PREMIERE PARTIE : UNE PROTECTION PÉNALE RELATIVEMENT ATTRAYANTE**

*« L'Homme se doit être le gardien de la nature, non son propriétaire »*  
Philippe St Marc

18. Le préambule de la Résolution *«Droit pénal et protection de l'environnement»*, adoptée en 1977 proclamait qu'*« en tant que valeur fondamentale comme la vie ou la propriété privée et publique, l'environnement doit être protégé au même titre par le droit pénal [...] »*. Le législateur camerounais conscient des enjeux environnementaux actuels, n'a pas manqué de recourir au droit pénal pour sanctionner les atteintes à l'environnement. Il a organisé la répression en adoptant des instruments juridiques au plan interne et en ratifiant certains Traités et Accords internationaux relatifs à la protection de l'environnement. Des institutions ont également été mises en place en vue de permettre la mise en œuvre effective des règles édictées.

19. Un cadre juridique pertinent de protection de l'environnement existe donc au Cameroun. Mais ce dernier cache mal les nombreuses lacunes qu'il contient. C'est dire que le système de protection pénale oscille entre force et faiblesse. Cette première partie se veut essentiellement diagnostique. Elle nous permettra de faire l'inventaire du cadre juridique de protection pénale de l'environnement au Cameroun pour juger de sa pertinence. Au-delà de celle-ci, une étude analytique va nous permettre de déceler les insuffisances rencontrées dans la protection pénale de l'environnement au Cameroun.

Nous présentons tour à tour les forces du système pénal de protection (**Titre I**) et les faiblesses de ce système (**Titre II**).

## TITRE I : LES FORCES DU SYSTÈME PÉNAL DE PROTECTION

20. Le droit pénal de l'environnement camerounais bien qu'il soit encore « à ce jour [...] en construction [...] »<sup>92</sup> présente déjà fière allure. Le travail du législateur a permis l'adoption de nombreux textes pour protéger l'environnement au Cameroun. Le texte le plus important en la matière est sans doute, la loi n° 96/12 du 05 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun.

Elle définit le cadre général de protection de l'environnement au Cameroun. Des textes sectoriels pris dans divers domaines de l'environnement viendront compléter la Loi-cadre sur l'environnement. La particularité de ces textes, est qu'elles prévoient tous des incriminations auxquelles sont attachées des sanctions pénales. Il s'agit là des textes spécifiques au domaine de l'environnement. La législation pénale classique, en l'occurrence le Code pénal, contient elle aussi des dispositions pertinentes sur la protection de l'environnement. On y retrouve de nombreuses incriminations avec des sanctions plus ou moins sévères. L'une des innovations de cette législation est la consécration d'un principe général de responsabilité pénale des personnes morales.

21. En effet, avant l'adoption de la loi n° 2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code pénal au Cameroun (CPC), la responsabilité pénale des personnes morales était consacrée dans les textes spéciaux et dans presque tous les domaines. A l'époque, « [...] d'après une analyse des différentes lois en vigueur, la nouvelle responsabilité semble admise dans tous les domaines. Chronologiquement, il y a eu le domaine des atteintes aux activités économiques, puis celui des atteintes à l'intégrité physique des individus, et [...] le domaine des atteintes à la sécurité et à la vie privée des individus ».<sup>93</sup> Mais le CPC de 2016 est venu consacrer un principe général de responsabilité pénale des personnes morales.<sup>94</sup> En plus de la généralisation de la responsabilité pénale des personnes morales, le CPC a consacré de nouvelles sanctions adaptées à la délinquance écologique, à savoir, les peines alternatives (nous y reviendrons plus amplement dans notre chapitre 1).

L'on peut de même observer un dynamisme au niveau des acteurs chargés de lutter contre la criminalité environnementale. Ils sont forts nombreux et de diverses natures. On les retrouve aussi bien dans le secteur public que privé.

D'une manière générale, les forces du système pénal de protection de l'environnement au Cameroun nous permettent de constater, qu'il existe un dispositif normatif impressionnant de protection de l'environnement (**Chapitre 1**) d'une part, et qu'il existe une diversité d'acteurs chargés de la répression des infractions à l'environnement (**Chapitre 2**), d'autre part.

---

<sup>92</sup> Foka Taffo (F.), « Le droit pénal de l'environnement au Cameroun », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds. /dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, op. cit., p.201.

<sup>93</sup> Ntono Tsimi (G.), « Le devenir de la responsabilité pénale des personnes morales en droit camerounais. Des dispositions spéciales vers un énoncé général ? », *Doctrine et études*, Juris périodique n° 89, 2012, p.88.

<sup>94</sup> Art. 74 (a) CP : « Les personnes morales sont responsables pénalement des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants ».

## Chapitre 1. Un cadre normatif impressionnant

22. Le législateur camerounais dans le souci de préserver l'environnement contre les atteintes, a entrepris depuis plusieurs années, de poser les bases juridiques de la protection de l'environnement avec pour cheval de bataille, le droit pénal. Mais ce droit pénal n'est pas la seule discipline qui a vocation à assurer la protection de l'environnement. D'autres disciplines, comme le droit administratif, le droit civil, l'économie (...), s'y mêlent aussi. L'expression « *droit répressif* »<sup>95</sup> est d'ailleurs souvent utilisée, pour exprimer l'interdisciplinarité qui caractérise la matière. Le recours à d'autres normes juridiques autres que la norme pénale pour traiter de la protection de l'environnement est inévitable en particulier, le droit administratif avec qui, il entretient des relations très étroites.

23. Le droit pénal de l'environnement est assez dense au Cameroun.<sup>96</sup> Ceci à plusieurs égards, du point de vue de ses sources, des infractions consacrées, du domaine protégé et des personnes susceptibles d'être poursuivies pour atteinte à l'environnement. Ces éléments mis ensemble donnent au DPE camerounais une apparence redoutable avec pour mission de prévenir, de punir et de réparer les atteintes à l'environnement.

À y voir de plus près, le cadre normatif de protection de l'environnement au Cameroun revêt certaines caractéristiques. Parmi celles-ci, la multiplicité des incriminations (1.1.) auxquelles sont attachées des sanctions plus ou moins dissuasives (1.2.).

### 1.1. Des incriminations multiples

La politique criminelle consiste dans « *l'organisation de la lutte contre une criminalité préalablement définie, lutte menée sous diverses formes, employant des moyens variés et orientée vers des buts précis* ». <sup>97</sup> C'est en quelque sorte la feuille de route du législateur dans sa mission de lutte contre la criminalité. Le législateur camerounais a posé ainsi les bases en vue d'une répression des atteintes à l'environnement. Il a au préalable déterminé les faits qu'il entend réprimer. On dit qu'il incrimine. Incriminer, c'est « *ériger un fait en infraction (en crime, en délit, (...))* ». <sup>98</sup> L'on considérera l'incrimination comme étant, « *une description des éléments constitutifs d'une infraction pénale par un texte législatif ou réglementaire* ». <sup>99</sup> Elle constitue l'une des deux composantes de l'infraction, l'autre étant la sanction. L'infraction elle-même s'étend comme tout comportement consistant en une action ou une abstention réprimée par un texte pénal qui en donne les éléments constitutifs et fixe les peines qui lui sont attachées. <sup>100</sup>

Les instruments juridiques régissant l'environnement au Cameroun sont nombreux. La conséquence inéluctable en est qu'on retrouve aussi dans ces instruments de nombreuses incriminations. La densité des incriminations est alimentée non seulement par les sources du DPE (1.1.1.), mais aussi par l'étendue du domaine de l'environnement objet de protection pénale (1.1.2.).

<sup>95</sup> Guihal (D.), *Droit répressif de l'environnement*, Economica, 3e édition, 2008, *op. cit.*, p.56.

<sup>96</sup> Foka Taffo (F.), « Le droit pénal de l'environnement au Cameroun », *op. cit.*, p.217.

<sup>97</sup> Levasseur (S.) et Bouloc (B.), *Droit pénal général*, Paris, Coll. 'Précis', Dalloz, 20è éd., 2007, n° 22.

<sup>98</sup> Cornu (G.), *Vocabulaire juridique*, Association Henri Capitant, 12è éd., 'Quadrige' : 2016, p.1150.

<sup>99</sup> Cabrillac (R.), *Dictionnaire du vocabulaire juridique*, Paris, 2è éd., coll. Litec, 2004, p.213.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p.216.



### 1.1.1. De nombreuses sources d'incrimination

Les incriminations en DPE camerounais ont été rédigées sous l'inspiration du droit national et du droit international. Le premier est constitué d'un ensemble de textes qui constitue les sources directes du DPE. Le droit international lui, est considéré comme une source indirecte du DPE camerounais. Il englobe l'ensemble des Traités et Accords internationaux ratifiés par l'Etat du Cameroun en matière de protection de l'environnement.

Nous analysons premièrement les sources directes (1.1.1.1.). Secondement les sources indirectes (1.1.1.2.) du DPE au Cameroun.

#### 1.1.1.1. Les sources directes du DPE

**24.** La protection de l'environnement fait partie de l'une des préoccupations du législateur camerounais. En effet, « *le constituant de 1996 exprime clairement sa position en faveur des questions environnementales. Le ton est donné dans le préambule où il cite, au titre de l'énumération des droits et libertés fondamentales, le droit à un environnement sain* ». <sup>101</sup> Il dispose à cet effet que : « *toute personne a droit à un environnement sain. La protection de l'environnement est un devoir pour tous. L'Etat veille à la défense et à la promotion de l'environnement* ». <sup>102</sup> Le préambule faisant partie intégrante de la Constitution <sup>103</sup>, le droit à un environnement sain a la même valeur que le reste des droits et devoirs consacrés dans la Constitution. En tant que norme suprême, la Constitution constitue la première source des incriminations en DPE. Elle proclame les droits et devoirs d'une manière générale, en charge au législateur et au pouvoir réglementaire de les expliquer en détail. C'est ce qui s'est passé en matière de protection de l'environnement au Cameroun. Presque la totalité des incriminations ont été prises par le législateur ou par le pouvoir réglementaire. <sup>104</sup>

Les incriminations en DPE au Cameroun se retrouvent dans les instruments juridiques dits « généraux » (1.1.1.1.1.) mais aussi dans les instruments juridiques spécifiques au domaine de l'environnement (1.1.1.1.2.).

##### 1.1.1.1.1. Les instruments juridiques généraux

**25.** Il s'agit de la Constitution et de la législation pénale. Le cas de la Constitution ayant déjà été abordé, reste celui de la législation pénale.

Si le Code pénal et le Code de procédure pénale sont tous deux les sources du DPE au Cameroun, ils ne constituent pour autant pas tous, les sources des incriminations en DPE. Seul le Code pénal contient des incriminations relatives à l'environnement.

Ces incriminations sont éparpillées dans le Code pénal et concernent beaucoup plus le domaine des délits et des contraventions. A titre d'illustration, l'Article 261 du CPC sur l'infraction de pollution condamne « *celui qui, par son activité pollue une eau potable*

<sup>101</sup> Tcheuwa (J-C.), « Les préoccupations environnementales en droit positif camerounais », *RJE*, n°1, 2006, p.26.

<sup>102</sup> Constitution de la République du Cameroun du 18 janvier 1996, Préambule, 21<sup>e</sup> tiret. Un tel devoir a d'ailleurs été repris par la Charte constitutionnelle de l'environnement adoptée en France en 2005 (Art.2). Sur la même question, voir : Troully (P.), « Le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement : obligation morale ou juridique ? », *Environnement*, avril 2005, pp.21-23.

<sup>103</sup> Cf. Article 65 de la Constitution de la République du Cameroun du 18 janvier 1996.

<sup>104</sup> Si le constituant béninois a formellement consacré des incriminations dans sa Constitution du 11 décembre 1990 aux Articles 29, 73, 74, 136, 137 et 138, le constituant camerounais, lui, a laissé le soin au législateur et au pouvoir réglementaire de consacrer les incriminations à l'environnement. Voir en ce sens Tchoca Fanikoua (F.), *La contribution du droit pénal de l'environnement à la répression des atteintes à l'environnement au Bénin*, Thèse de doctorat, Université de Maastricht, 2012, *op. cit.*, p.33.

susceptible d'être utilisée par autrui, ou pollue l'atmosphère au point de la rendre nuisible à la santé publique ».

**26.** Citons également quelques contraventions<sup>105</sup> :

- Les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe punies d'une amende de 200 à 1.200 francs. Il s'agit de « *ceux qui négligent de nettoyer les rues ou passages dans les localités où ce soin est laissé à la charge des habitants; ceux qui encombrement la voie publique en y déposant ou en y laissant sans nécessité des matériaux ou objets quelconques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté de passage ainsi que ceux qui, contrairement aux lois et aux règlements négligent d'éclairer les matériaux par eux entreposés ou les excavations par eux faites dans les places et voies publiques; ceux qui jettent ou exposent devant leurs maisons des choses de nature à nuire soit par leur chute, soit par des exhalaisons insalubres* ». <sup>106</sup>
- Les contraventions de 2<sup>ème</sup> classe, sont punies d'une amende de 1. 400 à 2.400 francs et concernent « *les auteurs ou complices de bruits, tapages ou attroupements injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitants* », de même que « *ceux qui dégradent des fossés, des clôtures et haies vives ou enlèvent des bois secs des haies* ». <sup>107</sup>

Ces infractions bien que prévoyant souvent des sanctions dérisoires, ont le mérite de donner de la consistance au DPE camerounais. Si le CPC est source d'incrimination en DPE camerounais, la majorité des incriminations est contenue dans les instruments juridiques spécifiques à l'environnement.

**1.1.1.1.2. Les instruments juridiques spécifiques à l'environnement**

**27.** La législation spécifique à l'environnement au Cameroun est dense. Dans ces textes, les incriminations sont nombreuses comme le sont aussi les secteurs de l'environnement protégés. A quelques exceptions près, il existe pour chaque secteur de l'environnement, une loi. On est alors tenté d'avancer qu'en « *droit de l'environnement camerounais, le principe est celui d'autant de secteurs autant de lois* ». <sup>108</sup> Ces textes sont de plusieurs natures. D'un côté, les textes à caractère législatif et ceux à caractère réglementaire. De l'autre côté, les textes relevant du droit commun, la Loi-cadre et les textes sectoriels.

Le texte phare en matière de protection de l'environnement au Cameroun étant la Loi-cadre. Elle contient une dizaine d'incriminations<sup>109</sup> qui participent de la densité des incriminations en DPE camerounais. Les lois sectorielles, plus nombreuses, constituent de véritables sources d'incriminations en DPE. Les secteurs déjà légiférés tels que l'eau<sup>110</sup> ; la faune, la forêt et la pêche<sup>111</sup> (...), contiennent de nombreuses incriminations.

De même, le règlement constitue une source non négligeable des incriminations en DPE au Cameroun. En effet, l'exécutif produit un nombre impressionnant de décrets, arrêtés, circulaires, et décisions relatifs à la gestion et à la protection de l'environnement. Il est en

<sup>105</sup> Infractions punies d'un emprisonnement qui ne peut excéder dix (10) jours ou d'une amende qui ne peut excéder vingt-cinq mille (25. 000) francs (Art. 21 Code pénal).

<sup>106</sup> Art. 21-1(c) du CPC.

<sup>107</sup> Art. R. 367 du CPC.

<sup>108</sup> Cité par nous-mêmes.

<sup>109</sup> Lire les Articles 79 à 84 de la Loi-cadre sur la gestion et la préservation de l'environnement au Cameroun.

<sup>110</sup> Loi n°98-005 du 14 avril 1998 portant régime de l'eau.

<sup>111</sup> Loi n°94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche.

réalité l'organe central en la matière, car les textes réglementaires couvrent l'ensemble des domaines concernés.<sup>112</sup>

A côté des sources nationales dites directes, du DPE au Cameroun, nous avons des sources indirectes, relevant du droit international.

#### 1.1.1.2. Les sources indirectes du DPE

28. La matière pénale relevant de la souveraineté des Etats, l'on ne saurait concevoir l'existence en droit camerounais, des incriminations directement issues des Conventions internationales. En revanche, ces Conventions définissent des normes qui contribuent à la détermination des incriminations, au niveau des Etats souverains, de certains comportements qui portent atteinte à l'environnement.

De ce fait, le législateur camerounais dans l'élaboration d'une politique criminelle en matière d'environnement a été inspiré par certaines Conventions ou Accords internationaux auxquelles il est partie prenante. Il s'agit pour l'essentiel des instruments juridiques internationaux relevant de la « *hard law* » parce qu'ils imposent des obligations contraignantes aux Etats. Ces textes internationaux sont de deux ordres, soit universel (1.1.1.2.1.) soit régional (1.1.1.2.2.).

##### 1.1.1.2.1. Les textes à caractère universel

29. Ce sont les textes qui concernent la totalité des Etats sans distinction de leur continent ou de leur région d'appartenance. Ils sont conclus entre les sujets de droit international, les Etats et les organisations internationales. Les Conventions sont ainsi conclues soit entre les Etats, soit entre les Etats et les organisations internationales, telle que l'ONU. C'est ce dernier cas de figure qui est le plus observé en matière d'environnement. Les « *Traités qu'ils soient de type traité-cadre, traité-loi ou traité-contrat sont juridiquement contraignants dès lors que l'Etat partie a exprimé sa volonté d'être lié selon les formes requises par la Convention de Vienne sur le droit des traités ou suivant le droit coutumier. Etant des sources juridiques incontestables de droit positif même dans l'ordonnancement juridique des Etats, ils constituent le socle juridique sur lequel repose un système de normes* ». <sup>113</sup> Le Professeur Dinah Shelton va dans le même sens. Elle souligne à propos que « *le droit international de l'environnement engage les Etats à adopter les moyens d'action appropriés dans leur système juridique interne afin d'appliquer les lois qu'ils ont édicté, conformément à leurs obligations internationales* ». <sup>114</sup>

---

<sup>112</sup> Pour s'en convaincre, voir le décret n° 95/466/PM du 23 août 1995 fixant les modalités du régime de la faune et de la flore ; le décret n° 95/531/PM du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts ; le décret n° 99/820/PM du 9 novembre 1999 fixant les conditions d'agrément des personnes physiques ou morales à l'exploitation des laboratoires de contrôle de pollution ; l'arrêté n° 0002/MINEPIA du 1<sup>er</sup> août 2001 fixant les modalités de protection des ressources halieutiques ; l'arrêté n° 433 du 24 août 1999 portant organisation et fonctionnement du comité de pilotage et de suivi des pipelines (Art. 5-A sur la section de l'environnement du tracé et de sécurité). V. aussi l'arrêté préfectoral n° 01487/AP/J06/SP du 7 juillet 1997 instituant le programme d'urgence de lutte contre l'insalubrité dans la ville de Yaoundé. Cité par Tcheuwa (J-C.), « Les préoccupations environnementales en droit positif camerounais », *op. cit.*, p.31.

<sup>113</sup> Cf. Valentin y Amegankpoe et Kodjo Avode, in *La force contraignante et le degré d'efficacité variable du droit international matériel et de ces principes naissants. Intensité de la règle selon les secteurs. Les sanctions non juridictionnelles : cas de l'Afrique*, article de doctrine publié dans 'La protection de l'environnement au cœur du système juridique international et du droit interne ; sous la direction des Professeurs Paques (M.) et Faure (M.), 2001, Université de Maastricht et de Liège.

<sup>114</sup> Shelton (D.), *Techniques et procédures en droit international de l'environnement*, Cours 3, UNITAR, 1999.

30. En droit camerounais, les Traités ou Accords internationaux régulièrement approuvés ou ratifiés ont dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie.<sup>115</sup> Il en est ainsi d'autant plus que, le droit camerounais est un droit d'essence moniste.<sup>116</sup>

Les Conventions internationales influencent grandement les législations nationales en Afrique. Leur autorité est reconnue sur le plan interne, mais constituent aussi le socle pour les législations nationales qui s'en inspirent, afin de concevoir leurs propres lois. C'est d'ailleurs, ce que semble avancer Prabhu Mohan lorsqu'il écrit dans le rapport général que « *dans la communauté internationale, plusieurs organismes gouvernementaux et internationaux ont joué un rôle dynamique dans la promotion ou l'adoption d'ententes, de recommandations ou de résolutions qui prévoient l'ajout de sanctions criminelles dans les lois nationales d'environnement ou qui demandent aux signataires des Conventions internationales de le faire* ». <sup>117</sup>

Le Cameroun a ratifié de nombreuses Conventions internationales portant sur l'environnement. Certaines ont fortement influencé sa politique criminelle en matière d'environnement de manière générale et, plus particulièrement, dans la détermination des incriminations. Certains de ces textes à caractère universel ratifiés par le Cameroun sont :

- La Convention CITES (International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora), ratifiée le 5 juin 1981 ;
- La Convention sur le commerce international des espèces de faune et flore sauvages menacées d'extinction ratifiée le 07 septembre 1981 ;
- La Convention de Vienne pour la Protection de la Couche d'Ozone ratifiée le 30 août 1989 ;
- Le (5 bis) Protocole de Montréal à la Convention de Vienne ratifié le 30 août 1989 ;
- La Convention cadre sur les Changements Climatiques ratifiée le 14 juin 1982 ;
- La Convention sur la lutte contre la Désertification ratifiée le 29 mai 1997 ;
- La Convention sur la Diversité Biologique ratifiée le 19 octobre 1997 ;
- La Convention de Bâle sur le Contrôle des Mouvements Transfrontiers des Déchets dangereux et leur élimination ratifiée le 11 février 2001 ;
- La Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (PIC) ratifiée le 20 mai 2002 ;
- Le Protocole de Kyoto ratifié le 23 juillet 1989 ;
- Le Protocole de Carthagène sur la Biosécurité ratifié le 20 février 2003 ;
- La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, ratifiée le 17 mai 2004 (...).

Ces instruments supra nationaux constituent de véritables sources d'incriminations en DPE au Cameroun. A titre d'illustration, pour atteindre son objectif visant à garantir que le commerce international des espèces concernées ne nuise pas à la conservation de la biodiversité et qu'il repose sur une utilisation durable des espèces sauvages, la CITES a fixé

---

<sup>115</sup> Art. 45 de la Constitution camerounaise du 18 janvier 1996 : « *Les Traités ou Accords internationaux régulièrement approuvés ou ratifiés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie* ».

<sup>116</sup> Pradel (J.), *Droit pénal général*, Paris, Editions Cujas, 16<sup>ème</sup> édit., 2006, p.147. Il s'agit d'une théorie selon laquelle le droit est un tout constitué par une combinaison du droit interne et du droit international de sorte qu'en cas de conflit c'est le droit international qui l'emporte car il est considéré comme hiérarchiquement supérieur au droit interne. Cette théorie s'oppose à la théorie dualiste.

<sup>117</sup> Cf. Rapport Général du congrès international sur « *Les crimes contre l'environnement* », organisé par la section canadienne de l'Association Internationale de Droit Pénal qui a eu lieu à Ottawa du 02 au 05 novembre 1992.

un cadre juridique et édicté une série de procédures afin que les espèces sauvages faisant l'objet d'un commerce international ne soient pas surexploitées. La Convention dispose en son Article VIII que : « *les parties prennent les mesures appropriées en vue de la mise en application de la présente convention ainsi que pour interdire le commerce de spécimen en violation de ces dispositions. Ces mesures comprennent : les sanctions pénales frappant soit le commerce, soit la détention de tels spécimens ou les deux ; la confiscation ou le renvoi à l'Etat d'exportation de tels spécimens* ». C'est sur la base de ces dispositions que le législateur camerounais a adopté la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche. Les sanctions pénales sont effectivement prévues pour les actes de commerce, de détention ou encore d'exportation des spécimens<sup>118</sup> pour ne citer que ce cas.

Les instruments juridiques à caractère régional constituent également une source non négligeable des incriminations en DPE camerounais.

#### 1.1.1.2.2. Les textes à caractère régional

31. Il s'agit de ceux de la région Europe et Afrique. Nous nous en tiendrons ici aux textes juridiques de la région Afrique, c'est eux qui exercent une influence directe sur la législation interne des Etats africains, sans toutefois méconnaître la capacité du droit communautaire européen à inspirer les législations nationales africaines en matière d'environnement.<sup>119</sup>

Comme nous l'avons précédemment souligné, les auteurs s'accordent aujourd'hui sur le fait que : c'est la découverte d'un trafic de déchets dangereux entre pays industrialisés et certains pays africains qui aura véritablement déclenchée l'alerte écologique en Afrique.<sup>120</sup> Cependant, il convient de préciser que le souci de préserver l'environnement en Afrique ne date pas d'aujourd'hui. En effet, la première Convention du genre a vu le jour à Alger en 1968 portant sur la conservation de la nature et des ressources naturelles.<sup>121</sup> Quelques années plus tard, d'autres instruments juridiques vont suivre. Nous citerons entre autres l'initiative africaine de la Charte Mondiale de la Nature de 1972 ; le Plan d'action de Lagos de 1979 repris dans le Programme d'Action du Caire de 1985 ; la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981. Cette dernière proclame en son Art. 24 que : « *tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement* ». <sup>122</sup> Suivront une vingtaine d'années plus tard, la Convention de Maputo en 2003 ; la Convention d'Abidjan et son Protocole relatif à la coopération en matière de protection et mise en valeur du milieu marin et ses zones côtières de la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre enfin, la Convention de Bamako.

Ces instruments sont de véritables sources pour le droit pénal de l'environnement camerounais. En effet, si ces textes supranationaux ne consacrent pas expressément des incriminations, ils mettent cependant des obligations à la charge des Etats pour assurer la protection de certains milieux. Il en est ainsi de la Convention de Bamako qui en son Article 4-1 dispose que « *tout Etat partie a l'obligation de prendre des mesures nécessaires de manière à interdire l'importation en Afrique de déchets dangereux en provenance de Parties non contractantes* ». <sup>123</sup>

<sup>118</sup> Cf. Tableau n° 1 ci-dessous.

<sup>119</sup> C'est le cas de la Convention d'Aarhus qui concernait au départ les Etats européens, mais qui a été élargie aux autres pays ne faisant pas partis de la zone Europe.

<sup>120</sup> Voir : Kamto (M.), *Droit de l'environnement en Afrique*, Edicef, 1996, p.15 ; Tchoca Fanikoua (F.), La contribution du droit pénal de l'environnement à la répression des atteintes à l'environnement au Bénin, *op. cit.*, p.14.

<sup>121</sup> Devenue Convention de Maputo en 2003.

<sup>122</sup> Kamto (M.), *Droit de l'environnement en Afrique*, *op. cit.*, p.15.

<sup>123</sup> Cette convention a été ratifiée au Cameroun par décret n° 93/302 du 22 octobre 1993.

Si les incriminations en DPE camerounais semblent nombreuses, c'est aussi parce que le domaine de l'environnement protégé par la norme pénale est vaste.

### 1.1.2. Un vaste domaine incriminé

La norme pénale a vocation à protéger l'environnement. Mais de quel environnement s'agit-il ? S'applique-t-il à l'ensemble des éléments constituant l'environnement ou bien à un nombre limité d'entre eux ? Peut-on se poser la question, tant est-il que, l'environnement recouvre un domaine assez vaste. De même, l'on peut s'interroger sur la nature des infractions consacrées par le législateur dans les principales dispositions pénales protégeant l'environnement.

Nous analyserons tour à tour les différents éléments de l'environnement objet de protection par le droit pénal (1.1.2.1.) et la nature des infractions consacrées (1.1.2.2.).

#### 1.1.2.1. Les éléments de l'environnement objet de protection par la norme pénale

32. La définition de l'Article 4 (k) de la Loi-cadre donne un aperçu des différents éléments de l'environnement objet de protection au Cameroun. D'après la Loi-cadre, l'environnement est « *l'ensemble des éléments naturels ou artificiels et déséquilibres biogéochimiques auxquels ils participent, ainsi que des facteurs économiques, sociaux et culturels qui favorisent l'existence, la transformation et le développement du milieu, des organismes vivants et des activités humaines* ». A partir de cette définition, l'on constate que, « *dans le cadre camerounais, l'environnement ne se limite pas simplement à des éléments naturels mais couvrent également des éléments artificiels et des équilibres biogéochimiques* ». <sup>124</sup>

Nous analyserons en premier lieu les éléments naturels (1.1.2.1.1.) en second, les éléments artificiels (1.1.2.1.2.).

##### 1.1.2.1.1. Les éléments naturels

33. Par « éléments naturels », il faut entendre tout ce que la nature produit spontanément, « *qui n'a pas été modifié par l'Homme* » <sup>125</sup> ou encore « *qui résulte d'un fait de la nature (physique, biologique, etc.)* ». <sup>126</sup> Autrement dit, ce sont des produits qui ne sont pas fabriqués par l'Homme. Au rang de ceux-ci figurent la faune (animaux), la flore (les plantes), les minéraux ou encore l'atmosphère. Comme on peut le constater, la norme pénale prend en compte tous ces éléments pour assurer leur protection. Nous analyserons entre autres les milieux tels la faune, la flore, les minéraux et l'atmosphère.

34. La faune. <sup>127</sup> Elle joue un rôle important au Cameroun, car les populations en tirent de nombreux avantages. En effet, elle peut être utilisée à des fins alimentaires, médicinales et culturelles. <sup>128</sup> Cependant, les ressources fauniques n'étant pas toujours utilisées d'une manière rationnelle, un cadre juridique s'est peu à peu développé en vue d'assurer la protection de la faune sauvage camerounaise. A la période coloniale, un décret du 18 novembre 1947 réglementait déjà la chasse dans les territoires africains relevant du Ministre de la France

<sup>124</sup> Foka Taffo (F.), « Le droit pénal de l'environnement au Cameroun », *op. cit.*, p.201.

<sup>125</sup> Grand Robert de la langue française.

<sup>126</sup> Cornu (G.), *Vocabulaire juridique*, *op. cit.*, p.1444.

<sup>127</sup> Voir : Ndjame (F.N.), « La protection de la faune en droit positif camerounais », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, pp.502-515.

<sup>128</sup> Notamment dans les rites et comme attributs de dignitaires traditionnels.

d'outre-mer.<sup>129</sup> Comme le notent certains auteurs<sup>130</sup>, ces textes visaient à assurer la reconnaissance des usages alors nouveaux de la faune, notamment, scientifiques, touristiques et décoratifs. L'objectif principal n'était pas la préservation des ressources fauniques.

Après la colonisation, la construction du cadre juridique faunique va se poursuivre avec une vision plus claire. A savoir, la préservation de la faune par un recours aux sanctions pénales en cas de violation à la législation faunique. Le texte phare qui régit ce domaine au Cameroun est la loi n° 94-01 du 20 janvier 1994, qui établit le régime juridique des forêts, de la faune et de la pêche, complétée par le Décret n° 95-466-PM du 20 juillet 1995, qui fixe les modalités d'application du régime de la faune. Nous pouvons également citer les arrêtés n° 0648/MINFOF du 18 décembre 2006 fixant la liste des animaux des classes de protection A, B, C. ; et n° 0649/MINFOF du 18 décembre 2006 portant répartition des espèces de la faune en groupe de protection et fixant les latitudes d'abattage par type de permis sportif de chasse. L'impulsion sur le plan international vient de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

Les espèces animales vivant sur le territoire national sont réparties en trois classes de protection A, B, et C.<sup>131</sup> La loi énumère les comportements passibles des sanctions pénales. Il s'agit entre autres de la provocation des animaux lors d'une visite dans une réserve de faune ou un jardin zoologique<sup>132</sup> ; la violation des dispositions en matière de chasse prévue aux Articles 87, 90, 91, 93, 98, 99, 100, 101 et 103 de la loi précitée<sup>133</sup> ; la chasse sans licence ou permis, ou le dépassement de la latitude d'abattage<sup>134</sup> ; l'abattage ou la capture d'animaux protégés, soit pendant les périodes de fermeture de la chasse, soit dans les zones interdites ou fermées à la chasse.<sup>135</sup>

La protection de l'animal et de l'environnement est devenue une préoccupation majeure de telle manière que, la question se pose aujourd'hui dans la doctrine de savoir s'il ne fallait pas accorder la personnalité juridique aux animaux ou à d'autres éléments de la nature ? Cette question a fait l'objet d'un débat lors d'un Colloque<sup>136</sup> qui s'est récemment tenu.

Selon Mme Bérengère Margaritelli qui nous fait un compte rendu de cet événement, la tendance est plutôt pour une prise en compte croissante de la protection de l'animal et de l'environnement.<sup>137</sup> En effet, comme le relève Alexandre Moustardier, à l'international, quelques innovations jurisprudentielles et constitutionnelles ont beaucoup fait parler d'elles. Ainsi, dans sa décision du 5 avril 2018, la Cour suprême de Colombie a reconnu l'Amazonie colombienne comme une « *entité sujet de droit* ». Par ailleurs, en Nouvelle-Zélande, la loi du 15 mars 2017 a doté pour la première fois un fleuve<sup>138</sup> du statut d' « *entité vivante* », faisant suite à une demande très ancienne du peuple maori. A quelques jours d'intervalle, la Haute

---

<sup>129</sup> Cette législation s'inspirait de la Convention de Londres du 19 mai 1980, sur la protection des animaux en Afrique et de la Convention relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel du 8 novembre 1933, adoptée elle aussi à Londres.

<sup>130</sup> Guiffo (S.) et Talla (M.), « La législation relative à la faune sauvage au Cameroun : entre usages locaux et perception légale », *Unasyva* 236, Vol. 61, 2010.

<sup>131</sup> Art. 78 (1) de la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche *op. cit.* : « *Les espèces animales vivant sur le territoire national sont réparties en trois classes de protection A, B et C, selon des modalités fixées par arrêté du Ministre chargé de la faune* ».

<sup>132</sup> Art. 154, neuvième tirets : amende de 5 000 à 50 000 francs CFA et d'un emprisonnement de dix (10) jours ou de l'une seulement de ces peines.

<sup>133</sup> Art. 155, neuvième tirets : amende de 5 000 à 20 000 francs CFA et d'un emprisonnement de vingt (20) jours à deux (2) mois ou de l'une seulement de ces peines.

<sup>134</sup> Art. 155, dixième tirets.

<sup>135</sup> Art. 158, huitième tirets : amende de 3 000 000 à 10 000 000 francs CFA et d'un emprisonnement d'un (1) an à trois (3) ans ou de l'une seulement.

<sup>136</sup> Berengere (M.), « La personnalité juridique, mode de protection des animaux et de l'environnement ? » *Journal Spécial des Sociétés*, 2018.

<sup>137</sup> *Idem*.

<sup>138</sup> Le Whanganui.

Cour de l'Etat Himalayen a de son côté reconnu au Gange et à la rivière Yamuna, un de ses affluents, la qualification d'« entités vivantes ayant le statut de personne morale ». Enfin, l'Equateur, en 2008, se dotait d'une nouvelle Constitution reconnaissant la Pacha Mama<sup>139</sup> comme sujet de droit, se voyant conférer un droit à réparation en cas de dommages qui lui seraient causés.

Il s'agit certainement d'une évolution vers la reconnaissance de la personnalité juridique aux éléments de la nature. Même-si pour Alexandre Moustardier, les innovations ci-dessus mentionnées ont été prises pour les motivations sacrées. Il nuance son propos en soulignant que, « donner la personnalité juridique aux éléments de la nature serait compliqué et ne changerait pas grand-chose. Il faudrait réfléchir à un statut clair plutôt qu'à une personnalité juridique, pour permettre une meilleure protection des éléments de la nature ».<sup>140</sup>

Comme solution, Thierry Revet souligne la nécessité de s'émanciper de la « *suma divisio* ». C'est cette notion, héritée de Gaius, qui a opéré des regroupements et des distinctions, et a classé le droit romain en trois catégories : les personnes, les choses et les actions. Cette dernière catégorie ayant fini par disparaître. Il souligne que « *ce qui se passe aujourd'hui à mon avis, est que nous dépassons enfin la suma divisio personnes/choses pour entrer dans triptyque personnes/choses/animal, et c'est le meilleur service à rendre à l'animal que de le reconnaître en droit comme ce qu'il est* ».<sup>141</sup> La flore n'échappe pas non plus à la loi pénale.

**35.** La flore. Elle est constituée de l'ensemble des plantes qui croissent naturellement dans un pays<sup>142</sup> ou encore l'ensemble des végétaux. Comme la faune, la flore constitue un espace vital pour les populations. Elle est utilisée à des fins alimentaires et médicinales surtout pour les populations rurales qui y tirent de nombreux bénéfices. Au regard de son importance, le législateur camerounais a accordé à la flore une protection juridique particulière. On citera entre autres, la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche et la loi sur la protection phytosanitaire.<sup>143</sup>

La loi sur les forêts, la faune et la pêche incrimine le défrichement ou l'allumage d'un incendie dans une forêt domaniale, une zone mise en défense ou à écologie fragile, en violation des Articles 14, 16 (1) et (3), et 17 (2) de ladite loi ; l'affectation à une vocation autre que forestière d'une forêt appartenant à un particulier, en violation de l'Article 39 (2). Les auteurs coupables de telles infractions sont passibles d'une amende de 200 000 à 1 000 000 de francs CFA et d'un emprisonnement d'un (1) mois à six (6) mois ou de l'une seulement de ces peines.<sup>144</sup> D'autres incriminations sont prévues à l'Article 155 de ladite loi.

La loi portant protection phytosanitaire contribue elle aussi à la préservation de la flore au Cameroun. Le législateur après avoir fixé le cadre réglementaire, l'a assorti de sanctions pénales en cas de violation des dispositions prévues par la loi fixées. L'Article 33 prévoit notamment une amende de cinquante mille (50 000) francs, pour toute personne auteur des infractions suivantes : défaut de présentation d'une efficacité phytosanitaire ; défaut de déclaration de végétaux, produits végétaux et produits phytosanitaires ; défaut de déclaration de produits phytosanitaires obsolètes. Également, l'Article 34 incrimine l'introduction des végétaux réglementés ou des agents de lutte biologique sans permis d'importation. Les auteurs coupables de ces faits sont punis d'un emprisonnement d'un (1) mois à trois (3) mois

---

<sup>139</sup> La nature.

<sup>140</sup> Propos tenus lors du Colloque du 16 mai 2019 de la Grande Bibliothèque du Droit, la maison du barreau de Paris sur le thème : « Va-t-on vers de nouvelles formes de personnalité juridique ? ».

<sup>141</sup> *Idem*.

<sup>142</sup> Grand Robert de la langue française, version électronique.

<sup>143</sup> Loi n° 2003/003 du 21 avril 2003 portant protection phytosanitaire.

<sup>144</sup> Art. 156.



et d'une amende de cent mille (100 000) à un million (1 000 000) de francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

La faune et la flore font ainsi l'objet d'une protection pénale. Le législateur fait recours au droit pénal pour assurer la durabilité de ces ressources naturelles. C'est aussi le cas des autres éléments naturels de l'environnement relevant du sous-sol et des minéraux.

**36.** Le sous-sol. Le Cameroun fait partie de ces pays d'Afrique qui disposent d'importantes ressources naturelles, notamment minières. En effet, « *Cameroon has a wealth of minerals e.g. nickel-cobalt, gold, diamonds, limestone and marble. Cameroon's subsoil has abundant reserves of bauxite and iron-ore. It has vast and rich farm land, abundant raw materials and plentiful water resources* ». <sup>145</sup> Ces ressources constituent un levier de développement économique sur lequel le Cameroun entend s'appuyer pour assurer son émergence à l'horizon 2035. Pour y parvenir, les minéraux doivent être exploités. Afin d'assurer une exploitation conforme à l'environnement, aux intérêts de l'Etat et de ceux des populations, le législateur a règlementé l'utilisation de ces ressources. La protection est assurée par les dispositions de la Loi-cadre sur l'environnement au Cameroun, mais beaucoup plus au travers du Code minier. <sup>146</sup>

Le Code minier nous donne une définition de « minerai » à l'Article 4 qui dispose, « [...], les définitions suivantes sont admises : minerai : substance minérale potentiellement exploitable sous forme solide, liquide ou gazeuse qui survient de manière naturelle sur ou sous la terre, à l'exception de l'eau et du pétrole ». Le législateur assortit aussi de sanctions pénales, le manquement aux obligations contenues dans ce texte. Les personnes physiques autant que personnes morales sont pénalement responsables des actes qu'elles pourraient poser au sous-sol. A titre d'illustration, le législateur incrimine l'opposition à l'entrée dans son site des inspecteurs et inspecteurs adjoints du ministère chargé des mines ou des autres administrations compétentes ; l'omission de déclarer à l'administration en charge des mines, trente (30) jours au moins avant le début des travaux, la réalisation de tout sondage, ouvrage souterrain, travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse 20 (vingt) mètres. <sup>147</sup> Les contrevenants encourrent des sanctions pénales de quinze (15) jours d'emprisonnement à trois (03) mois et d'une amende de cinquante (50 000) mille à cinq cents (500 000) mille francs CFA ou de l'une de ces deux (02) peines seulement.

La Loi-cadre sur l'environnement accorde elle aussi une protection au sol et au sous-sol camerounais. Elle dispose en son Article 36 que « *le sol, le sous-sol et les richesses qu'ils contiennent, en tant que ressources limitées, renouvelables ou non sont protégés contre toutes formes de dégradation et gérées conjointement et de manière rationnelle par les Administrations compétentes* ». Le texte punit celui qui pollue, dégrade les sols et sous-sols, altère la qualité de l'air ou des eaux, en infraction aux dispositions de ladite loi d'une amende d'un million (1 000 000) à cinq millions (5 000 000) de FCFA et d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à un (1) an ou de l'une de ces deux peines seulement. <sup>148</sup>

Les éléments naturels de l'environnement sont donc dans le viseur du droit pénal. Il assure la protection des animaux, des plantes, de l'atmosphère et des minéraux. Cette protection s'étend également aux éléments artificiels.

<sup>145</sup> See for more details [https://www.wto.org/english/tratop\\_e/tpr\\_e/s285-00\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/s285-00_e.pdf), accessed 7 April 2018. Cited by Ruppel (O.C.) et Ruppel-Schlichting (K.), « Cameroon in nutshell-human and natural environment », historical, overview and legal setup, in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds. /dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, p.56.

<sup>146</sup> Loi n° 2016/017 du 14 décembre portant Code minier au Cameroun.

<sup>147</sup> Art. 218 du Code minier.

<sup>148</sup> Art. 82 de la Loi-cadre.

### 1.1.2.1.2. Les éléments artificiels

37. L'élément artificiel se définit à l'opposé de l'élément naturel. Est artificiel, ce qui est produit par la technique, par l'activité humaine finalisée, et non par la nature.<sup>149</sup> Les éléments qui entrent dans cette catégorie sont constitués de l'habitat, du patrimoine culturel et des bruits. La norme pénale n'a pas manqué de saisir aussi ces faits qui portent atteintes aux éléments artificiels de l'environnement. L'Article 39 de la Loi-cadre dispose, « *la protection, la conservation et la valorisation du patrimoine culturel et architectural sont d'intérêt national. Elles font parties intégrantes de la politique nationale de protection et de mise en valeur de l'environnement* ». Nous allons parcourir la législation environnementale afin de déceler les différentes incriminations dans ces milieux. Notre attention se portera spécifiquement sur les constructions ou habitat et sur les autres activités de l'Homme.

38. Les constructions. Toutes les constructions ne tombent pas sous le coup de la loi pénale. Seule une catégorie de construction l'est, les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes.<sup>150</sup> Les établissements sont traités sommairement dans la Loi-cadre.<sup>151</sup> Mais c'est la loi n° 98/015 du 14 juillet 1998 relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes qui régit effectivement la matière. Il s'agit *grosso modo*, « [...] des usines, les ateliers, les dépôts, les chantiers, les carrières et, de manière générale, les installations industrielles artisanales ou commerciales exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et qui présentent ou peuvent présenter soit des dangers pour la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement en général, soit des inconvénients pour la commodité du voisinage ». <sup>152</sup>

Les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes sont divisés en deux classes. Ils sont fonction suivant les dangers ou la gravité des inconvénients inhérents à leur exploitation. La première classe comprend les établissements dont l'exploitation ne peut être autorisée qu'à la condition que des mesures soient prises pour prévenir les dangers ou les inconvénients visés à l'alinéa (2) de l'Article 2 précité. Cette autorisation peut être subordonnée à l'implantation desdits établissements en dehors des zones d'habitation ou à leur éloignement des captages de cours d'eau, de la mer et des immeubles occupés par des tiers. La deuxième classe comprend les établissements qui ne présentent pas des dangers et inconvénients importants pour les intérêts cités à l'Article (2) ci-dessus, sont néanmoins soumis à des prescriptions générales visant à assurer la protection de tels intérêts.<sup>153</sup>

Quel qu'en soit le type d'établissement, de première ou de deuxième classe, la norme pénale est susceptible de s'appliquer en cas de violation d'une obligation. Il en sera ainsi si une personne exploite un établissement compris dans l'une des catégories des établissements classés sans autorisation ou déclaration préalable ; continue l'exploitation d'un établissement classé dont la fermeture a été ordonnée ; empêche l'accomplissement des inspections, contrôles, expertises et analyses prévus par la présente loi. Les contrevenants sont passibles d'une amende de cinq cent mille (500 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA et d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à un (1) an, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, le coupable encourt le double du maximum des peines prévues

<sup>149</sup> Dictionnaire Grand Robert de la langue française.

<sup>150</sup> Lire : Nanfah (P.J.), « La réglementation des établissements classés au Cameroun et protection de l'environnement », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) [Eds. /dir.], *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, pp.296-306.

<sup>151</sup> V. Les Arts. 54 à 56.

<sup>152</sup> Art. 2, 1<sup>er</sup> alinéa de loi relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes.

<sup>153</sup> Art. 3.

ci-dessus.<sup>154</sup> Plus nombreux encore, les diverses activités de l'Homme susceptibles de porter une atteinte à l'environnement tombent également sous le coup de la norme pénale.

**39.** Les autres activités de l'Homme. L'action néfaste de l'Homme sur la nature n'est plus à démontrer. Pour se nourrir, se déplacer, s'habiller, se divertir (...), l'Homme doit transformer son environnement. Si son action sur la nature lui permet d'améliorer ses conditions de vie, elle n'est pas toujours sans répercussions sur la qualité de la nature, notamment pour les générations présentes et surtout avenir. En effet, selon la philosophie anthropocentrique, l'Homme est le centre de l'univers, il a pouvoir absolu sur les autres éléments de la nature dont il peut disposer à sa guise. La relation entre l'Homme et la nature est donc devenue celle de dominant/dominé avec pour conséquence que, l'environnement subi de graves atteintes qui menacent l'équilibre écologique.

Au Cameroun, les cas d'atteinte à l'environnement sont légions. Par exemple l'exploitation de certaines espèces forestières. Elles font l'objet d'une exploitation intensive et abusive qu'elles sont aujourd'hui menacées d'extinction. Elles se régénèrent lentement et dans des conditions particulières. Il s'agit notamment de l'Acajou, l'Afzela (doussié), l'Azobé, le Moabi, le Sapelli, le Niangon, le Bibinga, le Dibétou et le Sipo qui sont cataloguées par le World Conservation Monitoring Centre (WCMC)<sup>155</sup> comme « vulnérables ». <sup>156</sup> A ceci, il faut ajouter le braconnage qui constitue plus de la moitié du contentieux pénal à l'environnement au Cameroun. Il y a aussi le problème de la pollution atmosphérique et des eaux (...).<sup>157</sup>

Ces activités de l'Homme par leur dangerosité, sont susceptibles de causer des atteintes irréversibles<sup>158</sup> à l'environnement. Ce serait mettre l'humanité en danger en les laissant impunis. Quelle discipline autre que le droit pénal capable de dissuader les contrevenants ! Le législateur n'a pour cela pas manqué de criminaliser certains comportements jugés graves. C'est le cas de la pollution, il punit « celui qui, par son activité pollue une eau potable susceptible d'être utilisée par autrui, pollue l'atmosphère au point de la rendre nuisible à la santé publique »<sup>159</sup> ; le braconnage, en punissant les auteurs de « la chasse sans licence ou permis, ou le dépassement de la latitude d'abattage »<sup>160</sup> ; l'exploitation abusive de la forêt, « l'abattage sans autorisation, d'arbres protégés, l'exploitation sans permis, dans une forêt du domaine national, de produits forestiers non autorisés, ou au-delà des limites du volume attribué et/ou de la période accordée »<sup>161</sup> pour ne citer que ces cas.

Les incriminations en matière d'environnement au Cameroun sont donc nombreuses. Elles le sont en fonction des différents textes qui les prévoient, mais aussi du domaine objet de protection pénale. Elles se démarquent néanmoins aussi par leur nature.

#### **1.1.2.2. La nature des infractions**

**40.** Les infractions à l'environnement quel que soit le texte qui les prévoit, ne portent pas toutes atteintes à l'environnement de la même manière. Il y a qui portent une atteinte directe à l'environnement, d'autres une atteinte indirecte. En effet, une bonne partie des incriminations

---

<sup>154</sup> Art. 34.

<sup>155</sup> Rapport de la WCMC de 1998.

<sup>156</sup> Un qualificatif qui désigne pour cet organisme « une essence courant un risque élevé d'extinction sous forme sauvage à moyen terme ».

<sup>157</sup> Nous reviendrons plus amplement dans un chapitre sur ces différentes atteintes portées à l'environnement au Cameroun.

<sup>158</sup> Pour une vue générale sur cette notion lire Courtaigne-Deslandes (C.), « La répression pénale des atteintes irréversibles », *Revue juridique de l'environnement*, no spécial, Vol.39, 2014, pp.61-74.

<sup>159</sup> Art. 261 CPC.

<sup>160</sup> Art. 155 de la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche.

<sup>161</sup> *Idem*.

en droit pénal de l'environnement a trait à la violation d'une prescription imposée par l'administration. De telle manière que la simple violation d'une prescription administrative constitue une infraction. D'autres par contre, sont sans attache avec l'administration, elles protègent l'environnement de manière autonome.

L'on examinera d'une part, les infractions portant indirectement atteinte à l'environnement (1.1.2.2.1.) d'autre part, les infractions portant une atteinte directe à l'environnement (1.1.2.2.2.).

#### 1.1.2.2.1. Les infractions portant indirectement atteinte à l'environnement

41. Comme le souligne Alomo Nomo Christelle « *il ne s'agit pas à proprement parler d'atteintes à l'environnement, mais plutôt des atteintes aux mesures administratives mises en place pour éviter que ne soit porté atteinte à l'environnement proprement dit* ». <sup>162</sup> Cette catégorie d'infractions environnementales découle de ce que « *dans beaucoup de pays, le droit de l'environnement est en grande partie un droit administratif. Ce sont les pouvoirs publics qui déterminent, par voie d'un système d'autorisation, dans quelle mesure la pollution est admise ou interdite* ». <sup>163</sup> L'approche administrative met l'accent sur le respect des règles et procédure en matière d'environnement. Le non-respect de celles-ci conduit à une sanction dont l'objectif est de permettre aux personnes concernées de se mettre en conformité avec les normes environnementales applicables. Avec la possibilité que des poursuites judiciaires soient déclenchées contre les contrevenants.

De telles infractions sont légions dans la législation relative à l'environnement au Cameroun, notamment dans la Loi-cadre et les textes sectoriels. A titre d'illustration, la Loi-cadre dispose qu'« *est punie d'une amende de deux millions (2 000 000) à cinq millions (5 000 000) de FCFA et d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à deux (2) ans ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne ayant :*

- *réalisé, sans étude d'impact, un projet nécessitant une étude d'impact ;*
- *réalisé un projet non conforme aux critères, normes et mesures énoncés pour l'étude d'impact ;*
- *empêché l'accomplissement des contrôles et analyses prévus par la présente loi et/ou par ses textes d'application* ». <sup>164</sup>

Il peut encore s'agir de la *non autorisation, défaut de titre, défaut de permis* et la *non détention* <sup>165</sup> ou d'une *opposition aux formalités administratives* <sup>166</sup>, l'*omission de déclarer* <sup>167</sup>, *communication de fausses informations* <sup>168</sup> et des *bris de scellés* <sup>169</sup> apposés par l'administration (...).

---

<sup>162</sup> Alomo Nomo (S.), La responsabilité pénale des auteurs des atteintes à l'environnement au Cameroun, Mémoire de Master 2, Université de Yaoundé 2, 2011-2012, p.23.

<sup>163</sup> Faure (M.), « Vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », *REDE*, 1/2005, p.3.

<sup>164</sup> Art. 79.

<sup>165</sup> Cf. Art. 158 premier tiret et 154 (3) de la loi portant sur le régime des forêts, de la faune et de la pêche ; Art. 219 (1) et 222 du Code minier ; Art. 33 (3) sur la protection phytosanitaire et Art. 34 (1) sur les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes (...).

<sup>166</sup> Cf. Art. 22 du Code minier ; Art. 34 sur les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes.

<sup>167</sup> Cf. Art. 218 (3) et 221 du Code minier ; Art. 28 (4) sur les appareils à pression de gaz et à pression de vapeur d'eau.

<sup>168</sup> Cf. Art. 223 du Code minier.

<sup>169</sup> Cf. Art. 28 sur les appareils à pression de gaz et à pression de vapeur d'eau.

42. Il ne s'agit pas de véritables infractions portant atteinte à l'environnement, mais de simples violations aux prescriptions administratives. Certains n'ont pas hésité à les qualifier de « *délits papiers* ». <sup>170</sup> Ces prescriptions administratives à l'exemple de l'étude d'impact <sup>171</sup>, permettent de juger du degré de dangerosité des activités que l'on voudrait accomplir dans un milieu. Le rôle de l'administration étant de prévenir l'environnement de ces atteintes, selon l'adage « *prévenir vaut mieux que guérir* ». C'est d'ailleurs l'avis partagé par M. Prieur, professeur émérite à l'Université de Limoges. Il souligne que « *ce droit adulte s'appuie sur trois piliers : la prévention par le droit administratif [...]* ». <sup>172</sup> Lorsque de telles infractions sont commises, le ministère en charge de l'environnement intervient le plus souvent pour sanctionner les contrevenants.

Pour illustration, en 2012, le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable (MINEPDED) sanctionnait certaines entreprises étrangères pour non-respect de leurs obligations environnementales. Ceci faisait suite aux inspection et contrôle effectués par la brigade nationale et les brigades régionales des inspections environnementales de son département ministériel. Il s'agit de la société française Total, pour déversement des eaux usées dans la nature sans traitement préalable ; la décharge des déchets solides sans autorisation, les vidanges non conformes à la réglementation. Il s'agit encore de la société libyenne Oilibya, sanctionnée pour non réalisation de l'audit environnemental dans ses installations de Douala et Bamenda. Enfin, les sociétés de téléphonie mobile Orange-Cameroun et Mtn-Cameroun, pour altération de la qualité de l'air et dégradation, du défaut de réalisation de l'audit environnemental. <sup>173</sup> Une autre entreprise, « *the Company Saf Bois was sentenced to pay a fine of 3 980 000 FCFA for exploiting the national estate with-out authorization* ». <sup>174</sup>

Les infractions portant directement atteinte à l'environnement, plus autonomes, protègent mieux l'environnement, parce que n'étant soumises à aucune formalité administrative pour qu'elles soient consommées.

#### 1.1.2.2.2. Des infractions portant directement atteinte à l'environnement

43. Les infractions ayant trait à l'environnement contenues dans le CPC sont essentiellement des infractions directes. En revanche, les normes pénales sur la législation spéciale à l'environnement renferment à la fois les infractions portant directement atteinte à l'environnement et les infractions administratives. Nous présenterons distinctement, les infractions directes relevant du CPC et celles relevant de la législation spéciale à l'environnement.

Les infractions à l'environnement consacrées par le CPC portent toutes une atteinte directe à l'environnement. Qu'elles soient classées dans la catégorie de crime, de délit ou encore de

<sup>170</sup> Robert (J.H.), Le problème de la responsabilité et des sanctions pénales en matière d'environnement, *RIDP*, Vol. 65, 1994, p.955.

<sup>171</sup> Conformément à l'Article 4(o) de la loi n° 96/12 du 05 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement, l'étude d'impact environnemental est l'examen systématique en vue de déterminer si un projet a ou n'a pas un effet défavorable sur l'environnement.

<sup>172</sup> Propos de clôture des débats lors de la réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'Association des Hautes Juridictions de Cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF), tenu les 20 et 27 juin 2008 à Porto-Novo.

<sup>173</sup> Source: MINEP, 2012.

<sup>174</sup> Ministry of Forests and Wildlife, press release n° 031/MINFOF/CAB/BNC of 5 July 2005. Cité par Ngo Nonga (M.), « Criminal law protection of wildlife reserves in Cameroon », in Kameri-Mbote, Paterson, Ruppel | Orubebe et Kam Yogo (Eds.), *Law | Environment | Africa*, Publication of the 5th Symposium | 4th Scientific Conference | 2018 of the Association of Environmental Law Lecturers from African Universities in cooperation with the Climate Policy and Energy Security Programme for Sub-Saharan Africa of the Konrad-Adenauer-Stiftung and UN Environment, 2018, p.252.

contravention<sup>175</sup>, c'est l'environnement qui est directement visé. Si les cas de crime à l'environnement ne sont pas contenus dans le CPC, l'on rencontre néanmoins des délits et des contraventions. Ils sont prévus aux Articles 229-1, 228, 261, 316, R.367. Quid des infractions de la législation spéciale à l'environnement ?

44. Les infractions à la législation sur l'environnement se caractérisent par leur forte dépendance administrative. Il n'est donc pas surprenant que la plupart de ces infractions correspondent à la violation de simples prescriptions administratives. L'on rencontre quand même dans cette législation des infractions qui n'ont aucune attache avec l'administration. Dans ce cas, c'est l'environnement qui est directement protégé. Ces infractions sont constituées majoritairement des délits. On y retrouve quelques fois des infractions criminelles.

Les délits autonomes. La quasi-totalité des infractions de la législation spéciale à l'environnement est constituée de délits. Cependant, les délits consistant à la violation des prescriptions administratives sont les plus nombreux. Les délits autonomes n'occupant qu'un domaine assez limité. Nous les rencontrons sporadiquement dans certains textes sectoriels à l'environnement. Il en est ainsi des dispositions de l'Article 16 de la loi portant régime de l'eau qui punit « *toute personne qui pollue et altère la qualité des eaux [...]* ». Il en est de même de l'Article 105 sur le cadre général de sûreté radiologique et nucléaire, de sécurité nucléaire, de responsabilité civile et de l'application des garanties qui prévoit des sanctions pénales contre « *quiconque, par imprudence, maladresse, négligence ou inobservation des règlements et conditions de l'autorisation, provoque une exposition aux rayonnements ionisants ou un accident radiologique* ». Citons de même l'Article 62 de la loi portant régime de sécurité en matière de biotechnologie moderne.<sup>176</sup> Il prévoit des sanctions à l'encontre de « *toute personne reconnue coupable d'utilisation dangereuse des organismes génétiquement modifiés et produits dérivés [...]* ». Dans toutes ces situations, c'est l'environnement qui est directement protégé, point besoin qu'une obligation administrative soit d'abord violée pour que l'environnement bénéficie de la protection qui lui est due. Qu'en est-il des crimes ?

Les infractions criminelles sont peu nombreuses. En effet, absentes dans le CPC, ce sont des textes sectoriels sur l'environnement qui ont le mérite d'avoir prévu cette catégorie d'infractions. Le premier texte à avoir érigé en crime une infraction à l'environnement est la loi n° 89/27 du 29 décembre 1989 sur les déchets toxiques qui prescrivait la peine de mort contre toute personne non autorisée qui procède à l'introduction, à la production, au stockage, à la détention, au transport, au transit ou au déversement sur le territoire camerounais des déchets toxiques et/ou dangereux sous toutes leurs formes.<sup>177</sup> Cette disposition a été remplacée par les dispositions de la Loi-cadre relative à la gestion et à la protection de l'environnement. Elle a apporté un « *assouplissement* »<sup>178</sup> de la peine encourue pour toute

---

<sup>175</sup> Art. 21 (1) : « *Les infractions sont classées en crimes, délits et contraventions selon les peines principales qui les sanctionnent :*

- *Sont qualifiées crimes, les infractions punies de la peine de mort ou d'une peine privative de liberté dont le maximum est supérieur à dix (10) ans et d'une amende lorsque la loi en dispose ainsi ;*
- *Sont qualifiés délits, les infractions punies d'une peine privative de liberté ou d'une amende lorsque la peine privative de liberté encourue est supérieure à dix (10) jours et n'excède pas dix (10) ans ou que le maximum de l'amende est supérieur à vingt-cinq mille (25 000) francs.*
- *Sont qualifiées contraventions, les infractions punies d'un emprisonnement qui ne peut excéder dix (10) jours ou d'une amende qui ne peut excéder vingt-cinq mille (25 000) francs ».*

<sup>176</sup> Il s'agit de la loi n°2003/2006 du 21 avril 2003 portant régime de sécurité en matière de biotechnologie moderne au Cameroun.

<sup>177</sup> Art. 4 (1).

<sup>178</sup> Nous préférons parler d'*assouplissement* que d'*abrogation* d'autant plus que la peine de mort n'a pas été abolie dans le CPC. Il est formellement consacré à l'Art. 18 en tant que peine principale.

personne qui introduit des déchets toxiques et/ou dangereux sur le territoire camerounais.<sup>179</sup> La loi portant cadre général de sûreté radiologique et nucléaire, de sécurité nucléaire, de responsabilité civile et de l'application des garanties<sup>180</sup> prévoit de même une peine de mort en cas de récidive aux dispositions de l'Article 108.<sup>181</sup>

La norme pénale comme nous pouvons le constater, constitue l'une des voies privilégiées du législateur camerounais pour la protection et la préservation de son environnement. La norme pénale est omniprésente dans les différents domaines de l'environnement, qu'il soit naturel ou culturel. De même, elle s'applique aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales. Des infractions sont prévues pour toutes ces deux catégories de personnes. Ce qui nous amène à considérer la protection pénale consacrée par le législateur camerounais comme étant plutôt dissuasive. Elle l'est davantage au vu de la sévérité et de la panoplie des sanctions susceptibles d'être appliquées aux délinquants écologiques.

## 1.2. Des sanctions pénales dissuasives

Le DPE est une discipline carrefour où plusieurs disciplines se rencontrent. La nature des incriminations en la matière nous a permis de nous en rendre compte. Les sanctions applicables sont davantage révélatrices de cet état de chose. En effet, en DPE, en plus des sanctions pénales, les sanctions administratives et civiles sont susceptibles de s'appliquer. Mais nous insisterons sur les sanctions pénales, les autres sanctions, notamment administratives ne viendront que plus tard lorsque nous ferons l'étude sur les acteurs du droit de l'environnement. Trois raisons justifient le fait qu'on s'attarde plus sur les sanctions pénales. Premièrement, l'objet de notre étude portant sur la norme pénale en matière d'environnement, il va de soi que nous privilégions la sanction pénale. Deuxièmement, considérant que seul le droit pénal combine force répressive et valeur expressive<sup>182</sup>, il est important que nous nous appesantissions un tant soit peu à la réponse pénale. Troisièmement, comme le souligne Gassin, la spécificité de l'infraction pénale par rapport aux autres faits juridiques ne fait aucun doute, c'est la *peine* qui en constitue le critère.<sup>183</sup> La peine est donc l'âme du droit pénal, sa raison d'être.

---

<sup>179</sup> Art. 80 : « Est punie d'une amende de cinquante millions (50 000 000) à cinq cent millions (500 000 000) de FCFA et d'une peine d'emprisonnement à perpétuité, toute personne qui introduit des déchets toxiques et/ou dangereux sur le territoire camerounais ».

<sup>180</sup> Elle a récemment été adoptée à l'Assemblée Nationale. Il s'agit de la loi n° 2019/012 du 19 juillet 2019 portant cadre général de sûreté radiologique et nucléaire, de sécurité nucléaire, de responsabilité civile et de l'application des garanties.

<sup>181</sup> (1) Est puni d'un emprisonnement de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de vingt millions (20 000 000) à cinq cent millions (500 000 000) de F CFA, celui qui :

- a) détient, utilise, transfère, cède, altère, aliène, sans autorisation requise, ou disperse des matières nucléaires ;
- b) vole ou recèle des matières nucléaires ou des sources radioactives ;
- c) utilise les matières nucléaires et les sources radioactives à des fins autres que celles pour lesquelles il a obtenu l'autorisation ;
- d) exige des matières nucléaires par toute forme d'intimidation, y compris le recours à la force ;
- e) menace d'utiliser des matières nucléaires :
  - i. dans le but de causer la mort ou des blessures graves à autrui ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement ;
  - ii. dans le but de contraindre une personne physique ou morale, une organisation internationale ou un Etat à faire ou à s'abstenir de faire quelque chose ;
- f) fait usage des sources radioactives ou des matières nucléaires à des fins criminelles ou terroristes.

(2) La peine est l'emprisonnement à vie au cas où les actes prévus à l'alinéa (1) (a) et e (ii) ci-dessus entraînent la mort d'autrui.

(3) La peine de mort est prononcée en cas de récidive.

<sup>182</sup> Neyret (L.), *Des écocrimes à l'écocide*, Bruxelles Ed., Bruylant, 2015, p.VIII.

<sup>183</sup> Gassin (R.), *Criminologie*, Paris, Dalloz, 6<sup>e</sup> éd., 2007, p.43.

Le droit pénal est irrigué par le principe de la légalité des peines. Il interdit au juge de recourir à des sanctions qui ne sont pas prévues par la loi. Il convient pour cela de faire une exégèse des dispositions légales, en présentant d'un côté les sanctions encourues par les personnes physiques (1.2.1.) de l'autre, les sanctions applicables aux personnes morales (1.2.2.).

### **1.2.1. Des peines strictes applicables aux personnes physiques**

La responsabilité pénale des personnes physiques est longtemps restée la règle en droit pénal camerounais jusqu'à l'intervention de la loi du 12 juillet 2016. Si celle-ci est venue mettre un terme à ce monopole, elle a aussi le mérite d'avoir adaptée les sanctions pénales à la criminalité environnementale en ajoutant de nouvelles formes de sanctions qui n'existaient pas dans la loi précédente.<sup>184</sup>

Il convient de distinguer les peines principales et alternatives (1.2.1.1.) des autres peines (1.2.1.2.) applicables à la personne physique en cas d'établissement de la responsabilité pénale des auteurs d'atteintes à l'environnement.

#### **1.2.1.1. Des peines principales et alternatives sévères**

**45.** Nous présenterons en premier les peines principales (1.2.1.1.1.) et en second les peines alternatives (1.2.1.1.2.).

##### **1.2.1.1.1. Des peines principales intimidantes**

**46.** Les peines principales sont des peines que la loi prévoit à titre principal. C'est la réponse première à l'infraction commise par le délinquant. Elles diffèrent selon qu'il s'agit des personnes physiques ou des personnes morales. S'agissant du cas spécifique des personnes physiques qui nous intéresse ici, la lecture de l'Article 18 al. (a) du CPC, nous permet de constater que, les peines applicables aux personnes physiques sont au nombre de trois, la peine de mort, l'emprisonnement et l'amende. Il s'agit d'une manière générale des atteintes à la vie, des peines privatives de liberté et les peines pécuniaires.

**47.** D'abord, la peine de mort. Elle est prévue pour les faits présentant une extrême dangerosité pouvant causer une atteinte grave à l'environnement. Il s'agit des faits pouvant entrer dans la catégorie d'« écocide ».<sup>185</sup> Elle désigne « *les crimes les plus graves contre l'environnement qui, en temps de paix comme en temps de conflit armé, porte atteinte à la survie de la planète* ».<sup>186</sup> Il pourrait s'agir des actes intentionnels, généralisés ou systématiques qui causent soit une « *dégradation étendue, durable et grave de l'air ou l'atmosphère, des sols, des eaux, des milieux aquatiques, de la faune et de la flore ou de leurs fonctions écologiques* », soit « *la mort, des infirmités permanentes ou des maladies incurables graves à une population ou [qu'ils dépossèdent] durablement cette dernière de ses terres, territoires ou ressources* ».<sup>187</sup> Bien que l'écocide ne soit pas encore consacré en DPE

<sup>184</sup> La loi n° 65/LF/24 du 12 novembre 1965 et 67/LF/1 du 12 juin 1967 et toutes leurs modifications subséquentes, notamment les lois n° 90/061 du 19 décembre 1990, 91/007 du 30 juillet 1991, 90/013 du 22 décembre 1993 et 97/009 du 10 janvier 1997 portant Code pénal du Cameroun, ne prévoyait ni la responsabilité pénale des personnes morales, ni les peines alternatives à titre de peines principales applicables à la personne physique.

<sup>185</sup> Cette catégorie d'infraction n'est pas encore reconnue au niveau international.

<sup>186</sup> Art. 1<sup>er</sup> du projet de la Convention Ecocide.

<sup>187</sup> *Ibid.* Art. 2.



camerounais, le législateur pénal punit des faits se rapprochant de cette catégorie d'infractions.

Ainsi, la peine de mort peut être appliquée aux auteurs d'atteintes les plus graves contre l'environnement. C'est ce que prévoit l'Article 108 de la loi portant cadre général de sûreté radiologique et nucléaire, de sécurité nucléaire, de responsabilité civile et de l'application des garanties. C'était également le cas avec la loi portant sur les déchets toxiques, qui prévoyait la peine de mort pour « *toute personne non autorisée qui procède à l'introduction, à la production, au stockage, à la détention, au transport, au transit ou au déversement sur le territoire camerounais des déchets toxiques et/ou dangereux sous toutes leurs formes* » en son Article 4 précité. Mais la Loi-cadre sur l'environnement prévoit désormais une peine d'emprisonnement à perpétuité.<sup>188</sup> L'emprisonnement à perpétuité constitue aujourd'hui ce que l'on qualifiait autrefois de mort civile.<sup>189</sup>

Vu la gravité de la mesure, la loi pénale soumet l'exécution de la sanction à des conditions préalables.<sup>190</sup> Ainsi, toute condamnation à mort est soumise au Président de la République, en vue de l'exercice de son droit de grâce. Aucune exécution ne peut intervenir tant que le Président de la République ne s'est pas encore prononcé. Il est également prévu que la femme enceinte ne subit la peine de mort qu'après l'accouchement. Par ailleurs, aucune exécution ne peut avoir lieu les dimanches ou les jours fériés.

Si les atteintes à l'environnement les plus graves, qualifiées en droit pénal international de l'environnement d'écocide, peuvent justifier l'application d'une peine capitale, d'autres infractions par contre, moins graves, peuvent donner lieu à l'application d'une simple peine privative de liberté.

48. Ensuite, des peines privatives de liberté strictes. Il s'agit de l'emprisonnement, considéré comme une peine privative de liberté pendant laquelle le condamné est astreint au travail sauf décision contraire et motivée de la juridiction.<sup>191</sup> Les peines privatives de liberté applicables aux délinquants environnementaux au Cameroun se distinguent par leur durée. Elle est fonction de la gravité de l'infraction. Ainsi, on distingue deux catégories de peines privatives de liberté : celles qui sont limitées dans le temps et celles qui sont illimitées.

S'agissant des peines privatives de liberté illimitées, il s'agit des cas d'emprisonnement à perpétuité et d'emprisonnement à vie. L'emprisonnement à perpétuité est prévu à l'Article 80 de la Loi-cadre précitée. Le législateur camerounais a également prévu des cas d'emprisonnement à vie pour certaines infractions relatives aux activités nucléaires et radioactives. Dans la loi portant cadre général de sûreté radiologique et nucléaire, de sûreté nucléaire, de responsabilité civile et de l'application des garanties, des peines d'emprisonnement à vie sont prévues aux Articles 110<sup>192</sup> et 111<sup>193</sup> aux auteurs d'atteintes à l'environnement.

Les peines privatives de liberté ayant une durée plus ou moins longue, sont les plus nombreuses. On les retrouve dans le droit pénal classique de même que dans les lois

---

<sup>188</sup> Art. 80 : « *Est punie d'une amende de cinquante millions (50 000 000) à cinq cent millions (500 000 000) de FCFA et d'une peine d'emprisonnement à perpétuité, toute personne qui introduit des déchets toxiques et/ou dangereux sur le territoire camerounais* ».

<sup>189</sup> Peine qui consistait, en droit romain notamment, à priver celui qui la subissait de sa personnalité juridique, de son vivant. Elle a été abolie par une loi du 31 mai 1854. Jusqu'à cette date, elle frappait les condamnés à mort ou les condamnés à des peines afflictives perpétuelles.

<sup>190</sup> Art. 22 CPC.

<sup>191</sup> Art. 24 CPC.

<sup>192</sup> « *Est puni d'un emprisonnement à vie, le titulaire de titre minier ou d'autorisation mentionnés à l'Article 44 de la présente loi qui, en s'abstenant de maintenir son installation dans un état sûr et stable provoque, même involontairement, la mort d'autrui* ».

<sup>193</sup> « *Est puni d'un emprisonnement à vie celui qui détruit, aux fins de sabotage, tout ou partie d'une source radioactive ou d'une installation ou empêche son fonctionnement* ».

spécifiques à l'environnement. A titre d'illustration, le Code pénal prévoit en son Article 229-1 un emprisonnement de cinq (05) ans à dix (10) ans et d'une amende de cinq millions (5 000 000) à cinq cent millions (500 000 000) de francs pour toute personne non autorisée qui ne procède pas à l'élimination immédiate des déchets toxiques ou dangereux générés par son entreprise. Les peines privatives de liberté contenues dans la Loi-cadre sont toutes limitées dans le temps.<sup>194</sup> Si la peine de mort et l'emprisonnement sont de nature à frapper le contrevenant auteur de l'infraction dans sa personne, les peines pécuniaires visent à porter une atteinte au patrimoine du condamné.

49. Enfin, des peines pécuniaires élevées. Il s'agit de l'amende. L'Article 251 (1) du CPC définit l'amende comme « *une peine pécuniaire en vertu de laquelle le condamné, personne physique ou morale, verse ou fait verser au Trésor Public une somme d'argent déterminée par la loi* ». La législation camerounaise environnementale est marquée d'une grande sévérité en ce qui concerne les peines d'amende que ce soit au premier acte ou en cas de récidive.

Dès le premier acte du délinquant écologique, le législateur fait preuve de fermeté. Les amendes les plus élevées peuvent aller de cinq mille (5000) jusqu'à atteindre les cinq cent millions (500 000 000) de francs CFA. A titre d'illustration, les Articles 154 ; 155<sup>195</sup> et 228 ; 316<sup>196</sup> prévoient des peines commençant à 5 000 francs, mais elles peuvent aussi monter jusqu'à 5 00 000 000 de francs comme le prévoient les dispositions de la Loi-cadre en ces termes « *est puni d'une amende de cinquante millions (50 000 000) à cinq cent millions (500 000 000) [...]* ». <sup>197</sup>

En ce qui concerne la récidive, la sévérité du législateur est aussi remarquable pour les peines d'amende et les peines d'emprisonnement. Aux termes des Articles 81(2), 82(2), 83(3), 84(2) de la Loi-cadre, on peut lire : « *En cas de récidive, le montant maximal des peines est doublé* ». Ce cas concerne alors les sanctions pécuniaires, puisque le législateur parle expressément de « *montant* ». Dans d'autres dispositions, le législateur ne précise pas la nature des peines susceptibles d'être doublées. On peut notamment lire qu'« *en cas de récidive, le coupable encourt le double du maximum des peines prévues* ». <sup>198</sup> Il pourrait donc s'agir aussi bien des peines d'amende que des peines privatives de liberté.

Au-delà des cas de récidive, la sévérité des peines est accrue par l'inapplicabilité du sursis et des circonstances atténuantes comme le souligne à juste titre Alomo Nomo.<sup>199</sup> En effet, poursuit-elle, plusieurs dispositions le démontrent.<sup>200</sup> Entre autres, l'Article 10 de la loi n° 95/08 du 30 janvier 1995 sur la radioprotection selon lequel « *les dispositions des Articles 54 et 90 du Code pénal relatives au sursis et aux circonstances atténuantes ne sont pas applicables aux sanctions pénales prévues par la présente loi* ».

Les peines principales prévues par le législateur camerounais pour réprimer les atteintes à l'environnement causées par les personnes physiques, se révèlent sévères. Afin d'adapter les peines aux spécificités du droit de l'environnement, le législateur a introduit de nouvelles formes de sanctions lors de l'adoption du Code pénal en 2016, il s'agit des peines alternatives.

---

<sup>194</sup> Lire les Arts. 79 à 82.

<sup>195</sup> Loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche.

<sup>196</sup> Code pénal camerounais.

<sup>197</sup> Art. 80.

<sup>198</sup> Art. 15 et 16 de la loi portant régime de l'eau ; Art. 64 de la loi portant régime de sécurité en matière de biotechnologie moderne ; Art. 162 de la loi portant régime des forêts de la faune et de la pêche...

<sup>199</sup> Alomo Nomo (S.), La responsabilité pénale des auteurs des atteintes à l'environnement au Cameroun, *op. cit.*, p.22.

<sup>200</sup> Art. 18 de la loi portant régime de l'eau ; Art. 4(2) de la loi sur les déchets toxiques etc.

### 1.2.1.1.2. L'introduction des peines alternatives

50. Les peines alternatives constituent l'une des grandes innovations du CPC. Une peine alternative est une « *peine qui peut être prononcée au lieu d'une autre et à titre de peine principale* », « *caractère qui peut appartenir, en matière correctionnelle, soit à une peine complémentaire, soit aux peines correctionnelles autres que l'emprisonnement et l'amende, lesquelles ont toutes vocation à remplacer l'emprisonnement* ». <sup>201</sup> L'Article 18-1 a institué deux principales peines alternatives que sont : le travail d'intérêt-général et la sanction-réparation. Le recours à ce type de sanction en matière pénale n'est pas anodin. En effet, dans un contexte marqué par la surpopulation carcérale <sup>202</sup> due au recours systématique à la peine d'emprisonnement, et à l'incapacité de celle-ci à assurer une protection efficace de l'environnement, il a fallu trouver d'autres formes de peines, plus efficaces et adaptées à la criminalité environnementale.

De plus, la consécration de la responsabilité pénale des personnes morales appelait l'introduction de nouvelles sanctions adaptées à ces personnes. Autant de raisons parmi d'autres qui ont conduit le législateur à faire recours aux peines alternatives. A quoi renvoient concrètement ces différentes peines ? Envisageons tout d'abord la peine de travail d'intérêt général, puis la sanction-réparation.

51. Le travail d'intérêt général. Il est prévu à l'Article 26 du CPC. C'est une peine applicable aux délits passibles d'un emprisonnement inférieur à deux (02) ans ou d'une peine d'amende. Cette peine est prononcée sur consentement du prévenu et est exécutée en faveur, soit d'une personne morale de droit public, soit d'une personne morale de droit privé, chargée d'une mission de service public, soit encore un organisme habilité à mettre en œuvre le travail d'intérêt général. <sup>203</sup> La durée du travail ne peut être inférieure à deux cents (200) heures ou supérieure à deux cents quarante (240) heures.

Les infractions à l'environnement étant pour la plupart délictuelles, on retrouve effectivement des délits punis d'un emprisonnement inférieur à deux (02) ans. <sup>204</sup> Le juge pourra ainsi prononcer une peine de travail d'intérêt général en lieu et place d'une peine d'emprisonnement. Le travail d'intérêt général est proche de la sanction-réparation, autre peine alternative prévue par le Code pénal.

52. La peine de sanction-réparation. Tout laisse croire, au regard des termes qui la composent, que la sanction-réparation est une peine hybride. L'apposition des deux termes antonymes peut laisser perplexe. Le terme « *sanction* » est plutôt répressif et pénal, alors que le terme « *réparation* », a contrario, fait penser à une mesure civile. Elle est traitée à l'Article 26-1 CPC qui dispose que c'est une « *peine applicable aux délits passibles d'un emprisonnement inférieur à deux (02) ans ou d'une peine d'amende* ». Elle consiste dans l'obligation, pour le condamné, de procéder à la réparation matérielle du préjudice subi par la

<sup>201</sup> Cornu (G.), *Vocabulaire juridique*, op. cit., p.1590.

<sup>202</sup> Selon le rapport d'Amnesty International de 2017/2018, la prison de Maroua accueillait 1 500 détenus, soit plus de quatre fois la capacité prévue ; celle de la prison centrale de Yaoundé était d'environ 4 400 détenus alors que sa capacité maximale est de 1 500 prisonniers, pour ne citer que ces cas. Disponible sur : <https://www.amnesty.org/download/Documents/POL1067002018ENGLISH.PDF>, consulté le 20/06/2019.

<sup>203</sup> Cf. Ntono Tsimi (G.), Droit pénal général, cours magistral, 2<sup>ème</sup> année, Université de Yaoundé 2, année académique 2017/2018.

<sup>204</sup> Art. 19 de la loi sur l'activité semencière ; Art. 34 de la loi relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes ; Art. 218 du Code minier...

victime dans les délais et selon les modalités fixées par la juridiction compétente. La victime dans ce cas pouvant effectivement être l'environnement.

À la capacité de l'Homme de nuire à l'environnement devrait répondre une extension de sa responsabilité. C'est à ce propos que certains évoquent l'idée d'une « *Responsabilité écologique* ». <sup>205</sup> Les dommages causés à l'environnement doivent être réparés. Le législateur français en a d'ailleurs fait une obligation. L'Article 4 de la Charte sur l'environnement, intégrée au bloc de constitutionnalité par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2005, pose pour la première fois de manière explicite le principe selon lequel « *toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi* ». Deux ans plus tard, la peine de sanction-réparation est créée par l'Article 64 de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance. L'Article 131-8-1 du Code pénal français dispose que cette peine « *consiste dans l'obligation pour le condamné de procéder, dans le délai et selon les modalités fixées par la juridiction, à l'indemnisation du préjudice de la victime* ».

La peine de sanction-réparation est applicable aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales. Sur le plan de la responsabilité civile, toute personne qui par son action, crée des conditions de nature à porter atteinte à la santé de l'Homme et à l'environnement, est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination dans des conditions propres à éviter lesdits effets. <sup>206</sup>

Ainsi, cette sanction cadre bien avec le principe de pollueur-payeur selon lequel les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de la lutte contre celle-ci et de la remise en l'état des sites pollués doivent être supportés par le pollueur. <sup>207</sup> Pour faciliter cette remise en état, les pollueurs pourront être condamnés à des amendes et autres frais de justice servant à couvrir les travaux de restauration de l'environnement dégradé. A titre d'illustration, l'Article 78 de la Loi-cadre pose que « *lorsque les éléments constitutifs de l'infraction proviennent d'un établissement industriel, commercial, artisanal ou agricole, le propriétaire, l'exploitant, le directeur, ou selon le cas, le gérant peut être déclaré responsable du paiement des amendes et frais de justice dus par les auteurs de l'infraction, et civilement responsable de la remise en l'état des sites* ».

Les peines principales et alternatives applicables aux personnes physiques sont pour la plupart sévères et diverses. C'est d'ailleurs tout à l'avantage de l'environnement. Le régime de répression mis en place trahit déjà en lui-même l'intérêt que l'Etat du Cameroun accorde à la protection de son environnement. D'autres sanctions sont encore prévues visant elles aussi à renforcer la protection pénale de l'environnement.

### **1.2.1.2. Les autres peines prévues pour les personnes physiques**

**53.** Il n'y a pas que les peines principales qui soient prévues à titre de sanctions pénales à l'encontre des personnes physiques en cas d'atteinte à l'environnement. Le législateur a aussi prévu d'autres types de sanctions. Il s'agit des peines accessoires et des mesures de sûreté. Si les premières peuvent également jouer un rôle de mesures de sûreté, il faut considérer qu'il s'agit d'une suite logique des peines principales.

C'est sans doute la raison pour laquelle le Code pénal fait une distinction entre peines accessoires (1.2.1.2.1.) et mesures de sûreté (1.2.1.2.2.).

---

<sup>205</sup> Jourdain (P.), « Le dommage écologique et sa réparation », préc., p.147 ; Neyret (L.), *Atteintes au vivant et responsabilité civile*, préf. Thibierge (C.), LGDJ, 2006, n° 198 et s.

<sup>206</sup> Art. 9 de la Loi-cadre.

<sup>207</sup> *Idem*.

### 1.2.1.2.1. Les peines accessoires

54. En ce qui concerne les personnes physiques, elles sont prévues par l'Article 19 (a) CPC. Il s'agit des déchéances ; la publication de la décision ; la confiscation et la fermeture de l'établissement. Nous analyserons les trois premières, la dernière sanction étant vraisemblablement mieux adaptée aux personnes morales.

55. Les déchéances. Elles découlent d'un nombre limité de cas. Selon l'Article 30 du CPC, elles consistent en la destitution et l'exclusion de toutes fonctions, emploi ou offices publics ; l'incapacité d'être juré, assesseur, expert, juré-expert ; l'interdiction d'être tuteur, curateur, subrogé-tuteur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants ou membre d'un conseil de famille ; l'interdiction de porter toute décoration ; l'interdiction de servir dans les forces armées ; l'interdiction de détenir une école ou même d'enseigner dans un établissement d'instruction et, d'une façon générale, d'occuper des fonctions se rapportant à l'éducation ou à la garde des enfants.

Ces déchéances s'appliquent différemment selon qu'il s'agit d'une condamnation à perpétuité, d'un crime ou d'un délit.

56. S'agissant de la peine à perpétuité, l'Article 31 (1) prévoit que la condamnation à une peine perpétuelle emporte à vie les déchéances de l'Article 30 CPC ci-dessus énumérées. Ainsi, les personnes tombant sous le coup de l'Article 80 de la Loi-cadre se verront appliquer toutes les déchéances prévues par le Code pénal sans possibilité que celles-ci soient levées. Quid des peines criminelles ?

L'alinéa 2 de l'Article 30 poursuit en disposant que, toute autre condamnation pour crime emporte les mêmes déchéances pendant la durée de la peine, et pendant les dix (10) ans qui suivent son expiration ou la libération conditionnelle si celle-ci n'a pas été révoquée. A la différence des déchéances prononcées en cas de condamnation à une peine perpétuelle qui ne sont pas limitées dans le temps, les déchéances prononcées pour crime, ne durent en principe que le temps pendant lequel le condamné purge sa peine. A titre exceptionnel, la juridiction compétente peut, dans tous les cas prévus à l'alinéa 2 ci-dessus, par décision motivée, relever le condamné de tout ou partie de ces déchéances et en réduire la durée jusqu'à deux (02) ans. Il en serait le cas des personnes visées par les Articles 16<sup>208</sup>, 105<sup>209</sup>, 226.<sup>210</sup> Ces dispositions prévoient des peines supérieures à dix ans, ce qui les classe dans la catégorie de crimes. Qu'en est-il des délits ?

57. En cas de condamnation pour délit et lorsque la loi les y autorise, les juridictions compétentes peuvent, par décision motivée, prononcer pour une durée de cinq (05) ans au plus, tout ou partie des déchéances prévues à l'Article 30. Les déchéances sont également ici

---

<sup>208</sup> Loi portant régime de l'eau précitée, « (1) Est punie d'un emprisonnement de cinq (5) ans à quinze (15) ans et d'une amende de dix millions (10 000 000) à vingt millions (20 000 000) de FCFA, toute personne qui pollue et altère la qualité des eaux ».

<sup>209</sup> Loi n°2019/012 du 19 juillet 2019 portant cadre général de sûreté radiologique et nucléaire, de sécurité nucléaire, de responsabilité : « (2) Est puni des peines prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, celui qui, par imprudence, maladresse, négligence ou inobservation des règlements et conditions de l'autorisation, provoque une exposition aux rayonnements ionisants ou un accident radiologique ».

« (1) Est puni d'un emprisonnement de cinq (05) ans à vingt (20) ans et d'une amende de deux cent mille (200 000) à vingt millions (20 000 000) de francs CFA, quiconque, par imprudence ou par négligence, provoque une exposition aux rayonnements ionisants ou un accident nucléaire ».

<sup>210</sup> Code minier précité, « Est puni d'un emprisonnement de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de vingt-cinq (25 000 000) à cent (100 000 000) millions de francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui, ayant connaissance d'une procédure d'installation d'une carrière d'intérêt public, se fait délivrer directement ou indirectement, par quelque moyen que ce soit, l'autorisation d'exploitation de la même carrière ».

limitées dans le temps. Les infractions environnementales étant constituées en majorité des délits, nombreux sont les cas qui peuvent donner lieu à l'application de ces déchéances.

Il convient de préciser que, les contraventions ne donnent pas droit à l'application des déchéances. D'ailleurs, le Code pénal n'en fait pas allusion dans ses dispositions. Comme autre peine accessoire, nous avons la publication de la décision.

Toute infraction peut donner lieu à une diffusion de la condamnation qu'elle soit criminelle, délictuelle ou contraventionnelle. Cependant, la durée de la publication du jugement varie selon que l'infraction est qualifiée de crime, délit ou contravention. L'Article 33 du CPC prévoit que, dans les cas où le tribunal ou la Cour peut ordonner la publication de sa décision, celle-ci est affichée pour une durée de deux mois au maximum en cas de condamnation pour crime ou délit et de 15 jours au maximum en cas de contravention.

Cette sanction vise à porter un coup à la réputation du condamné, à l'humilier en exposant au grand public sa conduite. En dehors de l'affichage, le législateur prévoit d'autres moyens par lesquels cette diffusion peut être faite. Il souligne que, le tribunal ou la Cour peut ordonner la publication de sa décision dans les journaux qu'il indique, à la radio ou à la télévision. Cette peine peut en effet s'avérer très efficace à cette époque où les réseaux sociaux facilitent la circulation rapide et une large diffusion des informations. Ainsi, l'alinéa 7 de l'Article 33 mentionne que « *l'information par voie de presse écrite, de radio et de télévision ou sur internet, ainsi que les commentaires objectifs, sont libres* ».

Il s'agit alors d'un puissant moyen de répression placé aux mains du juge qui peut utilement s'en servir pour réprimer les atteintes à l'environnement commises aussi bien par les personnes physiques que morales. On sait qu'aujourd'hui que, les dirigeants d'entreprises sont particulièrement soucieux de leur image de marque. Aussi, toute contre publicité est considérée comme portant un sérieux coup non seulement aux dirigeants, mais aussi à l'entreprise elle-même. La dérision, les moqueries et la honte que subira le condamné, pourra le dissuader de commettre à nouveau des infractions, de peur pour lui d'exposer ses proches à la honte ou d'apporter du discrédit sur lui-même et sur ses activités. La confiscation elle, vise à empêcher la récidive.

**58.** La confiscation du « *corpus delicti* ». La confiscation est une peine par laquelle l'Etat obtient, dans des conditions fixées par la loi, la mainmise sur un ou plusieurs biens de la personne condamnée lorsque ces biens ont servi ou étaient destinés à la commission de l'infraction ou s'ils en sont le produit.<sup>211</sup> Elle peut être générale ou spéciale. Le Code pénal ne retient que la confiscation spéciale et dispose à ce titre qu'« *en cas de condamnation pour crime ou délit, le tribunal ou la Cour peut ordonner la confiscation de tous les biens meubles ou immeubles appartenant au condamné et saisis, lorsque ceux-ci ont servi d'instrument pour commettre l'infraction ou qu'ils en sont le produit* ».<sup>212</sup>

En matière de contravention, cette confiscation ne peut être ordonnée que dans les cas déterminés par la loi, souligne l'alinéa 2 de l'Article précité.

Par exemple, la confiscation pourrait s'appliquer aux personnes coupables des infractions visées aux Articles 154 et 160 de la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche. En effet, l'Article 162 (1) précise que « *les peines prévues aux Articles 154 à 160 sont applicables sans préjudice des confiscations [...]* ». Il pourra s'agir entre autres de la saisie des fusils ayant servi à la chasse, la saisie des machines utilisées pour la coupe du bois, des cannes à pêche ou même, la saisie des sommes d'argent.<sup>213</sup> La confiscation n'est applicable

---

<sup>211</sup> Cabrillac (R.), *Dictionnaire du vocabulaire juridique*, op. cit., p.93.

<sup>212</sup> Art. 35 (1).

<sup>213</sup> Cf. Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, adopté le 10 avril 1998 et paru au J.O OHADA n° 6 du 1<sup>er</sup> juillet 1998.

qu'aux biens qui appartiennent aux condamnés ; qui ont été saisis<sup>214</sup> et qui ont servi d'instrument pour commettre l'infraction.

Les peines accessoires constituent un véritable complément aux peines principales. En effet, alors que les peines principales frappent le condamné dans sa chair, sa liberté et son patrimoine, les peines accessoires, frappent l'honneur et la réputation du condamné. Cependant, il ne suffit pas toujours qu'une infraction soit commise pour que le système pénal se mette en marche. Le rôle du droit pénal n'est pas seulement de réprimer, mais aussi de prévenir la commission des infractions, d'où la mise en place des mesures dites de sûreté.

#### 1.2.1.2.2. Les mesures de sûreté

L'on distingue selon le Code pénal, les mesures de sûreté pouvant être prononcées « *ante delictum* » pour prévenir la commission d'infractions dans l'avenir en éliminant l'état dangereux de l'individu potentiellement criminogène. Les mesures de sûreté pouvant être prononcées « *post delictum* » pour prévenir la récidive et favoriser la resocialisation du délinquant.<sup>215</sup> Ces hypothèses sont envisagées dans le DPE camerounais. Nous analyserons tour à tour, les mesures de sûreté « *ante delictum* » et les mesures de sûreté « *post delictum* ».

**59.** Les mesures de sûreté « *ante delictum* » prévues par le DPE camerounais sont l'obligation de réalisation des études d'impact pour certains travaux, la surveillance et l'assistance.

La réalisation des études d'impact. Selon l'Article 17 (1) de la Loi-cadre « *le promoteur ou le maître d'ouvrage de tout projet d'aménagement, d'ouvrage, d'équipement ou d'installation qui risque, en raison de sa dimension, de sa nature ou des incidences des activités qui y sont exercées sur le milieu naturel, de porter atteinte à l'environnement est tenu de réaliser, selon les prescriptions du cahier des charges, une étude d'impact permettant d'évaluer les incidences directes ou indirectes dudit projet sur l'équilibre écologique de la zone d'implantation ou de toute autre région, le cadre et la qualité de vie des populations et des incidences sur l'environnement en général* ». C'est donc une obligation qui vise à prévenir les atteintes à l'environnement comme on peut le constater. Les contrevenants encourent des sanctions pénales au cas où ils ne s'y conforment pas. C'est ce que prévoit la Loi-cadre en son Article 79 qui punit d'une amende de deux millions (2 000 000) à cinq millions (5 000 000) de FCFA et d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à deux (2) ans ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne ayant réalisé sans étude d'impact, un projet nécessitant une étude d'impact.<sup>216</sup> Une autre mesure vise également à prévenir la commission des infractions, il s'agit de la surveillance et le contrôle des services de l'administration.

La surveillance et le contrôle par l'administration. Le législateur, pour permettre la prévention et la répression des infractions susceptibles d'être commises sur l'environnement, a institué des organes chargés de procéder à la surveillance et au contrôle des différentes activités pouvant avoir un impact négatif sur l'environnement. Il s'agit des inspecteurs et des contrôleurs de l'environnement.<sup>217</sup> Cependant, il arrive souvent que ces organes soient

<sup>214</sup> On ne peut confisquer d'autres biens avec l'espoir qu'ils seront retrouvés plus tard.

<sup>215</sup> Ambassa (L.C.), *Droit pénal général, augmenté des sujets traités*, Yaoundé-Cameroun, 1<sup>ère</sup> éd., collection Leconnu, 2014, p.186.

<sup>216</sup> Une exception est faite lorsque ledit projet est entrepris pour le compte des services de la défense ou de la sécurité nationale, le ministre chargé de la défense ou, selon le cas, de la sécurité nationale assure la publicité de l'étude d'impact dans des conditions compatibles avec les secrets de la défense ou de la sécurité nationale.

<sup>217</sup> Régi par le décret n° 2012/2808/PM du 26 septembre 2012 fixant les conditions d'exercice d'inspecteur et contrôleur de l'environnement.

empêchés d'accomplir leur mission de surveillance et de contrôle. Dans pareilles situations, la loi ne manque pas de sanctionner les personnes faisant obstruction aux agents de l'administration. Les sanctions de l'Article 79 de la Loi-cadre sont dans ce cas applicables à toute personne ayant empêché l'accomplissement des contrôle et analyse prévus par la loi et/ou par ses textes d'application.

Lorsque l'infraction a été commise, le juge, pour prévenir les cas de récidive, peut prendre certaines mesures à l'encontre du condamné. Etant donné qu'elles interviennent après que l'infraction ait été commise, on les qualifie de mesures de sûreté « *post delictum* ».

60. Elles sont consacrées par le Code pénal au chapitre 4 du titre 2. Nous ne les analyserons pas toutes, mais seulement les plus susceptibles de s'appliquer en DPE. Au rang de celles-ci nous avons l'interdiction de la profession ; la confiscation ; la surveillance et l'assistance postpénales.

L'interdiction de la profession. Elle peut être prononcée par décision motivée contre les condamnés pour crime ou délit de droit commun lorsqu'il est constaté que l'infraction commise a une relation directe avec l'exercice de la profession et qu'il y a de graves craintes que cet exercice ne constitue un danger de rechute pour le condamné. L'interdiction peut durer d'un à cinq ans, mais en cas de récidive pour crime ou délit de même nature, elle devient perpétuelle.<sup>218</sup>

La confiscation.<sup>219</sup> Des développements ayant déjà été consacrés sur cette notion<sup>220</sup>, nous n'y reviendrons pas en profondeur. Soulignons tout simplement que, les choses dont la fabrication, la détention, la vente ou l'usage sont illicites, sont confisquées même si elles n'appartiennent pas au condamné ou si la poursuite n'a pas été suivie de condamnation.<sup>221</sup> C'est ce que prévoit l'Article 148 de la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche, elle dispose que « *le tribunal compétent peut ordonner la confiscation des produits forestiers, des engins ou animaux saisis [...]* ». Des mesures de surveillance et d'assistance postpénales peuvent également être ordonnées par le tribunal compétent afin de prévenir les cas de récidive.

La surveillance et l'assistance postpénales s'apparentent à la mise à l'épreuve pouvant accompagner une peine d'emprisonnement avec sursis.<sup>222</sup> D'après l'Article 40 du Code pénal, « *tout condamné à une peine privative de liberté supérieure à un an peut, compte tenu des faits de la cause et par décision motivée, être placé par la juridiction qui le condamne et pour une durée maximum de cinq ans sous le régime de surveillance et, le cas échéant, des obligations spéciales. L'observation de ces obligations par le condamné est contrôlée par un magistrat désigné à cet effet, assisté de surveillants bénévoles ou rétribués* ».

Le paragraphe suivant ouvre une brèche au contrôle de police, en précisant que, « *toutefois, ce contrôle est exercé par les autorités de police lorsqu'il s'agit d'un individu condamné pour crime ou d'un récidiviste condamné pour délit* ». Les inspecteur et les contrôleur de l'environnement étant considérés comme des Officiers de Police Judiciaire (OPJ) à compétence spéciale, il va de soi que dans l'exercice de leur fonction, ils peuvent accomplir la surveillance et l'assistance postpénale. Ils devraient veiller à ce que le condamné se conforme

---

<sup>218</sup> Art. 36 CPC.

<sup>219</sup> La « *confiscation-police* » ne doit pas être confondue avec la « *confiscation-peine* » de l'Article 35 du Code pénal selon lequel « (1) *en cas de condamnation pour crime ou délit, le tribunal ou la cours peut ordonner la confiscation de tous biens meubles ou immeubles appartenant au condamné et saisis, lorsque ceux-ci ont servi d'instrument pour commettre l'infraction ou qu'ils en sont le produit* ».

<sup>220</sup> *Supra*, §58.

<sup>221</sup> Art. 45 CPC.

<sup>222</sup> Ambassa (L.C.), *Droit pénal général, augmenté des sujets traités*, op. cit., p.189.



aux obligations<sup>223</sup> générale et spéciale mises à leur charge par la loi ou la juridiction compétente.

Les mesures postpénales restent révisables. Selon l'Article 65 du Code pénal, la juridiction qui a ordonné les mesures postpénales peut, à tout moment et par décision motivée, suspendre en tout ou partie les mesures spéciales ou les modifier sans aggravation. La suspension est révocable à tout moment dans les formes prévues pour son octroi.

**61.** Qu'elles soient « *ante delictum* » ou « *post delictum* », les mesures de sûreté encore qualifiées de prophylaxie criminelle<sup>224</sup>, sont constituées de l'ensemble des mesures à caractère collectif qui ont pour objet de s'opposer à la perpétration des infractions. Elles répondent à l'adage selon lequel, mieux vaut prévenir que guérir.

En somme, les sanctions pénales prévues par le législateur camerounais pour réprimer les atteintes à l'environnement commises par les personnes physiques s'avèrent plutôt dissuasives, du moins pour ce qui s'agit des peines pécuniaires. La peine de mort, les peines privatives de liberté<sup>225</sup>, les amendes, les peines accessoires et les mesures de sûreté semblent suffisamment sévères pour décourager le plus téméraire des délinquants qui serait tenté de porter une atteinte à l'environnement. Les personnes morales sont également dans le viseur de la norme pénale. D'autant plus que, c'est elles qui sont capables d'atteintes les plus graves sur l'environnement à très grande échelle de par leurs activités. C'est la raison pour laquelle, il est primordial que des sanctions fortes soient aussi prévues à leur égard afin de prévenir et de réprimer leurs actes.

### **1.2.2. Une rigueur impressionnante à l'endroit des personnes morales**

L'impossibilité de condamner les personnes morales à des peines privatives de liberté au même titre que les personnes physiques a longtemps été l'argument évoqué par les opposants au régime de la responsabilité pénale des personnes morales. Les personnes morales ne pouvant donc être condamnées à des peines privatives de liberté, il a fallu trouver des sanctions adaptées à cette catégorie de personne.

Dans ce sens, le législateur camerounais n'a pas manqué d'imagination dans la détermination des sanctions pénales applicables aux personnes morales. Il a introduit des peines adaptées à cette catégorie de personnes aux Articles 18, 19 et 20 du Code pénal qui, prévoit des sanctions applicables aux personnes morales, parfois spécifiquement créées pour elles, mais parfois aussi, identiques à celles applicables aux personnes physiques.

Au vu de la sévérité des sanctions pénales prévues pour les personnes physiques, on peut penser que la même rigueur a été retenue pour les personnes morales. En effet, ce sont des personnes morales qui commettent la majorité des atteintes à l'environnement. Un aperçu des sanctions pénales prévues pour les personnes morales permet de constater que le législateur a fait montre d'une grande sévérité. Les sanctions varient selon qu'elles menacent l'existence de la personne morale (1.2.2.1.) ou selon qu'elles visent à faire cesser l'atteinte (1.2.2.2.) sur l'environnement.

---

<sup>223</sup> Les obligations prévues par les Arts. 41 et 42 du Code pénal n'étant pas tout à fait adaptées aux infractions environnementales, la juridiction compétente pourrait les adapter pour les imposer au condamné.

<sup>224</sup> Elle est constituée par l'ensemble des mesures à caractère collectif qui ont pour objet de s'opposer à la perpétration des délits. L'expression « prophylaxie criminelle » aurait été inventée par Radzinovicz (B.), *RSC*, 1970, 769). Cf. Gassin (R.), *Criminologie*, Paris, Dalloz, 6<sup>e</sup> édition, 2007, p.22.

<sup>225</sup> Elles peuvent à certains moments s'avérer dissuasives. A l'exemple de l'Art. 16 de la loi portant régime de l'eau qui punit d'un emprisonnement de cinq (5) ans à quinze (15) ans, toute personne qui pollue et altère la qualité des eaux.

### **1.2.2.1. Des menaces sur l'existence de la personne morale**

Comme la personne physique, la personne morale naît, vit et meurt. La naissance ou tout au moins, la constitution des personnes morales notamment, les entreprises ou sociétés, est sujette au respect de certaines formalités.<sup>226</sup> L'exercice de leurs activités est rigoureusement règlementé avec des obligations de respect de l'environnement qui leur sont imposées. La violation de celles-ci pouvant engager leur responsabilité pénale et le cas échéant, aboutir à des condamnations qui peuvent mettre en péril l'existence de la personne morale concernée au cas où les infractions sont jugées suffisamment graves.

Le législateur camerounais a consacré une panoplie de sanctions pénales à l'encontre des personnes morales dont certaines peuvent remettre en cause la continuité de la personne morale (1.2.2.1.1.) ou, visent à faire cesser à moyen ou à long terme, les activités (1.2.2.1.2.) de la personne morale en cause.

#### **1.2.2.1.1. Des sanctions menaçant la continuité de la personne morale**

**62.** La peine de mort ou les peines privatives de liberté ne sont pas adaptées aux personnes morales auteurs d'infractions contre l'environnement. Seules des peines qui leur sont adaptées, permettront une répression efficace. Ainsi, lorsque l'infraction s'avère très grave, le législateur a prévu à titre de peine principale à l'encontre des personnes morales, la dissolution et la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement. Il s'agit là de deux sanctions susceptibles d'avoir une incidence sur la vie de la personne morale. Nous présenterons tour à tour chacune de ces sanctions.

##### **1.2.2.1.1.1. La dissolution**

**63.** La dissolution est aux personnes morales ce que la peine de mort est aux personnes physiques. Elle est prévue à l'Article 25-2 du Code pénal. Il dispose que, la dissolution est la peine capitale susceptible d'être prononcée contre une personne morale. Elle est prononcée à l'encontre d'une personne morale qui se détourne de son objet social.

L'objet social désigne l'activité économique exercée par la société.<sup>227</sup> Il est défini dans les statuts pendant la création de l'entité. Il s'apparente ainsi au programme que la société souhaite mettre en œuvre. En outre, l'objet social doit revêtir certaines caractéristiques, être clair, déterminé et licite.

Pour ce qui s'agit de l'exigence de clarté, le ou les créateurs de la société doivent préciser dans quel domaine d'activité, les opérations commerciales vont être réalisées.

En ce qui concerne sa détermination, les activités de la société sont limitées à ce qui est défini par le contenu du document. Cependant, on peut élargir l'objet précédemment défini en indiquant que la société pourra réaliser toutes les opérations se rattachant directement ou indirectement à l'activité citée. Un changement d'objet social exige d'abord une modification de statut.

Enfin, il doit porter sur des activités licites c'est-à-dire, des activités ne portant pas atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs comme souligné par le Code civil.<sup>228</sup> Si ces règles ne sont pas respectées, le juge judiciaire pourra par conséquent être saisi pour statuer.

---

<sup>226</sup> Cf. Acte uniforme révisé le 30 janvier 2014 relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

<sup>227</sup> Cornu (G.), *Vocabulaire juridique*, op. cit., p.586.

<sup>228</sup> Art. 1833 : « Toute société doit avoir un objet licite [...] ».

Le juge saisi va apprécier si l'objet de la société est licite ou non, s'il s'agit d'activités réglementées ou non, ou si l'activité correspond ou non à l'objet défini dans les statuts. S'il est établi que la société a enfreint aux règles, le juge pourra alors prononcer sa dissolution. Dans une telle hypothèse, le Code pénal dispose à l'alinéa 3 de l'Article précité que « *la décision prononçant la dissolution de la personne morale comporte le renvoi de celle-ci devant la juridiction compétente pour procéder à sa liquidation, à la diligence du Ministère Public* ». Plutôt que de procéder à la dissolution pure et simple de l'établissement, le Ministère Public pourrait aussi demander sa fermeture temporaire ou définitive.

#### **1.2.2.1.1.2. La fermeture temporaire ou définitive de l'établissement**

**64.** La fermeture temporaire ou définitive de l'établissement ou même des succursales est une mesure tout aussi grave que la dissolution. La fermeture temporaire ou définitive de l'établissement est aux personnes morales ce que l'emprisonnement à temps ou l'emprisonnement à vie est aux personnes physiques. Elle menace dangereusement non seulement la continuité de l'entreprise, mais aussi peut porter gravement atteinte à la réputation de celle-ci. L'Article 25-3 du Code pénal prévoit que cette peine emporte interdiction, pour la personne morale en cause, d'exercer l'activité à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise. La durée de la fermeture temporaire ne peut excéder cinq (05) ans et le sursis ne peut être prononcé.

A titre d'illustration, l'on peut concevoir, une décision de justice portant fermeture d'un établissement exerçant dans la fabrication de plastiques non biodégradables qui sont interdits par la loi<sup>229</sup> parce que source de pollution.

La dissolution et la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement peuvent provoquer la mort de l'établissement en cause. Aucune opération ne pourra plus être passée au nom de la structure, les activités cessent, tout redevient comme si elle n'avait jamais existée avec des conséquences économiques qu'une telle mesure est susceptible de provoquer. Dans bien des cas, plutôt que de procéder à la dissolution ou à une fermeture de l'établissement, le législateur a prévu des cas où c'est seulement l'activité de la personne morale mise en cause qui soit visée.

#### **1.2.2.1.2. Des sanctions sur l'activité de la personne morale**

**65.** Lorsque le juge ne peut pas dissoudre ou fermer l'établissement, il dispose encore d'autres sanctions aussi graves que celles précédemment évoquées. Il s'agit des sanctions frappant l'activité de l'établissement. Elles se répartissent en peines accessoires et en mesures de sûreté.

**66.** Les peines accessoires. C'est le complément aux peines principales prononcées par le juge. La décision de fermeture temporaire ou définitive de l'établissement emporte avec elle, l'interdiction d'exercer l'activité pendant la durée de la fermeture. L'interdiction est la « *situation juridique d'une personne qui se trouve privée de la jouissance ou de l'exercice de ses droits, en totalité ou en partie, en vertu de la loi ou d'une décision judiciaire* ».<sup>230</sup>

---

<sup>229</sup> « *Sont interdits, la fabrication, l'importation, la détention et la commercialisation ou la distribution à titre gratuit des emballages plastiques non biodégradables à basse densité inférieure ou égale à 60 microns d'épaisseur (1micron vaut 1/1000mm) ainsi que les granulés servant à leur fabrication* ». Art. 7 de l'arrêté conjoint n° 004 MINEPDED/MINCOMMERCE du 24 octobre 2012 portant réglementation de la fabrication, de l'importation et de la commercialisation des emballages non biodégradables.

<sup>230</sup> Guinchard (S.) et Debard (T.), *Lexique des termes juridiques*, Paris, Dalloz, 25<sup>e</sup> édition, 2017/2018, p.1047.

L'Article 36 (1) du CPC prévoit que « *l'interdiction d'exercer une profession peut être prononcée par décision motivée contre les condamnés pour crime ou délit de droit commun, lorsqu'il est constaté que l'infraction commise a une relation directe avec l'exercice de la profession et qu'il y a de graves craintes que cet exercice ne constitue un danger de rechute pour le condamné* ».

Selon l'alinéa 2 de l'article précité, cette interdiction est prononcée pour une durée qui ne peut être inférieure à un (01) an, ni supérieure à cinq (05) ans, à compter du jour où la peine a été subie, sauf les cas où la loi en dispose autrement.

L'alinéa 3 du même article prévoit quant à lui, pour les personnes morales, l'interdiction visée ci-dessus correspond à l'interdiction, pour une durée déterminée, de s'investir directement ou indirectement dans l'une ou plusieurs activités prévues par son objet social.

Enfin, à l'alinéa 4, on peut lire qu'en cas de récidive dans les conditions prévues à l'alinéa 1 ci-dessus et à l'Article 88<sup>231</sup> du Code pénal, pour crime ou délit, l'interdiction devient perpétuelle.

La mesure d'interdiction d'exercer une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales est également sévère. Dans la mesure où, si une personne morale n'exerce qu'une seule activité, elle peut revenir de manière indirecte à la dissolution de cette dernière.<sup>232</sup>

Cette interdiction d'exercice de la profession vaut également mesure de sûreté, puisqu'elle permet de prévenir la commission d'autres infractions en relation avec l'activité.

La dissolution, la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement, l'interdiction de s'investir dans une activité sont des sanctions pénales assez sévères applicables aux personnes morales en cas d'atteinte à l'environnement. Ces sanctions peuvent conduire à la paralysie de l'établissement et entraîner sa mort. Cependant, étant donné que ces personnes morales jouent un rôle décisif dans l'apaisement social consistant à la création des richesses utiles à l'épanouissement des populations, on ne devrait pas faire un usage exclusif de ces peines. Ainsi, le législateur a prévu d'autres peines toutes aussi sévères, mais qui ne remettent pas en question la continuité de l'établissement. Elles visent plutôt à faire cesser l'atteinte concernée.

#### **1.2.2.2. La cessation de l'atteinte sur l'environnement**

Lorsque les activités de l'établissement telles que définies par l'objet social portent atteinte à l'environnement, il est nécessaire que des mesures soient prises pour faire cesser l'atteinte en question.

Le législateur a mis en place des mesures répressives visant soit, à porter une atteinte au patrimoine (1.2.2.2.1.) de l'établissement, soit encore à sa réputation (1.2.2.2.2.).

---

<sup>231</sup> (1) Est récidiviste :

- a) Toute personne physique ou morale qui, après avoir été condamné pour crime ou pour délit, commet une nouvelle infraction qualifiée crime ou délit dans un délai qui commence à courir à compter de la date de condamnation devenue définitive, et qui expire cinq (05) ans à compter de l'exécution de la peine prononcée ou sa prescription ;
- b) Toute personne physique ou morale qui, après avoir été condamnée pour contravention, commet une nouvelle contravention dans un délai qui commence à courir à compter de la date de condamnation devenue définitive, et qui expire douze (12) mois après l'exécution de la peine prononcée ou sa prescription.

(2) En cas de récidive, le maximum de la peine prévue est doublé.

<sup>232</sup> Le Petit Pénaliste, Partenariat : M2 DPE – UVSQ, p.10.

### 1.2.2.2.1. L'atteinte au patrimoine de la personne morale

67. En tant que sujet de droit, la personne morale dispose d'un patrimoine au même titre que les personnes physiques. Ce patrimoine est constitué de l'ensemble des biens et des obligations [...].<sup>233</sup> Les sanctions pénales prévues par le législateur camerounais s'appliquent uniquement sur les biens, considérés comme des éléments positifs du patrimoine de la personne morale. Nous envisagerons le cas de l'amende et de la confiscation.

68. L'amende. Elle est une peine pécuniaire qui frappe le patrimoine de la personne morale. Elle consiste au versement d'une somme d'argent fixée par voie légale ou judiciaire. Elle constitue véritablement une peine si le montant à payer est suffisamment élevé et de nature à créer un déséquilibre dans le fonctionnement de l'établissement concerné. *A contrario*, une peine d'amende dérisoire ne servirait à rien, si ce n'est à encourager la récidive. En effet, une personne morale prospère ne trouverait aucune difficulté à payer une amende dérisoire pour une infraction qui lui rapporte dix fois plus.<sup>234</sup>

Comme analysé pour les personnes physiques<sup>235</sup>, les peines pécuniaires contre des personnes morales sont sévères du premier acte à la récidive. Le Code pénal prévoit notamment que « *lorsqu'une personne morale est coupable d'un crime pour lequel seule une peine d'emprisonnement est prévue, l'amende encourue est d'un million (1 000 000) à cinq cent millions (500 000 000) de francs* ». <sup>236</sup> La même sévérité à l'encontre des personnes morales est observable pour le taux de l'amende. L'Article 25-1 (3) du Code pénal précité dispose que « *le taux maximum d'amende applicable aux personnes morales est égale au quintuplé de celui prévu pour les personnes physiques* ».

Illustrons : une amende d'un million (1 000 000) à cinq millions (5 000 000) de FCFA est retenue contre une personne physique pour pollution, dégradation des sols et sous-sols, altération de la qualité de l'air ou des eaux. Le taux d'amende pour la même infraction commise par une personne morale sera égal au taux d'amende de celui des personnes physiques fois cinq. On aura ainsi :  $1\,000\,000 \times 5 = 5\,000\,000$  et  $5\,000\,000 \times 5 = 25\,000\,000$ , soit 5 000 000 comme minimum de l'amende et 25 000 000 comme le maximum qui devra être appliquée à la personne morale.

En vertu du principe de la personnalité des peines découlant des Articles 8 et 9 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, la personne morale ne pourra jamais déléguer le paiement de l'amende à laquelle elle a été condamnée à une personne physique telle le représentant de l'entreprise, ou le préposé à l'origine de la commission de l'infraction. Dans d'autres cas, le juge peut ordonner la confiscation des choses ayant servi à la commission de l'infraction.

69. La confiscation. C'est une mesure applicable aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales. Cependant, le CPC l'utilise en même temps comme peine accessoire<sup>237</sup> et comme mesure de sûreté<sup>238</sup> chez les personnes physiques. Pourtant, en ce qui concerne les personnes morales, elle n'apparaît qu'en tant que mesure de sûreté.<sup>239</sup> Quoi qu'il en soit, cette mesure de sûreté<sup>240</sup>, très usitée en droit de l'environnement, se définit comme une « *peine par laquelle est dévolu autoritairement à l'État tout ou partie des biens ou droits*

<sup>233</sup> Guinchard (S.) et Debard (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.1363.

<sup>234</sup> Lire à ce sujet, Faure (M.), « La protection de l'environnement par le droit pénal ? Une perspective économique. Acteurs et outils du droit de l'environnement », *Anthémis*, 2010, pp.135-166.

<sup>235</sup> *Supra* §2 du chapitre 1.

<sup>236</sup> Art. 25-1 (3) CPC.

<sup>237</sup> Art. 19, quatrième tiret du a).

<sup>238</sup> Art. 20, cinquième tiret du a).

<sup>239</sup> Art. 20, deuxième tiret du b).

<sup>240</sup> Puisque nous évoquons le cas des personnes morales.

*incorporels d'une personne (y compris un animal), sauf disposition particulière prévoyant leur destruction ou leur attribution ».*<sup>241</sup> La confiscation est obligatoire pour les objets qualifiés par la loi ou le règlement, dangereux ou nuisibles, ou dont la détention est illicite, que ces biens soient ou non la propriété du condamné.

Le DPE camerounais offre très peu de cas de confiscation en termes de mesure de sûreté applicable aux personnes morales. Les cas les plus fréquents sont ceux de saisie pouvant alors conduire à une décision de confiscation ordonnée par le tribunal. C'est ce qui ressort de ces lignes « *le tribunal compétent peut ordonner la confiscation des produits forestiers, des engins ou animaux saisis* ». <sup>242</sup> C'est une mesure conservatoire qui fait obstacle à la récidive. A titre d'illustration, selon l'Article 59 (1) de la Loi-cadre « *les substances chimiques, nocives et dangereuses fabriquées, importées ou mises en vente en infraction aux dispositions de la présente loi sont saisies par les agents habilités en matière de répression des fraudes, ou ceux assermentés des administrations compétentes* ». Peuvent encore être saisie, les instruments de chasse, les armes, les engins de pêche, véhicules ou bateaux (...).<sup>243</sup>

Lorsque les infractions dirigées contre le patrimoine de la personne morale se révèlent insuffisantes, le juge dispose d'une autre catégorie d'infractions, destinées à frapper l'honneur de la personne morale en cause, il s'agit précisément de porter une atteinte à son image.

#### **1.2.2.2.2. Des sanctions touchant à l'honorabilité de la personne morale**

**70.** La survie et la prospérité de l'entreprise ou de la société dépendent de la réputation qu'elle a au sein de l'opinion publique et dans le monde des affaires. « *La question de la réputation de l'entreprise et /ou de ses dirigeants se pose dès lors que l'enquête ne conserve pas son caractère secret et que des informations paraissent dans la presse ou que, du fait des auditions, un certain nombre de personnes est informé de ce que des soupçons pèsent sur tel ou tel ou la personne morale elle-même. Au sein de l'entreprise concernée elle-même cela peut créer une ambiance délétère [...]* ». <sup>244</sup> C'est la raison pour laquelle, les entreprises cherchent toujours à défendre et à soigner leur image de marque. Cependant, du fait de la responsabilité pénale pouvant être retenue à son égard, l'image de la personne morale peut être écorchée du fait d'une décision judiciaire. Deux situations sont envisagées dans le Code pénal, il s'agit du placement sous surveillance judiciaire et de la publication de la décision.

**71.** S'agissant du placement sous surveillance judiciaire<sup>245</sup>, elle a une double casquette dans le CPC. Tantôt considéré comme peine accessoire<sup>246</sup>, tantôt comme mesure de sûreté.<sup>247</sup> Il s'entend comme une « *peine applicable aux personnes morales dont l'objectif est de contrôler le comportement de l'être moral sanctionné afin d'éviter toute récidive* ». <sup>248</sup> Cette peine est traitée à l'Article 34-1 du Code pénal qui dispose que « *(1) la peine de placement sous surveillance judiciaire est applicable aux personnes morales pénalement responsables et consiste dans la désignation d'un mandataire de justice dont la mission de contrôle et la durée sont précisées par la juridiction de jugement* ». Il précise notamment que « *(2) la mission prévue à l'alinéa 1 ci-dessus ne peut porter que sur l'activité à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise* ». La matière environnementale étant spécifiquement technique,

<sup>241</sup> Guinchard (S.) et Debaré (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.1963.

<sup>242</sup> Art. 148 de la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche.

<sup>243</sup> *Idem*.

<sup>244</sup> Joly (C.) et s., « La réputation pénale des dirigeants et des entreprises », *Sélections juridiques et médiatiques* 2015-2016, p.5.

<sup>245</sup> Voir également les Art. 246 à 250 du CPP.

<sup>246</sup> Art. 19, deuxième tiret du b).

<sup>247</sup> Art. 20, troisième tiret du b).

<sup>248</sup> Guinchard (S.) et Debaré (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.1395.

nous pensons que, le « *mandataire* » auquel le texte fait allusion, ne peut être qu'un agent spécialisé dans le domaine de l'environnement. A titre d'illustration, il pourra s'agir dans le domaine des mines, des ingénieurs ou des agents assermentés. Sa mission devrait être accomplie dans un cadre bien précis tel que le définit le Code pénal. Entre autres, il rend compte au parquet compétent, aussi régulièrement que nécessaire, de l'accomplissement de sa mission ; à la fin de la mission et au vu du compte rendu de celui-ci, le parquet compétent saisit la juridiction qui a prononcé le placement sous surveillance judiciaire, laquelle relève la personne morale de la mesure de placement. Plutôt que de mettre l'entreprise sous surveillance judiciaire, la juridiction de jugement peut en outre décider de publier la décision la condamnant.

72. La publication de la décision ou sa diffusion par voie de médias. Nous avons déjà évoqué la publication de la décision dans nos précédents développements dans le cadre des personnes physiques. Nous le ferons également en ce qui concerne les personnes morales, mais en relevant quelques spécificités.

Le Code pénal a consacré la publication de la décision en tant peine accessoire<sup>249</sup> applicable aux personnes morales. Il dispose à l'Article 33 que les dispositions prévues à l'alinéa 1, 2, 3 et 4 s'appliquent également aux personnes morales. Cependant, il y a lieu de s'interroger sur les dispositions de l'alinéa 7 qui prévoit que « *l'information par voie de presse écrite, de radio et de télévision ou sur internet, ainsi que les commentaires objectifs, sont libres* », s'applique-t-il aussi aux personnes morales ? Puisque l'alinéa 5 vise explicitement les alinéas 1, 2, 3 et 4 qui s'appliquent aussi aux personnes morales, mais ne mentionne pas l'alinéa 7. Ceci nous amène à considérer que, l'alinéa 7 ne s'appliquerait pas aux personnes morales ou du moins, son application aux personnes morales n'est pas libre, mais rigoureusement réglementée. La réputation de la personne morale est tellement sensible et importante de telle sorte que, laisser libre la publication ou la diffusion de la décision de justice par voie de médias, reviendrait à condamner la personne morale à une mort lente, mais certaine. Le législateur a donc vraisemblablement limité cette mesure en ce qui concerne les personnes morales.

73. Au total, le cadre normatif de répression des infractions à l'environnement au Cameroun est quasiment complet. Que ce soit pour les incriminations que pour les sanctions prévues, la législation nationale fait preuve d'une grande richesse. Les sources des incriminations reposent autant sur le droit national qu'international. Au niveau des sources nationales, nous avons le Code pénal, la Loi-cadre relative à l'environnement et les différents textes sectoriels. Les sources internationales sont à la fois universelles et régionales. Le Cameroun a en effet, pris des engagements au niveau international sur l'environnement. Ceux-ci constituent une source non négligeable de la législation environnementale nationale. Ces différents textes, surtout ceux nationaux, définissent les incriminations et les peines applicables sur la base du principe de la légalité criminelle<sup>250</sup> ou principe de « *textualité pénale* ». <sup>251</sup> Les sanctions pénales sont marquées non seulement par une grande diversité, mais également par une sévérité remarquable. De telle sorte que, *a priori*, la protection de l'environnement devrait être une réalité au Cameroun. Ce cadre juridique sert de base légale aux différentes institutions et acteurs pour réprimer les atteintes causées à l'environnement. Le Tableau n°1 ci-dessous fait le récapitulatif de quelques infractions et sanctions pénales prévues par le législateur camerounais.

---

<sup>249</sup> Art. 19, quatrième tiret b).

<sup>250</sup> Cf. Huitième point du préambule de la Constitution camerounaise du 18 janvier 1996 ; Art. 17 du Code pénal camerounais.

<sup>251</sup> Guihal (D.), *Droit répressif de l'environnement*, Paris, Dalloz, 3<sup>ème</sup> éd. Economica, 2008, p.104.

**Tableau n°1 : Récapitulatif de quelques infractions et sanctions pénales prévues par le législateur camerounais**

**Code pénal**

ARTICLES	INFRACTIONS	PEINES			
		Amende FCFA		Emprisonnement	
<b>Art. 229-1</b>	Non élimination des déchets toxiques ou dangereux générés par son entreprise	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
		5 millions	500 millions	05 ans	10 ans
<b>Art. 228</b>	Dommages corporels résultant d'une activité dangereuse	05 mille	500 mille	06 jours	06 mois
	Imprudence grave mettant autrui en danger			03 mois	03 ans
<b>Art. 261</b>	Pollution d'une eau potable susceptible d'être utilisée par autrui et de l'atmosphère	05 mille	01 million	15 jours	06 mois
<b>Art. 316</b>	Destruction, même partiellement, tout bien appartenant en tout ou en partie à autrui ou grevé d'une charge en faveur d'autrui	05 mille	100 mille	15 jours	03 ans
<b>Art. R. 367</b>	Négliger de nettoyer des rues ou passages dans les localités où ce soin est laissé à la charge des habitants ; encombrer la voie publique ; négliger d'éclairer les matériaux entreposés ou les excavations dans les places et voies publiques, jeter ou exposer devant les maisons des choses de nature à nuire soit par leur chute, soit par des exhalaisons insalubres	Amende de 200 à 1.200 francs			
<b>Art. R. 368</b>	Bruits, tapages ou attroupements injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitants ; dégrader des fossés, des clôtures et haies vives ou enlèvent des bois secs des haies	Amende de 1 400 à 2 400 francs			

**Loi-cadre**

ARTICLES	INFRACTIONS	PEINES			
		Amende		Emprisonnement	
<b>Art.79</b>	Réaliser sans étude d'impact, un projet nécessitant une étude d'impact ; réaliser un projet non conforme aux critères, normes et mesures énoncés pour l'étude d'impact ; empêcher l'accomplissement des contrôles et analyses	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
		02 millions	05 millions	06 mois	02 ans



<b>Art. 80</b>	Introduction des déchets toxiques et/ou dangereux sur le territoire camerounais	50 millions	500 millions	Emprisonnement à perpétuité	
<b>Art. 81</b>	Importer, produire, détenir et/ou utiliser contrairement à la réglementation, des substances nocives ou dangereuses	10 millions	50 millions	02 ans	05 ans
<b>Art. 82</b>	Polluer, dégrader les sols et sous-sols, altérer la qualité de l'air ou des eaux ;	01 million	05 millions	06 mois	01 an
<b>Art. 83</b>	Rejet dans les eaux maritimes sous juridiction camerounaise d'hydrocarbures ou d'autres substances liquides nocives pour le milieu marin	10 millions	50 millions	06 mois	01 an
<b>Art. 84</b>	Faire fonctionner une installation ou utiliser un objet mobilier en infraction aux dispositions de la présente loi	50 mille	02 millions	06 mois	01 an

### Loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche

ARTICLES	INFRACTIONS	PEINES			
<b>Art. 154</b>	L'exercice d'activités non conformes aux restrictions prescrites à l'Article 6 sur le droit de propriété d'une forêt ou d'un établissement aquacole ; la violation de la législation et de la réglementation en vigueur sur le droit d'usage prévu aux Articles 8, 26 et 36 ; l'importation ou l'exportation non autorisée de matériel génétique pour usage du personnel ; l'allumage d'un incendie dans une forêt du domaine national tel que prévu à l'Article 14 ; la circulation sans autorisation à l'intérieur d'une forêt domaniale, telle que prévue à l'Article 2 ; l'exploitation par autorisation personnelle de coupe dans une forêt du domaine national pour une utilisation lucrative, ou au-delà de la période ou de la quantité accordée, en violation des Articles 55 (1), sans préjudice des dommages et intérêts sur les bois exploités tels que prévus par l'Article ci-dessus ; le transfert ou la cession d'une autorisation personnelle de coupe, en violation des Articles 42 (2), et 60 ; la détention d'un outil de chasse à l'intérieur d'une aire interdite de la chasse ; la provocation des animaux lors d'une visite dans une	Amende		Emprisonnement	
		Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
		05 mille	50 mille	10 jours	

	réserve de faune ou un jardin la violation des dispositions en matière de pêche prévues aux Articles 121, 122, 131,132 et 139 de la présente loi ; la pêche sans autorisation dans un établissement aquacole domanial ou communal.				
<b>Art. 155</b>	La violation des normes relatives à l'exploitation des produits forestiers spéciaux prévus à l'Article 9 (2) ; l'importation ou l'exportation non autorisée de matériel génétique à but lucratif, telle que prévue à l'Article 13 ; l'exploitation par permis, dans une forêt du domaine national, de produits forestiers non autorisés, ou au-delà des limites du volume attribué et/ou de la période accordée, en violation de l'Article 56 ci-dessus, sans préjudice des dommages et intérêts sur les bois exploités tels que prévus par l'Article 159 ; le transfert ou la cession d'un permis d'exploitation, en violation des Articles 42 (2) et 60 ; la violation de l'Article 42 ci-dessus par un bénéficiaire d'un titre d'exploitation qui fait obstacle à l'exploitation des produits non-mentionnés dans son titre d'exploitation ; l'abattage sans autorisation, d'arbres protégés, en violation de l'Article 43, sans préjudice des dommages et intérêts des bois exploités, tel que prévus par l'Article 159; l'absence de preuve de légitime défense dans les délais fixés à l'Article 83 (2) ; la violation des dispositions en matière de chasse prévue aux Article 87, 90, 91, 93, 98, 99, 100, 101 et 103 ; la chasse sans licence ou permis, ou le dépassement de la latitude d'abattage ; la violation des dispositions en matière de pêche prévues par les Article 116, 117, 125, 127 f), g)), h), i), l), 129, 130, 134 et 137 de la présente loi.	5 mille	20 mille	20 jours	2 mois

<p><b>Art. 156</b></p>	<p>Le défrichement ou l'allumage d'un incendie dans une forêt domaniale, une zone mise en défense ou à écologie fragile, en violation des Articles 14, 16, (1) et (3), et 17 (2) ; l'affectation à une vocation autre que forestière d'une forêt appartenant à un particulier, en violation de l'Article 39 (2) ; l'exécution d'un inventaire d'aménagement ou d'exploitation non conforme aux normes établies par l'administration chargée des forêts, en violation de l'Article 40 (1) ; l'exploitation forestière non autorisée dans une forêt du domaine national ou communautaire, en violation des Articles 52, 53 et 54, sans préjudice des dommages et intérêt sur les bois exploités, tels que prévus par l'Article 159; l'exploitation par vente de coupe dans une forêt du domaine national au-delà des limites de l'assiette de coupe délimitée et/ou de la période accordée, en violation des Article 45 ; la violation des normes définies en matière de transformation ou de commercialisation des produits forestiers telles que prévues à l'Article 72 ; la non délimitation des licences d'exploitation forestière et des assiettes de coupe en cours ; l'usage frauduleux, la contrefaçon ou la destruction des marques, marteaux forestiers, bornes ou poteaux utilisés par les administrations chargées des forêts, de la violation des dispositions en matière d'armes de chasse prévues aux Articles 106, 107 et 108 ; la violation des dispositions en matière de pêche prévues aux Article 118 et 127 b),c), d) et k) de la présente loi.</p>	<p>200 mille</p>	<p>01 million</p>	<p>01 mois</p>	<p>06 mois</p>
<p><b>Art. 157</b></p>	<p>L'exploitation par vente de coupe, dans une forêt domaniale, au-delà des limites de l'assiette de coupe délimitée et/ou du volume et de la période accordée, en violation des Article 45 (1) sans préjudice des dommages et intérêt sur les bois exploités, tels que prévus par l'Article 158 ; l'exploitation frauduleuse par un sous-traitant dans le cadre d'un contrat de sous-traitance s'exerçant dans une forêt domaniale, en violation de l'Article 51 (2), sans préjudice des dommages et intérêt des bois exploités</p>	<p>01 million</p>	<p>03 millions</p>	<p>06 mois</p>	<p>01 an</p>

	tels que prévus par l'Article 158 ; la violation des dispositions en matière de pêche prévues à l'Article 127 alinéa a), j) et m) de la présente loi.				
<b>Art. 158</b>	L'exploitation forestière non autorisée dans une forêt domaniale ou communale, en violation des Articles 45 (1) et 46 (2) ci-dessus, sans préjudice des dommages et intérêts sur les bois exploités, tels que prévus, par l'Article 159 ; l'exploitation au-delà des limites de la concession forestière et/ou du volume et de la période accordés, en violation des Articles 47 (4) et 45, sans préjudice des dommages et intérêts sur les bois exploités, tels que prévus par l'Article 159 ; la production de faux justificatifs relatifs notamment aux capacités techniques et financières, au lieu de résidence à la nationalité et à la constitution d'un cautionnement, en violation des Articles 41 (2), 50 et 59; la prise de participation ou création d'une société d'exploitation forestière ayant pour résultat de porter la superficie totale détenue au-delà des 200 000 hectares, en violation de l'Article 49 (2) ; le transfert d'une vente de coupe, ou d'une concession forestière sans autorisation, ainsi que la cession de ces titres, en violation des Articles 42 (2), 47 (5) et 60 ; la sous-traitance des titres nominatifs d'exploitation forestière, la prise de position dans une société bénéficiaire d'un titre d'exploitation, sans accord préalable de l'Administration chargée des forêts, en violation de l'Article 42; la falsification ou la fraude sur tout document émis par les administrations chargées des forêts, de la faune et de la pêche, selon le cas ; l'abattage ou la capture d'animaux protégés, soit pendant les périodes de fermeture de la chasse, soit dans les zones interdites ou fermées à la chasse.	03 millions	10 millions	01 an	03 ans
<b>Art. 161</b>	Infraction commise par un navire étranger en matière de pêche	Amende de 50 000 000 à 100 000 000			

**Loi portant cadre général de sûreté radiologique et nucléaire, de sécurité nucléaire, de responsabilité civile et de l'application des garanties**

ARTICLES	INFRACTIONS	PEINES			
		Amende		Emprisonnement	
		Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
<b>Art. 101</b>	<p>a) Conduire après avoir consommé des boissons alcoolisées, des médicaments tranquillisants ou des produits susceptibles d'agir sur ses aptitudes en tant que conducteur d'un véhicule transportant des matières nucléaires ou radioactives ;</p> <p>b) Fumer pendant le transport des matières radioactives ou nucléaires ;</p> <p>c) N'appose pas, conformément aux dispositions réglementaires, les marques distinctives et les étiquettes de danger adaptées à la nature des matières radioactives ou nucléaires et à leurs risques sur les colis, les véhicules, remorques ou autres engins ;</p> <p>d) Emballer, charger ou décharger les matières radioactives ou nucléaires en violation de la réglementation en vigueur ;</p> <p>e) Transporter des matières radioactives ou nucléaires au moyen de véhicule remorque ou autre engin ne répondant pas aux conditions relatives à leur aménagement et à leur équipement ;</p> <p>f) Transporter des matières radioactives ou nucléaires sans la police d'assurance couvrant la responsabilité résultant des risques liés au transport desdites matières ;</p> <p>g) Circuler sans fiche de sécurité ou avec une fiche de sécurité non adaptée à la nature des matières radioactives ou nucléaires transportées et à leurs risques ;</p> <p>h) Circuler sans document d'itinéraire ou change d'itinéraire sans autorisation.</p>	300 mille	01 million	06 mois	02 ans
<b>Art. 102</b>	<p>- Se soustraire à l'obligation d'établir ou de tenir à jour l'inventaire mentionné à l'Article 16 de la présente loi ;</p> <p>- S'opposer à une mission d'inspection.</p>	250 mille	500 mille	03 mois	12 mois
<b>Art. 103</b>	S'abstenir de faire la déclaration en cas de perte, de vol ou de détournement d'une source radioactive ou d'une matière nucléaire prévue à l'Article 37 de la présente loi.	500 mille	02 millions	06 mois	02 ans
<b>Art. 104</b>	<p>- Violier les dispositions réglementaires relatives aux limites de dose d'exposition des travailleurs et du public, ainsi que les doses de rejet dans l'environnement ;</p> <p>- Divulguer les informations confidentielles sur les mesures de protection physique et de sécurité nucléaire.</p>	1 million	10 millions	05 ans	10 ans

<b>Art. 105</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuer l'exercice de l'activité ou la pratique en violation d'une mesure de suspension ou de retrait de l'autorisation ;</li> <li>- Exercer l'une des activités ou pratiques visées à l'Article 2 de la présente loi sans autorisation.</li> </ul>	02 millions	20 millions	05 ans	10 ans
<b>Art. 107</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Additionner des matières radioactives et nucléaires dans la fabrication des denrées alimentaires, des produits cosmétiques et des produits à usage domestique ;</li> <li>- Utiliser des matières radioactives et nucléaires dans la fabrication de jouets ;</li> <li>- Importer des appareils usagés émettant des rayonnements ionisants ;</li> <li>- Introduire des déchets radioactifs sur le territoire national.</li> </ul>	50 millions	500 millions	06 mois	20 ans
<b>Art. 108</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déténir, utiliser, transférer, céder, altérer, aliéner, sans autorisation requise, ou disperser des matières nucléaires ;</li> <li>- Voler ou recéler des matières nucléaires ou des sources radioactives ;</li> <li>- Utiliser les matières nucléaires et les sources radioactives à des fins autres que celles pour lesquelles il a obtenu l'autorisation ;</li> <li>- Exiger des matières nucléaires par toute forme d'intimidation, y compris le recours à la force ;</li> <li>- Menacer d'utiliser des matières nucléaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. Dans le but de causer la mort ou des blessures graves à autrui ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement ;</li> <li>ii. Dans le but de contraindre une personne physique ou morale, une organisation internationale ou un Etat à faire ou à s'abstenir de faire quelque chose ;</li> </ul> </li> <li>- Faire usage des sources radioactives ou des matières nucléaires à des fins criminelles ou terroristes.</li> </ul>	20 millions	500 millions	10 ans	20 ans
<b>Art. 109</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- S'abstenir de maintenir son installation dans un état sûr et stable provoque, même involontairement, des blessures graves à autrui ;</li> <li>- Rejeter, dans les milieux récepteurs naturels, des contaminants radioactifs en violation des limites fixées par la réglementation en vigueur.</li> </ul>	20 millions	500 millions	10 ans	20 ans
<b>Art. 110</b>	Provoquer, même involontairement, la mort d'autrui en s'abstenant de maintenir son installation dans un état sûr et stable.	Emprisonnement à vie			

<b>Art. 111</b>	Détruire, aux fins de sabotage, tout ou partie d'une source radioactive ou d'une installation ou empêche son fonctionnement.	Emprisonnement à vie
-----------------	--	----------------------

## Code minier

ARTICLE S	INFRACTIONS	PEINES			
		Amende		Emprisonnement	
<b>Art. 218</b>	L'exploitant qui s'oppose à l'entrée dans son site des Inspecteurs et Inspecteurs adjoints du ministère chargé des mines ou des autres administrations compétentes ; omettre de déclarer à l'Administration en charge des mines, trente (30) jours au moins avant le début des travaux, la réalisation de tout sondage, ouvrage souterrain, travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse vingt (20) mètres.	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
		50 mille		15 jours	03 mois
<b>Art. 219</b>	Exploiter une mine ou une carrière sans titre ou sans autorisation d'exploitation préalable.	500 mille	50 millions	02 ans	05 ans
<b>Art. 220</b>	Vendre, revendre ou transporter les produits issus de la mine ou de la carrière visée à l'Article 213.	500 mille	10 millions	02 ans	05 ans
<b>Art. 221</b>	Disposer de produits extraits au cours de ses travaux de recherche sans en faire la déclaration à l'Administration en charge des mines ; s'abstenir de porter à la connaissance de l'Administration en charge des mines les cas d'accident survenu ou de danger identifié dans un chantier, dans une exploitation ou dans les dépendances ; exercer des activités minières, des carrières ou d'exploitation d'eaux de source, minérale, thermo-minérales ou des gîtes géothermiques dans une zone interdite ou protégée.	02 millions	20 millions	02 ans	05 ans
<b>Art. 222</b>	Exploiter une eau de source ou thermo-minérale sans autorisation, ni permis, même sur ses propres terres, sur les parcelles, du domaine public, du domaine national, du domaine privé de l'Etat ou sur les terrains des particuliers ; commercialiser une eau connaissant la provenance et sachant qu'elle n'est ni de source, ni minérale, ni thermo-minérale ; conditionner, transporter et commercialiser une eau de source, une eau minérale ou thermo-minérale provenant d'une exploitation non autorisée.	50 mille	01 million	06 mois	02 ans
<b>Art. 223</b>	Communiquer de fausses informations ou de faux documents à l'Administration en charge des mines.	500 mille	10 millions	03 mois	01 an
<b>Art. 224</b>	Se livrer à des activités régies par la présente loi sans se conformer aux règles relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la protection de l'environnement.	500 mille	10 millions	06 mois	03 ans

<b>Art. 225</b>	Minorer la valeur taxable des produits extraits ; refuser de remettre à la personne chargée de contrôler la valeur taxable des produits extraits, les documents nécessaires à sa mission.	500 mille	10 millions	03 mois	01 an
<b>Art. 226</b>	Se faire délivrer directement ou indirectement, en connaissance d'une procédure d'installation d'une carrière d'intérêt public, par quelque moyen que ce soit, l'autorisation d'exploitation de la même carrière.	25 millions	100 millions	10 ans	20 ans
<b>Art. 227</b>	Falsifier ou modifier un titre, une autorisation, un certificat ou une mention dans les registres des titres miniers, le cadastre minier et les cartes et documents délivrés par l'Administration en charge des mines ; modifier un périmètre régulièrement attribué, détruit, déplace ou modifie des signaux ou des bornes.	10 millions	50 millions	05 ans	10 ans
<b>Art. 229</b>	Divulguer les informations et les documents confidentiels transmis à l'Administration en charge des mines.	100 mille	01 million	06 mois	03 ans
<b>Art. 230</b>	Exporter ou fait exporter, sans autorisation, ni certificat, des substances minérales ; faire usage d'une autorisation ou d'un permis frauduleux.	01 million	02 million	02 ans	05 ans

### Loi relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes

ARTICLES	INFRACTIONS	PEINES			
<b>Art. 34</b>	Exploiter un établissement compris dans l'une des catégories des établissements classés sans autorisation ou déclaration préalable ; continuer l'exploitation d'un établissement classé dont la fermeture a été ordonnée ; empêcher l'accomplissement des inspections, contrôles, expertises et analyses.	Amende		Emprisonnement	
		Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
		500 mille	02 millions	06 mois	01 an

### Loi portant protection phytosanitaire

ARTICLES	INFRACTIONS	PEINES			
<b>Art. 33</b>	Défaut de présentation d'un certificat phytosanitaire ; défaut de déclaration de végétaux, produits végétaux et produits phytosanitaires ; défaut de déclaration de produits phytosanitaires obsolètes.	Amende		Emprisonnement	
		Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
		Amende de cinquante (50 000) francs			
<b>Art. 34</b>	Introduire des végétaux, des produits végétaux règlementés ou des agents de lutte biologique sans permis d'importation.	100 mille	01 million	01 mois	03 mois



<b>Art. 35</b>	Enfreindre les dispositions des Articles 20 à 206 de la présente loi.	100 mille	01 million	01 mois	03 mois
<b>Art. 36</b>	Occasionner par maladresse, négligence ou inobservation des règlements, la pollution avant, pendant ou après un traitement phytosanitaire.	5 mille	01 million	15 jours	06 mois

### Loi relative à l'activité semencière

ARTICLES	INFRACTIONS	PEINES			
<b>Art. 19</b>	Omettre de tenir un registre de transactions par espèce et variété ; refuser de se soumettre au contrôle de qualité des semences ; mettre en vente des semences en dessous des normes minimales préétablies ; introduire dans le commerce des variétés non inscrites au catalogue des espèces et variétés ; falsifier les semences ; mener une activité semencière en violation des dispositions de la présente loi.	Amende		Emprisonnement	
		Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
		50 mille	02 millions	01 mois	03 mois

### Loi portant régime de sécurité en matière de biotechnologie moderne

ARTICLES	INFRACTIONS	PEINES			
<b>Art. 60</b>	Toute personne reconnue coupables de transgression des mesures de sécurité prévues aux Articles 7, 9, 13, 14, 20, 22 et 55 de la présente loi.	Amendes		Emprisonnement	
		Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
		100 mille	01 million	06 mois	02 ans
<b>Art. 61</b>	Contrevenir aux mesures d'approbation d'autorisation, de notification et d'intervention d'urgence aux Articles 25, 26, 28, 30, et 36.	01 million	05 millions	02 mois	05 ans
<b>Art. 62</b>	Utilisation dangereuse des organismes génétiquement modifiés et produits dérivés	05 millions	10 millions	05 ans	07 ans
<b>Art. 63</b>	Toute personne reconnue coupable d'infraction commise en relation avec un micro-organisme.	10 millions	100 millions	05 ans	05 ans

### Loi portant régime de l'eau

ARTICLES	INFRACTIONS	PEINES			
<b>Art. 15</b>	Réaliser un prélèvement des eaux de surface ou des eaux souterraines en violation des dispositions de la présente loi et/ou de ses textes d'application ; réaliser un prélèvement des eaux de surface ou des eaux souterraines non conforme aux critères, normes et mesures énoncés par l'étude d'impact ; empêcher l'accomplissement des contrôles, surveillance et analyses prévus par la présente loi et/ou par ses textes d'application ; faire fonctionner une installation de captage, de traitement et de	Amendes		Emprisonnement	
		Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
		05	10		

	stockage des eaux en violation des dispositions de la présente loi et/ou de ses textes d'application ; offrir de l'eau de boisson au public sans se conformer aux normes de qualité en vigueur ; violer un périmètre de protection autour des points de captage, de traitement et de stockage des eaux.	millions	millions	02 ans	05 ans
<b>Art. 16</b>	Polluer et altérer la qualité des eaux.	10 millions	20 millions	05 ans	15 ans

## Chapitre 2. La diversité d'acteurs chargés de la répression des infractions

74. Le cadre juridique étant fixé, il revient aux acteurs de transformer en action les différents instruments consacrés par le législateur pour protéger l'environnement. Ces acteurs sont divers comme le soulignent ces auteurs « *various actors and institutions are involved at various stages and levels in combating environmental crime [...]* ». <sup>252</sup> Ceci est vrai aussi bien au niveau international que national.

Au Cameroun, il existe de nombreux acteurs et institutions de nature différente, à des étapes distinctes, chargés de la répression des atteintes à l'environnement. Concernant leur nature, on distingue les acteurs relevant de l'administration, de l'ordre judiciaire en passant par la société civile et les simples citoyens. Ils peuvent intervenir à différentes phases de la procédure, à l'enquête, à l'instruction et au jugement de l'affaire. Cette diversité est tout à l'avantage de l'environnement. Elle accroît les possibilités pour qu'une infraction à l'environnement soit découverte et sanctionnée.

Deux grands groupes composent ces acteurs. D'un côté, les acteurs publics (2.1.) de l'autre, les acteurs privés (2.2.).

### 2.1. Les acteurs publics

75. En droit pénal de l'environnement, les acteurs publics jouent un rôle déterminant dans la répression des atteintes à l'environnement. Ils sont constitués essentiellement du personnel de l'Etat à savoir, les fonctionnaires. <sup>253</sup> La lutte contre la criminalité environnementale ne serait qu'un leurre en leur absence. En effet, en tant que personnel de l'Etat, ils sont investis de l'autorité et de la légitimité nécessaire pour combattre la criminalité environnementale. Les acteurs publics concernent aussi bien l'administration que le personnel judiciaire. L'administration publique concerne, les différents services administratifs qui ont reçu de l'Etat compétence dans le domaine de l'environnement. Quant au personnel judiciaire, il s'agit des acteurs judiciaires traditionnels ayant reçu compétence générale pour lutter contre la criminalité quelle que soit sa nature.

Que ce soit à la phase de l'enquête, de l'instruction, de la décision de poursuivre ou pas, de même qu'à l'exécution de la décision de condamnation à venir, l'administration à travers ses organes est omniprésente. Cela n'est d'ailleurs pas surprenant dans la mesure où, la lutte contre la criminalité de manière générale est une affaire de l'Etat. Surtout, en matière d'environnement, parce qu'il dispose des ressources nécessaires pour mener une lutte efficace contre les atteintes à l'environnement.

76. La procédure de répression des infractions à l'environnement au Cameroun s'effectue en deux phases, une phase administrative et une phase judiciaire. A chacune de ces phases, nous rencontrons des acteurs qui sont chargés de la mise en œuvre du DPE. Il est donc

---

<sup>252</sup> Faure (M.), Gerstetter (C.), Sina (S.) et Vagliasindi (G.M.), « *Actors and Institutions in the Fight against Environmental Crime* », *Study in the framework of the research project*, Berlin: Ecologic Institute, 2015, p.47. Available at [www.efface.eu](http://www.efface.eu).

<sup>253</sup> « *Est considéré comme fonctionnaire, toute personne qui occupe un poste de travail permanent et est titularisée dans un cadre de la hiérarchie des administrations de l'Etat* ». Cf. Art. 3 du décret n° 94/199 du 07 octobre 1994 modifié et complété par le décret n° 2000/287 du 12 octobre 2000 portant statut de la fonction publique de l'Etat du Cameroun.

important d'analyser le rôle de ces acteurs. Nous convoquerons d'une part, les acteurs de la phase administrative, (2.1.1.) et ceux de la phase judiciaire (2.1.2.).

### 2.1.1. Les acteurs de la phase administrative

77. Le contentieux relatif à l'environnement débute par la phase administrative. Elle est fondamentale, par le rôle que jouent les acteurs à ce niveau de la procédure. En effet, comme le souligne fort opportunément un auteur<sup>254</sup>, « *l'administration publique est au cœur des interventions destinées à protéger l'environnement : elle assure sa gestion, détermine ses règles d'utilisation privative et en assure le contrôle. Ces fonctions incombent à plusieurs départements ministériels qui, de par leurs organes compétents, assurent l'application des lois et règlements qui se rapportent à l'environnement et aux ressources naturelles* ». L'administration a donc un rôle primordial à jouer dans la répression des atteintes à l'environnement au Cameroun. L'efficacité de la répression des atteintes dépend de leur degré d'implication.

78. En effet, comme nous le verrons plus tard, le droit pénal de l'environnement est fortement dépendant de l'administration. Un auteur<sup>255</sup> dit à propos que « [...] *le droit pénal n'a qu'une fonction d'appui des règles de droit administratif [...]* ». Il n'est donc pas surprenant de voir l'administration aux avant-postes dans la lutte contre la criminalité environnementale. Elle est en quelque sorte considérée comme le « *Janus* »<sup>256</sup> du contentieux de l'environnement au Cameroun.

L'administration assure la protection de l'environnement par le truchement de ses organes. On les retrouve aussi bien dans l'administration centrale que décentralisée. Mais nous analyserons que ceux qui jouent un rôle décisif dans le contentieux à l'environnement.

L'administration dont il s'agit peut se répartir en deux catégories suivant les compétences des différents acteurs. D'un côté, nous avons une administration décideuse. Elle prend des décisions sur les affaires qui lui sont soumises et qui violent la législation environnementale. Il s'agit des chefs de départements ministériels et les chefs des différentes délégations (DRE<sup>257</sup>, DDE<sup>258</sup>). Ils constituent ce qu'on appellera l'« *administration assise* »<sup>259</sup> (2.1.1.1.). D'un autre côté, nous avons une administration chargée de contrôler, d'inspecter afin de s'assurer du respect des règles à l'environnement ou encore de détecter les indices d'une infraction environnementale, et informer leurs supérieurs hiérarchiques. Il s'agit des agents assermentés du ministère de l'environnement, ainsi que des autres administrations. Ils constituent ce que nous appellerons, « *administration debout* »<sup>260</sup> (2.1.1.2.). Il conviendra aussi de voir le déroulement de la procédure de répression proprement dite (2.1.1.3.).

---

<sup>254</sup> Oumba (P.), « Le règlement amiable des litiges en matière d'environnement au Cameroun », *Revue Liaison Energie Francophonie*, 2014, p.73.

<sup>255</sup> Faure (G.M.), « Vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », in *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, n°1, 2005, pp.3-19.

<sup>256</sup> Cité par nous-même.

<sup>257</sup> Délégué régional à l'environnement.

<sup>258</sup> Délégué départemental à l'environnement.

<sup>259</sup> Ce concept nous a été inspiré de celui de magistrature assise (ou du siège) utilisé en droit civil et pénal, désignant l'ensemble des magistrats qui rendent la justice en prononçant des décisions (ils restent assis pendant leur fonction). Dans notre étude, il s'agit des acteurs de l'administration non enquêteurs, ils restent sur place dans leurs bureaux et, attendent les dossiers des agents assermentés pour donner suite à la procédure.

<sup>260</sup> Inspiré du concept de magistrature debout, utilisé en droit civil et pénal, il comprend les magistrats du parquet qui ne rendent pas la justice, mais qui la requièrent au nom de l'État, ainsi nommés parce que le magistrat se lève et se tient debout pour exposer ses réquisitions et conclusions. Mais ici, nous faisons plutôt allusion aux acteurs de l'administration très actifs sur le terrain pour mener des contrôles et inspections, constatent les infractions et dressent les procès-verbaux qu'ils transmettent à leurs supérieurs hiérarchiques.

### 2.1.1.1. L' « administration assise »

79. Les acteurs entrant dans cette catégorie concernent les hauts cadres de l'administration publique en matière d'environnement, ayant un pouvoir décisionnel. On les rencontre aussi bien dans l'administration centrale que déconcentrée. Il s'agit des chefs des départements ministériels, les chefs des différentes délégations régionales et départementales et des circonscriptions administratives décentralisées. L'Etat fixe la politique nationale à suivre en matière environnementale. Cette politique doit être mise en œuvre par les différents départements ministériels, ainsi que leurs délégations à travers le pays. Sur près d'une quarantaine de départements ministériels que compte le Cameroun<sup>261</sup>, seuls quelques-uns ont des compétences dans le domaine de l'environnement. La consistance de leurs compétences dans la protection de l'environnement n'est pas la même. Certains ont des compétences plus étendues que d'autres.

Il convient d'accorder une place privilégiée au ministère en charge de la protection de l'environnement au Cameroun, le Ministère de l'environnement de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) et ses démembrements (2.1.1.1.1.), sans toutefois négliger le rôle des autres départements ministériels (2.1.1.1.2.) qui contribuent eux aussi à la répression des infractions à l'environnement.

#### 2.1.1.1.1. Le ministère de l'environnement

80. Le MINEPDED, en collaboration avec les différentes délégations régionales, départementales, est l'organe principal chargé de la gestion de l'environnement au Cameroun. D'une manière générale, c'est le ministre de l'environnement qui veille à la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière d'environnement. Il est aidé dans ce rôle par les chefs des différentes délégations. La même pratique a cours en France, « *The French system of administrative authorities playing a role in the environmental matter is based on a central authority, the Ministry of Ecology, Sustainable Development and Energy, and on territorial authorities, i.e. the Regional and Interregional Directorates<sup>262</sup> and the Departmental and Inter-departmental Directorates* ».<sup>263</sup>

81. La forme du MINEPDED n'a pas toujours été celle qu'on connaît aujourd'hui. Il convient de faire un bref rappel historique avant de s'intéresser à ses missions.

Rappel historique. Nous sommes partis à l'origine, d'un Ministère de l'environnement et des forêts (MINEF) au Ministère de l'environnement de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) aujourd'hui. Mais du passage d'un ministère à un autre, beaucoup de choses se sont passées.

C'est en 1992<sup>264</sup>, à la veille de la Conférence de Rio, que le Cameroun se dote d'un ministère en charge de l'environnement et des forêts. Ce ministère a permis la mise en place du Plan National de Gestion de l'environnement (PNGE) en 1996. Il sera réorganisé en

---

<sup>261</sup> Cf. Décret n° 2018/190 du 02 mars 2018 complétant certaines dispositions du décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement.

<sup>262</sup> Regional Directorates of Environment, Planning and Housing (DREALs); Interregional Directorates of the sea (DIRMs); Directorate of Security of Interregional Civil Aviation and Services of Civil Aviation overseas; Regional operational Centres of Controls and rescue on the sea (CROSSs); Centres of technical studies on equipment (CETEs). Cité par Bianco (F.), Lucifora (A.) et Vagliasindi (G.M.), *Fighting Environmental Crime in France: A Country Report*. Study in the framework of the EFFACE research project, Catania: University of Catania, 2005, p.47.

<sup>263</sup> *Ibid.*

<sup>264</sup> Par décret n° 92/069 du 09 avril 1992.

1998.<sup>265</sup> Il permettra la mise en place d'un Secrétariat permanent à l'environnement en lieu et place de la Direction de l'environnement composée de deux divisions : la Division des Programmes et du Développement Durable (DPDD) et la Division des Normes et Inspections Environnementales (DNIE), d'une part ; et d'un Centre d'Information et de Documentation sur l'Environnement (CIDE), d'autre part.

Mais la cohabitation entre « *environnement* » et « *forêt* » ne faisait pas bon ménage<sup>266</sup>. La protection de l'environnement semblait se résumer essentiellement à la gestion et la protection des forêts, au détriment des autres aspects de l'environnement. Il a donc fallu revoir la politique en la matière en distinguant, « forêt » et « environnement ». Par décret n° 2004/320 du 08 décembre 2004, le chef de l'Etat crée un ministère spécifiquement chargé de l'environnement, le Ministère de l'environnement et de la Protection de la Nature (MINEP) chargé de coordonner le développement et la mise en œuvre de la politique environnementale, et le Ministère des forêts et de la faune (MINFOF) chargé du développement et de la mise en œuvre des politiques faunique et forestière. De la sorte, on aura deux ministères bien distincts, l'un en charge de l'environnement, l'autre des questions purement forestières. Mais le ministère de l'environnement nouvellement crée souffrait encore de quelques imperfections.

En effet, la dimension de développement durable n'était pas prise en compte dans la stratégie de gestion et de protection de l'environnement, ce qui était inconcevable. Un réaménagement de l'institution était dès lors impératif, il interviendra finalement en 2011.<sup>267</sup> Le MINEP sera changé en MINEPDED avec des missions bien précises.

**82. Les missions du MINEPDED.** La nouvelle dénomination donnée au ministère de l'environnement a été salvatrice. En effet, plus qu'un simple changement de dénomination, c'est en réalité un changement de vision et d'orientation qui s'est opéré dans la protection de l'environnement au Cameroun. Le MINEPDED s'est vu confier presque les mêmes missions que l'ex-MINEP.

Il est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'environnement et de protection de la nature, dans une perspective de développement durable. A ce titre, il est chargé de la définition des modalités et des principes de gestion rationnelle et durable des ressources naturelles ; de la définition des mesures de gestion environnementale, en liaison avec les ministères et organismes spécialisés concernés. De l'élaboration des plans directeurs sectoriels de protection de l'environnement en liaison avec les départements ministériels intéressés ; de la coordination et du suivi des interventions des organismes de coopération régionale ou internationale en matière d'environnement et, de la nature en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures et les administrations concernées. Du suivi de la conformité environnementale dans la mise en œuvre des grands projets ; de l'information du public en vue de susciter sa participation à la gestion, à la protection et à la restauration de la nature ; de la négociation des Conventions et Accords

---

<sup>265</sup> Par décret n° 98/345 du 21 décembre 1998, modifié par le décret n° 99/196 du 10 septembre 1999.

<sup>266</sup> Bien que la forêt fasse partie intégrante de l'environnement, le Cameroun fait une distinction entre les deux. Ceci se traduit par la création de deux ministères bien distincts qui sont en charge de l'un ou l'autre domaine. En temps normal, on pourrait tout simplement avoir un seul ministère, celui de l'environnement qui sera en charge d'assurer la gestion de tous les secteurs constituant l'environnement. Nous pensons tenir la raison de cette distinction. C'est que, la forêt du Cameroun est le deuxième massif forestier le plus important d'Afrique après celui de la République Démocratique du Congo. De ce fait, il faudrait sans doute tout un ministère concentré à sa gestion.

<sup>267</sup> Le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement remplace l'ex-MINEP par le MINEPDED. Ceci est d'autant plus vrai que le MINEP n'est plus mentionné à l'Art. 4 dénommant les différents départements ministériels. Mais on trouve plutôt mentionné le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable. Cité par Fotso (G.H.), La protection de l'environnement par les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun : cas de la communauté urbaine de Douala, Mémoire Université de Douala, 2012.

internationaux relatifs à la protection de l'environnement et de la nature et de leur mise en œuvre en liaison avec le Ministère des Relations extérieures.<sup>268</sup>

Le ministre assisté des différents responsables centraux et déconcentrés du MINEPDED assurent chacun dans sa charge à l'accomplissement de toutes ces missions. Le MINEPDED n'est pas seul chargé de la gestion de l'environnement au Cameroun, d'autres départements ministériels se sont vus arroger des compétences en la matière.

#### **2.1.1.1.2. Les autres départements ministériels**

**83.** Nous dénombrons au moins sept autres ministères ayant des compétences en matière d'environnement. Parmi lesquels le ministère des forêts et de la faune ; le ministère de l'habitat et du développement urbain ; le ministère de l'eau et de l'énergie ; le ministère des mines, de l'industrie et du développement technologique ; le ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales ; le ministère des arts et de la culture enfin, le ministère de l'agriculture et du développement rural. Nous les présenterons tour à tour, ainsi que leurs missions respectives.

**84.** Le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF). S'il fallait effectuer un classement entre les ministères en charge de l'environnement en fonction de l'importance de leurs attributions dans le domaine de l'environnement, le MINFOF viendrait sans doute en deuxième position. Parce qu'étant en charge de la gestion des éléments importants de l'environnement en termes de densité, à savoir la forêt et la faune.

En effet, c'est un secret de polichinelle que l'Afrique, et plus particulièrement le Cameroun est riche en essences forestière et faunique. Ce sont aussi vraisemblablement les domaines les plus menacés.<sup>269</sup> Le contentieux pénal à l'environnement y est aussi abondant par rapport aux autres domaines de l'environnement. L'essentiel des attributions du MINFOF est contenu à l'Article 8 alinéa 22.<sup>270</sup> Grosso modo, le ministre des forêts et de la faune est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement sur la faune et les forêts.

**85.** Le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINDUH). Ses attributions sur le plan de l'habitat font de ce ministère un maillon essentiel dans la protection de l'environnement au Cameroun. En effet, l'habitat étant un secteur sensible, et source de dégradation de l'environnement, il a fait l'objet d'une réglementation à travers un texte sectoriel. Il s'agit de la loi n° 98/015 du 14 juillet 1998 relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes. Ce département ministériel est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'habitat et de développement urbain. Concernant le domaine spécifique de l'habitat, il est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan d'amélioration de l'habitat, tant en milieu urbain que rural ; de la mise en œuvre de la politique de l'habitat social et du suivi de l'application des normes.<sup>271</sup>

---

<sup>268</sup> Art. 8, 19<sup>e</sup> alinéa du décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 précité. Lire également les Arts. 14 et 15 de la Loi-cadre relative à la gestion et à la protection de l'environnement ; l'Art. 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> alinéa du décret n° 2012/431 du 1<sup>er</sup> octobre 2012 portant organisation du MINEPDED.

<sup>269</sup> La déforestation est estimée en Afrique à 40 000 km<sup>2</sup> par an, soit 0,62% (taux mondial moyen : 0,18%) de ses forêts. Le braconnage est la seconde menace pesant sur la biodiversité africaine. Certaines espèces sont en voie de disparition à cause des revenus économiques de court terme qu'elles génèrent pour l'Homme. Cf. Planète urgence, la protection de la biodiversité.

<sup>270</sup> Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement précité.

<sup>271</sup> Art. 8, 23<sup>e</sup> alinéa du décret du 9 décembre 2011 précité.

86. Le Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE). Il est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de production, de transport, de distribution de l'eau et de l'énergie. Il est chargé de l'élaboration des stratégies et des plans gouvernementaux en matière d'alimentation en eau et en énergie ; de la prospection, de la recherche et de l'exploitation des eaux en milieu urbain et rural ; de l'amélioration quantitative et qualitative de la production d'eau et d'énergie (...).<sup>272</sup>

87. Le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT). Il est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique minière et industrielle du Gouvernement et des stratégies de développement technologique dans les différents secteurs de l'économie nationale. Concernant le domaine spécifique des mines, une loi<sup>273</sup> établit les règles applicables dans ce secteur. Leur non-respect pouvant entraîner des poursuites pénales. Les attributions du ministre dans ce domaine sont fixées à l'Article 8 alinéa 26 du décret du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement.

88. Le Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA). Ce département ministériel est appelé à jouer un rôle décisif dans la préservation de la faune et de la flore au Cameroun. Il est ainsi responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'élevage, des pêches et de développement des industries animale et halieutique. Il est chargé entre autres de l'élaboration, de la planification et de la réalisation des programmes gouvernementaux dans les domaines de l'élevage, de la pêche et des industries animales et halieutiques (...).<sup>274</sup>

89. Le Ministère des Arts et de la Culture (MINCULTURE). La souplesse de la notion d'« *environnement* » nous permet de citer ce département ministériel comme entité jouant un rôle non négligeable dans la répression des infractions à l'environnement au Cameroun. En effet, les notions « *Arts* » et « *culture* » font partie intégrante des éléments de l'environnement objet de protection pénale. En effet, le législateur a de manière solennelle, fait connaître son engagement quant à la protection du patrimoine culturel camerounais. Il souligne fort à propos que « *la protection, la conservation et la valorisation du patrimoine culturel et architectural sont d'intérêt national. Elles font parties intégrantes de la politique nationale de protection et de mise en valeur de l'environnement* ». <sup>275</sup>

Cet engagement tire lui-même ses racines de la Convention sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO, le 16 novembre 1972. L'Article 1<sup>er</sup> de la Convention détermine l'étendue de la notion de patrimoine culturel. Elle vise des monuments<sup>276</sup>, des ensembles<sup>277</sup> et des sites.<sup>278</sup> Selon la Convention, « *chacun des Etats parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel [...] lui incombe en premier chef* ».

---

<sup>272</sup> *Idem.* Art. 8, 12<sup>e</sup> alinéa.

<sup>273</sup> Loi n° 2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code minier au Cameroun précitée.

<sup>274</sup> Art. 8, 15<sup>e</sup> alinéa du décret du 9 décembre 2011 précité.

<sup>275</sup> Art. 39 de la Loi-cadre sur l'environnement au Cameroun.

<sup>276</sup> Œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentale, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science.

<sup>277</sup> Groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science.

<sup>278</sup> Œuvres de l'Homme ou œuvres conjuguées de l'Homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.



Fidèle à ses engagements internationaux, le Cameroun a créé tout un département ministériel en charge de la protection de son patrimoine culturel. Il s'agit du Ministère des Arts et de la Culture. Il est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de promotion et de développement artistique et culturel. A ce titre, il est chargé entre autres, de la préservation des sites et monuments historiques ; de la protection, de la conservation, de l'enrichissement et de la promotion du patrimoine culturel, artistique et cinématographique (...).<sup>279</sup>

90. Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). Les attributions dévolues à ce ministère entrent en étroite ligne avec la protection de l'environnement. Le Cameroun est un pays à majorité agricole. Qui dit agriculture, dit transformation de la nature en vue d'y mener des activités agricoles qui se font beaucoup plus en zone rurale. L'environnement pourrait alors inévitablement subir des atteintes du fait de ces activités. C'est la raison pour laquelle l'Article 8 alinéa 7<sup>280</sup> donne au chef de ce département ministériel entre autres compétences, la protection phytosanitaire des végétaux en matière agricole. Une loi a même été votée en la matière.<sup>281</sup> La lecture de celle-ci permet de constater que le législateur a prévu des poursuites pénales en cas de violation des règles qui y sont contenues.

91. En somme, les différents départements ministériels ci-dessus contribuent de manière déterminante à la répression des atteintes à l'environnement au Cameroun. Ceux-ci disposent des structures et du personnel qualifié pour, soit surveiller et contrôler, soit mener les enquêtes qui pourront aboutir à l'établissement des responsabilités à l'encontre des contrevenants.

Mais pour que la haute administration, les ministres et autres hauts cadres soient informés des atteintes à l'environnement, un travail de terrain est nécessaire. Et c'est à ce niveau qu'interviennent les acteurs que nous avons qualifié d'« *administration debout* ». Ils contribuent à la prévention et à la répression des atteintes à l'environnement selon les compétences qui leur sont dévolues par la loi.

#### 2.1.1.2. L' « administration debout »

92. Il s'agit des acteurs chargés de mener les enquêtes sur le terrain. Le droit pénal de l'environnement étant un droit spécial, les règles en la matière doivent aussi être particulières afin de s'adapter à la discipline. Pour assurer une répression efficace, compétence a été donnée à des agents ayant une maîtrise parfaite des questions environnementales. Il s'agit des agents assermentés des administrations ayant des compétences dans le domaine de l'environnement. Ils constituent la police environnementale.

Au Cameroun, la police environnementale est constituée des agents assermentés du ministère de l'environnement et des autres administrations, notamment ceux des domaines, du cadastre, de l'urbanisme, des travaux publics, des forêts, de la marine marchande, des mines, de l'industrie, du travail et du tourisme.<sup>282</sup> Le rôle de la police environnementale est à la fois préventif et répressif. Elle est chargée conjointement avec la police classique, de constater les infractions à la législation environnementale.

Il convient de distinguer les agents assermentés du MINEPDED (2.1.1.2.1.), des agents assermentés des autres administrations (2.1.1.2.2.).

<sup>279</sup> Art. 8, 8<sup>e</sup> alinéa du décret de 2011 sur l'organisation du Gouvernement.

<sup>280</sup> *Idem*.

<sup>281</sup> Il s'agit de la loi portant protection phytosanitaire des végétaux.

<sup>282</sup> Art. 88 al. 1<sup>er</sup> de la Loi-cadre précitée.

#### **2.1.1.2.1. Les inspecteurs et contrôleurs du ministère de l'environnement**

**93.** Leur action est encadrée par les dispositions du Guide pratique de l'inspecteur et du contrôleur du MINEPDED, ainsi que par le décret n° 2012/2808/PM du 26 septembre 2012 fixant les conditions d'exercice des fonctions d'inspecteurs et de contrôleurs de l'environnement. L'analyse de leur rôle (2.1.1.2.1.1.) sera suivie de leurs attributions (2.1.1.2.1.2.).

##### **2.1.1.2.1.1. Rôle des agents assermentés du MINEPDED**

**94.** Dans l'accomplissement de leurs missions, les agents assermentés du MINEPDED sont assujettis à un formalisme. Celui-ci est matérialisé par les différentes procédures instituées aussi bien pour l'inspecteur que pour le contrôleur.

**95.** Procédure d'inspection. L'inspecteur doit pouvoir répondre à certaines questions et respecter les étapes de l'inspection.

L'inspecteur rendu à une installation donnée doit pouvoir répondre à ces questions : où effectuer la vérification ? Ce qu'il faut vérifier ? Comment vérifier ? Avec qui vérifier ? Toutes ces questions doivent trouver une réponse pour une bonne inspection.

L'inspection s'effectue dans les points suivants : les points de rejets des déchets solides, les effluents liquides et les émissions gazeuses ; le dispositif de traitement des déchets s'il y en a ; le site d'entreposage des déchets et le site de génération de bruits.

Les éléments à vérifier concernent la mise en œuvre des recommandations antérieures ; la conformité par rapport aux normes préétablies ; l'appréciation visuelle de l'impact de l'activité ou de rejets sur les milieux récepteurs (air, sol, eau et établissements humains) ou sur la biodiversité.

La vérification s'effectue aux points suivants : les points de rejets des déchets solides, les effluents liquides et les émissions gazeuses ; le dispositif de traitement des déchets s'il y en a ; le site d'entreposage des déchets ; le site de génération de bruits.

La vérification peut se faire de la manière suivante : l'observation visuelle ; l'émanation des odeurs ; la consultation des documents de l'entreprise (résultats d'analyses et éventuellement des normes (...)) ; le prélèvement des échantillons (pour analyse ultérieure et interprétation des résultats) ; la vérification *in situ* (kits, appareil de mesure (...)).

L'équipe de travail est constituée d'un inspecteur, chef d'équipe et deux assistants (inspecteurs ou contrôleurs) assermentés.

Après avoir trouvé une réponse à ces questions, l'inspecteur doit s'assurer de respecter rigoureusement les deux étapes de la procédure. La première étape a lieu sur pièce, tandis que la deuxième se déroule sur place.

La première étape, sur pièce ou au bureau, est une étape préparatoire de l'inspection. A ce niveau, l'inspecteur doit mener les actions suivantes : établissement de l'ordre de mission ; examen des documents relatifs aux inspections antérieures et le PGE S'il existe, s'il n'existe pas, l'inspection doit néanmoins se faire ; rassemblement des équipements nécessaires (kits d'inspection, appareil de prise de vue, GPS, carte d'inspecteur, équipements individuels (...)) ; information des responsables de l'installation pour le cas d'une inspection de routine.

La deuxième étape, sur place, c'est l'inspection proprement dite. Elle débute avec la rencontre des responsables et présentation de la mission, la séance de travail (explication de l'objet de l'inspection). Puis la visite guidée de l'installation (vérification des entrées des matières premières de leur transformation et de leur sortie pour relever à chaque étape toute

anomalie), le prélèvement d'échantillon s'il y a lieu (kits) ; l'appréciation visuelle de l'impact de l'activité ou de rejets sur les milieux récepteurs (air, sol, eau et établissements humains) ou sur la biodiversité, le questionnement pour complément d'informations (les analyses sont-elles faites ? Dans quel point de prélèvement ? A quelle fréquence de prélèvement ? Quels en sont les résultats d'analyse ? Elle se poursuit avec la restitution des résultats préliminaires de l'inspection au responsable de l'installation. La rédaction et signature du PV d'inspection par les parties prenantes (inspecteurs et responsables de l'entreprise) assorti de recommandations, clôturent cette étape.

La procédure d'inspection ci-dessus décrite n'est pas très différente de celle de contrôle à quelques exceptions près.

**96.** Le contrôle sur l'environnement effectué par les agents assermentés n'est pas très éloigné de la procédure d'inspection. L'on se demande s'il n'était pas préférable d'harmoniser ces deux procédures. Quoi qu'il en soit, l'agent assermenté devrait se poser les mêmes questions que dans la procédure d'inspection : où effectuer la vérification ? Que faut-il vérifier ? Comment vérifier et avec qui vérifier ?

A la première question où effectuer la vérification ? On répondra très exactement comme dans la procédure d'inspection.

De même, à la deuxième question, ce qu'il faut vérifier, le contrôleur et l'inspecteur ont les mêmes éléments sur lesquels la vérification doit être faite.

A la troisième question, comment vérifier ? En plus des quatre propositions énoncées dans la procédure d'inspection, le contrôleur pourrait, en plus, chercher l'émanation des odeurs.

La réponse à la quatrième question, avec qui vérifier ? Le Guide pratique du contrôleur et de l'inspecteur du MINEPDED prévoit que l'équipe de travail est constitué d'au moins deux contrôleurs assermentés.

La procédure de contrôle est de même divisée en deux étapes, une phase préparatoire, et le contrôle proprement dit.

L'inspecteur et le contrôleur mènent leurs investigations dans diverses activités telles que les stations-services, les hôtels et restaurants, l'agro-industrie, les carrières, l'industrie du bois, les centrales thermiques, les savonneries (...). Ils sont pour cela investis des pouvoirs que leur confère le décret n° 2012/2808/PM du 26 septembre 2012 fixant les conditions d'exercice des fonctions d'inspecteurs et de contrôleurs de l'environnement.

#### **2.1.1.2.1.2. Les attributions des agents assermentés du ministère de l'environnement**

**97.** L'essentiel des attributions dévolues aux contrôleurs et inspecteurs de l'environnement est traité à l'Article 6 du chapitre 2 du décret du 26 septembre 2012. Il prévoit que, les inspecteurs de l'environnement effectuent des inspections, contrôles, enquêtes, recherchent, constatent et poursuivent en répression des infractions dans le domaine de l'environnement et le développement durable, conformément au droit et règlement en vigueur.

Les inspecteurs et contrôleurs veillent : au respect des Protocoles et Conventions internationaux signés et/ou ratifiés par le Cameroun en matière de protection de l'environnement ; à la réalisation des enquêtes visant à détecter les sources de pollution et de nuisances susceptibles de porter atteinte à la santé publique, aux ressources naturelles et à l'environnement ; à la remise à l'état des sites dégradés et/ou pollués ; au contrôle des organismes génétiquement modifiés, en liaison avec les administrations ou structures créatrices ; à l'application de la législation et de la réglementation en matière de protection de la nature, de la conservation des ressources naturelles, de la protection atmosphérique, des ressources en eau et du milieu aquatique/marin des sols et sous-sol contre toutes formes de

dégradation ; au contrôle des organismes génétiquement modifiés, en liaison avec les administrations et structures créatrices (...).

Les agents assermentés du ministère de l'environnement comme nous pouvons le constater, participent grandement à la prévention et à la répression des atteintes à l'environnement. Cependant, ils ne sont pas les seuls. L'environnement étant un domaine assez large, les agents assermentés d'autres administrations contribuent eux aussi à la protection de l'environnement.

#### **2.1.1.2.2. Les agents assermentés des autres administrations**

**98.** Il s'agit des agents assermentés des autres départements ministériels, à l'exclusion des agents du MINEPDED que nous avons précédemment analysé. Les plus en vue au Cameroun sont les ingénieurs et chefs de service et agents techniques des eaux et forêts et les gardes forestiers. En effet, ils sont disséminés à travers tout le territoire national sous forme de brigades forestières et de cantonnements forestiers que commande nécessairement un agent forestier, officier de police judiciaire. Dans l'exercice de leurs fonctions, les barrières de contrôle forestier leur permettent de procéder au contrôle et à la surveillance des atteintes aux ressources naturelles. Ils sont compétents pour interpeler les personnes, à s'assurer de leur identité, à contrôler les documents administratifs (tels que les permis et licences d'exploitation), à opérer des perquisitions et saisies.

Avant leur entrée en fonction, les agents de ces administrations prêtent serment devant le tribunal compétent<sup>283</sup>, à la requête de l'administration intéressée. Toute infraction constatée fait l'objet d'un procès-verbal régulier. La recherche et la constatation des infractions sont effectuées par deux (2) agents qui cosignent le procès-verbal. Ce procès-verbal fait foi jusqu'à l'inscription en faux.<sup>284</sup>

Qu'ils relèvent du MINEPDED ou de toute autre administration, les agents assermentés exercent leurs fonctions conformément à la réglementation en vigueur sur l'environnement, laquelle fixe la procédure de répression des atteintes.

#### **2.1.1.3. La procédure de répression des infractions**

**99.** La répression des atteintes à l'environnement au Cameroun obéit à deux régimes : une procédure d'urgence et une procédure classique. La procédure d'urgence permet de résoudre rapidement la situation qu'a causée l'infraction. Le contrevenant fait dans ce cas l'objet d'une mise en demeure et arrêt immédiat de ladite infraction. Des mesures conservatoires appropriées doivent être prises dans ce cas.

Qu'elle soit urgente ou classique, la procédure de répression des infractions à l'environnement prévoit la rédaction des procès-verbaux (2.1.1.3.1.) suite à la constatation d'une infraction, lesquels doivent être transmis à l'administration (2.1.1.3.2.) qui peut prendre certaines mesures (2.1.1.3.3.).

---

<sup>283</sup> Devant le Tribunal de Première Instance à la requête de leur administration, selon le Guide de procédure de contentieux de l'environnement du ministère de l'environnement.

<sup>284</sup> Art. 89 de la Loi-cadre précitée.

#### 2.1.1.3.1. Rédaction des procès-verbaux

**100.** Les infractions constatées par les agents assermentés<sup>285</sup> en matière d'environnement sont consignées dans un procès-verbal. Il s'agit d'un acte de procédure établi par un officier public, constatant des faits ou reportant des déclarations.<sup>286</sup> Qu'il s'agisse d'une procédure d'urgence ou d'une procédure normale, le procès-verbal est identique. Il comporte toutes les informations détaillées sur la nature de l'infraction, la base légale et la sanction correspondante.

**101.** Le Guide de procédure de contentieux environnemental fixe un certain nombre de mentions que devrait contenir le procès-verbal. Il doit contenir les dates et heures du début et de la fin de l'audition ; les noms, prénoms, et qualité des officiers de police judiciaire à compétence spéciale ; les noms, prénoms, et qualité du responsable de la structure inspectée ou de son représentant ; chaque feuillet de l'original du procès-verbal devra porter les deux signatures des inspecteurs de l'environnement ; lorsque tout ou partie d'un procès-verbal est consacré à une audition, les personnes entendues doivent après lecture, être invitées à parapher chaque feuillet du procès-verbal ; la dernière page du procès-verbal est signée des deux inspecteurs de l'environnement, et du responsable de la structure inspectée ou de son représentant ; toute personne invitée à signer un procès-verbal et qui ne peut le faire, y appose l'empreinte de son pouce droit. En cas de refus, soit de signer, soit d'apposer une empreinte, les inspecteurs de l'environnement le mentionnent dans le procès-verbal. Ces mentions doivent impérativement figurer dans le PV, sous peine de son annulation.

Le PV constitue souvent une preuve solide au cours du procès, il « [...] *fait foi jusqu'à l'inscription en faux* [...] ». <sup>287</sup> Cependant, le PV rédigé par la police classique ne revêt pas la même valeur que celui des agents assermentés de l'environnement. Le CPP précise en son Article 91 que « *sauf dispositions contraires de la loi, les procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire ont valeur de simples renseignements* ». On peut s'interroger sur cette différence de la valeur accordée à la preuve dans les deux disciplines. Le droit de l'environnement étant une discipline extrêmement technique, les agents assermentés sont le plus souvent des spécialistes de l'environnement, de telle manière que, leurs procès-verbaux ont la présomption de véracité et difficilement contestables. Par contre, les PV des OPJ classiques peuvent être contestés suite à de nouvelles enquêtes qui peuvent relever de nouveaux éléments.

A l'issue de chaque inspection/contrôle, s'il n'y a pas eu infraction, les agents assermentés adressent des recommandations et suggestions à la structure inspectée ou contrôlée pour un meilleur fonctionnement. Cependant, en cas de constatation d'une infraction, le PV doit être rédigé, et transmis à l'administration compétente.

#### 2.1.1.3.2. Transmission du dossier à l'administration

**102.** Selon le Guide des procédures du contentieux de l'environnement du MINEPDED, à l'issue d'une mission d'inspection/contrôle, les dossiers<sup>288</sup> des agents verbalisateurs, sont transmis à la Direction des Normes et du Contrôle qui au travers de l'Unité de Suivi et du Contentieux, prend connaissance de l'ensemble du dossier aux fins de vérifier les éventuelles

---

<sup>285</sup> Les agents du ministère de l'environnement n'ayant pas prêté serment n'ont pas qualité pour dresser les PV. Ils doivent se faire accompagner par au moins un agent assermenté de l'administration lors de l'exécution de leurs fonctions.

<sup>286</sup> Cabrillac (R.), *Dictionnaire du vocabulaire juridique*, op. cit., p.309.

<sup>287</sup> Cf. Art. 89 de la Loi-cadre sur l'environnement au Cameroun.

<sup>288</sup> Comprenant le rapport de mission et le procès-verbal.

irrégularités de forme et de fond. L'unité de suivi de contentieux initiera à l'attention de la hiérarchie pour suite de la procédure, le projet de notification.

La notification de l'infraction et du montant de la pénalité correspondante sera faite au contrevenant par le MINEPDED. Elle peut se faire par voie d'huissier de justice. La signification de l'infraction par l'huissier de justice empêche les contestations injustifiées du contrevenant et assure le respect du délai de 20 jours<sup>289</sup> accordé au contrevenant pour saisir le ministère en charge de l'environnement aux fins de contester ledit procès-verbal.<sup>290</sup>

Si le contrevenant agit dans les délais et que la contestation est fondée, le procès-verbal est classé sans suite. Mais s'il agit hors délai, sa contestation est irrecevable. Qu'advierait-il si le contrevenant n'agit tout simplement pas ? S'il garde le silence ?

**103.** En droit camerounais comme en droit français, le principe posé est celui selon lequel, le silence ne vaut pas acceptation. Mais en droit, le silence a une signification équivoque : il y a des approbations tacites, mais aussi des réprobations muettes, sans oublier les silences prudents<sup>291</sup> ! Or, l'intention du contrevenant doit être établie. En l'absence de solutions dans la loi camerounaise sur cette question, nous pensons que le silence devrait valoir acceptation pour la simple raison que ; le contrevenant peut considérer son acte comme manifestement très grave et que, toute contestation n'aura aucune chance d'aboutir. Quoi qu'il en soit, le silence du contrevenant n'arrêtera pas la machine répressive. S'il n'agit pas dans le délai de 20 jours, pour silence ou simple négligence, il sera astreint au paiement de la pénalité. Car, ce qui se décide sans vous, se décide contre vous.

L'huissier de justice est chargé de la signification, de la mise en demeure au contrevenant dès que le délai de règlement de l'amende est forclos. La loi prévoit la procédure d'arbitrage<sup>292</sup> ou de transaction au cas où le contrevenant saisi dûment l'administration, tel que prévu à l'Article 91 de la Loi-cadre.

Au cas où cette transaction n'aboutit pas, ou que le contrevenant refuse de payer la pénalité et de se soumettre aux recommandations faites par les agents verbalisateurs, le MINEPDED procède à des poursuites judiciaires.

**104.** La procédure ainsi décrite semble donner un pouvoir discrétionnaire aux autorités administratives, notamment au ministre de l'environnement qui, unilatéralement, peut décider de poursuivre ou pas un contrevenant. Néanmoins, il convient de préciser que, la procédure ci-dessus décrite, ne concerne que les infractions de moindre importance. C'est-à-dire, celles qui consistent à une simple mise en danger de l'environnement ou de l'Homme, qu'elle soit intentionnelle ou résultant d'une négligence. A ce moment, l'administration pourra mener la procédure et la conclure par l'imposition d'une simple amende au contrevenant.

---

<sup>289</sup> Art. 90, 1<sup>er</sup> alinéa « tout procès-verbal de constatation d'infraction doit être transmis immédiatement à l'administration compétente qui le fait notifier au contrevenant. Celui-ci dispose d'un délai de vingt (20) jours à compter de cette notification pour contester le procès-verbal. Passé ce délai, toute contestation devient irrecevable ».

<sup>290</sup> En 2016, quelques affaires de ce genre étaient pendantes devant les tribunaux au Cameroun. Il s'agit de l'affaire *OK Plast c. Etat du Cameroun (MINEPDED)* pendante devant le Tribunal Administratif de Douala (Wouri) et de 5 autres affaires pendantes devant le Tribunal Administratif de Yaoundé, notamment *Woumba Guy c. Etat du Cameroun (MINEPDED)* ; *Youmbi c. Etat du Cameroun (MINEPDED)* ; *Toungou Hôtel c. Etat du Cameroun (MINEPDED)* ; *La Référence Sarl c. Etat du Cameroun (MINEPDED)*, *Mvog Nkoulou c. Etat du Cameroun (MINEPDED)*. Cité dans le Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2016, p.210.

<sup>291</sup> Terre (F.) et s., *Les obligations*, Paris, Dalloz, 10<sup>ème</sup> éd., 2009, p.138.

<sup>292</sup> Procédure de règlement des litiges conventionnellement prévue par les parties : celles-ci s'engagent, au terme d'une convention d'arbitrage (compromis ou clause compromissoire), à soumettre leur litige à une ou plusieurs personnes privées en nombre impair, appelées arbitres, à qui elles confèrent ainsi un véritable pouvoir juridictionnel.

Cependant, les infractions graves connaissent une issue différente. En effet, les dégradations graves de l'air, du milieu aquatique, de la faune, des sols, des eaux (...) pouvant conduire à la mort ou causer des maladies ou infirmités à la population ne se soldent pas toujours par une transaction.

Il arrive fréquemment que le Procureur de la République se saisisse de l'affaire en pareille situation. Il n'aura pas à attendre que ce soit l'administration qui engage des poursuites judiciaires. Le rôle des victimes est tout aussi décisif. Elles sont souvent à l'origine de la dénonciation des atteintes auprès des autorités judiciaires. Mais de telles hypothèses restent rares dans la jurisprudence camerounaise. L'essentiel du contentieux à l'environnement étant vidé par l'administration, loin des regards du Procureur de la République.

La phase administrative du contentieux à l'environnement au Cameroun est presque exclusivement réservée aux autorités administratives. Le Procureur de la République n'a en réalité pas un grand rôle à jouer au cours de celle-ci. Pour effectuer leurs missions avec diligence, les textes accordent aux autorités administratives des pouvoirs. Lesquels se manifestent par de nombreuses mesures qu'elles peuvent prendre au cours du procès.

#### **2.1.1.3.3. Les mesures prises par l'administration**

**105.** En droit de l'environnement, de la même manière qu'il y a une distinction entre infraction pénale et infraction administrative, nous distinguons les sanctions pénales des sanctions administratives et même civiles. Concernant le cas spécifique des sanctions administratives, elles sont assez représentatives. Dans l'exercice de leurs fonctions, les autorités administratives, qu'elles soient de l'administration debout ou assise, ont la possibilité de prendre des mesures au cours du contentieux à l'environnement. Concrètement, les autorités administratives pouvant prendre des mesures pour réprimer les atteintes à l'environnement sont constituées des agents assermentés, du Ministre de l'environnement et des préfets dans les départements.

**106.** Les agents assermentés. Les agents assermentés du ministère de l'environnement ont le pouvoir de suspendre l'exécution des travaux envisagés ou déjà entamés lorsque l'étude d'impact a été méconnue ou la procédure de l'étude d'impact non respectée en tout ou en partie.<sup>293</sup> En plus, ces agents du ministère de l'environnement ou des autres administrations peuvent procéder à la saisie de matériel ou à la confiscation du matériel ayant permis la commission de l'infraction ; à la restitution ou même, ordonner la réparation des dommages causés ou une injonction de remise en état. Leurs supérieurs hiérarchiques disposent de plus de pouvoirs allant des simples mesures administratives à la décision d'engager la responsabilité pénale de l'auteur de l'infraction.

**107.** En plus des compétences dévolues aux agents assermentés, le ministre en charge de la protection de l'environnement, peut faire recours à plusieurs mesures en cas d'atteinte à l'environnement. Tout d'abord, puisque c'est la sanction la plus usitée, il a le pouvoir d'imposer des sanctions pécuniaires. En l'occurrence l'amende administrative, entendue comme une pénalité pécuniaire prononcée, non par le juge, mais par une autorité administrative traditionnelle ou indépendante.<sup>294</sup> Ça sera le cas lorsque l'administration et le contrevenant décident de recourir à la transaction pour vider leur différend. Une amende sera imposée au contrevenant, le montant de la transaction est fixé en concertation avec

---

<sup>293</sup> Cf. Art. 20 al. (2) de la loi n° 96/12 du 5 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun.

<sup>294</sup> Guinchard (S.) et Debard (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.136.

l'administration chargée des finances, dispose l'Article 91 alinéa 2 de la Loi-cadre. La responsabilité pénale du contrevenant ne sera engagée qu'en cas de refus de paiement.

L'amende administrative, à en croire certains auteurs, présente quelques avantages. « *Les raisons sont relativement simples : les coûts pour appliquer et maintenir l'amende sont relativement bas et l'amende rapporte de l'argent à l'Etat, contrairement à l'emprisonnement. En plus, il est possible d'appliquer l'amende après une procédure relativement simple d'ordre administratif sans recourir à la procédure pénale compliquée et coûteuse* ». <sup>295</sup> Si ces arguments sont valables, nous pouvons toutefois craindre qu'un recours systématique à la peine d'amende soit privilégié, sous le seul prétexte qu'elle rapporte de l'argent à l'Etat. D'où la nécessité que l'amende administrative soit rigoureusement réglementée afin d'empêcher son utilisation abusive.

De plus, le ministre peut décider de la fermeture d'un l'établissement lorsque son activité représente un danger pour l'environnement pour non-respect des règles prescrites. Il pourra de même décider de la suspension ou de la révocation d'un permis d'exploitation, ou le retrait de l'autorisation d'une entreprise (...).

Engager la responsabilité pénale des contrevenants est peut-être la décision la plus sévère <sup>296</sup> que peut être contraint à prendre le ministre de l'environnement. Contraindre parce que, le contrevenant ne souhaite pas payer la pénalité à lui imposée par l'administration. Le dossier dans ce cas sera transmis au Procureur de la République pour la suite de la procédure.

Le Ministre de l'environnement a donné compétence aux Préfets de réprimer les atteintes à l'environnement. C'est ce que révèle la note circulaire n° 00036/NC/CAB/MINEPDED du 28 août 2014 relative à la répression des contrevenants de petite envergure à l'arrêté conjoint n° 004/MINEPDED/MINCOMMERCE du 24 octobre 2012 portant entre autres interdiction des emballages plastiques inférieurs à 61 microns d'épaisseur. Il leur est notamment recommandé de se référer aux dispositions des Articles 16, 84, 86, 88 de la loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes pour prendre dans leurs circonscriptions administratives respectives des arrêtés fixant les mesures d'application de ce texte réglementaire. Qu'en l'absence de ces arrêtés, ils doivent faire application des dispositions de l'Article 370 (12) de la loi n° 67/LF/1 du 12 juin 1967 portant Code pénal, relatif aux contraventions de quatrième classe, modifiée par la loi n° 2016/007 du 27 juillet 2016 portant Code pénal, qui s'énonce ainsi qu'il suit : « *Sont punis d'une amende de 4000 à 25000 francs inclusivement et d'un emprisonnement de cinq à dix jours ou de l'une de ces deux peines seulement : [...]* ».

La prise de toutes ces mesures est rendue possible grâce au travail en amont des agents assermentés du ministère de l'environnement, et des autres administrations. Ils mènent des contrôle et inspection pour s'assurer de la bonne application de la législation environnementale.

D'une manière générale, l'administration dispose du pouvoir de poursuite pour toutes infractions dont la peine encourue est une peine pécuniaire. En revanche, elle ne peut exercer des poursuites si la peine encourue est l'emprisonnement. Ce droit est alors réservé au Ministère Public. Si l'infraction est punie de deux peines <sup>297</sup>, l'administration peut exercer les poursuites, mais ne peut requérir qu'une peine d'amende.

---

<sup>295</sup> Faure (M.), « Responsabilité pénale environnementale en Europe : *quo vadis* ? » *op. cit.*, pp.6-7.

<sup>296</sup> En réalité tout dépend du calcul fait par le délinquant. Celui-ci pouvant préférer purger une peine de prison dérisoire plutôt que de payer une amende qui lui coûterait plus chère, selon la théorie des coûts/avantages. Lire à propos l'article du Professeur Faure (M.), « La protection de l'environnement par le droit pénal ? Une perspective économique. Acteurs et outils du droit de l'environnement », *Anthémis, op. cit.*

<sup>297</sup> C'est-à-dire une peine d'amende et d'emprisonnement.



## 2.1.2. Les acteurs de la phase judiciaire

108. Selon Roger Perrot<sup>298</sup>, lorsqu'on parle de justice, on pense aux juridictions c'est-à-dire, aux tribunaux et aux cours qui doivent justement leur nom du fait qu'ils sont chargés de rendre justice et de dire le droit. Et que, les juridictions ne serviraient à rien, s'il n'y avait pas un personnel pour en assurer le fonctionnement régulier.

Notre analyse prendra en compte ces deux dimensions de la justice. Nous analyserons d'abord le rôle de la police judiciaire dans la répression des infractions à l'environnement (2.1.2.1.). Ensuite, celui des organes chargés de l'instruction et du jugement (2.1.2.2.).

### 2.1.2.1. La police classique dans le contentieux de l'environnement

109. La décision de condamnation d'un individu pour crime ou délit à l'environnement suppose la commission d'une infraction par ce dernier et l'établissement de sa responsabilité pénale. Pour que cela soit possible, le droit pénal a investi certains acteurs des compétences pour mener les investigations aux fins de découvrir les faits contraires à la loi pénale. En plus des agents assermentés à l'environnement que nous avons ci-dessus présentés, la police judiciaire a également des compétences en matière d'environnement, quoi que mal armée. Elle a une compétence générale pour la constatation des infractions. Il s'agit de l'« *ensemble des fonctionnaires, placés sous l'autorité du parquet et le contrôle de la chambre de l'instruction ayant pour mission d'accomplir les opérations ressortissant à l'enquête de police (préliminaire), ou à la flagrance (flagrant délit) et d'effectuer les délégations des magistrats instructeurs (commission rogatoire, mandat)* ».<sup>299</sup> Il convient de procéder à leur identification (2.1.2.1.1.) avant d'évoquer leurs compétences en matière d'environnement (2.1.2.1.2.).

#### 2.1.2.1.1. Identification de la police traditionnelle

110. L'Article 79 du CPP donne une liste exhaustive des personnes ayant la qualité d'OPJ. Aux termes de celui-ci, « *ont la qualité d'officier de police judiciaire : les officiers et sous-officiers de la gendarmerie ; les gendarmes chargés même par intérim, d'une brigade ou d'un poste de gendarmerie ; les commissaires de police ; les officiers de police ; les gendarmes et les inspecteurs de police ayant satisfait à un examen d'officier de police judiciaire et ayant prêté serment ; les fonctionnaires exerçant même par intérim les fonctions de chef d'un service extérieur de la Sûreté Nationale* ». Ils sont aidés dans leur tâche par les agents de police judiciaire, les gendarmes non officiers de police judiciaire, les inspecteurs de police et les gardiens de la paix.<sup>300</sup> *Lato sensu*, peut encore être considéré comme OPJ, le Procureur de la République. Le législateur faisant de ce dernier le chef de la police judiciaire.<sup>301</sup> Ces fonctionnaires ont des pouvoirs plus ou moins étendus dans l'exercice de leurs fonctions pour la constatation des infractions, y compris en matière d'environnement.

<sup>298</sup> R. Perrot, *Institution judiciaire*, Paris, Montchrestien, 7<sup>e</sup> édition, 1995.

<sup>299</sup> Guinchard (S.) et Dabard (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.1302.

<sup>300</sup> Art. 81 CPP.

<sup>301</sup> Art. 78 CPP.

### 2.1.2.1.2. Compétences de la police classique en matière d'environnement

111. Les OPJ exercent les pouvoirs définis aux Articles 82 et 83 CPP. Ils sont chargés de constater les infractions à la loi pénale, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs tant qu'une information judiciaire n'a pas été ouverte ; lorsqu'elle est ouverte, ils exercent les délégations du juge d'instruction et défèrent à ses réquisitions ; ils reçoivent les plaintes et dénonciations ; ils procèdent aux enquêtes préliminaires et de flagrance ; ils peuvent demander directement le concours de la force publique pour l'exécution de leur mission ; ils vérifient, contrôlent l'identité et la situation de toute personne suspecte (...). Les APJ jouent un rôle d'assistance aux OPJ. Ils rendent compte à leurs supérieurs hiérarchiques de toute infraction dont ils ont connaissance.

En matière d'environnement, la police traditionnelle n'intervient que très souvent lorsqu'une infraction a été commise. Comme ils sont programmés pour lutter contre la criminalité ordinaire, la criminalité environnementale semble leur échapper. Un auteur dit à propos que « *les officiers de police judiciaire, sauf pollution spectaculaire, sont mal armés juridiquement, techniquement et matériellement en matière de protection de la nature et de pollution et ils s'en remettent aux administrations spécialisées* ». <sup>302</sup> Messieurs Canivet et Guihal renchérissent en nous faisant savoir que, « *les services chargés de rechercher les infractions de droit commun, police, gendarmerie, connaissent peu le droit de l'environnement et ne disposent généralement pas des compétences techniques et des moyens matériels nécessaires pour constater les délits dans ce domaine* ». <sup>303</sup> C'est la raison pour laquelle, il faut s'en remettre aux administrations spéciales plus outillées pour constater les infractions à l'environnement. Le législateur camerounais a pris conscience de l'incapacité des OPJ classiques à constater les infractions à l'environnement. Il dispose en ce sens à l'Article 84 que, « *l'officier de police judiciaire saisi le premier d'une infraction est, sous réserve des pouvoirs conférés au Procureur de la République par l'article 83 (5)* <sup>304</sup>, *seul compétent pour effectuer l'enquête. Toutefois, il doit se dessaisir d'office en faveur des agents visés à l'article 80* <sup>305</sup> [...] *en raison de leur compétence* ». Mais qu'est-ce qui se passera si ces agents ne sont pas disponibles ? Le CPP n'a pas répondu à la question. Pour nous, l'OPJ classique doit enquêter sur l'infraction jusqu'à ce qu'un agent d'une administration spécialisée soit disponible. Dans le cas contraire, le contrevenant risquerait de se soustraire à la loi.

Une atteinte à l'environnement a été commise, le Procureur de la République doit en être informé. Cela pourra se faire par divers moyens. Soit par l'administration chargée de l'environnement, soit par procès-verbal de constatation de l'infraction de la police judiciaire, soit encore, par une plainte de la victime. Cette saisine va permettre la poursuite des contrevenants qui pourront être présentés devant un tribunal pour répondre de leurs actes.

### 2.1.2.2. Les organes de poursuite et de jugement

112. Le Guide de procédure de contentieux à l'environnement (GPCE) n'a pas traité de l'instruction, ni des juridictions chargées de vider le contentieux à l'environnement. C'est dire que, la procédure à suivre dans le cadre d'une atteinte à l'environnement devant les instances judiciaires est celle de droit commun.

---

<sup>302</sup> Prieur (M.), *Droit de l'environnement, op. cit.*, p.859.

<sup>303</sup> Allocution prononcée par Monsieur le Premier Président Canivet à Luxembourg le 26 avril 2004.

<sup>304</sup> Le Procureur de la République peut décharger d'une enquête tout officier de police judiciaire. Dans ce cas, il communique les motifs de sa décision au supérieur hiérarchique direct de l'officier dessaisi.

<sup>305</sup> Les fonctionnaires et agents des administrations et services publics auxquels des textes spéciaux attribuent certaines compétences de police judiciaire, les exercent dans les conditions et limites fixées par ces textes.

Nous insisterons sur le rôle du Ministère Public dans le contentieux à l'environnement (2.1.2.2.1.) de même que sur l'office du juge pénal (2.1.2.2.2.).

#### **2.1.2.2.1. Le rôle du Ministère Public dans le contentieux à l'environnement**

**113.** Le Guide de procédure de contentieux à l'environnement n'accorde pas une grande place au Ministère Public, en l'occurrence, au Procureur de la République. La seule fois que mention est faite de lui, c'est à la page 7 pour souligner qu'il est saisi par une plainte du MINEP<sup>306</sup> ou de son représentant local.<sup>307</sup> A la phase administrative, aucune mention n'est faite de lui. Vraisemblablement, on a l'impression que l'administration a un pouvoir discrétionnaire pour décider du cheminement de la procédure quel que soit la nature de l'infraction commise par l'individu. Et que, le Procureur de la République ne joue qu'un rôle de spectateur dans la phase administrative du procès.

Cependant, la réalité est tout autre. La pratique révèle en effet que, le Procureur de la République intervient quelques fois dans le contentieux à l'environnement, notamment dans sa phase administrative lorsque l'infraction est assez grave, c'est-à-dire lorsqu'elle porte atteinte à la vie ou au corps d'une personne ou encore, en cas de pollution spectaculaire entraînant des maladies, des infirmités (...). Dans ce cas, c'est le rôle des victimes directes ou indirectes de l'infraction qui sera décisif pour porter l'affaire devant le Ministère Public. Ce dernier, une fois au courant de l'infraction pourra dès lors, selon les règles de droit commun, déclencher une action publique si la victime ou même l'administration ne l'a pas encore fait.

L'intervention du Procureur de la République lors de la phase administrative aura ainsi pour conséquence que les deux phases de la procédure en matière environnementale vont se chevaucher. Le Procureur de la République va conduire l'affaire avec l'aide de l'administration qui va le renseigner sur les éléments techniques de l'infraction afin de bien diligenter son enquête.

Mais la procédure à suivre est celle de droit commun. Il permettra l'établissement des responsabilités pénales des auteurs de l'infraction. Le Procureur de la République de concert avec le juge d'instruction vont mener des enquêtes approfondies. A la fin de l'instruction, le juge pourra décider soit de relaxer l'inculpé s'il n'existe pas de charges suffisantes contre lui, soit alors, il communique le dossier au Procureur de la République pour son réquisitoire définitif et, selon que les faits constituent un crime ou un délit, renvoyer l'affaire devant la juridiction compétente.

#### **2.1.2.2.2. L'office du juge pénal en matière d'environnement**

**114.** Les juges et juridictions spécialisés en matière d'environnement n'existant pas encore au Cameroun, les auteurs d'atteinte à l'environnement sont appelés à répondre de leurs actes devant les juridictions de droit commun. En matière pénale, sont compétents pour connaître du jugement des contrevenants en instance, le Tribunal de Première Instance<sup>308</sup> (TPI) et le Tribunal de Grande Instance (TGI).<sup>309</sup> Deux actions peuvent naître de l'infraction commise : une action publique conduisant à la saisine du juge pénal, et une action civile qui conduira au

---

<sup>306</sup> C'est l'ancienne dénomination du ministère de l'environnement telle que vue au chapitre premier, aujourd'hui MINEPDED.

<sup>307</sup> DRE et DDE.

<sup>308</sup> Le Tribunal de Première Instance est compétent pour connaître des délits et contraventions tels que définis à l'Art. 21 (1) b) et c) du Code Pénal (Art. 289 CPP).

<sup>309</sup> Le Tribunal de Grande Instance est compétent pour connaître des crimes et, le cas échéant, des délits et contraventions connexes (Art. 407 CPP).

juge civil. Cependant, nous consacrerons notre analyse à l'instance devant le juge pénal parce que celui-ci pouvant connaître des deux actions.

L'action devant le juge pénal a pour finalité l'application d'une peine ou d'une mesure de sûreté pour atteinte grave à l'environnement. Elle varie en fonction de la gravité de l'infraction. Cette dernière pouvant consister selon la classification tripartite, en une contravention, un délit ou un crime. Ce n'est que si le contrevenant a enfreint l'une de ces interdictions expressément définies par la loi, que sa responsabilité pénale peut être mise en cause. La responsabilité pénale est fondée sur la violation de la loi, considérée comme dommageable du point de vue social, même si l'acte délictueux ne porte pas préjudice. Sa sanction est le prononcé d'une peine, le but étant de punir le coupable.<sup>310</sup> Au-delà du caractère punitif de la peine, elle vise avant tout, à dissuader les autres individus à commettre une nouvelle infraction.

En effet, le droit pénal de l'environnement remplit une mission préventive générale. Quand les citoyens voient appliquer effectivement telle ou telle peine à l'auteur d'une infraction, il se produit une certaine intimidation qui renforce l'effet préventif de la loi pénale.

**115.** Le juge pénal peut aussi, au même moment qu'il statue sur la culpabilité de l'auteur de l'infraction, connaître de l'action en réparation initiée par la victime lorsqu'elle se constitue partie civile au procès pénal. Elle est formulée par la victime dans tous les cas où la citation directe est impossible pour des raisons de fait ou de droit.<sup>311</sup> Elle est utilisée lorsque l'auteur des faits est inconnu ou encore lorsque la victime ne dispose pas de preuves suffisantes contre celui qu'elle soupçonne être l'auteur des faits. Dans le contentieux à l'environnement, la technique de constitution de partie civile est une aubaine pour les victimes qui trouvent là, un moyen d'obtenir réparation des atteintes qu'elles auraient subies. Le fait est que, en matière environnementale, la majorité des infractions est constituée des infractions de négligence et d'imprudence et, constituent des infractions « *sans visages* ». <sup>312</sup> Dans ce cas, trouver les coupables ou rapporter la preuve est difficile, surtout que la matière est technique.

La constitution de partie civile par voie d'action est impossible pour les contraventions et les infractions dont la poursuite est réservée au seul Ministère Public.<sup>313</sup> Lorsqu'elle est possible, elle doit être présentée devant le Procureur de la République compétent<sup>314</sup> contre toute personne dénommée ou inconnue. Le formalisme de la plainte avec constitution de partie civile est peu important. Le CPP ne prescrit aucune forme particulière dans laquelle elle doit se présenter. On peut donc penser qu'une simple lettre adressée au juge d'instruction et dans laquelle la victime exprime sa volonté de se constituer partie civile suffirait.

En effet, le critère de recevabilité de la constitution de partie civile est contenu dans la volonté exprimée par la victime. Même lorsque la lettre adressée au juge d'instruction n'est pas signée par la victime, la volonté non équivoque de celle-ci est concrétisée par la consignation de la somme déterminée par le juge d'instruction, en application des dispositions du CPP.<sup>315</sup>

Le juge pénal lors de sa saisine est appelé à garantir les intérêts de la société par l'application des peines, mais aussi des intérêts individuels par l'octroi des dommages et intérêts aux victimes lorsqu'elles se constituent partie civile au procès.

---

<sup>310</sup> Fotso Chebou Kamdem (F.V.), La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, *op. cit.*, p.134.

<sup>311</sup> Exemple : le mineur ne peut être poursuivi par voie de citation directe (Art. 700 CPP).

<sup>312</sup> Il est difficile de l'imputer à une personne.

<sup>313</sup> Art. 157 al. 3 du CPP.

<sup>314</sup> Art. 141 du CPP.

<sup>315</sup> Article 158 al. 1 et 2 du CPP.

Les acteurs publics jouent un rôle indispensable dans la lutte contre la criminalité environnementale au Cameroun. Leur nature, leur diversité et leurs compétences en témoignent.

D'abord, les acteurs publics relèvent du secteur public, pour être plus précis, de l'Etat. Ils sont investis des prérogatives de puissance publique attachée à leur fonction. Ils ont le monopole de la force publique pour contraindre les contrevenants récalcitrants. Ensuite, ils sont nombreux car on les rencontre aussi bien dans l'administration que dans le domaine judiciaire. Il y a ainsi plusieurs mailles au travers desquelles le contrevenant devra passer en cas de commission d'une infraction à l'environnement. Tout d'abord le contrevenant passera devant l'administration, après devant les autorités judiciaires qui devront appliquer les peines prévues par les textes.

Enfin, les acteurs publics sont compétents pour mener la répression des atteintes à l'environnement. Ils sont recrutés et formés dans le domaine de l'environnement, tout au moins pour ce qui s'agit des acteurs de l'administration. Ce qui fait d'eux des acteurs suffisamment outillés pour mener la répression. Ils sont aidés dans cette tâche par les acteurs privés qui constituent une aide précieuse dans la quête d'un environnement sain.

## 2.2. Les acteurs privés

116. La protection de l'environnement est un devoir pour tous comme le dispose le préambule de la Constitution camerounaise. A côté des acteurs publics, nous assistons à la montée en puissance des acteurs privés. Ceci due à « *l'incapacité des administrations à gérer librement les problèmes écologiques surtout lorsque les mises en cause sont des sociétés d'Etat ou les hommes politiques ou même des lobbies ethniques comme c'est souvent le cas au Cameroun, favorise l'éclosion d'autres acteurs plus libres parce que non forcément soumis au dictat des pouvoirs publics* ». <sup>316</sup> Un autre auteur abondant dans le même sens relève que « *la montée des ONG est le signe de l'insuffisance de l'Etat, qu'elle soit réelle ou seulement ressentie comme telle. Les ONG dévoilent les points faibles et les contradictions étatiques* ». <sup>317</sup>

Quoi qu'il en soit, force est de reconnaître que les acteurs privés sont devenus un maillon essentiel dans la protection de l'environnement. Ils sont constitués des associations de défense de l'environnement (2.2.1.) et des citoyens (2.2.2.) qui contribuent à la répression des infractions à l'environnement au Cameroun.

### 2.2.1. Les associations de défense de l'environnement

117. En 1990, le législateur va consacrer la liberté des associations au Cameroun par une loi. <sup>318</sup> Dès lors, plusieurs associations exerçant dans divers domaines vont voir le jour. C'est le cas des associations de défense de l'environnement. Le cadre juridique de ces associations est fixé par la loi n° 99/014 du 22 décembre 1999 régissant les organisations non gouvernementales au Cameroun.

Mais quelques années plutôt, le législateur avait reconnu le rôle des associations de défense de l'environnement dans la Loi-cadre relative à l'environnement en ces termes : « *le Président de la République définit la politique nationale de l'environnement. Sa mise en œuvre incombe au Gouvernement qui l'applique, de concert avec les collectivités territoriales décentralisées,*

---

<sup>316</sup> Fotso Chebou Kamdem (F.V.), La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, *op. cit.*, p.143.

<sup>317</sup> Dias Varela (M.), « Le rôle des organisations non-gouvernementales dans le développement du droit international de l'environnement », *Revue trimestrielle du JurisClasseur*, janvier 2005, p.42.

<sup>318</sup> Vu la loi n°90/053 du 19/12/1990 relative à la liberté des associations.

[...] et les associations de défense de l'environnement ». <sup>319</sup> Malheureusement, la Loi-cadre ne donne pas une définition de la notion d' « associations de défense de l'environnement ». Nous irons donc la chercher ailleurs, notamment en droit français.

D'après l'Article L141-1 du Code de l'environnement français <sup>320</sup>, on entend par associations de protection de l'environnement des « associations régulièrement déclarées et exerçant leurs activités statutaires dans le domaine de la protection de la nature, de l'amélioration du cadre de vie, de la protection de l'eau, de l'air, des sols, des sites et paysages, de l'urbanisme, ou ayant pour objet la lutte contre les pollutions et les nuisances et, d'une manière générale, œuvrant principalement pour la protection de l'environnement ». A la base, ces associations remplissent un rôle pédagogique et préventif. C'est dire que l'action devant les tribunaux ne serait qu'un recours ultime lorsque l'équilibre de l'environnement est sérieusement menacé. L'analyse de la contribution des associations de défense de l'environnement à la lutte contre la criminalité environnementale, révèle qu'elle peut se faire en deux phases. La phase contentieuse ou répressive (2.2.1.2.) est précédée d'une action non contentieuse ou pédagogique ou encore préventive (2.2.1.1.).

### **2.2.1.1. Le rôle préventif des associations de défense de l'environnement**

**118.** Les associations de protection de l'environnement, en tant que personnes morales de droit privé, jouent un rôle décisif dans la protection de l'environnement au Cameroun, en vertu du principe de participation. <sup>321</sup> Leur action sur le terrain est une aide précieuse aux pouvoirs publics dans leur mission de garantir un environnement sain. Il serait intéressant de connaître leurs missions (2.2.1.1.1.) dans la préservation de l'environnement. Au préalable, nous présenterons quelques associations œuvrant dans la protection de l'environnement au Cameroun (2.2.1.1.2.).

#### **2.2.1.1.1. Les associations intervenant dans la protection de l'environnement**

**119.** On ne compte plus le nombre d'associations créées en faveur de la protection de l'environnement au Cameroun. <sup>322</sup> Serait-ce le signe de l'intérêt croissant et de la prise de conscience quant à la nécessité de protéger l'environnement et de promouvoir un développement durable ? On n'en doute pas quand on voit la place accordée par l'opinion nationale et internationale aux questions environnementales. Ce faisant, c'est véritablement à la veille de la Conférence de Rio, qu'on a assisté à un véritable boom des associations de défense de l'environnement tant à caractère national qu'international. <sup>323</sup>

**120.** Les associations nationales. Elles sont nombreuses, citons en quelques-unes : « *Save our Earth* » a pour objet la lutte contre les avancées du désert, la déforestation, les catastrophes écologiques, la sensibilisation du public au respect de l'environnement, le recyclage et récupération de tous genres ; « *Global Village Cameroon* » (GVC) œuvre dans la protection de l'environnement et le développement durable ; « *Association pour la protection de l'environnement en Afrique* » (ENVIRO-PROTECT), créée en 1991 contribue à assurer de meilleures conditions de vie aux populations d'Afrique et, particulièrement, dans la sous-région d'Afrique centrale, par la promotion de la protection et de l'amélioration de

<sup>319</sup> Art. 3 de la Loi-cadre relative à l'environnement au Cameroun.

<sup>320</sup> Version consolidée du Code de l'environnement français au 17 avril 2013. Edition 2013-04-21.

<sup>321</sup> Prieur (M.), *Droit de l'Environnement*, op. cit., p.108 ; Agenda 21 National, MEPN, 1996, p.141.

<sup>322</sup> A retrouver sur le site : [www.expat.com](http://www.expat.com)> 24\_associations-ong. Consulté le 08 août 2018.

<sup>323</sup> Kamto (M.), *Droit de l'environnement en Afrique*, op. cit., p.381.

l'environnement, et la gestion des ressources naturelles enfin, nous citerons l'association « *GREEN HORIZON* », créée en 2008, couvre l'étendue du territoire camerounais avec pour objectifs la protection de l'environnement, de l'écologie, de la biodiversité et de la nature ; la lutte contre le réchauffement climatique ; le plaidoyer sur les financements innovants pour le climat ; la contribution à une agriculture durable et l'alimentation biologique (...).

D'autres se sont constituées en réseau pour fédérer leurs forces dans la protection de l'environnement. Citons le Collectif des Organismes de Participation au Développement du Cameroun (COPAD) ; la Fédération des ONG de l'Environnement du Cameroun (FONGEC) ; la Confédération des ONG d'Environnement et de Développement de l'Afrique Centrale (CONGAC).<sup>324</sup> Ces associations de nationalité camerounaise travaillent de concert avec les associations internationales de défense de l'environnement.

**121.** Les associations internationales. Il s'agit des ONG qui sont présentes dans plusieurs pays du monde. Selon une étude<sup>325</sup>, on dénombrait en 2010, une vingtaine de ce type d'associations sur le sol camerounais. A ce jour, ce nombre a certainement évolué. Certaines parmi elles sont très actives sur le terrain, notamment Plant Cameroun, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), le World Wide Fund (WWF), le Global Witness, le Centre Economique et Social (INADES-Formation), Greenpeace etc.

La présence des associations de défense de l'environnement est donc un fait réel au Cameroun. Cependant, leur importance ne pourra se mesurer qu'au prisme de leur nombre ou encore de leur existence ou pas, mais davantage sur le rôle qu'elles jouent pour préserver l'environnement.

#### **2.2.1.1.2. Les missions des associations de défense de l'environnement**

**122.** Admettons avec un auteur qu'« *en quelques années, les ONG sont devenues des acteurs incontournables de la réflexion sur l'environnement. Les pouvoirs publics ne sauraient désormais les écarter du processus de décision, tant l'expertise qu'elles apportent est riche et l'image qu'elles véhiculent positive* ». <sup>326</sup> Les ONG sont désormais indispensables dans la protection de l'environnement.

En effet, « *trois grands objectifs sont communs à toutes les ONG de défense de l'environnement : le lobbying auprès des institutions et des gouvernements, la sensibilisation du public et des entreprises, et le développement de projets concrets en faveur de l'environnement* ». <sup>327</sup> Les ONG de défense de l'environnement au Cameroun, qu'elles soient nationales ou internationales, remplissent les mêmes missions dans la limite de leurs moyens financiers et humains. Sans toutefois méconnaître les objectifs des associations de défense de l'environnement ci-dessus mentionnés, nous centrerons notre analyse à la fois sur le rôle pédagogique en vue de prévenir les infractions, mais aussi, sur la dénonciation des atteintes à l'environnement.

---

<sup>324</sup> Cité par Fotso (G.H.), La protection de l'environnement par les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun : cas de la communauté urbaine de Douala, *op. cit.*, p.36.

<sup>325</sup> Fouda (Y.) et Bigombe Logo (P.), *Les acteurs environnementaux au Cameroun : états des lieux*, Yaoundé, GTZ/MINEF, octobre 2000, pp.69-91. Cité par Lowe Gnintedem (P.J.), Les ONG et la protection de l'environnement en Afrique Centrale, Université de Limoges, Maîtrise en droit et carrières judiciaires, 2003, p.43.

<sup>326</sup> Lebel (D.) et Desforges (D.), « Les ONG de défense de l'environnement », Regards croisés sur l'économie 2009/2 (n° 6), pp.59-61.

<sup>327</sup> *Ibid.*

**124.** Le rôle préventif des ONG. Il s'agit pour l'essentiel de la sensibilisation, de l'information et de la formation et d'assistance. Ces actions peuvent être menées en faveur des décideurs que des populations.

Pour les décideurs. Les ONG aident les pouvoirs publics non seulement à la mise en place<sup>328</sup> et à la mise en œuvre des politiques environnementales sur lesquelles nous insisterons davantage.

**125.** L'aide à la mise en œuvre des politiques environnementales des ONG aux décideurs s'effectue à travers l'information et la sensibilisation des populations selon les exigences de la Loi-cadre. Elle dispose que « *la participation des populations à la gestion de l'environnement doit être encouragée, notamment à travers : « [...] la production de l'information environnementale [...] ».*<sup>329</sup> Cette tâche incombe à l'Etat au travers de son administration. Elle doit informer et sensibiliser les populations sur les questions environnementales telles que prévus par les textes et les moyens utilisés. A cet effet, « *afin de renforcer la prise de conscience environnementale dans la société ainsi que la sensibilisation et la participation des populations aux questions environnementales, les administrations chargées de l'environnement, de la communication et les autres administrations et organismes publics concernés organisent des campagnes d'information et de sensibilisation à travers les médias et tous autres moyens de communication* ». <sup>330</sup> L'information faite par les ONG aux décideurs peut se faire par la publication des périodiques ou la tenue des séminaires et ateliers de formation. Elle peut également s'effectuer par des publications dans les journaux.<sup>331</sup>

En Europe, le rôle des ONG en matière d'environnement est reconnu par les grandes institutions, telles que l'ONU ou la Commission européenne qui recueillent souvent leurs avis et propositions. A titre d'illustration, la Commission européenne a-t-elle souhaité rencontrer les ONG françaises avant de faire son point annuel avec la France sur les infractions de cet Etat au droit européen de l'environnement, afin d'écouter leur point de vue.<sup>332</sup>

Depuis le 8 octobre 2014, le Cameroun possède un Programme National de Sensibilisation et d'Education à l'Environnement (PNSEE). Il contient un plan d'action de sensibilisation, d'éducation et d'information en matière environnementale. Une sorte de bréviaire à travers lequel, le MINEPDED suscite une conscience environnementale au sein de la population.

Pour les populations. Les ONG jouent le même rôle d'information et de sensibilisation comme elles le font avec les décideurs. En plus des moyens utilisés pour sensibiliser les décideurs, les ONG organisent souvent des campagnes de sensibilisation ou encore, font recours aux masses médias pour diffuser l'information à un plus grand nombre. A titre d'illustration, l'UICN a procédé à l'ouverture à Yaoundé le 23 mai 2003, d'une radio<sup>333</sup> spécialisée dans la diffusion des informations sur l'environnement.

Au total, les ONG jouent un rôle de relais entre les populations et les décideurs, elles sont appelées à recueillir les préoccupations des populations en matière d'environnement et à les

---

<sup>328</sup> L'exemple du Cameroun qui avait associé les ONG à l'élaboration de la position sociale à présenter à Rio conformément aux directives de secrétariat du CNUED. Puis après le sommet, le Gouvernement camerounais, sous l'impulsion des bailleurs de fonds multilatéraux (PNUD, PNUE, FAO) a aussi associé les ONG nationales que les individus, à l'élaboration du plan national de gestion de l'environnement. Cité par Petga Tchatchoua (M.), *Le rôle des ONG dans le développement du droit de l'environnement*, Mémoire de Master, Université de Yaoundé2, 2011/2012, p.20.

<sup>329</sup> Art. 72 de la Loi-cadre.

<sup>330</sup> Art. 74.

<sup>331</sup> Voir par exemple le Jeune Afrique l'intelligent, n° 2201 du 16 au 22 mars 2003, pp.98-99, dans lequel l'ONG Global Witness attire l'attention du Gouvernement et des citoyens sur la gravité de l'exploitation forestière illégale au Cameroun. Cité par Lowe Gnintedem (P.J.), *op. cit.*, p.34.

<sup>332</sup> *Idem.* La Commission européenne rencontre les ONG françaises (Bulletin EurActiv.fr du 26.02.2009, rubrique Agriculture et environnement.

<sup>333</sup> Radio environnement, FM : 107. 7.



porter auprès des décideurs. De même, les solutions apportées aux préoccupations des populations leur sont transmises par le truchement des associations. Cependant, tout n'est pas que sensibilisation, formation et information, il arrive que les ONG dénoncent des atteintes graves faites à l'environnement.

**126.** Au-delà du rôle de formation, d'information, de sensibilisation que remplissent les associations de défense de l'environnement pour les populations et les pouvoirs publics, elles peuvent faire entendre leur voix, pour dénoncer tel ou tel fait ou comportement d'une personne physique ou morale, susceptible de nuire à l'environnement. La dénonciation est un acte de « *déclaration écrite ou orale par laquelle une personne informe les autorités judiciaires de la commission d'un acte délictueux* »<sup>334</sup>. Quelques faits sont illustratifs dans ce rôle.

En 2013, l'ONG Global Witness dans un rapport intitulé « *L'exploitation forestière de l'ombre* », déplorait la situation de l'industrie forestière africaine, plus précisément au Cameroun, en RDC, au Ghana et au Libéria. Elle s'inquiétait de ce qu'elle nomme « *la crise des permis forestiers* ». L'ONG dénonce les pratiques de corruption qui ont cours dans ces Etats. Les permis censés garantir la légalité du bois sont pour certains trafiqués, devenant ce que Global Witness appelle les « *permis de l'ombre* ». Des entreprises frauduleuses ont déjà trouvé une parade pour contourner la règle elles s'adressaient aux administrations locales pour obtenir de petits permis accordés aux compagnies nationales et passer ainsi au travers des mailles des contrôles douaniers et fiscaux, peut-on lire dans ce rapport.

Dans la même veine, en 2016, quatre ONG dénonçaient les atteintes aux droits des communautés en Afrique centrale. Il s'agit du Centre pour l'environnement et le développement (Cameroun), l'Observatoire congolais des droits de l'Homme (Congo), Brainforest (Gabon), la Maison de l'enfant et de la femme pygmées (République centrafricaine). Ces ONG dans un rapport commun intitulé : « *sous les radars : bref aperçu de la situation des défenseurs de l'environnement en Afrique centrale* », affirment que, les populations riveraines des projets d'exploitation voient régulièrement leurs droits violés alors qu'elles se caractérisent par une forte dépendance vis-à-vis des ressources naturelles pour leur survie. Dans leur quête à la pitance quotidienne, elles sont confrontées à des restrictions diverses dans l'accès aux espaces et aux ressources ayant un impact important sur la qualité de leur vie, d'où les résistances auxquelles l'on assiste souvent, en milieu rural, face aux opérations des compagnies exploitant les ressources naturelles. La dénonciation ainsi faite, a pour effet, de dégrader l'image de la personne fautive avec parfois des conséquences très fâcheuses.<sup>335</sup>

Au total, les associations de défense de l'environnement jouent un rôle essentiel dans la préservation de l'environnement au Cameroun. Leur rôle pédagogique et dénonciateur a pour vocation de prévenir les atteintes causées à l'environnement. Bien plus, elles participent à la mise en œuvre du DPE au travers de leur action en justice.

---

<sup>334</sup> Cornu (G.), *Vocabulaire juridique*, op. cit., p.717.

<sup>335</sup> C'est le cas au Nigéria où, afin de résister aux violations des droits de l'Homme perpétrées par la compagnie pétrolière Shell dans les années 90, les populations locales regroupées en ONG et autres associations ont lancé une campagne dès 1994 contre Shell. Les pertes financières et la dégradation de l'image qu'a alors subies cette compagnie l'ont contrainte à reconnaître ses erreurs et à adopter un code de respect des droits de l'Homme. Voir Shell : Rapport annuel d'activités, 1999.

### 2.2.1.2. Le rôle répressif des associations de défense de l'environnement

127. Accéder à la justice au nom de la protection de l'environnement n'est pas chose aisée comme le fait remarquer certains auteurs.<sup>336</sup> D'abord, la nature, pas plus que ses éléments, ne peut défendre elle-même ses intérêts en justice.<sup>337</sup> « [...] la nature bénéficiant d'une capacité de jouissance et non d'exercice, elle ne peut agir en justice que par le biais de représentants ad agendum susceptibles d'agir à l'action directement en son nom ». <sup>338</sup> Il revient donc aux individus, seuls ou regroupés en association, d'agir au nom de l'environnement contre une norme juridique insuffisamment protectrice ou contre une décision d'autorisation d'un projet, d'une activité ou d'une substance dangereuse pour l'environnement. Ensuite, même si des intérêts individuels peuvent également être en jeu, la protection de l'environnement constitue par nature, un intérêt collectif alors que, dans de très nombreux systèmes juridiques, un intérêt personnel est requis pour qui prétend agir en justice.

L'action en justice des associations de défense de l'environnement leur permet de défendre leurs intérêts sur l'environnement devant les juridictions. Ceci peut arriver quand le droit de l'environnement n'est pas, ou a été mal appliqué. « *La contestation portée devant le juge est la manifestation de la confiance faite au droit et à la justice* ». <sup>339</sup> Les prérogatives offertes par le législateur camerounais aux associations, témoignent de leur importance dans la protection de l'environnement.

En effet, l'intervention des associations de défense de l'environnement dans le procès pénal est reconnue par les textes au Cameroun. La Loi-cadre relative à l'environnement leur reconnaît le droit de se constituer partie civile au procès pénal.<sup>340</sup> Notre analyse s'articulera autour de deux axes, les conditions d'accès des associations à la justice (2.2.1.2.1.) et les modalités de leur action au pénal (2.2.1.2.2.).

#### 2.2.1.2.1. Les conditions d'accès des associations à la justice

128. Les dispositions de l'Article 8 de la Loi-cadre relative à l'environnement au Cameroun nous donnent un aperçu des conditions d'accès des associations de défense de l'environnement au prétoire. Elle dispose en substance que, « *les associations régulièrement déclarées ou reconnues d'utilité publique et exerçant leurs activités statutaires dans le domaine de la protection de l'environnement ne peuvent contribuer aux actions des organismes publics et parapublics en la matière que si elles sont agréées suivant des modalités fixées par des textes particuliers. Les communautés de base et les associations agréées contribuant à toute action des organismes publics et parapublics ayant pour objet la protection de l'environnement, peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux dispositions de la présente loi et de ses*

---

<sup>336</sup> Brosset (E.) et Truilhe-Marengo (E.), « L'accès au juge dans le domaine de l'environnement : le hiatus du droit de l'Union européenne », *RDLF*, Chronique n°7, 2018.

<sup>337</sup> *Ibid.* Certains auteurs ont développé des théories inverses, attribuant aux éléments de l'environnement le droit d'ester en justice : Stone (C.D.), « Should trees have standing ? Toward legal rights for natural objects », *South California Law Review*, 1972, p.450, Stone (C.D.), *should trees have standing? And other essays on law, morals and environment*, New York, Oceana Publications, 1996, 181 p.

<sup>338</sup> À ne pas confondre avec la représentation à l'instance *ad litem* par le biais de l'avocat, Cayrol (N.), *Procédure civile*, Paris, Dalloz, coll. Cours, 2017, 1<sup>ère</sup> éd., p.693 et s. Cité par Truillhé (E.) et Hautereau-Boutonnet (M.) (dir.), *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement, Droit et Justice*, Université d'Aix-Marseille, mai 2019, p.54.

<sup>339</sup> Morand-Deville (J.), « Les associations de défense de l'environnement et la décision administrative », *les petites affiches*, n° 50, 24 avril 1996, p.7.

<sup>340</sup> Art. 8, 2<sup>e</sup> alinéa.

*textes d'application, et causant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre ».*

Il en ressort de cette disposition, un certain nombre de conditions que doivent remplir les associations de défense de l'environnement pour ester en justice. Elles tiennent entre autres à leur existence légale, dont l'agrément est donné par l'autorité compétente<sup>341</sup> ou encore reconnu d'utilité publique ; l'objet social doit porter sur la protection de l'environnement. Spécifiquement à cette condition, *« récemment, la troisième chambre civile de la Cour de cassation a confirmé qu'une association de protection de l'environnement qui avait pour objet, au regard de ses statuts, la protection de l'environnement, n'était pas recevable à agir pour demander réparation des préjudices résultant de la diffusion d'informations environnementales fausses »*.<sup>342</sup> L'objet social doit alors être clair pour que l'action en justice des associations puisse prospérer. Enfin l'association doit avoir subi un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elle défend. Ce n'est qu'à ces conditions que l'action devant le juge judiciaire est recevable.

#### **2.2.1.2.2. L'accès au juge des associations de défense de l'environnement**

**129.** La mise en mouvement de l'action publique n'appartient pas seulement au Ministère Public, la loi reconnaît aux associations le droit d'ester en justice pour défendre leurs intérêts. Cependant, leur action en justice ne peut prospérer si certaines conditions ne sont pas respectées. Ainsi, *« les associations [...] ne peuvent exercer l'action civile à l'occasion d'une procédure répressive qu'à la condition d'invoquer un dommage certain et un intérêt collectif ou professionnel »*.<sup>343</sup> Une association qui voudrait engager une action en réparation, devrait en plus de justifier qu'elle est *régulièrement déclarée*<sup>344</sup>, prouver que le dommage qu'elle évoque est direct, certain et en rapport avec ses intérêts. Or, rapporter cette preuve n'est pas toujours évident. Comme le précisent ces auteurs<sup>345</sup>, l'obstacle principal au droit au recours en matière d'environnement réside probablement dans la *« doctrine de l'atteinte à un droit »* qui exige, pour agir en justice d'apporter la preuve d'un préjudice dont on a été victime.

La jurisprudence camerounaise en la matière n'étant pas assez abondante, nous ferons recours au droit comparé pour illustrer notre argumentaire. Ainsi, en droit français, une association de défense du milieu aquatique a été déclarée recevable à agir dans un cas de pollution marine par hydrocarbures. Les juges de la Cour d'appel de Rennes ont considéré que cette pollution lésait *« les intérêts défendus par l'association qui a pour obligation statutaire de protéger la qualité de l'eau et notamment les estuaires et rivages marins et les eaux de mer, lieux de séjours et de passage des espèces migratrices »*.<sup>346</sup> Par contre, dans une autre affaire, le juge a dénié le droit d'exercice de l'action publique à une population riveraine d'une forêt surexploitée.<sup>347</sup>

**130.** Les associations de défense de l'environnement ont donc un double rôle à jouer en matière environnementale. Un rôle préventif par la pédagogie comme le souligne le C.I.P.C la participation de la société civile est, un *« élément essentiel de la prévention efficace du crime*

<sup>341</sup> Le préfet.

<sup>342</sup> Cass. 3<sup>e</sup> civ., 24 mai 2018, n° 17-18866.

<sup>343</sup> Art. 71, 1<sup>er</sup> alinéa du CPP.

<sup>344</sup> Art. 8 de la Loi-cadre sur l'environnement.

<sup>345</sup> Brosset (E.) et Truilhe-Marengo (E.), « L'accès au juge dans le domaine de l'environnement : le hiatus du droit de l'Union européenne », *op. cit.*

<sup>346</sup> CA Rennes, 23 mars 2006, n°05/01913 cité par Neyret (L.), *in* La réparation des atteintes à l'environnement par le juge judiciaire, communication, Paris, Colloque, 2000.

<sup>347</sup> Cf. Granier (L.) (Sous la dir.), *Aspects du droit de l'environnement en Afrique de l'Ouest et centrale, op. cit.*, p.98.

». <sup>348</sup> Un rôle répressif des infractions contre l'environnement par l'intervention au procès pénal en se constituant partie civile.

D'une manière générale, les associations de défense de l'environnement constituent un moyen par lequel les citoyens font souvent entendre leur voix pour faire respecter leurs droits. Cependant, il arrive souvent que la défense des intérêts des citoyens en matière d'environnement ne soit pas assurée par les associations, mais que ce soit eux-mêmes les principaux défenseurs de leurs droits.

### 2.2.2. Les citoyens

**131.** « *La protection de l'environnement est un devoir pour tous* ». C'est ce qu'on peut lire dans le préambule de la Constitution camerounaise du 18 janvier 1996. Faisant partie intégrante de la Constitution <sup>349</sup>, cette disposition du préambule révèle toute l'importance qu'il y a à protéger l'environnement de nos jours. La protection de l'environnement n'est pas que l'affaire d'une minorité mais, interpelle l'ensemble des citoyens camerounais sans exception.

Le Cameroun, comme tous les autres pays africain et interaméricain, a adopté une approche collective de la protection de l'environnement. <sup>350</sup> Le développement des notions telles la propriété collective <sup>351</sup> et le droit à une vie digne <sup>352</sup> est caractéristique d'une telle approche. La position du système africain et du système interaméricain se fonde sur la relation étroite que les peuples autochtones ou tribaux ont avec leur territoire et les ressources naturelles qui y sont liées. L'environnement est considéré comme protégé par ces populations et c'est comme si, par cette légitimation, les systèmes régionaux de protection des droits de l'Homme tenaient à restaurer « *un mode de vie perdu* ». <sup>353</sup> C'est ainsi que la Cour interaméricaine affirme que les peuples autochtones vivent en « *harmonie avec l'environnement* » étant donné leur, « *relation spirituelle avec la terre, la façon de manier ses ressources et le profond respect de la nature* ». <sup>354</sup>

Pour permettre aux citoyens de participer à la préservation de l'environnement, l'Etat a mis à leur charge des devoirs mais aussi, des droits en matière d'environnement. Ceci est d'ailleurs, la traduction des droits et devoirs à eux reconnus par le droit d'une manière générale.

---

<sup>348</sup> Cf. Centre International de lutte contre la criminalité, p.240.

<sup>349</sup> Art. 65. Le Préambule fait partie intégrante de la Constitution.

<sup>350</sup> Matin-Chenut (K.), « La protection des systèmes régionaux de protection des droits de l'Homme à la pénalisation des atteintes à l'environnement », in Neyret (L.), (dir.), *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, Bruxelles, éditions Bruylant, 2015, p.39.

<sup>351</sup> La notion de propriété collective (propiedad comunal) représente une rupture par rapport au droit de la propriété d'un seul ou de quelques titulaires bien identifiés. Les populations autochtones ou tribales sont les bénéficiaires de ce droit. La Cour interaméricaine, à travers une interprétation évolutive de la CADH (Art. 29b), considère que les populations concernées, ont une tradition communautaire de propriété collective de leurs terres, celles-ci appartenant au groupe et non aux individus composants le groupe. Le rattachement du groupe au territoire est une condition pour leur épanouissement culturel, spirituel, physique et économique (Cour interam. DH, *Communauté Mayagna (Sumo) Awas Tingni c. Nicaragua*, 31 août 2001, Fonds réparation et coûts, Série C, n° 79, § 149). Cité par Matin-Chenut (K.), *op. cit.*, p.45.

<sup>352</sup> *Idem*. Développé, dans un premier temps, lors d'une affaire concernant des atteintes à la vie des enfants dans les rues du Guatemala, la Cour considère que le droit à la vie comporte, « *non seulement le droit de tout être humain de ne pas être privé de la vie arbitrairement, mais également le droit [...] à l'accès aux conditions qui garantissent une existence digne* » (Cour interam. DH, *villagran morales, a. c. Guatemala / 'Ninos de la calle'*, 19 novembre 1999, Série C, n° 63, § 144).

<sup>353</sup> *Idem*.

<sup>354</sup> Cour interam. DH, *Massacre Plan de Sanchez c. Guatemala*, 19 novembre 2001, Réparations, Série C, n° 116, § 85.

La terminologie des « devoirs » et des « droits » permet de les considérer comme des obligations<sup>355</sup> juridiques. On peut cependant les distinguer, tandis que les droits sont des obligations exigibles à l'Etat par les citoyens, les devoirs eux, sont des obligations exigibles aux citoyens par l'Etat. Ceci vaut également en droit de l'environnement. Il y a des obligations que le citoyen peut exiger de l'Etat, ses droits (2.2.2.2.), inversement, l'Etat peut exiger du citoyen l'accomplissement des devoirs (2.2.2.1.) qui lui incombent en matière d'environnement.

#### **2.2.2.1. La protection de l'environnement comme devoir du citoyen**

**132.** Comme précédemment vu, le constituant camerounais a fait de la protection de l'environnement un devoir pour tous. S'il est vrai que l'État dans son sens le plus large et les groupements civils disposent de plus de moyens pour protéger l'environnement, il n'en demeure pas moins que, chaque citoyen doit apporter sa modeste contribution dans la protection de l'environnement. Delmas Marty fait le même appel dans sa Préface de l'ouvrage dirigé par Laurent Neyret en considérant que « *comme êtres doués de conscience et de raison, les humains ont des devoirs à l'égard de l'environnement et doivent être considérés comme responsables s'ils ne les assument [...]* ». <sup>356</sup>

Ainsi, les citoyens ont comme devoirs, non seulement de veiller à la sauvegarde (2.2.2.1.1.) de l'environnement, mais aussi de contribuer à la répression des atteintes à l'environnement (2.2.2.1.2.).

##### **2.2.2.1.1. Veiller à la sauvegarde de l'environnement**

**133.** L'environnement est un bien précieux et commun à tous les hommes. Nous y dépendons à 100% de telle manière que, l'Homme ne peut vivre en dehors de son environnement, nous sommes consubstantiels à l'environnement. En détruisant son milieu de vie, l'Homme doit prendre conscience que, c'est sa propre existence qu'il est entrain de menacer. Inversement, protéger l'environnement, c'est protéger l'humanité et permettre sa survie. C'est la raison pour laquelle, le législateur a mis à la charge du citoyen le devoir de veiller à la sauvegarde du patrimoine naturel. <sup>357</sup>

**134.** Veiller va nécessairement dans le sens d'« *avoir l'œil sur...et tenir la main à...(en général par fonction) ; porter attention, à...et en tirer la conséquence, prêter attention* ». <sup>358</sup> Cela suppose de la part des citoyens, l'adoption des comportements responsables envers l'environnement. En effet, « *tout ce que nous mangeons et buvons provient de la nature. Or, toute pollution finit par se retrouver un jour dans notre nourriture : dans l'eau que nous buvons ou dans ce que nous mangeons. Et ces polluants peuvent nous faire développer des maladies ou des malformations. Nous devons donc faire en sorte que la nature produise une eau et une nourriture saines et en quantité suffisante. Pour cela, nous devons éviter de polluer les sols et les mers. Nous devons éviter de rejeter sans précaution ou répandre des produits*

---

<sup>355</sup> Selon la définition donnée par Rémy Cabrillac dans le dictionnaire des termes juridiques, l'obligation est un lien de droit entre deux personnes en vertu duquel l'une d'entre elles, le créancier, peut exiger de l'autre, le débiteur, l'exécution d'une prestation de faire, de ne pas faire, ou de donner. Voir également l'Article 1101 du Code civil.

<sup>356</sup> Neyret (L.) (dir.), *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, op. cit., p.VII.

<sup>357</sup> Art. 62 de la Loi-cadre sur l'environnement au Cameroun.

<sup>358</sup> Cornu (G.), *Vocabulaire juridique*, op. cit., p.2236.

*chimiques à l'excès. Protéger notre source de nourriture, c'est préserver la survie et donc l'avenir de l'humanité ».*<sup>359</sup>

On peut pousser la réflexion en convoquant la doctrine chrétienne. Elle nous indique que l'Homme a reçu un mandat divin de prendre soin de l'environnement. En effet, selon Frédéric Baudin, « *plusieurs couples de verbes sont employés dans le livre de la Genèse, pour définir précisément le mandat adressé par Dieu à l'Homme et à la femme: « multiplier et remplir la terre », « dominer et soumettre » cette terre, les animaux et la végétation qu'elle renferme (et les ressources naturelles, au sens large); et, enfin, « cultiver et garder » la terre, ou le « jardin », dans lequel, d'après la Genèse<sup>360</sup>, Dieu a placé l'Homme et la femme au commencement ».*<sup>361</sup> La doctrine ira plus loin, en élargissant la notion de péché, « *alors que le péché concernait jusqu'à présent plutôt l'individu, aujourd'hui, il a une résonance sociale, en raison de la mondialisation ».*<sup>362</sup> Les atteintes aux biens, à l'environnement de manière générale, sont désormais considérées comme péchés, au même titre que tous les autres. Une vraie révolution qui traduit les préoccupations environnementales de toutes les sphères de la société.

Si chacun faisait un minimum d'efforts pour poser de petits gestes en faveur de la préservation de l'environnement, ces petits gestes mis ensemble, deviendront de grands gestes qui vont assurément impacter d'une manière significative et positive notre environnement. En plus de veiller à la préservation de l'environnement, les citoyens devraient être de véritables apôtres de la cause environnementale, et ceci en contribuant à la répression des atteintes faites à l'environnement.

#### **2.2.2.1.2. Contribuer à la protection de l'environnement**

**135.** La contribution des citoyens à la lutte contre la criminalité environnementale est fonction de leur relation avec l'infraction. Le citoyen peut être soit témoin d'une infraction, soit alors victime d'une infraction. Sa contribution à la protection de l'environnement sera différente selon qu'il se trouve d'un côté comme dans l'autre.

**136.** Le citoyen témoin d'une infraction. La contribution de tous les citoyens à la répression des infractions n'est pas une exigence circonscrit au seul domaine de l'environnement, mais bien plus, un devoir général dans la lutte contre la criminalité quelle que soit sa nature. Le législateur l'a d'ailleurs affirmé dans sa loi pénale en disposant que « *toute personne ayant connaissance d'une infraction qualifiée crime ou délit, est tenue d'en aviser directement et immédiatement, soit le Procureur de la République, soit tout officier de police judiciaire, ou à défaut, toute autorité administrative de la localité ».*<sup>363</sup> La Loi-cadre va dans le même sens en son Article 9 alinéa (e) deuxième tiret, en précisant que « *chaque citoyen a le devoir de veiller à la sauvegarde de l'environnement et de contribuer à la protection de celui-ci ».*

En effet, dans l'impossibilité pour l'Etat de placer un gendarme derrière chaque citoyen, chacun devrait devenir le gendarme de l'autre, avec obligation d'informer les autorités compétentes des faits constitutifs d'infraction dont il peut avoir connaissance. La lutte contre

<sup>359</sup> Jegouzo (Y.), « L'évolution des instruments du droit de l'environnement », *Pouvoirs*, 4/2008 (n° 127), pp.23-33.

<sup>360</sup> Cf. Genèse chapitre 1 et 2 version Luis Second, dixième édition 2016.

<sup>361</sup> Baudin (F.), « Bible et écologie-protection de l'environnement et responsabilité chrétienne », *Revue de théologie*, Faculté Jean Calvin, 2005, p.3.

<sup>362</sup> Cf. L'interview de monseigneur Gianfranco Girotti interrogé le 9 mars 2008 par l'organe de presse du Vatican *L'Observatoire Romano*, à propos de la notion moderne du péché.

<sup>363</sup> Art. 135, 2<sup>e</sup> alinéa du CPP.

la criminalité faisant partie des préoccupations majeures de l'Etat, le législateur a assorti d'une sanction pénale<sup>364</sup>, l'inobservation de l'obligation faite aux citoyens de dénoncer les faits constitutifs d'infraction.

Ainsi, tout citoyen témoin par exemple de pollution d'une eau potable ou de l'atmosphère susceptible de mettre autrui en danger, doit immédiatement informer les autorités compétentes qui prendront des mesures appropriées pour faire cesser l'atteinte en question. Si cela est nécessaire, poursuivre les coupables en justice. Le citoyen pourrait en revanche être lui-même victime d'une infraction.

**137.** Le citoyen, victime d'une infraction. Cette situation nous permet de mieux appréhender le rôle des citoyens dans leur contribution à la répression des atteintes à l'environnement.

En effet, la particularité du droit de l'environnement faisant de lui un droit subordonné à l'administration, donne très peu de place à tout autre acteur lors du contentieux relatif à l'environnement. C'est l'administration qui est chargée de la prévention, de la constatation des infractions et de la répression des infractions. Les acteurs judiciaires n'intervenant que très rarement, en cas de pollution spectaculaire ou, si la victime saisit directement les autorités judiciaires.

Il faut tout de même préciser que, les cas de poursuites judiciaires pour infraction à l'environnement sont peu nombreux au Cameroun. Une bonne partie du contentieux se termine devant les administrations. Les cas d'ouverture d'une action publique sont rares. L'Article 59 alinéa 2 du CPP définit l'action publique comme celle qui tend à faire prononcer contre l'auteur d'une infraction, une peine ou une mesure de sûreté édictée par la loi. Elle est mise en mouvement par une administration et exercée par le Ministère Public aux termes de l'Article 60 du même Code. Mais, elle peut aussi être mise en mouvement par une administration ou la victime.

L'action publique mise en mouvement par la victime a pour objet de faire répondre la personne poursuivie de ses actes devant la société, représentée par le Ministère Public. De plus, la victime de l'infraction a la possibilité de se constituer partie civile si elle prétend avoir subi un préjudice du fait d'une infraction comme le prévoit l'Article 385 CPP. Dans ce cas, la partie civile précise le montant des dommages-intérêts qu'elle réclame. L'action d'un individu en justice permet de *« combler l'inaction, à la fois du Ministère Public qui peut décider du classement sans suite et des associations qui, face au grand nombre de situations environnementales problématiques, pour des raisons d'effectifs et de coût, sont parfois appelées à faire un choix parmi les actions à engager »*.<sup>365</sup>

Les citoyens ont donc un rôle important à joué dans la protection de l'environnement au Cameroun. Les prérogatives que leur accorde la loi, permettent non seulement de contraindre le Ministère Public à se saisir de l'affaire, mais aussi de briser la toute-puissance de l'administration. Mais pour que les citoyens puissent participer pleinement à la protection de l'environnement, faudrait-il encore qu'ils connaissent leurs droits. Car, on ne peut exercer ses droits si on les ignore. Et lorsqu'on les connaît déjà, se taire, c'est se rendre complice.

---

<sup>364</sup> Art. 171 CPC : « est puni d'un emprisonnement d'un (01) mois à trois (03) ans et d'une amende de vingt mille (20 000) à un million (1 000 000) de francs ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui, pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui et pour les tiers, la commission de tout crime ou d'un délit contre l'intégrité corporelle d'une personne, s'en abstient ».

<sup>365</sup> Truilhé (E.) et Hautereau-Boutonnet (M.) (dir.), *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, op. cit., p.80.

#### 2.2.2.2. La protection de l'environnement comme un droit pour les citoyens

138. Parce que la protection de l'environnement est une affaire de tous, les citoyens se sont vus reconnaître des droits indispensables à leur épanouissement. Les droits environnementaux actuels sont issus d'un large éventail de lois et de principes relatifs à l'environnement adoptés au cours des dernières décennies. Du premier sommet de la terre tenu en 1972 à Stockholm à celle d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, des droits ont été reconnus aux citoyens. D'autant plus que, le droit à un environnement sain, a progressivement été introduit dans le catalogue des droits fondamentaux. Selon la théorie générationnelle de la classification des droits de l'homme, il figure parmi les droits de la troisième génération. Ce droit étant reconnu aux citoyens, il est important que ces derniers participent à la protection de leur droit, même si l'Etat en est le premier garant et protecteur.

Ces droits ont été repris par le législateur camerounais. Une présentation de ceux-ci (2.2.2.2.1.) sera précédée de l'objectif (2.2.2.2.2.) poursuivi par le législateur dans la reconnaissance de tels droits.

##### 2.2.2.2.1. Présentation des droits reconnus aux citoyens

139. C'est à la lumière de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, conclue à Aarhus le 25 juin 1998<sup>366</sup> et des dispositions de la Loi-cadre sur l'environnement au Cameroun. Nous convoquerons ici trois de ces droits reconnus comme étant essentiels aux citoyens en matière d'environnement. Il s'agit du droit d'accès aux informations environnementales, du droit de participer à la prise de décisions et le droit d'accès à la justice.

140. Le droit de savoir. Les citoyens ont le droit d'avoir accès à l'information, y compris en matière d'environnement. Il appartient au Gouvernement de tenir compte de l'intérêt que présente la divulgation des informations pour le public en facilitant l'accès à ces informations. L'Article 4 de la Convention d'Aarhus prévoit que « [...] les autorités publiques mettent à la disposition du public, dans le cadre de leur législation nationale, les informations sur l'environnement qui leur sont demandées [...] ». La Loi-cadre relative à l'environnement en fait quant à elle, une attribution du Gouvernement en disposant que : « le Gouvernement élabore les politiques de l'environnement et en coordonne la mise en œuvre. A cette fin, notamment [...] il publie et diffuse les informations relatives à la protection et à la gestion de l'environnement [...] ».<sup>367</sup>

Pour ce faire, « l'administration chargée de l'environnement est tenue [...] de mettre en place un système d'information environnementale comportant une base de données sur différents aspects de l'environnement, au niveau national et international ».<sup>368</sup> Hormis la diffusion volontaire, tout individu peut faire une demande à être informé sur l'environnement. Néanmoins, la communication de certaines informations peut être refusée à l'individu pour des impératifs de la défense nationale et de la sécurité de l'Etat.<sup>369</sup> Ce droit

---

<sup>366</sup> Cette Convention à caractère régional a été adoptée entre les pays membres de la commission économique des Nations Unies pour l'Europe (UNECE). Mais aujourd'hui, des voix s'élèvent pour réclamer son ouverture aux pays non membres de l'UNECE. C'est ainsi qu'en 2011, la Guinée Bissau et le Cameroun ont fait leur demande d'adhésion à ladite Convention.

<sup>367</sup> Art. 10, sixième tiret.

<sup>368</sup> Art. 15.

<sup>369</sup> Art. 72, premier tiret, Loi-cadre sur l'environnement au Cameroun.



d'accès à l'information environnementale renforce le droit des citoyens à participer aux décisions sur l'environnement.

**141.** Le droit de participer. Lors de la prise de décision par les gouvernants sur un secteur de l'environnement à l'exemple de la réalisation d'un projet de grande envergure, les individus doivent avoir la possibilité d'exprimer leurs préoccupations et leurs points de vue, et les autorités publiques doivent en tenir dûment compte. La participation du public rend les décideurs directement responsables et accroît la transparence du processus décisionnel en matière d'environnement, améliorant ainsi la qualité des décisions.<sup>370</sup>

Selon la Loi-cadre « *les décisions concernant l'environnement doivent être prises après concertation avec les secteurs d'activité ou les groupes concernés, ou après débat public lorsqu'elles ont une portée générale* ». <sup>371</sup> Dans la même veine, l'Article 6 de la Convention d'Aarhus pose que « *lorsqu'un processus décisionnel touchant l'environnement est engagé, le public concerné est informé comme il convient, de manière efficace et en temps voulu, par un avis au public ou individuellement [...]* ». De la sorte, la même loi prévoit en son Article 72, des mécanismes consultatifs permettant de recueillir l'opinion et l'apport des populations ou encore, la représentation des populations au sein des organes consultatifs en matière d'environnement. Comme mécanismes consultatifs, nous pouvons citer la réalisation des études d'impact.<sup>372</sup>

Selon Christian Huglo, on peut définir l'étude d'impact comme un document technique à contenu obligé sous la responsabilité du pétitionnaire et placé sous le contrôle du public, de l'administration et du juge.<sup>373</sup> Elle doit permettre de décrire et d'apprécier de manière approfondie, en fonction de chaque cas particulier, les incidences notables directes et indirectes d'un projet sur la population, la santé humaine, la biodiversité et des terres, le sol, l'eau, l'air et le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage et l'interaction entre ces différents facteurs.<sup>374</sup>

A titre d'illustration, le 18 novembre 2013 ont eu lieu dans les villes de Limbé, Yaoundé, Bafoussam et Bamenda des audiences publiques lancées par le ministère camerounais de l'environnement pour la réalisation des études d'impact environnemental. Il était question de la réalisation des projets de construction d'une cimenterie par la société G-Power Cement à Limbé, région du Sud-Ouest, ainsi que pour les constructions du port en eau profonde de Limbé et d'un pipeline devant relier les villes de Yaoundé, Limbé et Bamenda.<sup>375</sup>

Pour que l'accès à l'information et la participation du public à la prise de décisions soient effectifs, il faut que le public ait la possibilité de former un recours devant une instance judiciaire ou d'en faire un recours administratif.

**142.** Le droit d'accès à la justice. En cas de violation de leurs droits à l'information et à la participation, ou de tout autre droit à l'environnement, les citoyens peuvent engager une action devant une instance juridictionnelle. C'est ce que prévoit l'Article 9 de la Convention d'Aarhus en ces termes : « *chaque Partie veille, dans le cadre de sa législation nationale, à ce que toute personne qui estime que la demande d'informations qu'elle a présentée en application de l'Article 4 a été ignorée, rejetée abusivement, en totalité ou en partie, ou*

<sup>370</sup> Cf. Rapport des Nations Unies sur « Votre droit à un environnement sain », « Un guide simplifié de la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement », Genève, 2006, p.10.

<sup>371</sup> Art. 9 (e), quatrième tiret.

<sup>372</sup> Lire à ce propos, Fonkoua (E.J.), Les études d'impact environnemental dans les projets de développement au Cameroun, Mémoire Master 2, Université de Limoges, 2006.

<sup>373</sup> Cf. Huglo (C.), « L'étude d'impact à l'aune de la réforme de l'évaluation environnementale selon la loi reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 », *JSP*, 2018, non paginé.

<sup>374</sup> *Ibid.*

<sup>375</sup> MINEPDED, 2013.

*insuffisamment prise en compte ou qu'elle n'a pas été traitée conformément aux dispositions de cet article, ait la possibilité de former un recours devant une instance judiciaire ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi* ». Le public peut intenter une action en justice si la loi a été violée ou si l'autorité a enfreint les procédures prévues par la réglementation en vigueur. Toutefois, les procédures en matière d'accès à la justice doivent être objectives, équitables et rapides, gratuites ou peu onéreuses.

Les droits des citoyens en matière d'environnement ainsi proclamés au niveau international et national, ont certainement une résonance pour la protection de l'environnement. Quel est l'intention du législateur derrière la proclamation de tels droits ? Peut-on se poser la question.

#### **2.2.2.2.2. L'objectif poursuivi par le législateur**

143. Reconnaître des droits et devoirs aux citoyens en matière d'environnement révèle toute l'importance accordée à la protection de l'environnement. En effet, l'environnement constitue le milieu de vie de l'Homme, son destin est étroitement lié à celui des humains, de telle manière que, la destruction de l'environnement entraînerait *ipso facto* celle de toute l'humanité. On se souvient encore de ces propos lointains et retentissants, « *tout ce qui arrive à la terre arrive aux fils de la terre. Lorsque les hommes crachent sur la terre, ils crachent sur eux-mêmes. Nous le savons : la terre n'appartient pas à l'Homme, c'est l'Homme qui appartient à la terre. Nous le savons : toutes choses sont liées comme par le sang qui unit une même famille. Tout ce qui arrive à la terre arrive aux fils de la terre. L'Homme n'a pas tissé la toile de la vie. Il n'est qu'un fil de tissu. Tout ce qu'il fait à la toile, il le fait à lui-même* ». <sup>376</sup> Ces propos gardent tout leur sens de nos jours, d'autant plus que, la dégradation de l'environnement s'est accentuée. Son état d'aujourd'hui est pire que ce qu'il y avait, il y a plus de 100 ans. La protection de l'environnement devient ainsi, un impératif catégorique pour l'Homme afin de garder son environnement sain. C'est d'ailleurs l'objectif poursuivi par les droits et devoirs reconnus aux citoyens en matière d'environnement.

On sait déjà que le lien entre la protection de l'environnement et les droits de l'Homme a été reconnu explicitement pour la première fois en 1972, par la Déclaration de Stockholm, adoptée par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain. <sup>377</sup> Dès lors, le droit à un environnement sain a connu un développement fulgurant. Il a été consacré dans les instruments juridiques à caractère universel, régional et national. Mais que renferme concrètement le vocable « *droit à un environnement sain* » ?

Dans sa conception élémentaire, le droit à un environnement sain peut être compris comme : « *l'existence d'un environnement propre à supporter la vie humaine, c'est-à-dire un environnement 'viable' au sens littéral du terme* ». <sup>378</sup> Mais cette conception du droit à un environnement sain est fortement empreinte de l'anthropocentrisme, considérant l'Homme comme l'élément central de l'univers. C'est la raison pour laquelle, un environnement sain ne doit pas simplement être conçu comme un environnement salubre pour les êtres humains, mais aussi comme un environnement « *sain* » au sens propre, dans le sens d'un environnement écologiquement sain et équilibré. <sup>379</sup>

---

<sup>376</sup> Extrait de la Déclaration du chef indien Seattle en 1854 au grand chef de Washington.

<sup>377</sup> A titre de rappel, Le principe 1<sup>er</sup> de cette Déclaration proclame que : « *l'Homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permet de vivre dans la dignité et le bien-être. Il a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures* ».

<sup>378</sup> Dejeant-Pons (M.) et Pallemarts (M.), *Droits de l'Homme et environnement*, Conseil de l'Europe, juin 2002, p.18.

<sup>379</sup> *Ibid.*

En somme, nous pouvons estimer que, les citoyens possèdent entre leurs mains une créance en droit de l'environnement leur permettant d'exiger de l'Etat que leurs droits à l'information, à la participation de prise de décisions et l'accès à la justice en matière d'environnement, soient garantis. Il est donc important que les citoyens connaissent ces droits que consacrent les textes. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils pourront devenir des acteurs majeurs en droit de l'environnement au Cameroun.

## CONCLUSION TITRE I

**144.** Il était question dans ce premier titre, de présenter les forces du droit pénal de l'environnement camerounais. Nous avons tour à tour, analysé le cadre normatif et institutionnel de répression des infractions à l'environnement.

**145.** Primo, l'analyse du cadre normatif s'est faite, en invoquant les incriminations prévues par les différents textes, ainsi que des sanctions qui les accompagnent. Il en ressort que, pour les incriminations, le droit pénal de l'environnement camerounais est riche. Presque tous les secteurs l'atmosphère, l'eau, la faune, la flore, les minerais (...), ont été légiférés. De même, pour les personnes susceptibles d'être poursuivies, le législateur a fait montre de beaucoup de détermination, en levant l'équivoque sur la responsabilité pénale des personnes morales en matière d'environnement. Il l'a formellement consacrée dans la loi de 2016 portant Code pénal au Cameroun. Il s'ensuit que le domaine incriminé est assez large.

Bien plus, il y a une petite satisfaction lorsqu'on envisage les différentes sanctions proposées en droit pénal de l'environnement camerounais. Elles sont applicables aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales. Dans les deux cas, le législateur de temps à autres, a fait montre d'une grande sévérité de telle manière qu'il a prévu la peine capitale pour les infractions les plus graves. A cette sévérité, il faut ajouter la diversité des peines dont le juge peut avoir recours. En effet, ces peines sont composées pour l'essentiel de la peine de mort, des peines pécuniaires, des peines privatives de liberté, des peines infamantes et des peines alternatives. Ces dernières constituent une nouveauté dans le Code pénal camerounais, et sont parfaitement adaptées pour la criminalité environnementale.

**146.** Secundo, nous avons procédé à l'analyse des différents acteurs chargés de la répression des infractions à l'environnement. Nous avons souligné la particularité des acteurs en droit pénal de l'environnement. Ils sont divers, composés à la fois des acteurs publics et des acteurs privés. Les acteurs publics étant constitués de l'administration et des acteurs judiciaires. Les acteurs privés eux, nous permettent de constater la montée en puissance des associations de défense de l'environnement. Les citoyens n'étant pas en reste. Preuve que, la protection de l'environnement est véritablement une affaire de tous au Cameroun. C'est d'ailleurs une exigence constitutionnelle comme nous l'avons souligné dans nos précédents développements.

Cependant, parmi tous les acteurs énumérés, c'est certainement l'administration qui est la mieux armée pour protéger efficacement l'environnement au Cameroun. Les acteurs relevant de l'administration sont le plus souvent des spécialistes formés en droit de l'environnement. De plus, la quasi-totalité du contentieux est connue par les autorités administratives. Les acteurs judiciaires n'étant souvent saisis que très rarement, lorsqu'il s'agit des infractions spéculaires pour cause de mort, de maladies graves (...). Le rôle des victimes est décisif dans ce cas.

Au total, le dispositif normatif et institutionnel mis en place par le législateur donne au DPE camerounais une « *apparence redoutable* ». <sup>380</sup> Théoriquement, c'est un droit assez sévère du point de vue des sanctions. Cependant, c'est un droit qui oscille entre forces et faiblesses. Celles-ci sont considérables, et ne passent pas inaperçues. Tout comme les forces, la présentation des faiblesses du droit pénal de l'environnement se fera sur un plan purement théorique ou textuel.

---

<sup>380</sup> Inspiré de l'article de Capdeville (L.), « Le droit pénal de l'environnement : un droit encore à l'apparence redoutable et à l'effectivité douteuse », in *Sauvegarde de l'environnement et droit pénal*, Harmattan, coll., sciences criminelles, 2007.



## TITRE 2 : LES FAIBLESSES DU SYSTEME PENAL DE PROTECTION

147. L'analyse des forces du droit pénal de l'environnement camerounais traitée plus haut, a été faite sur un plan quantitatif. La question de la qualité des textes ou du moins des dispositions pénales reste à élucider. La protection accordée à l'environnement par le droit pénal est loin d'être parfaite. En effet, le droit pénal de l'environnement camerounais souffre de nombreuses lacunes. Une situation qui peut faire douter de la capacité de la matière à assurer une protection efficace de l'environnement. Parlant du droit pénal de l'environnement français, un auteur n'hésite pas à parler d'« *inefficacité chronique* ».<sup>381</sup> Nous ne serons pas aussi excessifs concernant le DPE camerounais. Mais toujours est-il que, la structure actuelle de cette discipline, pousse à réflexion à certains égards.

148. L'une des plus grandes faiblesses du droit pénal de l'environnement camerounais est sans doute sa dépendance administrative. D'ailleurs, le droit de l'environnement est enseigné dans les universités camerounaises, comme une discipline relevant du droit public. Cette dépendance n'est pas spécifique au droit camerounais. Bien au contraire, c'est un phénomène observable dans presque toutes les législations à travers le monde.<sup>382</sup> De telle manière qu'aujourd'hui, il est difficile d'aborder une thématique de droit pénal de l'environnement, sans invoquer d'une manière ou d'une autre, la dépendance administrative.

L'administration intervient du début de la découverte de l'infraction, jusqu'à la sanction finale. Que ce soit les règles d'incrimination que le régime de sanctions en passant par les règles de procédure, le droit pénal de l'environnement est irrigué d'une forte odeur du droit administratif. Parlant du droit pénal de l'environnement de son pays, Toumani Diallo dit en ce sens que « *l'administration y est omniprésente, de l'élaboration à l'apparition de la norme pénale écologique. Elle intervient même en cas de violation des prescriptions environnementales, car le législateur a mis à sa disposition des sanctions administratives qui apparaissent bien souvent comme un préalable à la reconnaissance de la responsabilité pénale* ». <sup>383</sup> La dépendance administrative du droit pénal de l'environnement incite souvent à préférer la dénomination de « *droit pénal administratif* ».

Malgré sa grande richesse<sup>384</sup>, le droit pénal de l'environnement camerounais n'échappe pas à la critique. Que ce soit le cadre normatif ou la procédure de répression des infractions, des carences existent. Notre analyse qui se veut globale, abordera à la fois les aspects de droit pénal de l'environnement de forme et de fond. Nous pourrions aisément nous rendre compte que, les règles du droit pénal classique se retrouvent souvent dénaturées au contact du droit de l'environnement.

Nous aborderons, d'une part, les insuffisances substantielles (**Chapitre 3**), avant d'analyser les limites procédurales (**Chapitre 4**), d'autre part.

---

<sup>381</sup> Chilstein (D.), « L'efficacité du droit pénal de l'environnement », in *L'efficacité du droit de l'environnement. Mise en œuvre et sanctions*, édité par Olivera Boskovic, 77-82. Paris, Dalloz, 2010, pp.67 et s., spéc., p.72.

<sup>382</sup> C'est le cas du droit pénal de l'environnement européen. Voir dans ce sens la contribution du Professeur Faure (M.), « Responsabilité pénale environnementale en Europe : *quo vadis ?* », *op. cit.*, 17p.

<sup>383</sup> Diallo (T.), *Rapport du Mali à la réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'Association des Hautes Juridictions de Cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF)*, *op. cit.*, p.199.

<sup>384</sup> *Supra* titre I.

## Chapitre 3. Les insuffisances substantielles

149. Le droit pénal de l'environnement de fond est le pendant du droit pénal classique de fond. Il renvoie au contenu, à la matière et à la substance des règles. Entrent dans cette catégorie, deux branches traditionnelles du droit pénal parmi les trois que compte la matière. Il s'agit du droit pénal général et du droit pénal spécial. La première étudie la structure légale de l'infraction, les conditions générales de la responsabilité pénale, les diverses peines et les mesures de sûreté encourues, ainsi que la façon dont se fait le dosage de ces moyens répressifs dans les diverses hypothèses que la pratique peut présenter. La seconde, établit un catalogue des incriminations, une étude détaillée, non plus de l'infraction en général, mais de chacune des infractions prises individuellement.<sup>385</sup>

Ces règles du droit pénal classique ont été, d'une manière générale, dénaturées lorsqu'il a fallu qu'elles prennent en compte l'environnement comme nouvelle valeur sociale digne d'une protection pénale. C'est là, l'une des origines de la complexité du droit pénal de l'environnement.

150. Le droit pénal n'est pas la seule discipline ayant vocation à assurer la protection de l'environnement. C'est un terrain où se frottent et se confrontent plusieurs disciplines entres autres le droit administratif, le droit civil, le droit pénal, l'économie (...). Il est ainsi, le résultat du mélange de plusieurs disciplines. La norme pénale issue de ce brassage ne peut que sortir « métissée »<sup>386</sup> voire déformée.

Des insuffisances vont apparaître sur le fond des règles, et seront perceptibles aussi bien au niveau des normes d'incrimination (3.1.) que des normes de répression (3.2.).

### 3.1. Des normes d'incrimination complexes

151. Au sein du droit pénal de l'environnement camerounais, les normes d'incrimination se sont rapidement développées ces dernières années. Il n'existe pas d'infraction écologique générale, seulement des infractions sectorielles que l'on retrouve dans des lois éparses.<sup>387</sup> De plus, le droit pénal de l'environnement n'a aucune autonomie par rapport au droit administratif. Les incriminations sont parfois indirectes et, prennent la forme d'obligations générales mises à la charge de l'administration de réprimer certains comportements spécifiques, considérés comme illicites par le droit administratif. Le droit pénal de l'environnement avance donc sans cohérence d'ensemble dans la dépendance du droit administratif qui, lui-même, progresse au gré des priorités gouvernementales en matière d'environnement.

Un tel système ne peut aboutir qu'à des normes d'incrimination très complexes. Notre analyse reposera sur deux principaux points. Le premier nous permettra d'entrevoir la consistance de la dépendance administrative des incriminations (3.1.1.). Le second quant à lui, nous permettra d'analyser l'herméticité du droit pénal de l'environnement (3.1.2.).

---

<sup>385</sup> Ambassa (L.C.), *Droit pénal général (augmenté de sujets traités)*, op. cit., p.21.

<sup>386</sup> Souligné par nous.

<sup>387</sup> Fotso Chebou Kamdem (F.V.), La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, sous la direction de Beziz-Ayache Annie. – Lyon : Université Jean Moulin (Lyon 3), 2015 ; Ascensio (H.), « Les infractions en matière de protection », in Ascensio (H.), Decaux (E.) et Pellet (A.) (dir.), *Droit international pénal*, Paris, Pedone, 2012.

### 3.1.1. La dépendance administrative des incriminations

152. Le droit de l'environnement, comme nous l'avons précisé, est un droit essentiellement basé sur le droit administratif. En ce sens, il participe à la détermination des éléments constitutifs de l'infraction environnementale. Lesquels se résument en la violation de prescriptions administratives. La technique adoptée pour déterminer ces incriminations est assez singulière selon la distinction que nous propose le Professeur A. De Nauw, dans son ouvrage « *Les métamorphoses administratives du droit pénal de l'entreprise* ».<sup>388</sup> Il écrit à ce propos qu'il « *existe en droit pénal de l'environnement deux manières d'élaboration des incriminations. Une première manière consiste à rédiger des incriminations accessoirement par rapport au droit administratif. Cette manière s'exprime le plus souvent en termes de pénalisation de non détention de l'autorisation ou de l'agrégation requise par la loi et aussi par le non-respect des conditions qui l'assortissent. [...] une seconde manière d'élaboration des incriminations détache en revanche les délits de la matière administrative et consiste à définir au regard du droit pénal, le caractère illicite d'un acte ou d'une abstention. Dans cette hypothèse la manière d'élaborer l'incrimination est autonome par rapport au droit administratif* ».

C'est la première technique d'élaboration des incriminations, telle que décrit par le Professeur A. De Nauw dans le paragraphe précédent, qui traduit la dépendance administrative des incriminations. Il est vrai que, « *les infractions environnementales sont de plus en plus sanctionnées pénalement, mais elles restent toutefois attachées au droit administratif. L'essentiel de la définition de l'infraction est encore dicté par l'autorité administrative. Et, donc, complété par une définition extérieure (tipo penal en blanco/blanket criminalization)* ».<sup>389</sup> La nature même du droit de l'environnement est à l'origine de cette situation. Le droit pénal de l'environnement est sous la dépendance administrative à tous les niveaux. Ce qui fait dire à certains auteurs qu'il s'agit d'un droit « *subordonné* »<sup>390</sup> ou « *accessoire* ».<sup>391</sup> Ce n'est d'ailleurs pas surprenant étant donné que « *ce sont les pouvoirs publics qui déterminent, par la voie d'un système d'autorisation, dans quelles mesures la pollution est admise ou interdite* ».<sup>392</sup>

La dépendance administrative des incriminations en droit pénal de l'environnement s'articule en deux points. Le premier révèle un constant recours à la pénalisation indirecte (3.1.1.1.). Le second n'est qu'une conséquence du premier, on dénombre peu d'infractions autonomes en droit pénal de l'environnement camerounais (3.1.1.2.).

<sup>388</sup> De Nauw (A.), « Les métamorphoses administratives du droit pénal de l'entreprise », Mys et Breesch, *Uitgevers*, p.83. Cité par Faure (M.), Cours de droit pénal de l'environnement, troisième cycle de DEA, 1999.

<sup>389</sup> Voy. Estupinan-Silva (R.) (coord.), « *Report on the Ecocide Project* », rédigé par Garin (M.), Glasenhardt (B.), Houston (R.), Pham (J.) et Estupinan-Silva (R.), Paris, Sciences Po Law Clinic, 7 décembre 2013, p.153. Disponible sur [http://www.sciencespo.fr/ecole-de-droit/sites/sciencespo.fr/ecole-de-droit/fles\\_rapport\\_ecocide\\_project.pdf](http://www.sciencespo.fr/ecole-de-droit/sites/sciencespo.fr/ecole-de-droit/fles_rapport_ecocide_project.pdf). (Consulté le 27/07/2018). Cet aspect est à nouveau sujet à critique, à la suite de la mise en œuvre de la directive européenne 2008/99/CE. Voy. Cour de cassation de Belgique, de Etienne Goethals (M.), « Rapport sur le droit pénal de l'environnement », in *Actes de la réunion constitutive du Comité sur l'environnement de l'Association des cours judiciaires suprêmes francophones AHJUCAF*, Porto-Novo (Bénin), 26-27 juin 2008, p.41 ; Faure (M.), « Responsabilité pénale environnementale en Europe : quo vadis? », in *Fondements et objectifs des incriminations et des peines en droit européen et en droit international*, 2013, Limal, Anthemis, p.331 ; De Sadeleer (N.), « Responsabilité pénale environnementale. Examen des relations douteuses entre le droit international, le droit de l'Union Européenne et le droit national », in *Fondement et objectifs des incriminations et des peines en droit européen et international*, Limal Anthemis, 2013, p.307. Cité par Neyret (L.) (dir.), *Des écocrimes à l'écocide le droit pénal au secours de l'environnement*, Bruxelles, Ed., Bruylant, 2015, p.25.

<sup>390</sup> Roggen (F.), « La répression des infractions contre l'environnement », in *L'actualité du droit de l'environnement*, actes du Colloque des 17 et 18 novembre 1994, éd. Bruylant Bruxelles.

<sup>391</sup> Robert (J.H.), *Le contentieux pénal. Contribution lors du Colloque international d'AHJUCAF*, 2005.

<sup>392</sup> Faure (M.), « Vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », *op. cit.*, p.3.



### 3.1.1.1. La pénalisation indirecte

**153.** Pénalisation vient du verbe « *pénaliser* » qui, traduit l'idée d'« *infliger une pénalité, un handicap* ». <sup>393</sup> « *Indirecte* » lui signifie selon la définition donnée par le dictionnaire Grand Robert « *Qui n'est pas en ligne droite, qui fait un ou plusieurs détours* ». Ainsi, dire que les incriminations en droit pénal de l'environnement procèdent d'une pénalisation indirecte, revient à dire que, les peines qui sanctionnent les comportements prohibés en matière d'environnement, font plusieurs détours avant d'atteindre leurs cibles. Elles ne protègent pas de manière directe la valeur visée. En droit de l'environnement, cette technique d'incrimination constitue la règle, et les infractions autonomes l'exception.

La dépendance administrative des incriminations en droit pénal de l'environnement camerounais nous permet de constater que, l'essentiel de ce droit est constitué des infractions d'origine administrative (3.1.1.1.1.). Le législateur a constamment recours à la technique du renvoi (3.1.1.1.2.) pour déterminer les peines applicables aux auteurs d'atteintes à l'environnement.

#### 3.1.1.1.1. De nombreuses infractions administratives

**154.** Le droit pénal de l'environnement a ceci de particulier qu'il rassemble des dommages issus à la fois du droit civil, du droit administratif et du droit pénal. Toutefois, un recours constant est fait au droit pénal pour sanctionner des dommages ayant une toute autre nature. Il s'agit en l'occurrence du non-respect des obligations et prescriptions administratives. Véronique Jaworski, le précisait déjà dans son article. <sup>394</sup> Elle affirme que « *dans la majeure partie des cas, le droit pénal de l'environnement fait office de 'gendarme' de l'Administration impuissante à faire respecter ses propres prescriptions [...]* ».

Une étude menée en 1994 par l'Association internationale de droit pénal dans vingt-cinq (25) pays <sup>395</sup> à travers le monde a classé les dommages environnementaux en trois types d'agissement : le non-respect de la réglementation ; la négligence des industriels et le fait délibéré des industriels. Cette classification reste encore d'actualité surtout dans le contexte camerounais. Nous pouvons observer ceci : qu'il s'agisse du non-respect de la réglementation, de la négligence des industriels ou de leur fait délibéré, le droit pénal est souvent systématiquement utilisé sans tenir compte de la nature de l'agissement, quel soit d'ordre administratif ou relevant strictement du domaine pénal. Pourtant, le droit pénal de l'environnement est constitué en majorité d'infractions administratives. Ce qui amène souvent la doctrine à le considérer comme étant un « *droit pénal de réglementation* ». <sup>396</sup> D'autres auteurs le considèrent comme étant une simple « *béquille* » <sup>397</sup> du droit administratif.

---

<sup>393</sup> Cornu (G.), *Vocabulaire juridique*, op. cit., p.1594.

<sup>394</sup> Jaworski (V.), « L'état du droit pénal de l'environnement français : entre forces et faiblesses », op. cit., p.902.

<sup>395</sup> Cf. Fitzgeald (P.), « Commentaires et questions préparatoires », RIDP, 1994, Vol.65-nouvelle, Série, n° 3-4, pp.643 et s., spéc. p.644. Dans l'ordre de synthèse : Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Égypte, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse.

<sup>396</sup> Jaworski (V.), « L'état du droit pénal de l'environnement français : entre forces et faiblesses », op. Cit., p.900.

<sup>397</sup> Martis (G.J.), « Environnement, nouveau Droit ou non Droit », in *la Revue politique ou les enjeux philosophiques de l'écologie*, Paris, l'Harmattan, 1998, p.90.

155. Au Cameroun, que ce soit dans le Code pénal<sup>398</sup> où les autres textes spécifiques à l'environnement, nous y retrouvons des infractions de nature administrative.<sup>399</sup> Nous illustrons notre propos à partir de deux exemples précis. Il s'agit de la Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement et la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche qui sont, autant représentatives que les autres textes en ce domaine.

Concernant la Loi-cadre, il est permis d'observer que, sur les huit (08) articles traitant des infractions<sup>400</sup>, au moins six (06) infractions administratives sont répertoriées. La loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche offre un meilleur exemple.

En effet, sur les onze (11) articles traitant des infractions<sup>401</sup>, plus d'une trentaine sont des infractions administratives. On aurait dit que la totalité des infractions rencontrées dans cette loi soit essentiellement administrative.

Dans la législation environnementale camerounaise, sont invariablement rencontrés, l'incrimination de l'activité soumise à autorisation exercée sans cette autorisation<sup>402</sup>, l'incrimination de l'activité soumise à déclaration<sup>403</sup> exercée sans la déclaration, l'incrimination du non-respect des prescriptions administratives et techniques<sup>404</sup> et, enfin, l'incrimination de l'obstacle au contrôle des agents habilités.<sup>405</sup>

Or, dans un tel système de dépendance systématique du droit pénal de l'environnement à l'administration, la protection de l'environnement n'est pas pleinement assurée. C'est ce que révèle d'ailleurs le Professeur M. Faure en ces termes : « *la dépendance administrative a comme conséquence que la pollution en soi n'est pas directement punie par une sanction pénale, mais indirectement lorsque la pollution constitue également une violation d'obligations administratives, de sorte que l'intéressé a agi contrairement à l'autorisation délivrée en vertu de la loi. Du moment que les obligations administratives sont respectées (ou que les obligations administratives n'ont pas été déterminées), le droit pénal ne peut pas accorder sa protection à l'environnement* ». <sup>406</sup> D'autres auteurs ont de même critiqué cette dépendance. I. Fouchard et L. Neyret estiment pour leur part que « *les infractions purement accessoires, indépendantes de tout risque ou de toute atteinte à l'environnement ou à la santé, révèlent d'un droit pénal qui n'est pas dicté par une volonté de réprobation sociale, mais par des contingences administratives* ». <sup>407</sup>

Le Professeur Faure, donne un exemple pratique d'une jurisprudence qui démontre à suffisance les conséquences que la pénalisation indirecte peut avoir sur la protection de l'environnement. Il s'agit de l'affaire dite « Bayer » dont les faits se sont déroulés en 1987.

En l'espèce, certains travailleurs de l'entreprise « Bayer » établis en région anversoise, ont été poursuivis par le Ministère Public au titre de pollution de l'eau. La loi prévoit en ce

---

<sup>398</sup> Cf. Le §2 de la Section 1 du premier chapitre de notre travail où nous discutons des différentes incriminations prévues par les textes.

<sup>399</sup> Il s'agit pour l'essentiel des obligations et prescriptions administratives dont la violation est sanctionnée par la loi pénale.

<sup>400</sup> Chapitre II : des sanctions pénales, p.18.

<sup>401</sup> Chapitre 3 : des infractions et pénalités, p.20.

<sup>402</sup> Art. 229-1, Code pénal, « *est puni d'un emprisonnement de cinq (05) ans à dix (10) ans et d'une amende de cinq millions (5 000 000) à cinq cent millions (500 000 000) de francs toute personne non autorisée qui ne procède pas à l'élimination immédiate des déchets toxiques ou dangereux générés par son entreprise* ». Lire aussi les Arts. 154, tiret 3, 5, 6, 7 et 10 de la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche (...).

<sup>403</sup> Lire les Arts. 33, tiret 2 et 3 de la loi portant protection phytosanitaire ; Art. 34, premier tiret, loi relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes (...).

<sup>404</sup> Lire l'Art. 79, tiret 1 et 2 de la Loi-cadre (...).

<sup>405</sup> Lire l'Art. 19, deuxième tiret, loi sur l'activité semencière ; Art. 225 Code minier (...).

<sup>406</sup> Voy. Faure (M.), « Un défi : les contours de plus en plus flous du droit pénal de l'environnement », *Aménagement*, numéro spécial, 2000, p.93.

<sup>407</sup> Fouchard (I.) et Neyret (L.), « 35 propositions pour sanctionner les crimes contre l'environnement », Rapport de synthèse à l'ouvrage de Neyret (L.) (dir.), *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, op. cit., p.305.

domaine qu'est punissable sur la base de l'Article 41, §1, 20 de la loi belge du 26 mars 1971 sur les eaux de surface celui qui, en violation de l'Article 5, sans autorisation préalable, ou sans respecter les conditions d'autorisation accordée, déverse des eaux usées dans les eaux visées à l'Article 1<sup>er</sup> ou dans les égouts publics.

Selon le tribunal correctionnel d'Anvers, qui connaissait cette affaire en première instance, il était établi que l'entreprise ne disposait pas d'une autorisation, mais le tribunal a été sensible au fait que l'entreprise avait déjà sollicité une nouvelle autorisation depuis 1974. Cette autorisation n'avait pu être délivrée parce que les autorités avaient omis de fixer des normes sectorielles pour le développement d'eau usée provenant de la production de dioxyde de titane.

Selon le tribunal, cette absence de réglementation créait un '*vide juridique*' par lequel le demandeur de l'autorisation ne pouvait pas agir autrement que de supposer qu'une autorisation lui serait accordée. En outre, le tribunal souligne que l'administration, qui avait reçu la demande d'autorisation, n'avait jamais formulé aucune observation concernant ces déversements, bien qu'elle en fût effectivement bien informée, étant donné les échantillons d'eaux usées qui avaient été prélevés. Le tribunal conclut dans ces circonstances que « *les inculpés invoquent en raison, une situation d'erreur invincible pour justifier les faits portés à leur charge* ». <sup>408</sup>

**156.** Cette jurisprudence constitue la démonstration parfaite des dérives de la pénalisation administrative. Le tribunal estime que la loi du 26 mars 1971 sur les eaux de surface pénalise uniquement le fait de ne pas détenir une autorisation de déversement ou d'agir en violation des conditions de cette autorisation à déverser. Les inculpés avaient donc été acquittés par le juge au motif qu'ils pouvaient invoquer l'erreur. Il n'a pas cru devoir vérifier si les déversements ont provoqué une pollution des eaux de surface. On déduit de cette jurisprudence que la loi belge sur les eaux de surface limite la pénalisation de la violation des prescriptions administratives. Puisque le tribunal ne dispose d'aucune autre possibilité de vérifier si les eaux de surface ont été polluées ou non.

L'élaboration des infractions totalement dépendantes de l'administration ne constitue pas la seule manifestation de la pénalisation indirecte qui a cours en droit pénal de l'environnement. Un autre mécanisme tout aussi courant y contribue fortement, il s'agit de l'incrimination par renvoi.

### **3.1.1.1.2. Le recours à l'incrimination par renvoi**

**157.** Au-delà de la dépendance administrative des infractions, le droit pénal de l'environnement camerounais manque de lisibilité. L'incrimination par renvoi ou encore « pénalité par référence » <sup>409</sup> en étant l'une des causes. Elle prend deux formes, soit le texte de loi précise la sanction et l'acte interdit, mais la définition de cet acte se trouve dans un autre texte ; soit elle renvoie à l'application des peines édictées dans une autre loi. Le droit de l'environnement camerounais contient de nombreux exemples de ce type d'incrimination.

---

<sup>408</sup> Tribunal correctionnel d'Anvers, 28<sup>ème</sup> Ch. Bis, jugement du 8 mai 1987, non publié. Ce jugement a été confirmé (pour d'autres motifs) par un arrêt de la Cour d'appel d'Avers, 7<sup>ème</sup> Ch., 6 avril 1989, non publié. Cet arrêt est depuis passé en force de chose jugée. Cité par Faure (M.), « Vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », *REDE*, 1/2005, p.6 et Tchoca Fanikoua (F.), *La contribution du droit pénal de l'environnement à la répression des atteintes à l'environnement au Bénin, op. cit.*, p.197.

<sup>409</sup> Cf. Ambassa (L.C.), « Le régime de sanction de la responsabilité pénale du dirigeant social », contribution au Colloque international organisé par l'école régionale supérieure de la magistrature (ERSUMA) sur le thème « La responsabilité du dirigeant social en droit OHADA », tenu les 19 et 20 mars 2015 à Douala (Cameroun), p.109.

L'Article 224 du Code minier punit d'un emprisonnement de six (06) mois à trois (03) ans et d'une amende de cinq cents mille (500 000) à dix millions (10 000 000) de FCFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, le titulaire d'un titre ou d'une autorisation d'exploitation qui se livre à des activités régies par la présente loi, sans se conformer aux règles relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la protection de l'environnement. Dans cet exemple, ce sont les règles relatives à la sécurité, à l'hygiène et la protection de l'environnement qui définissent le comportement incriminé et non le Code minier qui prévoit pourtant cette infraction.

Dans le même ordre d'idées, l'Article 81 de la Loi-cadre punit d'une amende de dix (10) millions à cinquante (50) millions de FCFA et, d'une peine d'emprisonnement de deux (2) à cinq (5) ans ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui importe, produit, détient et/ou utilise contrairement à la réglementation, des substances nocives ou dangereuses. Là encore, la Loi-cadre qui prévoit pourtant l'infraction, laisse le soin à un autre texte de décrire l'acte incriminé, la réglementation relative à des substances nocives ou dangereuses.

Il convient aussi de mentionner, l'Article 65 de la loi n° 2013/003 du 18 avril 2013 régissant le patrimoine culturel au Cameroun. Celui-ci ne précise pas de peines pour les faits qu'elle incrimine, mais renvoie plutôt pour l'application des peines, aux dispositions de l'Article 187 du Code pénal.

Cette technique n'est pas propre au législateur camerounais. Elle est très présente dans d'autres législations à travers le monde que ce soit en Afrique<sup>410</sup> ou en Europe.<sup>411</sup>

**158.** Le recours à l'incrimination par renvoi est critiquable. Si pour certains l'incrimination par renvoi ne porte pas atteinte au principe de légalité<sup>412</sup>, pour d'autres il s'agit d'une entorse faite au principe de légalité et de proportionnalité<sup>413</sup>, parce qu'à chaque infraction devrait correspondre une incrimination et une peine spécifique à cette infraction. C'est une pratique ou une technique législative, à l'origine d'infractions obscures.<sup>414</sup> L'incrimination par renvoi contraint le juge à une gymnastique intellectuelle, l'amenant à rechercher dans plusieurs textes, la solution proposée par la loi à l'affaire qu'il doit trancher.

Au total, nous pouvons affirmer que, la pénalisation indirecte est une faiblesse à la répression de la criminalité environnementale. La dépendance administrative des infractions et la technique du renvoi sont des freins à l'efficacité de la répression. La conséquence en est que, le champ des infractions autonomes, c'est-à-dire dont les éléments constitutifs sont déterminés par une seule disposition, se retrouve réduit.

### **3.1.1.2. Des infractions autonomes peu nombreuses**

**159.** Si les infractions dépendantes de l'administration conduisent à la pénalisation indirecte, les infractions autonomes au contraire, appartiennent à la pénalisation directe. C'est la deuxième méthode d'incrimination énoncée par le Professeur A. De Nauw. Il existe des infractions autonomes dans la législation environnementale camerounaise, mais elles sont

---

<sup>410</sup> Art. 87 du Code minier béninois ainsi libellé : « est puni d'une amende de 1000 à 100 000 F CFA, toutes les autres infractions au présent Code et aux textes pris pour son application ».

<sup>411</sup> Art. L. 218-11 du Code de l'environnement français punit de « 50 000 euros d'amende le fait, pour tout capitaine ou responsable à bord d'un navire de se rendre coupable d'un rejet de substance polluante en infractions aux dispositions aux règles 15 et 34 de l'annexe I, relatives aux contrôles de rejet d'hydrocarbures, ou en infraction aux dispositions de la règle 13 à l'annexe II, relatives aux contrôles de résidus de substances liquides nocives transportées en vrac, de la Convention de Marpol ».

<sup>412</sup> Ambassa (L.C.), « Le régime de sanction de la responsabilité pénale du dirigeant social », *op. cit.*, p.109.

<sup>413</sup> Stefani (G.) et Levasseur (G.), Boulloc (B.), Stefani (G.) et Levasseur (G.), *Droit pénal général et procédure pénale*, Paris, Dalloz, T1, 5<sup>ème</sup> édition, 1971, p.21.

<sup>414</sup> Desportes (F.) et Le Gunehec (F.), *Droit pénal général*, Paris édition. Economica, 10<sup>ème</sup> édition. 2003, p.175.

rares. Elles protègent l'environnement pour lui-même, et non pas seulement les prescriptions administratives aux activités qui la concernent.

Le Code pénal camerounais est certainement le lieu où l'on rencontre beaucoup plus ce type d'infractions. Il n'en saurait été autrement, vu que le droit pénal classique se veut une discipline autonome par rapport aux autres. Cela devrait donc se traduire au niveau de ses règles.

Ainsi, sur les six (06) articles<sup>415</sup> du Code pénal traitant de l'environnement, cinq (05) consacrent des infractions autonomes et, un seul article est subordonné à l'administration.<sup>416</sup>

A titre d'illustration, l'Article 261 punit d'un « *emprisonnement de quinze (15) jours à six (06) mois et d'une amende de cinq mille (5000) à un million (1 000 000) de francs ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui, par son activité pollue une eau potable susceptible d'être utilisée par autrui, pollue l'atmosphère au point de la rendre nuisible à la santé publique* ». Dans cet exemple, la valeur environnementale est directement protégée. Le Professeur Faure explique qu'il s'agit là d'une mise « *'en danger concret' et non 'abstrait' comme dans le cas de la dépendance administrative absolue. Il se dégage donc que, le délit de mise en danger concret est un délit autonome qui interviendra exclusivement en cas d'émission 'illicite grave' menaçant la santé humaine et l'environnement en dépit de l'existence d'une autorisation* ». <sup>417</sup>

Les textes relatifs à l'environnement, terre de prédilection des infractions administratives, regorgent tout de même de quelques cas d'infractions qui ne dépendent pas totalement de l'administration. Quelques-unes ont été trouvées non seulement dans la Loi-cadre, mais aussi, dans les textes sectoriels.

**160.** Dans la Loi-cadre. Il s'agit de l'Article 80 qui prévoit une amende de cinquante millions (50 000 000) à cinq cent millions (500 000 000) de FCFA et d'une peine d'emprisonnement à perpétuité, à l'encontre de toute personne qui introduit des déchets toxiques et/ou dangereux sur le territoire camerounais. Une jurisprudence camerounaise est fort révélatrice dans ce domaine. Il s'agit de la société MAERSK/BOCOM/SCTEM, qui avait été condamnée en août 2013 à payer 50 000 000<sup>418</sup> pour introduction illégale sur le territoire camerounais de déchets dangereux produits hors du Cameroun.<sup>419</sup>

Plus proche de nous, une jurisprudence ivoirienne offre un exemple patent. Il s'agit de l'affaire du « *déversement des déchets toxiques du cargo Probo Koala* », affrété par la firme Trafigura en août 2006. Nous ne reviendrons pas de long en large sur cette affaire qui a déjà fait l'objet de développements abondants.<sup>420</sup> Nous voulons tout simplement juger du degré de sévérité des peines proposées par ces deux pays pour des faits comparables.

Le législateur camerounais s'est montré plus rigoureux que son homologue ivoirien. Ce dernier prévoit un emprisonnement de 1 à 5 ans, amende de 5 millions à 100 millions de FCFA pour des actes relatifs à l'achat, à la vente, à l'importation, au transit et transport, au dépôt et stockage des déchets toxiques industriels et nucléaires et des substances nocives sur le territoire ivoirien.<sup>421</sup>

<sup>415</sup> Il s'agit des Arts. 229-1 ; 228 ; 261 ; 316 ; R.367 et R.368.

<sup>416</sup> A titre de rappel, Art. 229-1 CPC.

<sup>417</sup> Faure (M.), « Vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », *op. cit.*, p.12.

<sup>418</sup> Soit 76 335, 87 euros.

<sup>419</sup> Cf. Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2013, p.224.

<sup>420</sup> Plus amplement voir le Rapport de Greenpeace, L'affaire du «Probo Koala» ou la catastrophe du déversement des déchets toxiques en Côte d'Ivoire, avril 2011. Disponible sur [https://www.fidh.org/IMG/pdf/FIDH-LIDHO-MIDH\\_Rapport\\_ProboKoala\\_avril2011.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/FIDH-LIDHO-MIDH_Rapport_ProboKoala_avril2011.pdf), consulté le 19/10/2019.

<sup>421</sup> Art. 2 de la loi 88.651 du 7 juillet 1988 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement en Côte d'Ivoire.

161. Dans les textes sectoriels, on retrouve çà et là, quelques infractions autonomes. Sans prétendre à l'exhaustivité, citons les Articles 16<sup>422</sup> de la loi portant régime de l'eau et les Articles 62<sup>423</sup> et 63<sup>424</sup> de la loi portant régime de sécurité en matière de biotechnologie moderne.

Au total, bien que le droit pénal de l'environnement camerounais soit sous le joug de l'administration du fait de la présence d'un nombre considérable d'infractions administratives, il convient tout de même de relever un point positif de ce droit. Les nombreuses infractions autonomes rencontrées en droit pénal de l'environnement camerounais, constituent une base solide de protection de l'environnement. A travers ces incriminations détachées de tout lien avec l'administration, c'est l'environnement qui est directement protégé.

Au-delà de la dépendance administrative, le droit pénal de l'environnement est excessivement technique, rendant du coup sa compréhension et son accessibilité difficile.

### 3.1.2. Des normes d'incrimination hermétiques

162. Le droit pénal de l'environnement est un droit complexe. Sa dispersion et sa dépendance administrative en constituent déjà des exemples concrets. Plus encore, le droit pénal de l'environnement est une discipline technique. Car, « *il est surtout construit à partir des normes scientifiques plutôt que des concepts juridiques, ce qui en fait un droit profondément marqué par sa dépendance étroite avec les sciences et la technologie [...]* ». <sup>425</sup> C'est le même constat qui a récemment été posé lors d'un Colloque. <sup>426</sup> Le droit pénal de l'environnement est une discipline difficilement compréhensible aussi bien par les professionnels du droit que par le reste de la population. Cette extrême technicité du droit pénal de l'environnement constitue donc un danger pour l'aphorisme '*nemo legem ignorare censetur*', que l'on traduit en français par '*Nul n'est censé ignorer la loi*'. <sup>427</sup>

En effet, le droit en lui-même est déjà assez difficile à comprendre. Il développe de plus en plus, des matières qui empruntent des concepts d'autres sciences dont l'accès et la compréhension sont réservés à une minorité.

Deux conséquences vont découler de la technicité du droit pénal de l'environnement camerounais : la première est que, c'est une discipline touffue (3.1.2.1), la seconde tient à son inintelligibilité (3.1.2.2.).

---

<sup>422</sup> Emprisonnement de cinq (5) ans à quinze (15) ans et d'une amende de dix millions (10 000 000) à vingt millions (20 000 000) de FCFA pour toute personne qui pollue et altère la qualité des eaux.

<sup>423</sup> Emprisonnement de cinq (05) à sept (07) ans et d'une amende de 5 000 000 à 10 000 000 FCFA ou de l'une de ces deux peines seulement, pour toute personne reconnue coupable d'utilisation dangereuse des organismes génétiquement modifiés et produits dérivés.

<sup>424</sup> Emprisonnement de sept (07) à dix (10) ans et d'une amende de 10 000 000 à 100 000 000 FCFA ou de l'une de ces deux peines seulement pour toute personne reconnue coupable d'infraction commise en relation avec un micro-organisme.

<sup>425</sup> Fouchard (I.) et Neyret (L.), « 35 propositions pour mieux sanctionner les crimes à l'environnement », *op. cit.*, p.322.

<sup>426</sup> La protection de la nature par le droit pénal, Colloque organisé le 25 septembre 2015 à Montpellier, par le Comité français de l'UICN avec la collaboration de l'Agence des aires marines protégées, l'Aten, l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et Parcs nationaux de France, p.1.

<sup>427</sup> Pour une vue générale, Dereux (V.), « Etude critique de l'adage 'Nul n'est censé ignorer la loi' », *RTD Civ.* 1907, p.513 ; Terre (F.), « Le rôle actuel de la maxime Nul n'est censé ignorer la loi », *Travaux de recherches de l'Institut de droit comparé*, t. XXX, 1966, p.91 et s. ; Carbonnier (J.), « La maxime 'Nul n'est censé ignorer la loi' en droit français », *Journées de la Société de législation comparée*, 1984, p.321.

### 3.1.2.1. Le droit pénal de l'environnement, une discipline touffue

163. La protection de l'environnement fait partie de l'une des plus grandes préoccupations du législateur et des décideurs camerounais. Il n'y a qu'à considérer la pratique qui a cours dans ce domaine. La multiplication des lois et des règlements sur le plan interne, et à la ratification des Traités et Accords internationaux portant sur l'environnement. De telle manière que le dénombrement de tous ces textes, nationaux et internationaux, devient difficile.<sup>428</sup> C'est donc une discipline abondante qui ne facilite pas toujours son accessibilité. Même si des obligations claires<sup>429</sup> sont souvent formulées à l'endroit des grandes entreprises. De plus, il existe des bureaux d'études<sup>430</sup> qui ont pour but de renseigner certains acteurs sur les différentes obligations à respecter en matière d'environnement.

Le droit pénal de l'environnement camerounais est une matière non seulement abondante, mais aussi éclatée. Des textes sont éparés (3.1.2.1.1.), situation qui est de nature à entraîner des contradictions entre les textes (3.1.2.1.2.).

#### 3.1.2.1.1. La dispersion des textes

164. Comme l'affirme Corinne Lepage, « *le droit de l'environnement est probablement un des domaines dans lesquels les textes se sont le plus développés au cours des trente dernières années* ». <sup>431</sup> Le droit pénal de l'environnement camerounais n'échappe pas à cette frénésie. Il est du fait de la multiplicité des textes, difficile à appréhender dans sa globalité. Selon un auteur, la méthode d'élaboration des textes environnementaux utilisée ces trente dernières années, a transformé le droit pénal de l'environnement en un « *maquis juridique dont seuls quelques spécialistes savent débrouiller les pistes* ». <sup>432</sup> Nous assistons à une inflation du droit dans le domaine de l'environnement. Que ce soit sur le plan interne que sur le plan international, le constat reste le même.

165. Particulièrement au niveau national, plusieurs lois, règlements et arrêtés existent sur la protection de l'environnement au Cameroun. A l'heure actuelle, il n'est pas du tout évident de dénombrer l'ensemble des textes régissant l'environnement. Nous nous abstenons par conséquent à avancer un quelconque chiffre. Cependant, le point commun à toutes les lois sectorielles relatives à l'environnement est qu'elles contiennent toutes, des dispositions pénales pour assurer la protection de l'environnement. Le droit pénal de l'environnement est donc éclaté entre plusieurs textes éparés et sectoriels. Plusieurs secteurs entre autres, l'atmosphère, les sols et le sous-sol, les établissements humains, les installations classées dangereuses, insalubres ou incommodes et des activités polluantes (déchets, établissements classés, substances chimiques nocives et/ou dangereuses nuisances sonores et olfactives) les ressources naturelles et la conservation de la diversité biologique, sont continuellement dans le viseur de la loi pénale. La ferveur juridique observée chez le législateur camerounais, se manifeste aussi chez les décideurs camerounais, à travers le pouvoir réglementaire.

---

<sup>428</sup> Même si cela ne dit rien de leur taux d'application.

<sup>429</sup> Il en est ainsi de la loi n° 0013/004 du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun. Cette loi fait obligation aux investisseurs afin qu'ils contribuent à la lutte contre la pollution (Art. 8).

<sup>430</sup> Leur cadre juridique est fixé par l'arrêté n° 002047/MINEP du 29 juin 2007 fixant les conditions d'agrément des bureaux d'études à la réalisation des études d'impact et audits environnementaux au Cameroun.

<sup>431</sup> Lepage (C.), « Les véritables lacunes du droit de l'environnement », *Pouvoirs* 4/2008 (n° 127), p.2.

<sup>432</sup> Robert (J.H.), « Droit pénal et environnement », *A.J.D.A.*, 1994, p.583.

Comme le souligne un auteur<sup>433</sup>, « l'exécutif produit en effet un nombre impressionnant de décrets, arrêtés, circulaires et décisions relatifs à la gestion et à la protection de l'environnement. Il est en réalité l'organe central en la matière, car les textes réglementaires couvrent l'ensemble des domaines concernés ». Ne pouvant pas tous les énumérer, nous en citerons quelques-uns. A savoir, le décret n° 99/818/PM du 9 novembre 1999 fixant les modalités d'implantation et d'exploitation des établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes. Aussi, le décret n° 2011/2583/PM du 23 août 2011 portant réglementation des nuisances sonores et olfactives ; la note circulaire n° 00036/NC/CAB/MINEPDED du 28 août 2014 relative à la répression des contrevenants de petite envergure. Et l'arrêté n° 003/MINEPDED du 15 octobre 2012 fixant les conditions spécifiques de gestion des déchets médicaux et pharmaceutiques (...). Cette abondante législation au niveau national est complétée par de nombreuses Conventions et Accords internationaux ratifiés par le Cameroun.

A en croire les résultats des récentes recherches<sup>434</sup>, le Cameroun aurait déjà ratifié plus d'une centaine de Conventions et Accords internationaux sur l'environnement. Entre autres, l'Accord sur le Climat adopté le 12 décembre 2015 lors de la COP 21 à Paris ; la Convention CITES (International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora) ratifiée le 5 juin 1981 ; la Convention sur le Commerce International des espèces de faune et flore sauvages menacées d'extinction, ratifiée le 7 septembre 1981 ; la Convention d'Abidjan et son Protocole relatif à la coopération en matière de protection et mise en valeur du milieu marin et ses zones côtières de la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre, ratifiée en août 1984 ; la Convention de Vienne pour la Protection de la Couche d'Ozone ratifiée le 30 août 1989 ; Convention cadre sur les Changements Climatiques, ratifiée le 14 juin 1982 ; Convention sur la lutte contre la Désertification, ratifiée le 29 mai 1997 ; Convention sur la Diversité Biologique ratifiée le 19 octobre 1997 ; Convention de Bâle sur le Contrôle des Mouvements Transfrontières des Déchets dangereux et leur élimination, ratifiée le 11 février 2001 ; Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (PIC), ratifiée le 20 mai 2002 ; Protocole de Kyoto ratifié le 23 juillet 1989 ; le Protocole de Carthagène sur la Biosécurité, ratifié le 20 février 2003 (...). Ces Traités et Accords internationaux qui concernent le domaine de la loi, sont soumis, avant ratification, à l'approbation en forme législative par le Parlement, selon les dispositions de l'Article 43 de la Constitution camerounaise du 18 janvier 1996. Cette ratification leur permet d'être transposés au droit national, et pourront à partir de cet instant être appliqués aux citoyens.

Autant d'instruments juridiques sur l'environnement qui manifestent « la passion de faire du droit, de légiférer, de juger » comme le relevait à juste titre le Doyen Carbonnier.<sup>435</sup> Face à une telle pluralité de sources du droit pénal de l'environnement, le citoyen, aussi bien que les praticiens du droit, semblent pris dans une sorte de 'Tourmente juridique'.<sup>436</sup>

L'éparpillement des textes environnementaux constitue véritablement un obstacle à l'accessibilité au droit de l'environnement en général, particulièrement au droit pénal de l'environnement. En effet, comme le souligne Cornu<sup>437</sup>, « ce qui sépare les citoyens de leur droit, plus encore que le langage de celui-ci, c'est la monstruosité du droit, le gigantisme de

<sup>433</sup> Tcheuwa (J.C.), « Les préoccupations environnementales en droit positif camerounais », in *Revue Juridique de l'Environnement*, op. cit., p.31.

<sup>434</sup> Cf. Nanga Ntonga (R.N.), L'émergence du droit pénal de l'environnement au Cameroun, Mémoire Master, Université de Yaoundé 2, 2011/2012, p.25.

<sup>435</sup> Droit et passion du droit sous la V<sup>e</sup> République, Flammarion, 1996. Sur le phénomène de l'inflation des lois. V. Savatier (R.), « L'inflation des lois et l'indigestion du corps social », *D.* 1977. Chron., p.43 ; Pactet (P.), « La loi, permanence et changements », in *Mélanges* Chapus, 1992. p.503 ; Maurice (P.H.), « L'effet pervers des lois », *Mélanges* Cornu, 1994, p.309.

<sup>436</sup> Akam Akam (A.), « Libres propos sur l'adage 'Nul n'est Censé Ignorer la Loi' », in *RASJ*, Vol. 1, 2007, p.40.

<sup>437</sup> Cornu (G.), *Droit civil*, n° 442.



la masse des normes, la complexité du système juridique, la prolifération des lois, des règlements, des directives, en deux mots, la pollution normative ». Cette ferveur juridique des pouvoirs législatif et exécutif n'est pas sans effets. Comme l'a montré Christian Atias<sup>438</sup>, les pouvoirs, à trop s'exprimer, exposent leurs faiblesses et se déconsidèrent ; ils perdent en autorité, voire en légitimité. L'inflation des normes serait le signe d'un certain '*dérèglement du droit*'<sup>439</sup> qui a pour conséquence la perte du prestige des règles de droit et de leur effectivité, parce que trop nombreuses pour être connues des sujets de droit.

Devant une telle situation, on n'est pas loin de rencontrer des doublons législatifs, ou même des contradictions entre les différents textes comme c'est le cas dans la législation environnementale camerounaise.

### 3.1.2.1.2. Les effets : les contradictions entre les textes

166. La pléthore de textes sur l'environnement est certainement la manifestation de l'attachement de l'Etat du Cameroun du souci d'assurer une protection optimale de l'environnement. Cependant, il faut tout de même reconnaître qu'il a son revers. En effet, « *le flot de normes est une véritable source d'insécurité juridique* ».<sup>440</sup>

Les conséquences peuvent surgir à l'instar de la contradiction entre les différentes normes. A titre d'illustration, lors de son rapport à l'Association des Hautes Juridictions de Cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAH) en 2008, Dagobert Bisseck<sup>441</sup>, qui présentait le rapport du Cameroun à propos du droit pénal de l'environnement, relève un cas patent.

En effet, la loi n° 98/005 du 14 avril 1998 portant régime de l'eau (les eaux continentales) interdit en son Article 4 : « [...] les déversements, écoulements, jets, infiltrations, enfouissements, épandages, dépôts, directs ou indirects, dans les eaux de toute matière solide, liquide ou gazeuse et, en particulier, les déchets industriels, agricoles et atomiques susceptibles : d'altérer la qualité des eaux de surface ou souterraines ou des eaux de la mer, dans les limites territoriales ; de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la faune et la flore aquatique ou sous-marine ; de mettre en cause le développement économique et touristique des régions ».

Elle punit en son Article 16 alinéa 1 d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) à quinze (15) ans et d'une amende de dix (10) à vingt (20) millions de francs, toute personne qui pollue ou altère la qualité des eaux. Alors que, dans le même temps, l'Article 82 alinéa 1 de la Loi-cadre portant gestion de l'environnement, punit d'une amende d'un (1) à cinq (5) millions de francs et d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à un (1) an d'emprisonnement, toute personne qui pollue, dégrade les sols, les sous-sols, altère la qualité de l'air ou des eaux. On est là véritablement en face d'une contradiction.

167. Pourtant, le Code pénal avait déjà eu à se prononcer sur cette question, mais les deux lois précédemment mentionnées ne l'ont pas suivi. Il prévoit pour sa part, « *un emprisonnement de quinze (15) jours à six (06) mois et d'une amende de cinq mille (5000) à un million (1 000 000) de francs ou de l'une de ces deux peines seulement celui qui, par son activité : pollue une eau potable susceptible d'être utilisée par autrui, pollue l'atmosphère au*

<sup>438</sup> Atias (C.), « Les maux du droit et les mots pour le dire », D. 1997, chron. 231.

<sup>439</sup> Carbonnier (J.), « La maxime 'Nul n'est censé ignorer la loi' en droit français », *op. cit.*, p.231.

<sup>440</sup> Alomo Nomo (S.), La responsabilité pénale des auteurs des atteintes à l'environnement au Cameroun, *op. cit.*, p.44.

<sup>441</sup> Bisseck (D.), « Rapport de la Cour suprême du Cameroun sur le droit pénal de l'environnement », Le droit de l'environnement, Porto-Novo – 26 et 27 juin 2008, consulté sous le lien <http://www.ahjucaf.org/Rapport-de-la-Cour-supreme-du-6715.html>.

*point de la rendre nuisible à la santé publique ».*<sup>442</sup> Cet exemple pourrait suffire et clore le débat. Mais, un autre tout aussi important mérite d'être relevé ici.

Il s'agit du cas de la détermination du tribunal compétent pour recevoir le serment des agents assermentés de l'administration. Le Guide de procédure du contentieux environnemental prévoit que, les agents verbalisateurs du MINEP sont les contrôleurs et les inspecteurs environnementaux qui prêtent serment devant le tribunal compétent c'est-à-dire, le tribunal de première instance à la requête de leur administration. Dans le même temps, le décret n° 2012/2808/PM du 26 septembre 2012 fixant les conditions d'exercice des fonctions d'inspecteur et contrôleur de l'environnement prévoit qu'avant leur entrée en fonction, les inspecteurs et contrôleurs de l'environnement prêtent serment devant le tribunal de grande instance dans le ressort duquel se trouve leur résidence administrative.<sup>443</sup> La Loi-cadre quant à elle, a fait preuve de prudence. Elle ne précise pas le tribunal compétent devant lequel, les agents assermentés du ministère de l'environnement et des autres administrations devraient prêter serment. Elle se contente d'une formule vague, en précisant que « *les agents [...] prêtent serment devant le tribunal compétent* ». <sup>444</sup>

Au total, le droit pénal de l'environnement camerounais est victime de son caractère pléthorique. Une situation qui entraîne des contrariétés entre les différents textes. Or, se rappelant de Montesquieu, qui disait : « *les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires* ». <sup>445</sup> Au fait que le droit pénal de l'environnement soit touffu, s'ajoute son caractère inintelligible.

### **3.1.2.2. L'inintelligibilité des normes**

**168.** L'inintelligibilité des normes n'est pas propre au droit de l'environnement camerounais. C'est un problème d'ordre général, dont souffrent la plupart des législations à l'environnement à travers le monde. C'est le cas notamment en France, où la question a été abordée lors du Colloque du Comité français de l'UICN ci-dessus cité. Il faisait le constat selon lequel « *le droit de l'environnement est pour la plupart des acteurs difficilement compréhensible et intelligible* ». Le droit de l'environnement est une matière carrefour, où se rencontrent plusieurs disciplines. Il emprunte ses concepts des disciplines non juridiques appartenant aux sciences naturelles telles que la biologie, la chimie, la physique et autres. C'est donc avec raison que l'on pourrait penser que l'élaboration des textes environnementaux est confiée par l'Etat à ces spécialistes que sont les ingénieurs, les biologistes, les naturalistes, les chimistes (...), car seuls capables de déterminer avec précision le seuil de pollution dans certains cas. L'inintelligibilité des normes en droit de l'environnement se manifeste par le caractère technique des normes (3.1.2.2.1.) mais aussi par l'utilisation des notions vagues dans la formulation des incriminations (3.1.2.2.2.).

#### **3.1.2.2.1. Des normes techniques**

**169.** La technicité du droit pénal de l'environnement tient à l'utilisation d'un langage spécialisé. Chaque discipline se démarque des autres par son langage. En effet, « *il est acquis que le droit est non seulement un ensemble de règles mais encore un savoir dont la technicité constitue une barrière à l'entrée, barrière dont le vocabulaire n'est qu'un des aspects les plus*

---

<sup>442</sup> Art. 261 CPC.

<sup>443</sup> Art. 11.

<sup>444</sup> Art. 88 al. 2.

<sup>445</sup> Montesquieu, *De l'esprit des lois*, 1758.

relevés ». <sup>446</sup> A l'instar des économistes, des philosophes ou encore des médecins, les juristes ont un langage qui leur est propre. Malheureusement, celui-ci a mauvaise réputation dans le public : certains prétendent, en le caricaturant, que '*c'est la langue de Brid'oison*'. <sup>447</sup> Si cela peut-être vrai en droit d'une manière générale, cela l'est plus en droit pénal de l'environnement. Cette matière utilise un vocabulaire un peu plus spécialisé, crée des termes spécifiques qu'il emprunte à la science et à la technologie. La difficulté à saisir la notion d'*'environnement'* <sup>448</sup> est déjà elle-même, révélatrice du vocabulaire utilisé dans cette matière.

Conscient de son caractère technique, le législateur camerounais, procède le plus souvent en début des textes sur l'environnement, à des clarifications terminologiques afin de renseigner le lecteur sur des termes complexes qu'il utilise. C'est ainsi qu'on rencontre dans les textes sur l'environnement des formules du genre : « *aux termes de la présente loi et de ses textes d'application, il faut entendre par : [...]* » <sup>449</sup> ou encore, « *au sens du présent arrêté, les définitions suivantes sont admises : [...]* ». <sup>450</sup> Malheureusement, ces notions préalablement définies dans les textes sur l'environnement, ne suffisent pas à rendre les dispositions compréhensibles. Car beaucoup de notions rencontrées dans ces textes, restent difficiles à cerner.

C'est le cas dans la Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les notions telles '*réseau d'assainissement*' <sup>451</sup>, '*substances radioactives*' <sup>452</sup> et '*gaz à effet de serre*' <sup>453</sup> ne figurent pas parmi les notions préalablement définies. Pourtant, elles présentent tout aussi un caractère technique, et sont par conséquent, difficiles à cerner. Ces notions sont ainsi sujettes à une pluralité de sens. Or, comme le soulignait Merleau-Ponty, quand il y a trop de sens, il n'y a plus de sens. <sup>454</sup>

**170.** Si le langage juridique de manière générale, est plus facile à comprendre pour les praticiens du droit que pour les profanes, on se rend néanmoins compte qu'en droit de l'environnement, les professionnels du droit de même que les profanes, c'est-à-dire la population, sont tous étrangers à ce droit. C'est le constat posé par Vincent Zakane qui souligne que « [...] *le droit de l'environnement est un droit complexe à appréhender dans tous ses aspects par les agents chargés de son application et, a fortiori, par les populations* ». <sup>455</sup>

<sup>446</sup> Frison-Roche (M.-A.) et Baranes (W.), « Le principe constitutionnel de l'accessibilité et de l'intelligibilité de la loi », Dalloz, 2000, p.361. Cité par Betaille (J.), Les conditions juridiques de l'effectivité de la norme en droit public interne : illustrations en droit de l'urbanisme et en droit de l'environnement, *op. cit.*, p.377.

<sup>447</sup> Lindon (R.), *Le style et l'éloquence judiciaires*, (Ed. Albin Michel), réédition numérique FeniXX, 2004, pp.9 et s. Cité par Bergel (J.L.), *Théorie générale du droit*, Paris, Dalloz, 4<sup>ème</sup> édition, 2003, p.238.

<sup>448</sup> Mot dépourvu d'un contenu juridique précis. Le terme fait image pour désigner le milieu naturel, urbain, industriel (parfois aussi économique social et politique) au sein duquel vivent les hommes. Pour protéger ceux-ci contre les nuisances et pollutions engendrées par ce milieu, des réglementations très diversifiées ont vu le jour aux plans national et international (Union européenne, notamment) et ont connu un développement foisonnant, encouragées – parfois de façon excessive – par les mouvements écologistes. Cf. Guinchard (S.) et Debard (T.), *Lexique des termes juridiques*, *op. cit.*, p.809.

<sup>449</sup> Art. 4 de la Loi-cadre sur la gestion de l'environnement.

<sup>450</sup> Art. 2 de l'arrêté fixant les conditions spécifiques de gestion des déchets médicaux et pharmaceutiques précitée.

<sup>451</sup> Art. 30.

<sup>452</sup> Art. 57.

<sup>453</sup> Art. 76.

<sup>454</sup> Merleau-Ponty (M.), *Sens et non-sens* (1948), Gallimard, Coll. NRF – Bibliothèque de philosophie, 1996. Cité par Barraud (B.), « La science et la doctrine juridiques à l'épreuve de la polysémie des concepts », *Revue Interdisciplinaire d'Études Juridiques*, 2016, n° 76, p.20.

<sup>455</sup> Zakane (V.), « Problématique de l'effectivité du droit de l'environnement en Afrique : l'exemple du Burkina Faso », in Garnier (L.) (coord.), *Aspect contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'ouest et centrale*, (conseiller en droit de l'environnement, UICN Sénégal), Gland, Suisse, 2008, p.25.

Pourtant, il peut arriver que la technicité du droit pénal de l'environnement constitue un motif de relaxe des délinquants environnementaux. C'est ce qui est arrivé dans une affaire<sup>456</sup> qui reste rare.

En l'espèce, « *une société avait pour activités l'achat des déchets industriels à des producteurs français puis leur exportation vers l'étranger, et notamment en Belgique, en vue de leur traitement. Le transport transfrontalier de déchets est réglementé par le Code de l'environnement et par le droit de l'Union européenne qui prévoit un certain nombre de prescriptions assorties de sanctions pénales. C'est sur leur fondement qu'étaient reprochés aux dirigeants de la société des incohérences entre l'intitulé des déchets, visant des déchets dangereux, pour lesquels une autorisation du pays d'origine, de transit et de destination était exigée, et le code qui leur était attribué, qui désignait quant à lui des déchets non dangereux nécessitant un simple bordereau de suivi. Condamnés en première instance par le tribunal correctionnel pour non-respect de cette réglementation, les dirigeants interjettent appel en faisant valoir que le texte d'incrimination use d'un langage technique et procède par de trop nombreux renvois rendant la règle incompréhensible et mettant les professionnels dans l'impossibilité de déterminer avec certitude le domaine d'application de la règle pénale. La Cour d'appel de Poitiers constate ainsi l'emploi d'un langage excessivement technique et la multiplicité des renvois qui apparentent le texte à 'un dédale obscur' empêchant le justiciable de connaître les faits qui lui sont reprochés. La piètre qualité de la loi pénale prive l'incrimination de clarté et de précision, de sorte qu'elle ne peut pas fonder la poursuite. La Cour d'appel relaxe en conséquence les dirigeants de la société* ».<sup>457</sup>

En plus de l'usage des notions techniques, la formulation des infractions en matière d'environnement est quelques fois vague et obscure, de telle manière qu'on ne connaît pas toujours avec exactitude ce à quoi elles renvoient concrètement.

### 3.1.2.2.2. Le recours aux notions vagues

171. Il s'agit des notions indéterminées, sans limites, une sorte de fourre-tout qui peut renvoyer à n'importe quelle réalité. La législation environnementale camerounaise offre des exemples concrets de l'utilisation de notions extrêmement vagues.

Ainsi, l'Article R. 367 CPC fait référence à « *des matériaux ou objets quelconques* ». De même, l'Article 62 de la loi portant régime de sécurité en matière de biotechnologie moderne contient une notion tout aussi vague dans son texte d'incrimination. Elle parle de « *utilisation dangereuse* ». L'on pourra ajouter à cette liste l'incrimination de la « *pollution* » contenue dans la loi portant protection phytosanitaire.<sup>458</sup>

Dans ces cas, la définition de l'infraction est formulée de manière si vague qu'en pratique, on peut y faire entrer n'importe quel acte.<sup>459</sup> Or, comme le souligne opportunément le Professeur Faure, un délit défini vaguement comme la « *pollution de l'environnement* » est inutile puisque, dans la pratique, aucune législation sur l'environnement n'interdit toutes les formes de pollution.<sup>460</sup> De tels procédés ne sont pas sans effets au plan pratique.

<sup>456</sup> CA Poitiers, 15 janv. 2015, n° 13/01766.

<sup>457</sup> Blanchard (C.), « Quand la mauvaise qualité de la loi pénale est un motif de relaxe du dirigeant d'entreprise », *La semaine juridique*, entreprise et affaires, n° 25-18 juin 2015, p.19.

<sup>458</sup> Art. 36.

<sup>459</sup> Guihal (D.), *Droit répressif de l'environnement*, op. cit., p.104.

<sup>460</sup> Faure (M.), « L'analyse économique du droit de l'environnement », op. cit., p.289.

En effet, comme le souligne un auteur, « *les textes flous, ou prêtant à équivoque ou encore ayant des mots ou des formulations très vagues, sont sources d'arbitraires et d'insécurité judiciaires* ». <sup>461</sup>

Au total, c'est le constat de la complexité des normes d'incrimination en droit de l'environnement camerounais qui est posé. Ce droit est composé d'un grand nombre d'infractions d'origine administratives. A cela, il faut ajouter sa technicité du fait que beaucoup de notions utilisées dans cette matière sont des notions d'emprunts, issues des autres sciences telles que la physique, la biologie, la chimie (...). Tout ceci est de nature à donner au droit pénal de l'environnement l'aspect d'un '*arc-en-ciel*', un droit à mille couleurs. <sup>462</sup> L'autre caractéristique du cadre juridique de protection pénale de l'environnement au Cameroun est que, les normes sont parfois indulgentes et incomplètes.

### **3.2. Des normes de répression indulgentes et incomplètes**

**172.** Au-delà de la complexité des dispositions protectrices de l'environnement, les normes de répression en droit pénal de l'environnement camerounais ne garantissent pas toujours, une protection efficace de l'environnement. Les incriminations en droit pénal de l'environnement ne sont pas *self executing*. Pour qu'elles protègent l'environnement, il faut l'action de l'Etat qui est seul apte à les rendre efficaces. Déjà, le contenu des normes de répression n'assure pas toujours à l'environnement la protection qui lui est due.

Ainsi, le droit pénal de l'environnement camerounais se montre quelques fois indulgent vis-à-vis des potentiels contrevenants. D'un autre côté, l'on constate que, certains milieux pourtant sensibles, ne font pas encore véritablement l'objet de protection à cause du manque de textes.

Il sera question d'une part, d'analyser les obstacles à la répression (3.2.1.) et d'autre part, d'explorer l'inadaptation des sanctions pénales à la criminalité environnementale (3.2.2.).

#### **3.2.1. L'existence d'obstacles à la répression**

**173.** De toutes les règles consacrées par le droit criminel, la plus importante est sans doute celle de la légalité des délits et des peines. <sup>463</sup> Jean Pradel la considère comme la '*règle cardinale*', '*la clé de voûte*' <sup>464</sup> du droit pénal. C'est le socle de toute répression en matière pénale. Toute répression doit avoir pour base, un texte qui le prévoit. En l'absence de celui-ci, toute répression devient impossible. Ce principe, valable en droit pénal classique, l'est aussi en droit pénal de l'environnement.

Si toute répression en matière criminelle doit être au préalable autorisée par un texte, c'est également dans un texte que sont fixés les cas où la loi pénale ne peut s'appliquer. Le comportement normalement délictuel de l'individu, sort alors du champ pénal parce que justifié par un texte. L'engagement de la responsabilité pénale à l'encontre d'un délinquant n'est plus possible.

Certaines situations peuvent faire échec à la responsabilité pénale des auteurs d'atteintes à l'environnement au Cameroun. Il s'agit des causes exonératoires de responsabilité pénale (3.2.1.1.) pour certaines catégories de personnes. L'absence de textes dans certains secteurs de l'environnement (3.2.1.2.), rend aussi toute répression impossible.

---

<sup>461</sup> Tchoca Fanikoua (F.), La contribution du droit pénal de l'environnement à la répression des atteintes à l'environnement au Bénin, *op. cit.*, p.298.

<sup>462</sup> Cité par nous-mêmes.

<sup>463</sup> Merle (R.) et Vitu (A.), *Traité de Droit Criminel*, Paris, Editions Cujas, Tome 1, 6<sup>e</sup> édition, 1984, p.225.

<sup>464</sup> V. Pradel (J.), *Droit pénal général*, Paris, CUJAS, 11<sup>ème</sup> éd., T. 1, 1996, 939 p.

### 3.2.1.1. De nombreuses causes exonératoires de responsabilité pénale

174. La responsabilité pénale, principe fondamental en droit pénal, implique que la répression ne peut être exercée qu'à l'encontre des personnes pénalement responsables. La responsabilité pénale s'entend comme l'« obligation de répondre de ses actes délictueux en subissant une sanction pénale dans les conditions et selon les formes prescrites par la loi ».<sup>465</sup> Elle nécessite la réunion des trois éléments constitutifs de l'infraction que sont, un élément légal, un élément matériel et un élément moral. Mais il y a des cas où quand bien même ces conditions seraient réunies, l'individu ayant commis l'infraction n'est pas poursuivie du fait d'une cause exonératoire de responsabilité qui le met à l'abri des poursuites. Il peut même être poursuivi, mais ne fera pas l'objet d'une condamnation parce que son acte peut avoir une justification.

Malgré le fait que le législateur camerounais ait prévu que la loi pénale s'impose à tous, et l'élargissement du domaine de la responsabilité pénale<sup>466</sup>, il demeure que la loi pénale a prévu des circonstances dans lesquelles elle ne pourra pas s'appliquer. Il s'agira dans ce sens, des exonérations prévues par le Code pénal (3.2.1.1.1.), d'autres par contre, relèvent de la législation environnementale (3.2.1.1.2.).

#### 3.2.1.1.1. Les exonérations prévues par le Code pénal

175. Il y a des situations où, quand bien même un individu aurait commis une infraction, que sa responsabilité pénale ne soit pas retenue. Ces cas consacrés par le Code pénal, bien que limitatifs, sont assez nombreux. Nous analyserons les dérogations au principe de l'égalité devant la loi pénale, les immunités (3.2.1.1.1.1.). Ensuite, nous ferons l'analyse des autres causes d'irresponsabilité pénale, en mettant l'accent sur les faits justificatifs (3.2.1.1.1.2.).

##### 3.2.1.1.1.1. Les immunités obstacles à la responsabilité pénale

176. Il s'agit des causes d'impunité qu'un auteur a définies comme « une sorte de passe-droit, de faveur, qui place telle ou telle personne à l'abri des poursuites pénales quant à tel ou tel type d'infractions ».<sup>467</sup> C'est une dérogation au principe d'égalité proclamé par le Code pénal en son Article 1<sup>er</sup> en ces termes : « la loi pénale s'impose à tous ». Les immunités prévues par le Code pénal s'appliquent aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales. Nous mettrons un accent sur l'irresponsabilité pénale de certaines personnes morales, l'Etat et ses démembrements.

Yan Thomas écrivait à l'occasion du procès de Maurice Papon que « l'histoire juridique de l'Etat en Occident est celle de la programmation de son innocence au criminel ».<sup>468</sup> Ceci confirme la tradition occidentale longtemps admise selon laquelle en droit, les Etats sont innocents.

Le droit camerounais tirant ses origines<sup>469</sup> de ce droit occidental, a adopté la même position, l'irresponsabilité pénale de l'Etat et de ses démembrements. Les dispositions du Code pénal sont suffisamment claires là-dessus. Il prévoit que les personnes morales sont

<sup>465</sup> Guinchard (S.) et Debard (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.1647.

<sup>466</sup> La loi n°2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code pénal camerounais a consacré pour la première fois de manière expresse la responsabilité pénale des personnes morales (Art. 74 al. 1).

<sup>467</sup> Doucet (J-P.), « Le jugement pénal », Paris, *Litec*, 3<sup>e</sup> éd., 1991, p.104.

<sup>468</sup> Yan (T.), « La vérité, le temps, le juge et l'historien », *Le Débat*, n° 102, décembre 1998, p.31.

<sup>469</sup> A savoir le système germano-romain introduit par la France et du système de la Common Law introduit par la Grande-Bretagne. Sur cette question, V. Kenfack (E-P.), « La gestion de la pluralité des systèmes juridiques par les Etats d'Afrique noire : les enseignements de l'expérience camerounaise », *CRDF*, n° 7, 2009, pp.153-160.

responsables pénalement des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants. Cependant, cette responsabilité ne s'applique pas à l'Etat et à ses démembrements.<sup>470</sup> Le Cameroun a consacré une irresponsabilité pénale 'totale' pour cette catégorie de personne morale. Si la position du législateur camerounais est justifiable<sup>471</sup>, il faut préciser qu'elle est aujourd'hui critiquable, surtout pour ce qui concerne la protection de l'environnement.

En effet, l'Etat, bien qu'il soit garant du droit à un environnement sain, peut aussi être à l'origine de graves pollutions. C'est pourquoi certains auteurs<sup>472</sup> à travers le monde, militent en faveur de la reconnaissance de la responsabilité pénale de l'Etat. En fait, ce n'est pas tant l'irresponsabilité pénale de l'Etat qui pose problème, mais plutôt de son caractère 'absolu', même à l'endroit des démembrements de l'Etat, tel que consacré par le législateur camerounais.

En France, le législateur bien qu'il ait aussi consacré l'irresponsabilité pénale de l'Etat en son Article 121-2 du Code pénal, consacre néanmoins un régime spécial de responsabilité pénale pour les collectivités territoriales et leurs groupements. Il s'agit là d'une responsabilité pénale partielle.

Les collectivités territoriales et leurs groupements sont irresponsables des infractions accomplies au sein d'une activité non-déléguable. Mais elles sont pénalement responsables dans l'exercice d'une activité déléguable. Dans ce contexte, pour identifier les activités qui se rapprochent de celles qui sont normalement réalisées par les groupements de droit privé et en raison desquelles une collectivité territoriale peut se rendre pénalement responsable, le Code pénal français utilise le critère de la délégation de service public.<sup>473</sup> D'après ce critère, une collectivité territoriale peut voir sa responsabilité engagée toutes les fois qu'une infraction est accomplie au sein d'une activité qui peut être assurée par un autre groupement que la collectivité territoriale elle-même, c'est-à-dire au sein d'une activité qui peut faire l'objet d'une délégation de service public.<sup>474</sup>

**177.** L'imputabilité de la responsabilité pénale à l'Etat pour manquement aux obligations environnementales est encore rare. Ce qui est tout le contraire du droit civil. La jurisprudence récente révèle que dans de nombreux pays, la loi permet déjà d'intenter des procès contre l'Etat en cas de pollution de l'environnement. C'est le cas aux Pays Bas, où la responsabilité civile de l'Etat avait été engagée. En effet, la justice ordonnait le 9 octobre 2018 au

---

<sup>470</sup> Art. 74 al. 1.

<sup>471</sup> Par la séparation des pouvoirs ; un risque de confusion entre sujet actif et sujet passif ; contradiction entre le but illégal d'une infraction et la finalité d'intérêt général de la Société politique, enfin que l'Etat organisant la répression des infractions à l'environnement, on n'imagine pas l'Etat s'appliquer à lui-même des sanctions. Ces arguments ont été battus en brèche. Pour une vue complète sur la question V. Reinaldet Dos Santos (T.J.), La responsabilité pénale à l'épreuve des personnes morales : étude comparée franco-brésilienne, Thèse de l'Université de Toulouse, le 28 septembre 2017, pp.438-440.

<sup>472</sup> *Idem*. En ce qui concerne le droit pénal brésilien, voir par exemple Rothenburg (W.), A pessoa jurídica criminosa, Curitiba : Juruá, 1997. p. 212. Par rapport au droit pénal français, voir Ferrier (B.), « Une grave lacune de notre démocratie : l'irresponsabilité pénale des personnes administratives », in *Mélanges offerts à Pierre Montané de la Roque*, Toulouse : Presses de l'institut d'études politiques, 1986, p.401.

<sup>473</sup> *Ibid*. En ce qui concerne les critiques qu'on peut faire à ce critère, voir Dreyer (E.), *Droit pénal général*, Paris, Lexis Nexis, 2012, p.826.

<sup>474</sup> *Ibid*. « La question qui se pose au juge est donc celle de savoir si l'activité à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise était de celle qu'une personne privée aurait pu exercer par voie de délégation ». Maréchal (J.-Y.), *Responsabilité des personnes morales*, p.6. En droit roumain, on rencontre l'application d'un critère similaire à celui de la délégation pour établir le champ d'application de la responsabilité des personnes morales de droit public. Selon l'Art. 19 du Code pénal roumain : « les personnes morales, à l'exception de l'Etat, des autorités publiques et des institutions publiques qui déroulent une activité qui ne peut pas faire objet du domaine privé sont pénalement responsables ». Sur ce thème, voir Streteanu (F.), « La responsabilité pénale des personnes morales en droit roumain », in *Revue de droit Pénal et de science pénitentiaire*, n°2, 2007 p.332.

Gouvernement hollandais de réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays afin de protéger la vie et la vie familiale des citoyens.<sup>475</sup> Au même moment, un procès s'ouvrait aux Etats Unis, devant la Cour d'Oregon après la plainte de 21 jeunes citoyens<sup>476</sup> qui accusent le Gouvernement d'avoir « violé leurs droits à la vie, à la liberté et à la propriété » en ne sortant pas du modèle basé sur les énergies fossiles. En France, quatre associations<sup>477</sup> ont lancé mardi 18 décembre 2018, une action en justice contre l'Etat français. D'après elles, « l'action défaillante de l'Etat en matière de lutte contre le changement climatique traduit une carence fautive de l'Etat à respecter son obligation de protection de l'environnement, de la santé et de la sécurité humaine ».

Au Cameroun, l'Etat et ses démembrements, les collectivités territoriales décentralisées et l'établissement public administratif<sup>478</sup> bénéficient donc d'une immunité absolue. Quels que soient les dommages causés à l'environnement par ces entités publiques, leur responsabilité pénale ne sera pas engagée. Aucune responsabilité pénale, même partielle, ne sera retenue en leur endroit. Ceci constitue à notre sens, un obstacle à la répression des atteintes à l'environnement au Cameroun dont pourrait se rendre coupable cette catégorie de personnes. L'indulgence du législateur se manifeste également par le jeu des faits justificatifs prévus par le législateur.

### 3.2.1.1.1.2. Les faits justificatifs obstacles à la responsabilité pénale

178. Le mode d'incrimination en droit pénal de l'environnement consistant à adopter des infractions dépendantes de l'administration, peut avoir une influence non négligeable lors de la répression. En effet, l'auteur d'une infraction à l'environnement peut chercher à se dédouaner de son acte en faisant prévaloir l'existence d'un fait justificatif qui l'exonère de sa responsabilité pénale. Ainsi, « de nombreuses causes exonératoires classiques jouent surtout un rôle en droit pénal de l'environnement de par l'imbrication entre le droit pénal et le droit administratif ».<sup>479</sup> Le prévenu pourra évoquer l'un des quatre faits justificatifs légaux que prévoit le Code pénal camerounais<sup>480</sup> pour échapper aux sanctions. Ces faits justificatifs excluent la responsabilité pénale et même civile parce qu'ils suppriment le caractère fautif de l'acte incriminé. Nous insisterons sur deux de ces faits justificatifs, l'état de nécessité et la légitime défense, tout en présenter leurs effets.

179. S'agissant de l'état de nécessité, P. Foriers écrivait que « l'état de nécessité est la situation dans laquelle se trouve une personne qui ne peut raisonnablement sauver un bien, un intérêt ou un droit que par la commission d'un acte qui, s'il était détaché des

---

<sup>475</sup> La Cour d'appel de la Haye confirmait un jugement rendu en première instance, le 24 juin 2015, ordonnant au Gouvernement néerlandais de réduire les émissions de gaz à effet de gaz (GES). La juridiction a affirmé que l'Etat agissait 'illégalement et en violation du devoir de diligence' sans prononcer de sanctions contre lui. Il s'agit là d'une nouvelle victoire de l'organisation environnementale néerlandaise Urgenda. Elle avait engagé le recours au nom de 886 citoyens néerlandais dans le cadre d'une action en groupe. En juin 2015, un tribunal de district avait donné partiellement raison aux plaignants en demandant au Gouvernement néerlandais alors en exercice de 'faire plus' en matière climatique.

<sup>476</sup> Il s'agit du procès de l'affaire dénommée, *Juliana c. Etats Unis*.

<sup>477</sup> Il s'agit de Greenpeace, Oxfam, la Fondation pour la nature et l'Homme (FNH) et l'association notre affaire à tous.

<sup>478</sup> Voir Ndouta Emiang (V.J.), L'établissement public spécial en droit administratif camerounais, Master, Université de Yaoundé 2, 2014/2015.

<sup>479</sup> Faure (M.), « Les causes exonératoires en droit pénal de l'environnement », Kluwer Éditions Juridiques Belgique, *Aménagement-Environnement*, 1995, n° spécial, p.16.

<sup>480</sup> Il s'agit de l'ordre de la loi (Art. 76 CPC) ; le commandement de l'autorité légitime (Art. 83 CP) ; la légitime défense (Art. 84 CP) et l'état de nécessité (Art. 86 CP).



*circonstances qui l'entourent, serait délictueux* ». <sup>481</sup> N. Colette-Basecqz et N. Blaise <sup>482</sup> abondent dans le même sens. Pour eux, il s'agit d'une cause de justification objective en vertu de laquelle le fait incriminé se voit conférer un caractère licite, de telle manière que son auteur sera acquitté. L'agent se trouve devant un choix : subir le dommage ou commettre une infraction, situation de détresse et c'est pourquoi certains ont préféré parler d'état de détresse que d'état de nécessité. <sup>483</sup>

Sans toutefois définir l'état de nécessité, le législateur camerounais dispose que « [...] la responsabilité pénale ne peut résulter de l'atteinte faite à un bien dans le but de détourner de soi-même ou à autrui, un péril grave, imminent ou autrement évitable, à condition qu'il n'y a pas disproportion entre le mal à écarter et la mesure prise pour le prévenir ». <sup>484</sup> En droit français, le législateur affirme que, « n'est pas pénalement responsable, la personne qui, face à un danger actuel ou imminent qui menace, elle-même, autrui ou un bien, accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, sauf s'il y a disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace ». <sup>485</sup>

*A priori*, un fait normalement constitutif d'infraction ne saurait entraîner la responsabilité pénale de son auteur s'il a été réalisé dans les conditions prévues par l'état de nécessité. La Cour de cassation a eu l'occasion, dans un arrêt de préciser les conditions de l'état de nécessité en droit pénal. Selon la Cour, « 'l'état de nécessité' ne peut être admis comme cause de justification que s'il réunit plusieurs conditions à savoir que la valeur du bien sacrifié doit être inférieure ou à tout le moins équivalente à celle du bien que l'on prétend sauvegarder, que le droit ou l'intérêt à sauvegarder soit en péril imminent et grave, qu'il soit impossible d'éviter le mal autrement que par l'infraction et que l'agent n'ait pas volontairement créé par son fait, le péril dont il se prévaut ». <sup>486</sup>

Plutôt que de respecter la réglementation environnementale, l'auteur choisira donc quelques fois d'enfreindre la loi en évoquant l'argument selon lequel, il ne pouvait faire autrement que de commettre le délit afin d'éviter un dommage plus important. Cela suppose que l'auteur de l'infraction s'est retrouvé face à un dilemme qui l'a contraint à opérer un choix tout en ayant conscience que son comportement est contraire à la loi. En droit pénal de l'environnement, l'état de nécessité soulève plusieurs problèmes particuliers. Ceux-ci ont fait l'objet d'une étude par la doctrine. <sup>487</sup> Nous n'y reviendrons pas largement.

D'une manière générale, disons que, la seule évocation de l'état de nécessité par l'auteur comme un justificatif à son acte n'emporte pas automatiquement application de celui-ci. Il peut arriver que l'agent ait lui-même commis une faute qui va alors exclure l'application de l'état de nécessité. Depuis un arrêt de la Cour de cassation du 28 avril 1999, l'état de nécessité est exclu lorsque l'agent a sciemment et volontairement créé par son fait le péril dont il se prévaut. <sup>488</sup> En responsabilité civile, il est admis que l'agent ne peut se prévaloir de l'état de nécessité comme cause de justification que s'il n'a pas créé par sa faute l'alternative devant

---

<sup>481</sup> Foriers (P.), *De l'état de nécessité en droit pénal*, Paris, Sirey, 1951, 387p.

<sup>482</sup> Colette-Basecqz (N.) et Blaise (N.), *Manuel de droit pénal général*, FUNDP Namur, Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2010, p.208.

<sup>483</sup> Roux (J.A.), I, §57, p.1975.

<sup>484</sup> Art. 83 CPC.

<sup>485</sup> Art. 122-7 du CPC.

<sup>486</sup> Cass., 28 avril 1999, *Pas.*, 1999, I, 598. Repris par Thunis (X.), « Théorie générale de la faute : volume 3 : la faute comme acte imputable à son auteur », *op. cit.*, §52, p.43.

<sup>487</sup> Cf. Les contributions de De Nauw (A.), « La consécration jurisprudentielle de l'état de nécessité » (note sous Cass., 13 mai 1987), *R.C.J.B.*, 1989, pp.593 et s ; M. Faure, « Les causes exonératoires en droit pénal de l'environnement », *op. cit.* ; Thunis (X.), « Théorie générale de la faute : volume 3 : la faute comme acte imputable à son auteur », *op. cit.*

<sup>488</sup> Cass., 28 avril 1999, *Pas.*, 1999, I, p.598 ; Cass., 13 nov. 2001, *Pas.*, 2001, I, p.1848.

laquelle il se trouve.<sup>489</sup> Parfois ce sont des difficultés économiques qui sont souvent avancées par les agents pour se prévaloir d'un état de nécessité.

**180.**La jurisprudence européenne sur les conditions de l'état de nécessité est abondante. Mais comme le note le Professeur M. Faure, « *il ressort de la jurisprudence (en grande partie inédite) que celle-ci n'est pas toujours unanime ; parfois, les difficultés socio-économiques invoquées par le chef d'entreprise mènent à l'acceptation de l'état de nécessité ; dans d'autres cas, c'est le contraire* ». <sup>490</sup> La jurisprudence camerounaise sur l'état de nécessité étant encore rare, nous ferons référence à la jurisprudence européenne, notamment belge, tirée de l'article du Professeur Faure précité.

Il s'agit de l'arrêt rendu le 27 juin 1985 par la Cour d'appel de Gand. En l'espèce, des poursuites avaient été introduites pour déversement d'eaux usées ne respectant pas les conditions d'une autorisation de déversement. Cette autorisation avait été délivrée le 10 mars 1977, mais un délai transitoire avait été instauré, si bien que les conditions de l'autorisation ne devaient être respectées qu'au plus tard après 40 mois, soit le 10 juillet 1980. Le prévenu a affirmé qu'il ne pouvait pas respecter les conditions de l'autorisation de déversement parce que cela aurait impliqué un investissement en capitaux qu'il ne pouvait pas supporter financièrement en 1980, période durant laquelle son secteur d'activité a justement traversé une crise. Les dépenses financières nécessaires auraient impliqué la disparition de l'entreprise et le licenciement de 600 personnes. La Cour d'appel de Gand a admis cet argument de l'emploi et a déclaré fondée la défense invoquant 'la force majeure', 'l'état de nécessité' et 'l'absence de toute culpabilité', ce qui a entraîné l'abandon des poursuites judiciaires. <sup>491</sup>

Des décisions allant dans le sens inverse ont été prononcées. Dans un jugement rendu le 24 décembre 1968, le Tribunal correctionnel de Verviers a débouté un chef d'entreprise qui invoquait un état de nécessité et qui était poursuivi parce qu'il avait déversé dans une rivière du lactosérum qui avait entraîné la mort de très nombreux poissons. Le prévenu a affirmé que s'il n'avait pas pu effectuer le déversement, il aurait dû fermer son entreprise, ce qui aurait entraîné le licenciement de 40 travailleurs. <sup>492</sup> Les juges avaient rejeté cette défense fondée sur l'état de nécessité.

L'état de nécessité est très proche de la légitime défense en ce que, le lien qui unit ces deux circonstances est précisément le caractère nécessaire de l'infraction commise.

**181.**La légitime défense autant que l'état de nécessité, font obstacles à la mise en œuvre de la responsabilité pénale. C'est une exception au principe général selon lequel, nul ne doit se faire justice. Cependant, en raison de l'urgence et de l'impossibilité matérielle de se faire défendre par les forces de l'ordre, la loi permet aux citoyens de se substituer en quelque sorte à celles-ci. C'est à ce titre que le Code pénal dispose que « *la responsabilité pénale ne peut résulter d'un acte commandé par la nécessité immédiate de la défense de soi-même ou*

---

<sup>489</sup> Wery (P.), « L'état de nécessité et l'élimination de la faute aquilienne et de la faute contractuelle », *R.R.D.*, 1987, pp.105 et s., p.110 ; Cass., 24 mars 1999, *Dr. circ.*, 1999, p.279. En droit français, Pau (ch. corr.), 10 sept. 2009, *D.*, 2010, p.484, note Potaszkin (T.). L'affaire concernait une partie de chasse au cours de laquelle un chasseur, menacé par une ourse appartenant à une espèce animale protégée, s'était vu reprocher d'avoir commis une faute antérieure le plaçant dans une situation de danger excluant l'état de nécessité. Cité par Thunis (X.), « Théorie générale de la faute : volume 3 : la faute comme acte imputable à son auteur », *op. cit.*, §54, p.45.

<sup>490</sup> Faure (M.), « Les causes exonératoires en droit pénal de l'environnement », *op. cit.*, p.24.

<sup>491</sup> *Idem.* Gand. 27 juin 1985. *R. W.*, 1986-1987, 1691, avec la note de Vandeplas (A.), « Een beroep op A.V.A.S. inzake milieuverontreiniging » : v. aussi, Gand, 3 octobre 1955, *R. W.*, 1986-1987, 1694, et la note de Boss (M.), « Monumentenzorg en subsidiëring », et pour une analyse critique de ces deux arrêts, v. Fnorta (M.), « Financiële problemen als rechtvaardigingsgrond voor milieuverontreiniging ? », *R. W.*, 1988-1989, pp.286-297.

<sup>492</sup> *Idem.*

*d'autrui, ou d'un droit appartenant à soi-même ou d'autrui, contre une atteinte illégitime, à condition que la défense soit proportionnée à la gravité de l'atteinte ».*<sup>493</sup>

Il résulte de la lecture de cette disposition que, chacun a le droit de défendre non seulement sa personne et tous ses droits. Mais également la personne et tous les droits d'autrui, sous réserve que, dans tous les cas, les conditions suivantes soient remplies : l'atteinte ou l'attaque doit être illégitime (illégal et injuste) ; l'attaque doit être actuelle ou imminente ; la défense doit être proportionnée à l'atteinte et enfin, la riposte doit être concomitante à l'attaque.

C'est sans doute ces conditions que devrait respecter l'acte d'un agent qui abattrait un animal protégé sous couvert d'une légitime défense que prévoit la loi qui dispose « *nul ne peut être sanctionné pour fait d'acte de chasse d'un animal protégé, commis dans la nécessité immédiate de sa défense, de celle de son cheptel domestique et/ou de celle de ses cultures* ». <sup>494</sup>

**182.** Les faits justificatifs ont des effets, aussi bien sur la responsabilité pénale que sur la responsabilité civile.

Sur la responsabilité pénale, les faits justificatifs suppriment la responsabilité pénale de l'agent. Les poursuites ne pourront plus être engagées contre lui, et si elles l'ont été, elles se termineront par un non-lieu, une relaxe ou un acquittement total. Aucune mesure de sûreté ne peut être décidée ; l'auteur n'est pas dangereux, il a au contraire rendu service à la société.

Sur la responsabilité civile. En principe, les faits justificatifs excluent également la responsabilité civile. A l'évidence, la personne agressée ou obéissant à un ordre de la loi n'a pas à réparer les conséquences dommageables de son acte de défense ou d'obéissance. Toutefois, des effets limités s'observent en ce qui concerne l'état de nécessité qui supprime toujours la responsabilité pénale et parfois la responsabilité civile. En effet, dans des cas très rares, il arrive que la jurisprudence décide que l'auteur de l'infraction reste tenu d'indemniser sa victime. <sup>495</sup>

D'autres causes exonératoires sont prévues par le CPC. Entre autres la contrainte, l'erreur, la démence, la minorité (...). Ces causes d'irresponsabilités sont nécessaires pour corriger les disparités sociales et les injustices. Mais plus important, à travers ces causes exonératoires, le système du droit pénal donne des incitations pour changer le comportement des individus. S'il y a erreur, démence ou minorité, l'application du droit pénal ne peut pas avoir un effet positif pour changer le comportement de l'individu. D'un point de vue social cela n'a pas de sens.

A côté des causes exonératoires de responsabilité prévues par le Code pénal, nous avons les causes exonératoires de responsabilité relevant de la législation environnementale.

### **3.2.1.1.2. Les exonérations prévues par la législation environnementale**

**183.** Dans les affaires touchant au droit pénal de l'environnement, la première défense importante qui est développée relève souvent du droit purement administratif parce qu'il se fait justement qu'un délit d'environnement consistera souvent en la violation de conditions d'autorisation. <sup>496</sup> Nous insisterons sur le cas de l'autorisation administrative bien que des cas de légitime défense <sup>497</sup> soient aussi prévus.

---

<sup>493</sup> Art. 84 CPC.

<sup>494</sup> Art. 83 (1) de la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche.

<sup>495</sup> Crim, 27 déc. 1884, D., 1885.I.219.

<sup>496</sup> Faure (M.), « Les causes exonératoires en droit pénal de l'environnement », *op. cit.*, p.16.

<sup>497</sup> Elle prévoit à l'Art. 83, qu'« est puni d'une amende de dix millions (10 000.000) à cinquante millions (50 000 000) de FCFA et d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à un (1) an ou de l'une de ces deux peines seulement, tout capitaine de navire qui se rend coupable d'un rejet dans les eaux maritimes sous juridiction camerounaise d'hydrocarbures ou d'autres substances liquides nocives pour le milieu marin, en infraction aux dispositions de la présente loi et de ses textes d'application ou des Conventions internationales relatives à la

184. L'autorisation administrative peut être définie comme « un acte par lequel une autorité administrative permet à un bénéficiaire d'exercer une activité ou de jouir des droits dont l'exercice ou la jouissance sont subordonnés à son obtention ».<sup>498</sup> L'acte ou l'activité soumise à autorisation n'est cependant pas toujours conforme à la loi.

En effet, en matière d'environnement, l'autorisation administrative permet l'exercice d'une activité même susceptible de porter préjudice à la nature. Cela signifie que, lorsqu'une activité dommageable est exercée sous le couvert d'une autorisation administrative, le trouble, même grave qu'elle produit, n'est pas manifestement illicite.<sup>499</sup> On parlera alors d'une '*autorisation libératoire*'.<sup>500</sup> Les autorisations administratives fonctionnent à peu près comme les faits justificatifs que nous avons précédemment étudiés. Elles constituent alors des obstacles à la responsabilité pénale. D. Guihal dit en ce sens que « *l'autorisation administrative exonère apparemment la responsabilité pénale* ». <sup>501</sup>

L'analyse des incriminations en droit pénal de l'environnement camerounais a permis de constater qu'il existe des infractions qui consistent juste en des violations des prescriptions administratives. Le juge pénal pourra alors très souvent être confronté à examiner la validité d'une condition d'autorisation. Le législateur camerounais a prévu cette hypothèse. Il s'agit des questions préjudicielles de nature administrative qui peuvent être soulevées au cours du procès pénal. La généralité des termes de l'Article 296 du CPP<sup>502</sup> laisse penser que les questions préjudicielles de nature administrative soulevées devant le TPI sont tranchées par la juridiction administrative. En revanche, le TGI, ayant plénitude de juridiction, il serait compétent pour connaître des questions préjudicielles de nature administrative soulevées devant lui.

En France par contre, si un acte administratif est invoqué et qu'une exception d'illégalité est soulevée, dans le silence du législateur, il y avait une contrariété de décisions entre le Tribunal des Conflits et la Cour de cassation. Selon le Tribunal des Conflits<sup>503</sup>, les juridictions pénales pouvaient apprécier la légalité d'un règlement, mais non celle d'un acte administratif individuel. Selon une abondante jurisprudence de la chambre criminelle en revanche, la juridiction répressive pouvait apprécier la régularité d'un règlement administratif, mais aussi celle d'un acte administratif individuel, puisqu'en qualité de gardien des libertés individuelles, le tribunal répressif avait plénitude de juridiction. Aucune exception préjudicielle ne pouvait lui échapper.

---

*prévention de la pollution marine auxquelles le Cameroun est partie*», la loi apporte cependant un assouplissement au 4<sup>e</sup> alinéa, il dispose que « *Les pénalités prévues par le présent article ne s'appliquent pas aux rejets effectués par un navire pour assurer sa propre sécurité ou celle d'autres navires, ou pour sauver des vies humaines, ni aux déversements résultant de dommages subis par le navire sans qu'une faute ne puisse être établie à l'encontre de son capitaine ou de son équipage* ».

<sup>498</sup> Cornu (G.), *Vocabulaire juridique*, op. cit., p.261.

<sup>499</sup> Guihal (D.), *Droit répressif de l'environnement*, Paris, Economica, 3<sup>ème</sup> édition, 2008, p.13.

<sup>500</sup> Faure (M.), « Les causes exonératoires en droit pénal de l'environnement », op. cit., p.16.

<sup>501</sup> Guihal (D.), *Droit répressif de l'environnement*, op. cit., p.541 et s. Cité par Faure (M.), « Vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », op. cit., p.17.

<sup>502</sup> (1) Le Tribunal de Première Instance est compétent pour statuer sur toutes les exceptions soulevées par les parties à l'exclusion des exceptions préjudicielles.

(2) a) Lorsqu'une exception préjudicielle est admise, le Tribunal de Première Instance doit surseoir à statuer jusqu'à ce que la juridiction compétente se prononce sur cette exception ; b) Le Tribunal impartial à l'auteur de l'exception un délai pour saisir la juridiction compétente ; c) Si l'action n'est pas introduite dans ce délai, il est passé outre l'exception, à moins que la partie qui l'a soulevée ne justifie son inaction.

(3) Si l'exception n'est pas admise, les débats continuent.

<sup>503</sup> Arrêt *Avanches et Desmarêts*, TC 1951.

Depuis le 1<sup>er</sup> mars 1994<sup>504</sup>, le juge répressif français peut apprécier la légalité d'un acte administratif individuel ou réglementaire, si de cette appréciation dépend la solution du procès qui lui est soumis.<sup>505</sup>

Si l'autorisation administrative peut constituer une cause exonératoire de responsabilité pénale comme cela semble être le cas dans certaines législations<sup>506</sup>, il n'est cependant pas souhaitable que l'autorisation administrative soit considérée comme une cause d'exonération générale de responsabilité, surtout dans les cas où la responsabilité pénale dépend de la violation administrative. Par exemple, si le législateur pénalise tous ceux qui vont jeter des eaux usées dans les eaux de surface sans autorisation, il est clair qu'il n'y a pas de fait pénal s'il y a autorisation. Dans ce cas, il est donc inutile d'ajouter une cause exonératoire. Mais dans les autres cas, par exemple s'il y a des délits autonomes, l'essentiel d'un délit autonome est que l'autorisation administrative ne peut vous exonérer de la responsabilité pénale.

Des voix se sont fait entendre pour décrier les effets pervers de l'autorisation administrative sur la répression des atteintes à l'environnement. Il en est ainsi de celle de M. Prieur qui estime qu'« *il est anormal que le respect des règles administratives conduit à empêcher toutes sanctions pénales alors qu'il y a cependant dommage à l'environnement* ».<sup>507</sup> Cette pratique est préjudiciable à la mise en œuvre de la responsabilité pénale des auteurs d'atteintes à l'environnement. A notre sens, le mécanisme des autorisations administratives, fait de l'administration un complice des atteintes perpétrées contre l'environnement. Les pollueurs obtiennent à travers celles-ci, des passe-droits qui leur permettent d'échapper à toutes poursuites.

**185.** En somme, bien que les causes exonératoires constituent des obstacles à la répression, il faut relever que, d'un point de vue de la bienfaisance sociale, la répression est aussi inutile et pas nécessaire. La raison en est que dans ces cas, les poursuites n'ont pas de sens ou bien parce que le fait n'est pas illicite (cause justificative) ou bien la personne n'est pas coupable (cause de non-culpabilité). Quoi qu'il en soit, lorsqu'une cause exonératoire est soulevée avec succès par l'auteur de l'acte, la répression ne sera tout simplement plus possible.

En plus de ces causes exonératoires, la législation environnementale camerounaise, bien qu'abondante, ne régit pas encore tous les secteurs de l'environnement.

### 3.2.1.2. Des textes répressifs incomplets

**186.** Le cadre normatif de protection de l'environnement au Cameroun est assez riche.<sup>508</sup> Il couvre un vaste domaine. La Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement en donne un aperçu du cadre juridique et spatial. Pour l'application efficace de cette loi, le législateur a prévu que l'exécutif prendra des décrets d'application dans certains domaines. Sans compter que chaque secteur de l'environnement devrait être chapeauté d'une loi au sens législatif du terme. D'après notre décompte, au moins une vingtaine de décrets d'application ont été prévus par la Loi-cadre. Certains ont déjà vu le jour, d'autres sont encore en attente, notamment le cadre juridique de protection de l'environnement marin.

---

<sup>504</sup> Date de l'entrée en vigueur du Code pénal actuellement applicable en France.

<sup>505</sup> Art. 111-5 CP français.

<sup>506</sup> C'est le cas en France, sa loi pénale dispose en son Art. 122-4 que : « *n'est pas pénalement responsable la personne qui accomplit un acte prescrit ou autorisé par des dispositions législatives ou réglementaires* ».

<sup>507</sup> Prieur (M.), *Droit de l'environnement*, op. cit., p.859. Cité par Faure (M.), « Vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », op. cit., p.6.

<sup>508</sup> Les différents textes peuvent être consultés sur le site [http://www.minep.gov.cm/index.php?option=com\\_docman&Itemid=31&lang=fr](http://www.minep.gov.cm/index.php?option=com_docman&Itemid=31&lang=fr).

En effet, la Loi-cadre sur la gestion de l'environnement contient quelques dispositions sur la protection de l'environnement marin, mais celles-ci n'ont pas été suivies de textes réglementaires d'application. Pourtant, le législateur avait manifesté sa volonté pour l'adoption de ces textes réglementaires. Il s'agit en clair, du décret qui devrait fixer la liste des substances dont le déversement, l'immersion et l'incinération dans les eaux maritimes sont interdits<sup>509</sup> et d'un autre décret qui devrait permettre de prévenir et combattre toute pollution marine en provenance des navires et des installations sises en mer et /ou sur terre.<sup>510</sup>

À l'heure actuelle, il est difficile de répertorier les textes législatifs relatifs soit à la protection, soit à la gestion de l'environnement marin. Cela suppose l'absence d'une loi globale sur la pollution marine, sur la protection du littoral et spécifiquement sur la protection des forêts de mangroves.<sup>511</sup> Le Professeur M. Kamto le faisait déjà remarquer en ces termes « [...] si quelques pays insulaires pour la plupart tels que l'Ile Maurice, Madagascar mais aussi le Togo, la Côte-d'Ivoire, le Nigeria, le Sénégal, la Mauritanie, le Maroc, etc. disposent de réglementations spécifiques en la matière, on ne peut en dire autant du Cameroun par exemple. Ce pays dispose pourtant d'une importante forêt de mangroves de plus en plus menacée et ses seules eaux poissonneuses au large de la péninsule de Bakassi ne font l'objet d'aucune protection particulière alors que ce réservoir de poissons dont dépendent largement aussi bien les populations côtières camerounaises que celles du Nigeria voisin se situe en pleine zone pétrolière ».<sup>512</sup>

**187.** En l'absence de textes spécifiques sur l'environnement marin, c'est la loi n° 83-16 du 21 juillet 1983 réglementant la police à l'intérieur des domaines portuaires et son décret d'application n° 85-1278 du 26 septembre 1985 qui régissent le domaine marin au Cameroun. Mais ni l'une ni l'autre ne pose clairement le principe de l'interdiction de la pollution marine autrement que de façon implicite. Ils consacrent par contre nombre de leurs dispositions à la lutte contre ce phénomène notamment par le biais de la répression.<sup>513</sup> L'Article 11 de la loi réprime en effet, « toute personne qui, du fait de ces activités, pollue le domaine portuaire » ; et l'Article 49 du décret précise que « les usagers du port sont responsables des conséquences dommageables de la pollution qui serait le fait de leurs activités ».<sup>514</sup>

Au plan international, le Cameroun a ratifié<sup>515</sup> la Convention de Marpol<sup>516</sup>, Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires adoptée à Londres le 02 novembre 1973. Ayant ainsi été ratifiée par le Cameroun, cette Convention fait désormais partie intégrante de l'ordre juridique camerounais en vertu de l'Article 45 de la Constitution du 18 janvier 1996. Il dispose que « les Traités et Accords régulièrement approuvés ou

---

<sup>509</sup> Art. 31 al. 2 : « la liste des substances (...) est précisée par un décret d'application de la présente loi ».

<sup>510</sup> Art. 33 al.2 : « les dispositions nécessaires pour prévenir et combattre toute pollution marine en provenance des navires et des installations sises en mer et/ou sur terre sont fixées par un décret d'application de la présente loi ».

<sup>511</sup> D'après les informations recueillies auprès des responsables du MINEPDED, une loi sur la protection de la mangrove serait en cours d'adoption à l'Assemblée Nationale.

<sup>512</sup> Kamto (M.), *Droit de l'environnement en Afrique*, op. cit., p.301.

<sup>513</sup> Akam Akam (A.), « La protection du domaine portuaire contre la pollution. Étude de droit maritime camerounais », *inédit*, 1995, p.15.

<sup>514</sup> *Ibid.*

<sup>515</sup> En décembre 2006.

<sup>516</sup> Elle a remplacé la Convention pour la prévention des eaux de mers par les hydrocarbures, dite 'Convention OIPOL'. Cette Convention a été élaborée à Londres le 12 mai 1954. Elle fut amendée à trois reprises notamment le 13 avril 1962, le 21 octobre 1969 et le 12 octobre 1971. Cité par Ngamalieu Njiadeu (A.), *La protection de l'environnement marin au Cameroun : contribution à l'étude de la mise en œuvre des Conventions internationales*, DEA Droit public, Université de Douala, 2005, p.56.

*ratifiés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celles des lois, sous réserve pour chaque accord ou traité, de son application réciproque ».*<sup>517</sup>

Les causes exonératoires et les vides juridiques constatés en matière d'environnement au Cameroun, constituent des freins à la répression des atteintes à l'environnement. Les limites relatives aux sanctions pénales viennent s'ajouter aux lacunes du DPE camerounais.

### **3.2.2. Des sanctions pénales inadaptées**

**188.** Les sanctions pénales proposées par le législateur camerounais, bien que variées et sévères, présentent quelques lacunes qu'il convient de relever ici.

A l'observation, le législateur pour punir les auteurs d'atteintes à l'environnement, recourt le plus souvent à des peines classiques qui ne sont pas toujours adaptées à la criminalité environnementale, mais plutôt, à la criminalité ordinaire. De plus, il existe une telle incohérence au niveau du quantum des infractions qu'on a l'impression que la fixation des peines en matière d'environnement ne répond à aucune logique.

L'analyse va nous permettre de démontrer que, le législateur camerounais utilise fréquemment des peines classiques du droit pénal pour sanctionner les atteintes à l'environnement, l'amende et l'emprisonnement (3.2.2.1.). De même, les sanctions proposées sont le plus souvent disproportionnées (3.2.2.2.).

#### **3.2.2.1. Le recours aux peines classiques**

**189.** L'emprisonnement et l'amende sont omniprésents parmi les sanctions proposées par le législateur pour réprimer les atteintes à l'environnement au Cameroun. Le recours à ces deux peines pour sanctionner les atteintes à l'environnement est frappant et discutable en même temps.

Frappant en ce que, les infractions à la législation environnementale sont toutes sanctionnées par l'emprisonnement et/ou l'amende. Le législateur prévoit que ces peines peuvent être appliquées soit simultanément, soit séparément. Lorsqu'elles sont proposées de manière simultanée, le juge pourra alors appliquer en même temps les deux peines au délinquant écologique. C'est ce que prévoit l'Article 16 de la loi portant sur le régime de l'eau. Elle prévoit un emprisonnement de cinq (5) ans à quinze (15) ans 'et' d'une amende de dix millions (10 000 000) à vingt millions (20 000 000) de FCFA, pour toute personne qui pollue et altère la qualité des eaux. La conjonction de coordination 'et' exprimant l'addition, laisse penser que les deux peines, l'amende et l'emprisonnement seront cumulativement appliquées au contrevenant.

Cependant, il y a des cas où le législateur prévoit l'application de l'une de ces deux peines seulement. Dans ce cas, soit il le précise dans le texte d'incrimination<sup>518</sup>, soit il prévoit juste une seule peine<sup>519</sup>, sans donner la possibilité de choix au juge.

Vraisemblablement, l'emprisonnement et l'amende ne sont pas efficaces pour protéger l'environnement. Le problème avec ces peines, c'est qu'elles ne garantissent pas que la pollution qui est causée dans le passé soit enlevée ou qu'elle ne continue pas. Le fait

---

<sup>517</sup> Cette condition de réciprocité ne s'applique pas aux Conventions relatives aux droits de l'Homme dont fait partie le droit de l'environnement en vertu du Principe 1 de la Déclaration de Stockholm de 1972 qui dispose : « *l'Homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être. Il a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures* ».

<sup>518</sup> Exemple : pour les infractions prévues à l'Art. 154 de la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche, il est prévu une amende de 5 000 à 50 000 francs CFA et d'un emprisonnement de dix (10) jours ou de l'une seulement de ces peines.

<sup>519</sup> Art. 33 de la loi portant phytosanitaire, amende de cinquante (50 000) francs.

d'emprisonner un chef d'entreprise ou de le condamner à des amendes ne garantit pas nécessairement l'assainissement de l'environnement pollué. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire au droit pénal de l'environnement d'avoir des peines spécifiques (ou des mesures) qui ont pour but de garantir que la pollution causée dans le passé soit aussi enlevée. Par exemple, une obligation de remise en état des lieux, et que la pollution ne continue pas dans le futur, par exemple une obligation de ne plus utiliser une installation qui était à la base de l'infraction.

190. Le recours à ces peines n'est pas propre au Cameroun. A titre de droit comparé<sup>520</sup>, un auteur<sup>521</sup> fait le même constat concernant le droit pénal de l'environnement de son pays. Il souligne que : *« l'amende est la mesure punitive la plus fréquemment utilisée par le législateur pour sanctionner les infractions aux lois environnementales »*. Leur intervention en matière d'environnement est aussi discutable.

Primo, nous nous interrogeons sur les motivations qui ont entraîné l'utilisation systématique de ces peines en droit pénal de l'environnement. La raison est simple : la criminalité environnementale continue d'être traitée comme une criminalité ordinaire au Cameroun. Le droit pénal de l'environnement camerounais est une discipline en défriche. Les règles spécifiques à cette matière ne sont pas encore correctement maîtrisées par les professionnels du droit, encore moins par les profanes. La matière ne fait presque pas encore l'objet d'enseignement dans les facultés de droit au Cameroun. La politique criminelle n'a pas encore véritablement intégré la délinquance écologique comme un enjeu majeur. Pour toutes ces raisons, il n'est pas surprenant que les peines classiques soient principalement appliquées en droit pénal de l'environnement camerounais.

Concernant le cas spécifique de l'amende, si l'on considère le classement des peines principales contenues dans le Code pénal, on observe que, l'amende est citée à chaque fois, en dernière position<sup>522</sup> que ce soit chez les personnes physiques que morales. Elle est donc la '*benjamine*' des sanctions pénales proposées à titre de peines principales. Cependant, elle est la plus usitée par rapport aux autres peines. Si cela peut être justifié pour des questions pratique et économique, il n'en demeure pas moins que, cela pourrait également traduire une certaine indulgence du législateur camerounais, même si, les montants venaient à être élevés. Les peines telles que la dissolution, la fermeture de l'établissement sont rarement appliquées, pourtant adaptées aux affaires concernant l'environnement.

Secundo, considérant que la criminalité environnementale obéit à des règles spécifiques, l'amende et l'emprisonnement, peines classiques, ne sont pas toujours aptes à être appliqués en matière d'environnement. En ce qui concerne la France, un auteur<sup>523</sup> relève que *« [...] l'inadéquation de certaines des peines proposées aux atteintes environnementales à savoir les peines classiques d'amende et d'emprisonnement est flagrante »*. Il renchérit en précisant que *« ces peines classiques, adaptées aux infractions de droit commun, ne le sont guère aux atteintes portées à la nature. À elles seules, et dans la mesure où le juge pénal demeure toujours réticent à s'approcher des maximums encourus dans les condamnations qu'il*

---

<sup>520</sup> Lire, la contribution du Professeur Faure (M.) et Philipsen (N.), Metro, Maastricht University: System of sanctions (administrative vs. criminal vs. civil proceedings at MS/EU level), of the EFFACE project, «Evaluation of the strengths, weaknesses, threats and opportunities associated with EU efforts to combat environmental crime», June 2015, p.26. Available in [www.efface.eu](http://www.efface.eu).

<sup>521</sup> Halley (P.) et Gagnon-Rocque (A.), « La sanction en droit pénal canadien de l'environnement : la loi et son application », *Les Cahiers de droit*, vol. 50, n° 3-4, 2009, p.928. Disponible sur <http://id.erudit.org/iderudit/039345ar>.

<sup>522</sup> Les peines principales, pour les personnes physiques : la peine de mort ; l'emprisonnement et l'amende ; pour les personnes morales : la dissolution, la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement et l'amende (Art. 18).

<sup>523</sup> Jaworski (V.), « L'état du droit pénal de l'environnement français : entre forces et faiblesses », *op. cit.*, p.910.



prononce, elles ne sauraient être dissuasives ni révélatrices de la valeur accordée à la disparition d'espèces protégées ».<sup>524</sup>

Une autre faiblesse des sanctions pénales est liée au fait que les peines proposées sont souvent disproportionnées.

### 3.2.2.2. Des peines disproportionnées

Une analyse des peines proposées en matière d'environnement pousse à réflexion. En effet, nous observons un véritable décalage entre d'une part, la peine proposée et la valeur à protéger, d'autre part entre la peine proposée par le texte et la peine effectivement appliquée par le juge. Notre analyse sera consacrée au premier cas.

191. D'abord, la disproportionnalité entre la peine proposée et la valeur à protéger. Illustrons par un exemple concret qui n'est pas un cas isolé. Comment comprendre qu'un vol simple<sup>525</sup>, soit puni de cinq (5) à dix (10) ans d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100 000) à un million (1 000 000) de francs, alors que la pollution de l'atmosphère<sup>526</sup> au point de la rendre nuisible à la santé publique n'est sanctionnée que de quinze (15) jours à six (06) mois d'emprisonnement et d'une amende de cinq mille (5000) à un million (1 000 000) de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

A notre sens, il y a là disproportion entre la valeur protégée et la sanction proposée par le législateur. En effet, dans le premier cas, c'est le '*Bien*' qui est protégé, tandis que dans le second, c'est la protection de l'humain qui est visée. Au vu des sanctions prévues pour chaque cas, il est un peu curieux de constater que le législateur accorde plus d'importance à la protection d'un '*Bien*' qu'à l'humain visé dans le second cas, d'autant plus que la pollution de l'atmosphère est susceptible d'avoir des effets sur plusieurs personnes. Les juges n'ont pas souvent trop de choix que d'appliquer ces sanctions peu dissuasives.

Concernant le cas spécifique de la réglementation sur la faune ou de la flore, certains auteurs<sup>527</sup> font remarquer que les sanctions oscillent généralement entre un mois et deux ans de prison ferme. Ils soutiennent leur argument par ces décisions : dans l'affaire<sup>528</sup> *MP et Administration chargée de la faune c/Oumarou Haman*, celui-ci, pour détention illégale de pointes d'ivoire et commercialisation des trophées, avait écopé d'une peine privative de liberté de 30 jours. De même, mis en cause devant les tribunaux d'Ebolowa pour vente illégale d'animaux intégralement protégés, Sieur Ango Jacques Désiré avait reçu une peine privative de liberté de deux mois. En l'espèce *Ministère public contre Bakon Samuel Désiré*, ce dernier s'est vu infligé six mois d'emprisonnement et 200 000 FCFA d'amendes. Dans l'affaire *Ministère public c/Amiah Awudu, Osei Solomon et Amiah Yeboa Eric*, celui-ci, après la relaxe des deux autres pour culpabilité non établie, avait été condamné à deux ans de prison sans amendes, pour défaut de certificat d'origine, défaut de permis de capture, défaut de permis de chasse et permis de détention d'animaux.<sup>529</sup>

Le même constat est posé en France comme le soulignent ces auteurs « [...] *sanctions for environmental crimes are not proportionate compared to sanctions for other categories of*

<sup>524</sup> *Ibid.*, p.911.

<sup>525</sup> Art. 318 CPC.

<sup>526</sup> Art. 261 CPC.

<sup>527</sup> Kam Yogo (E.D.) et Koua (E.), « Les litiges environnementaux devant les juridictions camerounaises », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa*, 2018, pp.904-905.

<sup>528</sup> V. TPI Yaoundé Centre administratif : 2003, 3e rôle.

<sup>529</sup> V. TPI de Douala, jugement n° 1718/cor. Du 12/07/2018.

*crime* ». <sup>530</sup> V. Jaworski en apporte un exemple concret « *comment expliquer que celui qui cueille un edelweiss encourt six mois d'emprisonnement et 9 000 euros* <sup>531</sup> *d'amende, alors que la perturbation intentionnelle d'un faucon pèlerin en train de couver ne constituera au mieux qu'une contravention de cinquième classe punie de 1 500 euros* <sup>532</sup> *d'amende ?* ». <sup>533</sup> Autant de décalages qui contribuent de manière significative à l'affaiblissement des sanctions en matière d'environnement.

En somme, ce chapitre sur les insuffisances du cadre normatif a permis de nous rendre compte des nombreuses lacunes que contient le cadre normatif de protection de l'environnement au Cameroun. Elles tiennent à la complexité des normes d'incrimination et à des normes de répression qui sont souvent indulgentes et incomplètes. Les maux du droit pénal de l'environnement camerounais sur le plan normatif sont consubstantiels aux limites procédurales observées dans cette matière.

---

<sup>530</sup> Bianco (F.), Lucifora (A.) et Vagliasindi (G.M.), *Fighting Environmental Crime in France: A Country Report*. Study in the framework of the EFFACE research project, Catania: University of Catania, *op. cit.*, p.54.

<sup>531</sup> Environ 6 895 000 FCFA.

<sup>532</sup> Environ 975 000 FCFA.

<sup>533</sup> Jaworski (V.), « L'état du droit pénal de l'environnement français : entre forces et faiblesses », *op. cit.*, pp.911-912.

## Chapitre 4. Les insuffisances procédurales

**192.** Le procès vient du latin *procedere* qui signifie aller de l'avant. Au sens étroit, la procédure elle, s'entend comme l'« *ensemble des formalités qui doivent être suivies pour parvenir à une solution juridictionnelle de nature civile, pénale ou administrative selon le cas* ». <sup>534</sup> Ces règles impliquent par conséquent la recherche des auteurs, l'administration de la preuve, la détermination et l'attribution des organes de poursuite ou de jugement, l'exercice des voies de recours (...). Le droit de l'environnement dispose des procédures spéciales qui diffèrent des procédures habituelles en matière civile et pénale. En effet, « *il semble que, partout dans le monde, la cause environnementale soit en train de faire craquer le moule traditionnel du procès en le mettant à l'épreuve de certaines questions inédites qui défient le temps tout autant que les frontières juridiques et spatiales au travers de la complexité technique et juridique, de l'incertitude scientifique, et surtout du 'global'* ». <sup>535</sup> « *Les contentieux sur l'environnement sont des 'litiges complexes' [...]* ». <sup>536</sup> L'autre raison est que l'environnement est une discipline *sui generis*, un terrain sur lequel se côtoient des règles de différentes natures.

**193.** Le chemin allant de la découverte de l'infraction par les OPJ à la saisine des autorités judiciaires en l'occurrence, le Procureur de la République, est long et parsemé d'embûches. En effet, il s'agit d'une procédure compliquée qui se déroule en deux phases : une première a lieu devant l'administration, une seconde devant les instances judiciaires. Les procédures administrative et pénale sont donc appliquées pour sanctionner une même infraction à l'environnement.

Les textes fixant les règles de procédure de répression des infractions en matière d'environnement varient selon le domaine de l'environnement concerné. Chaque administration ayant des compétences en matière d'environnement, fixe la procédure de répression des infractions à l'environnement à suivre devant elle. Il n'existe donc pas un document unique de procédure en matière d'environnement au Cameroun. Nonobstant ce constat, il existe un point commun à toutes les procédures : elles se déroulent en deux phases, une, administrative et l'autre, judiciaire.

Nonobstant l'existence d'une panoplie de procédures pour la répression des atteintes à l'environnement, nous insisterons davantage sur la procédure telle que consacrée par le MINEPDED. Deux raisons au moins motivent notre choix. Premièrement, il s'agit du ministère phare chargé de la protection de l'environnement au Cameroun. Secondement, la procédure de répression des infractions à l'environnement prévue par ce département ministériel est récente. <sup>537</sup> Il nous donne une belle occasion de nous appesantir un tant soit peu sur les nouvelles règles de procédure de répression des infractions instituées.

**194.** La procédure du contentieux relatif à l'environnement est fixée à l'Article 90 et suivants de la loi n° 96/12 du 05 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de

---

<sup>534</sup> Guinchard (S.) et Debard (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.1483.

<sup>535</sup> Truilhe (E.), « La progressive harmonisation des règles du procès environnemental : manifestation de l'émergence d'un droit global ? », *Brazilian Journal of International Law*, 2017, p.1.

<sup>536</sup> Selon l'expression de la doctrine américaine qui vise les cas de 'complex litigations' en y insérant le domaine environnemental, V. not. Marcus (R.L.), Sherman (E.F.) et Erchson (H.M.), *Complex Litigation: Cases and Material on Advanced Civil Procedure*, 6<sup>th</sup>. Ed., West Academic Publishing, 2015. Cité par Truilhe (E.), « La progressive harmonisation des règles du procès environnemental : manifestation de l'émergence d'un droit global ? », op. cit.

<sup>537</sup> En octobre 2017, un Manuel de Procédures Administratives (MPA) du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable a vu le jour. Il est réparti en sept (7) tomes.

l'environnement. C'est le droit commun de la procédure. Mais les procédures prévues par les lois sectorielles sur l'environnement ne sont pas tout à fait identiques. En effet, chaque administration établit ses propres règles de procédures administratives à suivre devant elle. C'est ainsi que l'autorité administrative du MINEPDED a élaboré sa propre procédure de répression des infractions qui ne s'applique pas forcément aux autres secteurs de l'environnement, comme celui de la faune, de la pêche et des forêts.

Le MINEPDED a ainsi réalisé un '*Guide pratique de procédures du contentieux environnemental du ministère de l'environnement et de la protection de la nature*'. Par cet acte, l'institution a voulu donner plus de visibilité de sa procédure et harmoniser les règles en la matière. Mais ce dernier étant trop sommaire, le document a été révisé. En 2017, une procédure plus détaillée et plus affinée voit le jour. Il s'agit d'un document de référence dans la détermination des règles de procédures applicables devant l'administration dans le contentieux environnemental au Cameroun. Il est donc d'une importance capitale, parce qu'il encadre l'action des différents acteurs, détermine leurs compétences et fixe les délais de procédure.

La phase judiciaire, quant à elle, bien qu'évoquée brièvement dans le guide pratique de procédures du contentieux à l'environnement, est en réalité régie par les dispositions de la loi n° 2005/007 du 27 juillet 2005 portant Code de Procédure Pénale au Cameroun. La phase judiciaire est donc régie par les règles de procédure de droit commun applicables aussi à la criminalité classique. La phase administrative est régie par des règles spéciales issues des dispositions de la Loi-cadre, des différents textes sectoriels et des règles fixées par les autorités administratives des différents départements ministériels.

Si ces textes contiennent des règles pertinentes pour la répression des infractions à l'environnement, ils renferment aussi beaucoup de lacunes. Il en est ainsi à toutes les phases de la procédure, qu'elle soit administrative ou judiciaire. Elles concernent les rapports entre les différents acteurs, les instances juridictionnelles et les actes de procédures prévus par la loi (...).

D'une manière générale, les insuffisances du procès pénal à l'environnement peuvent être classées en deux grands groupes. Ceux qui sont propres à chacune des phases de la procédure (4.1.) à savoir, la procédure administrative et la procédure judiciaire. Et ceux par contre, qui sont communes aux deux phases de la procédure (4.2.).

#### **4.1. Les lacunes propres à chaque phase de la procédure**

**195.** L'Article 90<sup>538</sup> de la Loi-cadre sur la gestion de l'environnement au Cameroun répartit de manière implicite le contentieux à l'environnement en deux phases : une phase administrative et une phase judiciaire. Par contre, le Guide pratique de procédures du contentieux environnemental du ministère de l'environnement et de la protection de la nature fait une distinction claire entre d'une part, la procédure administrative, et la procédure judiciaire, d'autre part. Le Manuel de Procédures Administratives du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable ne traite pour sa part que de la procédure administrative.

---

<sup>538</sup> (1) Tout procès-verbal de constatation d'infraction doit être transmis immédiatement à l'Administration compétente qui le fait notifier au contrevenant. Celui-ci dispose d'un délai de vingt (20) jours à compter de cette notification pour contester le procès-verbal. Passé ce délai, toute contestation devient irrecevable.

(2) En cas de contestation dans les délais prévus au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article, la réclamation est examinée par l'Administration compétente. Si la contestation est fondée, le procès-verbal est classé sans suite.

Dans le cas contraire, et à défaut de transaction ou d'arbitrage définitif, l'Administration compétente procède à des poursuites judiciaires conformément à la législation en vigueur.

Les règles encadrant l'une ou l'autre de ces étapes de la procédure ne permettent pas toujours de protéger de manière satisfaisante l'environnement. En réalité, ce n'est pas que ces textes soient de mauvaise qualité, c'est que l'environnement est un domaine assez complexe difficile à cerner. Il est donc concevable que les textes en vigueur présentent quelques fois des anomalies qui en réalité, traduisent la difficulté qu'il y a à fixer des règles de procédures adaptées à l'environnement.

De la constatation des infractions jusqu'au prononcé de la peine, les limites sont observables. Lesquelles constituent des obstacles pour une répression efficace des atteintes à l'environnement.

Il convient pour cela de présenter tour à tour, les limites rencontrées dans la phase administrative (4.1.1.) et les limites de la phase judiciaire (4.1.2.).

#### **4.1.1. Les limites de la phase administrative**

**196.** La phase administrative du contentieux à l'environnement va de la constatation de l'infraction par les agents assermentés du ministère de l'environnement ou des autres administrations, à la décision de l'autorité administrative, en l'occurrence, le ministre de l'environnement ou d'une autre administration, d'engager des poursuites judiciaires ou non à l'encontre du contrevenant. Comme son nom peut le présager, la procédure administrative est menée principalement par les agents relevant de l'administration, et accessoirement par le personnel judiciaire.

Ainsi, les actes posés par ces acteurs auront nécessairement un caractère administratif pouvant faire l'objet d'un recours devant le juge administratif. Après bien évidemment un recours gracieux préalable devant le supérieur hiérarchique du fonctionnaire mis en cause.

De la constatation de l'infraction, à la transmission du dossier au Procureur de la République par l'administration, la procédure suivie est émaillée de quelques écueils. Il s'agit notamment des lacunes observées lors de la recherche, la constatation et la poursuite des infractions (4.1.1.1.) à l'environnement. Nous notons également l'existence de mécanismes visant à limiter la mise en œuvre de la responsabilité pénale chez les contrevenants (4.1.1.2.).

##### **4.1.1.1. Des limites dans la recherche, la constatation et la poursuite des infractions**

**197.** La répression des infractions à l'environnement dans la phase administrative du procès est rendue possible par le travail des acteurs de l'administration qui interviennent tant dans la constatation des infractions que dans la poursuite des auteurs d'atteintes. Pour la recherche et la constatation des infractions, mission a été donnée aux agents assermentés de l'administration et aux OPJ classiques. La poursuite des auteurs s'effectue avec le concours des responsables des différents départements ministériels en charge de l'environnement et de leurs représentants régionaux et départementaux. Ces acteurs en charge de la répression des infractions à l'environnement sont donc assez nombreux.

S'il est vrai que leur grand nombre est un avantage pour la protection de l'environnement au Cameroun, celui-ci peut se transformer en inconvénient surtout quand il n'y a pas de coordination entre les différents acteurs. Ce qui semble d'ailleurs être le cas au Cameroun. En effet, il y a comme une sorte de dispersion (4.1.1.1.1.) des acteurs chargés de la répression des atteintes à l'environnement. Aussi, du fait du caractère administratif de la procédure à cette phase, le Procureur de la République subit l'influence de l'administration qui ne lui accorde pas toujours une place dans cette phase de la procédure (4.1.1.1.2.).

#### 4.1.1.1. La dispersion des acteurs chargés de la constatation des infractions

198. Il résulte de l'Article 88, 1<sup>er</sup> alinéa de la Loi-cadre, qu'outre la police judiciaire à compétence générale, les agents assermentés de l'administration chargés de l'environnement ou autres administrations concernées, notamment ceux des domaines, du cadastre, de l'urbanisme, des travaux publics, des forêts, de la marine marchande, des mines, de l'industrie, du tourisme, sont chargés de la recherche et de la constatation des infractions.<sup>539</sup> Ces administrations ayant des compétences d'OPJ sont nombreuses. C'est ce que relève un auteur, « *le droit administratif a empilé les polices en créant à chaque occasion une police nouvelle par milieu, par activité ou par type de territoire... [...]. L'efficacité d'un tel édifice – faut-il s'en étonner ? – est pour le moins limitée. [...] In fine, (la législation) y perd en lisibilité et multiplie les problèmes de superposition ou de coordination* ». <sup>540</sup>

En vue d'assurer l'efficacité de la répression des infractions, la police classique et la police environnementale sont toutes deux compétentes pour constater les infractions à l'environnement au Cameroun. Il s'agit là de l'interprétation qui résulte de l'article 88 de la Loi-cadre. Cependant, elles n'interviennent pas au même moment. Dans la pratique, comme nous l'avons vu plus haut, la police environnementale exerce son contrôle de façon *ex ante*, c'est-à-dire avant que l'infraction ne soit commise, même s'il n'y a pas de suspect potentiel. Elle vérifiera par exemple si les conditions d'une autorisation sont respectées. La police classique quant à elle, intervient *ex post*, c'est-à-dire, seulement après que l'infraction soit commise. Ça pourrait être le cas d'un voisin qui téléphone à la police classique, en disant que cela sent très mauvais à cause, par exemple, des activités d'une usine voisine qui déverse des eaux usées dans la rivière.

Bien que la police classique n'ait pas toujours les moyens techniques nécessaires pour réprimer les infractions à l'environnement, son rôle s'avère néanmoins nécessaire dans la répression des atteintes à l'environnement. Ce ne sont d'ailleurs pas uniquement des cas '*spectaculaires*'<sup>541</sup> qui sont contrôlés par la police classique. Souvent, ce sont des troubles de voisinage et des problèmes très limités entre les voisins. Si quelqu'un ne peut par exemple sécher le linge dehors dans son jardin à cause du voisin qui brûle des déchets, la police classique pourrait être appelée.

199. La police environnementale quant à elle, est présumée détenir des compétences pour connaître de la criminalité environnementale. « *Mais si leurs capacités techniques avérées leur permettant de cerner les phénomènes de l'environnement est un grand atout dans la constatation des infractions en cette matière, il y a lieu de relever que sur le plan juridique elles présentent d'énormes lacunes à dresser des procès-verbaux de constat difficilement exploitables par les autorités judiciaires parce que rédigés non dans le langage juridique mais en des termes scientifiques ce qui constitue une véritable entorse dans la résolution des différends environnementaux* ». <sup>542</sup>

Chaque loi en matière d'environnement régit un secteur particulier de l'environnement à l'exemple de l'eau, l'air, les déchets, les forêts, la faune et la pêche, le bruit (...). Elles attribuent des pouvoirs à des agents spécialisés pour rechercher et constater les infractions dans leur domaine de compétence. En dehors des agents assermentés du MINEPDED, il y a

<sup>539</sup> Cette compétence des administrations en matière pénale leur est également dévolue par l'Art. 80 CPP : « *les fonctionnaires et agents des administrations et services publics auxquels des textes spéciaux attribuent certaines compétences de police judiciaire, les exercent dans les conditions et limites fixées par ces textes* ».

<sup>540</sup> Conseil d'Etat, *L'eau et son droit*, Rapport public 2010, Vol. 2, la documentation française, 2010, Paris, p.218. Cité par Betaille (J.), Les conditions juridiques de l'effectivité de la norme en droit public interne : illustrations en droit de l'urbanisme et en droit de l'environnement, *op. cit.*, p.445.

<sup>541</sup> Prieur (M.), *Droit de l'environnement*, *op. cit.*, p.824.

<sup>542</sup> Fotso Chebou Kamdem (F.V.), La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, *op. cit.*, p.248.

aussi les agents assermentés des autres administrations tels que ceux des forêts, des travaux publics, des mines, de la marine marchande, du cadastre (...).

Il existe donc plusieurs polices qui interviennent en matière d'environnement au Cameroun. La Loi-cadre cite quelques-unes de ces administrations en son article 88 alinéa<sup>543</sup>, dont les agents assermentés sont chargés de la constatation des infractions. Elles sont au nombre de huit (08) et, correspondent à autant de polices qu'on rencontre en matière d'environnement au Cameroun. La liste est cependant loin d'être exhaustive, car toutes ces administrations n'ont pas été répertoriées dans la Loi-cadre. Il en est ainsi de l'administration des arts et de la culture. Une loi de 2013 régit le patrimoine culturel au Cameroun. Puisqu'il s'agit d'un secteur particulier de l'environnement, celui-ci demande aussi des compétences particulières. La constatation des infractions, et la poursuite des auteurs reviendrait sans doute à des agents assermentés du ministère des arts et de la culture, parce que maîtrisant ce secteur de l'environnement mieux que toute autre personne.

Il est donc évident qu'au Cameroun, il y a une dispersion des acteurs chargés de la constatation des infractions. Le phénomène est beaucoup plus accentué dans un pays comme la France. Le pays compte en effet près de vingt-quatre (24) polices différentes<sup>544</sup> en matière d'environnement.

**200.** Plus encore, à l'intérieur des administrations, on trouve des subdivisions en fonction du secteur de l'environnement concerné, appelant une spécialisation des agents. A titre d'illustration, au MINEPDED, les unités d'inspections sont classées en fonction du milieu de l'environnement objet de protection. Ainsi, nous avons une unité d'inspection du milieu terrestre ; une unité d'inspection des milieux aquatiques, côtier et marin et une unité d'inspection de l'air et de l'atmosphère.<sup>545</sup>

Le nombre élevé de ces acteurs est un avantage pour la protection de l'environnement. Cependant, la quantité de ces acteurs peut avoir une incidence sur leur qualité. En effet, leur nombre peut à un certain moment devenir problématique dû à l'absence d'une réelle coordination. Des risques de chevauchement de compétences ne sont pas loin d'arriver soit entre les agents de la police classique et ceux des administrations spécialisées, soit encore, entre les administrations spécialisées. Il ne serait pas bien que les agents d'une administration passent le lundi pour contrôler une installation, et que le jour suivant, d'autres agents relevant de la même administration ou d'une autre administration, repassent pour contrôler la même installation. En qui concerne la police environnementale, des inspections conjointes sont souvent organisées entre les différentes administrations intervenant en matière d'environnement pour éviter qu'on ne tombe dans une situation pareille.

**201.** En effet, deux administrations peuvent avoir des compétences communes ou du moins, qui se rapprochent de telle manière qu'il soit possible de les confondre. Les agents assermentés issus de ces administrations peuvent ainsi chacun, réclamer leur compétence pour connaître des infractions commises dans un domaine comme dans l'autre. Ça pourrait être le cas des agents assermentés du ministère des arts et de la culture et de ceux du ministère du tourisme. Ces deux administrations ont respectivement entre autres compétences, la

---

<sup>543</sup> « [...] Les agents assermentés de l'administration chargée de l'environnement ou des autres administrations concernées, notamment ceux des domaines, du cadastre, de l'urbanisme, des travaux publics, des forêts, de la marine marchande, des mines, de l'industrie, du travail et du tourisme sont chargés de la recherche, de la constatation et des poursuites en répression des infractions aux dispositions de la présente loi et de ses textes d'application ».

<sup>544</sup> Cf. Rapport de monsieur Paul Chaumont, conseiller référendaire à la Cour de cassation de France lors de la réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'AHJUCAF, Ecole Régionale Supérieure de la Magistrature de l'OHADA Porto-Novo (Bénin), 2008.

<sup>545</sup> Cf. Art. 59, 2<sup>e</sup> alinéa du décret n° 2012/431 du 1<sup>er</sup> octobre 2012 portant organisation du MINEPDED.

préservation des sites et monuments historiques et, le contrôle des établissements de tourisme, des parcs d'attractions et des parcs de loisirs.<sup>546</sup> Les sites et monuments historiques étant le plus souvent érigés en sites touristiques, il y a véritablement risque que les agents assermentés de chacune de ces administrations réclament leur compétence pour connaître des infractions survenues dans un domaine comme dans l'autre. Les agents assermentés du ministère du tourisme auront tendance à vouloir connaître des infractions commises dans le domaine relevant de la compétence des agents assermentés du ministère de la culture et vis-versa.

De plus, il est important de souligner que l'action des agents assermentés de certaines administrations passe tellement inaperçue, qu'on n'a pas toujours conscience de leur existence. D'autres au contraire, sont très en vue. Il en est ainsi des agents assermentés du ministère de l'environnement, des agents des eaux et forêts. Le volume de travail n'est donc pas le même pour toutes ces administrations qui œuvrent pour la protection de l'environnement.

L'attribution des compétences à la police classique et la dispersion des administrations ne facilitent pas toujours la recherche et la constatation des infractions en matière d'environnement. Il faut ajouter à cela, le fait que le Ministère Public subit souvent l'influence de l'administration.

#### **4.1.1.1.2. Le Ministère Public dans l'état de l'administration**

**202.** L'exercice des poursuites dans la phase administrative du contentieux à l'environnement, révèle l'importance des prérogatives attribuées aux autorités administratives. Leur influence est perceptible à plusieurs étapes de la procédure : lors de la constatation des infractions, lors de la communication des procès-verbaux et au moment de la décision de poursuivre ou non le contrevenant.

En effet, après constatation de l'infraction par la police (classique ou spéciale), on s'attendrait à ce que le procès-verbal rédigé par ces agents soit directement communiqué au Procureur de la République en tant que chef de la police judiciaire. Mais c'est plutôt à l'administration que les procès-verbaux sont transmis. Cette pratique a formellement été consacrée dans la loi sur la forêt, la faune et la pêche. On peut notamment lire en son article 143 alinéa 1<sup>er</sup> que : « *les agents assermentés des administrations chargées des forêts, de la faune et de la pêche et de la marine marchande et les officiers de police judiciaire à compétence générale adressent immédiatement leurs procès-verbaux aux responsables hiérarchiques des administrations chargées des forêts, de la faune et de la pêche, selon le cas* ». Cette pratique est observable dans les autres administrations en charge de l'environnement. Ainsi, en lisant les dispositions du Manuel de Procédures Administratives du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, l'on peut constater que, tous les procès-verbaux sont systématiquement adressés à l'autorité administrative, le Procureur n'intervenant à aucun moment de la procédure. En effet, dans le *Manuel de Procédures Administratives du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable*<sup>547</sup>, on peut constater que lorsqu'une infraction à l'environnement est constatée par les agents assermentés au niveau régional, le délégué après réception du dossier physique<sup>548</sup>, prend connaissance du dossier physique (rapport de mission et PV)<sup>549</sup>, ensuite, il signe la note de transmission au Ministre.<sup>550</sup>

---

<sup>546</sup> Cf. Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement.

<sup>547</sup> Ce manuel peut être consulté en français et en anglais sur le site du MINEPDED, [http://www.minep.gov.cm/index.php?option=com\\_docman&Itemid=92&lang=en](http://www.minep.gov.cm/index.php?option=com_docman&Itemid=92&lang=en)

<sup>548</sup> Opération 19. Cf. Procédure n° 1/DREPDED/II- inspections/contrôles environnementaux.

<sup>549</sup> Opération 20. *Idem*.

<sup>550</sup> Opération 21. *Idem*.



**203.** Qu'advierait-il si le Procureur de la République lui-même est témoin d'une infraction à l'environnement ? Devrait-il lui aussi dresser procès-verbal et saisir l'autorité administrative du secteur de l'environnement concerné ? Tout en espérant que la procédure devant l'administration échoue et qu'il soit saisi par la suite. Aucun texte ne s'étant encore prononcé sur la question, tout laisse croire qu'en l'état actuel du DPE camerounais, le Procureur devrait saisir l'administration concernée s'il s'agit d'une infraction moins grave qui pourrait se résoudre par l'imposition d'une amende administrative ou qui demande l'expertise des agents de l'administration.

On peut alors conclure qu'au Cameroun, les procès-verbaux de constatation d'infraction à l'environnement ne sont pas adressés au Procureur de la République, mais plutôt aux administrations concernées. Une situation assez curieuse au regard des dispositions du CPP. En effet, l'article 78<sup>551</sup> du CPP soumet l'action des OPJ quel que soit leur nature à l'autorité du Ministère Public sous la direction duquel ils exercent leurs attributions et doivent par conséquent rendre compte. Malheureusement, celui-ci ne joue qu'un rôle très limité dans le procès à l'environnement. Il y a là une violation flagrante des dispositions du CPP qui dispose que : *« dans tous les cas, l'officier de police judiciaire dresse procès-verbal de ses diligences et le transmet sans délai au Ministère Public »*.<sup>552</sup> C'est aussi la preuve que le procès à l'environnement est particulier, raison pour laquelle, des règles qui lui soient propres doivent être adoptées.

**204.** L'autre manifestation de la primauté de l'administration dans le contentieux à l'environnement est la décision sur les poursuites judiciaires. En effet, ce n'est que si la transaction a échoué que l'autorité administrative va décider de saisir le Procureur de la République pour que des poursuites judiciaires soient engagées à l'encontre du contrevenant. Avant cela, tout se passe comme si le Procureur de la République n'avait pas droit d'intervenir pendant que le contentieux se déroule encore devant l'administration. C'est d'ailleurs ce qui semble se dégager des différentes dispositions sur la procédure de contentieux à l'environnement. En effet, ni le Guide pratique de procédures de contentieux à l'environnement, ni le Manuel de procédures administratives du MINEPDED, ni encore les différents textes sectoriels, ne font mention du rôle du Procureur de la République dans la phase administrative.

Il est certes vrai que l'intitulé des différentes phases peut laisser croire que ce sont essentiellement les autorités administratives ou judiciaires qu'on devrait retrouver dans l'une ou l'autre phase de la procédure. Mais en réalité, dans la pratique, des interférences existent entre les acteurs dans les différentes phases de la procédure, indépendamment de leur nature. Ce qui manque, c'est la transcription sur papier de tels rapports comme c'est le cas ailleurs, notamment en France. A titre d'illustration, concernant le cas spécifique de la transaction, l'Article L173-12 du Code de l'environnement français prévoit que : *« l'autorité administrative peut, tant que l'action publique n'a pas été mise en mouvement, transiger avec les personnes physiques et les personnes morales sur la poursuite des contraventions et délits prévus et réprimés par le présent Code, à l'exception des délits punis de plus de deux ans d'emprisonnement. La transaction proposée par l'administration et acceptée par l'auteur de l'infraction doit être homologuée par le Procureur de la République »*. En France, le Procureur de district qui est une autorité judiciaire, intervient dans la phase administrative du contentieux. Le montant de la transaction imposée par l'administration au contrevenant doit au préalable être approuvé par le Procureur de district.

---

<sup>551</sup> La police judiciaire est exercée, sous la direction du Procureur de la République, par les officiers de police judiciaire, les agents de police judiciaire et tous les autres fonctionnaires ou personnes auxquelles des lois spéciales confèrent des pouvoirs de police judiciaire.

<sup>552</sup> Art. 49 al. 2 du CPP.

Ainsi, les autorités judiciaires ont un rôle à jouer dans la phase administrative du procès en France. Ce qui n'est pas toujours le cas au Cameroun d'un point de vue textuel. Pour preuve, en matière de transaction, c'est encore une autorité administrative qui fixe de concert avec l'administration chargée de l'environnement, le montant de la transaction à imposer au contrevenant. C'est ce qui l'Article 91 al. 2 de la Loi-cadre, à savoir que : « *le montant de la transaction est fixé en concertation avec l'Administration chargée des finances. Ce montant ne peut être inférieur au minimum de l'amende pénale correspondante* ».

**205.** Quoi que le Procureur de la République semble subir l'influence de l'administration dans la phase administrative, il a néanmoins compétence pour s'auto saisir d'une affaire relative à l'environnement comme le souligne Monsieur Fonkoue.<sup>553</sup> Dans les procédures camerounaises et de la plupart des pays africains, le juge ne s'auto saisit pas. Cependant, le juge dans son interprétation peut élargir les champs d'une question de droit. Par contre le Procureur de la République, magistrat debout, dans sa double casquette judiciaire et exécutive, a compétence relativement à l'ordre public pour se saisir de toute affaire du droit de l'environnement.<sup>554</sup>

Nos entretiens avec les responsables du ministère de l'environnement révèlent que, le Procureur de la République et les différentes administrations travaillent en étroite collaboration pour réprimer les infractions à l'environnement. Mais cette collaboration n'est pas jusqu'ici suffisamment développée par les textes. Elle reste pour l'essentiel informelle.

Si la dispersion des acteurs chargés de la constatation des infractions et la mise à l'étroit du Ministère Public dans la conduite du procès à la phase administrative sont de nature à entraver la mise en œuvre de la responsabilité pénale à l'égard des contrevenants, d'autres mécanismes faisant obstacles à la responsabilité pénale ont été institués. Il s'agit des procédures dérogatoires, la transaction et l'arbitrage.

#### **4.1.1.2. L'existence des procédures dérogatoires : obstacles aux poursuites pénales**

**206.** La commission d'une infraction à l'environnement n'aboutit pas toujours à l'exercice d'une action en justice.<sup>555</sup> En effet, à l'instar du droit pénal classique<sup>556</sup>, le droit pénal de l'environnement camerounais a institué des techniques qui font obstacles, à l'égard du prévenu, de l'application des sanctions pénales classiques, en l'occurrence l'emprisonnement, afin d'assurer une répression plus rapide « *compte tenu de l'encombrement des tribunaux* ». <sup>557</sup> De plus, l'institution de ces procédures est motivée par le souci du législateur de rompre avec les lenteurs nées d'une procédure judiciaire longue et coûteuse. C'est aussi en matière environnementale, la manifestation de la dépendance administrative du droit de l'environnement.

Quelles que soient les raisons avancées, il demeure que ces procédures constituent quand même des obstacles à la mise en œuvre de la responsabilité pénale des auteurs d'atteintes à l'environnement. Lorsqu'elles se terminent avec succès, les poursuites pénales ne sont plus possibles. L'action publique, même si elle avait déjà été engagée, est éteinte. Mais en matière d'environnement, ces procédures dérogatoires interviennent avant l'introduction d'une action

---

<sup>553</sup> Secrétaire général du ministère camerounais de la justice.

<sup>554</sup> V. Rapport du symposium sur 'l'effectivité et l'éducation judiciaire du droit de l'environnement en Afrique francophone', Yaoundé, du 5 au 9 février 2018, p.10.

<sup>555</sup> Art. 59 (1) CPP : « toute infraction peut donner lieu à une action publique et, éventuellement, à une action civile ».

<sup>556</sup> On pense notamment à la transaction prévue par l'Art. 62 (f) du CPP.

<sup>557</sup> Prier (M.), *Droit de l'environnement*, op. cit., p.829.

publique. Il en est ainsi pour ce qui s'agit de la procédure de transaction (4.1.1.2.1.) et de celle d'arbitrage (4.1.1.2.2.).

#### 4.1.1.2.1. La procédure de transaction

207. A l'instar des contrats de vente et de bail, la transaction continue aujourd'hui, d'être l'une des conventions beaucoup usitées par les sujets de droit, plus particulièrement en droit de l'environnement.

Le Code civil camerounais définit expressément cette convention comme « *un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître* ». <sup>558</sup> La transaction est un mode de règlement amiable d'un litige à l'initiative de deux parties qui décident de mettre fin à leur problème en trouvant un accord ou en prévenant le différend par un contrat.

Au Cameroun, la pratique transactionnelle n'est pas propre au droit civil, commercial, social, administratif et fiscal. Elle est aussi admise en droit pénal, plus particulièrement en droit pénal de l'environnement. Elle est d'ailleurs consacrée par le Code de procédure pénale en son Article 62 alinéa 1-(f) qui cite parmi les causes d'extinction de l'action publique, la transaction lorsque la loi le prévoit expressément. Il s'agit dans ce cas d'un accord entre les deux parties au litige, leur permettant d'interrompre la suite du procès.

En matière pénale, les administrations ont la possibilité de transiger avec le délinquant. En échange de l'abandon des poursuites, elles obtiennent la reconnaissance de l'infraction par le délinquant (aveu) et le paiement d'une somme d'argent ou l'exécution de certaines obligations. <sup>559</sup> C'est ce que prévoit la Loi-cadre portant gestion de l'environnement au Cameroun, qui dispose : « *les administrations chargées de la gestion de l'environnement ont plein pouvoir pour transiger. Elles doivent, pour ce faire, être dûment saisies par l'auteur de l'infraction* ». <sup>560</sup> La procédure de transaction doit être antérieure à toute procédure judiciaire éventuelle, sous peine de nullité. <sup>561</sup>

D'autres lois sectorielles sur l'environnement consacrent également cette pratique. Il s'agit notamment de la loi portant régime de l'eau <sup>562</sup>, la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche <sup>563</sup> pour ne citer que ces cas. Si au Cameroun, la procédure de transaction doit intervenir avant la mise en mouvement de l'action publique, dans certains pays par contre, celle-ci peut intervenir à tout moment de la procédure. C'est le cas en droit béninois, la Loi-cadre précise que : « *lorsque le cas est prévu par la loi et les règlements, les délits et les infractions en matière d'environnement peuvent faire l'objet de transaction avant ou pendant le jugement* ». <sup>564</sup> Ceci semble à notre avis, un peu curieux. Dire que la transaction peut intervenir à tout moment de la procédure, avant ou pendant le jugement, reviendrait d'un côté, à fragiliser l'autorité des autorités judiciaires, de l'autre, à soumettre le déroulement du procès au bon vouloir du délinquant, puisque celui-ci pourrait, quand cela lui convient, de solliciter à tout moment une transaction, surtout si des délais ne sont pas fixés.

---

<sup>558</sup> Art. 2044, 1<sup>er</sup> alinéa de son titre quinzième.

<sup>559</sup> Assira (C.), *Procédure pénale et pratiques des juridictions camerounaises*, Yaoundé-Cameroun, Editions CLE, 2011, p.190.

<sup>560</sup> Art. 91 (1) de la Loi-cadre.

<sup>561</sup> Art. 91 al. 3.

<sup>562</sup> Art. 22 (1).

<sup>563</sup> Art. 146 (1).

<sup>564</sup> Art. 108 de la Loi-cadre portant gestion de l'environnement au Bénin.

Cette possibilité de transiger peut être rapprochée du système américain de « *plea bargaining* »<sup>565</sup> ou encore de « *deal with the devil* » ou encore la procédure pénale française de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité<sup>566</sup> qui consiste à négocier la peine en acceptant de plaider coupable. Quel que soit le pays, la transaction constitue une forme de « *grâce administrative* ».<sup>567</sup> Cependant, on ne peut nier le caractère répressif de la sanction transactionnelle. M. Sféz souligne en ce sens que : « *la transaction apparaît comme une institution à finalité hybride : elle adoucit les règles du droit pénal dans la plupart des cas. Elle conduit à l'application inflexible de celles-ci dans les cas les plus graves* ».

La transaction ne donne pas lieu à une inscription au casier judiciaire. M. Dupre dit que l'on a affaire à un véritable « *casier administratif* ».<sup>568</sup> Les administrations gardent une trace de chaque litige, et ce casier est d'autant plus complet que l'amnistie et l'effacement qui en est la conséquence sont impossibles.

En France, dans une lettre du Garde des sceaux français au ministre des affaires économiques du 13 février 1950, il est dit que ces documents pouvaient être assimilés aux procès-verbaux d'une enquête classée sans suite dans les parquets, et pouvaient être communiqués aux tribunaux sur demande.

La transaction a certes des avantages, mais le problème est qu'il n'y a pas de contrôle sur la procédure de transaction par le Procureur de la République ou par le juge. De plus, la question de la transaction limite la densité du contentieux environnemental devant les juridictions. L'arbitrage autre mode de règlement amiable des litiges, peut également faire échec à la mise en œuvre de la responsabilité pénale.

#### 4.1.1.2.2. La procédure d'arbitrage

**208.** Tout comme la transaction, l'arbitrage est un mode alternatif de résolution des litiges. Il s'agit d'une survivance du droit traditionnel. En effet, avant l'introduction du droit moderne en Afrique, les conflits se résolvaient sous « *l'arbre à palabres* ». Les parties soumettaient leurs litiges à une ou plusieurs personnes qui étaient chargées de les trancher. La décision rendue s'opposait aux parties en conflit. C'est dans la même logique qu'a été instituée la procédure d'arbitrage.

L'arbitrage est une procédure de règlement des litiges conventionnellement prévue par les parties : celles-ci s'engagent, aux termes d'une convention d'arbitrage (compromis ou clause compromissoire), à soumettre leur litige à une ou plusieurs personnes privées en nombre impair, appelées arbitres, à qui elles confèrent ainsi un véritable pouvoir juridictionnel.<sup>569</sup> Les décisions issues de cette procédure sont qualifiées de sentence arbitrale. L'arbitrage a pour objet de résoudre des questions qui ne pourraient pas être soumises aux tribunaux, ou que les tribunaux ne pourraient pas résoudre de façon satisfaisante. Confidential, moins coûteux, moins procédurier, plus rapide et efficace que le recours à un système judiciaire national, l'arbitrage partage avec le pouvoir judiciaire la mission de trancher les différends entre justiciables.<sup>570</sup> Les arbitres doivent être des experts du domaine dont relève le litige soumis à

---

<sup>565</sup> Sur cette notion lire Feeley Malcolm (M.), « Plea Bargaining and the Structure of the Criminal Process », 7 Just. Sys. J. 338 (1982); Yaroshefsky (E.), « Ethics and plea bargaining: what's discovery got to do with it? » *Criminal Justice*, Volume 23, Number 3, Fall 2008.

<sup>566</sup> Cette procédure a été créée par la loi du 09 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, dite « loi Perben II » et introduite aux articles 495-7 à 495-16 et 520-1 du Code de procédure pénale.

<sup>567</sup> Gassin (R.), *Répertoire pénal*, Dalloz, V<sup>o</sup> Transaction, n<sup>o</sup> 29.

<sup>568</sup> Dupre (J.F.), *La transaction en matière pénale*, Litec, 1977, p.182.

<sup>569</sup> Guinchard (S.) et Debard (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.160.

<sup>570</sup> EL Mehdi Najib (M.), L'intervention du juge dans la procédure arbitrale. Droit. Université de Bordeaux, 2016, p.4.

leur sagacité. Le droit de l'environnement étant une discipline technique, les arbitres sont nécessairement des personnes maîtrisant les rouages du droit de l'environnement.

209. Aux termes de l'Article 92 de la Loi-cadre, « *les parties à un différend relatif à l'environnement peuvent le régler d'un commun accord par voie d'arbitrage* ». Sur cette base, « *les autorités traditionnelles ont compétence pour régler des litiges liés à l'utilisation de certaines ressources naturelles, notamment l'eau et le pâturage sur la base des us et coutumes locaux, sans préjudice du droit des parties au litige d'en saisir les tribunaux compétents* ». <sup>571</sup> En 2008, à l'occasion de la décentralisation territoriale de l'administration publique, les chefs traditionnels ont bénéficié du statut d'autorités administratives. Leurs pouvoirs en matière d'environnement ont été renforcés. Le décret de 2008 précise que les chefs traditionnels peuvent, conformément à la coutume et lorsque les lois et règlements n'en disposent pas autrement, procéder à des conciliations ou arbitrages. Pour que l'arbitrage soit valide, un procès-verbal du règlement du litige doit être dressé par les autorités traditionnelles. <sup>572</sup> La copie de ce procès-verbal dûment signée par l'autorité traditionnelle et les parties au litige ou leurs représentants, est déposée auprès de l'autorité administrative dans le ressort territorial de laquelle est située la communauté villageoise où a eu lieu le litige. Dans ce sens, un auteur <sup>573</sup> souligne « *qu'une observation attentive des faits permet de conclure qu'en de nombreuses régions, il y a eu non pas diminution, mais recrudescence de la justice arbitrale [...]. Cette persistance — ou ce renouveau — de l'importance de l'arbitrage peut être considérée par exemple [...] au Cameroun ; il arrive que l'autorité publique le reconnaisse sans équivoque* ».

Cependant, bien que les pouvoirs des chefs traditionnels aient été renforcés, ceux-ci se limitent aux questions concernant leurs us et coutumes, c'est-à-dire des litiges nés sur la gestion des biens environnementaux entre les habitants de la communauté villageoise. En revanche les questions relevant de la violation des normes de droit public leur échappent. Ces questions doivent tout simplement être transmises aux autorités compétentes.

Bien que la procédure d'arbitrage soit un mode extrajudiciaire de règlement des litiges, permettant la résolution des différends hors du cadre de la justice étatique, elle demeure néanmoins sous le contrôle de l'Etat, notamment des instances judiciaires. Philippe Fouchard affirme qu'« *entre le juge et l'arbitre, il semble manifestement que la méfiance ait disparu ; à la place de la rivalité, s'est établie la coexistence, et cela sans que de la part du juge, il n'y ait de volonté de 'récupération' ou dépit ; le juge a laissé s'épanouir l'arbitrage, mais, il s'est réservé le pouvoir de le contrôler* ». <sup>574</sup>

Concernant l'exécution des sentences arbitrales au Cameroun, l'Article 594 du C. pr. Civ., prévoit que « *les jugements arbitraux, même ceux préparatoires, ne pourront être exécutés, qu'après l'ordonnance qui sera accordée, à cet effet, par le Président du Tribunal au bas ou en marge de la minute, sans qu'il soit besoin d'en communiquer au Ministère Public ; et sera ladite ordonnance expédiée ensuite de l'expédition de la décision* ». Outre l'autorisation à l'exécution de la sentence arbitrale donnée par le Président du Tribunal, l'arbitrage doit être conforme aux exigences de la plupart des contrats à savoir, le respect de l'ordre public, la formalité de la sentence et du respect des droits de la défense.

En somme, en matière d'environnement, si les procédures de transaction et d'arbitrage se concluent avec succès, il n'y aura pas lieu à procédure judiciaire et donc, pas de mise en

<sup>571</sup> Art. 93(1) de la Loi-cadre.

<sup>572</sup> Il s'agit des chefs des chefferies traditionnelles du 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degré.

<sup>573</sup> Poirier (J.), « L'analyse des espèces juridiques et l'étude des droits coutumiers africains », in *Ideas and procedures in African law*, Londres, Oxford University Press, Ely House, 1969.

<sup>574</sup> Lotfi Chedli, *incidence des questions préjudicielles sur l'instance arbitrale ou Le juge et l'arbitrage*, sous la dir. de Bostanji (S.), Horchani (F.) et Manciaux (S.), éditions A. Pedone 2014. Cité par El Mehdi Najib (M.), « L'intervention du juge dans la procédure arbitrale », *op. cit.*, p.72.

œuvre de la responsabilité pénale contre les auteurs d'atteintes à l'environnement. Ce n'est que leur échec qui pourra conduire à l'ouverture de la procédure judiciaire qui, elle aussi, comporte des limites dans la répression des atteintes à l'environnement.

#### **4.1.2. Les limites rencontrées à la phase judiciaire**

**210.** En matière d'environnement, la phase judiciaire commence avec une plainte de l'administration<sup>575</sup> chargée de l'environnement adressée au Procureur de la République près du tribunal territorialement et matériellement compétent. Elle s'achève par l'infliction d'une peine au contrevenant. La procédure suivie ici, est celle de droit commun, c'est-à-dire celle applicable pour la criminalité ordinaire que prévoient les dispositions du CPP. Il ne sera par conséquent pas question de faire le procès de la procédure pénale de droit commun, mais de ne retenir que les aspects négatifs en relation avec le contentieux à l'environnement.

Parmi ceux-ci l'on se rendra compte que, tant les acteurs judiciaires institués pour connaître du contentieux à l'environnement (4.1.2.1.), que des instances devant lesquelles le procès pénal se déroule (4.1.2.2.), il y a manifestement un déphasage entre les compétences réelles de ces organes et les missions que les textes les attribuent.

##### **4.1.2.1. L'inaptitude des acteurs judiciaires**

**211.** Au Cameroun, le contentieux à l'environnement a une caractéristique particulière : tandis que la phase administrative du procès est menée par les acteurs spéciaux, imprégnés des questions environnementales, la phase judiciaire elle, est confiée aux acteurs '*ordinaires*' ne maîtrisant pas toujours le droit de l'environnement. Il y a là nécessairement inadéquation entre les acteurs institués par le législateur et les attributions à eux confiés par les textes en matière d'environnement.

Ce constat est observable aussi bien pour les acteurs chargés des enquêtes et des poursuites (4.1.2.1.1.) que de ceux chargés de trancher les litiges (4.1.2.1.2.).

##### **4.1.2.1.1. Des acteurs chargés des poursuites**

**212.** Le droit pénal de l'environnement étant un droit spécial, l'on se serait attendu à ce que le législateur institue des acteurs spécialisés à toutes les phases de la procédure pour mener la répression des infractions. Malheureusement, à la phase judiciaire, ce sont des acteurs chargés de connaître de la criminalité ordinaire qui sont de même compétents pour constater et poursuivre les auteurs d'atteintes à l'environnement.

S'agissant de la constatation des infractions, à la lecture du CPP camerounais, l'on se rend compte que, le législateur a consacré deux types d'OPJ : les OPJ à compétence générale et les OPJ à compétence spéciale. Les premiers sont compétents pour connaître de toutes formes de criminalité, qu'elle soit ordinaire ou environnementale. Les seconds sont spécialisés dans un domaine particulier tel que l'environnement, la fiscalité (...), parce que ces domaines requièrent des compétences particulières.

Nous nous interrogeons alors sur la capacité réelle des OPJ à compétence générale à connaître de la criminalité environnementale. En effet, le droit de l'environnement est un droit technique, il nécessite par conséquent des connaissances solides dans certains secteurs de l'environnement. Connaissances que n'ont vraisemblablement pas les OPJ à compétence

---

<sup>575</sup> Le ministre de l'environnement ou son représentant local, à savoir, le délégué régional ou départemental du ministère de l'environnement.

générale, parce que n'étant pas encore formés en droit pénal de l'environnement. La constatation des infractions à l'environnement ne peut donc qu'être difficile pour eux.

Comment un OPJ à compétence générale peut-il par exemple, constater l'infraction contenue à l'Article 21 de la Loi-cadre qui dispose qu'« *il est interdit : d'émettre dans l'air toute substance polluante notamment les fumées, poussières ou gaz toxiques corrosifs ou radioactifs, au-delà des limites fixées par les textes d'application de la présente loi ou, selon le cas, par des textes particuliers* ». Sont-ils capables de déterminer avec précision les émissions de fumées, poussières et gaz autorisées ou non autorisées ? Ont-ils le matériel adéquat pour déterminer ces émissions ? Mieux encore, ont-ils même connaissance que ces faits sont constitutifs d'une infraction punie par la loi pénale ? Autant de questions et bien d'autres qui nous font douter de la capacité des OPJ à compétence générale à assurer sereinement la protection de l'environnement. Les services de police et de gendarmerie chargés de la constatation des infractions, sont démunis, faute de posséder les compétences techniques, humaines et matérielles adéquates. Ce qui explique leur '*indifférence*'<sup>576</sup> pour le contentieux écologique.

L'on peut dès lors comprendre la raison pour laquelle des pays comme l'île Maurice<sup>577</sup> et le Burundi<sup>578</sup> ont institué une police de l'environnement, distincte de la police classique, chargée de la constatation des infractions. De même, la France, en 2004, a créé un service de gendarmerie spécialisé dans les enquêtes relatives à la criminalité environnementale, appelé Office Central de Lutte contre les Atteintes à l'Environnement et à la Santé Publique (OCLAESP).<sup>579</sup>

213. Pour ce qui est des acteurs chargés des poursuites, le constat est le même. Le Ministère Public<sup>580</sup> chargé des poursuites est pour l'essentiel, constitué des acteurs étrangers aux questions environnementales. Si en matière civile, la présence du Procureur de la République est facultative au procès, elle est cependant obligatoire en ce qui concerne le procès pénal. Le Procureur de la République défend les intérêts de la société lors du procès. A ce titre, il est une partie au procès pénal, et joue de ce fait, un rôle important dans la manifestation de la vérité tant à l'instruction qu'à l'audience.

Cependant, si le rôle du Procureur de la République est décisif en ce qui concerne la criminalité ordinaire, tel n'est pas toujours le cas en ce qui concerne la criminalité environnementale. Les Procureurs de la République sont formés pour connaître de la criminalité ordinaire, les affaires concernant l'environnement leur sont d'une grande complexité et à la limite gênantes. M. Assira<sup>581</sup> le souligne à juste titre en ce qui concerne la délinquance financière, terrorisme, santé et la protection de l'environnement. Il fait remarquer qu'« *on assiste devant les tribunaux à des cafouillages de la part des Procureurs de la*

---

<sup>576</sup> Fotso Chebou Kamdem (F.V.), La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, *op. cit.*, p.212.

<sup>577</sup> L'île Maurice est dotée d'un arsenal administratif impressionnant en matière de détection et de poursuite des infractions à l'environnement. Le ministère de l'environnement dispose à cet effet de sa propre police (c'est-à-dire d'une police de l'environnement indépendante et distincte du service traditionnel de police nationale) ainsi que d'agences spécialisées 'locales' et d'officiers de liaison dont le rôle clef consiste dans la coordination effective d'information et de gestion de situations environnementales particulières avec le ministère de l'environnement dans leurs domaines respectifs.

<sup>578</sup> L'Etat burundais a mis sur pied la Police Spéciale chargée de la Protection de l'Environnement qui est une Unité Spéciale instituée au sein de la Police Nationale.

<sup>579</sup> Neyret (L.), (dir.), *Des écocrimes à l'écocide – le droit pénal au secours de l'environnement*, *op. cit.*, p.366.

<sup>580</sup> Le Ministère Public est, suivant les distinctions établies, constitué de l'ensemble des magistrats du Parquet Général de la Cour Suprême, du Parquet Général de la Cour d'appel, du Parquet du Tribunal de Grande Instance et du Parquet du Tribunal de Première Instance (Art. 127 CPP).

<sup>581</sup> Avocat de formation, il est inscrit depuis le 14 janvier 1998 au barreau de Paris, où il a pleinement exercé jusqu'en novembre 2009. Il a été inscrit au barreau du Cameroun où il exerce actuellement. Il est parallèlement chargé de cours à l'Université catholique d'Afrique centrale.

*République, peu armés dans l'établissement des preuves susceptibles de confondre les personnes poursuivies* ». <sup>582</sup>

En effet, comment le Procureur de la République pourra-t-il conduire efficacement des affaires relevant des activités nucléaires et radiologiques, de la chasse, de la biotechnologie moderne, ou encore des établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes, lui qui n'a pas de compétences techniques suffisantes dans ces matières. <sup>583</sup>

**214.** De plus, ces faits ne sont pas toujours perçus à leurs yeux comme étant des infractions. La résolution de telles affaires par les Procureurs de la République, relève donc d'une véritable '*équation à mille inconnus*'. <sup>584</sup> Il y a ainsi risque qu'on enregistre de nombreux cas de classement sans suite. Il est vrai que, le Procureur de la République « *peut, pour l'accomplissement de ses fonctions, requérir également le concours de toute personne susceptible d'aider à la manifestation de la vérité [...]* ». <sup>585</sup> Cependant, il y a risque en ce qui concerne les affaires complexes comme la criminalité environnementale. Le Procureur de la République peut perdre son autonomie et qu'il suive servilement les recommandations des experts mis à sa disposition pour l'aider dans son office.

Le constat est donc posé, celui de l'inaptitude de la police classique et du Ministère Public à résoudre des affaires relatives à la criminalité environnementale. Leurs homologues, les juges n'échappent pas, eux aussi à la critique.

#### **4.1.2.1.2. Des acteurs chargés du jugement**

**215.** Les textes en vigueur au Cameroun, donnent compétence aux juges de droit commun à connaître des affaires relatives à la criminalité environnementale. Pourtant, ces juges rencontrent d'énormes difficultés à résoudre de pareilles affaires. Il en est ainsi pour les juges d'instruction que pour les juges de jugements.

**216.** Pour les juges des juridictions d'instruction, il faut rappeler qu'en matière pénale, l'instruction est obligatoire en matière de crime sauf dispositions contraires de la loi <sup>586</sup> et pour les crimes et délits commis par le mineur de dix-huit ans. <sup>587</sup> En revanche, elle est facultative dans les autres cas. <sup>588</sup> L'instruction est une phase importante du procès pénal en ce sens qu'elle prépare le jugement à venir. Elle vise à réunir tous les éléments à charge et à décharge contre la personne mise en examen. Le juge d'instruction est compétent pour connaître non seulement des faits concernant la criminalité ordinaire, mais aussi de la criminalité environnementale. C'est justement à ce niveau que se situe le problème. La résolution des différends relevant de la criminalité environnementale exige la connaissance du droit de l'environnement, compétence que n'ont pas toujours les juges d'instruction au Cameroun. Dans pareille situation, il y a risque que la procédure connaisse des distorsions.

Il est certes vrai que, le législateur a mis à la disposition du juge d'instruction d'importants pouvoirs pour l'accomplissement de ses missions. Ces pouvoirs lui permettent de « *procéder*

---

<sup>582</sup> Assira (C.), *Procédure pénale et pratiques des juridictions camerounaises*, op. cit., p.103.

<sup>583</sup> Il convient de préciser que, ce n'est que durant l'année académique 2011/2012 que le module du contentieux environnemental a été institué à l'ENAM (Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature). Ils sont donc peu nombreux ces magistrats imprégnés des questions environnementales. Les magistrats formés avant l'année 2011 sont totalement ignorants du droit de l'environnement, et c'est malheureusement eux, qui sont en service dans les différents tribunaux et parquets du Cameroun.

<sup>584</sup> Cité par nous-mêmes.

<sup>585</sup> Art. 138 CPP.

<sup>586</sup> Art. 142 CPP.

<sup>587</sup> Art. 700 CPP.

<sup>588</sup> Délits commis par les majeurs et contraventions commises par les majeurs ou les mineurs.



ou faire procéder »<sup>589</sup> à certaines investigations. Cette possibilité donnée au juge d'instruction de 'faire procéder' peut, en effet, lui permettre de contourner son ignorance du droit de l'environnement en recrutant des experts qui l'aideront dans le contentieux relatif à l'environnement.<sup>590</sup> « En pratique, une telle idée ne semble pas réaliste, tant il serait difficile et surtout coûteux de recruter de façon permanente des experts spécialisés dans chacune des disciplines scientifiques potentiellement nécessaires à la résolution des litiges variés dont les juridictions sont saisies ». <sup>591</sup> Il est alors nécessaire de spécialiser les juges au contentieux de l'environnement. Malheureusement la criminalité écologique n'est pas toujours la chose la mieux partagée dans leur milieu. Que dire des juges des juridictions de jugement ?

Si la police classique, le Procureur de la République et le juge d'instruction sont inaptes à régler les problèmes d'ordres environnementaux, il va de soi que le juge chargé de trancher les litiges, ne peut lui aussi, rendre sa décision avec lucidité. Déjà partagé à régler les litiges relevant du droit civil et du droit pénal classique, les juges de l'ordre judiciaire doivent encore connaître du contentieux à l'environnement. Il s'agit au sens péjoratif du terme, de véritables 'génies'<sup>592</sup> de la procédure judiciaire. Ils sont censés maîtriser tous ces domaines, pour rendre justice en fait et en droit. En réalité, la résolution de ces différends constitue un véritable casse-tête pour ces magistrats.

217. Au niveau européen, Guy Canivet<sup>593</sup> faisait remarquer que, « les juges de l'ordre judiciaire éprouvent d'énormes difficultés face à l'abondance des incriminations écologiques et au caractère technique des textes et principes qui régissent le droit de l'environnement. Ils acceptent par conséquent de jouer les seconds rôles lorsqu'ils sont saisis d'un contentieux relatif à l'environnement. Ce rôle consiste à recevoir et à traiter les informations et des conclusions des techniciens des administrations ». <sup>594</sup> Une situation qui peut amener le juge à perdre son autonomie comme le souligne Papa Makha Ndiaye<sup>595</sup>, « car, aujourd'hui, le droit de l'environnement, avec son cortège de catégories spécifiques, conduit successivement à la technicisation de l'expertise et l'interprétation correcte des instruments qui lui servent de point d'appui. Or, ces transformations des sources du droit peuvent avoir un impact négatif sur l'autonomie du juge dont la légitimité n'est plus exclusive mais partagée par de nouveaux acteurs (société civile, experts etc.) ». <sup>596</sup>

L'attitude irréfléchie du pouvoir judiciaire à l'égard de l'environnement est un obstacle majeur à l'application du droit de l'environnement en raison du rôle central joué par le système judiciaire.<sup>597</sup> Si les acteurs judiciaires connaissent des difficultés pour connaître de la criminalité environnementale, c'est non seulement parce qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas de juge spécialisé en matière d'environnement pas plus que des juridictions spécialisées.

---

<sup>589</sup> Art. 151.

<sup>590</sup> Lorsqu'une question d'ordre technique se pose au cours de l'information, le juge d'instruction peut, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties y compris éventuellement l'assureur de responsabilité, ordonner une expertise et commettre un ou plusieurs experts (Art. 203 CPP).

<sup>591</sup> Truillé (E.) et Hautereau-Boutonnet (M.) (dir.), *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, op. cit., p.201.

<sup>592</sup> Cité par nous-mêmes.

<sup>593</sup> Premier Président de la Cour de cassation Président du Forum des juges de l'Union européenne pour l'environnement.

<sup>594</sup> Allocution prononcée par Monsieur le Premier Président Canivet à Luxembourg (CJCE) le 26 avril 2004.

<sup>595</sup> Conseiller à la Cour de cassation du Sénégal.

<sup>596</sup> Rapport du Sénégal à la Réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'AHJUCAF, Ecole Régionale Supérieure de la Magistrature de l'OHADA Porto-Novo (Bénin), 2008.

<sup>597</sup> Rapport du symposium sur 'l'effectivité et l'éducation judiciaire du droit de l'environnement en Afrique francophone', op. cit., p.34.

#### 4.1.2.2. L'inadéquation des instances judiciaires

**218.** Le procès pénal se déroule au sein d'une juridiction. Il s'agit d'un organe chargé de statuer conformément à la loi sur les faits dont elle est saisie et de prononcer, le cas échéant, les peines et mesures de sûreté prévues par la loi.<sup>598</sup> Au Cameroun, les infractions à l'environnement sont de la compétence des juridictions de droit commun. Ces dernières connaissent du contentieux à l'environnement selon les mêmes règles de compétence établies pour la criminalité ordinaire. C'est le Code de procédure pénale<sup>599</sup> et la loi portant organisation judiciaire<sup>600</sup> au Cameroun qui fixent la compétence des tribunaux en matière pénale.

Pour juger les affaires relatives à l'environnement, les pays à travers le monde optent certains pour la spécialisation des tribunaux et Cours<sup>601</sup> en matière d'environnement. D'autres spécialisent plutôt quelques magistrats dans le domaine de l'environnement<sup>602</sup> qui seront chargés de connaître du contentieux y relatif. Au Cameroun, ni l'une ou l'autre solution n'est encore effective. Les autorités camerounaises n'ont pas encore trouvé la nécessité de procéder à de telles réformes. En dehors des problèmes financiers, matériels et humains qu'on pourrait évoquer s'agissant des difficultés de la mise en place des juridictions spécialisées, nous pensons que c'est une véritable volonté politique qui fait encore défaut. La lutte contre la criminalité environnementale, nous pouvons prendre le risque de le dire, n'est pas encore considérée comme une '*nécessité absolue*' au Cameroun. Sinon, comment comprendre que la même volonté affichée par l'Etat pour combattre la délinquance financière<sup>603</sup>, ne soit pas observable en ce qui concerne la criminalité écologique ! Malgré de nombreux discours et appels à protéger l'environnement, des actes concrets font toujours défaut dans la protection de l'environnement.

**219.** Certains pays à travers le monde ont pris conscience de la nécessité de mettre en place des juridictions ou des organes autonomes pour assurer une protection efficace de l'environnement. Nous citerons en exemple l'île Maurice qui dispose des juridictions spécialisées en matière d'environnement. C'est également le cas de la France qui, peu à peu, met en place des juridictions spécialisées en matière d'environnement. Ainsi, « *depuis 2001 le tribunal de grande instance du littoral maritime s'est vu attribuer une compétence spécialisée en droit des pollutions maritimes* ». <sup>604</sup> Ces pays affichent une réelle volonté politique pour lutter contre la criminalité environnementale.

La procédure, qu'elle soit administrative ou judiciaire, révèle des lacunes qui peuvent entraver la répression efficace des atteintes à l'environnement. Elles tiennent à la fois aux différents acteurs, à leurs actes et aux instances chargées de trancher les litiges d'ordres environnementaux. Ce sont ainsi, des limites propres à chaque procédure. Cependant, d'autres

---

<sup>598</sup> Art. 288 CPP.

<sup>599</sup> Livre III du Code de procédure pénale consacré aux juridictions de jugement.

<sup>600</sup> Il s'agit de la loi n° 2006/015 du 29 décembre 2006 portant organisation judiciaire modifiée et complétée par la loi n° 2011/027 du 14 décembre 2011.

<sup>601</sup> On dénombre aujourd'hui près de 1200 tribunaux et cours spécialisés à travers le monde. Pour une étude globale de ces juridictions, lire l'ouvrage collectif de Professors Pring (G.R.) et (C.K.) Pring, *Environmental Courts and Tribunal*, Study and Global Environmental Outcomes LLC. Published by UN Environment, September 2016.

<sup>602</sup> C'est le cas en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, la Belgique (...).

<sup>603</sup> C'est par la loi n° 2011/028 du 14 décembre 2011 qu'a été institué un Tribunal Criminel Spécial compétent pour connaître des infractions financières dont le montant est supérieur à 50 millions de francs. Les infractions financières au-dessous de 50 millions restent de la compétence des juridictions de droit commun à savoir le TPI et le TGI.

<sup>604</sup> Cf. Discours de clôture des débats du Professeur Michel Prieur à la réunion constitutive du Comité sur l'environnement de l'AHJUCAF, les 26 et 27 juin 2008 à Porto-Novo au Bénin.

limites plus générales, traversent tout le contentieux relatif à l'environnement. Il s'agit des limites communes aux deux procédures.

## **4.2. Les limites communes aux deux procédures**

**220.** Le procès pénal relatif à l'environnement est assez complexe. Tant en raison de la nature des règles qui régissent le procès qu'en raison de la place accordée aux différents acteurs. Malgré la distinction faite entre procédure administrative et procédure judiciaire, l'on se rend compte à la lecture des dispositions de la Loi-cadre et du Guide pratique de procédures du contentieux à l'environnement qu'en réalité, les deux procédures se tiennent, elles sont complémentaires.

Les différentes phases de la procédure du contentieux à l'environnement sont régies l'une comme l'autre par les règles relevant du droit public. Cependant, si à la phase administrative, ce sont essentiellement les règles du droit public qui sont appliquées, la phase judiciaire, où s'applique le droit pénal, relève aussi du droit public mais pouvant être rapproché au droit privé. En effet, le droit pénal apparaît comme une branche du droit public puis qu'il met en cause les rapports des individus avec l'Etat ou avec certains services de l'Etat (justice, police judiciaire, administration pénitentiaire, etc.). Cependant le droit pénal est traditionnellement rapproché du droit privé et enseigné dans les facultés de droit comme une matière de droit privé.<sup>605</sup> Ceci parce que, l'infraction cause non seulement un trouble social mais le plus souvent aussi, un préjudice individuel dont la victime peut demander réparation. A l'appartenance naturelle du droit pénal au droit public, se superpose un règlement entre particuliers qui se déroule sur le terrain du droit privé.

Tout ceci contribue à compliquer davantage les règles du DPE. Une situation qui peut engendrer de nombreux conflits lors de l'application des règles. Ces conflits peuvent devenir encore importants entre les différents acteurs, si leurs compétences ne sont pas clairement déterminées par les textes comme cela semble être le cas au Cameroun.

Relativement aux limites communes des deux phases du contentieux à l'environnement, deux constats peuvent être faits. Le premier est celui l'hétérogénéité des règles de procédures lors du contentieux à l'environnement (4.2.1.). Le second, découle de l'absence d'une définition claire des rapports entre certains acteurs intervenants dans les deux phases de la procédure (4.2.2.).

### **4.2.1. L'hétérogénéité des règles de procédures**

**221.** Le droit pénal de l'environnement est caractérisé par la disparité de ses règles. C'est une conséquence de la nature même des règles qui encadrent le procès pénal en matière d'environnement. En effet, la procédure de répression des infractions en droit pénal de l'environnement camerounais est duale. Il y a également dualité au niveau des règles appliquées dans la procédure. Le droit administratif est appliqué à la phase administrative et le droit pénal à la phase judiciaire. De même, le droit commun et droit spécial se tiraillent tout au long du procès. Ce qui conduit à une procédure naturellement complexe.

L'hétérogénéité voire la complexité des règles de procédures environnementales, est manifestée par la cohabitation entre règles générales et règles spéciales et de celle de l'instauration d'une procédure en mi-chemin entre droit administratif et droit pénal. Il s'agit donc de règles de procédures disparates (4.2.1.1.) marquées par une procédure partitionnée (4.2.1.2.).

---

<sup>605</sup> C'est le cas au Cameroun, la spécialité '*droit pénal et sciences criminelles*' est classée comme matière de droit privé. Dans le système français, le droit pénal relève du droit privé. Il s'agit d'une classification universitaire.

#### 4.2.1.1. Des règles de procédures disparates

222. Au Cameroun, les règles de procédures de répression des infractions à l'environnement ne sont pas homogènes. En réalité, il existe autant de procédures qu'il y a de lois sectorielles sur l'environnement. Sans compter que chaque département ministériel en charge d'un secteur de l'environnement fixe certaines règles qui lui sont propres pour la répression des infractions relevant de sa compétence.

C'est d'ailleurs l'impression qui semble se traduire dans ces dispositions du guide pratique de procédures du contentieux environnemental du MINEPDED, considéré comme structure principale en charge de la protection de l'environnement au Cameroun. Il dispose que : « *la procédure du contentieux environnemental est prévue non seulement à l'article 90 et suivants de la loi n° 96/12 du 05 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement, mais également dans d'autres lois sectorielles protégeant l'environnement et les ressources naturelles dont certaines sont visées dans ce guide* ». L'interprétation de cette disposition nous permet de relever que, ce ne sont pas toutes les procédures prévues par les lois sectorielles relatives à l'environnement qui ont été prises en compte dans ce document, mais quelques-unes seulement. Le mot '*certaines*' est déjà fort révélateur.

Le Cameroun ne dispose pas encore d'un véritable document unique qui harmonise toutes les règles de procédure relative à la répression des infractions à l'environnement. Dans ces conditions, il est difficile pour les acteurs, de même que pour le public de savoir avec exactitude le chemin à suivre pour soit réprimer, soit faire réprimer les atteintes à l'environnement. Ce qui constitue une violation du principe sacro-saint de la légalité criminelle cher au droit pénal ou de manière plus large de la légalité de la procédure.<sup>606</sup>

Bien plus, les règles de procédures de répression des infractions à l'environnement ne sont pas autonomes. Elles sont issues à la fois du droit pénal classique, du droit civil et du droit administratif. Il s'agit là d'une procédure particulière qui demande la maîtrise de la procédure en droit pénal, en droit administratif et en droit civil. Ce qui n'est pas toujours évident.

Bien qu'il existe plusieurs procédures conduisant à la répression des infractions à l'environnement, il demeure que, la répression des infractions à l'environnement se fait en deux phases, une première devant l'administration, une seconde devant les instances judiciaires. Il s'agit donc d'une double procédure qui peut avoir des répercussions néfastes dans la lutte contre la criminalité environnementale.

#### 4.2.1.2. Une procédure partitionnée

223. Si la distinction phase administrative et phase judiciaire du procès est pertinente, il faut reconnaître qu'elle est à certains égards, préjudiciable à la répression des infractions à l'environnement. On remarquera que, la procédure administrative a une influence sur la procédure judiciaire, et que l'inverse n'est pas forcément vrai en matière d'environnement. Aussi, il y a risque qu'on assiste à des procédures extrêmement longues. Et enfin, la confrontation entre règles de droit administratif et de droit pénal peut aussi avoir un impact négatif sur la lutte contre la criminalité écologique.

224. *Primo*, concernant l'influence de la procédure administrative sur celle judiciaire, il existe manifestement un déséquilibre entre les deux procédures. En effet, la saisine des instances judiciaires est conditionnée par l'échec de la procédure administrative. Si

---

<sup>606</sup> Cf. Levasseur (G.), « Réflexions sur la compétence. Un aspect négligé du principe de la légalité », in *Mélanges Hugueney*, Editions Sirey, Paris 1964.

l'administration parvient à solutionner le litige, les instances judiciaires ne pourront pas connaître de l'affaire. Quand bien même les instances judiciaires ont été saisies, l'influence de l'administration demeure. C'est ce que semble affirmer un auteur qui souligne que « *même dans la phase finale des poursuites pénales, la procédure administrative aura des incidences sur la procédure pénale. Là où des recours administratifs existent, la défense invoquera la litispendance administrative en vue d'obtenir du juge pénal une remise aux fins d'attendre l'issue de la procédure administrative (de régularisation, d'obtention du permis nécessaire ou de la modification des conditions d'exploitation imposées) et tentera donc de convaincre le juge de l'existence d'un adage 'l'administratif tient le pénal en état' »*.<sup>607</sup> Il en est ainsi du cas des questions préjudicielles.<sup>608</sup>

**225.** *Deuxio*, s'agissant maintenant du risque des lenteurs judiciaires. S'il est possible pour les autorités administratives de réagir plus rapidement, la procédure judiciaire, quant à elle, est soumise à un formalisme rigoureux qui contraint les autorités judiciaires à prendre toutes les précautions nécessaires afin de rendre une décision juste et équitable. La procédure peut prendre plusieurs années. En additionnant le temps que pourrait mettre la procédure devant l'administration avec celui de la procédure devant les instances judiciaires, on pourrait nécessairement aboutir à des procédures extrêmement longues.

Ce problème peut être illustré à l'aide d'un exemple pratique tiré de la jurisprudence française, celle camerounaise n'étant pas encore abondante en la matière. Il s'agit de l'affaire '*Amiante*' dont l'instruction a duré 22 ans. Elle a donné lieu à deux décisions, celle de '*Jussieu*'<sup>609</sup> et de '*Normed*'.<sup>610</sup>

En l'espèce, deux plaintes avaient été déposées en 1996 auprès du Procureur de la République par le Comité anti-amiante Jussieu et par l'Association régionale des victimes de l'amiante du Pas-de-Calais (Ardeva) qui représente les ouvriers du chantier naval Normed contre les membres du Comité permanent amiante (CPA). Une structure créée en 1982 et qui rassemblait des industriels, des scientifiques et des hauts responsables publics. Certaines personnalités<sup>611</sup> avaient été mise en examen courant l'année 2011-2012, il leur était reproché d'avoir commis des imprudences et négligence en leurs qualités respectives et au cours de leur participation au CPA, qui ont contribué à créer le dommage, et de ne pas avoir pris les mesures permettant de l'éviter, en connaissance de la gravité des risques encourus du fait de l'exposition à l'amiante.

Les intéressés avaient saisi la chambre de l'instruction de requêtes en annulation de leur mise en examen. La Cour d'appel de Paris avait annulé cette mise en examen en 2017. Les victimes de l'amiante ont formé des pourvois devant la Cour de cassation aux fins d'annuler la décision de la Cour d'appel. Malheureusement, la chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, mardi 11 décembre 2018 les pouvoirs des associations qui défendent les

---

<sup>607</sup> Rapport de Monsieur Etienne Goethals, conseiller à la Cour de cassation de Belgique à la réunion constitutive du Comité sur l'environnement de l'AHJUCAF, les 26 et 27 juin 2008 à Porto-Novo au Bénin.

<sup>608</sup> *Supra*, § 184 chapitre 3.

<sup>609</sup> Cass. Crim. 11 décembre 2018, n° 2914. <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news>. Consulté le 13 décembre 2018.

<sup>610</sup> Cass. Crim. 11 décembre 2018, n° 1338. <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news>. Consulté le 13 décembre 2018.

<sup>611</sup> Peirani (M.), chargé de mission auprès du ministère de l'industrie et du commerce extérieur, expert auprès de la communauté européenne et membre du Comité permanent amiante (CPA), Giboin (M.), membre du CPA, M. Pasquier, fonctionnaire au ministère du travail en qualité de chef du bureau de 'Hygiène en milieu du travail' et membre du CPA, M. Brochard, pneumologue spécialiste des pathologies professionnelles, membre du CPA, Mme Carmès, ingénieur sanitaire au ministère de la santé, représentant la direction générale de la santé au CPA, Raffaelli (M.), médecin de travail des usines Ferodo de Condé-sur-Noireau, membre du CPA, M. Girard, directeur général de la santé représenté au CPA par Mme Carmès.

victimes de l'amiante du campus universitaire de Jussieu et celles du chantier naval Normed de Dunkerque.

Un procès entamé en 1996 et dont la décision est rendue en 2018, Vingt-deux ans après, c'est assez long, mais révèle la complexité qu'il y a à résoudre des questions relatives à l'environnement.

**226.** *Tertio*, la distinction entre procédure administrative et procédure judiciaire. On est là en présence de deux disciplines qui s'appliquent pour un même procès, à savoir le droit administratif et le droit pénal. On sait que la cohabitation entre ces deux disciplines n'est pas toujours un long fleuve tranquille. En effet, les règles de droit administratif ont souvent tendance à prendre le dessus sur les normes pénales au cours d'un procès. C'est ce qui se passera lorsque le juge pénal devra surseoir à statuer sur une affaire pour cause d'une question préjudicielle qui échappe à sa compétence. Le juge administratif devra d'abord se prononcer sur cette question préjudicielle. La décision rendue pourra alors changer l'issue du procès pénal.

De plus, procédure administrative et judiciaire ne défendent pas les mêmes valeurs, ni ne prévoient les mêmes sanctions pour violation des règles à l'environnement. Tandis que la procédure administrative sanctionne le non-respect des prescriptions administratives, la procédure pénale vise à sanctionner la violation d'une valeur qui a causé un préjudice à la société dans sa totalité. L'approche administrative est alors différente de celle judiciaire. La première a pour objectif la punition et la dissuasion ; parfois la restauration ou la prévention des dommages futurs, c'est l'expression de la forte désapprobation morale de la société des atteintes faites à l'environnement. La seconde approche, administrative, est centrée sur la prévention des dommages futurs et/ou la restauration du milieu lorsqu'une infraction viendrait à être commise. Ce qui traduit un peu plus, la complexité des règles de procédures en matière d'environnement.

Les règles relatives au contentieux de l'environnement ne sont pas harmonisées. Elles se retrouvent çà et là, dans divers textes et suivants les spécificités de chaque secteur de l'environnement. Il existe ainsi un cafouillage total dans ce domaine qui est susceptible de conduire au désordre. Pour preuve, la collaboration entre les acteurs chargés de la mise en œuvre des règles de procédures, n'est pas clairement définie par les textes. Leur rapport dans ces conditions devient incertain.

#### **4.2.2. Une collaboration mitigée entre les différents acteurs**

**227.** La répression efficace des infractions à l'environnement est conditionnée par la participation de tous les acteurs intervenants dans la chaîne de répression. Une synergie parfaite doit exister entre tous les acteurs. Le cadre juridique de leur collaboration est fixé par des textes qui définissent la procédure à suivre pour la répression des infractions. Si les textes issus du droit commun, la procédure pénale et du droit spécial, le guide pratique de procédures du contentieux à l'environnement, donnent un aperçu de la collaboration existant entre les différents acteurs, il faut reconnaître qu'à certains égards, les rapports entre les autorités administrative et judiciaire ne sont pas toujours clairement définis.

Il en est ainsi de celle existant entre les acteurs publics notamment, entre les autorités administrative et judiciaire. Participant conjointement à la protection de l'environnement, un minimum de collaboration devrait exister entre eux. Ce qui est dans une moindre mesure le cas.

En effet, les textes définissant la procédure pénale à suivre en matière d'environnement, n'ont pas déterminé avec précision, les rapports entre certains acteurs stratégiques du contentieux à l'environnement. Il en est ainsi de ceux entre les différentes polices ayant

compétences en matière d'environnement (4.2.2.1.), de même que entre les différentes administrations et le Procureur de la République (4.2.2.2.).

#### 4.2.2.1. Entre les différentes polices

228. Au Cameroun, la répression des infractions à l'environnement est assurée communément par les OPJ à compétence générale et ceux à compétence spéciale. Ils sont chargés de la constatation et de la recherche des infractions à l'environnement. Ils exercent leurs compétences sous l'autorité du Procureur de la République.<sup>612</sup> Si les rapports entre les différentes polices et le Procureur de la République sont clairement définis dans le CPP, ceux existant entre les différentes polices restent énigmatiques. Ni le guide pratique de procédures du contentieux environnemental, ni le manuel de procédure administratives du MINEPDED, ni le CPP camerounais, ni même la Loi-cadre sur l'environnement, ne traitent des rapports entre la police classique et la police environnementale. Pourtant, étant entendu que les deux polices ont un rôle à jouer dans la répression des infractions à l'environnement, on se serait attendu à ce que le législateur définisse clairement les rapports entre les différentes polices. Ce mutisme du législateur sur la question est susceptible de créer des conflits plus tard. Néanmoins, on trouve un aperçu de leur relation à l'Article 84 du CPP précité, ce qui à notre avis n'est pas suffisant. Elle aurait dû être mieux élaborée.

Bien que tous les OPJ soient soumis au contrôle du Procureur de la République, à qui ils doivent rendre compte de toute infraction dont ils ont connaissance, c'est à l'administration que leurs procès-verbaux sont adressés. Ainsi, le Procureur de la République semble être écarté du procès à l'environnement dans sa phase administrative. Dans un pays comme la France, le Procureur de la République joue un rôle important dès la phase d'enquête comme nous le révèle ces auteurs<sup>613</sup>, « (...) *inspectors in France who detect an environmental crime must report this to the public prosecutor* ». Le Procureur de la République sera saisi d'une infraction à l'environnement au Cameroun dès la phase de l'enquête que si l'infraction est particulièrement grave. C'est devant les administrations que des PV sont déposés, en charge pour eux de saisir à leur tour le Procureur de la République quand cela est nécessaire.

#### 4.2.2.2. Entre l'administration et le Procureur de la République

229. L'administration et le Procureur de la République constituent deux maillons essentiels dans la lutte contre la criminalité environnementale. Ils sont chacun à leur niveau, investis du pouvoir décisionnel capable d'avoir une incidence dans la conduite du procès. Dans la phase administrative, c'est le ministre ou son représentant qui a compétence à déclencher ou non les poursuites pénales à l'encontre du contrevenant. De son côté, le Procureur de la République, est celui qui exerce l'action publique née de l'infraction. Il est pour cela important que leurs rapports soient clairement précisés par des textes.

A la lecture de la Loi-cadre, des textes d'application et du guide pratique de procédures du contentieux à l'environnement, l'on se rend compte que, le législateur n'a pas suffisamment déterminé les rapports entre l'administration et le Ministère Public, notamment, le Procureur

---

<sup>612</sup> Seuls les agents de l'administration ayant prêté serment devant le Procureur de la République, ont la qualité d'OPJ, ils sont donc soumis à son contrôle. *A contrario*, les agents non assermentés relèvent de l'administration et sont placés sous l'autorité de leur supérieur hiérarchique. Lors de la constatation des infractions à l'environnement, les agents non assermentés doivent être accompagnés par au moins un agent assermenté.

<sup>613</sup> Faure (M.), Gerstetter (C.), Sina (S.) et Vagliasindi (G.M.), «*Actors and Institutions in the Fight Against Environmental Crime*», *op. cit.*, p.101.

de la République encore moins avec le juge d'instruction. Quelques fois un lien est fait entre l'administration et le Procureur de la République comme dans le guide pratique de procédures de contentieux à l'environnement.<sup>614</sup> Il prévoit que la phase judiciaire commence par une plainte du MINEPDED ou de son représentant local ((DRE, DDE) adressée au Procureur de la République près du tribunal territorialement et matériellement compétent. Et puis, plus rien. Commence alors un tâtonnement indescriptible sur les rapports entre administration et Procureur de la République.

Les textes restent muets sur certains points importants, à savoir : y a-t-il possibilité pour le Procureur de la République d'exercer son contrôle sur la procédure administrative ? Toutes les infractions à l'environnement quel que soit leur nature et leur gravité, sont-elles soumises au même régime juridique ? Une fois que le Procureur de la République est saisi par l'administration, son rôle cesse-t-il d'aussitôt dans la suite du procès ? Autant de questions parmi d'autres qui n'ont pas été élucidées par les autorités administratives qui ont adopté ce texte. Il faut plutôt se référer à la pratique pour avoir une idée sur ces questions. Ce qui ne devrait pourtant pas être le cas. Tous ces points devraient clairement être définis par les textes en vigueur, à savoir, la Loi-cadre ou encore le guide pratique de procédures de contentieux à l'environnement.

Au total, les règles qui déterminent la procédure à suivre pour la répression des infractions à l'environnement au Cameroun sont obscures. Que ce soit en ce qui concerne la procédure administrative ou la procédure devant les instances judiciaires. Partagée entre plusieurs textes, la procédure de répression des infractions à l'environnement constitue un véritable labyrinthe dont l'issue est quelques fois incertaine.

---

<sup>614</sup> La forme même de ce guide pratique est discutable. Un document aussi important qui organise la procédure à suivre dans le contentieux à l'environnement qui ne respecte pas les canons d'écriture des textes juridiques (pas organisé en articles, aucune mention sur la publication). La forme de ce document est donc à l'image des règles qui y sont contenues.



## CONCLUSION DU TITRE II

**230.** L'étude des faiblesses du droit pénal de l'environnement camerounais qui a été faite, a permis de constater l'existence de plusieurs lacunes. Elles se rencontrent aussi bien sur le plan normatif qu'au niveau des procédures.

**231.** S'agissant du cadre normatif, les normes d'incrimination et de répression édictées par le législateur camerounais se caractérisent par leur complexité. En outre, ces normes se montrent souvent quelques fois incomplètes et indulgentes. Cela est compréhensible car, le droit pénal de l'environnement camerounais est une discipline relativement jeune. Nous assistons encore à une mise en place progressive des instruments juridiques en la matière. Si tant est-il que le fond et la forme sont liés, les lacunes identifiées au niveau normatif, auront forcément une incidence sur le plan procédural.

**232.** Concernant les limites procédurales, elles sont assez nombreuses. A l'heure actuelle, le Cameroun ne dispose pas encore d'un document unique qui détermine la procédure à suivre dans le cadre du contentieux à l'environnement. Il existe autant de procédures que d'administrations qui sont en charge de l'environnement. Les différentes procédures consacrées sont empreintes des règles du contentieux administratif et de procédure judiciaire. La procédure en matière d'environnement s'articule d'ailleurs autour de ces deux axes. Une distinction claire est faite entre la procédure administrative et la procédure judiciaire. Tout se passe comme si les acteurs intervenants dans les différentes phases du procès n'entretenaient aucun rapport. C'est ce qui semble ressortir des différents textes en vigueur. Ceux-ci ne contiennent aucune disposition sur les rapports entre les différentes polices en matière d'environnement ou même de la collaboration entre les différentes administrations et le Procureur de la République.

En outre, on remarquera que, les acteurs institués (OPJ) et les juridictions instituées (les tribunaux de l'ordre judiciaire) maîtrisent assez peu le droit de l'environnement.

## CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

**233.** Cette première partie de notre travail de recherche établit l'existence d'une protection pénale mitigée de l'environnement au Cameroun.

La réponse du droit pénal camerounais à la protection de l'environnement est partagée entre forces et faiblesses. Nous avons dans un premier temps, procédé à l'analyse des forces du droit pénal de l'environnement camerounais. Ceci nous a amené à poser le constat selon lequel, le Cameroun dispose d'un arsenal juridique impressionnant dans le cadre de la protection de l'environnement. Ces règles ne s'appliquant pas d'elle-même, le législateur camerounais a institué des acteurs chargés de leur exécution. Ceux-ci brillent par leur diversité.

Dans un second temps, nous nous sommes attelés à présenter d'un point de vue textuel, les faiblesses de la protection pénal de l'environnement au Cameroun. Il en ressort que, au niveau normatif et procédural, des lacunes existent. Le droit pénal de l'environnement camerounais est complexe. Cela a nécessairement des répercussions tant sur le plan normatif que procédural.

**234.** En somme, théoriquement, le Cameroun a fait des avancées notables dans la protection de l'environnement par le droit pénal. Les sanctions sont parfois dissuasives. Cependant, des efforts méritent encore d'être faits car, l'on rencontre quelques écueils au niveau du cadre normatif que procédural. C'est dire que la structure du droit pénal de l'environnement camerounais a encore besoin d'être modelé. Cependant, c'est véritablement dans la mise en œuvre de ces règles qu'on pourra juger de leur efficacité ou pas et proposer ainsi, des solutions pour une répression efficace des atteintes à l'environnement au Cameroun.



## **DEUXIEME PARTIE : UNE PROTECTION PÉNALE À L'EFFICACITÉ MITIGÉE À RÉFORMER**

*« Mieux vaut prendre le changement par la main avant qu'il ne nous prenne par la gorge »*

Winston Churchill

**235.** Depuis quelques années, l'Etat du Cameroun s'est engagé à protéger la qualité de l'environnement. Les ressources naturelle et artificielle de l'environnement font depuis longtemps l'objet d'une protection pénale. Cependant, plusieurs années après, il convient de faire un bilan de l'effectivité du droit pénal de l'environnement Camerounais. Les recherches qui ont été menées jusqu'ici, présentent le droit pénal de l'environnement comme une discipline inefficace. Un auteur dit en ce sens que *« le grand chantier de la protection de l'environnement au Cameroun, but et fin ultime de cet arsenal normatif, ne sera possible qu'à travers une mise en œuvre effective des normes »*.<sup>615</sup> C'est d'ailleurs le cas de la plupart des DPE à travers le monde. La mise en œuvre de cette discipline est donc un défi pour l'Afrique en général, et pour le Cameroun en particulier.

**236.** L'étude du droit pénal de l'environnement sur un plan purement théorique qui a été faite, révèle un système de protection pénale qui oscille entre forces et faiblesses. La protection de l'environnement par le droit pénal, telle que prévue par les textes, est d'une efficacité relative et non *« incontestée »* comme le laisse croire un auteur.<sup>616</sup> Si les faiblesses textuelles du droit pénal de l'environnement camerounais présagent déjà de la difficile application de cette matière, c'est au moment de sa mise en œuvre effective que celles-ci prennent véritablement corps.

**237.** La deuxième partie de notre travail nous permettra d'entrevoir la mise en œuvre du cadre normatif établi par le législateur. L'on pourra alors se rendre compte de ce que, les causes d'ineffectivité du droit pénal de l'environnement camerounais sont nombreuses. Ceci a des conséquences sur l'environnement. En effet, malgré l'existence d'un arsenal répressif important, la délinquance écologique n'a pas suffisamment reculé. L'environnement continue de subir de manière incessante des assauts de tout genre.

Face à la difficile mise en œuvre du droit pénal de l'environnement camerounais (**Titre III**), il est urgent de reformer le système pénal de protection (**Titre IV**) afin de garantir une protection efficace de notre environnement.

---

<sup>615</sup> Foka Taffo (F.), « Droit pénal de l'environnement au Cameroun », *op. cit.*, p.217.

<sup>616</sup> Fotso Chebou Kamdem (F.V.), La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, *op. cit.*, p.209.

### TITRE III : LA DIFFICILE MISE EN ŒUVRE DU DPE

**238.** Les lois édictées par le législateur n'auront véritablement de sens que si elles ont des effets sur les individus c'est-à-dire, la capacité de changer de manière positive la conduite de ses destinataires. L'efficacité du cadre juridique de protection de l'environnement au Cameroun ne pourra être évaluée qu'à travers son application concrète. Si à certains égards, le droit pénal de l'environnement camerounais se montre pertinent, force est de reconnaître que dans la pratique, c'est un droit peu connu, peu appliqué et peu effectif. Pour un auteur, la protection pénale de l'environnement sur le plan pratique « *est quasi insignifiant (e) et laisse dubitatif tout pénaliste soucieux de la répression effective desdites atteintes* ». <sup>617</sup> Pourtant, ce n'était pas l'effet recherché par le législateur au moment de l'adoption des différents textes sur l'environnement. George Vedel aurait donc eu raison de dire que, « *le droit dit 'ce qu'il faut faire', il ne peut pas dire 'ce qu'on en fera'* ». <sup>618</sup> Les normes environnementales au Cameroun relèveraient du droit dormant et, posent par conséquent le problème de leur effectivité.

La question de l'effectivité des normes est un problème d'ordre général qui touche toute la discipline du droit, mais qui se trouve amplifié en droit de l'environnement. En effet, le champ du droit de l'environnement est l'un de ceux où l'écart entre l'existence de la norme et la réalité de son application, est le plus grand, et dont les effets sont au quotidien les plus ressentis. <sup>619</sup> Une bonne partie des travaux de la doctrine portant sur le DPE en Afrique et, même dans le monde, ne manquent pas d'évoquer la question de son effectivité. Quel que soit le pays concerné, le constat est quasiment le même, l'ineffectivité du droit pénal de l'environnement.

**239.** S'il est vrai que ce droit a du mal à être appliqué, on serait tenté d'admettre avec Jean Rivero, qu'il faudrait même « *se résigner à ce qu'une marge plus ou moins large sépare le sollen et le sein, la norme et le réel* ». <sup>620</sup> Cette situation ne serait pas sans conséquences sur la conduite des individus. En effet, l'efficacité du droit pénal de l'environnement dépend de l'effectivité de ses règles. Si les règles sont effectives, la conduite des individus ira nécessairement dans le sens du respect des prescriptions environnementales. *A contrario*, si les normes sont inefficaces, le changement de comportement souhaité chez les individus risque d'avoir l'effet inverse à l'objectif poursuivi à savoir, l'accroissement de la délinquance environnementale.

L'une des plus importantes causes de la difficile mise en œuvre du droit pénal de l'environnement camerounais tient à sa faible effectivité (**Chapitre 5**). Ce qui peut inéluctablement avoir des conséquences sur l'environnement (**Chapitre 6**).

---

<sup>617</sup> Lasserre (J.), « Droit pénal de l'environnement : un droit encore en apparence redoutable et à l'efficacité douteuse », in Cario (R.) (dir.), *Sauvegarde de l'environnement et droit pénal*, collection des sciences criminelles, 2000, p.39.

<sup>618</sup> Vedel (G.), « Le hasard et la nécessité », *Pouvoirs*, n° 50, 1989, p.27.

<sup>619</sup> Cf. Rapport du symposium sur « L'effectivité et l'éducation judiciaire du droit de l'environnement en Afrique francophone », tenu du 5 au 9 février 2018 au Deuga Palace Hôtel de Yaoundé au Cameroun.

<sup>620</sup> Rivero (J.), « Sur l'effet dissuasif de la sanction juridique », in *Mélanges offerts à Pierre Raynaud*, Dalloz, Paris, 1985, p.685. Cité par Betaille (J.), Les conditions juridiques de l'effectivité de la norme en droit public interne : illustrations en droit de l'urbanisme et en droit de l'environnement, *op. cit.*, p.1.

## Chapitre 5. La faible effectivité du DPE

**240.** Le droit pénal de l'environnement au Cameroun se caractérise par l'abondance et la diversité des principes et normes relatifs à la protection de l'environnement. Cependant, ce flot de normes contraste avec la réalité. La majorité des normes pénales protectrices de l'environnement reste peu appliquée.

Les causes de la faible effectivité du droit pénal de l'environnement camerounais sont nombreuses. En plus des faiblesses textuelles vues au titre II, il existe d'autres facteurs qui contribuent à son ineffectivité. Ceux-ci relèvent du système pénal lui-même, mais aussi des considérations sociologiques, économiques et culturelles. Ce chapitre se voulant pratique, nous invoquerons très souvent les données statistiques sur la criminalité environnementale.

Les facteurs d'ineffectivité du droit pénal de l'environnement au Cameroun peuvent être classés en deux grandes catégories. Nous avons d'un côté les facteurs à caractère objectif (5.1.), et de l'autre les facteurs à caractère subjectif (5.2.).

### 5.1. Les facteurs à caractère objectif

**241.** Au centre des dispositions du CPC, de la Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun et les textes sectoriels, figure en bonne place le souci de rendre effective la protection de l'environnement. Cette ambition est fort belle et bien réalisable au vu de la richesse de la législation camerounaise en matière d'environnement. Mais, il est primordial de trouver des solutions appropriées à certains obstacles à caractère objectif.

Ces obstacles tiennent aux limites des mécanismes de contrôle (5.1.1.), ce qui inévitablement, réduit le contentieux relatif à l'environnement (5.1.2.).

#### 5.1.1. Les limites des mécanismes de contrôle

**242.** Les règles de droit ne s'appliquent pas d'elles-mêmes. Il faut que certains acteurs traduisent en actes les prescriptions énoncées par les textes. Leur efficacité dépend le plus souvent des moyens de contrôle mis en œuvre par les pouvoirs publics pour en assurer le respect.<sup>621</sup>

En matière d'environnement, pour qu'une infraction soit découverte, compétence a été donnée à la police judiciaire pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions. Les OPJ quelle que soit leur nature, jouent un rôle décisif dans la répression des infractions à l'environnement. Guy Canivet faisait déjà remarquer dans son allocution prononcée devant la CJCE le 26 avril 2004 que, l'efficacité du droit de l'environnement dépend du dynamisme des acteurs judiciaires que sont les magistrats et les agents chargés de rechercher et de constater les infractions écologiques.

Il existe un vaste domaine de l'environnement, qu'il soit naturel ou culturel, qui fait l'objet de protection au Cameroun. Dans le seul secteur de la faune et des forêts par exemple, on compte dix-neuf (19) parcs nationaux (PN) qui occupent 2 955 911ha ; six (6) réserves de faune (RF), soit 854 042 ha ; trois (03) jardins zoologiques (JZ) et botaniques (JB), soit 6,07 ha et quatre (04) sanctuaires de faune (SF) qui occupent 103754 ha comme nous pouvons le voir dans le tableau n° 2 ci-dessous.

---

<sup>621</sup> Zakane (V.), « Problématique de l'effectivité du droit de l'environnement en Afrique : l'exemple du Burkina Faso », *op. cit.*, p.18.

**Tableau n° 2 : Réseau des aires protégées du Cameroun**

N°	Aires protégées	Superficies (ha)	Références textes de création	Région écologique
<b>Parcs nationaux (PN)</b>				
1	PN Bénoué	180 000	Arrêté n°120/SEDR du 5/12/1968	Savane humide
2	PN Bouba –Ndjida	220 000	Arrêté n°120/SEDR du 5/12/1968	Savane humide
3	PN Campo Ma'an	264 064	Décret n°2000/PM du 06 /01/2000	Forêt littorale
4	PN Faro	330 000	Décret n°80/243 du 08 /07/1980	Savane humide
5	PN Kalamaloué	4 500	Arrêté n°120/SEDR du 5/12/1968	Savane sèche
6	PN Korup	125 900	Décret n°86/1283 du 30 /10/1986	Forêt de Montagne
7	PN Lobéké	217 854	Décret n°1002/107/CAB/PM du 09/03/2001	Forêt congolaise
8	PN Mbam et Djerem	416 512	Décret n°2000/005/PM du 06 /01/2000	Savane humide (transition Savane/ Forêt)
9	PN Mozogo Gokoro	1 400	Arrêté n°120/SEDR du 5/12/1968	Savane sèche
10	PN Mpem et Djim	97 480	Décret n°2004/0836/PM du 12 /05/2004	Savane humide (transition Savane/Forêt)
11	PN Vallée du Mbéré	77 760	Décret n°2004/ 352/PM du 04 /02/2004	Savane humide (transition Savane/ Forêt)
12	PN Waza	170 000	Arrêté n°120/SEDR du 5/12/1968	Savane sèche
13	PN Boumba Bek	238 255	Décret n°2005/3284/PM du 06 /10/2005	Forêt congolaise
14	PN Nki	309 362	Décret n°2005/3283/PM du 06/10/2005	Forêt dense sempervirente
15	PN Bakossi	29 320	Décret n°2007/1459/PM du 28 /11/2007	Forêt
16	PN Takamanda	67 599	Décret n°2008/2751 du 21 /11/2008	Forêt
17	PN Mont Cameroun	58 178	Décret n°2009/2272 du 18 /12/2009	Forêt de Montagne
18	PN Deng	52 347	Décret n°2013/3349/PM du 30 /04/2013	Forêt dense sempervirente
19	PN de Kimbi Fungong	95 380	Décret n°2015/0024 du 03 /2/2015	Forêt
<b>Superficie totale</b>			<b>2 955 911</b>	
<b>Réserves de Faune (RF)</b>				
20	RF du Dja	526 000	Arrêté n°075/50 du 25 juin 1950 du Haut-Commissaire Français au Cameroun	Forêt dense sempervirente
21	RF de Douala –Edéa	160 000	Arrêté du 19 novembre 1932 du Gouverneur Colonial Mr Boone Carree	Forêt littorale et mangrove
22	RF de Lac Ossa	4 000	Arrêté n° 538 du Haut-Commissaire de la République	Forêt de montagne
23	RF de Mbi Crater	370	1964	Forêt de montagne
24	RF de Santchou	7 000	1964	Savane humide
25	RF de Ngoyla	156 672	Décret n°2014/2383/PM du 27/8/2014	Forêt
<b>Superficie totale 854 042</b>				
<b>Jardins zoologiques et botaniques (JZ et JB)</b>				
26	JZ de Garoua	1,5	1966	Savane sèche
27	JZ de Limbé	0,5	1885	Forêt de montagne
28	JZ de Mvog Betsi Yaoundé	4,07	1951	Savane humide
<b>Superficie totale 6,07</b>				
<b>Sanctuaire de faune (SF)</b>				
29	SF de Mbayang-Mbo	66 000	Décret n°96/119/PM du 12 /3/1996	Forêt semi décidue
30	SF à Gorilles de Kagwene	1 944	2008	Forêt
31	SF à Gorilles de Mengame	27 723	Décret n°2008/2207 du 14 /7/2008	Forêt dense
32	SF de Tofala Hill	8 087	Décret n°2014/3212 du 29 /9/2012	Forêt
<b>Superficie totale</b>			<b>103754</b>	

Source : DFAP, 2017

A cela, il faut ajouter les milliers d'établissements classés constituant un danger pour l'environnement que l'on retrouve au Cameroun. Ces secteurs faisant l'objet d'une protection, cela induit qu'un contrôle permanent devrait être exercé sur ceux-ci. Ce rôle est confié aux

acteurs chargés de la prévention, mais aussi de la constatation des infractions, les OPJ et le personnel des différentes administrations.

Malheureusement, le nombre de ces acteurs n'est pas toujours satisfaisant pour assurer un contrôle efficace sur l'environnement (nous y reviendrons). Cela a d'ailleurs une influence sur l'effectivité du droit pénal de l'environnement. La faible effectivité du droit pénal de l'environnement camerounais peut être appréhendée à travers un état des lieux des infractions à l'environnement (5.1.1.1.) constatées par les services de contrôle et d'inspection du MINEPDED et d'autres administrations. L'on se rendra compte que, le nombre d'infractions constatées est relativement faible. Une situation qui peut s'expliquer par certains facteurs (5.1.1.2.).

#### **5.1.1.1. Etat des lieux des infractions constatées sur l'environnement**

Notre analyse sur l'état des lieux des infractions constatées sur l'environnement au Cameroun prendra en compte la période allant de 2013 à 2016. Le nombre d'infractions constatées est relativement faible (5.1.1.1.1.). De plus tous les secteurs de l'environnement ne sont pas représentés. On dirait que la recherche des infractions à l'environnement reste confinée à certains secteurs seulement de l'environnement (5.1.1.1.2.).

##### **5.1.1.1.1. Des infractions peu nombreuses**

**243.** Le nombre d'infractions à l'environnement constatées annuellement par les services du ministère de l'environnement au Cameroun est assez faible par rapport aux atteintes aux biens ou aux personnes, à la circulation routière, à l'usage de produits stupéfiants (...).

Quelques données statistiques fournies par le ministère de la justice du Cameroun en sont déjà forts révélatrices. Seules les données statistiques ayant été rendues publiques au cours des années 2013, 2014, 2015 et 2016<sup>622</sup> sont prises en compte ici.

Pour l'année 2013, on peut lire dans le rapport du ministère de la justice que, 98 infractions faunique et forestière ont été enregistrées sur l'ensemble du territoire national. Parmi lesquelles, on a noté 26 cas d'infractions forestières et 72 cas d'infractions fauniques.

**244.** Dans le secteur de l'environnement, les missions d'inspections ont donné lieu à l'établissement de 208 procès-verbaux de constatation d'infractions à l'encontre des structures ayant enfreint la législation environnementale. Plus de 177 notifications d'amende et de mises en demeure ont été servies aux contrevenants. Les infractions enregistrées concernent globalement les nuisances et pollutions diverses, la dégradation de l'environnement et l'altération de la qualité, la gestion écologiquement rationnelle des déchets et les infractions liées au défaut de réalisation des études d'impact et les audits environnementaux et sociaux.<sup>623</sup>

Pour l'année 2014, bien qu'aucun chiffre ne soit avancé sur le nombre d'infractions constatées dans le secteur de la faune et des forêts, un récapitulatif de l'action des agents assermentés du ministère de l'environnement et de la brigade nationale d'inspection, nous permet d'avoir un aperçu du nombre d'infractions constatées. Le tableau n° 3 ci-dessous, nous renseigne sur le nombre d'inspections et contrôles par région, réalisés par les inspecteurs et contrôleurs du MINEPDED ainsi que de la brigade nationale d'inspection et les résultats obtenus.

---

<sup>622</sup> Disponible sur <http://www.minjustice.gov.cm/index.php/en/>.

<sup>623</sup> Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2013, p.222.



**Tableau n° 3: Environmental Inspections and Controls in National and Regional Brigades in 2014<sup>624</sup>**

Region	Number of Inspections	Number of Environmental Reports	Number of Environmental Control Reports
Adamawa	111	111	2
Centre	64	64	6
East	23	23	5
Far North	22	22	1
Littoral	247	247	72
North	29	29	0
Nord West	25	25	4
West	35	35	3
South	51	51	1
South West	37	37	3
National inspection brigade	12	12	0
<b>Total</b>	<b>656</b>	<b>656</b>	<b>97</b>

Source : MINEPDED, 2014

Aux termes de leurs investigations, les agents assermentés du MINEPDED et ceux de la brigade nationale d’inspection, ont effectué 656 inspections, qui correspondent à autant de procès-verbaux d’inspection environnementale qui ont été établis. Mais seuls 97 procès-verbaux de constatation d’infraction environnementale (PVCIE) ont été établis. Le Littoral vient en tête des régions où l’on enregistre le plus grand nombre d’infractions, soit 72 procès-verbaux d’infractions établis. Cela n’est pas d’ailleurs surprenant tant est-il que, la région du Littoral abrite les 70% des entreprises existants au Cameroun. Elle est talonnée au classement par les régions du Centre et de l’Est avec respectivement 6 et 5 procès-verbaux d’infractions établis. Le Nord ne fait pas mieux n’ayant enregistré aucun procès-verbal de constatation d’infractions. Par ailleurs, les investigations de la brigade nationale d’inspection n’ont rien rapportées en termes d’infractions constatées.

**245.** S’agissant de l’année 2015, au titre des mesures répressives, 2012 inspections ont été menées dans 400 installations industrielles, commerciales et structures classées insalubres et/ou dangereuses. A la suite de celles-ci, 2012 procès-verbaux d’inspections environnementales ont été établis et 134 procès-verbaux de constatations des infractions dressés. De plus, la somme de 135 808 000 FCFA<sup>625</sup> a été recouvrée au titre des amendes infligées pour les infractions environnementales.<sup>626</sup>

Le tableau synoptique ci-dessous présente l’état des inspections dans les 10 régions.

<sup>624</sup> At the end of environmental inspections, reports were systematically drawn up. The inspection may be followed by checks, which may result, or not in findings of offence. Cf. Report by the Ministry of Justice on Human Rights in Cameroon in 2014, *op. cit.*, p.221.

<sup>625</sup> Soit 207340, 46 euros.

<sup>626</sup> Cf. Rapport du ministère de la justice sur l’état des droits de l’Homme au Cameroun en 2015, p.284.

**Tableau n° 4 : Les inspection et contrôle environnementaux effectués par les brigades nationale et régionale en 2015**

Régions	Nombre d'inspections	Nombre de procès-verbaux d'inspection environnementale établis	Nombre de procès-verbaux de constatation d'infraction
Adamaoua	197	197	05
Centre	239	239	93
Est	70	70	00
Extrême-nord	56	56	02
Littoral	350	350	15
Nord	38	38	07
Nord-ouest	446	446	02
Ouest	241	241	06
Sud	275	275	01
Sud-ouest	100	100	03
<b>Total</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>134</b>

Source : MINEPDED, 2015

Cette fois, c'est la région du Centre qui enregistre le plus grand nombre de PVCIE établis, soit 93 au total. Elle est suivie du Littoral et du Nord avec respectivement 15 et 7 procès-verbaux de constatation d'infraction.

**246.** S'agissant enfin de l'année 2016, 188 infractions faunique et forestière ont été constatées. Soit 155 cas d'infractions forestières relevées, dont 42 cas ont donné lieu à des suspensions d'agrément, 39 mises en demeure, 08 au paiement d'amendes, tandis que 22 étaient pendants devant la brigade nationale de contrôle. En même temps, on enregistrait 33 cas d'infractions sur la faune.<sup>627</sup>

Pour les inspections environnementales, au cours de l'année de référence, 1 603 inspections conjointes ont été effectuées par les brigades régionales et la brigade nationale d'inspections environnementales. Elles ont globalement donné lieu à l'établissement de 817 procès-verbaux d'inspections environnementales et, 106 procès-verbaux de constatation d'infractions environnementales.<sup>628</sup>

Prises en détail, les statistiques sur la criminalité environnementale au Cameroun ne semblent pas jusque-là prouver à suffisance le nombre limité des infractions constatées. C'est donc au travers d'une analyse globale qu'on pourra mieux apprécier ce taux. En effet, pour les quatre années couvrant notre étude, le nombre total de PVCIE établis est de 545 comme nous pouvons le voir dans le tableau n° 5 ci-dessous.

<sup>627</sup> Cf. Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2016, p.208.

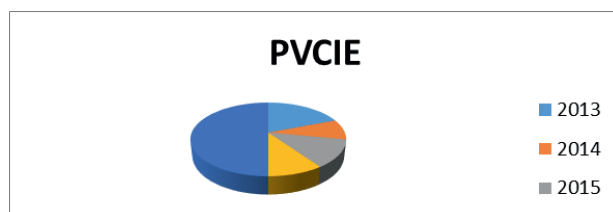
<sup>628</sup> *Ibid.*, p.210.

**Tableau n° 5 : Récapitulatif du nombre de PVCIE par année**

Années	2013	2014	2015	2016	Total
Nombre de PVCIE	208	97	134	106	545

Source : Données issues des différents rapports annuels du ministère de la justice

### Graphique des PVCIE



**247.** En 2013, les missions d’inspection du ministère de l’environnement ont relevé 208 infractions sur l’environnement, soit une baisse de 20. 33% par rapport à l’année 2014 où 97 infractions seulement de ce type avaient été constatées par les inspecteur et contrôleur de l’environnement conjointement avec la brigade nationale de contrôle. En 2015, 134 PVCIE avaient été établis, l’on observera une légère hausse par rapport à l’année précédente, soit 6. 79% de plus, avant que ce taux ne chute en 2016, où nous avons enregistré 106 PVCIE, soit 19.44% des infractions totales.

Le nombre de PVCIE varie donc par années et par régions. La variation du nombre de PVCIE dépend par exemple des installations classées, de la superficie à contrôler, de la fréquence des contrôles des agents chargés de la constatation des infractions. Plus les contrôle et inspection sont menés, plus il y a de probabilité que les infractions soient découvertes. A l’inverse, si l’activité des agents de contrôle et d’inspection diminue, il va de soi que le nombre d’infractions constatées va décroître. Or, le constat est simple : les effectifs en personnel sont insuffisants. A titre d’illustration, selon le rapport de l’UICN<sup>629</sup> parmi les facteurs de déforestation et de dégradation des forêts au Cameroun, en République Centrafricaine, au Gabon et au Congo, il y a la faiblesse des opérations de contrôle des services de l’Etat. La mise en œuvre du droit pénal de l’environnement ne peut donc qu’être difficile, due à l’insuffisance en personnel, le manque de moyens financiers (...). (Nous reviendrons plus en détails sur ces points dans la suite de notre travail). Il est difficile de penser que le contrôle qui doit être effectué sur les éléments protégés de l’environnement, le soit de manière effective.

**248.** Sur cette base, on considéra qu’une bonne partie d’infractions à l’environnement ne parvient pas à la connaissance des autorités judiciaires. Ces infractions non découvertes font partie du chiffre noir de la criminalité<sup>630</sup> environnementale. Une étude menée sur la

<sup>629</sup> UICN-PC (2014a). Les Facteurs de Déforestation et de Dégradation des Forêts : Résultats d’une analyse participative dans les Paysages TNS et TRIDOM (Cameroun, Congo, Gabon et RCA). Yaoundé, Cameroun. 81 pages + Annexes.

<sup>630</sup> Voir toutefois pour une critique de la notion classique de ‘chiffre noir’ et l’invitation à ne plus en parler, Chiaramonti (Cl.), ‘Un solide instrument de mesure : les statistiques des faits constatés établis par la DCPJ’, article précité, spéc. pp.17-19. On retrouve un point de vue critique analogue dans le rapport 2005 de l’OND (p.

criminalité latente ou cachée au Cameroun<sup>631</sup>, révélait que ce chiffre noir était assez important. Les résultats de l'étude ont démontré que, près de 91% des infractions échappent aux autorités judiciaires.

Le Professeur Faure dans un article<sup>632</sup> fait le même constat. Les données empiriques dont on dispose, dit-il, à propos du droit pénal de l'environnement nous indiquent que la probabilité d'être découvert et condamné à une sanction, ainsi que les sanctions qui sont effectivement appliquées, est assez réduite. Il résulte de recherches criminologiques belges que 74% de l'ensemble des délits environnementaux ne sont jamais poursuivis<sup>633</sup>, et une recherche empirique ancienne, datée de 2002, indique qu'en Région flamande la probabilité d'être découvert et poursuivi pour un délit environnemental est de moins de 1%.<sup>634</sup>

S'il est donc vrai que le taux des infractions à l'environnement parvenant à la connaissance des autorités judiciaires est très faible, il y a aussi que, ces infractions se concentrent seulement à certains secteurs de l'environnement.

#### 5.1.1.1.2. Un contentieux confiné à certains secteurs de l'environnement

249. L'environnement est un vaste domaine. Il est constitué de plusieurs éléments qui sont autant de secteurs où les infractions peuvent être perpétrées. Si tel est vrai, force est cependant de constater que, certains secteurs de l'environnement sont beaucoup plus représentés que d'autres en termes de contentieux pénal à l'environnement. Comme le souligne Bissecck, « *si de temps en temps les tribunaux sont saisis en matière d'infraction sur la législation relative à la faune, les autres domaines ne semblent pas faire l'objet de poursuites peut être en raison de la primauté de la procédure transactionnelle, mais certainement en raison du défaut dans la recherche en la constatation des infractions environnementales* ». <sup>635</sup> Dans la même veine, on remarquera avec un auteur qu'« *En matière pénale, le contentieux environnemental étant dominé par des affaires ayant trait à la flore et à la faune [...]* ». <sup>636</sup>

Ainsi, le secteur des forêts et de la faune serait plus crimino-gène que d'autres au vu des statistiques ci-dessus présentées. C'est un secteur très sollicité non seulement par les populations, mais aussi par l'Etat. Il renferme de nombreuses ressources naturelles utiles à l'Homme et donne des recettes à l'Etat de par l'exploitation commerciale dont il fait l'objet. C'est d'ailleurs ce qu'affirme un auteur « [...] *in fact, despite the legal status of protected areas, wildlife reserves maintain their nurturing and health functions for the local populations, and the resources they contain are sought after for food, commercial, medicinal*

---

XI) : « Il n'existe pas de 'chiffre noir' de la délinquance, y est-il dit. Aucune statistique ne peut prétendre à l'exhaustivité et le fait de mesurer des phénomènes très nombreux à partir d'échantillon est commun à tout procédé statistique. De plus, la nature des faits de délinquance est si hétérogène que l'expression 'chiffre noir' pour désigner les infractions inconnues devrait être utilisée au pluriel. Au singulier elle est d'autant plus trompeuse qu'elle donne le sentiment d'une volonté de dissimulation qui n'est en fait que l'impossibilité d'une connaissance totale et simplificatrice de réalités sociales complexes ». Cf. Gassin (R.), *Criminologie*, *op. cit.*, p.127.

<sup>631</sup> Cf. Ondoua Akoa (G.F.), *La criminalité latente ou cachée au Cameroun*, Master, Université de Yaoundé 2, 2011/2012.

<sup>632</sup> Faure (M.), « La protection de l'environnement par le droit pénal ? Une perspective économique. Acteurs et outils du droit de l'environnement », *op. cit.*, pp.155-156.

<sup>633</sup> *Ibid.* Voy. Ponsaers (P.) et De Keulenaer (S.), «Met Strafrecht tegen Milieudelicten? Rol en Functie vanBijzondere Inspectiediensten in de Strijd tegen Milieucriminaliteit», *Panopticon*, 2003, pp.250-265.

<sup>634</sup> *Ibid.* Voy. Faure (M.) et Svatikova (K.), «Enforcement of Environmental Law in the Flemish Region», *European Energy and Environmental Law Review*, 2010, Vol. 19 (2), pp.60-70.

<sup>635</sup> Voir sur ce point Bissecck (D.), *op. cit.*, §166.

<sup>636</sup> Kam Yogo (E.D.) et Koua (E.), « Les litiges environnementaux devant les juridictions camerounaises », *op. cit.*, p.908.

*and cultural purposes. They highly contribute to the annual revenue of the state of Cameroon ».*<sup>637</sup>

L'on peut dès lors comprendre pourquoi les infractions dans ce secteur soient toujours présentes dans les statistiques relatives à la criminalité environnementale. La répartition des infractions à l'environnement faite par le ministère de la justice, prend d'ailleurs en compte les infractions forestière et faunique, mais aussi celles relatives à l'environnement. Ceci montre à quel point ce secteur occupe une place importante dans la protection de l'environnement au Cameroun.

Concrètement, ces infractions ont souvent trait, pour les infractions forestières, à l'exploitation illégale des forêts, l'abattage des arbres pour la fabrication du charbon à bois et l'incendie des forêts domaniaux, coupes frauduleuses et non-respect des clauses du cahier de charges (...). S'agissant des infractions fauniques, il s'agit des cas de pratiques de la chasse sans autorisation, de détention, circulation et commercialisation illégale des trophées d'animaux protégés et les cas de violences sur un écogarde dans l'exercice de ses fonctions, à la détention illégale des dépouilles d'animaux et à la collecte de carcasses d'animaux dans les parcs protégés (...).

**250.** D'autres sous-secteurs font également l'objet d'une attention particulière. Il s'agit des sous-secteurs de l'eau et de l'air qui subissent fréquemment des pollutions de la part des particuliers et des industriels. Le problème des déchets a pris une ampleur considérable. En effet, en 2015, les opérations de contrôle de conformité des emballages plastiques de moins de 61 microns menées par les brigades environnementales, ont permis la saisie de 89,135 tonnes d'emballages frauduleux.<sup>638</sup>

Malheureusement, ces rapports annuels du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun, dans leurs chapitres réservés à l'environnement, ne contiennent aucune information sur les infractions relatives au sous-sol ou encore au milieu marin. On dirait que dans ces secteurs de l'environnement, des infractions ne sont pas commises. Ce qui est loin de la réalité, il s'agit d'un simple choix des autorités du ministère de la justice de ne pas représenter toutes les infractions à l'environnement quel que soit le sous-secteur concerné. Même s'il est aussi vrai que, certains secteurs de l'environnement subissent plus de pression que d'autres. On peut dès lors comprendre, que les statistiques sur la criminalité environnementale prennent en considération que les secteurs où les infractions sont le plus commises. Nous observerons aussi une absence d'harmonisation de ces statistiques qui, ne figurent pas encore dans les statistiques annuelles sur la criminalité publiées par l'Institut National de la Statistique (INS). Bien plus, les quelques statistiques en la matière manquent de cohérence.

Beaucoup d'infractions à l'environnement restent donc cachées, et ne peuvent être découvertes par les OPJ. Outre l'inaction des OPJ qui ne leur permet pas de découvrir les infractions à l'environnement, il y a aussi d'autres facteurs indépendamment de leur volonté. Il s'agit des carences en ressources diverses.

#### **5.1.1.2. Insuffisances en ressources humaines, matérielles et financières**

**251.** La répression efficace des atteintes à l'environnement est conditionnée par certains facteurs au rang desquels, des textes qui définissent le cadre juridique ; un personnel chargé de leur mise en œuvre et des moyens matériel et financier mis à leur disposition. Au Cameroun, si le cadre juridique établi ne permet pas déjà une mise en œuvre effective du droit

---

<sup>637</sup> Ngo Nonga (M.), «Criminal law protection of wildlife reserves in Cameroon», *op. cit.*, p.247.

<sup>638</sup> Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun, *op. cit.*, p.282.

pénal de l'environnement, le problème se situe davantage au niveau des acteurs chargés de la répression qui sont en sous-effectif. Il faut ajouter à cela le manque de moyens matériel et financier nécessaires à la lutte contre la délinquance écologique.

Les acteurs dont il s'agit concernent, les OPJ à compétence spéciale qui sont chargés à titre principal de la prévention, mais aussi de la répression des infractions à l'environnement. Nous pouvons aussi ajouter les avocats, bien qu'ils interviennent à toutes les phases de la procédure. Il ne sera pas question d'évoquer tout le personnel judiciaire intervenant dans la chaîne de répression. Pour la simple raison que, beaucoup d'acteurs chargés de la répression des infractions à l'environnement sont étrangers aux questions environnementales. Une étude sur les difficultés de tous ces acteurs n'aurait dès lors pas de sens. C'est la raison pour laquelle, nous voulons insister sur les difficultés qu'ont ceux ayant des compétences avérées en droit de l'environnement, en l'occurrence les OPJ à compétence spéciale.

S'agissant donc des acteurs naturels chargés de la répression des infractions à l'environnement, à savoir les OPJ à compétence spéciale, ceux-ci peuvent avoir une influence dans la découverte des infractions selon qu'ils sont en nombre suffisant ou pas (5.1.1.2.1.). De même, la question des moyens matériel et financier (5.1.1.2.2.) aura forcément une incidence lors de la répression de ces infractions.

#### **5.1.1.2.1. Insuffisance du personnel judiciaire**

**252.** Allusion est faite ici aux OPJ à compétence spéciale et aux avocats spécialisés en matière d'environnement. Si c'est grâce aux premiers que la majorité des infractions à l'environnement est découverte, les seconds exercent les fonctions de conseil, de mandataire et de défenseur des plaideurs.<sup>639</sup> Ce sont des acteurs qui jouent un rôle clé dans la mise en œuvre des textes relatifs à l'environnement. Cependant, leurs effectifs ne sont pas toujours suffisants de manière à permettre une couverture effective sur l'ensemble du territoire national. Il en est ainsi pour ce qui concerne les OPJ à compétence spéciale que des avocats.

**253.** En ce qui concerne les OPJ à compétence spéciale, les agents assermentés du MINEPDED et des autres administrations sont chargés de la prévention et de la répression des infractions à l'environnement. La mission de prévention consiste en des visites dans certains établissements industriels et commerciaux dont une liste est préalablement établie au début de chaque année. Ces descentes sur les lieux permettent aux agents assermentés de vérifier si les industriels respectent effectivement leurs obligations. Chaque visite effectuée dans une installation donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'inspection environnementale. En cas d'infraction constatée, c'est un procès-verbal de constatation d'infraction environnementale qui est dressé. L'agent assermenté munit de ce PVCIE pourra ainsi saisir son administration. Ce travail nécessite ainsi un personnel suffisamment qualifié et en bon nombre pour mener des vérifications dans toutes les installations industrielles, commerciales et structures classées insalubres et/ou dangereuses présentes au Cameroun.

Bien que les agents assermentés soient souvent compétents pour constater les infractions à l'environnement, leur nombre est cependant insuffisant. Pour un auteur<sup>640</sup>, « [...] *le problème du nombre insuffisant d'inspecteurs reste entier, au regard du nombre des établissements classés à évaluer sur l'ensemble du territoire national* ». En effet, en 2015, le Cameroun comptait moins de 200 inspecteurs et contrôleurs de l'environnement dans les services centraux et déconcentrés. Ce nombre est bien évidemment insuffisant pour couvrir l'ensemble

<sup>639</sup> Guinchard (S.) et Debard (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.225.

<sup>640</sup> Nanfah (P.J.), « La réglementation des établissements classés au Cameroun et la protection de l'environnement », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, op. cit., p.308.

du territoire. Dans certaines délégations départementales, les inspecteur et contrôleur de l'environnement sont en sous-effectif. Il en est ainsi de la délégation départementale de Mfou, où l'on compte seulement, deux agents assermentés du MINEPDED plus le délégué départemental.

**254.** De plus, l'action des contrôleurs et inspecteurs du MINEPDED ne s'étend pas encore au niveau des arrondissements. Les contrôle et inspection sont effectués seulement au niveau régional et départemental. Il est pourtant prévu des postes de contrôle environnemental dans ces circonscriptions administratives du pays, mais ceux-ci ne sont pas encore mise en place. Le Cameroun n'est pas le seul pays à vivre cette situation. Le même constat a été posé en France, « *La police de l'environnement n'a pas les effectifs suffisants, par exemple, il y a en France près de 500 000 installations classées et seulement 1 200 inspecteurs* »<sup>641</sup>, regrette Arnaud Gossement.<sup>642</sup> L'insuffisance des effectifs est aussi constatée dans les autres administrations œuvrant dans la protection de l'environnement.

Il en est ainsi dans le secteur de la faune et des forêts. Plusieurs institutions œuvrent dans la formation des agents des eaux et forêts, dont les principales sont l'Ecole de Faune de Garoua (EFG)<sup>643</sup> et l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF)<sup>644</sup> de Mbalmayo. Depuis leur création, il y a près de 50 ans, les deux institutions ont formé moins de cinq mille personnes, plus précisément quatre mille cinq cent (4500). A savoir, 2500 pour la première et 2000 pour la seconde.<sup>645</sup> Aujourd'hui, le MINFOF compte 3237 personnels<sup>646</sup>, y sont inclus, le personnel administratif et les éco-gardes. Ceux-ci doivent veiller sur un réseau d'aires protégé d'une superficie totale de 9 574 668,07 ha, soit environ 20,12% du territoire national.<sup>647</sup> Malheureusement, le nombre des agents des eaux et forêts est insuffisant, de plus, ils sont inégalement répartis sur l'ensemble du territoire national.

Le Professeur Maurice Kamto souligne également ce problème de l'insuffisance des ressources humaines en matière d'environnement, situation qui selon lui, entraîne nécessairement des conséquences, « *une illustration concrète des conséquences de cette insuffisance des ressources tant humaines[...] est l'accroissement du braconnage de diverses espèces menacées d'extinction telles que les éléphants en Afrique centrale et australe, face auquel on en est réduit à constater l'impuissance des pays concernés par ce phénomène* ». <sup>648</sup> Néanmoins, chaque année une nouvelle vague de personnel est formée et mis en service pour combler ce déficit. L'insuffisance des avocats autres acteurs jouant un rôle décisif dès l'entame et pendant le contentieux à l'environnement, est tout aussi patent.

**255.** Le CPP a donné un rôle important aux auxiliaires de justice et particulièrement aux avocats dans la sauvegarde et la défense des droits de l'Homme et des libertés individuelles. Ainsi, compétence leur est reconnue d'assister leurs 'clients' dès la phase policière. A l'Article 116 (3) de ce Code, le législateur dispose que : « *l'officier de police judiciaire est*

---

<sup>641</sup> Propos recueillis dans l'article de Astier (M.), « Manque de fonctionnaires et sanctions dérisoires affaiblissent le droit de l'environnement », reporterre. Lu le 7 mars 2019.

<sup>642</sup> Avocat en droit de l'environnement.

<sup>643</sup> Implantée à Garoua, chef-lieu de la Région du Nord, l'EFG a été créée en 1970. C'est un établissement camerounais à caractère national qui s'ouvre depuis 1997 aux non africains.

<sup>644</sup> C'est l'une des plus vieilles institutions de formation forestière d'Afrique. Elle a été créée en 1949.

<sup>645</sup> Cf. Rapport 'faits et chiffres' secteur forestier et faunique, éditions 2017, p.41. A consulter sur <https://pfbc-cbfp.org/actualites/items/Faits-chiffres.html>.

<sup>646</sup> *Idem*, p.8.

<sup>647</sup> *Idem*. A terme, la superficie totale d'aires protégées de la faune avoisinerait 22% du territoire national.

<sup>648</sup> Kamto (M.), « La mise en œuvre du droit de l'environnement : forces et faiblesses des cadres institutionnels », *RADE*, n° 01, 2014, p.32.

*tenu, dès l'ouverture de l'enquête préliminaire et, à peine de nullité, d'informer le suspect : de son droit de se faire assister d'un conseil ; (...) ».*<sup>649</sup>

A la question de savoir si l'ensemble des délinquants écologiques pourrait véritablement jouir de ce droit s'il en manifeste la volonté, il y a lieu d'en douter. En effet, l'Article 116 (3) parle de l'assistance d'un conseil, ce qui en droit camerounais, renvoie soit à un avocat, soit à tout mandataire « *muni d'une procuration dûment légalisée lorsque, dans le ressort de la juridiction saisie, le nombre de cabinets d'avocats est inférieur à quatre* ». <sup>650</sup>

Or, le nombre d'avocats de même que leur répartition sur le territoire national est très insuffisante. En 2017, le Cameroun comptait près de 2538 avocats inscrits au barreau. <sup>651</sup> La moyenne est donc de 0.25 avocats pour 10 000 habitants. Un nombre assez faible. <sup>652</sup> Aussi, le peu de cabinets d'avocats existant au Cameroun, se retrouvent concentrés dans les grandes villes du pays. Il est dès lors très rare de trouver dans l'arrière-pays (les arrondissements) l'ombre d'un cabinet d'avocats. Pourtant, dans ces régions du pays pas mal d'atteintes sont faites à l'environnement.

Plus important encore, si le nombre d'avocats est faible, c'est davantage leur expertise en droit de l'environnement qui est ici questionnée. Ils sont rares, '*des avocats de l'environnement*'<sup>653</sup> au Cameroun. Ceux ayant le courage de traiter des affaires concernant l'environnement se rendent bien souvent compte, qu'ils se trouvent dans un monde différent où se croisent la science, l'ingénierie et leur profession. La difficulté pour eux de connaître de ses affaires fait en sorte que, les avocats en droit de l'environnement dépendent des experts tout au long de l'instance. Les experts apportent des réponses aux questions techniques de tous les jours. Ils expriment des opinions, rédigent des rapports et livrent des témoignages. <sup>654</sup>

Au problème des effectifs en personnel, s'ajoute le manque de moyens financier et matériel.

#### **5.1.1.2.2. Manque de moyens financier et matériel**

Les difficultés de mise en œuvre du droit pénal de l'environnement ne sont pas seulement liées à la quantité et à la qualité du personnel, mais aussi à l'insuffisance des moyens financier (5.1.1.2.2.1.) et matériel (5.1.1.2.2.2.).

---

<sup>649</sup> L'Art. 170 (2) du CPP est formulé dans le même sens à propos de l'instruction : « Le Juge d'Instruction avertit en outre l'inculpé... il peut, à son choix, se défendre seul ou se faire assister d'un ou de plusieurs Conseils ».

<sup>650</sup> Aux termes de l'Art. 2 de la loi n° 90/059 portant organisation de la profession d'avocat au Cameroun, « *l'avocat a le monopole de la représentation des parties devant les juridictions* ». Mais l'Art. 3 ajoute : « par dérogations aux dispositions de l'Art. 2, (1) Toute personne peut, sans l'assistance d'un avocat, se présenter elle-même devant toute juridiction, à l'exception de la Cour suprême, pour postuler et plaider, soit pour elle-même, soit pour un conjoint, soit pour ses ascendants et descendants, ses collatéraux privilégiés, soit pour son pupille ».

(2) Toute personne physique peut se faire également assister ou représenter par tout autre mandataire de son choix, muni d'une procuration dûment légalisée, lorsque, dans le ressort de la juridiction saisie, le nombre de cabinets est inférieur à quatre ».

(3) Les administrations publiques peuvent se faire représenter devant toutes les juridictions par un actionnaire désigné par l'autorité compétente ».

<sup>651</sup> Liste à consulter sur [www.barreaucameroun.org](http://www.barreaucameroun.org)

<sup>652</sup> Pourtant d'après l'Art. 5 de la loi du 19 décembre 1990 précitée « *nul ne peut exercer la profession d'avocat s'il ne remplit les conditions suivantes : ...Produire un certificat d'aptitude à la profession d'avocat...* »

<sup>653</sup> Soumestre (S.) et Givord (L.), « Quels apports des avocats à la doctrine en matière de droit de l'environnement ? », *RJE*, 2016/HS16 (n° spécial), pp.226-280.

<sup>654</sup> McAree (M.) et s., « Les experts dans les litiges environnementaux », Symposium sur l'environnement au tribunal : les questions de preuve dans les poursuites et les procès en matière d'environnement, tenu les 6 et 7 mars 2015 Université de Calgary, p.1.



#### 5.1.1.2.2.1. L'insuffisance des ressources financières

256. Il s'agit d'un problème général auquel, sont confrontés les pays pauvres. Un auteur fait remarquer que « *la faiblesse de la mise en œuvre efficace du droit de l'environnement tient aux trois facteurs suivants : « [...] l'insuffisance des moyens financiers* ». <sup>655</sup> Cela est observable de même au Cameroun, les moyens financiers mobilisés au niveau interne et ceux provenant de l'externe sont insuffisants.

257. S'agissant du financement interne, il provient de l'État, des collectivités territoriales décentralisées (CTD), du secteur privé et des organisations non gouvernementales (ONG) nationales. La contribution de l'État au financement du sous-secteur de l'environnement provient des inscriptions au titre du budget d'État (budget ordinaire pour le fonctionnement et budget spécial d'investissement pour l'investissement). Les indications dans le tableau n° 6 <sup>656</sup> ci-dessous montrent les niveaux d'allocation de ces différentes ressources au MINEPDED.

**Tableau n° 6 : Les allocations budgétaires du MINEPDED / (Unités : millions FCFA)**

Années	Intitulés	Budget de Fonctionnement (BF)	Budget d'Investissement Public (BIP)	Total
2015	Crédits alloués	3236	3925	7161
2016	Crédits alloués	3081	4431	7512
2017	Crédits alloués	4080	5091	9171
2018	Crédits alloués	4510	3532	8042

Source : Lois de finances 2016 et 2018.

Le montant alloué au MINEPDED au titre de l'année 2017-2018 a enregistré une hausse de 53,98% par rapport à la période de 2015-2016, soit une différence de 2 540 millions. Toutefois, ces montants restent encore insuffisants pour couvrir la mise en œuvre efficace du Plan National de Gestion de l'Environnement (PNGE). Par ailleurs, les BIP alloués aux différents ministères chaque année ne sont pas toujours exécutés en totalité. C'est ainsi que d'une manière générale, selon le Comité National de suivi du BIP. Celui-ci a drastiquement baissé passant de 94% en 2016 à 91% en 2017 pour finalement chuté à 76,36% en 2018. Les raisons avancées de cette baisse sont relatives à l'insécurité que connaît actuellement le pays ; le paiement des décomptes (...). Signalons au passage que le financement alloué au MINEPDED n'atteint pas les 1% du budget national.

Le MINEPDED ferait donc partie de la catégorie des '*petits ministères*'. <sup>657</sup> Ainsi, son budget au cours des années 2018, 2017, 2016 et 2015, ne fait pas partie du top 20 des

<sup>655</sup> Kamto (M.), « La mise en œuvre du droit de l'environnement : forces et faiblesses des cadres institutionnels », *op. cit.*, p.32.

<sup>656</sup> Données des lois de finances n° 2015/019 du 21 décembre 2015 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2016, ainsi que la loi n° 2017/021 du 20 décembre 2017 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2018.

<sup>657</sup> La classification ici est fonction de l'importance de l'enveloppe budgétaire octroyée à chaque ministère. Si un ministère a un budget élevé, il sera considéré comme 'grand ministère', à l'inverse, si son budget est faible, il sera considéré comme 'petits ministères'.

ministères en termes de gros budgets. Il est certes vrai que, chaque ministre défend en début de chaque année, le montant de son enveloppe devant le parlement. Par conséquent, le budget octroyé à chaque ministère annuellement est présumé suffisant pour répondre à tous les besoins de cette année. Malheureusement, il n'est pas rare que le personnel du ministère de l'environnement, notamment les agents assermentés soient confrontés au problème du manque de moyens financiers dans leur travail quotidien. C'est le constat qui est posé dans le rapport<sup>658</sup> des inspections conjointes des inspecteurs du MINMIDT, MINEPDED, MINEE, MINTSS, MINTOURL (...). Au rang des difficultés par eux mentionnées, il y a l'insuffisance de moyens financier et logistique indispensables au fonctionnement du Comité Nationalité d'Inspection (CNI), des Comités Régionaux et Départementaux des Inspections.

**258.** La contribution des CTD dans le financement de l'environnement porte sur des actions de protection de l'environnement concernant surtout le reboisement, l'assainissement, l'élaboration et la mise en œuvre des Conventions locales. Compte tenu du faible niveau de mobilisation de leurs ressources financières, les CTD accordent peu de place au financement de l'environnement dans la mise en œuvre de leurs programmes.

L'intervention du secteur privé dans le financement de l'environnement peut être perçue sous deux aspects à savoir :

- Le financement d'actions réalisées dans le cadre de l'internalisation des dommages environnementaux occasionnés par les activités (*ex* : sociétés minières, travaux de terrassement dans le cadre de la réalisation d'infrastructures, défrichement, etc.).
- Le financement d'initiatives individuelles (reboisement, assainissement, etc.).

**259.** Pour le financement externe, la situation n'est guère reluisante. En dépit de la diversité des mécanismes de financement qui apparaissent dans la plupart des textes du droit international de l'environnement, le problème de financement de l'environnement persiste. En effet, au problème de la limitation des ressources financières, se pose le problème de leur accès. C'est d'ailleurs ce que souligne un auteur<sup>659</sup> à savoir que : *« malgré le fait que les textes du droit international de l'environnement intègrent l'aspect du transfert des ressources financières pour la protection de l'environnement, on remarque que ceux-ci se limitent juste à énoncer les mécanismes de financement sans pour autant consacrer leur aspect procédural pour faciliter ainsi leur accès. Pourtant, il est fondamental pour tout pays qui aspire à bénéficier aux financements pour protéger l'environnement, de connaître et maîtriser l'ensemble des procédures exigées, afin qu'il ne soit buté, sous aucun prétexte, à un quelconque rejet de sa demande de financement pour vice de forme »*. Pour remédier à cela, certains acteurs ont pris des initiatives pour informer les chercheurs de financement au niveau international. Il en est ainsi du rapport qui s'intitule *'comment accéder au fond vert climat ?'*<sup>660</sup>

Au manque de moyens financiers ne permettant pas toujours la mise en œuvre du droit de l'environnement, s'ajoute le manque de moyens matériel et logistique.

<sup>658</sup> Rapport Comité National des Inspections (CNI), Synthèse des inspections conjointes effectuées par le CNI, exercice 2017. Disponible sur [http://www.minmidt.cm/wpcontent/uploads/2018/04/Rapport\\_de\\_Synth%C3%A8se\\_inspections\\_2017\\_final1.pdf](http://www.minmidt.cm/wpcontent/uploads/2018/04/Rapport_de_Synth%C3%A8se_inspections_2017_final1.pdf) consulté le 24/06/2019.

<sup>659</sup> Balana Olaga (L.), Les mécanismes de financement de la protection de l'environnement en droit international de l'environnement, Mémoire, Université de Yaoundé II, 2019, pp.2-3.

<sup>660</sup> Conçu en janvier 2018 lors de la Conférence annuelle des services centraux et déconcentrés du MINEPDED, il est l'œuvre de Wagnoun Valentin et de Kagnobe Timothée.

#### 5.1.1.2.2.2. Manque de moyens matériel et logistique

**260.** Effectuer des contrôle et inspection en vue de détecter des infractions à l'environnement n'est pas toujours chose facile pour les agents assermentés de l'environnement. Ce travail nécessite un matériel adéquat, lequel n'est pas toujours disponible. Le guide pratique de l'inspecteur et du contrôleur du MINEPDED fait mention d'un certain nombre de matériels que ces acteurs doivent utiliser lors de leur mission. Il s'agit entre autres des kits d'inspection, appareil de prise de vue, GPS, carte d'inspecteur, équipements individuels (...). Ce matériel n'est pas toujours à la disposition des agents assermentés du MINEPDED, ainsi que ceux des autres administrations. A certains moments des vérifications très techniques devront être effectuées. Elles nécessitent aussi un matériel de pointe que n'ont pas toujours les agents assermentés.

Par exemple dans les savonneries, les déchets tels que les huiles, soude caustique et solvants, nécessitent des vérifications des agents assermentés, qui porteront sur les paramètres tels que les MES<sup>661</sup>, huiles et graissages, PH<sup>662</sup>, DBO<sup>663</sup>, DCO.<sup>664</sup> Les kits nécessaires pour les prélèvements ne sont pas toujours disponibles. Quand bien même ils venaient à l'être, les agents assermentés non pas toujours des compétences techniques nécessaires pour leur utilisation. La conséquence en est que, les prélèvements sont quelque fois mal effectués au point où, ils sont souvent inutilisables pour les experts chargés des analyses.

Les agents assermentés du MINEPDED et ceux des autres administrations rencontrent donc beaucoup de difficultés dans leur mission de contrôle et de constatation des infractions à l'environnement. Les problèmes d'ordres financiers, matériels et humains contribuent pour une grande part au faible taux des infractions enregistrées annuellement. « *Il est donc très alarmant de constater que ce droit, à cause de l'insuffisance des ressources financières et humaines, est inefficace dans de nombreuses régions de la planète telle que l'Afrique [...]* ». <sup>665</sup> La conséquence directe en est que, s'il n'y a pas assez d'infractions constatées, le contentieux à l'environnement se retrouve réduit.

#### 5.1.2. Un contentieux pénal peu abondant

**261.** La procédure de répression des infractions à l'environnement se déroule en deux phases comme déjà mentionné. Avec cette particularité que, lorsque l'administration n'a pas pu régler le litige, elle va alors entreprendre de poursuivre le contrevenant en saisissant le Ministère Public. Le rôle central joué par l'administration dans la procédure de répression des infractions à l'environnement, aura ainsi une influence sur le volume du contentieux pénal à

---

<sup>661</sup> Mesures en suspension. La valeur limite doit être inférieure à 50 ml.

<sup>662</sup> Potentiel Hydrogène d'un milieu, il varie de 0 à 14.

- Pour les valeurs de PH entre 0-7, le milieu est acide, pour les valeurs comprises entre 7-8, le milieu est neutre.
- Pour les valeurs entre 7-8, le milieu est basique. Les valeurs de PH admises doivent être comprises entre 6 et 9.

<sup>663</sup> Demande Biochimique en oxygène (plus c'est élevé par rapport aux valeurs de référence, plus le milieu est pollué). Définit la quantité d'oxygène dont a besoin les microorganismes pour décomposer les matières organiques du milieu. Les valeurs de référence admises sont :

- Inférieure à 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg
- Inférieures à 30 mg/l au-delà.

<sup>664</sup> Demande chimique en oxygène. C'est la quantité d'oxygène nécessaire pour les réactions chimiques conduisant à la décomposition des éléments du milieu. Les valeurs de référence admises sont :

- Inférieures à 200 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg
- Inférieur à 100 mg/l au-delà.

<sup>665</sup> Toure Moussa (E.), « Insuffisance des ressources humaines et financières pour une meilleure application du droit de l'environnement au Mali », *op. cit.*, p.115.

l'environnement. En effet, comme l'a si bien relevé un auteur<sup>666</sup> « *la faible épaisseur du contentieux pénal de l'environnement au Cameroun est symptomatique de la méconnaissance ou de la défiance à l'égard de ce corps de règle qui, à l'évidence, est pourtant très dense* ».

Ainsi, le contentieux à l'environnement au Cameroun se caractérise par un abondant contentieux devant l'administration (5.1.2.1.), mais celui devant les instances judiciaires reste faible (5.1.2.2.).

#### **5.1.2.1. Un contentieux administratif abondant**

**262.** S'il est admis à travers les législations de par le monde que l'administration joue un rôle prépondérant dans la répression des infractions à l'environnement, tel est aussi le cas au Cameroun. Ceci parce qu'une bonne partie des infractions à l'environnement trouve leur dénouement devant l'administration. En effet, la plupart des infractions à l'environnement sont reportées à l'administration par les agents assermentés. La loi reconnaît à l'administration le rôle sanctionnateur des infractions à l'environnement. Elle peut pour cela prendre un certain nombre de mesures à l'encontre des contrevenants.<sup>667</sup> Cependant, le constat posé est que, l'administration fait souvent un usage abusif de ces mesures. Il en est ainsi de la transaction bien qu'elle soit une procédure préconisée en raison de l'impact socio-économique des procès sur les activités commerciales des contrevenants.<sup>668</sup> Il demeure néanmoins qu'elle réduit la densité du contentieux devant les tribunaux, notamment judiciaires.

Les chiffres sont d'ailleurs fort illustratifs à ce sujet. En 2013, les missions d'inspections avaient donné lieu à l'établissement de 208 procès-verbaux de constatation d'infractions à l'encontre des structures ayant enfreint la législation environnementale. Plus de 177 notifications d'amende et de mises en demeure avaient été servies aux contrevenants<sup>669</sup> par l'administration à l'environnement. C'est donc 85% des infractions constatées en 2013 dans le secteur de l'environnement qui ont été résolues devant l'administration. Chaque année c'est le même scénario qui se reproduit. Autre exemple, durant l'année 2016, sur les 155 cas d'infractions forestières relevées, 42 cas ont donné lieu à des suspensions d'agrément, 39 mises en demeure, 08 au paiement d'amendes tandis que 22 étaient pendants devant la brigade nationale de contrôle.<sup>670</sup>

Si les structures administratives connaissent de la quasi-totalité des infractions relatives à l'environnement, une infime partie des affaires arrivent devant les autorités judiciaires.

#### **5.1.2.2. Des procédures judiciaires limitées**

**263.** Très peu d'affaires relatives à l'environnement parviennent sur la table des acteurs judiciaires (Ministère Public et juge de jugement). La raison en est que, l'administration absorbe la majorité du contentieux. Comme un auteur<sup>671</sup> l'a à juste titre relevé « *la protection de l'environnement reste [...] le parent pauvre de la pratique juridique camerounaise car les actions en justice restent limitées et les juges, dans certains cas, manquent d'audace, aidés en cela par la fébrilité des acteurs* ». En poussant la réflexion un peu plus loin, l'on se rendra

---

<sup>666</sup> Foka Taffo (F.), « Droit pénal de l'environnement au Cameroun », *op. cit.*, p.217.

<sup>667</sup> Cf. Chapitre 1.

<sup>668</sup> Rapport du symposium sur 'l'effectivité et l'éducation judiciaire du droit de l'environnement en Afrique francophone', *op. cit.*, p.12.

<sup>669</sup> Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2013, *op. cit.*, p.222.

<sup>670</sup> Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2016, *op. cit.*, p.207.

<sup>671</sup> Cf. Tcheuwa (J.-C.), « Les préoccupations environnementales en droit positif camerounais », *op. cit.*, partie résumée. Disponible sur [http://www.persee.fr/doc/rjenv\\_0397-0299\\_2006\\_num\\_31\\_1\\_4510](http://www.persee.fr/doc/rjenv_0397-0299_2006_num_31_1_4510) consulté le 24/06/2019.

compte que, le problème de la limitation du nombre de procédures judiciaires en matière d'environnement tire sa source de la nature de l'OPJ qui constatera en premier l'infraction.

Communément, les OPJ sont classés en deux catégories : les OPJ à compétence générale, c'est-à-dire la police classique et les OPJ à compétence spéciale, à savoir, les différentes administrations auxquelles les textes accordent la qualité d'OPJ. Leur nature influencera d'une certaine manière la suite du procès en matière d'environnement. En effet, ce qui se passe c'est que, lorsque c'est un OPJ classique qui constate une infraction à l'environnement, celui-ci saisira sans doute en premier le Procureur de la République parce que c'est son supérieur hiérarchique direct auquel, il doit rendre compte de toute son activité. Par contre, pour le cas des OPJ à compétence spéciale, bien que la loi dispose qu'ils sont sous la direction du Procureur de la République, il ne faut pas perdre de vue que ce sont avant et après tout, des fonctionnaires relevant d'une certaine administration. Ils sont donc aussi soumis à l'autorité hiérarchique de leur chef de département ministériel. Ces OPJ sont donc à cheval entre leur administration d'origine et l'administration de la justice. Mais sont beaucoup plus de leur administration d'origine que de toute autre structure. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, la quasi-totalité des infractions dont ils ont connaissance, soit portée devant leurs administrations, bien qu'ils aient la possibilité de saisir directement le Procureur de la République pour les infractions graves.

La sélection se fait donc dès la phase préliminaire du procès. Les agents assermentés des administrations saisissent systématiquement leur administration à chaque fois qu'il y a une infraction à l'environnement. Ce qui n'est que normal car, la loi leur accorde ce pouvoir<sup>672</sup>. Il n'est donc pas surprenant que l'administration '*phagocyte*' le contentieux à l'environnement, réduisant ainsi le champ de compétence des autorités judiciaires.

A titre d'illustration, sur les 208 infractions constatées en matière d'environnement durant l'année 2013, 63 dossiers ont été enrôlés devant les tribunaux compétents.<sup>673</sup> C'est également le cas en 2016, où sur les 155 cas d'infractions forestières relevées, 03 seulement ont été portés devant les juridictions qui ont rendu une décision.<sup>674</sup> Et même-là, ces affaires portées devant les tribunaux ne concernent pas seulement celles portées devant le juge pénal, puisque les juges administratif et civil connaissent aussi du contentieux à l'environnement. Dans pareille situation, les affaires portées devant le juge pénal deviennent davantage rares.

264. Néanmoins, on enregistre quelques cas de décisions prononcées par le juge pénal. Certains de ces jugements sont alors souvent très marquants. Nous citerons en exemple, l'affaire *Ministère Public et ADN- SAFARI c/ Zoua Gabriel* ; le mis en cause et son acolyte Bouba en fuite avaient empoisonné une marre d'eau où viennent s'abreuver les animaux. Pris en flagrant délit de détention d'oiseaux morts, Zoua Gabriel a été poursuivi pour pollution, circulation sans autorisation dans une aire protégée, chasse sans permis à l'aide de produits toxiques, puis condamné le 02 juin 2015 par le TPI de Garoua à 03 mois d'emprisonnement ferme, à 50 000 FCFA<sup>675</sup> d'amende, aux dépens liquidés à 29 820 FCFA<sup>676</sup> et à 700 000 FCFA<sup>677</sup> de dommages-intérêts à la Société ADN-SAFARI.

Au total, les facteurs objectifs, à savoir, les difficultés liées à la constatation des infractions à l'environnement avec son corollaire le faible taux du contentieux pénal à l'environnement, constituent des entraves à la mise en œuvre du droit pénal de l'environnement. Ce ne sont

---

<sup>672</sup> Cf. Article 90 alinéa 1 de la Loi-cadre.

<sup>673</sup> Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2013, *op. cit.*, p.222.

<sup>674</sup> Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2016, *op. cit.*, p.207.

<sup>675</sup> Soit 76, 33 euros.

<sup>676</sup> Soit 45, 53 euros.

<sup>677</sup> Soit 1068,70 euros.

malheureusement pas les seuls obstacles à la mise en œuvre du DPE. Des facteurs à caractère subjectif y contribuent aussi.

## **5.2. Les facteurs à caractère subjectif**

**265.** S'il est vrai que le droit pénal de l'environnement porte en lui-même les germes de son ineffectivité, tout n'est pas toujours à imputer à la qualité des normes ou au rôle joué par les différents acteurs. D'autres facteurs, indépendants de la norme pénale environnementale, viennent noircir le tableau déjà assez sombre de la mise en œuvre du droit pénal de l'environnement au Cameroun. Il s'agit pour l'essentiel des causes exogènes. Comme le nom l'indique bien, elles sont extérieures au droit pénal de l'environnement. Mais du fait que ces causes sont liées avec les destinataires de la norme pénale en matière d'environnement, nous avons préféré leur donner le qualificatif de facteurs à caractère subjectif. En effet, l'efficacité d'une norme est inéluctablement tributaire de l'état psychologique, économique et culturel de ses destinataires. Or, il apparaît d'une part que, le contexte socioéconomique camerounais actuel (5.2.1.) et d'autre part, les pesanteurs culturelles (5.1.2.), constituent de véritables freins à la mise en œuvre du DPE au Cameroun.

### **5.2.1. Un contexte socio-économique camerounais peu favorable**

**266.** Le Cameroun à l'instar des autres pays africains, connaît une situation économique difficile, caractérisée par une pauvreté ambiante. Ceci a sans doute des répercussions sur le plan social, à savoir l'analphabétisme et l'ignorance pour ne citer que ces deux cas. On peut donc craindre dans un tel contexte, que les lois ne soient pas suivies par les citoyens, car dit-on, *'la pauvreté est la mère de tous les maux'*. Nous soulignons comme causes d'ineffectivité au droit pénal de l'environnement, la pauvreté de certains justiciables (5.2.1.1.) de même que l'analphabétisme et l'ignorance de ceux-ci (5.2.1.2.).

#### **5.2.1.1. La pauvreté des populations**

**267.** Pauvreté et environnement sont indissociables. En effet, la pauvreté participe fortement aux problèmes de dégradation de l'environnement et, est l'un des facteurs essentiels des problèmes environnementaux dans les pays pauvres. C'est à juste titre que Mme Harlem Brundtland soutient dans son rapport<sup>678</sup> que la pauvreté est une conséquence majeure liée à la dégradation de l'environnement.

L'activité de l'Homme qui l'amène à la recherche de sa pitance quotidienne, œuvre pour une bonne part à l'ineffectivité du droit pénal de l'environnement. En effet, la pauvreté contraint les populations camerounaises à porter atteinte à l'environnement. À l'instar de défricher les forêts pour pratiquer la culture sur brûlis, pratique qui fait partie de la culture Bantou<sup>679</sup>, mais à l'origine de nombreux feux de brousse, soit pour satisfaire leur besoin en énergie. A cela s'ajoute l'élevage extensif de bovins ; la pratique de la chasse, qui est considérée comme un moyen de subsistance. Elle permet à ceux qui la pratiquent de nourrir leurs familles en se procurant quelques revenus (...).

Dans un tel contexte, le droit pénal de l'environnement ne peut valablement produire ses effets, tant est-il que les habitudes coutumières tendent à prendre le pas sur le droit moderne, et influent ainsi sur la répression. Comment punir un paysan qui pratique l'agriculture sur

---

<sup>678</sup> Rapport Brundtland, Symptômes et causes de dégradation de l'environnement.

<sup>679</sup> On nomme Bantou, les locuteurs des langues bantoues qui regroupent environ quatre cent cinquante langues sur le continent africain. Ils sont répartis du Cameroun aux Comores et du Soudan à l'Afrique du Sud.

brûlis, pourtant depuis des décennies cela fait partie de ses us et coutume ou de cet autre qui chasse du gibier pour nourrir sa famille ? De la même manière qu'il est difficile de punir une mère qui vole du pain pour sauver la vie de son enfant, aussi il est difficile de sanctionner un individu pour avoir porté atteinte à l'environnement parce qu'il voulait satisfaire à un besoin naturel et vital, tel que se nourrir. Le système judiciaire face à ces situations quelques fois embarrassantes, a souvent lui-même tendance à compatir à la situation des délinquants.

Pourtant, l'indulgence du système pénal a comme conséquence, que la dégradation de l'environnement s'intensifie de plus belle, faute d'application des sanctions prévues par la réglementation en vigueur. Prenons ces exemples cités par un auteur<sup>680</sup> «*for instance, the Yabassi Court of First Instance, after finding the defendant guilty of slaughtering and moving around protected animals without a hunting permit, granted him mitigation circumstances.*<sup>681</sup> Similarly, the Court of First Instance of Ebolowa by Judgement No. 480/COR of 6 September 2011, sentenced the defenders, found guilty of illegally keeping fully protected animals and capturing Class A species without a capture permit, to two months imprisonment and 150 000 and 100 000 FCFA fine respectively. This stand of Cameroonian jurisprudence is in contradiction with the repressive environmental provisions, in particular, Article 87 of the 1996 framework law. It is a position that is likely to encourage negligent or fraudulent behaviours or even the express violation of the law by offenders ». Aussi, l'environnement une fois dégradé, nécessite souvent des mesures de restauration afin de rétablir l'équilibre écologique rompu. Les pays africains dans leur grande majorité, ont adopté des textes modernes, adhéré à la majeure partie des instruments internationaux, mais la question fondamentale qu'il faut se poser est celle de savoir s'ils ont les moyens de faire face à cette facture écologique<sup>682</sup> ?

**268.** En effet, la préservation de l'environnement nécessite de moyens financiers colossaux, que n'ont pas toujours les pays africains, en particulier le Cameroun. Les moyens financiers sont limités comme vu plus haut, le peu disponible est consacré à l'amélioration des conditions de vie des populations. On privilégie les programmes d'accès à l'eau, à l'éducation, aux soins, plutôt que d'allouer d'énormes sommes d'argent à la préservation de l'environnement. Il est pour cela difficile de mettre en œuvre des programmes ambitieux de protection de l'environnement. Même-si, les bailleurs de fonds apportent leur soutien aux pays en développement. Il faut convenir avec Étienne Touré Moussa, que « *[...] la situation mondiale actuelle ne permet pas de grands espoirs quant à la disponibilité de fonds. La somme totale de ressources que les pays industrialisés peuvent dégager pour l'assistance au développement est limitée. L'évolution de la situation économique et financière chez ces bailleurs eux-mêmes absorbe une partie importante de ces fonds* ». <sup>683</sup>

Afin de résoudre ce problème, le Gouvernement camerounais a institué un compte spécial d'affectation du Trésor, dénommé 'Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable', désigné le 'Fonds'. Il a pour objet : de contribuer au financement de l'audit environnemental ; d'appuyer les projets de développement durable ; d'appuyer la recherche et l'éducation environnementale ; d'appuyer les programmes de promotion des technologies propres ; d'encourager les initiatives locales en matière de protection de l'environnement, et de développement durable ; d'appuyer les associations agréées engagées dans la protection de l'environnement qui mènent des actions significatives dans ce domaine ; d'appuyer les actions

<sup>680</sup> Ngo Nonga (M.), «Criminal law protection of wildlife reserves in Cameroon», *op. cit.*, pp.254-255.

<sup>681</sup> *Ibid.* Yabassi Court of First Instance, Judgement No. 43/COR of 4 November 2003.

<sup>682</sup> Rapport d'Abdou Zakari, Président de la Cour suprême du Niger, lors de la Réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'AHJUCAF, Ecole Régionale Supérieure de la Magistrature de l'OHADA Porto-Novo (Bénin), 2008, p.397.

<sup>683</sup> Toure Moussa (E.), « Insuffisance des ressources humaines et financières pour une meilleure application du droit de l'environnement au Mali », *op. cit.*, p.110.

des départements ministériels dans le domaine de la gestion de l'environnement.<sup>684</sup> La pauvreté est à l'origine de beaucoup de maux, à l'instar de l'analphabétisme qui constitue aussi un frein à la mise en œuvre du DPE au Cameroun.

### 5.2.1.2. L'analphabétisme couplé à l'ignorance

269. Dire que l'analphabétisme constitue une cause d'ineffectivité du droit pénal de l'environnement au Cameroun pourrait prêter à équivoque. Les chiffres récents sur le taux de scolarisation, montrent que beaucoup d'efforts ont été jusqu'ici faits dans ce domaine. Lors du discours<sup>685</sup> du chef de l'Etat camerounais en 2011, nous avons appris que, le Cameroun a déjà atteint les 90% de taux de scolarisation. D'ici là, ce taux a certainement évolué. Pour cette raison, l'analphabétisme pourrait donc être exclu parmi les causes de l'ineffectivité du droit pénal de l'environnement. Mais au regard de la complexité du langage utilisé en droit pénal de l'environnement, nous pensons qu'il faut plus que connaître lire et écrire pour comprendre le droit de l'environnement.

Or, il va de soi que l'effectivité d'une règle de droit, est conditionnée entre autres par sa connaissance par les citoyens qui en sont les principaux destinataires. Il est évident qu'on ne peut respecter une norme si on ignore son existence ou si on ne peut saisir la signification. En dépit de l'adage romain selon lequel *'nul n'est censé ignorer la loi'*, l'Etat a l'obligation de permettre aux citoyens de connaître, mais aussi de comprendre les règles qu'il édicte.

270. Au Cameroun, il est un constat selon lequel, l'arsenal répressif existant en matière d'environnement échappe à la connaissance du public. Ce phénomène d'ignorance qui perdure, induit au plan juridique des conséquences quant à l'accès à la justice pénale. Ainsi, dans une très large mesure, les citoyens camerounais, habitués à la gestion coutumière de l'environnement, ignorent le plus souvent que certains éléments de la nature font l'objet de protection, et qu'il est par conséquent interdit d'y porter atteinte. C'est une chose d'imposer un modèle de comportement auquel le public doit se soumettre, c'en est une autre d'en avoir connaissance de l'existence. Le Professeur Degni-Segui a pu écrire en ce sens que : *« l'un des obstacles majeurs à l'accès du prétoire en Afrique, c'est l'ignorance du droit en général et de leurs droits en particulier par des citoyens qui sont pourtant censés ne pas les ignorer en vertu de l'adage nemo legem ignorare censitur »*.<sup>686</sup> Si donc les citoyens ignorent leurs propres droits, pourront-ils connaître les droits reconnus à l'environnement ?

En effet, la reconnaissance d'une valeur intrinsèque à l'environnement fait de lui un sujet de droit d'un autre genre. L'environnement est titulaire de droits dont l'exercice et la garantie incombent à l'Etat. Ces droits doivent être connus du public pour qu'ils soient respectés. Porter une atteinte directe à l'environnement, c'est porter indirectement atteinte aux droits de l'Homme. Il existe donc un rapport étroit entre la protection des droits de l'Homme et la protection de l'environnement. La satisfaction des besoins fondamentaux de l'Homme nécessite un air de qualité, une eau pure, un sol fertile ou une forêt protectrice. La qualité de l'environnement conditionne la qualité de vie des êtres humains. La destruction de l'environnement, et donc des bases naturelles de la vie, peut constituer une atteinte aux droits de l'Homme qui, poussée à son paroxysme, peut avoir pour conséquence dramatique des famines et des migrations de population. Le droit à un environnement sain est étroitement

---

<sup>684</sup> Art. 11 de la Loi-cadre.

<sup>685</sup> Cf. Discours du Président de la République du Cameroun lors du cinquantenaire de l'indépendance célébré à Buea en 2011.

<sup>686</sup> Degni - Segui, *L'accès à la justice et ses obstacles*, p.252, cité par Tchoca Fanikoua (F.), *op. cit.*, p.179.



interdépendant non seulement du droit à la santé, mais également, à une échéance plus lointaine, de la paix et de la sécurité.<sup>687</sup>

L'analphabétisme et l'ignorance sont ainsi de véritables obstacles à la mise en œuvre du droit pénal de l'environnement. Dans ce sens, le Professeur Faure note que « *also other research shows that environmental violations are often the results of lack of information and ignorance, rather than of a rationally calculating and deliberate decision to violate the law* ». <sup>688</sup> Bien plus, la culture, entendue, comme « *ensemble des formes acquises de comportement, dans les sociétés humaines* » <sup>689</sup> joue aussi un rôle de premier plan dans l'ineffectivité du droit pénal de l'environnement au Cameroun.

## 5.2.2. Les pesanteurs culturelles

271. En sociologie, la culture est considérée comme l'ensemble des manières de penser, de sentir et d'agir qui caractérisent une collectivité particulière.<sup>690</sup> C'est encore un « *système de croyances et de valeurs* ». <sup>691</sup> En effet, les sociétés africaines en général, possèdent une culture qui les distingue profondément des autres types de sociétés, notamment occidentales. La perception africaine de l'environnement n'a pas toujours été la même que celle occidentale. C'est ce que semble souligner cet auteur, « *alors que l'Homme occidental n'a su instituer, depuis la Renaissance, entre l'Homme et la nature, que des rapports de conquérants, des rapports de maîtres à esclaves, les Africains, par-delà la diversité de leurs cultures, témoignent, au contraire, que l'Homme et le monde ne font qu'un, que la nature entière est un corps, et que j'appartiens à l'interaction universelle des forces de la vie, la vie totale des Hommes, des autres Hommes et des choses* ». <sup>692</sup> Or, le droit de l'environnement tel qu'il existe aujourd'hui en Afrique, est une émanation occidentale. Les africains ne se reconnaissent donc pas dans celui-ci, ce qui vraisemblablement rend ce droit quelque peu illégitime (5.1.2.1.). À cela, il faut ajouter le fait que, les justiciables ne font pas toujours appel à la justice moderne pour faire reconnaître leurs droits, ce qui est caractérisé par l'inculturation judiciaire (5.1.2.2.).

### 5.2.2.1. Le manque de légitimité du droit de l'environnement

272. Le droit moderne, dans certains domaines, souffre d'un manque de légitimité en Afrique et plus précisément au Cameroun. Ceci est observable en droit de l'environnement. Celui-ci reste majoritairement perçu comme une affaire de « *blancs* », « *[...] une contrainte externe à laquelle l'on est tenu de se plier par nécessité (...)* ». <sup>693</sup> Il reste donc en majorité

---

<sup>687</sup> Dejeant-Pons (M.), « Le droit de l'Homme à l'environnement et la Convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales », in : *Liber Amicorum Marc-André Eissen*, Bruxelles/Paris 1995, p.80.

<sup>688</sup> For a summary see Faure (M.), « Effectiveness of Environmental Law: What does the evidence tell us? » William et Mary Environmental Law et Policy Review 36(2012): 327-328. Cite par Faure (M.), Gerstetter (C.), Sina (S.), Vagliasindi (G.M.), *Actors and Institutions in the Fight Against Environmental Crime. Study in the framework of the research project*, Berlin: Ecologic Institute' 2015, p.105.

<sup>689</sup> Grand Robert de la langue française, *op. cit.*, non paginé.

<sup>690</sup> Roger (G.), *Introduction à la sociologie générale*, t. 1, 1970, pp.87-92.

<sup>691</sup> Aron (R.), *Les étapes de la pensée sociologique*. Montesquieu – Comte – Marx-Tocqueville -Durkheim-Pareto-Weber. In *Revue française de sociologie*, 1967, pp.565-567. Disponible sur : [https://www.persee.fr/doc/rfsoc\\_0035-2969\\_1967\\_num\\_8\\_4\\_3236](https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1967_num_8_4_3236). Consulté le 19/10/2019.

<sup>692</sup> Garaudy (R.), *Appel aux vivants*, Paris, Seuil, 1979, p.150. Cité par Kuassi Jean-Baptiste Monkotan, « La protection de l'environnement en Afrique, une responsabilité de l'Administration : soliloque sur une idée aussi « sottise que grenue », *R.J.T.*, (1999) 33 p.131.

<sup>693</sup> Kamto (M.), « La mise en œuvre du droit de l'environnement : forces et faiblesses des cadres institutionnels », Colloque sur *La mise œuvre du droit de l'environnement en Afrique*, Abidjan, du 29 au 31 octobre 2013.

illégitime bien qu'il soit populaire. Or, comme le souligne le Professeur Minkoa She<sup>694</sup>, « *il ne suffit pas que le droit soit énoncé et prononcé : il faut surtout qu'il soit reçu, non seulement parce que c'est à cette seule condition qu'il a une chance d'être efficace, mais encore parce qu'il est de son essence d'être une régulation sociale et qu'il ne peut par conséquent avoir d'existence que dans la mesure où il est, fut-ce de mauvais gré, accepté* ». <sup>695</sup>

La notion de légitimité n'est pas nouvelle. Elle apparaît au XVI<sup>ème</sup> siècle dans la langue française et suscite, depuis ce temps, autant l'intérêt des juristes, des sociologues que des politicologues.<sup>696</sup> Dans son acception juridique, elle entretient des rapports étroits avec la légalité, ce qui amène souvent à les confondre. C'est ainsi que Max Weber disait en son temps que « *la forme de légitimité actuellement la plus courante consiste dans la croyance en la légalité, c'est-à-dire la soumission à des statuts formellement corrects et établis selon la procédure d'usage* ». <sup>697</sup> Par cette affirmation, Weber démontre l'imbrication profonde qui existe entre ces deux notions. D'un point de vue étymologique, les deux notions renvoient à la même réalité latine et proviennent du mot *lex*. Elles se rapportent donc originairement à la loi. Cependant, bien qu'étant proches, leurs définitions ne permettent pas de les intervertir ou même de les confondre. En effet, est *légitime* ce qui est reconnu et admis par tous ou ce qui est fondé en raison, en droit et en justice. Est, *légal* tout ce qui est autorisé par le droit positif existant, ce qui est conforme au texte de la loi.

Ceci dit, il convient de souligner que l'illégitimité du droit de l'environnement en Afrique est nourrie par deux facteurs d'une part, que le droit de l'environnement est importé (5.1.2.1.1.) d'autre part, que c'est un droit imposé (5.1.2.1.2.).

#### 5.2.2.1.1. Un droit importé

L'Afrique n'a jamais été indifférente aux préoccupations environnementales comme on a voulu le faire croire, même si, elles ont été mises entre parenthèses à une époque où l'on exaltait l'industrialisation à tout crin.<sup>698</sup> Le problème vient de ce que, l'approche occidentale de protection de l'environnement a été importée en Afrique. Il s'agit donc d'un droit étranger dans lequel les africains ne se reconnaissent pas du tout. L'environnement a été géré depuis fort longtemps selon les us et coutumes des populations, mais à un certain moment, le législateur a voulu mettre un terme à cette gestion coutumière de l'environnement pour la soumettre au droit écrit. « *Malheureusement, ce droit imposé s'est heurté à l'indifférence, voire l'hostilité des populations, si bien qu'aujourd'hui, l'on assiste à un décalage entre le droit écrit, applicable et le droit coutumier réellement appliqué, tout au moins dans certaines matières considérées comme étant très personnelles* ». <sup>699</sup> Le droit moderne et traditionnel cohabitent en droit de l'environnement avec une prééminence du droit écrit sur un plan formel. Or, les populations africaines considèrent l'environnement comme un domaine faisant partie de leur '*jardin secret*', d'où le manque d'adhésion dont il fait l'objet.

<sup>694</sup> Recteur de l'Université de Yaoundé 2- Soa.

<sup>695</sup> Minkoa She (A.), Essai sur l'évolution de la politique criminelle au Cameroun depuis l'indépendance, Thèse d'État en droit, Strasbourg, 1987, t. 1, p.80.

<sup>696</sup> Arnaud (A-J) (ed.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, Paris, LGDJ et Story Scientia, 1988, p.345.

<sup>697</sup> Max Weber, *Economie et Société*, 1921. Traduction française. Plon 1971.

<sup>698</sup> Sitack Yombatina (B.), Droit de l'environnement à l'épreuve des représentations culturelles africaines : la nécessité d'une approche dialectique et responsable, Mémoire Master (D.E.A.), Facultés Universitaires Saint-Louis-Bruxelles, septembre 2000, non paginé.

<sup>699</sup> Bokalli (V.), « La coutume, source de droit au Cameroun », *Revue générale de droit*, Volume 28, numéro 1, mars 1997, pp.38-69.

L'Etat du Cameroun a fait du droit à un environnement sain, un droit fondamental, qui fait l'objet d'une consécration constitutionnelle. Le législateur adoptera par la suite plusieurs textes portant sur l'environnement. Etant donné des éventuels conflits qui peuvent survenir dans l'application du droit écrit et le droit coutumier, la Cour suprême a posé dès le départ, le principe de la suprématie du droit écrit sur le droit coutumier. Elle décide en effet dans un de ses arrêts que « *dans les matières où il a été légiféré, la loi l'emporte sur la coutume* ». <sup>700</sup>

Cette position semble cependant ne pas avoir changé grand-chose dans les mentalités. Les populations n'ont pas reçu ce droit, elles continuent à utiliser leurs propres modes de régulation, au détriment des règles étatiques. Ce qui fera dire à Buttoud concernant l'exemple des ressources forestières que « *l'introduction du droit de l'État national dans la gestion des ressources boisées pourrait s'assimiler finalement à celle d'une greffe qui n'a pas pris* ». <sup>701</sup> Un auteur camerounais a pertinemment analysé ce phénomène concernant le droit moderne en général, il souligne que « *[...] on peut le lire sur le papier où il est inscrit. Mais ce droit est ignoré dans les quartiers et villages camerounais. Une bonne partie de la société vit en dehors du droit de l'État. Les juridictions étatiques où l'on applique ce droit de l'État sont désertées en même temps par les justiciables camerounais. Pour ces derniers, la justice de l'État manque de crédibilité. Pour certains, c'est une justice faite pour les 'Blancs', les 'intellectuels' [...]* ». <sup>702</sup>

**273.** En Afrique, le droit est considéré comme un instrument, parmi tant d'autres, destiné à faire violence aux africains, à leur imposer des attitudes nouvelles, de nouvelles manières de faire, de vivre et de penser. <sup>703</sup> Les propos du ministre Malgache de la justice ont encore tout leur sens aujourd'hui, il déclarait en 1962 que : « *il n'est pas dans notre intention de substituer à des règles séculaires, un système juridique nouveau, révolutionnaire, heurtant les populations et qui n'aurait aucune chance d'être appliqué* ». <sup>704</sup> La plupart des africains, dit-il, sont donc conscients de cette vérité éternelle exprimée par le Doyen Ripert, « *Pour qu'une loi vive, il faut qu'elle soit reine dans le milieu juridique* ». <sup>705</sup> Pour Montesquieu <sup>706</sup>, « *Les lois doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites que c'est un grand hasard si celle d'une nation peuvent convenir à une autre...elles doivent être relatives au physique du pays, au climat, brulant ou tempéré, au genre de vie du peuple : laboureur, chasseur ou pasteur ; elles doivent se rapporter au degré de liberté que la constitution peut souffrir, à la religion des habitants, leurs inclinations, à leur richesses, à leur nombre, leur commerce, leurs mœurs, leurs manières* ». Or, le droit pénal de l'environnement n'a pas encore atteint cette stature au Cameroun. On peut comprendre pourquoi, il existe une réticence à l'application du droit en Afrique et plus particulièrement du droit de l'environnement.

Les populations ne se sentent pas réellement intégrées dans les politiques de gestion de l'environnement. Même-si, selon l'Agenda 21, les lois et réglementations jouent un rôle important pour orienter les conduites humaines face à l'environnement. <sup>707</sup> C'est dans ce sens

<sup>700</sup> Cour suprême de l'ex-Cameroun oriental (CS. CAMOR), 5 mars 1963, Bull. n° 8, p.541.

<sup>701</sup> Buttoud (G.), *La forêt et l'État en Afrique sèche et à Madagascar. Changer de politiques forestières*, Paris, Karthala, 1995, p.191.

<sup>702</sup> Nkou Mvondo (P.), « La justice parallèle au Cameroun : la réponse des populations camerounaises à la crise de la justice de l'Etat », *Droit et société*, 2002/2 (n°51-52), pp.369-381.

<sup>703</sup> Gonidec (P.F.), *Les Droits africains. Evolutions et sources*, Paris, LGDP, 1968, p.269.

<sup>704</sup> Ramangasoavina (A.), *Du droit coutumier aux codes modernes malgaches*, Rec., penant, 1962, p.345. Cité par Sitack Yombatina (B.), *Droit de l'environnement à l'épreuve des représentations culturelles africaines : la nécessité d'une approche dialectique et responsable*, op. cit., p.23.

<sup>705</sup> *Idem*.

<sup>706</sup> Montesquieu, *Esprit des lois*, Traité, Genève, 1748, livre I, chapitre 3.

<sup>707</sup> Agenda 21, Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Nations Unies, (.Doc. NU, A/CONF.151/26/Rev.1) Vol.1 (1993), par. 8.13 et 8.14.

que le législateur met à la charge des pouvoirs public et privé un certain nombre d'obligations à savoir que « *toutes les institutions publiques et privées sont tenues, dans le cadre de leur compétence, de sensibiliser l'ensemble des populations aux problèmes de l'environnement. Elles doivent par conséquent intégrer dans leurs activités des programmes permettant d'assurer une meilleure connaissance de l'environnement* ». <sup>708</sup> Les populations disposent de ce fait, d'un véritable droit à l'information environnementale. <sup>709</sup> Malgré des efforts consentis, il n'y a toujours pas un véritable changement de mentalités. Tous les efforts semblent être tels des coups d'épée dans la mer, sans véritable effets.

Le droit de l'environnement est donc difficilement applicable parce que, importé en Afrique par l'occident, bien plus, c'est un droit parfois imposé.

#### 5.2.2.1.2. Un droit imposé

274. L'importance de la protection de l'environnement en Afrique, et plus particulièrement au Cameroun n'est plus à démontrer. Elle est devenue une nécessité absolue qui demande une prise de conscience collective et individuelle. Cette prise de conscience qui est déjà assez poussée en Occident semble s'emparer du continent africain. Ceci sous l'effet d'une méthode assez particulière employée par les pays occidentaux, il s'agit de la pratique des financements fondée sur les conditionnalités environnementales. <sup>710</sup>

En effet, très souvent, la dimension environnementale est présente dans les conditions de financements des projets de développement par les institutions financières et les bailleurs de fonds. <sup>711</sup> L'accès au financement est ainsi conditionné à la satisfaction de certaines conditions relatives à l'environnement, appelée éco-conditionnalité. Elle « *consiste à subordonner le versement d'aides publiques au respect des normes environnementales dans la réalisation des projets auxquelles ces aides sont affectées* ». <sup>712</sup> Il s'agit là d'un mécanisme contraignant qui a suscité l'indignation des pays du Sud. Le Professeur Jean Claude Tcheuwa dans le cadre d'un Colloque <sup>713</sup> tenu à Yaoundé du 20 au 22 Juillet 2004 intervient sur la question. Il ressort de sa communication que, la contestation jaillie au niveau de la conditionnalité comme principe de gestion de l'environnement dans l'intérêt de l'humanité toute entière. La conditionnalité se heurte à la souveraineté permanente de l'Etat sur les ressources naturelles au regard du principe 2 de la Déclaration de Rio. <sup>714</sup> Un autre auteur <sup>715</sup> aborde la question sous un angle particulier. Il souligne qu'« *en soumettant le bénéfice des aides financières à la condition de*

---

<sup>708</sup> Art. 6 de la Loi-cadre.

<sup>709</sup> Baril (V.J.), Droit d'accès à l'information environnementale : pierre d'assise du développement durable, Thèse présentée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université Laval, 2012, 526 p.

<sup>710</sup> Le FMI définit les conditionnalités environnementales comme « l'ensemble des conditions particulières au respect desquelles le fonds subordonne l'utilisation de ses ressources dans les circonstances données ».

<sup>711</sup> Sim (R.N.), « L'intégration et l'harmonisation des normes en droit international de l'environnement dans le droit africain », in *Aspects contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'ouest et centrale*, UICN, Droit et politique de l'environnement, n° 69, p.175.

<sup>712</sup> Kamto (M.), « La mise en œuvre du droit de l'environnement : forces et faiblesses des cadres institutionnels », Colloque sur La mise en œuvre du droit de l'environnement en Afrique Abidjan, 29 au 31 octobre 2013.

<sup>713</sup> La conditionnalité dans la coopération internationale. Colloque de Yaoundé 20-22 juillet 2004.

<sup>714</sup> Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et de développement, et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale.

<sup>715</sup> Mbida Elono (T.A.), La norme environnementale. Réflexion sur l'efficacité de la protection juridique de l'environnement, DEA, Université de Yaoundé II-Soa, 2013, p.34.

*protection de l'environnement, les organisations financières internationales ont forcé la main aux Etats ».*

**275.** Dans un tel contexte, comment être sûr de la sincérité des pays emprunteurs de leur engagement en faveur de la protection de l'environnement ? Leur adhésion à la protection de l'environnement est marchandée en échange de moyens financiers dont ils ont besoin pour se développer. Ils ne peuvent qu'accepter la condition de protection de l'environnement à eux imposée, mais sans toutefois véritablement y croire. Inciter les pays en voie de développement à se préoccuper de la protection de leur l'environnement n'est pas mauvais en soi, ce qui l'est, c'est la démarche employée par les bailleurs de fonds et autres, pour contraindre les pays pauvres à faire de la protection de l'environnement leur préoccupation. Faite sous contrainte, l'acceptation et de surcroît, la mise en œuvre du droit de l'environnement en Afrique ne peut qu'être difficile.

Il semble alors que l'ineffectivité du droit pénal de l'environnement provient du fait que la matière ne soit pas encore suffisamment ancrée dans les consciences des africains. Mais, ne serait-elle pas aussi due au fait qu'en Afrique, il n'existe pas véritablement de culture judiciaire, c'est-à-dire à faire reconnaître ses droits au niveau des autorités compétentes plutôt qu'à recourir à la coutume ou d'autres modes de règlement des litiges ?

#### **5.2.2.2. L'inculturation judiciaire des populations**

**276.** En réalité, l'inculturation judiciaire dont il est question, n'est que la conséquence de l'illégitimité du droit de l'environnement sus-évoquée. Les raisons pour lesquelles les justiciables ne recourent pas toujours au système judiciaire pour défendre leurs droits à l'environnement sont nombreuses. Nous analyserons deux d'entre elles, à savoir, d'une part, l'influence de la coutume (5.1.2.2.1.) et d'autre part, les préjugés défavorables à la justice (5.1.2.2.2.).

##### **5.2.2.2.1. Le recours à la coutume dans la résolution des litiges environnementaux**

**277.** Historiquement, la coutume est en Afrique, plus particulièrement au Cameroun, la source de droit la plus ancienne. Elle est profondément attachée à la tradition, aux situations acquises. Etant la forme la plus archaïque du droit, elle se retrouve souvent diamétralement opposée aux conceptions modernes de l'organisation économique et sociale. En effet, le Cameroun est l'un des rares pays où la coutume est encore appliquée. Quoique reléguée au second rang par les autorités camerounaises, elle continue tout de même de régir la conduite des populations, aussi bien en zone urbaine que rurale.

En effet, les chefferies traditionnelles faisant partie de l'administration au Cameroun, leur rôle en matière environnementale n'est dès lors pas à négliger. Elles sont régies par un décret de 1977 portant sur l'organisation des chefferies traditionnelles, qui précise que les chefs traditionnels ont pour rôle de seconder les autorités administratives dans leur mission d'encadrement des populations.<sup>716</sup> Pour ce faire, ils sont chargés de concourir, sous la direction des autorités administratives compétentes, au maintien de l'ordre public et au développement économique, social et culturel de leurs unités de commandement.

En matière d'environnement, la Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement leur octroie un pouvoir '*sanctionnateur*'<sup>717</sup> des litiges liés à l'utilisation de certaines ressources

---

<sup>716</sup> Art. 19.

<sup>717</sup> Art. 93.

naturelles, telles que l'eau, et le pâturage, et cela sur la base des us et coutumes locaux, mais sans préjudice pour les parties au litige de saisir les tribunaux compétents.

Cependant, si le règlement amiable des litiges environnementaux<sup>718</sup> peut être considéré comme une exception, nous constatons qu'elle tend à devenir la règle dans les zones rurales du pays. L'autorité exercée par le chef et l'éloignement des tribunaux contribuent certainement à ce recours quasi-systématique à l'autorité traditionnelle. De sorte que, beaucoup d'affaires sont résolues dans la cour du chef, au détriment de la justice moderne. Un auteur<sup>719</sup> fait remarquer qu'« [au Cameroun], beaucoup de justiciables commencent par dénoncer à la police l'individu qui a commis une infraction à leur égard uniquement pour faire reconnaître la culpabilité de ce dernier. Mais par la suite, une fois celle-ci admise, surtout s'il s'agit d'un membre de leur famille, ils feront tout le nécessaire pour que leur plainte soit retirée des mains de la police afin que le coupable échappe aux tribunaux de droit écrit et passe devant celui du quartier ou du village, qui le jugera selon les règles de la coutume ».

Tout de même, c'est dans les chefferies bien organisées comme celles de l'Ouest et du Nord Cameroun où le recours à l'autorité traditionnelle est le plus pratiqué. Le recours à la justice moderne dans ces localités n'est que très rare, et concerne les faits les plus graves tels que le meurtre ou l'assassinat. Les justiciables préfèrent résoudre leurs différends à l'amiable que de recourir au système judiciaire dont les citoyens n'ont pas toujours, à tort ou à raison, une bonne opinion.

#### 5.2.2.2.2. Les préjugés défavorables

**278.** Les justiciables camerounais ont de sérieux préjugés défavorables vis-à-vis de la justice. Nous évoquerons ici le problème de la corruption et celui du coût élevé de la justice.

Evoquer la corruption ou le coût de la justice comme l'un des obstacles à l'accès à la justice dont à la mise en œuvre du droit n'est pas nouveau, mais demeure une réalité. Comme l'a relevé à juste titre un auteur<sup>720</sup>, au Cameroun, la justice n'a-t-elle pas un coût élevé, voire prohibitif ? Pourtant, la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996 consacre le principe de gratuité de la justice en son préambule, 10<sup>e</sup> alinéa, afin d'assurer l'égalité de tous devant la loi.<sup>721</sup> De même, la loi n°2006/015 du 29 décembre 2006 portant organisation judiciaire a emboîté le pas à la Constitution et consacre pour sa part ce principe. Elle dispose que « la justice est gratuite, sous la seule réserve des dispositions fiscales relatives notamment au timbre et à l'enregistrement et de celles concernant la multiplication des dossiers d'appel et de pourvoi ».<sup>722</sup>

Mais vraisemblablement, ce principe ne serait que 'chimère et illusions'.<sup>723</sup> Il voudrait tout simplement dire que les magistrats et les greffiers ne sont pas à la charge du justiciable.

<sup>718</sup> Voir : Oumba (P.), « Le règlement amiable des litiges en matière d'environnement au Cameroun », *Liaison Energie Francophonie*, 2014, pp.73-76.

<sup>719</sup> Bornecque (H.), *La criminalité à Yaoundé et son contrôle*, Thèse, Aix-Marseille, 1979, p.228. Selon cet auteur, à cette période, encore que les choses ne soient pas très différentes aujourd'hui, le chiffre noir est énorme. La criminalité apparente ne représente que 1/8e de la criminalité réelle. À Yaoundé, il y a dix plaintes pour quatre-vingts infractions non dénoncées. A peu près 60% des soixante-dix infractions non dénoncées sont résolues par les chefs de quartier. Le chiffre noir s'élève alors à 87,5% !

<sup>720</sup> Bokalli (E.), « Justice et Etat de droit au Cameroun », Leçon inaugurale prononcée à l'occasion des cérémonies solennelles de la rentrée académique 2000-2001 et de remise de diplômes aux lauréats de l'Université de N'Gaoundéré, p.15.

<sup>721</sup> Cf. Art. 1<sup>er</sup> alinéa 2 de la constitution du 18 janvier 1996 : « la République du Cameroun est un Etat unitaire décentralisé... Elle assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi ».

<sup>722</sup> Art. 8 (1).

<sup>723</sup> Nkou Mvondo (P.), « La crise de la justice de l'Etat en Afrique noire francophone. Etude des causes du 'divorce' entre la justice et les justiciables ». *Penant*, n° 824, 1997, pp.208-228.

Cependant, le justiciable doit faire face au paiement de multiples frais, notamment, les droits d'enregistrement et de timbres, les émoluments, les honoraires des avocats.<sup>724</sup> « *Beaucoup de justiciables sont découragés lorsqu'ils pensent aux taxes à verser, aux timbres à apposer, aux cautions exigées. En Afrique, tout cela ne suffit pas pour que la justice soit en fait saisie. Il faut encore compter avec les pourboires et autres 'dessous de tables' dont il faut s'acquitter pour que le dossier déposé suive son cours normal* ». <sup>725</sup>

Pour assurer l'égalité entre les justiciables devant la justice, le législateur camerounais a adopté une loi pour venir en aide aux justiciables démunis. Il s'agit de la loi n° 2009/004 du 14 avril 2009 portant organisation de l'assistance judiciaire. L'adoption de cette loi par les autorités, trahit déjà en elle-même le problème de cherté de la justice. Bien plus, l'on peut se rendre à l'évidence que, cette loi contient des limites remettant en cause le principe de gratuité de la justice.

**279.** En effet, la loi sur l'assistance judiciaire n'accorde l'aide qu'à un nombre limité de personnes. Il s'agit des personnes à ressources insuffisantes à savoir « *les indigents, les hommes de rang de toutes armes pendant la durée de leur service ; les personnes assujetties à l'impôt libératoire ; les personnes précédemment mentionnées, lorsque les frais à exposer ne peuvent être supportés par leurs ressources initialement réputées suffisantes ; le conjoint en charge d'enfants mineurs, en instance de divorce qui ne dispose d'aucun revenu propre* ». <sup>726</sup> Elle peut aussi être octroyée de plein droit à ces personnes : « *le travailleur victime d'un accident du travail, pour les actions en indemnisation qu'il engage contre l'employeur ; la personne sans emploi et sans ressources, abandonnée par son conjoint, aux fins d'obtenir du tribunal une pension alimentaire pour elle-même ou pour les enfants laissés à sa charge ; le condamné à mort, demandeur au pourvoi* ». <sup>727</sup>

De même, les pièces à fournir et la longueur de la procédure pour l'octroi de l'aide sont de nature à décourager les justiciables. En effet, « *toute personne qui sollicite l'assistance judiciaire s'adresse oralement ou par écrit, au secrétaire de la commission d'assistance judiciaire compétente. Si la demande est orale, le secrétaire dresse procès-verbal de réception de la déclaration et des pièces jointes qui comprennent, le cas échéant, copies des décisions attaquées* ». <sup>728</sup> En plus, la personne doit joindre à sa demande, pour établir son indulgence « *un extrait du rôle pour ses impositions ou un certificat de non-imposition ou encore un certificat du chef de la circonscription administrative précisant, le cas échéant, si elle est soumise à l'impôt libératoire ; un certificat d'indigence délivré par le Maire, après enquête du Service Social compétent* ». <sup>729</sup> La non production des pièces mentionnées entraîne l'irrecevabilité de la demande. Quand bien même le justiciable réussirait à rassembler toutes les pièces demandées, il faudrait encore qu'une commission siège pour décider de l'octroi ou non de l'assistance judiciaire ceci après une longue enquête.

En droit français, cette forme d'assistance judiciaire est dépassée. Elle a été remplacée par l'aide juridique.<sup>730</sup> Elle s'étend non seulement à la prise en charge des frais du procès au cours d'une instance juridictionnelle, mais aussi à tous les frais inhérents à la défense d'un droit.

---

<sup>724</sup> Ces honoraires étant fixés librement voire arbitrairement, ils sont parfois très élevés ; les sommes réclamées étant sans commune mesure avec le travail fourni ou à fournir. Cité par Foko (A.), « Le nouveau Code de procédure pénale : la panacée des garanties des libertés individuelles et des droits de l'Homme au Cameroun ? », *Annales de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques*, Université de Dschang, Edition spéciale sur le nouveau Code camerounais de procédure pénale, Tome 11, 2007, p.45.

<sup>725</sup> *Ibid.*, p.218.

<sup>726</sup> Art. 5 (2).

<sup>727</sup> Art. 6.

<sup>728</sup> Art. 18 (1).

<sup>729</sup> Art. 19 (1).

<sup>730</sup> Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique. V. aussi la loi n° 2007-210 du 19 février 2007 portant réforme de l'assurance de protection juridique.

Elle comprend, l'aide juridictionnelle, l'aide à l'accès au droit et l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue et en matière de médiation pénale et de la composition pénale.<sup>731</sup>

Comme on peut le constater, le manque de ressources financières est un véritable obstacle à l'accès à la justice au Cameroun. Les justiciables découragés, préfèrent résoudre leurs différends à l'amiable, donnant ainsi à l'adage *'un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès'*, tout son poids. C'est l'Etat de droit qui se retrouve fragilisé. Pourtant, la loi ne tire pas sa force de sa seule existence, faudrait-il encore que les mécanismes de contrôle mis en place soient efficaces. En matière d'environnement, ceux-ci se révèlent souvent défaillants.

En somme, nous pouvons affirmer que la mise en œuvre du droit pénal de l'environnement au Cameroun est confrontée à de multiples difficultés. Ceux-ci sont à la fois inhérents au droit pénal de l'environnement lui-même, mais aussi aux facteurs qui lui sont externes. Cette ineffectivité du DPE camerounais a comme conséquence d'alimenter la perpétration des atteintes sur l'environnement.

---

<sup>731</sup> *Idem.* Cf. Art. 1<sup>er</sup>.



## Chapitre 6. La portée de la criminalité environnementale sur l'environnement

280. Le droit pénal de l'environnement camerounais dans son application n'assure pas encore le respect des règles relatives à l'environnement d'une manière satisfaisante. Il s'agit pour paraphraser un auteur, d'une réponse qui est plus timide et procède davantage de la quête que de l'acquis.<sup>732</sup> En effet, la répression des actes répréhensibles à l'environnement tarde à se traduire en acte au Cameroun, du moins pour ce qui s'agit du volet pénal. C'est ce que relève un auteur<sup>733</sup>, « [...] il apparaît comme un déphasage déconcertant lorsque l'on observe la réalité de l'environnement au Cameroun après avoir pris connaissance de ce corpus de règle. Dans la réalité, les cours d'eau continuent d'être continuellement pollués aussi bien par les ménages que par les industries et les commerces sans qu'aucune sanction concrète ne soit prise à leur égard ». Ce chapitre va dans le sens de l'opinion de M. Foka sur l'état de la criminalité environnementale au Cameroun. Le Cameroun dispose comme nous l'avons vu d'un cadre juridique pertinent pour combattre la criminalité écologique. Mais paradoxalement, la législation nationale sur l'environnement n'arrive pas encore à contenir cette forme de criminalité. S'il est vrai que ce constat peut être tributaire de la complexité de la matière, d'autres facteurs interviennent, telle l'inertie des acteurs chargés de la répression des infractions et les considérations socioéconomique et culturelle.

Une telle situation ne peut que renforcer l'ineffectivité du DPE avec des conséquences que cela peut entraîner. Il y aurait ainsi un lien entre le fait que les normes ne soient pas appliquées et la perpétration des atteintes sur l'environnement. C'est ce que soutient un auteur<sup>734</sup> en ces termes, « [...] *the fact remains that this ineffectiveness is primarily dependent on the very nature of repressive provisions that protect wildlife reserves in Cameroon, and especially their lax application by courts* ». Bien que nous ne disposions pas véritablement de chiffres sur l'évolution de la criminalité environnementale au Cameroun, la doctrine et certains rapports sont unanimes sur le fait que la criminalité environnementale a une certaine portée sur l'environnement au Cameroun. Ce phénomène n'est cependant pas unique au Cameroun, elle est perceptible d'une manière générale sur le plan international et dans certains pays comme la France.

281. Sur le plan international, les auteurs parlent d'une 'hausse spectaculaire'<sup>735</sup> de la criminalité environnementale transnationale. On y retrouve de plus en plus des réseaux criminels en matière d'environnement. Ceux-ci œuvrent au trafic des espèces rares qu'elles soient d'origine animale, végétale (...). Le constat de l'explosion des crimes environnementaux au cours des dernières décennies a inspiré le rapport co-écrit par le PNUE et INTERPOL, publié en 2016 intitulé '*the rise of environmental crime : A growing threat to natural resources, peace, development and security*'. Avec une activité dont la croissance est estimée 2 à 3 fois plus rapide que celle de l'économie globale, les montants concernés par ces trafics auraient grimpé de 26% depuis 2014 pour atteindre, en 2016, une valeur estimée entre

---

<sup>732</sup> Mayaud (Y.), « La responsabilité pénale découlant des crimes environnementaux », Communication prononcée lors de la 'Regional Conference on Environmental Crimes in the Arab States', Beirut –Republic of Lebanon, mars 2009. Cité par Tchoca Fanikoua (F.), La contribution du droit pénal de l'environnement à la répression des atteintes à l'environnement au Bénin, *op. cit.*, p.335.

<sup>733</sup> Foka Taffo (F.), « Le droit pénal de l'environnement au Cameroun », *op. cit.*, p.217.

<sup>734</sup> Ngo Nonga (M.), « Criminal law protection of wildlife reserves in Cameroon », *op. cit.*, p.250.

<sup>735</sup> Fouchard (I.) et Neyret (L.), « 35 propositions pour mieux sanctionner les crimes à l'environnement », Rapport de synthèse à l'ouvrage *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, *op. cit.*, p.317.

91 à 259 milliards de dollars, faisant ainsi des trafics issus du crime environnemental le quatrième marché criminel mondial.<sup>736</sup>

**282.** En France, le même constat de la hausse de la criminalité environnementale a récemment été posé. Selon I. Fouchard et L. Neyret<sup>737</sup>, « en France, le nombre d'infractions au droit de l'environnement constatées entre 2010 et 2012 a augmenté de près de 20%, pour atteindre un total d'environ 70 000.<sup>738</sup> A noter qu'entre 2011 et 2012, l'augmentation a été de plus de 40% pour les seules infractions relatives à la protection de la faune et de la flore, en particulier dans le domaine de la chasse. Les derniers chiffres montrent toutefois une baisse des infractions entre 2012 et 2013 de 5,3%, mais le caractère mineur de cette baisse ne permet pas de parler d'inversion de la courbe de la criminalité environnementale. D'ailleurs, si l'on s'attache aux seules infractions en matière d'atteintes au milieu naturel, elles ont augmentées de plus de 40% entre 2012 et 2013 ».<sup>739</sup>

Le présent chapitre a pour but de présenter les différentes atteintes subies par l'environnement au Cameroun. Il n'a nullement la prétention d'aborder tous les contours des atteintes subies par l'environnement. Mais se propose de montrer la partie visible des atteintes à l'environnement au Cameroun.

Il sera question pour nous de parcourir certains secteurs de l'environnement, afin d'en faire ressortir les atteintes rencontrées. Notre analyse prendra en compte les secteurs des forêts et de la faune dont le MINFOF en assure la tutelle. Ensuite, les autres secteurs de l'environnement tels que les milieux récepteurs ; les établissements classés (...), qui sont sous le contrôle du MINEPDED. Le constat qui pourra se dégager est que, l'environnement au Cameroun est en danger par les atteintes incessantes qu'il subit.

Il importe pour nous, de présenter les manifestations des atteintes à l'environnement au Cameroun (6.1.) d'une part, et d'explorer les conséquences que ces atteintes (6.2.) auront non seulement sur l'environnement lui-même, mais aussi et surtout sur l'Homme, d'autre part.

## **6.1. Manifestations des atteintes à l'environnement**

**283.** Comme le souligne Coralie Courtaigne-Deslandes dans son article<sup>740</sup>, l'« atteinte » aura ici le sens du « préjudice écologique ». Il est défini par le Code civil français<sup>741</sup> comme « une atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement ». Il s'agit d'un dommage qui peut être matériel ou moral. Appliqué à l'environnement, ce dommage ne peut être que matériel étant donné que l'environnement n'est pas une personne humaine douée d'une conscience et d'une raison et qui de ce fait, viendrait à souffrir moralement d'un quelconque préjudice qu'il aurait subi. Les atteintes à l'environnement restent des faits palpables et concrets qui provoquent une gêne chez les individus, dont peut résulter un préjudice non seulement matériel, mais aussi moral.

Elles sont nombreuses, les cas d'atteintes à l'environnement, les causes le sont aussi. Le développement économique avec la révolution industrielle et technologique ; la démographie galopante (...), sont considérés comme des causes de la dégradation de l'environnement.

---

<sup>736</sup> Krotov-Sand (N.) et Sopha (F.), « La criminalité environnementale en Afrique de l'Ouest : pratiques et enjeux », Note d'Analyse du GRIP, 14 décembre 2016, Bruxelles, p.2.

<sup>737</sup> *Ibid.*, p.316.

<sup>738</sup> *Ibid.* INHESJ/ONDRP, Rapport 2013, Fiche thématique n° 21.

<sup>739</sup> *Ibid.* INHESJ/ONDRP, Rapport 2014.

<sup>740</sup> Pour la réparation du préjudice écologique, Rapport rendu le 17 septembre 2013, p.18. Cité par Courtaigne-Deslandes (C.), « La répression pénale des atteintes irréversibles », *op. cit.*, p.62.

<sup>741</sup> Art. 1247.

Cependant l'inapplication des normes juridiques peut contribuer à l'accroissement de la criminalité environnementale. Certes que l'application effective du droit pénal de l'environnement n'arriverait pas à éradiquer totalement la criminalité environnementale mais, peut quand même la réduire à un seuil acceptable.

**284.** En effet, comme nous l'avons souligné plus haut, l'efficacité du droit pénal de l'environnement est de plus en plus mise en cause. Il devrait exister une corrélation entre droit pénal et atteintes à l'environnement. Le droit pénal a pour rôle de contenir les atteintes à l'environnement, s'il y parvient, on dit que la norme pénale est efficace. *A contrario*, si les atteintes à l'environnement prospèrent, c'est parce que le droit pénal de l'environnement est inefficace. C'est ce qu'affirme le Professeur Isabelle Michallet<sup>742</sup> dans une tribune<sup>743</sup> que « *si la délinquance prospère en matière environnementale, c'est que la règle est inefficace, inappliquée, inexistante [...]* ».

Au Cameroun, si la norme pénale en matière environnementale existe bel et bien, malheureusement, celle-ci est inefficace et inappliquée. L'incivisme écologique se multiplie, et fait place à des atteintes de diverses natures. Les manifestations les plus visibles se rencontrent dans le secteur des forêts et de la faune (6.1.1.) de même que dans le reste de l'environnement (6.1.2.).

### **6.1.1. Dans le secteur forestier et faunique**

**285.** Le secteur des forêts et de la faune est sans doute le plus important au Cameroun par sa taille, sa richesse et des convoitises dont il fait l'objet. Les forêts sont considérées par de nombreux experts comme '*poumons de la planète*'.<sup>744</sup> Son importance est d'ailleurs à l'origine de l'éclatement de l'ancien MINEF en deux ministères bien distincts, parce que les autorités gouvernementales s'étaient rendues compte que, l'essentiel de la protection de l'environnement au Cameroun se limitait à la protection des forêts.<sup>745</sup> Les autres secteurs de l'environnement étaient ainsi éclipsés et négligés.

Avec un peu plus de 17 millions d'hectares de forêts denses humides, le Cameroun compte parmi les quatre principaux pays forestiers du Bassin du Congo. Son espace forestier couvre environ 42% de la superficie du territoire national. Il est doté d'un potentiel écologique et floristique assez important et diversifié avec plus de 600 espèces dont 300 commercialisables sous forme de bois d'œuvre et dont une soixantaine d'entre elles seulement est exploitée actuellement. Il renferme l'une des faunes les plus riches et variées du continent.<sup>746</sup>

Cette grande diversité et richesse attire bien évidemment des prédateurs qui constituent une menace pour son intégrité et son avenir. En effet, cet écosystème subit des atteintes diverses. Il en est ainsi du sous-secteur forestier (6.1.1.1.) et de celui de la faune (6.1.1.2.).

---

<sup>742</sup> Professeur de Droit à Lyon III.

<sup>743</sup> RSE Magazine du 26 février 2019.

<sup>744</sup> Nke Ndihi (J.), *Déforestation au Cameroun : causes, conséquences et solutions, alternatives Sud*, Vol. 15-2008, p.155.

<sup>745</sup> Cf. Le chapitre 2 de notre travail où la question a été discutée.

<sup>746</sup> Ngouhou Poufoun (J.), Lescuyer (G.) et Eba'a Atyi (R.), *Rapport final de l'Étude de l'importance économique et sociale du secteur forestier et faunique au Cameroun*, CIFOR, novembre 2013, p.1. Voir également Effundem Njieassam (E.), «An analysis of environmental impacts of timber exploitation on indigenous communities' land in Cameroon», Publication of the 5th Symposium | 4th Scientific Conference | 2018 of the Association of Environmental Law Lecturers from African Universities in cooperation with the Climate Policy and Energy Security Programme for Sub-Saharan Africa of the Konrad-Adenauer-Stiftung and UN Environment, p.699.

#### 6.1.1.1. Dans le sous-secteur forestier

286. D'après le rapport<sup>747</sup> de l'OMF sur le Cameroun, « *près de la moitié des forêts qui couvraient initialement notre planète ont été défrichées et 30 pour cent de plus ont été fragmentées ou dégradées, ou remplacées par des forêts secondaires* ». On entend par forêt, « *les terrains comportant une couverture végétale dans laquelle prédominent les arbres, les arbustes et autres espèces susceptibles de fournir des produits autre qu'agricole* ». <sup>748</sup> Ce constat sur l'état des forêts dans le monde n'est pas loin de la situation qui prévaut au Cameroun. En effet, le Cameroun possède certaines des forêts les plus diverses au plan biologique et des plus menacées du Bassin du Congo. Les forêts du Cameroun ont subi au cours des dernières décennies, une conversion extensive : la moitié des superficies forestières qui existaient initialement ont été défrichées pour céder la place à l'agriculture et à des villages. Au moins 20% des forêts résiduelles sont dégradées ou sont des forêts secondaires.<sup>749</sup>

Cette situation assez alarmante est tributaire de l'exploitation abusive (6.1.1.1.1.), mais aussi du commerce illégal du bois (6.1.1.1.2.) qui a cours dans ce sous-secteur.

##### 6.1.1.1.1. Exploitation abusive des forêts

287. On attribue le caractère '*abusif*', à ce qui est excessif, immodéré<sup>750</sup> voire exagéré. Il ne fait pas de doute que les forêts camerounaises font l'objet d'une exploitation abusive. Pourtant un cadre juridique existe en la matière. Le principal facteur de cette exploitation est dû à l'exploitation commerciale qui a cours dans ce secteur. Deux types d'exploitation commerciale coexistent au Cameroun. Le premier type, de grande envergure, est l'exploitation industrielle par les entreprises occidentales. Elle date de l'époque coloniale et est tournée vers l'approvisionnement des marchés extérieurs. Le deuxième type, souvent qualifié de '*sauvage*', est l'œuvre de petits exploitants locaux, orientés vers l'approvisionnement des grands centres urbains du pays, pour des travaux de construction divers.<sup>751</sup>

Cette exploitation est à l'origine de la déforestation accélérée des forêts au Cameroun. Plusieurs rapports font état de ce que les forêts camerounaises sont en danger. Greenpeace dans un rapport, sur '*l'exploitation abusive des forêts équatoriales du Cameroun*' faisait mention de ce que, « *certaines espèces forestières font l'objet d'une exploitation tellement intensive qu'elles sont également menacées d'extinction* ». <sup>752</sup>

288. Un autre rapport publié presque à la même période renchérit, en faisant état de ce que, le Cameroun a le taux de déforestation annuel le plus élevé du Bassin du Congo, après la République Démocratique du Congo.<sup>753</sup> Un auteur souligne que « *it is estimated that between 1990 and 2010, the country experienced a deforestation rate of about 0.9% per year,*

<sup>747</sup> Rapport de l'Observatoire Mondial des Forêts Cameroun, 2000. A retrouver sur [https://assets.forest-atlas.org/cmr/resources/reports/cmr\\_apercu\\_exploitation\\_forestiere\\_cameroun\\_fr.pdf](https://assets.forest-atlas.org/cmr/resources/reports/cmr_apercu_exploitation_forestiere_cameroun_fr.pdf). Consulté le 28 mars 2019.

<sup>748</sup> Art. 2 de la loi portant sur les forêts, la faune et de la pêche, *op. cit.*

<sup>749</sup> *Ibid.*, p.8. Mayaux (P.), Janodet (E.), Blair-Meyers (C.) et Legeay (P.), « *Vegetation map of Central Africa à l'échelle 1:5 000 000. Tropical Ecosystem Environment Observations by Satellites* », Centre Commun de Recherche. Commission Européenne, 1997, TREE Series D, EUR 17322 EN.

<sup>750</sup> Grand Robert de la langue française, *op. cit.*, non paginé.

<sup>751</sup> Nke Ndihi (J.), *Déforestation au Cameroun : causes, conséquences et solutions*, *op. cit.*, p.162.

<sup>752</sup> Verbelen (F.), *L'exploitation abusive des forêts équatoriales du Cameroun*, Rapport Greenpeace Belgique, 1999, p.8.

<sup>753</sup> Rapport de l'Observatoire Mondial des Forêts Cameroun, *op. cit.*, p.11.

constituting approximately 4 400 000 hectares (1.8%) ».<sup>754</sup> En effet, on note une violation systématique de la réglementation en vigueur par les exploitants forestiers au Cameroun. C'est ce que révèle un auteur « *according to Atyi et al., out of the 105 companies involved in timber exploitation in Cameroon, 90 have obtained logging rights while 15 are involved in timber processing and export. There is a substantial amount of documented evidence of illegal logging activities and bad practices by large European (French) and Asian (Chinese) companies, including the violation of concession rules, exploitation in prohibited area extinction of protected species* ».<sup>755</sup> De telles attitudes font peser un danger sur les forêts camerounaises.

Dans son évaluation du respect de la législation forestière, le 'Cameroon Environmental Watch'<sup>756</sup> avait dressé une liste de divers types d'infractions rapportées dans les provinces du Centre et de l'Est. On y retrouve notamment, des cas d'exploitation forestière frauduleuse : exploitation en dehors des délais impartis ; abattage et vente de bois sans autorisation ; abattage et transformation d'essences protégées ; exploitation non autorisée dans le domaine national ; abattage d'arbres de taille inférieure au diamètre minimum ; non-respect du diamètre minimum des arbres récoltables ; exploitation sans la documentation requise ; exploitation illégale d'essences figurant à l'Annexe 1 de la Convention sur le Commerce International des Espèces Menacées (...).

Il est fait état de ce que, lorsque des procès-verbaux sont établis, ils languissent dans des dossiers administratifs. Chose surprenante, la plupart concernent des particuliers plutôt que des compagnies (qui sont propriétaires de cinq fois plus de superficies de concessions). C'est la preuve qu'il se développe dans ce secteur un commerce illégal des essences forestières qui ne dit pas son nom.

#### 6.1.1.1.2. Commerce illégal du bois

289. Le commerce des ressources forestières est d'un grand apport pour l'économie camerounaise. Les chiffres en disent long sur l'importance de ce sous-secteur. Comme le souligne un auteur<sup>757</sup>, « *timber is considered as one of the most important sources of income for economic growth* ».<sup>758</sup> *To this end, timber has been rated second in terms of export after oil. Timber offers between 45 000 and 70 000 jobs to the population* ». L'on peut dès lors comprendre pourquoi ce secteur suscite tant de convoitises.

L'exploitation illégale des ressources forestières est le fait d'exploiter ces ressources sans la possession des titres et autorisations requis ou appropriés.<sup>759</sup> Elle est établie une fois que les exigences légale et réglementaire ont été violées.<sup>760</sup> Selon un rapport de la Banque Mondiale<sup>761</sup>, l'exploitation forestière illégale fait perdre à l'Etat camerounais 7 428 milliards

<sup>754</sup> Mbatu (2016: 467). Cited by Effundem Njieassam (E.), « 'An analysis of environmental impacts of timber exploitation on indigenous communities' land in Cameroon », *op. cit.*, p.701.

<sup>755</sup> *Ibid.* Cerutti et al. (2013: 540). Although the Forestry Law of 1994 has made provision for all logging companies to obtain legal documents before operating on a given area, this has not been the actual situation on ground.

<sup>756</sup> Rapport intermédiaire 1, Projet Conjoint Cameroun, Environmental Watch, CARPE et ECOFAC Cameroun, février 1999 (CEW, 1999).

<sup>757</sup> *Ibid.* Mbatu (2010: 444-445).

<sup>758</sup> Alemagi et Kozak (2010: 554-555). Cited by Effundem Njieassam (E.), « An analysis of environmental impacts of timber exploitation on indigenous communities' land in Cameroon », *op. cit.*, p.698.

<sup>759</sup> Mahonghol (D.), Ringuet (S.), Nkoulou (J.), Amougou Ondoua (G.), Hing Keong Chen, *Les flux et les circuits de commercialisation du bois : le cas du Cameroun*, Rapport Traffic, août 2016, p.69. Disponible sur : [http://www.itto.int/files/itto\\_project\\_db\\_input/2947/Technical/TFL-PD-003-09-R2-M-Technical-Report-4.pdf](http://www.itto.int/files/itto_project_db_input/2947/Technical/TFL-PD-003-09-R2-M-Technical-Report-4.pdf). Consulté le 30/03/2019.

<sup>760</sup> Binam et Sipehouo, 2012.

<sup>761</sup> Anon., 2012b.

de F CFA (15 milliards de dollars ou 11,3 milliards d'euros) par an. Ce rapport révèle que les coupes illégales de bois dans les forêts représentent jusqu'à 90% de l'ensemble des activités d'exploitation forestière dans certains pays et produisent entre 10 et 15 milliards de dollars (8 et 12 milliards d'Euros de revenus illicites par an).<sup>762</sup>

**290.** D'autres pays africains sont aussi confrontés à ce phénomène. Il en est ainsi de Madagascar où le commerce illégal de bois prospère, le bois de rose notamment.<sup>763</sup> Ce bois précieux est très convoité en Chine où certains déboursent des centaines de milliers de dollars pour dormir dans la réplique d'un lit des empereurs Ming ou Qing. Une telle valeur marchande explique l'existence d'un réseau de criminalité qui débute au milieu des forêts malgaches classées au patrimoine de l'Unesco où le bois est coupé illégalement. Puis le bois parvient à quitter le pays sous couvert de corruption de l'administration malgache, avant de transiter par Zanzibar où les autorités compétentes délivrent un certificat de transport, en oubliant de préciser la nature du bois dont il s'agit, puis par le Kenya avant de prendre la mer pour Hong Kong où les douanes semblent peu regardantes sur la nature du bois importé, pour arriver en Chine, où le bois est transformé en meubles traditionnels. Alors même que la Chine a ratifié la Convention internationale sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction qui interdit le commerce du bois de rose.<sup>764</sup> Il s'agit là d'un commerce qui prospère au mépris de la législation en vigueur.

C'est aussi le cas au Cameroun où l'inefficacité du cadre juridique est souvent avancée pour justifier l'exploitation illégale des ressources forestières. En effet, comme le souligne un auteur<sup>765</sup>, « *la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche de 1994 et son décret d'application de 1995 fournissent le cadre juridique pour le secteur forestier. À l'époque, cette loi était considérée comme innovante pour diverses raisons [...]. Elle n'a toutefois pas été mise en application avec suffisamment de rigueur et une partie de la législation requise reste absente [...]* ».

Le rapport Traffic ci-dessus mentionné, cite également comme causes du flux de l'exploitation illégale du bois, l'inadaptation du cadre législatif et réglementaire au suivi efficient de la gestion des forêts communautaires ; ainsi que du suivi limité de l'application de la réglementation.

**291.** S'agissant de l'inadaptation du cadre législatif et réglementaire au suivi efficient de la gestion des forêts communautaires, le rapport souligne que, le suivi de la gestion des forêts communautaires est une source de préoccupation. La loi et la réglementation forestière (notamment la loi 94 et la SNCFF (Stratégie Nationale de Contrôles Forestiers et Fauniques)

---

<sup>762</sup> *Ibid.*

<sup>763</sup> Le bois de rose (*Pterocarpus Erinaceus*) est un bois précieux dont les multiples vertus en font un bien prisé dans la fabrication de meubles, de parfum ou encore de remèdes médicinaux. Bien que classé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) dans la catégorie des espèces en voie de disparition, la demande en bois de rose a explosé ces dernières années, spécifiquement en Chine et en Europe. Si la majorité des exportations chinoises en bois de rose provenait, traditionnellement, de l'Asie du Sud-Est, l'épuisement des ressources disponibles dans cette région du monde a conduit les trafiquants et contrebandiers à déporter, à partir des années 2010, leurs activités en Afrique de l'Ouest. Ainsi, l'on estime qu'entre 2010 et 2014, les importations chinoises de bois de rose en provenance de l'Afrique de l'Ouest ont augmenté de 700%. Par ailleurs, et parallèlement aux trafics illicites, la plupart des pays ouest-africains ont accru leur exportation en bois de rose, dont les principaux fournisseurs s'avèrent être le Nigéria, le Ghana, le Bénin et la Côte d'Ivoire. Cité par Krotov-Sand (N.) et Sopha (F.), *La criminalité environnementale en Afrique de l'Ouest : pratiques et enjeux*, op. cit., p.4. Disponible sur : <http://www.grip.org/fr/node/2176> consulté le 14 mars 2019.

<sup>764</sup> Cf. Fouchard (I.) et Neyret (L.), « 35 propositions pour mieux sanctionner les crimes à l'environnement », Rapport de synthèse à l'ouvrage *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, op. cit., p.318.

<sup>765</sup> Hoare (A.), *Commerce de Bois Illégal-L'Action au Cameroun*, Une Évaluation de Chatham House, janvier 2015, p.9.

se sont faites sur la base de la connaissance et de l'expérience que le pays disposait en matière d'exploitation industrielle des forêts. Mais avec la foresterie communautaire, il n'est pas possible d'avoir le même procédé de contrôle et de sanction vis-à-vis des grands concessionnaires que des gestionnaires des forêts communautaires.<sup>766</sup>

**292.** Concernant maintenant le cas du suivi limité de l'application de la réglementation, le rapport révèle que, d'après une analyse de l'Observatoire Indépendant, la présentation des infractions relatives à l'exploitation forestière dans son état actuel, n'est pas un outil fiable et qu'il reflète malheureusement la situation critique du suivi du contentieux de son ouverture jusqu'à sa clôture. Les deux raisons principales expliquant cette situation sont :

- Les manquements et l'inefficacité des différents services concernés du MINFOF (BNC et Cellule Juridique) ;
- Les lacunes ou imprécisions au niveau de la loi forestière n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche et de son décret n° 95-53-PM du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts.<sup>767</sup>

La réglementation sur les forêts n'est donc pas suffisamment appliquée au Cameroun. Une situation favorable à la commission des atteintes de toutes sortes qui se manifestent par l'exploitation abusive, mais aussi un commerce illégal qui alimente le marché noir du bois. Si les ressources forestières sont menacées au Cameroun, il n'en saurait être autrement des espèces fauniques, puisqu'il existe un lien étroit entre l'exploitation forestière et le braconnage.

#### **6.1.1.2. Dans le sous-secteur faunique**

**293.** Avec 20,18% du territoire consacré à la conservation et qui devrait atteindre d'ici peu les 22,36%, le Cameroun a largement dépassé l'objectif 2010 de la Convention sur la biodiversité.<sup>768</sup> Dans ses aires protégées, le Cameroun compte quelques 409 espèces de mammifères, 183 espèces de reptiles, 849 espèces d'oiseaux, 190 espèces d'amphibiens et plus de 1000 espèces de papillons. La majeure partie de ces espèces vit dans les forêts tropicales du sud du pays.<sup>769</sup>

Malheureusement, cette riche diversité faunique est fortement menacée. Ainsi, « *Cameroon ranks second in the 2013 world ranking by the International Union for Conservation of Nature (IUCN) of country which a significant number of major species are threatened, with a total of 260 spat risk* ». <sup>770</sup> Il s'agit d'un phénomène commun à toute l'Afrique. C'est avec regret qu'un auteur<sup>771</sup> a souligné qu'« *en quelques décennies, ce continent a perdu pas moins des 3/4 de son potentiel en faune et en flore. Aujourd'hui, des dizaines d'espèces sont en voie d'extinction, et l'avenir, pour celles qui ont échappé à ce massacre, est encore chargé de menaces* ».

---

<sup>766</sup> Mahonghol (D.), Ringuet (S.), Nkoulou (J.), Amougou Ondoua (G.), Hing Keong Chen, *Les flux et les circuits de commercialisation du bois : le cas du Cameroun*, op. cit., p.48.

<sup>767</sup> Ibid.

<sup>768</sup> Depuis la Conférence mondiale sur la diversité biologique de Nagoya du 29 octobre 2010, chaque pays doit justifier d'au moins 17% de son territoire en aires protégées.

<sup>769</sup> Verbelen (F.), *L'exploitation abusive des forêts équatoriales du Cameroun*, op. cit., p.7.

<sup>770</sup> Ngo Nonga (M.), « Criminal law protection of wildlife reserves in Cameroon », op. cit., p.248.

<sup>771</sup> Oeni Amoussa (H.), « La protection de la faune en Afrique francophone : les limites d'une approche juridique », *L'environnement en Afrique, Afrique contemporaine* n° 161 (spécial), 1<sup>er</sup> trimestre 1992, p.247.

Les experts prévoient que certains grands mammifères du Cameroun vont disparaître à brève échéance si un terme n'est pas mis au braconnage.<sup>772</sup> En dépit des efforts qui sont consentis par les pouvoirs publics, les espèces fauniques continuent d'être menacées. Ceci est dû au phénomène de braconnage (6.1.1.2.1.), et au commerce illégal (6.1.1.2.2.) des espèces sauvages animales.

#### 6.1.1.2.1. Le braconnage à outrance

**294.** Le braconnage se définit comme le fait de chasser ou tuer les animaux par des moyens non conventionnels, sans permission, à une époque interdite et à des endroits protégés.<sup>773</sup> D'après le décret n°95/466/PM du 20 juillet 1995 fixant les modalités d'application du régime de faune au Cameroun, le braconnage est tout acte de chasse sans permis, en période de fermeture en des endroits réservés ou avec des engins ou des armes prohibés.<sup>774</sup> Le braconnier quant à lui est considéré comme toute personne pratiquant le braconnage ou trouvée en tout lieu ou en tout temps, en possession de tout ou parti d'un animal protégé de la classe A ou B, vivant ou mort, capturé, abattu ou détenu illégalement. S'il y a une espèce animale sauvage qui a attiré beaucoup d'attention ces dernières années, c'est bien les éléphants. Ils sont fortement menacés, de même que le reste des espèces sauvages animales.

**295.** Concernant le cas des éléphants, ceux-ci ont subi l'assaut des braconniers dans les parcs nationaux. En 2010, la population d'éléphants au Cameroun était estimée à 21 000 têtes.<sup>775</sup> Le braconnage grandissant et les massacres de janvier à mars 2012 notamment, ont considérablement réduit cette population.<sup>776</sup> En effet, les braconniers venus du Soudan<sup>777</sup> avaient pénétré dans le Parc National de Bouba Ndjida<sup>778</sup> tuant des centaines d'éléphants. Leurs défenses avaient été enlevées pour être vendues dans le marché noir. C'est donc à juste titre que la Commission européenne indique à ce propos que, « *le nombre d'éléphants tués ces dix dernières années a doublé [...]* ». <sup>779</sup>

Le Gouvernement camerounais a consenti beaucoup d'efforts pour réduire ce fléau, mais les éléphants restent toujours menacés. A titre d'illustration, l'antenne sud de la réserve de faune du Dja a saisi dans la nuit du 11 au 12 décembre 2017, 216 défenses et 81 queues d'éléphants.<sup>780</sup> Malgré la destruction par le MINFOF de plus de 2000 défenses d'éléphants et 1753 objets dérivés en 2016, et une campagne internationale sans précédent, l'éléphant reste en danger et nécessite une protection plus accrue. D'autant plus que, le 10 novembre, un mois plus tôt, le Groupement Mobile d'Intervention de Douala avait saisi 160 autres défenses d'éléphants.<sup>781</sup>

---

<sup>772</sup> *Ibid.*

<sup>773</sup> Tadjoung, 2008. Cité par UICN-PC (2014a). *Les Facteurs de Déforestation et de Dégradation des Forêts : Résultats d'une analyse participative dans les Paysages TNS et TRIDOM (Cameroun, Congo, Gabon et RCA). Yaoundé, Cameroun*, p.47.

<sup>774</sup> Art. 3.

<sup>775</sup> Stratégie nationale de gestion de l'éléphant 2010, durée de 10 ans.

<sup>776</sup> Rapport faits et chiffres, MINFOF, *op. cit.*, p.25.

<sup>777</sup> <https://www.ifaw.org/fr/>

<sup>778</sup> Situé dans la région du Nord Cameroun, en bordure du Tchad.

<sup>779</sup> COM (2014) 64 final. Cité par Fouchard (I.) et Neyret (L.), « 35 propositions pour mieux sanctionner les crimes à l'environnement », Rapport de synthèse à l'ouvrage *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, *op. cit.*, p.317.

<sup>780</sup> Rapport faits et chiffres, MINFOF, *op. cit.*, p.26.

<sup>781</sup> *Ibid.* p.42.



Le braconnage des éléphants est tellement considérable que, comme le rappelait l'ex-secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon dans son rapport<sup>782</sup>, « *la situation est si grave que dans certains pays, comme au Cameroun, l'armée a été appelée en renfort des services de répression et de maintien de l'ordre pour traquer les braconniers* ». Cependant, il n'y a pas que les éléphants qui soient massacrés pour leur viande et leurs défenses ; d'autres espèces et non des moindres sont aussi victimes du braconnage.

296. Parmi celles-ci on retrouve les lions, girafes, panthères, hyènes, gorilles, chimpanzés et surtout les pangolins géants qui sont très prisés. Les différents contrôles des acteurs chargés de la répression ont permis ces derniers temps la saisie d'un important stock d'écailles de pangolin. Une situation qui a amené les autorités à réagir. Le Cameroun est la première nation à incinérer les écailles de pangolins. Le Gouvernement du Cameroun a validé la proposition visant à reclasser les pangolins à l'Annexe I de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et a redoublé de vigilance en raison des récentes saisies massives menées par le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF).<sup>783</sup> Dorénavant, aucune espèce de pangolin ne pourra être chassée ou vendue.<sup>784</sup>

Deux principales raisons poussent au braconnage : soit pour des besoins alimentaires<sup>785</sup>, soit commerciaux.

#### 6.1.1.2.2. Commerce illégal des espèces fauniques

297. Le commerce illégal des espèces sauvages animales a connu une évolution considérable ces dernières années. Le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW) dans son rapport<sup>786</sup> de 2013, évoque « *une prolifération alarmante des prises illégales d'animaux sauvages* ». Une étude américaine a montré que, « *le commerce illicites d'espèces sauvages, bois et poissons inclus, se classe au quatrième rang mondial, des activités illicites après les stupéfiants, la contrefaçon et le trafic des êtres humains devant le trafic des produits pétroliers, d'œuvres d'art ou encore d'armes* ». <sup>787</sup> D'autres le considère même comme le plus grand marché noir du monde, après celui des stupéfiants.<sup>788</sup> Ce commerce dont on ne parle que très peu, génère beaucoup de bénéfices aux trafiquants. On l'estime à 19 milliards de dollars par an.<sup>789</sup>

---

<sup>782</sup> Rao, 2013, p.28. Cité par Bernard (T.), *La lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages. Criminologie*, 49(2), 2016, p.74. <https://doi.org/10.7202/1038417ar>.

<sup>783</sup> Voir <https://www.fws.gov/international/pdf/pangolin-trifold-french-wpd-2018.pdf>.

<sup>784</sup> Rapport faits et chiffres, MINFOF, op. cit., p.25.

<sup>785</sup> Il s'agit dans ce cas de la chasse de subsistance qui relève d'un droit reconnu aux populations rurales de vivre des produits issus de la forêt. Sa pratique s'appuie sur les règles coutumières, mais elle connaît toutefois certaines restrictions légales comme l'interdiction de chasser les espèces protégées, d'utiliser des armes à feu et des câbles en aciers. De plus, les produits de la chasse de subsistance ne peuvent être vendus, selon les termes de la loi forestière 94/01.

<sup>786</sup> *La nature du crime – répercussions du commerce illicites d'espèces sauvages sur la sécurité mondiale*, disponible sur <http://www.ifaw.org>. Cité par Fouchard (I.) et Neyret (L.), « 35 propositions pour mieux sanctionner les crimes à l'environnement », Rapport de synthèse à l'ouvrage *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, op. cit., p.317.

<sup>787</sup> Haken (J.), *Transnational Crime in the Developing world*, Washington DC, Global Financial Security. Disponible sur : <http://www.gfintegrity.org>. Cité par Fouchard (I.) et Neyret (L.), « 35 propositions pour mieux sanctionner les crimes à l'environnement », Rapport de synthèse à l'ouvrage *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, op. cit., p.317.

<sup>788</sup> Anderson, 1997. Cité par Bernard (T.), *La lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages*, op. cit., p.73.

<sup>789</sup> Fonds mondial pour la nature [WWF], 2012.

Au Cameroun, le commerce illégal des espèces sauvages animales semble prospérer. Par exemple, le rapport ETIS de Traffic, édition 2007 soulignait que, depuis 1998, environ les trois quarts du commerce illicite impliquaient le Cameroun et le Nigéria et que, ces deux pays restaient activement connectés au commerce illicite d'ivoire. De plus, ces pays ont un important marché domestique d'ivoire qui est très peu réglementé.<sup>790</sup>

Dans les années 2000, les chiffres sur l'importance réelle du commerce de viande de brousse avaient été publiés. Un inventaire réalisé sur les 4 marchés principaux du Cameroun indiquait que 2300 kg de viande de brousse en moyenne sont commercialisés chaque jour, soit 70 tonnes par mois. Presque tous les types de mammifères et de reptiles sont proposés sur les marchés urbains. La viande de gorille et d'éléphant y est vendue à prix fort aux meilleurs restaurants. Leur consommation est devenue un symbole de statut social dans les villes.<sup>791</sup>

Au total, si les espèces sauvages animales sont si menacées, c'est que la législation mise en place ne permet pas toujours d'assurer une protection satisfaisante. Le rapport de Greenpeace ci-dessus mentionné, cite comme l'un des facteurs du développement du braconnage, une absence générale du respect de la législation existante en matière de chasse et de protection des animaux.<sup>792</sup> T. Bernard<sup>793</sup> ne manque pas lui aussi d'établir un lien entre la législation en vigueur et les atteintes observées dans le sous-secteur faunique. Il souligne fort à propos que, « *l'un des éléments fondamentaux de l'attrait du trafic d'espèces sauvages est le faible risque d'en subir les conséquences.*<sup>794</sup> *En effet, les États n'ont pas tous adopté une législation adaptée qui permet la répression de tels actes criminels, et la mise en application d'une telle législation est encore plus rare. Contrairement à d'autres domaines, lorsqu'il s'agit de problèmes environnementaux, l'application des législations est souvent inexistante ou les peines insignifiantes. Les mesures coercitives, les poursuites judiciaires, les sanctions et toute autre mesure dissuasive en la matière manquent en effet largement d'efficacité.* »<sup>795</sup>

Comme nous pouvons le constater, le secteur des forêts et de la faune est sujet à de nombreuses atteintes dues à l'inefficacité de la législation à assurer une protection optimale de ces milieux. Ce constat est également observable dans les autres secteurs de l'environnement au Cameroun.

### 6.1.2. Dans les autres secteurs de l'environnement

298. Il n'y a pas que les atteintes sur les forêts et la faune qui causent de graves dégâts à l'environnement au Cameroun. D'autres secteurs subissent tout aussi les foudres de l'action de l'Homme. Il en est ainsi de l'air ; des sols et du sous-sol ; des eaux qu'elles soient continentales ou maritimes ; des établissements humains (...).

Il s'agit pour l'essentiel des cas de pollution et des autres nuisances dont la nature dépendra du milieu concerné et de la source. La pollution a connu une forte augmentation aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècle, en raison d'une industrialisation fulgurante et d'une intense exploitation des ressources naturelles, de la construction des infrastructures de transport, de la pêche et de l'agriculture industrielle, de l'élevage intensif, de l'urbanisation, de la combustion des hydrocarbures, du chauffage domestique, de l'incinération des déchets, de la consommation de l'énergie, du fonctionnement des centrales nucléaires et thermiques, des

<sup>790</sup> Ngandjui (G.) et Ringuet (S.), *Manuel ETIS: Le programme ETIS de suivi du commerce illégal de l'ivoire et autres produits de l'éléphant d'Afrique Loxodonta africana comme outil de protection de l'éléphant au Cameroun*, Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF), Cameroun Direction de la Faune et des Aires Protégées (DFAP), p.5.

<sup>791</sup> Verbelen (F.), *L'exploitation abusive des forêts équatoriales du Cameroun*, op. cit., 1999, p.27.

<sup>792</sup> Ibid.

<sup>793</sup> Bernard (T.), *La lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages*, op. cit., p.74.

<sup>794</sup> Fonds mondial pour la nature [WWF], 2012.

<sup>794</sup> Zimmerman, 2003.

<sup>795</sup> WWF, 2012.

déchets radioactifs et des smogs industriels et de l'augmentation de la population mondiale, (...).<sup>796</sup>

La pollution est définie comme toute contamination ou modification directe ou indirecte de l'environnement provoquée par tout acte susceptible d'affecter défavorablement une utilisation du milieu favorable de l'Homme ; de provoquer ou qui risque de provoquer une situation préjudiciable pour la santé, la sécurité, le bien-être de l'Homme, la flore et la faune, l'air, l'atmosphère, les eaux, les sols et les biens collectif et individuel.<sup>797</sup> Certains milieux de l'environnement subissent ces pollutions, on parle alors de milieux récepteurs, d'autres par contre émettent plutôt ces pollutions on parle de milieux générateurs.

Nous analysons dans un premier temps les atteintes sur les milieux récepteurs (6.1.2.1.), dans un second, les atteintes qui sont causées par les différents milieux générateurs (6.1.2.2.) de pollution, à savoir, les installations classées dangereuses, insalubres ou incommodes et des activités polluantes.

### **6.1.2.1. Les atteintes sur les milieux récepteurs**

**299.** Selon la classification qui est faite par la Loi-cadre portant sur la gestion de l'environnement au Cameroun, les milieux récepteurs sont au nombre de cinq. Il s'agit de l'atmosphère ; les eaux continentales et les plaines d'inondation ; le littoral et les eaux maritimes ; les sols et du sous-sol et les établissements humains.

Ces milieux subissent des atteintes. Cependant, certains reçoivent plus de pression que d'autres. Nous consacrons nos développements sur la pollution atmosphérique (6.1.2.1.1.) et de celle des sols et du sous-sol (6.1.2.1.2.).

#### **6.1.2.1.1. Une pollution atmosphérique en nette progression**

**300.** Pour vivre, l'être humain a besoin d'environ entre 10 000 à 15 000 litres d'air chaque jour. Cela signifie entre 12 et 18 kg d'air ! Hors cet air est, de nos jours, de plus en plus pollué et de moins en moins pur, il est modifié par des éléments qui sont néfastes à notre environnement et à notre santé.<sup>798</sup> Le Cameroun n'est pas loin de cette réalité. En effet, en 2008, l'OMS le classait sur la liste des pays où l'air est le plus pollué.<sup>799</sup>

Il est vrai que la pollution de l'air peut se produire de manière naturelle lors des tempêtes de sables, les émissions des volcans en éruption. Cependant, la pollution atmosphérique par l'effet de l'Homme est la plus importante et la plus dangereuse. Lors d'un Colloque<sup>800</sup>, les participants avaient eu l'occasion de se pencher sur cette question. Les facteurs de pollution

<sup>796</sup> Cf. De Plunkett (P.), *L'écologie. De la Bible à nos jours*, pp.160-161 ; 195-201. Cité par Nzamba Diba Pombo (T.), *Enjeux de la dégradation de l'environnement en Afrique Crise écologique et conception négro-africaine de la vie Approches éthique et théologique*, Julius-Maximilians-Universität Würzburg Katholisch-Theologische Fakultät, 2013, p.18.

<sup>797</sup> Art. 4 (v) Loi-cadre sur l'environnement au Cameroun.

<sup>798</sup> Attiyeh (M.), Labaky (R.) et Vitale (A.), *Responsabilité humaine, santé et environnement*, Sujet4\_Version2DEF.docx, 2016, p.1.

<sup>799</sup> « L'Afghanistan, l'Angola, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, Erythrée, Ethiopie, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Niger, l'Ouganda, le Pakistan, la RDC, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo » ; in De nouvelles estimations font ressortir le très lourd bilan de la pollution de l'air à l'intérieur des habitations : voir <http://www.who.int/entity/mediacentre/notes/2007/fr>. Cité par Nsanzimana (A.), « L'air au Cameroun : Quels mécanismes juridiques et mesures politiques pour une gestion durable ? », Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR – Genève – Suisse) – Diplôme BAC + 5 en Droit International de l'Environnement 2009.

<sup>800</sup> Colloque International 'Dynamiques Urbaines et Enjeux Sanitaires' Mercredi 11 septembre 2013, Université Nanterre, Paris.

de l'air de la ville de Yaoundé avaient été identifiés lors dudit Colloque. On retient que, le trafic automobile : circulation très dense en certains points du centre-ville ; l'emploi généralisé des 2 roues (avec un mélange plus ou moins trafiqué) ; le brûlage des ordures (y compris déchets plastiques) ; l'emploi de bois ou charbon de bois pour la cuisine ; la poussière des rues et des routes non asphaltées ; la pollution artisanale et industrielle, sont les principales causes de pollution de l'air au Cameroun.

La pollution causée par les engins motorisés est en expansion au Cameroun. Le nombre de véhicules entrant sur nos routes va croissant qu'ils soient à deux roues, à quatre roues ou plus. Mais la qualité de ceux-ci n'est pas toujours au rendez-vous. Selon les statistiques du Guichet Unique du Commerce (GUC) et de la 'Société Générale de Surveillance' (SGS), les importations de véhicules d'occasion au port de Douala se situent autour de 45 000 en 2017. Or, il s'agit là des véhicules de seconde main qui, pour la plupart ne répondent plus aux normes techniques et environnementales européennes. Ils deviennent de ce fait, de potentielles sources de pollution pour l'environnement. Comme le souligne un auteur<sup>801</sup>, *« suffoquer sous d'épaisses fumées noires, qui entourent voitures, motos et piétons, rendant ainsi la visibilité quasiment nulle et la respiration difficile, sont des scènes auxquelles sont habituées les populations tant à Douala que dans d'autres capitales africaines [...] du fait du gaz carbonique rejeté par ces voitures [...] »*.

Prenons encore le cas de la gestion d'ordures. Celle-ci constitue un réel problème au Cameroun, surtout la gestion d'ordures ménagères. La société Hysacam chargée de procéder au ramassage quotidien est débordée par le volume de ces déchets. Il est très commun de trouver des immondices sur la voie publique dans les grandes villes du Cameroun telles que Yaoundé, Douala, Bafoussam (...).

Pour se débarrasser de ces ordures, les populations, mais aussi la société Hysacam procèdent très souvent à la mise à feu des ordures. Or, cette technique traditionnelle de traitement d'ordures constitue un réel danger pour la santé de l'Homme. D'autant plus que, les incinérations ont souvent lieu dans les zones à forte affluence telles que les carrefours, les marchés (...). Les fumées toxiques émises lors de ces brûlis, sont inhalées par les populations qui sont exposées à des maladies respiratoires.

Ces atteintes se pratiquent en marge de la législation en vigueur qui pourtant, interdit d'émettre dans l'air toute substance polluante notamment, les fumées, poussières ou gaz toxiques corrosifs ou radioactifs, au-delà des limites fixées par les textes d'application de la présente loi ou, selon le cas, par les textes particuliers.<sup>802</sup> La réglementation en vigueur n'est tout simplement pas suffisamment appliquée. Ce qui contribue à la prolifération de ces atteintes.

La protection des sols et sous-sol révèle également des défaillances dans l'application concrète des textes.

#### **6.1.2.1.2. La pollution des sols et sous-sol**

**301.** La pollution des sols et par ricochet celle du sous-sol est réelle au Cameroun. Le sol est défini comme la partie superficielle de la croûte terrestre, à l'état naturel ou aménagée pour le séjour de l'Homme ; zone, surface (de la superficie terrestre ou d'un espace aménagé par l'Homme).<sup>803</sup> Le sol n'est pas seulement le support des constructions et des activités

---

<sup>801</sup> L'Afrique : Grand marché de voitures d'occasions, cfr. [Http : //www.camer.be/index1.php.art](http://www.camer.be/index1.php.art). Cité par Nsanzimana (A.), « L'air au Cameroun : Quels mécanismes juridiques et mesures politiques pour une gestion durable ? » *Op. cit.*, 2009, non paginé.

<sup>802</sup> Art. 21 §2 de la Loi-cadre.

<sup>803</sup> Dictionnaire de la langue française Grand Robert.

humaines, mais remplit aussi de nombreuses fonctions indispensables à l'équilibre des écosystèmes et constitue une interface entre l'air et l'eau. Le sous-sol lui, s'étend comme la couche de l'écorce terrestre qui se trouve au-dessous du sol.

Le sol au Cameroun subit diverses atteintes qui peuvent être chimiques, biologiques et physiques. Certaines d'entre elles sont accidentelles, d'autres volontaires. Quoi qu'il en soit, la dégradation des sols en Afrique et plus particulièrement au Cameroun est un sérieux problème. En effet, parmi les facteurs qui peuvent être à l'origine de la dégradation des sols, deux seront relevés ici, la pollution agricole et la pollution industrielle.

**302.** Relativement à la pollution agricole, soulignons que le secteur agricole occupe une place importante dans le tissu économique camerounais. Selon le MINADER, la contribution de l'agriculture à la croissance économique du Cameroun a été de 76,38% en 2017, pour un secteur qui emploie près de 60% de la population active. Cependant, comme le note un rapport de la Banque Mondiale (2008)<sup>804</sup>, l'intensification agricole a également créé des problèmes pour l'environnement, que ce soit la réduction de la biodiversité chez l'exploitant ou la mauvaise gestion de l'eau d'irrigation, l'épuisement des eaux souterraines ou la pollution agrochimique. Toujours selon cette étude, les coûts sanitaires qui y sont associés sont élevés. Chaque année, 355 000 personnes dans le monde meurent d'empoisonnement par les pesticides.<sup>805</sup>

**303.** S'agissant des pollutions industrielles, convenons avec le Professeur Kamto que « *les déchets, quelles que soient leur nature ou leur dangerosité, constituent à l'évidence l'un des points noirs de la civilisation industrielle et de la société de consommation qu'elle a induite. Le problème est universel : bien qu'il ne revête pas encore la même acuité sur toutes les parties de la planète, il n'épargne aucune région du monde, et est partout l'objet de préoccupations tant au niveau local, national, qu'international* ». <sup>806</sup> Le Cameroun, bien que n'ayant pas encore connu un véritable boom industriel, n'échappe pas au problème de pollution industrielle.

En effet, ils sont peu, ceux industriels qui respectent la réglementation sur la gestion des déchets dangereux. Certains d'entre eux déposent leurs déchets à même le sol ou dans les cours d'eaux, sans toutefois procéder à leur traitement.<sup>807</sup> Il s'agit là d'une violation flagrante de la réglementation qui a du mal à être appliquée. Un auteur souligne en ce sens que « *la réglementation des déchets dangereux, comme d'ailleurs celle des déchets en général, n'est pas suffisamment respectée. Certes, elle est peu fournie, mais les quelques règles et principes disponibles sont peu suivis* ». <sup>808</sup>

Les milieux récepteurs subissent ainsi de nombreuses atteintes au Cameroun. Bien qu'il existe une réglementation dans ces secteurs, il demeure qu'elle tarde à se traduire véritablement en actes. Ce qui n'est pas de nature à protéger efficacement l'environnement.

Ce constat est presque généralisé à toute la matière du DPE camerounais. Ainsi, la réglementation sur les installations classées dangereuses, insalubres ou incommodes et des activités polluantes n'échappe pas elle aussi, au problème de l'ineffectivité.

---

<sup>804</sup> A consulter sur : [http://siteresources.worldbank.org/INTWDRS/Resources/477365-1327599046334/8394679-1327608078139/8395545-1327610544368/04\\_environnement\\_Alex.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTWDRS/Resources/477365-1327599046334/8394679-1327608078139/8395545-1327610544368/04_environnement_Alex.pdf).

<sup>805</sup> *Ibid.*

<sup>806</sup> Kamto (M.), *Droit de l'environnement en Afrique*, op. cit., p.305.

<sup>807</sup> Lire Baok (G.), Pollution des eaux et rivières et impact sur les populations riveraines : cas de la rivière Mgoua dans la zone industrielle de Douala-Bassa, Université de Dschang-FASA – Master en gestion de l'eau option environnement 2007.

<sup>808</sup> Longo (R.L.), La gestion des déchets dangereux au Cameroun, Master en relations internationales, option diplomatie, spécialité contentieux international, Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) – Université de Yaoundé II, – 2012.

### 6.1.2.2. Les atteintes des milieux générateurs

**304.** Les éléments entrant dans cette catégorie sont constitués des déchets ; des établissements classés ; des substances chimiques nocives et/ou dangereuses et des nuisances sonores et olfactives. Comme précédemment mentionné, la législation sur les pollutions causées par les installations classées dangereuses, insalubres ou incommodes et des activités polluantes, se caractérise par sa faible application.

L'importance de ces atteintes varie selon leurs sources. Nous prendrons en compte ici, les sources susceptibles d'avoir un grand impact sur l'environnement au Cameroun, les nuisances sonores (6.1.2.2.1.) et les établissements classés (6.1.2.2.2.).

#### 6.1.2.2.1. L'accroissement des nuisances sonores

**305.** Le développement urbain, s'il a permis de grandes avancées, il pose aussi beaucoup de problèmes, entre autres la pollution sonore. En effet, le milieu urbain camerounais est inondé de bruits. Le décret de 2011 portant réglementation des nuisances sonores et olfactives au Cameroun, distingue en son Article 2, trois sortes de bruits : le bruit particulier<sup>809</sup> ; le bruit résiduel<sup>810</sup> et le bruit ambiant.<sup>811</sup>

Mais jusque-là, on ne voit pas encore dans ces types de bruits leur caractère nuisible. C'est en lisant la définition de la notion de '*son*' tel que proposée par le législateur qu'on se rendra compte que le bruit peut constituer une nuisance. Selon toujours l'Article 2 du décret ci-dessus mentionné, le *son* est « *toute vibration acoustique ayant un niveau d'intensité et de durée susceptible de nuire à la santé publique ou qui interfère de manière excessive avec la jouissance de la vie ou de la propriété au voisinage de sa source* ». Pour l'OMS, le bruit est « *un phénomène acoustique présentant une sensation auditive désagréable* ». Les sources de pollution sonore sont légions. Toutefois, les bruits du voisinage issus des activités économiques et religieuses sont les plus répandues et gênantes dans l'environnement camerounais.

**306.** Concernant la pollution sonore des activités économiques, elle est assez importante. Au Cameroun, la plupart des activités économiques se déroulent à proximité des zones d'habitation. Ainsi, les entreprises et maisons partagent très souvent le même espace.

Dans les zones d'habitation, la pollution sonore y est particulièrement forte. Les entreprises, les établissements, les centres d'activités, les installations publiques ou privées établies à titre permanent ou temporaire à proximité des habitations, sont sources de nuisances sonores. En effet, à côté des maisons d'habitation, il se développe très souvent des petites activités génératrices de bruits telles que les ateliers de menuiserie, les garages automobiles, les discothèques, les supermarchés, les boulangeries, les restaurants, les débits de boisson (...). Les bruits issus de ces activités sont particulièrement gênants pour les populations. Malheureusement, elles ne trouvent pas toujours nécessaire de saisir les autorités compétentes pour exprimer leur mal être et faire appliquer la loi. Les plaintes restent de l'ordre de simples commentaires entre voisins. Les responsables de ces nuisances ne se soucient guère du tort qu'ils causent à leur entourage du fait de leurs activités. Même jusqu'à très tard dans la nuit, certaines de ces activités génératrices de bruits se poursuivent au mépris de la législation en vigueur. Il en est ainsi particulièrement du cas des débits de boisson qui dans certains quartiers des grandes villes du Cameroun, distillent 24h/24 de la musique dont l'écho peut

---

<sup>809</sup> L'une des composantes du bruit ambiant qui peut être attribué à une source particulière.

<sup>810</sup> Ensemble constitué de bruits habituels extérieurs et intérieurs dans un milieu donné en dehors du bruit particulier.

<sup>811</sup> Bruit résultant de l'action de toutes les sources de bruit dans un endroit donné et à un moment donné.

être entendu à des kilomètres. Les autorités compétentes sont très souvent complices de ces nuisances. Il suffit souvent d'un petit pourboire<sup>812</sup> pour qu'ils ferment les yeux sur l'atteinte.

S'agissant des zones industrielles, la proximité de celles-ci avec les zones d'habitation est tout aussi remarquable. Malgré l'existence des zones réservées exclusivement aux industries dont la conception et la réalisation sont effectuées par la Mission de développement et d'Aménagement des Zones Industrielles (MAGZI), on y retrouve encore dans ces zones des immeubles à usage d'habitation. À titre d'illustration, dans la zone industrielle de 316 hectares de Mvan, situé au Sud de la ville de Yaoundé, les populations ont illégalement occupé cette zone. Les opérations de déguerpissements n'ont pas permis de pouvoir restituer toutes les terres à la MAGZI. Dans un tel contexte, le risque de pollution sonore est très élevé pour ses populations à raison de leur installation dans des zones industrielles.

La réglementation sur les nuisances sonores et olfactives souffre ainsi de son manque d'effectivité. La pollution sonore ne peut dès lors que s'accroître en zone urbaine et même rurale. Nous notons aussi une augmentation des établissements classés dangereux susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à l'Homme.

#### **6.1.2.2.2. L'augmentation des établissements classés**

307. 4 600 (quatre mille six cents), c'est le nombre d'établissements classés répertoriés au Cameroun par le CNI en 2018. D'après la législation, entrent dans la catégorie d'établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes « [...] les usines, les ateliers, les dépôts, les chantiers, les carrières et, de manière générales, les installations industrielles artisanales ou commerciales exploitées ou détenue par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et qui présentent ou peuvent présenter soit des dangers pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement en général, soit des inconvénients pour la commodité du voisinage ».<sup>813</sup> Ces établissements peuvent être classés en deux catégories.<sup>814</sup> Les établissements de première classe, sont constitués des grandes entreprises et des multinationales, exemple : Eneo, CDE, Total, Razel (...). Les établissements de deuxième classe, constitués des PME et PMI, des établissements hospitaliers des hôtels, des boulangeries (...).

Un cadre législatif et réglementaire encadre l'activité de ces établissements. Mais celui-ci n'est pas toujours suivi. Bien que les inspections soient effectuées régulièrement, les décisions incriminant les établissements classés ne respectant pas la réglementation sont dérisoires. De plus, les inspections des agents du MINEPEDED donnent l'impression d'être orientés seulement vers les grandes entreprises comme le souligne un rapport.<sup>815</sup> Or, la contribution des petites entreprises à la dégradation de l'environnement est tout aussi importante. Aussi, le grand nombre de ces établissements ne permet pas toujours de tous les contrôler. À titre d'illustration, pour l'année 2017, sur les 4043 établissements à inspecter, 3533 ont effectivement été inspectés, portant ainsi à 87,38% le taux de réalisation annuel en termes d'inspections des établissements classés.<sup>816</sup> Il convient de rappeler que par rapport au nombre d'établissements classés en nette augmentation au Cameroun (12 000 environ), ce taux reste

---

<sup>812</sup> Qui peut se résumer à deux ou trois bières données aux agents de police chargés de patrouiller dans la zone. L'activité va ainsi se poursuivre jusqu'au petit matin.

<sup>813</sup> Art. 2 de la loi n° 98/015 du 14 juillet 1998 relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes.

<sup>814</sup> Cf. Décret n° 99/818/pm du 09 novembre 1999 fixant les modalités d'implantation et d'exploitation des établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes.

<sup>815</sup> Cf. Rapport Minjustice sur les droits de l'Homme au Cameroun en 2013, *op. cit.*, p.222.

<sup>816</sup> Cf. Rapport du CNI, *op. cit.*, p.3.

très faible, car, le taux général de couverture nationale à cet effet est d'environ 29,44% contrairement à 31% en 2016.<sup>817</sup>

Au total, dans les quelques secteurs de l'environnement ci-dessus analysés, les atteintes sont nombreuses malgré l'existence d'un cadre juridique permettant leur répression. Ces atteintes ne sont pas sans avoir des conséquences sur l'environnement et sur l'Homme.

## 6.2. Les effets des atteintes à l'environnement

**308.** On n'en compte plus, le nombre d'appels pour une prise de conscience des méfaits des atteintes à l'environnement. La situation est tellement préoccupante que les associations nationales et internationales ; les Etats ; les hommes d'église (...), ne manquent pas l'occasion lorsqu'elle se présente, pour tirer la sonnette d'alarme.

A titre d'illustration, en 2013, le pape François lors de sa messe d'inauguration, lançait ce message : *« je voudrais demander, s'il vous plaît, à tous ceux qui occupent des rôles de responsabilité dans le domaine économique, politique ou social, à tous les hommes et à toutes les femmes de bonne volonté : nous sommes 'gardiens' de la création, du dessein de Dieu inscrit dans la nature, gardiens de l'autre, de l'environnement ; ne permettons pas que des signes de destruction et de mort accompagnent la marche de notre monde ! »*.<sup>818</sup> Un autre appel tout aussi retentissant, était lancé en 2016 par Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE qui soulignait ceci : *« l'augmentation des atteintes à l'environnement partout dans le monde est très préoccupante. Les vastes sommes d'argent générées par ces crimes méprisables alimentent l'insécurité et maintiennent en activité des organisations criminelles internationales extrêmement sophistiquées. Il est essentiel que le monde agisse dès maintenant afin de combattre cette menace grandissante avant qu'il ne soit trop tard »*.<sup>819</sup>

En effet, comme le notent ces auteurs<sup>820</sup>, *« qu'ils soient le produit d'actes délibérés ou le résultat d'actes de négligence, ces dommages comportent des conséquences comparables, voire parfois davantage dramatiques, durables et traumatisantes pour les victimes, que celles attribuées aux traditionnels crimes contre la personne »*. Ces appels et bien d'autres font craindre des représailles dues à la destruction de l'environnement. Les effets peuvent se répercuter sur l'environnement et la nature (6.2.2.) et plus particulièrement sur l'Homme (6.2.1.).

### 6.2.1. Les conséquences des atteintes à l'environnement sur l'homme

**309.** La vie de l'Homme dépend totalement de celle de son environnement. Si l'on peut imaginer un environnement sans l'Homme<sup>821</sup>, on imaginerait difficilement l'Homme sans son environnement. La vie de l'Homme, et même sa survie dépend en grande partie de son environnement et de sa qualité. En effet, c'est de son environnement que l'Homme tire sa nourriture de tous les jours, qu'il se soigne, qu'il se vêtir (...). Ainsi, porter atteinte à l'environnement, c'est porter indirectement atteinte à l'Homme.

Les atteintes à l'environnement dans divers secteurs que nous avons analysé, ne seraient pas sans conséquences sur la vie des camerounais. En effet, la destruction de l'environnement

---

<sup>817</sup> *Ibid.*

<sup>818</sup> Christi (P.), *Des crimes environnementaux Lecture du rapport 'The rise of Environmental crime du PNUE'* (publié en juin 2016) / Commission Environnement, p.2.

<sup>819</sup> *Ibid.*

<sup>820</sup> Manirabona (A.) et Koutouki (K.), *Introduction : La criminalité environnementale. Criminologie*, 49(2), (2016), p.5. <https://doi.org/10.7202/1038414ar>.

<sup>821</sup> Dans le récit de la création contenu dans la Bible notamment dans le livre de la genèse, la terre avec tout ce qui s'y trouve a bel et bien existé avant l'Homme. Il est le dernier de la création.



entraîne avec lui la dégradation de la qualité de vie des citoyens (6.2.1.1.) ce qui fait craindre des menaces pour la survie de l'espèce humaine (6.2.1.2.).

#### 6.2.1.1. Dégradation de la qualité de vie des citoyens

**310.** Le droit à un environnement sain est un principe fondamental qui a été consacré au niveau international et national. Sur le plan international, le principe premier de la Déclaration de Rio<sup>822</sup> proclame que « *les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature* ». Au Cameroun, le législateur l'a consacré au niveau constitutionnel, législatif et réglementaire.<sup>823</sup> Le droit de l'Homme à un environnement sain appelle à la recherche et au maintien d'un environnement de qualité, c'est-à-dire un environnement favorable à la santé de l'Homme.

La mauvaise qualité de l'environnement aura nécessairement des répercussions sur le bien-être des populations. Or, les développements précédents ont démontré que la qualité de l'air, de l'eau, des sols et sous-sols (...), au Cameroun connaît une détérioration avancée. Ce qui inéluctablement, entraîne des conséquences néfastes sur la qualité de vie des citoyens, notamment sur leur santé (6.2.1.1.1.), ainsi que sur leur sécurité alimentaire (6.2.1.1.2.).

##### 6.2.1.1.1. Menaces sur la santé des populations

**311.** Selon la définition de l'OMS, la santé est un état de bien-être physique, mental et social, qui ne se caractérise pas seulement par l'absence de maladie ou d'infirmité. Il s'agit d'un concept large, influencé par de nombreux déterminants : des facteurs individuels génétiques (hérédité) et biologiques (vieillesse) ; des facteurs socioculturels (ressources, activité professionnelle, logement ...) ; des facteurs comportementaux liés au mode de vie (nutrition, exercice physique, tabagisme, toxicomanies ...) ; des facteurs environnementaux (agents microbiens, physiques, chimiques) ; l'accessibilité aux services de santé.<sup>824</sup> Le lien entre l'environnement et la santé est donc établi, de sorte que l'un a une influence sur l'autre.

Pourtant, il est aujourd'hui admis que la santé des populations dépend en majorité de la qualité de l'environnement. Si l'environnement est en bon état, il n'y aura moins de risques pour les populations. *A contrario*, si l'environnement est pollué, il y aura sans doute des conséquences néfastes sur la santé des populations car, elles peuvent contracter des maladies dites écologiques. On peut entendre par '*maladies écologiques*', toutes maladies de l'Homme survenues du fait de la dégradation de l'environnement. La qualité de l'environnement a donc forcément une incidence sur la santé des populations.

Plusieurs études le démontrent à suffisance. Une étude publiée dans la revue *The Lancet* souligne que, la pollution est la plus grande cause environnementale de maladie et de mortalité dans le monde aujourd'hui.<sup>825</sup> De même, d'après un rapport de l'ONU<sup>826</sup>, « *les conditions environnementales et sociales interagissent à la fois en faveur et en défaveur de la*

<sup>822</sup> Conférence des Nations Unies pour le développement et l'environnement-1992.

<sup>823</sup> Décret sur les modalités d'étude d'EI 2013, Arrêté sur les modalités d'EI, Arrêté sur les termes de référence (TDRs et PSGE) ; décret audit environnemental 2013.

<sup>824</sup> Quenel (P.), Festy (B.), « Actualité et dossier en santé publique », n° 13 décembre 1995, non paginé.

<sup>825</sup> Pour aller plus loin : [https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(17\)32588-6.pdf](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(17)32588-6.pdf). Consulté le 20/03/2019.

<sup>826</sup> Sixième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO-6) : résumé à l'intention des décideurs, Publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Première édition, 2019, p.16. Voir [https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/27652/geo6spm\\_ru.pdf?sequence=4&isallowed=y](https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/27652/geo6spm_ru.pdf?sequence=4&isallowed=y). Consulté le 20/03/2019.

santé humaine (bien établi). Les mauvaises conditions environnementales qui peuvent être modifiées ('conditions modifiables') sont à l'origine d'environ 25% des maladies et de la mortalité dans le monde (établi, mais incomplet) ». Toujours dans le même rapport, on peut lire que « la santé de l'environnement et la santé humaine sont étroitement liées et bon nombre de maladies infectieuses émergentes découlent d'activités qui affectent la biodiversité (établi, mais incomplet). Les modifications du paysage (résultant de l'extraction et de l'utilisation des ressources naturelles, par exemple) peuvent faciliter l'émergence de maladies touchant la faune sauvage, les animaux domestiques, les plantes ou les humains. On estime que les zoonoses représentent plus de 60% des maladies infectieuses humaines ».<sup>827</sup>

Ainsi, nombreuses sont ces maladies dues à la dégradation de l'environnement. Les plus répandues à l'heure actuelle étant des cas de cancers, les maladies respiratoires et cardiovasculaires.

Au Cameroun, une étude révèle que les maladies dues aux infections pulmonaires connaissent une progression permanente. En l'espace de 10 ans, elles se sont multipliées par deux.<sup>828</sup> Les principales maladies qui en résultent sont l'asthme, les pneumopathies aiguës bactériennes, les bronchites chroniques, les emphysèmes, les cancers, les pleurésies (...).<sup>829</sup>

La dégradation de l'environnement n'a pas que des effets sur la santé de l'Homme, mais aussi sur sa sécurité alimentaire.

#### 6.2.1.1.2. Menaces sur la sécurité alimentaire

312. Evoquer l'insécurité alimentaire comme conséquence de la dégradation de l'environnement au Cameroun pourrait paraître saugrenue. En effet, le Cameroun est toujours apparu comme le grenier des pays voisins de la sous-région Afrique centrale. Le pays dispose d'un fort potentiel naturel qui lui permet d'assurer son autosuffisance alimentaire. Mais cette réalité est de plus en plus discutable du fait de la dégradation accélérée de son environnement. D'après les chiffres publiés en 2019 par le MINADER, 1 069 783 personnes se trouvent en insécurité alimentaire au Cameroun.<sup>830</sup> Parmi les causes à ce phénomène, figurent en bonne place le problème de dégradation de l'environnement. Les effets de la dégradation de l'environnement sur la sécurité alimentaire des pays africains sont donc importants. Ce qui fera dire à un auteur que, « [...] la dégradation de l'environnement condamne l'Afrique à une dépendance alimentaire qui n'a pas encore dit son nom ».<sup>831</sup>

Au Cameroun, la formule restée célèbre du chef de l'Etat qui disait en 2010 que « le Cameroun produit ce qu'il ne consomme pas et consomme ce qu'il ne produit pas »<sup>832</sup>, traduit aussi une certaine dépendance alimentaire du Cameroun. Pourtant, le pays dispose d'un énorme potentiel agricole. Mais celui-ci est entrain de diminuer à cause de la dégradation accélérée de l'environnement.

<sup>827</sup> *Ibid.*, p.10.

<sup>828</sup> Rapport du Centre de pneumo physiologie de l'hôpital Laquintinie de Douala, février 2006. Cité par Bley (D.), *La pollution de l'air dans les centres urbains : entre environnement et santé, entre perceptions et mesures, Colloque International 'Dynamiques Urbaines et Enjeux Sanitaires'*, op. cit., non paginé.

<sup>829</sup> *Ibid.*

<sup>830</sup> Ces analyses ont été faites dans 40 départements issus de 7 des 10 régions du Cameroun, sur une période de trois mois (mars-avril-mai). Pour le ministre, la situation est acceptable dans 33 départements où le bilan alimentaire est relativement positif. Dans 7 départements par contre, la situation est critique. Toutefois, aucun département ne se trouve en phase d'urgence ou de famine. Cependant, la situation pourrait se dégrader au cours du prochain trimestre juin-juillet-août avec 21 départements en phase minimale, 12 en phase sous pression et 7 en phase de crise.

<sup>831</sup> Nzamba Diba Pombo (T.), *Enjeux de la dégradation de l'environnement en Afrique Crise écologique et conception négro-africaine de la vie Approches éthique et théologique*, op. cit., p.224.

<sup>832</sup> Discours de fin d'année à la nation du Président de la République du Cameroun, S. E. Paul Biya du 31 décembre 2010.

La dégradation de l'environnement contribue ainsi à l'insécurité alimentaire. C'est que, la population camerounaise tire en majorité sa nourriture de son environnement naturel. Mais celui-ci a beaucoup changé ces derniers temps. Il a subi de nombreuses atteintes, dont certaines sont irréversibles et constituent par conséquent une sérieuse menace pour la survie de l'Homme.

En effet, les activités de l'Homme telles le braconnage, la déforestation, l'utilisation abusive des pesticides et autres, à long terme peuvent conduire à une insécurité alimentaire. Prenons l'exemple de l'exploitation forestière. Son impact se fait souvent ressentir sur l'alimentation des populations riveraines. Monsieur Filip Verbelen nous en donne un exemple dans son rapport.<sup>833</sup> Il souligne notamment que, « *pour les villageois, les désavantages de l'exploitation forestière sont bien plus importants que les avantages : quand l'exploitation forestière démarre ou qu'une scierie est construite, la population du village croît plus rapidement. Les villages deviennent de petites villes, mais l'infrastructure ou l'alimentation ne suivent pas. La ville orientale de Yokadoun<sup>834</sup> est un exemple typique de ce développement : les coûts des produits alimentaires y ont fortement augmenté car l'alimentation locale est insuffisante, de sorte qu'il faut importer de plus en plus de produits* ». Il en est ainsi dans toutes les localités du pays où l'exploitation forestière est menée de manière incontrôlée.

En somme, le mauvais état de l'environnement a nécessairement des répercussions sur la qualité de vie des populations, notamment sur leur santé et leur sécurité alimentaire. Plus grave encore, il peut arriver que ce ne soit pas seulement la qualité de vie des populations qui soit menacée, mais la continuation de l'humanité en elle-même qui soit remise en cause du fait de la dégradation de l'environnement.

#### **6.2.1.2. L'espèce humaine en danger**

313. Le rythme et les effets de la dégradation de l'environnement jettent une crainte sur l'avenir de l'Homme. Certains auteurs n'hésitent pas à prédire la fin de l'humanité. Il en est ainsi notamment de Yves Paccalet dans son ouvrage<sup>835</sup>, intitulé *L'humanité disparaîtra, bon débarras !* Dans cet ouvrage, il critique ouvertement l'humanité et prévoit son extinction dans un avenir plus ou moins proche. À dire que la fin du monde risque ne pas arriver par le retour du Christ comme l'enseigne le christianisme<sup>836</sup>, mais au fait que l'Homme serait lui-même entrain de programmer sa fin en détruisant l'environnement.

Quoi qu'il en soit, ce qui est évident, c'est que l'environnement est en danger et de surcroît, l'Homme lui-même. Ce n'est pas la pandémie actuelle de coronavirus<sup>837</sup>, ou les différents rapports des Nations Unies et autres sur l'état de l'environnement qui nous démentiront. Bien au contraire, ceux-ci démontrent suffisamment le degré de gravité de la dégradation de l'environnement mondiale.

Le constat qui se dégage que ce soit au niveau national ou mondial est le suivant : des menaces sérieuses pèsent sur la vie des générations présentes (6.2.1.2.1.) et sur celle des générations futures (6.2.1.2.2.).

---

<sup>833</sup> Verbelen (F.), *L'exploitation abusive des forêts équatoriales du Cameroun*, op. cit., 1999, p.28.

<sup>834</sup> Petite localité située à l'Est du Cameroun.

<sup>835</sup> Paccalet (Y.), *L'Humanité disparaîtra, bon débarras !*, Paris, j'ai lu, 2007. Cité par Fotso Chebou Kamdem (F.V.), La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, op. cit., p.86.

<sup>836</sup> V. Apocalypse 19 verset 11-19 dans la Bible Louis Second, éditions Genève, 1979, pp.1249-1250.

<sup>837</sup> Lire une contribution sur cette pandémie, Ondoua Akoa (G.F.), « La liberté d'aller et venir à l'épreuve du Covid-19 », *Revue trimestriel de droit économique*, Dossier spécial : la Covid-19 et le droit, avril-juin 2020, pp.447-458.

#### 6.2.1.2.1. Menaces sur la vie des générations présentes

314. Les atteintes à l'environnement peuvent être classées en deux catégories : les atteintes réversibles et les atteintes irréversibles. Si les premières sont réparables, les secondes eux, sont irrévocables. Elles peuvent toucher aussi bien les choses que l'Homme. Parlant plus précisément du cas de l'Homme, il y a atteinte irréversible lorsque le dommage subi par l'Homme conduit à une infirmité, à une maladie incurable ou plus grave encore au décès de la personne.

De telles atteintes sont de plus en plus légion dans notre quotidien. Le Cameroun ne dispose pas encore de données fiables sur ces atteintes, notamment le nombre de décès enregistré par an du fait de la dégradation de l'environnement. Mais, sur le plan continental et mondial, les chiffres rapportés chaque année sont inquiétants. Selon l'ONU, en 2015, la pollution de l'environnement a causé près de 9 millions de décès, en particulier la pollution de l'air extérieur et domestique, mais aussi celle de l'eau.<sup>838</sup> Trois années auparavant, en 2012, le nombre de décès imputables à l'environnement était estimé à 12,6 millions au niveau mondial.<sup>839</sup> Parmi les régions du monde les plus menacées, l'Afrique occupait la troisième position avec 23% de décès imputables à la dégradation de l'environnement, derrière les régions comme l'Asie du Sud-Est (28%) et le Pacifique occidental (27%).<sup>840</sup> Mais la particularité de l'Afrique par rapport aux autres régions est que, c'est « *la seule région à avoir une charge de maladies infectieuses, parasitaires et nutritionnelles supérieure à celle des maladies non transmissibles, lesquelles sont toutefois en hausse, ce qui l'expose à un double fardeau* ». <sup>841</sup>

Les effets de la dégradation de l'environnement sur le continent africain sont donc considérables, ce qui fait dire à un auteur<sup>842</sup> que l'Afrique est un « [...] continent où l'environnement au propre et au figuré incarne la mort ». Une telle affirmation est assez grave et jette une forte inquiétude sur l'avenir des générations présentes, mais encore plus sur les générations futures.

#### 6.2.1.2.2. L'avenir des générations futures compromis

315. Pour que les générations futures puissent hériter d'un environnement de qualité, cela nécessite l'adoption par les générations présentes de comportements responsables vis-à-vis de l'environnement. Or, l'Homme ne semble pas encore avoir pris la pleine mesure de l'impact de la dégradation de l'environnement. Il continue à être « *un ravageur imprévoyant ; [...] un saccageur qui n'a d'autres préoccupation que son intérêt immédiat ; une espèce violente envers les autres comme envers elle-même ; un danger* ». <sup>843</sup> Ce qui inéluctablement pourrait avoir des répercussions sur les générations futures.

Depuis que l'Homme a commencé à se préoccuper de l'état de son environnement, l'accent a souvent été mis sur la protection des ressources naturelles et des espèces naturelles. L'épuisement ou encore l'extinction de ces choses inquiètent davantage les humains. D'où les appels pour leur utilisation rationnelle.

<sup>838</sup> Sixième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO-6), *op. cit.*, p.16.

<sup>839</sup> Deuxième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement Nairobi, 23-27 mai 2016, p.3.

<sup>840</sup> *Ibid.*

<sup>841</sup> *Ibid.*

<sup>842</sup> Nzamba Diba Pombo (T.), *Enjeux de la dégradation de l'environnement en Afrique Crise écologique et conception négro-africaine de la vie Approches éthique et théologique*, *op. cit.*, p.9.

<sup>843</sup> Paccalet (Y.), *L'Humanité disparaîtra, bon débarras ! Op. cit.*, p.17. Cité par Fotso Chebou Kamdem (F.V.), *La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais*, *op. cit.*, p.86.

Cependant, peu sont ceux qui, à un moment donné, se posent la question de savoir si un jour l'espèce humaine pourrait disparaître du fait de la dégradation de l'environnement. Le problème posé peut sembler ridicule au vu des statistiques actuelles sur l'évolution de la population mondiale<sup>844</sup>, ou encore ces recherches américaines qui concluent avec une certaine confiance que « *la réserve d'oxygène moléculaire dans l'atmosphère et dans les vastes étendues océaniques, n'est pas menacée dans un avenir prévisible par les activités de l'Homme* ». <sup>845</sup> Ces chiffres sont assez flatteurs et ne permettent pas de considérer que demain, ce serait au tour de l'espèce humaine de lutter pour sa survie du fait des multiples atteintes qu'elle cause à l'environnement.

Qu'à cela ne tienne, le problème mérite quand-même d'être posé car mieux vaut prévenir que guérir. On ne peut s'empêcher de s'inquiéter. Certains phénomènes qu'on ne connaissait pas hier, ont fait surface aujourd'hui. La hausse des émissions de gaz à effet de serre, les changements climatiques, les maladies écologiques<sup>846</sup> et autres, sont aujourd'hui des réalités. Ce n'est que ce qu'on connaît pour le moment, d'autres phénomènes plus graves encore ne risqueraient-ils pas de survenir demain ? En attendant, les quelques phénomènes que l'on connaît déjà, ont assez de conséquences sur le bien-être des populations. L'Homme en dégradant l'environnement se dégrade lui-même. Il n'est donc pas surprenant qu'il subisse parfois les représailles de ses agissements sur l'environnement. Tout ceci nous amène à une interrogation : les générations présentes ne seraient-elles pas en train de compromettre la vie des générations futures, pas en termes de gestion du patrimoine naturel, mais du prolongement de l'existence de l'espèce humaine ? La réponse à cette question ne fait point de doute, l'humanité court un grand risque ! « Il y a réellement », s'écrit Luc Decaunes, « *menace de mort, et pour l'espèce humaine, et pour ce dont elle dépend, sur quoi elle s'appuie* ». Il précise, « *nous atteignons dès à présent le point limite au-delà duquel il ne nous resterait à attendre que l'inéluctable anéantissement* ». <sup>847</sup>

Au total, les atteintes que subit l'environnement ont de graves conséquences sur la vie des populations. Non seulement elles fragilisent leur santé en provoquant des maladies, apportent des inquiétudes sur la sécurité alimentaire, pire encore, menacent l'existence de l'humanité toute entière. S'il est donc vrai que l'Homme subit les conséquences des atteintes à l'environnement, la nature n'en subit-elle pas autant ?

## 6.2.2. La portée des atteintes sur l'environnement et la nature

**316.** De même que les atteintes à l'environnement ont d'importants effets sur l'Homme, aussi leurs conséquences sur le milieu naturel sont désastreuses. Composé d'un ensemble d'éléments, l'environnement constitue au Cameroun « *un patrimoine commun de la nation. Il est une partie intégrante du patrimoine universel* ». <sup>848</sup> Mais ce patrimoine est fortement menacé du fait des nombreuses atteintes qu'il subit quotidiennement. Ce qui n'est pas sans effets. Certains d'entre eux sont si graves, qu'ils peuvent conduire à la disparition des espèces sauvages, d'autres par contre le sont plus ou moins, mais toujours est-il que leur impact sur la nature et l'environnement est considérable. Quels sont donc les effets des atteintes à l'environnement sur l'environnement lui-même et sur la nature ?

<sup>844</sup> Selon l'ONU, en 2018, la population mondiale était d'environ 7,5 milliards d'habitants, elle passera selon les projections médianes, à 10 milliards en 2050, et 11 milliards en 2100.

<sup>845</sup> Pinatel (J.), *Introduction au problème de la délinquance écologique*, Conférence présentée au XVIIème Congrès de criminologie, Nice, 1979, p.5.

<sup>846</sup> Selon certaines théories, il y aurait un lien entre la dégradation de l'environnement et la survenance de la pandémie du coronavirus.

<sup>847</sup> Pinatel (J.), *Introduction au problème de la délinquance écologique*, op. cit., p.5.

<sup>848</sup> Art. 2 de la Loi-cadre sur la gestion de l'environnement au Cameroun.

Il convient de distinguer les effets sur plusieurs écosystèmes (6.2.2.1.) ou sur un écosystème donné (6.2.2.2.).

#### 6.2.2.1. Les effets sur plusieurs écosystèmes

317. Il y a des phénomènes environnementaux dont les conséquences s'étendent sur plusieurs milieux, voire sur l'ensemble de la nature. Toutes les composantes de l'environnement se retrouvent dès lors ébranlées. Qu'il s'agisse du règne animal, végétal et humain, personne n'est épargné. Ces conséquences interviennent souvent après l'écoulement d'un temps plus ou moins long au cours duquel, la nature et l'environnement ont subi des atteintes de manière continue, jusqu'à provoquer le phénomène en question. Les effets qui en découlent peuvent alors se propager dans un espace plus ou moins vaste.

Les phénomènes pouvant avoir une telle influence sont nombreux. Nous mettrons l'accent sur deux d'entre eux, à savoir, le phénomène de changements climatiques (6.2.2.1.1.) et celui de la désertification (6.2.2.1.2.).

##### 6.2.2.1.1. Les changements climatiques

318. S'il y a un endroit au monde où le phénomène de changement climatique est une réalité, c'est bien au Cameroun. Le climat y est de plus en plus instable, le camerounais *lambda* peut facilement s'en rendre compte. On entend par changement climatique, des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et, qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables.<sup>849</sup> Le changement climatique a des effets néfastes consistant en des « *modifications de l'environnement physique ou des biotes dues à des changements climatiques et qui exercent des effets nocifs significatifs sur la composition, la résistance ou la productivité des écosystèmes naturels et aménagés, sur le fonctionnement des systèmes socio-économiques ou sur la santé et le bien-être de l'Homme* ».<sup>850</sup>

Les effets néfastes des changements climatiques au Cameroun sont nombreux. Ils se traduisent par : la réduction de la production agricole, la raréfaction des pâturages, le développement des maladies liées à l'eau et aux grandes chaleurs, des situations météorologiques extrêmes telles que les sécheresses, les inondations et même la multiplication des conflits entre les communautés en quête de biens vitaux, le tout dans un contexte de perte de la biodiversité.<sup>851</sup> Quelques chiffres permettent de cerner l'ampleur de ce phénomène. Ainsi, « *the most devastating cases occurred in 2000, 2003 and 2007 in the coastal highlands of the south west of the country, causing US\$ 450 000 worth of damage* ».<sup>852</sup> Aussi, « *over the last 20 years, floods have affected more than 90 000 people and killed more than 100 throughout the country* ».<sup>853</sup> Au niveau mondial, l'OMS estimait en

---

<sup>849</sup> Art. 2 de la Convention des Nations Unies sur le changement climatique du 09 mai 1992.

<sup>850</sup> *Ibid.*, p.1.

<sup>851</sup> Cf. Atelier sur les statistiques de l'environnement en appui à la mise en œuvre du CDSE 2013, Libreville 27 novembre au 1er décembre 2017.

<sup>852</sup> Ministry of Environment, Nature Protection and Sustainable Development (2015: 2; 23-24). Cited by Owona Mbarga (D.A.), « Indigenous peoples and climate change in Cameroon », in Kameri-Mbote | Paterson | Ruppel | Orubebe | Kam Yogo (Eds.), *Law | Environment | Africa*, Publication of the 5th Symposium | 4th Scientific Conference | 2018 of the Association of Environmental Law Lecturers from African Universities in cooperation with the Climate Policy and Energy Security Programme for Sub-Saharan Africa of the Konrad-Adenauer-Stiftung and UN Environment, p.165.

<sup>853</sup> *Ibid.*, p.165.

2014 que le réchauffement climatique pourrait causer la mort de près de 250 000 personnes chaque année.

Il s'agit là d'une situation assez paradoxale étant donné que le Cameroun ne contribue pas assez à l'émission des gaz à effet de serre (GES), mais il en subit les effets. C'est plutôt les pays avec un fort taux d'industrialisation qui sont les plus grands émetteurs des GES, mais dont les effets se répercutent dans le monde entier. Preuve que, le problème de changement climatique ne connaît pas de frontières, aucun endroit du globe terrestre n'est épargné.

Ce qui est vrai pour les changements climatiques, ne l'est-il pas *a fortiori* pour la désertification ? Puisque celui-ci, non seulement est une conséquence du changement climatique, mais présente des effets plus destructeurs que ceux des changements climatiques.

#### 6.2.2.1.2. La désertification

**319.** La désertification s'entend comme « *la dégradation des sols dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines* ». <sup>854</sup> Il ne s'agit pas de l'avancée du désert comme on pourrait le penser, mais plutôt de la dégradation persistante des écosystèmes des terres arides qui résultent des activités humaines et des changements climatiques.

En effet, comme le décrit le rapport de la FIDA <sup>855</sup>, la désertification se produit lorsque l'on supprime le couvert forestier et végétal qui sert de lien au sol. Elle se produit lorsque l'on coupe les arbres et les buissons pour en faire du bois de feu ou de construction, ou pour nettoyer des terres en vue de les mettre en culture. Elle se produit lorsque les animaux dévorent les herbages et provoquent, avec leurs sabots, l'érosion des terres arables. Elle se produit lorsqu'une exploitation intensive provoque l'épuisement des éléments nutritifs du sol. L'érosion éolienne et hydrique aggrave les dégâts, emportant la couche superficielle du sol et laissant derrière elle un mélange très peu fertile de poussière et de sable. Ce sont ces facteurs conjugués qui transforment des terres dégradées en désert.

La situation est particulièrement grave en Afrique, où 66% de la superficie se compose de terres arides ou de déserts et où près de 75% des terres agricoles seraient déjà dégradées. <sup>856</sup> Le Cameroun n'échappe pas à ce phénomène. La pression sur les terres et sur les ressources naturelles apparaît de plus en plus forte, que ce soit pour les besoins de subsistance, de bois de feu, de pâturage ou pour l'exploitation forestière. En dépit de ses riches potentialités, le phénomène de désertification et de dégradation des terres a tendance à se généraliser et touche tous les écosystèmes, même les plus humides. <sup>857</sup>

**320.** Les régions du Cameroun les plus affectées par le phénomène d'après le document sur le Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification, sont l'Extrême-Nord et le Nord ; l'Adamaoua ; l'Ouest et le Nord-Ouest, en raison de leur climat et de la pression exercée sur leur écosystème. La région du Sud subit moins le phénomène de désertification (Cf. La figure ci-dessous).

---

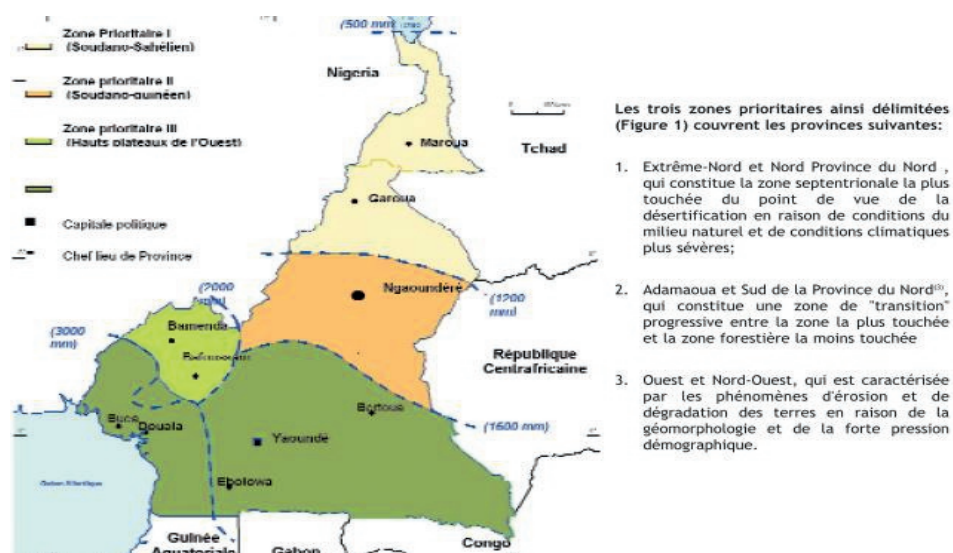
<sup>854</sup> Art. 1 (a) de la Convention des Nations-Unis de lutte contre la désertification du 17 juin 1994.

<sup>855</sup> Le FIDA et la désertification [www.ruralpovertyportal.org/web/guest/topic/home/tags/desertification](http://www.ruralpovertyportal.org/web/guest/topic/home/tags/desertification). Consulté le 27/03/2019.

<sup>856</sup> Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD), 2006, p.1.

<sup>857</sup> *Ibid.*, p.4.

Figure : Situation des zones prioritaires du point de vue de la désertification



Source : IRAD, 2006

Le changement climatique et la désertification influencent l'ensemble des écosystèmes. Le premier parce qu'il change complètement l'état de l'atmosphère et les circonstances météorologiques de la nature. Le second, parce qu'il fait disparaître presque toute vie dans les milieux concernés.

S'il est vrai que certains phénomènes touchent tous les écosystèmes, d'autres par contre ont des effets seulement sur un écosystème donné. C'est cette catégorie de phénomènes que nous allons tout de suite examiner.

#### 6.2.2.2. Les effets sur un écosystème donné

323. A la différence des phénomènes ayant des effets sur plusieurs milieux que nous venons d'analyser, d'autres ont des effets limités à un écosystème donné. Même s'il est vrai que les éléments de la nature sont liés entre elles. Néanmoins, les effets de la dégradation d'un écosystème, ont souvent des conséquences plus ou moins directs sur d'autres écosystèmes. Il en est ainsi du cas de la déforestation (6.2.2.2.1.) et de la disparition des espèces menacées d'extinction (6.2.2.2.2.).

##### 6.2.2.2.1. La déforestation

324. La déforestation est définie comme une conversion anthropique à long terme ou permanente de terres forestières en terres non forestières.<sup>858</sup> Il faut la distinguer de la dégradation forestière qui est entendue comme la réduction de la capacité de la forêt à fournir

<sup>858</sup> Définition 11/CP7. Cité par Tchatchou (B.), Sonwa (DJ.), Ifo (S.) et Tiani (AM.), *Déforestation et dégradation des forêts dans le Bassin du Congo : État des lieux, causes actuelles et perspectives*, Papier occasionnel 120. Bogor, Indonésie : CIFOR, 2015, p.5.



des biens et des services.<sup>859</sup> Plusieurs causes contribuent à la déforestation, la plus courante est le fait d'une exploitation abusive des arbres naturels. Relevons que, si la situation de la déforestation des forêts au Cameroun n'était pas alarmante durant la période 2000 à 2005 où le taux de déforestation était estimé à 0,03%<sup>860</sup>, la situation a certainement évolué au regard des nombreuses plaintes de cas d'exploitation illégale<sup>861</sup> de bois enregistrés ces dernières années. Aussi, certaines pratiques favorisant la déforestation ont toujours cours au Cameroun, comme la culture itinérante sur brûlis. Enfin, la population du Cameroun a aujourd'hui bien grimpée<sup>862</sup>, ce qui suppose plus de pression sur le milieu naturel.

Ces facteurs participent à la déforestation. On peut ainsi observer la diminution de la biodiversité ; la perte de la fertilité des sols ; la diminution de la production d'oxygène ; la baisse de la production de certaines cultures de rente (...). Toutes choses pouvant contribuer à la disparition de certaines espèces sauvages dont la survie est liée à cet écosystème.

#### 6.2.2.2.2. L'extinction des espèces

**325.** Beaucoup d'espèces sauvages, qu'ils soient du monde animal ou végétal, sont en danger. Certaines ont déjà disparu, d'autres sont en voie de disparition. Que ce soit les scientifiques, les ONG, les associations de défense de l'environnement (...), tous s'accordent sur le fait que, les espèces naturelles sont menacées d'extinction. Les chiffres en la matière sont particulièrement alarmants et inquiétants. Selon Edward O. Wilson<sup>863</sup>, les espèces disparaissent aujourd'hui à une vitesse 100 à 1 000 fois supérieure au taux d'extinction normal et jusqu'à 10 000 espèces disparaîtraient chaque année. Tout récemment, des chercheurs contribuant à la Revue Nature ont analysé les menaces les plus courantes auxquelles sont confrontées plus de 8 500 espèces menacées ou quasi menacées, inscrites sur la liste rouge de l'UICN.<sup>864</sup> Ce constat a suscité au niveau mondial un engouement en vue d'éradiquer ce phénomène. Mais jusque-là, les efforts semblent ne pas produire des fruits.

Le Cameroun n'échappe pas au phénomène d'extinction des espèces, les alertes sont régulièrement lancées pour avertir de ce qui risque d'arriver aux espèces sauvages si on ne prenait pas toutes les précautions nécessaires pour permettre leur utilisation rationnelle. Certaines espèces sont particulièrement regardées comme étant menacées au Cameroun. En effet, en ce qui concerne le monde animal, plusieurs espèces qui ont déjà disparu dans certains pays tropicaux et qui sont classées comme espèces menacées d'extinction, se rencontrent encore au Cameroun. Parmi celles-ci, on peut citer : le Rhinocéros à corne noire ; le Malaconotus Kupensis du Mont Koupé ; le Pan troglodytes des forêts denses humides ; les Cercopithecus pressier et cerythrotis du Mont Cameroun et des forêts denses humides ; le Francolin Camerunensis du Mont Cameroun et les Loxodonta africana chuchotis, Mandillus leucophaeus et Cercocebus torquatus.<sup>865</sup>

<sup>859</sup> Ibid. FAO, 2011.

<sup>860</sup> Ibid., p.13.

<sup>861</sup> Tout récemment, dans une correspondance datée du 21 mars 2019, le ministre de l'administration territoriale relevait les cas de collusion et les indécidables multiformes impliquant de nombreux chefs traditionnels, des élites, voire les autorités administratives dans l'exploitation forestière illégale.

<sup>862</sup> Elle est estimée aujourd'hui à plus de 22 millions d'habitants.

<sup>863</sup> Wilson, *La Diversité de la vie*, Paris, Odile Jacob, 1993. Cité par Delord (J.), *L'extinction des espèces : histoire et enjeux éthique d'un concept philosophique*, Université Paris XII, novembre 2003, p.7.

<sup>864</sup> Maxwell (S.), Fuller (R.), Brooks (T.) et Watson (J.), *Biodiversity: The ravages of guns, nets and bulldozers*, Nature 536: 143-145 (2016). Cited by WWF. 2018. Rapport Planète Vivante, 2018: Soyons ambitieux. Grooten (M.) et Almond, (R.E.A) (Eds). WWF, Gland, Suisse, p.8.

<sup>865</sup> Cf. Plan national de gestion de l'environnement au Cameroun, 1996, p.133.

326. Pour ce qui s'agit du monde végétal, les arbres sont considérés par l'UICN comme les '*éléphants du règne végétal*'. Leur existence conditionne celle de nombreuses autres espèces de la biodiversité. Leur rôle n'est donc pas des moindres, ils méritent pour cela d'être protégés. Certaines essences de bois très populaires au Cameroun figurent sur la liste des espèces menacées : l'acajou, l'afzéla (doussié), l'azobé, le bibinga, le dibétou, le kosipo, le moabi, le niangon, le sapelli et le sipo sont catalogués par le WCMC comme '*vulnérables*', un qualificatif qui désigne pour le WCMC une essence courant un risque élevé d'extinction sous forme sauvage à moyen terme.<sup>866</sup>

Dans certains pays comme la France, les risques pesant sur les forêts ont suscité un grand intérêt des associations pour la protection de cet écosystème. Certaines d'être elles allant même à vouloir faire reconnaître aux arbres des droits. Il en est ainsi de l'association A.R.B.R.E.S (Arbres Remarquables : Bilan, Recherche, Études et Sauvegarde) qui a présenté le 05 avril 2019 une Déclaration<sup>867</sup> pour une lecture à l'Assemblée Nationale. Le but du texte est d'inscrire l'arbre comme un être vivant dans le Code civil et aussi lui reconnaître des droits.

Au total, les différentes atteintes sur l'environnement démontrent le niveau de la criminalité environnementale qui sévit au Cameroun. Elle se manifeste au quotidien sans que les auteurs soient véritablement inquiétés. La législation en vigueur semble ne pas produire tous ses effets. Cette législation est jugée faible parce que peu appliquée. Toutes choses qui amènent l'Homme, l'environnement et la nature à subir les conséquences néfastes.

---

<sup>866</sup> WCMC 1998, p. 642. Cité par Verbelen (F.), *L'exploitation abusive des forêts équatoriales du Cameroun*, op. cit., p.8.

<sup>867</sup> Voir : <https://www.arbres.org/colloque-a-l-assemblee-nationale-p1.htm>. Consulté le 15 avril 2019.

## CONCLUSION DU TITRE III

**327.** Il était question dans ce titre d'examiner la question de la mise en œuvre du DPE au Cameroun. Cette mise en œuvre reste encore difficile, rendant le DPE camerounais inopérant.

Nous avons dans un premier temps, consacré un chapitre entier sur la faible effectivité du DPE camerounais en évoquant les facteurs qui sous-tendent cette situation. Pour l'essentiel, nous avons relevé que ces facteurs étaient non seulement objectifs mais aussi subjectifs. Les premiers se rapportaient aux limites constatées au sein du système judiciaire, les seconds sur des considérations d'ordre socioéconomique et culturel. Ces facteurs mis ensemble constituent de véritables obstacles pour la mise en œuvre du DPE au Cameroun. Si donc le DPE camerounais ne permet pas une répression efficace des atteintes à l'environnement, il est évident que c'est l'effet inverse à celui recherché qui se produit, la montée de la criminalité environnementale.

**328.** Un autre chapitre a été consacré à la portée de la criminalité environnementale sur l'environnement au Cameroun. Nous avons parcouru certains secteurs clés de l'environnement pour en faire ressortir les manifestations des atteintes à l'environnement. Si l'inapplication de la réglementation en vigueur favorise la perpétration des atteintes, d'autres facteurs autres que juridiques y contribuent aussi. Que ce soit dans le secteur des forêts et de la faune que dans les autres secteurs de l'environnement, le constat est le même, la réglementation n'est pas suivie.

Ces atteintes ont des répercussions aussi bien chez les humains que sur l'environnement et la nature. Chez l'Homme, on peut constater des menaces sur la santé, sur la sécurité alimentaire (...). Sur la nature et l'environnement, nous assistons à des changements climatiques ; la disparition de certaines espèces végétales et animales ; la déforestation pour ne citer que ces cas.

En dépit de la faible application de la norme pénale environnementale, il est fondamental que la norme pénale retrouve toute sa vigueur pour protéger efficacement l'environnement. Dans ce cas, on ne saurait se contenter d'un droit pénal de l'environnement virtuel sans véritables effets sur les faits. Il est pour cela primordial qu'une véritable politique pénale soit mise en place afin d'assurer l'effectivité du droit pénal de l'environnement. Dès lors, quelles réponses, quelles perspectives pour une protection efficace de l'environnement par le droit pénal au Cameroun ?

## TITRE IV : UNE PROTECTION PENALE A REFORMER POUR PLUS D'EFFICACITE

329. Les faiblesses du DPE camerounais sur les plans théorique et pratique relevées, nous conduisent à proposer quelques solutions pour assurer l'effectivité de la matière. Il ne s'agit nullement ici de remettre en cause tous les efforts qui ont jusque-là été accomplis par le législateur et les pouvoirs publics pour combattre cette forme de criminalité. Mais de proposer à partir de l'existant, de nouvelles stratégies pour une mise en œuvre effective du DPE, lesquelles pourront assurément contribuer à son efficacité.

Le DPE camerounais oscille entre forces et faiblesses. S'agissant des forces, l'on a fait remarquer que le législateur camerounais a mis en place un arsenal juridique que nous avons qualifié d'«*impressionnant*» pour protéger son environnement. A tel point que, si ce corpus de règles était effectivement mis en œuvre, il pourrait dissimuler les faiblesses que nous avons relevées.

Ces faiblesses toujours sur un plan théorique se rencontrent au niveau des règles substantielles, mais aussi au niveau des procédures instituées. Ces faiblesses textuelles ne sont pas sans avoir des incidences sur le plan pratique, au moment de l'application des normes.

330. C'est la raison pour laquelle, nous avons consacré une étude sur la mise en œuvre du DPE au Cameroun. L'on a pu constater que le DPE au Cameroun est ineffectif, les atteintes à l'environnement se multiplient sans que rien ne soit réellement fait, comme-si nous étions dans un domaine de non-droit.<sup>868</sup> Or, il est plus qu'une nécessité de rendre la protection de l'environnement par le droit pénal efficace. Les nombreux enjeux de l'environnement au Cameroun ne permettent pas de se contenter d'une protection imparfaite.

Un objectif qui n'est sans doute pas une panacée, nous a semblé capable d'assurer un tant soit peu, l'efficacité du DPE au Cameroun. En effet, s'il est vrai qu'au niveau juridique, l'environnement est devenu une préoccupation majeure au Cameroun, cela tarde à se traduire dans les faits. Les populations au Cameroun ne sont pas encore suffisamment imprégnées du droit de l'environnement. Il en est ainsi aussi bien chez les profanes que chez les professionnels du droit de l'environnement. Il est donc impératif qu'une véritable conscience environnementale naisse chez tous les acteurs.

Nous proposons deux axes en vue de rendre le DPE efficace au Cameroun. Le premier est préventif, il consiste à légitimer (**Chapitre 7**) le droit de l'environnement chez les citoyens afin de susciter en eux une conscience environnementale pour qu'ils deviennent des éco citoyens. Le second est répressif, il consiste à réaménager le cadre juridique de protection de l'environnement actuel (**Chapitre 8**).

---

<sup>868</sup> Le même constat est posé par Athanase Foka comme analysé au Chapitre 6.

## Chapitre 7. La légitimation du droit de l'environnement

**331.** Le droit de l'environnement n'a pas encore connu un véritable ancrage en Afrique, plus particulièrement au Cameroun. Celui-ci n'est pas encore entré dans les mœurs des populations et des professionnels du droit. En effet, comme le relève un auteur<sup>869</sup>, « [...] on peut s'interroger sur la légitimité même du droit de l'environnement. Si les citoyens perçoivent aujourd'hui sans difficulté l'utilité de l'environnement et des ressources naturelles, il n'est pas du tout sûr qu'ils perçoivent de la même manière l'utilité du droit de l'environnement. Expression de la volonté de la puissance publique, conçu sans la réelle participation des citoyens, le droit de l'environnement reste, aux yeux de nombreux d'entre eux, un ensemble de règles qui leur sont au mieux étrangères [...] ». Ainsi, « dans ces conditions l'on ne peut guère s'étonner que les populations n'appliquent pas des règles qu'elles ne connaissent pas et qui ne sont guère légitimes »<sup>870</sup> poursuit-il. Or, le DPE « [...] ne peut, en pratique, atteindre les objectifs qui lui sont assignés que si les principales règles qui en constituent la charnière sont acceptées naturellement par les citoyens qui les appliquent spontanément ».<sup>871</sup> Il se pose également au Cameroun comme dans d'autres pays africains, le problème de la légitimité du droit de l'environnement. En effet, au Cameroun, nous vivons dans « un contexte où le développement durable n'est pas encore ancré dans les esprits [...] ».<sup>872</sup>

Le problème plus général de la légitimité des normes en Afrique tire ses racines depuis la période coloniale. Les pays d'Afrique, surtout francophones se sont vus imposer un système juridique issu du colonisateur. Ce système juridique n'était pas toujours en adéquation avec les réalités culturelles africaines. Ce qui n'a pas été sans soulever quelques heurts entre droit écrit et droit traditionnel. Le domaine foncier en constitue une parfaite illustration de la confrontation existant entre le droit moderne et droit traditionnel. En effet, « problème sensible et épineux, la question foncière est un défi pour le législateur africain. Le droit foncier consacre en Afrique la gestion centralisée des terres par la puissance étatique, et ce depuis l'époque coloniale. Ce régime consacre le quasi-monopole de la propriété de l'Etat sur le sol et le sous-sol par une négation des droits coutumiers et de la propriété privée sur le foncier. Les heurts entre droits coutumier et droit moderne dans le domaine du foncier résultent du fait que la perception de la propriété n'est pas la même entre les deux univers culturels. La terre n'est pas perçue en Afrique comme une chose morte susceptible d'appropriation privative individuelle opposable à tout tiers, mais comme une chose sacrée qui assure la médiation de l'Homme au sacré et détermine les rapports sociaux de l'individu aux groupes ».<sup>873</sup>

**332.** Les deux conceptions de l'environnement étant ainsi diamétralement opposées, il va de soi que les modes de protection de l'environnement vont également différer d'une culture à l'autre. Contrairement à ce qu'on peut penser, la protection de l'environnement a toujours été

---

<sup>869</sup> Zakane (V.), « Problématique de l'effectivité du droit de l'environnement en Afrique : le cas du Burkina Faso », in *Aspects contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'ouest et centrale*, op. cit., p.31

<sup>870</sup> *Ibid.*, p.26.

<sup>871</sup> *Ibid.*, p.31.

<sup>872</sup> Kam Yogo (E.D.) et Koua (E.), « Les litiges environnementaux devant les juridictions camerounaises », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds. /dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, 1 éd., Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, p.909.

<sup>873</sup> Sime (R.N.), « L'intégration et harmonisation des normes de droit international de l'environnement dans le droit africain », in Granier (L.) (dir.), *Aspects contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'ouest et centrale* op. cit., p.164.

une préoccupation des africains. « *La preuve est faite, à partir d'études anthropologiques et d'une vaste littérature sur le 'savoir paysan' et les 'connaissances techniques locales' qui s'est développée depuis les années 70, que les paysans, les éleveurs, les chasseurs et les cueilleurs africains ont une connaissance et une pratique des techniques efficaces de gestion de l'environnement qui souvent réussissent à préserver à long terme des ressources naturelles* ». <sup>874</sup> Mais il faut relever que l'abondante production législative a fait perdre à la coutume une bonne partie de son influence. Bien que son application ait été limitée <sup>875</sup>, elle continue quand même à régir, certaines matières en même temps que le droit moderne. Le droit de l'environnement en est une parfaite illustration. <sup>876</sup>

Le législateur camerounais a solennellement consacré l'application du droit traditionnel en matière d'environnement. Il dispose notamment que « [...] *en l'absence d'une règle de droit écrit, générale ou spéciale en matière de protection de l'environnement, la norme coutumière identifiée d'un terroir donné et avérée plus efficace pour la protection de l'environnement s'applique* ». <sup>877</sup> La survivance de la coutume en matière d'environnement trahit l'attachement qu'ont les populations africaines avec leur environnement.

La réticence des populations au respect du droit écrit plutôt qu'à leur propre coutume dans le domaine de l'environnement peut dès lors se justifier. Les africains considèrent pour la majorité l'environnement comme un héritage ancestral, un don du divin à l'humanité. Ils entretiennent une relation très étroite avec leur milieu naturel. Or, avec l'intervention du droit écrit dans ce domaine, leur relation étroite avec l'environnement se retrouve brisée par la conception occidentale selon laquelle, l'environnement constitue une chose susceptible d'appropriation. Une certaine méfiance peut alors naître à l'égard de ce droit parce que vu comme quelque chose qui les prive de leurs droits. Preuve que le droit de l'environnement a du mal à s'imposer dans les consciences. Dans un tel contexte, on peut comprendre pourquoi l'adhésion du public à ce droit soit encore faible, il est en manque de légitimité. Or, pour reprendre un auteur, « *il faut insister sur le fait que ce concept est nécessaire à l'explication du fonctionnement des règles du droit car la légitimité est un facteur important de l'effectivité* ». <sup>878</sup>

<sup>874</sup> Fairhead (J.) et Leach (M.), « Représentations culturelles africaines et gestion de l'environnement », *rente foncière* p.11. Disponible sur : <http://politique-africaine.com/numeros/pdf/053011.pdf>, consulté le 07/06/2019.

<sup>875</sup> On peut citer l'exemple de la Cour suprême du Cameroun qui a, dès les lendemains de l'indépendance, affirmé : « [...] Dans toutes les matières de la coutume où il a été légiféré, la loi l'emporte sur la coutume », (affaire *Bessala Awona c/Bidzogo Gèneviève Cor. A*, n° 445 du 13 avril 1962). De plus, par atténuation du principe qui voudrait que l'option de juridiction emporte option de législation, la jurisprudence camerounaise admet : « [...] *A défaut de dispositions coutumières réglant les difficultés qui leur sont soumises, les tribunaux [coutumiers] doivent se référer à la loi écrite* ». (Affaire *Menamae c/Eyene*, J. CS COR. A du 4 janvier 1966, Penant Avril-Mai-Juin 1967). Enfin, précaution supplémentaire, le juge doit écarter la coutume lorsqu'elle est contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, où lorsque la solution à laquelle son application conduit est moins bonne que celle du droit écrit. (Affaire *Ateba Victor c/ Dame Ateba Marie CSA* n° 70/L du 18 juillet 1976). Cité par Guiffo (S.), « Les difficultés de l'encadrement juridique de la durabilité : le nouveau des forêts en Afrique centrale », in Granier (L.) (dir.), *Aspects contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'ouest et centrale*, UICN, Droit et politique de l'environnement, n° 69, 2008, p.77.

<sup>876</sup> V. Tchakoua (J-M.), « La question environnementale dans le système juridique du Cameroun », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds. /dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, 1 Ed., Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa 2018, p.181.

<sup>877</sup> Art. 9 (f) de la Loi-cadre *op. cit.* Il s'agit là de l'application du principe de subsidiarité pouvant être entendu comme un mécanisme qui définit le jeu de compétence dans l'application de plusieurs règles de droit. La primauté revenant à la règle de droit jugée plus efficace et plus proche des citoyens.

<sup>878</sup> Cohendet (M-A.), « Légitimité, effectivité et validité », in *Mélanges Pierre Avril*, La république, Montchrestien, Paris, 2001, p.212. Cité par Betaille (J.), Les conditions juridiques de l'effectivité de la norme en droit public interne : illustration en droit de l'urbanisme et en droit de l'environnement, *op. cit.*, p.379.

333. Il ne suffit pas d'avoir un droit pertinent sur papier, mais qui souffre d'une ineffectivité chronique, sans réelle influence sur les comportements des citoyens. C'est d'ailleurs ce que souligne le Professeur Minkoa She en ces termes : « *il ne suffit pas que le droit soit énoncé et prononcé : il faut surtout qu'il soit reçu, non seulement parce que c'est à cette seule condition qu'il a une chance d'être efficace, mais encore parce qu'il est de son essence d'être une régulation sociale et qu'il ne peut par conséquent avoir d'existence que dans la mesure où il est, fut-ce de mauvais gré, accepté* ». <sup>879</sup> L'illégitimité des normes peut avoir des effets sur leur validité. Par exemple, « *si une norme juridique interdit de tuer les animaux d'une certaine espèce en attachant une sanction comme peine au fait de les tuer, elle perdrait sa validité si l'espèce animale disparaissait et si, par conséquent, ni son observance, ni son application n'étaient possibles* ». <sup>880</sup>

Si la légitimité est tant une condition essentielle de l'effectivité des normes, notamment de la norme environnementale, la question qui se pose est de savoir, comment rendre légitime le droit de l'environnement pour permettre au DPE camerounais d'être efficace ?

La doctrine aujourd'hui semble d'avis que le meilleur moyen d'assurer l'efficacité du DPE, c'est d'impliquer davantage les populations dans la gestion de l'environnement. Dans son propos de clôture des débats à la réunion de l'AHJUCAF en 2008, le Professeur Prieur était appelé à répondre à une question : faut-il un droit pénal de l'environnement ? La réponse était affirmative, « *le droit pénal est ici indispensable mais il ne faut pas tout en attendre. En effet la politique de l'environnement exige d'abord des actions importantes et suivies d'éducation, de formation et de sensibilisation à l'environnement* ». <sup>881</sup> A ces mesures, il faut ajouter le recours aux principes de participation, d'information et d'accès à la justice environnementale. Ces principe et mécanisme ont été consacrés par le législateur camerounais, notamment dans sa Loi-cadre sur l'environnement. L'Article 72 dispose notamment que : « *la participation des populations à la gestion de l'environnement doit être encouragée, notamment à travers : le libre accès à l'information environnementale, sous réserve des impératifs de la défense nationale et de la sécurité de l'Etat ; des mécanismes consultatifs permettant de recueillir l'opinion et l'apport des populations ; la représentation des populations au sein des organes consultatifs en matière d'environnement ; la production de l'information environnementale ; la sensibilisation, la formation, la recherche, l'éducation environnementale* ».

Il reste que ces exigences soient véritablement transformées en actes afin qu'elles ne restent pas de simples vœux pieux. Ce cadre juridique doit être renforcé de même que les actions d'information et de formation du public en matière d'environnement. Cela est d'autant plus nécessaire, car ces mécanismes sont à mettre dans la catégorie des mesures préventives de la criminalité environnementale.

La légitimation du droit de l'environnement passe par le renforcement de la démocratie environnementale (7.1.) d'une part, et par l'appropriation effective du droit de l'environnement (7.2.) par l'ensemble des acteurs.

<sup>879</sup> Minkoa She (A.), Essai sur l'évolution de la politique criminelle au Cameroun depuis l'indépendance, *op. cit.*, p.123.

<sup>880</sup> Kelsen (H.), *Théorie générale des normes*, (1979), Léviathan, PUF, 1996, p.185.

<sup>881</sup> Prieur (M.) (dir.), *Droit pénal de l'environnement et l'influence des Conventions internationales sur le droit interne de l'environnement*, *op. cit.*, p.425.

## 7.1. La légitimation par le renforcement de la démocratie environnementale<sup>882</sup>

334. « La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer au processus de prise de décision. Les Etats doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré ».<sup>883</sup>

Cette disposition met en exergue trois principes considérés comme des piliers de la démocratie environnementale. A savoir l'information, la participation, et de l'accès du public à la justice environnementale. Mais à cette époque, ces principes ne constituaient au niveau international que de simples recommandations faites aux Etats parties. Il était nécessaire qu'un instrument juridique spécifique à la matière soit consacré et ayant un caractère contraignant pour les Etats. C'est ainsi qu'en juin 1998 à Aarhus au Danemark, fut adoptée la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Il s'agissait là, d'un cadre juridique au profit des citoyens pour encourager leur participation à la gestion de l'environnement.

335. La finalité de tels mécanismes et procédures suit une logique trilogique. En effet, comme le souligne le Professeur Prieur<sup>884</sup>, « la participation à la prise de décision serait en quelque sorte à finalité pédagogique : apprendre à confronter les idées et à mesurer la complexité des problèmes à résoudre, c'est la participation école de démocratie.<sup>885</sup> Pour d'autres la participation, sous toutes ses formes, ne sert qu'à légitimer la décision et la rendre plus acceptable pour qu'elle ne soit pas considérée comme le simple caprice d'une autorité publique ; il s'agirait peut être d'une instrumentalisation de la participation ou mieux une sorte de partage de responsabilité. Enfin, une troisième thèse consiste à considérer que le but ultime de la participation est l'amélioration de la qualité de la décision ».<sup>886</sup> Il incombe alors à chaque Etats de mettre en œuvre les dispositions y relatives.

Or, comme le souligne A. Konaté, « il ne résiste pas à un constat lucide que la protection juridique de l'environnement dans les Etats africains souffre d'un déficit, nous dirons même d'une absence, de relations étroites entre les pouvoirs publics et les citoyens. Pour preuve, s'il n'en était besoin, le régime actuel de la participation, récemment mis en évidence en ce qui concerne l'Afrique francophone<sup>887</sup>, ne permet pas une information complète et, partant,

<sup>882</sup> La notion de démocratie environnementale apparaît sous la plume de nombreux auteurs pour désigner l'instauration de mécanismes de participation et d'information en droit de l'environnement. A titre d'illustration, il est possible de renvoyer à l'étude de Michel Prieur sur la Convention d'Aarhus mais aussi, plus récemment aux publications de Moliner Dubost (M.) « Démocratie environnementale et participation des citoyens », *A.J.D.A.*, 2011, p.259 et à l'étude de Larrue (C.) et Barbier (R.), « Démocratie environnementale et territoires : un bilan d'étapes », *Participations*, n° 1, 2011, pp.64-104. Cité par Fleury (M.), *La participation en droit de l'environnement*, Mémoire de Master 2 en droit public fondamental, Université Paris, p.18.

<sup>883</sup> Déclaration de Rio, Doc. NU A/CONF.151/26/REV.1 (1992), Art. 10.

<sup>884</sup> Prieur (M.), *L'information, la participation et l'évaluation environnementale*, cours n° 6, Master 'Droit international et comparé de l'environnement', Formation à distance, Campus Numérique 'ENVIDROIT', p.3.

<sup>885</sup> *Ibid.* Kelman (S.), «Adversary and cooperationist institutions for conflict resolution in public policymaking», *Journal of policy analysis and management* 11 pp.178-206 (1992); voir aussi Ulrich Beck, *risk society: toxards a new modernity*, Londres, sage (1992).

<sup>886</sup> *Ibid.* Selznich, *Tennessee Valley Authority* (1949). Cité par de Carlo (L.), *Gestion de la ville et démocratie locale*, l'Harmattan, 1996.

<sup>887</sup> Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), *La participation publique dans l'évaluation environnementale en Afrique francophone*, points de repère 23, Canada-avril 2013. Cité par Konaté



*une participation telle que souhaitée par les exigences liées à la protection efficace de l'environnement. Il permet encore moins une prise en compte effective de l'avis du public. Cette situation constitue sans contexte une des principales causes de l'effectivité réduite, voire inexistante, d'instruments juridiques, pourtant nombreux, dans le domaine de l'environnement ».*<sup>888</sup>

De plus, bien que le Cameroun fasse usage des principes démocratiques en matière d'environnement, il faut tout de même reconnaître que, la construction du cadre juridique sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, est encore imparfait. Des vides juridiques existent encore en la matière. C'est la raison pour laquelle nous pensons que, l'imprégnation du droit de l'environnement par le public ne saurait se faire sans l'établissement d'un cadre juridique clair de démocratie environnementale (7.1.1.). Une fois établi, ce cadre juridique doit être mis en œuvre à travers une promotion auprès du public (7.1.2.).

### **7.1.1. Établir un cadre juridique favorable à l'émergence d'une démocratie environnementale**

**336.** L'information, la participation et l'accès à la justice constituent les trois principes clés de la démocratie environnementale. Selon le professeur Kamto, l'information est « *le plus sûr moyen d'éclairer les choix et de persuader du bien-fondé des décisions à prendre* », tandis que la participation « *s'impose comme une méthode de recherche d'une acceptabilité des décisions prises en une matière qui touche le plus souvent directement à la vie et aux modes d'existence des populations* ». <sup>889</sup> Vu leur importance, ces principes doivent clairement être consacrés dans les Etats. Au besoin par l'adoption des lois spécifiques à ces droits.

Malheureusement, comme le souligne ce rapport<sup>890</sup>, « *l'exercice du droit d'accès à l'information au Cameroun se fait dans un contexte marqué d'une part, par l'absence d'un cadre d'ensemble de la participation aux processus de politiques publiques ; et d'autre part, l'accès à l'information publique n'est pas une réalité en raison de ce que le pays n'a pas encore ratifié la Convention d'Aarhus éponyme et ne dispose pas d'un texte spécifique sur l'accès à l'information* ». Au vu de ces manquements, il est impératif de combler ces insuffisances. Premièrement, en ratifiant la Convention d'Aarhus (7.1.1.1.), secondement, en complétant la législation nationale (7.1.1.2.).

#### **7.1.1.1. Ratifier la Convention d'Aarhus**

**337.** La Convention d'Aarhus n'est pas le premier instrument juridique à caractère international à consacrer les principes d'information, de participation et d'accès à la justice environnementale. Plus d'une vingtaine d'instruments juridiques internationaux et régionaux l'ont précédé.<sup>891</sup> Les plus importants concernent, le Pacte international relatif aux droits civils

---

(A.), « Pour une démocratie environnementale en Afrique : de nouveaux droits de citoyenneté indispensables à l'effectivité du droit de l'environnement », *RADE*, n° 01-2014, p.34.

<sup>888</sup> *Ibid.*

<sup>889</sup> Kamto (M.), *Droit de l'environnement en Afrique*, op. cit., p.415.

<sup>890</sup> Kengoum (F.) et Wete Soh (L.), *Le droit d'accès à l'information dans REDD+ au Cameroun : Acteurs, Approches de suivi et gestion des conflits*. FODER-MINEPDED. Yaoundé, Cameroun, 2017, p.15. La question a également été discutée par Armathé Amougou (J.), Mbomba Forghab (P.) et Ruppel (O.C.), « Le cadre juridique de changement climatique au Cameroun », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun-Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, p.726.

<sup>891</sup> Voir la liste de tous ces instruments juridiques dans Ebbeson (J.) et autres, *La Convention d'Aarhus : Guide pratique*, Avant-propos du secrétaire général de l'organisation des nations UNIES deuxième édition 2014, pp.15-

et politiques, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 16 décembre 1966<sup>892</sup> ; la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de Stockholm en 1972<sup>893</sup>. Auxquels il faut ajouter la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, adoptée par l'Organisation de l'union africaine à Banjul, le 27 juin 1981 ; la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (Déclaration de Rio), adoptée à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil), le 14 juin 1992 (...). Le principe 10 de cette Déclaration cité plus haut, a jeté les bases des trois piliers de la Convention d'Aarhus. Mais seulement, ces instruments juridiques traitaient ces principes de manière sommaire, une Convention spécifiquement consacrée à l'information, à la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement restait nécessaire.

Quatorze ans après la Convention de Rio, la Convention d'Aarhus sera adoptée le 25 juin 1998 et entrera en vigueur en 2001. Bien qu'il s'agisse d'une Convention régionale de la Commission économique de l'ONU pour l'Europe, tous les Etats membres de l'ONU peuvent en faire partie.<sup>894</sup> Le Cameroun étant membre de l'Organisation des Nations Unies, il peut valablement demander son adhésion à cette Convention. Même si les principes qu'elle énonce s'appliquent déjà au Cameroun, comme c'est d'ailleurs le cas dans beaucoup d'autres pays sans une adhésion formelle<sup>895</sup>, il est nécessaire que l'adhésion du Cameroun à cette Convention soit officielle.

Il s'agit d'une Convention d'une importance capitale pour la protection et la préservation de l'environnement au niveau mondial et national. Il n'est donc pas étonnant qu'elle soit aujourd'hui présentée par certains auteurs comme « *la référence internationale* »<sup>896</sup> en matière d'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement. L'ex-secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, disait, qu'il s'agit de « *l'initiative la plus ambitieuse menée sous les auspices de l'ONU dans le domaine de la démocratie en matière d'environnement* ». <sup>897</sup>

**338.** Autre particularité qui fait le mérite de cette Convention : c'est, « *le seul instrument international juridiquement contraignant qui accorde des droits généraux et concrets de participation au processus décisionnel ainsi que d'accès à l'information et à la justice en matière d'environnement* ». <sup>898</sup> Toutes les autres Conventions intervenues avant elle, ne formulaient que de simples recommandations sans effets contraignants pour les Etats.

La Convention d'Aarhus a, afin de garantir le respect de ses dispositions, institué un comité appelé '*compliance committee*', composé de huit personnalités indépendantes qui se penchent sur les éventuelles obstacles constatés dans la mise en œuvre de cette Convention. L'adhésion à cet instrument révolutionnaire sur l'accès à l'information et la participation du

---

16. [http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/Publications/Aarhus\\_Implementation\\_Guide\\_FRE\\_interactive.pdf](http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/Publications/Aarhus_Implementation_Guide_FRE_interactive.pdf). Consulté le 10/04/2019.

<sup>892</sup> L'Article 19 traite de la 'liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations'.

<sup>893</sup> Le principe 1 établit un lien entre les questions d'environnement et les droits de l'Homme et énonce le droit fondamental à 'un environnement dont la qualité permet de vivre dans la dignité et le bien-être'.

<sup>894</sup> Art. 19 (3) de la Convention d'Aarhus : « *Tout Etat, autre que ceux visés au paragraphe 2 ci-dessus, qui est membre de l'Organisation des Nations Unies, peut adhérer à la Convention avec l'accord de la Réunion des Parties* ».

<sup>895</sup> V. De Fatima Terrade, *L'application de la Convention d'Aarhus*, in *Veredas do Direito*, Belo Horizonte, vol.8, n° 15, p.200 Janeiro/Junho de 2011. Cité par Ott Duclaux-Monteil (C.), « L'accès à la justice en matière d'environnement par les populations en Afrique de l'ouest et centrale », *Revue Liaison Énergie-Francophonie de l'IFDD*, Numéro 98, 3<sup>e</sup> trimestre 2014, p.11.

<sup>896</sup> Baril (J.), « Droit d'accès à l'information environnementale : une évolution rapide, mais incomplète », *op. cit.*, p.43.

<sup>897</sup> Ebbeson (J.) et s., *La Convention d'Aarhus : Guide pratique*, Avant-propos du secrétaire général de l'organisation des nations UNIES, deuxième édition 2014.

<sup>898</sup> *Ibid.*

public en matière d'environnement crée ainsi des obligations à caractère contraignantes vis-à-vis des Etats signataires. Il est donc nécessaire que cet instrument juridique soit ratifié par le Cameroun. Elle mettra une pression aux pouvoirs publics pour une mise en œuvre effective des principes qu'elle énonce.

La ratification de la Convention d'Aarhus par le Cameroun devrait être accompagnée de la mise en place au niveau national d'un cadre juridique sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice environnementale.

#### **7.1.1.2. Compléter la législation nationale sur la démocratie environnementale**

**339.** La Loi-cadre définit la politique générale de gestion et de préservation de l'environnement au Cameroun. Elle énonce pour cela des règles d'ordre général sur l'environnement. Le législateur et l'exécutif se chargent par la suite de chapeauter chaque secteur de l'environnement ou encore chaque droit fondamental, d'un texte de loi et d'un règlement d'application pour assurer leur mise en œuvre.

Mais vingt-trois ans après l'adoption de la Loi-cadre, aucun texte de loi, ni un règlement d'application n'a encore été pris sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice environnementale. Pourtant, l'Article 7 (1) de la Loi-cadre dispose que *« toute personne a le droit d'être informé sur les effets préjudiciables pour la santé, l'Homme et l'environnement des activités nocives, ainsi que sur les mesures prises pour prévenir ou compenser ces effets »*. Elle ajoute au 2<sup>e</sup> alinéa qu'*« un décret définit la consistance et les conditions d'exercice de ce droit »*. Celui-ci est encore en attente.

On note donc au Cameroun, l'absence d'un cadre juridique propice à l'éclosion d'une véritable démocratie environnementale. Au regard de l'importance des principes énoncés par la démocratie environnementale pour l'effectivité du droit de l'environnement, il est urgent pour le Cameroun d'adopter une loi sur l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice environnementale, de même que son décret d'application. Cette loi devra prendre en compte les exigences contenues dans la Convention d'Aarhus. Une véritable loi contraignante qui apportera une révolution dans la participation du public à la gestion de l'environnement.

Une fois la Convention d'Aarhus ratifiée et un cadre juridique mis en place, il faudrait penser à la promotion de ces instruments juridiques afin que nul n'en ignore leur contenu.

#### **7.1.2. Renforcer la promotion de la démocratie environnementale**

**340.** Les principes de démocratie environnementale ne sont pas '*self executing*', ils doivent être accompagnés par des actions concrètes. Certains acteurs sont chargés de la mise en œuvre des droits proclamés, au premier rang desquels, l'Etat. La Constitution de 1996 dispose déjà dans son préambule que *« l'Etat veille à la défense et à la promotion de l'environnement »*. Il est aidé dans cette mission par les acteurs de la société civile et le public.

Le législateur camerounais, dans la Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement, notamment à l'Article 9 avait fixé certaines obligations à l'endroit des personnes publiques et privées pour la promotion des principes de la démocratie environnementale. Il consacre parmi les principes fondamentaux en matière d'environnement, le principe de participation selon lequel : *« Chaque citoyen doit avoir accès aux informations relatives à l'environnement, y compris celles relatives aux substances et activités dangereuses. Chaque citoyen a le devoir de veiller à la sauvegarde de l'environnement et de contribuer à la protection de celui-ci. Les personnes publiques et privées doivent, dans toutes leurs activités, se conformer aux mêmes exigences. Les décisions concernant l'environnement doivent être prises après concertation »*.

avec les secteurs d'activité ou les groupes concernés, ou après débat public lorsqu'elles ont une portée générale ».

Deux, parmi les trois principes fondamentaux de la démocratie environnementale peuvent être dégagés de cette disposition. Il s'agit des principes d'information et de participation. Mais comme le note un auteur<sup>899</sup>, « *the enunciation of the principle under that section of the law is rather vague and limited in scope. Just one isolated example may strengthen this argument: the Article is silent on the issue of access to justice especially the extension of locus standi for public-interest litigations. Issues of access to justice are instead addressed in Article 8 (2) of the 1996 Law which does not fall under the title of fundamental Principles* », and even then, *the issue of public interest litigation which is a contemporary development is apparently missing in the law* ». Or, comme le souligne un auteur<sup>900</sup>, « *les trois 'piliers' de la Convention d'Aarhus doivent être regardés comme intimement liés. L'information la moins asymétrique possible est la condition d'un processus participatif rationnel, et l'accès à la justice permet l'extension de la démocratie environnementale dans la durée* ». Le droit à l'information et la participation ne serviraient pas à grand-chose sans la possibilité de faire un recours devant une instance juridictionnelle en cas de violation de ceux-ci.

La promotion de la démocratie environnementale a pour but, d'impliquer les citoyens dans la gestion de l'environnement. Des efforts ont été accomplis par les pouvoirs publics en la matière. Il faut les renforcer afin que tous les citoyens prennent conscience du rôle qu'ils sont appelés à jouer dans la préservation de l'environnement.

C'est la raison pour laquelle, il est nécessaire de garantir le droit à l'information et à la participation du public en matière d'environnement (7.1.2.1.), tout en garantissant l'accès du public à la justice environnementale (7.1.2.2.).

#### **7.1.2.1. Garantir l'accès à l'information, et la participation du public en matière d'environnement**

**341.** Dans le langage courant, le '*public*' renvoie au peuple pris dans son ensemble.<sup>901</sup> La Convention d'Aarhus établit une distinction entre '*public*' et '*public concerné*'. Le public est défini de la manière la plus large possible en droit.<sup>902</sup> Le public concerné est un sous-groupe du public, qui est touché ou risque d'être touché par les décisions publiques intervenant en matière d'environnement.<sup>903</sup> Qu'il s'agisse du '*public*' ou du '*public concerné*', les droits à l'information et la participation doivent leur être garantis. Ils sont les principaux destinataires des instruments juridiques pris dans le domaine de l'environnement. Plus qu'autre discipline, le droit de l'environnement est à la fois proche et éloigné du public. Proche dans la mesure où, les éléments qu'il régit sont en contact permanent avec le public ; éloigné dans la mesure où, le public reste en majorité ignorant de ce droit. Peu sont, ceux qui savent que l'environnement

---

<sup>899</sup> Tamasang (C.F.) et Martial Tchoffo (A.F.), « Principles of environment management in Cameroon », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, p.253.

<sup>900</sup> Cf. Monédiaire (G.), « Droit de l'environnement et participation », in Casillo (I.) Avec Barbier (R.), Blondiaux (L.), Chateauraynaud (F.), Fourniau (J-M.), Lefebvre (R.), Neveu (C.) et Salles (D.) (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013. Disponible sur : <http://www.dicopart.fr/en/dico/droit-de-l'environnement-et-participation>, consulté le 07/05/2019.

<sup>901</sup> Cornu (G.), *Vocabulaire juridique*, op. cit., p.1756.

<sup>902</sup> Les groupes ne jouissant pas de la personnalité morale font partie du public au sens d'Aarhus et peuvent exercer les prérogatives introduites par la Convention. Cité par Monédiaire (G.), « Droit de l'environnement et participation », op. cit., p.7.

<sup>903</sup> *Ibid.*

bénéficie des droits au même titre que les humains. Et que, ceux-ci sont protégés par la loi avec la possibilité que des poursuites judiciaires soient engagées en cas de leur violation.

Pour inverser cette tendance, il faut que l'accès à l'information et la participation du public en matière d'environnement soient une réalité au Cameroun. Cela passe par l'optimisation de l'accès du public à l'information environnementale (7.1.2.1.1.) tout en renforçant le rôle du public dans la participation au processus de prise de décision en matière d'environnement (7.1.2.1.2.).

#### **7.1.2.1.1. Optimiser le droit d'accès à l'information environnementale du public**

**342.** L'importance du droit à l'information environnementale ne date pas d'aujourd'hui, en 1972, Paul Watzlawick<sup>904</sup> soulignait que « *la vie des êtres vivants dépend de l'information convenable ou non qu'ils recouvrent sur leur environnement* ». Le droit général d'accès à l'information a connu une évolution rapide sur la scène internationale. Comme le précise un auteur<sup>905</sup>, « [...] *il aura fallu moins de 60 ans pour passer de la proclamation, dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, d'une liberté d'information individuelle n'entraînant aucune obligation de la part des États, à la reconnaissance d'un droit d'accès à l'information détenue par les États, avec des responsabilités et des obligations pour ces derniers* ». Ce droit à l'information va s'étendre dans plusieurs domaines dont celui de l'environnement. Dans ce domaine, il va connaître une progression fulgurante au niveau international. Les législations nationales ne resteront pas indifférentes à cette évolution. Elles vont à leur tour consacrer le droit à l'information environnementale pour tout citoyen.

Mais entre la consécration et l'application effective de ce droit, il y a encore un fossé que le Cameroun doit s'atteler à combler. En effet, ce travail nous a permis de nous rendre compte du degré d'effectivité du droit d'accès à l'information environnementale. La difficulté d'accès à certaines informations témoigne de ce que, il existe encore au Cameroun une sorte de '*culte du secret*' au sein des administrations chargées de la gestion et de la préservation de l'environnement.

On pourrait penser qu'il s'agit là d'un cas isolé, mais c'est un problème commun aux pays africains. Pour preuve, il ressort des travaux de la Conférence régionale africaine sur le droit d'accès à l'information, organisée par le centre Carter et ses partenaires régionaux, en février 2010 à Accra (Ghana), que l'Afrique connaît une situation non enviable en matière d'exercice du droit d'accès à l'information : avec moins de 7,5% des pays de la région disposant de lois prévoyant le droit d'accès à l'information, le continent est à la traîne par rapport au reste du monde en ce qui concerne la prise de législation relative au droit d'accès à l'information.<sup>906</sup>

L'action du Centre d'Information et de Documentation sur l'Environnement (CIDE) chargé de la diffusion et de la mise à la disposition du public de l'information environnementale au Cameroun, doit être améliorée.

L'optimisation du droit d'accès à l'information environnementale passe d'abord par la centralisation au niveau du CIDE de toutes les informations ouvertes au public sur l'environnement (7.1.2.1.1.). Il faudrait ensuite vulgariser les procédures et les conditions d'accès à l'information environnementale (7.1.2.1.1.2.) enfin, renforcer les moyens de diffusion de l'information environnementale (7.1.2.1.1.3.).

---

<sup>904</sup> La réalité de la réalité (1978) Paul Watzlawick.

<sup>905</sup> Baril (J.), « Droit d'accès à l'information environnementale : une évolution rapide, mais incomplète », *op. cit.*, p.42.

<sup>906</sup> Konate (A.), « Pour une démocratie environnementale en Afrique : de nouveaux droits de citoyenneté indispensables à l'effectivité du droit de l'environnement », *op. cit.*, p.41.

#### 7.1.2.1.1.1. Centraliser les informations au niveau du CIDE

**343.** Afin de permettre un accès facile à l'information environnementale au public, le Cameroun a mis sur pied le CIDE. Il est chargé entre autres, de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique d'information relative à l'environnement, à la protection de la nature et au développement durable ; de la gestion des systèmes d'information géographique sur l'environnement, la protection de la nature et le développement durable ; de la liaison avec les réseaux et systèmes d'information existant dans le secteur de l'environnement de la protection de la nature et du développement durable. Au niveau national et international ; de la mise en place et de l'animation d'une plateforme d'échanges d'informations entre les points focaux des Conventions et Accords internationaux en matière d'environnement, de protection de la nature et de développement durable ; de la centralisation des données sur l'information et la documentation dans tous les secteurs de l'environnement, en liaison avec les administrations concernées ; de la conservation, de la mise à disposition et de la valorisation de l'information, de la documentation et des archives environnementales ; de la promotion et de la culture sur l'environnement, la protection de la nature et le développement durable.<sup>907</sup>

Par ces différentes attributions, le CIDE a un rôle important à jouer dans la mise en œuvre du droit d'accès à l'information environnementale au Cameroun. Mais le CIDE ne joue pas encore pleinement son rôle. Celui-ci reste encore peu fourni, les informations en matière d'environnement restent encore éparpillées entre différentes administrations en charge de l'environnement. De sorte que, l'utilisateur qui a besoin d'une information sur l'environnement, doit se déplacer dans d'autres structures autres que le CIDE pour pouvoir entrer en possession de l'information dont il a besoin.<sup>908</sup> Parfois, ces autres structures renvoient vite la personne intéressée vers le CIDE qui au préalable l'a orienté dans cette structure. L'utilisateur se retrouve pris dans un jeu de 'ping-pong' entre le CIDE et les autres structures en charge de l'environnement, donnant parfois du tournoi à l'utilisateur. Ce qui est de nature à le décourager dans sa quête à l'information. C'est la raison pour laquelle, il est nécessaire de centraliser toutes les informations environnementales ouvertes au public au niveau du CIDE. Cela évitera aux usagers des va-et-vient inutiles qui sont coûteux en temps, en argent et en énergie.

La vulgarisation des conditions et des procédures d'accès à l'information environnementale est une autre modalité permettant d'optimiser le droit d'accès à l'information environnementale au public.

#### 7.1.2.1.1.2. Vulgariser les conditions et les procédures d'accès à l'information environnementale

**344.** Un manuel de procédures administratives a été mis sur pied par le MINEPDED en 2017. Il a pour but de permettre aux usagers du MINEPDED d'avoir l'information exacte sur les prestations délivrées par les services centraux et déconcentrés du MINEPDED. Le tome 6 de cet ouvrage est intitulé '*Manuel de procédures du centre d'information et de documentation sur l'environnement*'.<sup>909</sup> Les points abordés concernent la procédure et conditions d'obtention d'une carte d'inscription à la médiathèque du CIDE ; procédure et conditions d'obtention d'une autorisation de diffusion des données environnementales ; procédures et conditions d'obtention d'un appui technique ; conditions d'adhésion à la

<sup>907</sup> Cf. Art. 67 du décret portant organisation du MINEPDED, *op. cit.*, p.35.

<sup>908</sup> Cette étude nous a permis de nous rendre compte de cet état de chose. Il est souvent arrivé que dans notre quête à l'information, que nous allions la chercher au CIDE. Celui-ci nous indiquait un service où nous pourrions trouver l'information en question. A son tour, ladite structure nous renvoyait au CIDE.

<sup>909</sup> Disponible sur : [http://www.minep.gov.cm/index.php?option=com\\_docman&task=cat\\_view&gid=133-&Itemid=92&lang=fr](http://www.minep.gov.cm/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=133-&Itemid=92&lang=fr), consulté le 03/05/2019.

plateforme nationale d'échange d'informations environnementales et signature d'un mémorandum d'entente pour l'échange des données informatiques dans le cadre du partage d'information environnementale.

Il est essentiel que le public soit informé de ces différentes conditions et procédures pour accéder à l'information environnementale. Malgré l'existence de ce manuel, le public reste encore sous informé des procédures d'accès à l'information. C'est au moment du dépôt du dossier de demande d'information que la plupart des usagers découvrent souvent qu'ils ne remplissent pas les conditions pour avoir accès à l'information environnementale. Pire encore, le dossier peut être déposé au service de l'encadrement des usagers sans que les responsables dudit service ne signalent à l'utilisateur qu'il y a une pièce manquante au dossier. L'utilisateur sera alors surpris que sa demande reste sans réponse.

Il est pour cela important que les procédures et conditions d'accès à l'information environnementale soient vulgarisées. Ces conditions et procédures pourraient par exemple être affichées devant les services du MINEPDED où les procédures sont initiées, aussi bien dans les services centraux que déconcentrés. Il s'agit là d'un appel au renforcement des mécanismes de diffusion de l'information environnementale au Cameroun.

#### **7.1.2.1.1.3. Renforcer les mécanismes de diffusion de l'information environnementale**

**345.** Afin de garantir le droit d'accès à l'information environnementale du public tel que le dispose l'Article 9, 1<sup>er</sup> alinéa de la Loi-cadre en ces termes, « *chaque citoyen doit avoir accès aux informations relatives à l'environnement, y compris celles relatives aux substances et activités dangereuses* », l'Etat doit mettre l'information environnementale à la disposition du public. Deux modalités d'accès à l'information environnementale peuvent permettre à l'Etat de garantir ce droit à tout individu qui en ait intérêt. Il s'agit de l'accès '*passif*'<sup>910</sup> et de l'accès '*actif*'.<sup>911</sup>

L'Etat doit promouvoir ces deux modes d'accès à l'information environnementale tout en mettant l'accent sur l'accès '*actif*' à l'information.

**346.** Concernant l'accès '*passif*', tout citoyen doit avoir la garantie que l'information sur l'environnement dont il fait la demande à l'administration lui sera accordée, sous réserve des impératifs de la défense nationale et de la sécurité de l'Etat.<sup>912</sup> L'administration ne doit pas seulement se contenter de satisfaire le public pour une demande d'information sur l'environnement. L'information en question doit être de qualité et donnée dans les plus brefs délais, sans discrimination sur la qualité de l'auteur qui en fait la demande.

La Convention d'Aarhus fixe notamment les délais dans lesquels l'administration doit répondre à une demande d'information sur l'environnement. On peut ainsi lire à l'Article 4, 2<sup>e</sup> alinéa de la Convention que « *les informations sur l'environnement visées au paragraphe 1 ci-dessus sont mises à la disposition du public aussitôt que possible et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la demande a été soumise, à moins que le volume et la complexité des éléments d'information demandés ne justifient une prorogation de ce délai, qui pourra être porté au maximum à deux mois. L'auteur de la demande est informé de toute prorogation du délai et des motifs qui la justifient* ». Il s'agit là d'une pression sur l'autorité qui détient l'information afin qu'elle la délivre le plus rapidement possible. Des délais pareils ont été prévus par l'autorité publique camerounaise dans le manuel de procédures du CIDE. Mais il n'y a pas d'indication de délai pour une demande qui est faite par exemple au ministre

<sup>910</sup> Désigne le mode d'accès à l'information environnementale à l'initiative d'un membre du public. Cf. Ebbeson (J.) et s., *La Convention d'Aarhus : Guide pratique*, op. cit., p.75.

<sup>911</sup> *Ibid.* Désigne le mode d'accès à l'information environnementale à l'initiative de l'administration elle-même.

<sup>912</sup> Art. 72, tiret 1 de la Loi-cadre.

du MINEPDED ou à toute autre autorité publique. La ratification de la Convention d'Aarhus pourrait permettre aux usagers de se prévaloir de l'application de ces délais dans leur quête à l'information sur l'environnement.

**347.** Le deuxième mode, l'accès 'actif' à l'information environnementale est à privilégier dans le contexte africain, plus particulièrement camerounais. En effet, l'accès à l'information environnementale étant encore faible au Cameroun, il est un leurre de penser que les citoyens demanderont toujours spontanément des informations sur l'environnement. Cela arrivera certainement un jour, mais en attendant, l'administration, c'est-à-dire l'Etat et ses partenaires, ont le devoir d'apporter l'information environnementale à la connaissance du public. Une question se pose alors, celle de savoir, par quels moyens l'information environnementale sera portée à la connaissance du public ?

Plusieurs mécanismes permettent de diffuser l'information environnementale au public. Dans la Loi-cadre, on en retrouve quelques-uns. L'Article 74 dispose-t-il qu'« *afin de renforcer la prise de conscience environnementale dans la société ainsi que la sensibilisation et la participation des populations aux questions environnementales, les Administrations chargées de l'environnement, de la communication et les autres Administrations et organismes publics concernés organisent des campagnes d'information et de sensibilisation à travers les médias et tous autres moyens de communication. A cet égard, ils mettent à contribution les moyens traditionnels de communication ainsi que les autorités traditionnelles et les associations œuvrant dans le domaine de l'environnement et du développement* ».

Si les pouvoirs publics usent de ces mécanismes de temps en temps pour diffuser l'information environnementale, il faut renforcer ces mécanismes de diffusion. A l'heure où les réseaux sociaux sont en pleine expansion, il serait judicieux de faire plus recours à ces médias de masse tels que Facebook, Twitter et autres pour informer le public sur l'environnement. En effet, la communication par les médias traditionnels est en perte de vitesse au Cameroun, le public perd peu à peu l'habitude de s'informer par la radio. Si beaucoup de citoyens ont connaissance de l'existence d'une 'radio environnement', peu sont ceux qui l'écoutent. Les réseaux sociaux ont volé la vedette aux médias traditionnels et le public s'informe beaucoup à travers ceux-ci.

La diffusion de l'information environnementale par les nouvelles technologies de l'information et de la communication<sup>913</sup> devrait donc être renforcée. L'utilisateur doit accéder à l'information environnementale en un 'clic' sans avoir à se déplacer. D'où la nécessité de privilégier l'information via ces nouveaux médias. L'information par les médias traditionnels ne devrait pas pour autant être abandonnée. Des mini spots sur l'environnement pourraient être diffusés sur les chaînes de radios et télévisions pendant les heures de grande écoute.

**348.** Un autre mécanisme généralement usité par l'administration pour porter l'information environnementale à la connaissance du public est l'affichage. « *C'est ainsi qu'en matière d'exploitation forestière, la proposition de la carte d'affectation incluse au plan d'aménagement doit être portée à la connaissance du public par voie d'affichage auprès de la sous-préfecture pendant une période de 45 jours. Ceci laisse le temps aux populations riveraines et toute autre personne intéressée de formuler des observations avant l'approbation du plan d'aménagement* ».<sup>914</sup>

---

<sup>913</sup> Il faudrait pour cela nécessairement procéder à la numérisation des documents relatifs à l'environnement.

<sup>914</sup> Arrêté n° 0222/A/MINEF/25 mai 2002 fixant les procédures d'élaboration, d'approbation, de suivi et de contrôle de la mise en œuvre des plans d'aménagement des forêts de production du domaine forestier permanent, Article 6. Cité par Foka Taffo (F.), « Environnement et droits de l'Homme au Cameroun », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) [Eds. /dir.], *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, p.853.



Le droit d'accès à l'information et le droit de participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement sont complémentaires. L'information du public sur les questions environnementales suscite la participation du public dans le processus décisionnel. Même s'il est vrai qu'un citoyen peut demander à être informé sur une question concernant l'environnement sans un quelconque projet de participation. Mais toujours est-il qu'il ne saurait y avoir participation sans une information préalable.

#### 7.1.2.1.2. Renforcer la participation du public au processus de prise de décision

**349.** Le droit de participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement<sup>915</sup> appartient à toute personne physique ou morale qui y a intérêt. Il s'entend comme le « *principe selon lequel le corps social est pleinement associé à l'élaboration de projets et de décisions publics ayant une incidence sur l'environnement, et dispose d'une possibilité de recours une fois la décision prise* ». <sup>916</sup> En effet, comme le précise un auteur<sup>917</sup>, « *puisque l'environnement est le bien de tous, ce tout est appelé à participer à sa protection, à sa sauvegarde mais aussi à sa promotion* ». Le législateur camerounais a consacré un tel mécanisme dans la Loi-cadre à l'Article 9 précité. On peut notamment lire au quatrième tiret, alinéa (e) « *les décisions concernant l'environnement doivent être prises après concertation avec les secteurs d'activité ou les groupes concernés, ou après débat public lorsqu'elles ont une portée générale* ». L'énoncé de cet article est fait sous la forme impérative, ce qui laisse penser qu'il s'agit d'une obligation faite aux autorités administratives d'associer le public ou les groupes d'activités dans le processus de prise de décision sur l'environnement.

**350.** Au Cameroun, des efforts sont faits pour la mise en œuvre du principe de participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement. Son assise juridique s'est faite sur le plan législatif<sup>918</sup> et réglementaire. De même des procédures ont été instituées. On peut illustrer la pratique de ce principe dans les administrations camerounaises de manière générale par cet exemple donné par Christopher F. Tamasang et Andre Felix Martial Tchoffo. Dans leur article<sup>919</sup>, on peut notamment lire ce qui suit: « *with a single example, we will be able to illustrate how government action is planned and executed with respect to the principles of environmental management. We will like to use the example of recent initiatives of the Ministry of Forestry (MINFOF) to taste genetically modified species and organisms in Cameroon pursuant to the Law on Biosafety.*<sup>920</sup> *Section II of the 2007 enabling instrument*<sup>921</sup> *to the above mentioned law is entitled Public Consultation and participation. Under that section, Articles 46 and 47 of the 2007 Decree provide that in order of any action of modern biotechnology to be carried out in Cameroon, the project team must be able to do public consultations in view of sampling the opinions of populations in the*

<sup>915</sup> Voir : Lepage (C.), « La participation du public aux prises de décision : une mutation incontournable », Dans Annales des Mines – Responsabilité et environnement 2016/1 (N° 81), pp.61-64.

<sup>916</sup> Vocabulaire de l'environnement (liste de termes, expressions et définitions adoptés), Journal officiel de la République française n°0087 du 12 avril 2009, page 6438 texte n° 38. Cité par Konate (A.), « Pour une démocratie environnementale en Afrique : de nouveaux droits de citoyenneté indispensables à l'effectivité du droit de l'environnement », *op. cit.*, p.44.

<sup>917</sup> Fleury (M.), *La participation en droit de l'environnement*, *op. cit.*, p.7.

<sup>918</sup> Dans la Loi-cadre à son Article 9 (e) et dans le décret n° 2013/0171/PM du 14 février 2013 fixant les modalités de réalisation des études d'impact environnemental et social.

<sup>919</sup> Tamasang (C.F.) et Martial Tchoffo (A.F.), « Principles of environment management in Cameroon », *op. cit.*, pp.262-263.

<sup>920</sup> *Ibid.* Law No. 2003/006 of 21 April 2003 to lay down Safety Regulations governing Modern Biotechnology in Cameroon.

<sup>921</sup> *Ibid.* The enabling instrument to this Law is Decree n° 2007/0737/PM of 31 May 2007 Establishing the Modalities for the Application of Law No. 2003/006 of 21 April 2003.

*project site. Once the opinions are obtained they are handed over to the Technical Committee on Biosafety<sup>922</sup> of MINFOF. This Committee carefully studies the opinions of the populations and then gives a reasoned (motivated) opinion which may be positive or negative in relation to the execution of the project. The technical opinions of these experts will then be transmitted to the Minister in charge of Forestry and Wildlife for him to either authorise or cancel the particular project that has been initiated. This is the modus operandi for the execution of any project that has to do with the testing of species to see whether they are genetically modified or not ».*<sup>923</sup>

La participation du public au processus décisionnel devrait être systématique pour tout projet susceptible d'avoir une incidence non seulement sur l'environnement, mais aussi sur le public concerné. Ceci afin d'éviter certaines pratiques souvent observées tel que le décrit un auteur<sup>924</sup>, « *le constat de la participation du public, telle qu'elle est mise en œuvre dans les États africains, donne une nette impression d'inachèvement : les citoyens sont tenus largement à l'écart des politiques publiques censées les inclure et les impliquer. En effet, on observe des procédures de participation du public, au centre desquelles l'administration joue le rôle de juge et partie. L'administration s'observe comme une institution imposant sa volonté, c'est-à-dire agissant unilatéralement : la décision doit s'imposer de par la seule volonté de son auteur ; son contenu n'est pas déterminé par le consentement de ses destinataires* ». Il est alors possible que des tensions naissent entre l'administration et le public concerné. Or, écarter le public dans le processus de prise de décision sur l'environnement n'assure pas une protection efficace de celui-ci.

**351.** Au contraire, il l'expose à de graves atteintes. C'est la raison pour laquelle, « *il faut tenir compte de l'avis des parties prenantes et des générations présentes, mais aussi des générations futures... Or, savoir ce que vont penser les générations futures des catastrophes que nous avons provoquées... : on ne le sait pas. Pourtant, il faut en tenir compte !* ».<sup>925</sup>

La participation du public dans le processus de prise de décisions au Cameroun mérite ainsi un renforcement. Ceci à toutes les phases de la procédure, aussi bien lors des consultations que des délibérations.<sup>926</sup> Cette participation ne devrait pas se limiter aux projets sur l'environnement. Mais aussi de l'élaboration des lois et règlements sur l'environnement ou de leur adoption. Les députés en tant que représentants du peuple sont appelés à défendre les intérêts des populations lors de l'adoption des lois sur l'environnement. Ce rôle est souvent assuré non sans difficultés.<sup>927</sup> De même, la ratification des Conventions et Traités sur

<sup>922</sup> *Ibid.* The Technical Committee on Biosafety at MINFOF was created by Decree No. 039/CAB/PM of 30 January 2012 on the Creation, Organisation and Functioning of the National Committee on Biosafety.

<sup>923</sup> *Ibid.* The procedure for execution of projects relating to Biosafety was confirmed to us by Angèle Ziekine, Sub-director at MINFOF.

<sup>924</sup> Konate (A.), « Pour une démocratie environnementale en Afrique : de nouveaux droits de citoyenneté indispensables à l'effectivité du droit de l'environnement », *op. cit.*, p.45.

<sup>925</sup> Laville (B.), Directeur de la rédaction de la Revue Vraiment Durable, Conseillère d'État, 10<sup>ème</sup> Université d'été de la communication pour le développement durable, août 2012. Cité par Berhault (G.), « Révolution numérique pour la concertation environnementale, responsabilité et environnement » – janvier 2016 – n°81, p.57.

<sup>926</sup> Dans la langue courante, délibération et consultation sont des antonymes. En effet, la consultation consiste à recueillir des avis, des opinions tandis que la délibération suppose l'exercice d'un pouvoir décisionnel. Cf. Fleury (M.), La participation en droit de l'environnement, *op. cit.*, p.23.

<sup>927</sup> Lors de l'adoption du projet de loi forestière en commission du parlement camerounais, des députés avaient exprimés des préoccupations, relatives à la protection des populations (adéquation de la loi aux objectifs gouvernementaux d'intégration des 'pygmée' dans la vie nationale, protection des populations contre le 'vandalisme' des exploitants forestiers, inadéquation entre les implications des dispositions pénales de la loi et les coutumes ancestrales relatives aux droits d'usage, qui risquaient d'être profondément bouleversées par la nouvelle loi). En indiquant : « *des réponses précises à toutes les inquiétudes n'ont pas été données par le Gouvernement qui en a pris acte* ». Faisant suite à ce mutisme du Gouvernement, une majorité des membres de

l'environnement devrait prendre en compte l'avis des populations. Ceci contribuera à légitimer les normes environnementales appliquées au Cameroun. Aussi, la participation « *est un outil essentiel pour garantir le droit à un environnement salubre* ». <sup>928</sup> Mais comment se manifeste concrètement la participation du public à la prise de décisions en matière d'environnement au Cameroun ?

**352.** Dans la pratique, la participation du public dans le processus de prise de décision en matière d'environnement au Cameroun se déroule suivant au moins quatre modalités : le débat public ou audience publique, la procédure de concertation, la représentation et l'enquête publique.

D'abord, le débat public ou audience publique. Il est prévu à l'Article 9 (e) quatrième tiret de la Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun et à l'Article 20 du décret n° 2013/0171/PM du 14 février 2013 fixant les modalités de réalisation des études d'impact environnemental et social. Selon les dispositions de l'Article 9 de la Loi-cadre précitée, « *les décisions concernant l'environnement doivent être prises après concertation avec les secteurs d'activité ou les groupes concernés, ou après débat public lorsqu'elles ont une portée générale* ». L'audience publique est destinée à faire la publicité de l'étude, à enregistrer les oppositions éventuelles et à permettre aux populations de se prononcer sur les conclusions de l'étude. <sup>929</sup>

Ensuite, la procédure de concertation. Elle est aussi prévue à l'Article 9 (e) de la Loi-cadre précitée, de même que dans la loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche. L'Article 8 (2) dispose notamment que : « *les Ministres chargés des forêts, de la faune et de la pêche peuvent, pour cause d'utilité publique et en concertation avec les populations concernées [...]* ». En effet, comme le relève un auteur <sup>930</sup>, « *la protection du droit à un environnement sain ne se limite pas [...], mais se poursuit pendant et après le déroulement desdites activités et passe notamment par une concertation continue avec les populations susceptibles d'être affectées par pollutions et la dégradation de l'environnement découlant des activités humaines* ».

S'agissant maintenant de la procédure d'enquête publique, il s'agit aussi d'un mécanisme de participation du public à la prise de décision en matière d'environnement. Elle est prévue à l'Article 17 (2) de la Loi-cadre sur l'environnement au Cameroun en ces termes : « *l'étude d'impact est insérée dans les dossiers soumis à enquête publique, lorsqu'une telle procédure est prévue* ». Un dernier mécanisme permet la participation du public pour les décisions concernant l'environnement, quoi que de manière indirecte, il s'agit de la représentation.

Enfin, la représentation. Elle est prévue à l'Article 72 Loi-cadre sur l'environnement en ces termes : « *la participation des populations à la gestion de l'environnement doit être encouragée, notamment à travers [...] la représentation des populations au sein des organes consultatifs en matière d'environnement [...]* ». Cette représentation peut être assurée dans un cadre plus large par les députés à l'Assemblée Nationale <sup>931</sup> lors de l'adoption des lois sur l'environnement ou encore dans un cadre plus restreint par quelques individus qui sont pris

---

la commission avaient demandé un vote sur le report de l'examen du projet de loi, arguant de la nécessité de consulter leurs électeurs, « dont la réaction face aux dispositions contraignantes du projet de loi est imprévisible ». Ce vote n'avait pas finalement été possible, en raison d'une suspension de séance fort opportune, et l'examen des articles du projet de loi avait eu lieu en l'absence de quelques députés sortis de la salle en signe de protestation. Cité par Guiffo (S.), « Les difficultés de l'encadrement juridique de la durabilité : le nouveau régime des forêts en Afrique centrale », in *Aspects contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'ouest et centrale*, Granier (L.) (Coord.), UICN, *Droit et politiques de l'environnement*, n° 69, 2008, p.95.

<sup>928</sup> Ebbeson (J.) et s., *La Convention d'Aarhus : Guide pratique*, op. cit., p.22.

<sup>929</sup> Art. 20 (3) du décret n° 2013/0171/PM du 14 février 2013 fixant les modalités de réalisation des études d'impact environnemental et social.

<sup>930</sup> Foka Taffo (F.), « Environnement et droits de l'Homme au Cameroun », op. cit., p.846.

<sup>931</sup> *Supra* note 934.

parmi la population, chargés de parler en son nom et de défendre ses intérêts lors de certaines consultations relatives à l'environnement.

Qu'il s'agisse du droit d'accès à l'information ou de celui de participation, une action en justice doit être possible pour sanctionner leur violation.

### 7.1.2.2. Garantir au public l'accès à la justice environnementale

**353.** Le droit à l'information et à la participation n'auraient pas de sens, si la possibilité n'était pas donnée au public de former un recours en justice en cas de méconnaissance de ces droits. Le droit d'accès à la justice en matière d'environnement fait partie des droits procéduraux les plus importants (droit à la participation, droit à l'information, droit à la consultation). Ils organisent la manière dont les personnes peuvent faire valoir leurs droits substantiels (droit à la propriété foncière et forestière, droit au partage des bénéfices et avantages, droits d'usage coutumiers).<sup>932</sup> L'avènement d'une justice environnementale n'a pas été un long fleuve tranquille. Elle s'est construite partout dans le monde sous l'effet des rapports de force entre le pouvoir politique et les mouvements sociaux de défense de l'environnement.<sup>933</sup> L'accès à la justice environnementale permet à toute personne physique ou morale, de pouvoir obtenir la reconnaissance et l'exécution de ses droits en matière d'environnement.

D'une manière générale, le droit camerounais reconnaît à toute personne ayant un intérêt le droit de se faire rendre justice.<sup>934</sup> Mais le droit de l'environnement n'a pas intégré de manière claire le concept de justice environnementale.<sup>935</sup> On peut tout de même rattacher son fondement à l'Article 8, 2<sup>e</sup> alinéa de la Loi-cadre sur l'environnement. Il dispose que « *les communautés de base et les associations agréées contribuant à toute action des organismes publics et parapublics ayant pour objet la protection de l'environnement, peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux dispositions de la présente loi et de ses textes d'application, et causant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre* ».

Le droit d'accès à la justice environnementale reconnu au public recouvre plusieurs dimensions. Il englobe à la fois le droit d'accès à un tribunal ou au juge, mais aussi celui à l'exécution effective des décisions de justice en passant par les garanties procédurales reconnues à tout procès.

Pour une mise en œuvre du droit d'accès à la justice environnementale au Cameroun, il faut non seulement faciliter l'accès au tribunal (7.1.2.2.1.) aux justiciables mais aussi veiller au bon déroulement de la procédure (7.1.2.2.2.).

#### 7.1.2.2.1. Faciliter l'accès au tribunal

**354.** Encore qualifié de droit à un juge, la garantie d'accès à un tribunal est l'une des expressions du droit à un recours, c'est-à-dire le droit pour toute personne de pouvoir contester une mesure prise en son encontre devant une instance investie d'un pouvoir de

<sup>932</sup> Ott Duclaux-Monteil (C.), « L'accès à la justice en matière d'environnement par les populations en Afrique de l'ouest et centrale », *Revue Liaison Énergie-Francophonie* de l'IFDD, Numéro 98, 3<sup>e</sup> trimestre 2014, p.10.

<sup>933</sup> V. Blanchon (D.), Moreau (S.) et Veyret (Y.), « Comprendre et construire la justice environnementale », Armand Colin | *Annales de géographie* 2009/1 n° 665-666, pages 35 à 60. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2009-1-page-35.htm>. Consulté le 20/04/2019.

<sup>934</sup> Préambule Loi n°96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n°2008/001 du 14 avril 2008.

<sup>935</sup> Ott Duclaux-Monteil (C.), « L'accès à la justice en matière d'environnement par les populations en Afrique de l'ouest et centrale », *op. cit.*, p.11.

reformation de cette mesure et/ou de réparation de ses conséquences dommageables.<sup>936</sup> Il s'agit d'un droit d'une importance capitale. Car, « *sans accès au juge, le procès ne peut avoir lieu et, en prolongement, la justice ne peut être rendue. Il en est de même pour tout procès mettant en jeu l'application des règles environnementales* ». <sup>937</sup> Ce droit est consacré dans certains instruments juridiques internationaux<sup>938</sup> auxquels le Cameroun a adhéré, de même que dans la législation nationale.<sup>939</sup>

Mais l'exercice du droit d'accès au juge en matière d'environnement reste peu usité au Cameroun. Le nombre d'affaires portées devant les tribunaux pour faire reconnaître un droit relatif à l'environnement est bien faible. Néanmoins, on peut observer l'activisme de la société civile, en l'occurrence les associations de protection de l'environnement qui participent remarquablement à l'exercice de ce droit. « *La jurisprudence environnementale serait étiq*ue en l'absence du dynamisme contentieux des associations qui s'instituent en gardiennes du droit alors que tel est le rôle normalement dévolu aux administrations ».<sup>940</sup> Citons quelques-unes de leurs actions dans la mise en œuvre du droit d'accès au tribunal.

Le Centre pour l'environnement et le développement (CED) et le Réseau de Lutte contre la Faim (RELUFa), défendent, depuis 2012, dans l'affaire *SGSO c/ Herakles Farms*, les droits des populations de 20 villages des arrondissements de Nguti, Mudemba et Toko dans la région du Sud-Ouest contre la dépossession de leurs terres.<sup>941</sup> L'exemple de l'affaire '*the People (MINEF) v. Bertrand Van Den Brink and Groupement Coop Buns*'<sup>942</sup> en est aussi fort révélateur. En effet, les enquêtes dans cette affaire avaient été menées avec l'assistance de la Fondation pour le développement et l'environnement (FEDEV). C'est cette association qui a finalement visité les lieux et enregistré les activités polluantes des accusés.<sup>943</sup> Le FEDEV a aussi joué le rôle de demandeur dans l'affaire '*Foundation on Environment and Development (FEDEV) v. Bamenda Urban Council*'<sup>944</sup> dans laquelle l'ONG a intenté l'action au nom de la population. Ces deux exemples suffisent à démontrer le rôle des associations de défense de l'environnement dans la mise en œuvre du droit d'accès à la justice environnementale au Cameroun. Elles participent ainsi à l'effectivité du droit de l'environnement comme le souligne des auteurs<sup>945</sup>, « *l'accès des ONG environnementales au juge et le regroupement possible des victimes concernées sont des atouts importants pour la défense de l'effectivité du droit de l'environnement par la voie du procès* ». En tant que droit de l'Homme, la justice en

<sup>936</sup> Ngono (S.), « Procédure pénale », séminaire Master 2, Université de Yaoundé II, année académique 2011-2012.

<sup>937</sup> Truilhé (E.) et Hautereau-Boutonnet (M.) (dir.), *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, op. cit., p.35.

<sup>938</sup> L'accès à un juge est prévu à l'Article 14 du PIDCP et l'Article 7 §1 de la CADHP.

<sup>939</sup> La garantie d'accès à un tribunal est respectée dans la réglementation portant sur les conditions d'arrestation et de détention lorsqu'il s'agit d'une garde à vue judiciaire. Elle est encadrée par les Articles 118 à 126 du CPP.

<sup>940</sup> Monédiaire (G.), « Droit de l'environnement et participation », op. cit. p.7.

<sup>941</sup> Ces Organisations non gouvernementales contestent les irrégularités et injustices liées à l'octroi de concession de terres à la société Sithe Global Sustainable Oils Limited (SGSOC), filiale de l'américaine Herakles Farms. Les résultats suivants ont été obtenus. La taille de la concession est passée de 73 000 hectares de terres revendiquées par la compagnie à une superficie d'un peu moins de 20 000 hectares (19 843 ha précisément). Le prix du loyer de la terre est passé de 250 à 500 francs CFA par hectare et par an (montant prévu par la concession) à un montant d'un peu plus de 3 000 francs CFA par hectare et par an (3 333 francs CFA exactement). La durée de la concession, qui passe de 99 ans à une concession provisoire de 3 ans, dont l'extension dépendra du respect par SGSOC de ses engagements en matière d'investissement. Cité par Ott Duclaux-Monteil (C.), « L'accès à la justice en matière d'environnement par les populations en Afrique de l'ouest et centrale », op. cit., p.13.

<sup>942</sup> CFIB/87c/03-04. Cité par Tamasang (C.F.) et Martial Tchoffo (A.F.), « Principles of environment management in Cameroon », op. cit., p.265.

<sup>943</sup> *Ibid.*

<sup>944</sup> *Ibid.* Suit No. HCB/117M/04-05.

<sup>945</sup> Truilhé (E.) et Hautereau-Boutonnet (M.) (dir.), *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, op. cit., p.44.

matière d'environnement vise à partager de manière équitable les bénéfices et les charges des ressources environnementales entre tous les membres d'une communauté humaine.<sup>946</sup>

La contribution des personnes physiques à l'exercice de ce droit est quasi-absente dans la jurisprudence camerounaise en matière d'environnement. Les quelques actions portées devant les tribunaux sont initiées soit par les administrations en charge de la protection de l'environnement, soit par l'intermédiaire des associations de défense de l'environnement. Ceci nous amène à nous interroger sur la qualité pour agir en justice dans le contentieux pénal relatif à l'environnement au Cameroun.

355. En matière pénale, deux actions en justice naissent de l'infraction : celle qui est exercée par le Ministère Public au nom de la société : c'est l'action publique ; et celle qui est mise en œuvre par la victime de l'infraction : c'est l'action civile. Les personnes ayant qualité à agir en justice varient selon qu'on se trouve dans une action comme dans l'autre. Mais d'une manière générale, celui qui intente une action en justice doit justifier d'un intérêt à agir.

S'agissant de l'action civile, l'Article 71 (1) du CPP dispose que, « *l'action civile née d'une infraction appartient à toute personne physique ou morale qui a subi un préjudice* ». Quant à l'action publique, elle est mise en mouvement et exercée par le Ministère Public. Elle peut aussi être mise en mouvement par une administration ou par la victime, dans les conditions déterminées par la loi.<sup>947</sup> Le législateur semble alors avoir limité l'action en justice en droit pénal aux seules personnes ayant un lien avec l'infraction. Qu'en est-il en droit pénal de l'environnement ?

Le seul passage faisant référence à l'exercice d'une action du droit d'accès à la justice en matière d'environnement au Cameroun concerne l'Article 8 (2) de la Loi-cadre.<sup>948</sup> Elle semble aussi restreindre l'action en justice aux seules personnes ayant subi un préjudice 'direct' ou 'indirect' aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre.

Pour les personnes physiques, il faut nécessairement avoir subi un préjudice direct ou indirect pour pouvoir engager une action en justice en matière d'environnement. Les associations de défense de l'environnement semblent avoir plus de pouvoir pour ester en justice. Il suffit que le préjudice touche les intérêts qu'elles défendent.

Afin de renforcer un peu plus, la capacité du procès à garantir la protection de l'environnement, il convient de procéder à l'élargissement des sujets de droit autorisés à agir en justice en matière d'environnement au Cameroun. On pourrait à cet effet consacrer une '*actio popularis*' à côté de l'action publique environnementale qui est actuellement en vigueur. Le recours à cette dernière ne pose pas de problème du fait qu'il est normal que toute personne ayant un intérêt à agir puisse intenter une action en justice. En revanche, l'action populaire<sup>949</sup>, peut poser des difficultés, parce qu'elle permet à toute personne ayant un intérêt ou non à saisir les tribunaux pour faire reconnaître un droit à l'environnement. Elle est définie comme « *le droit pour chaque membre d'une collectivité d'intenter une action pour la*

---

<sup>946</sup> Kiss (A.) et Shelton (D.), *Evolution et principales tendances en Droit international de l'environnement*, Unitar, 2007. Cité par Ott Duclaux-Monteil (C.), « L'accès à la justice en matière d'environnement par les populations en Afrique de l'Ouest et Centrale », *op. cit.*, p.10.

<sup>947</sup> Art. 60 CPP.

<sup>948</sup> « *Les communautés de base et les associations agréées contribuant à toute action des organismes publics et parapublics ayant pour objet la protection de l'environnement, peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux dispositions de la présente loi et de ses textes d'application, et causant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre* ».

<sup>949</sup> Lire à propos, Rehinder (E.), « L'action en justice des associations et l'action populaire pour la protection de l'environnement », in *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, n° 1, 1997, pp.16-42. Disponible sur : <https://doi.org/10.3406/reden.1997.891> ou sur : [www.persee.fr/doc/reden\\_1283-8446\\_1997\\_num\\_1\\_1\\_891](http://www.persee.fr/doc/reden_1283-8446_1997_num_1_1_891), consulté le 12/06/2019.

défense d'un intérêt public<sup>950</sup> ». En faisant recours à celle-ci, il y a « *risque d'encombrement des tribunaux et d'atteinte à la sécurité juridique qu'elle pourrait entraîner* ». <sup>951</sup> Bien qu'ayant subi beaucoup de critiques, il est tout à fait possible de mettre en marche une telle action au Cameroun pour au moins deux raisons. Premièrement, la Constitution du Cameroun proclame que « *la protection de l'environnement est un devoir pour tous* ». <sup>952</sup> Nous devons alors tous avoir la possibilité de saisir un tribunal pour faire reconnaître un droit à l'environnement. Secondement, l'environnement étant une '*res communis*', sa défense devant les tribunaux devrait tenir compte de ce fait.

Certains pays à travers le monde ont consacré en même temps l'action publique environnementale et l'action populaire environnementale. Il en est ainsi du Brésil <sup>953</sup>, d'autres ne prévoient que l'action populaire, c'est le cas du Portugal <sup>954</sup>, de l'Equateur <sup>955</sup> ou encore de la Bolivie.

Le public ne devrait pas seulement avoir le droit de saisine d'un tribunal, mais aussi, droit à une procédure équitable.

#### 7.1.2.2.2. Garantir le droit à un procès équitable en matière d'environnement

**356.** Le déroulement d'un procès, quel que soit sa nature, est conditionné au respect des exigences d'un procès équitable. En matière d'environnement, certains font l'objet d'une attention particulière. Il s'agit du droit à un procès rapide et peu onéreuse. La Convention d'Aarhus <sup>956</sup> insiste sur le respect de ces deux principes dans le contentieux à l'environnement. Ces principes devraient aussi être promus dans le contentieux pénal à l'environnement au Cameroun.

Relativement à l'exigence d'un procès rapide, il renvoie au principe de '*célérité*' ou encore de '*délai raisonnable*'. Les deux notions méritent cependant d'être distinguées. Elles sont généralement considérées par la jurisprudence <sup>957</sup> et la doctrine <sup>958</sup>, comme deux notions équivalentes. Pour Pradel <sup>959</sup> « *le délai raisonnable et célérité de la justice doivent néanmoins*

<sup>950</sup> Truilhé (E.) et Hautereau-Boutonnet (M.) (dir.), *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, op. cit., p.64.

<sup>951</sup> *Ibid.*, p.80.

<sup>952</sup> Préambule de la Constitution camerounaise du 18 janvier 1996.

<sup>953</sup> Les dispositions de la 7<sup>e</sup> Constitution brésilienne adoptée en 1988, consacrent à l'Article 5 deux actions contentieuses particulièrement efficaces : l'action populaire environnementale et l'action publique environnementale. Cité par Morand-Deville (J.), Cahiers du conseil constitutionnel n° 15 (dossier : Constitution et environnement) janvier 2004, non paginé. Disponible sur : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/node/2935/pdf>, consulté le 08/06/2019.

<sup>954</sup> La Constitution de 1976 amendée consacre une telle action en son Article 52, paragraphe 3, sous a). Cité par Pirotte (C.), « L'accès à la justice en matière d'environnement en Europe : état des lieux et perspectives d'avenir », in *Revue Juridique de l'Environnement*, numéro spécial, 2009. Le juge en Europe et le droit communautaire. p.4. Disponible sur : <https://doi.org/10.3406/rjenv.2009.4804> [https://www.persee.fr/doc/rjenv\\_0397\\_0299\\_2009\\_hos\\_34\\_1\\_4804](https://www.persee.fr/doc/rjenv_0397_0299_2009_hos_34_1_4804), consulté le 22/04/2019. Lire aussi, Henriques Gaspar (A.), « L'action populaire en droit portugais : les nouveaux usages d'une procédure centenaire ». Disponible sur : [https://www.courdecassation.fr/IMG/File/action\\_populaire\\_portugal.pdf](https://www.courdecassation.fr/IMG/File/action_populaire_portugal.pdf), consulté le 07/06/2019.

<sup>955</sup> V. Art. 71 alinéa 2 de la Constitution : « *toute personne, communauté, peuple et nation peut en appeler aux autorités publiques pour mettre en œuvre les droits de la nature* ».

<sup>956</sup> Cf. Article 9 (4) : « *en outre [...] les procédures visées aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus doivent offrir des recours suffisants et effectifs, y compris un redressement par injonction s'il y a lieu, et doivent être objectives, équitables et rapides sans que leur coût soit prohibitif [...]* ».

<sup>957</sup> CEDH, 21 fév. 1975 *GOLDER C. / Royaume Uni*, A18.

<sup>958</sup> Pour Pradel (J.), la célérité est la nouvelle dénomination du délai raisonnable évoqué à l'article préliminaire du CPP, procédure pénale, 15<sup>e</sup> éd. Cujas, 2010, p.291, n°377. V. également, Yotchou Nana (E-E.), Le délai raisonnable dans la procédure pénale au Cameroun, Mémoire de Master droits de l'Homme et action humanitaire, UCAC, 2007-2008, p.102.

<sup>959</sup> Pradel (J.), « Notre procédure pénale défend-elle l'intérêt général ? », *RPDP*, 2005, n°3, p.503.

*être distingués en ce sens que le premier intéresse le prévenu et la victime seuls et apparaissent comme des droits accordés aux parties, comme un respect des droits de l'homme ; en revanche, la célérité est une notion plus large qui englobe à la fois l'intérêt des parties et celui de la justice en général ».* L'auteur fait clairement la distinction entre le délai raisonnable et la célérité. Pour lui, la célérité concerne l'intérêt général, c'est-à-dire l'ensemble de l'appareil judiciaire ; tandis que le délai raisonnable vise la protection des justiciables. En d'autres termes, le délai raisonnable intéresse le prévenu et la victime seule et apparaît comme des droits accordés aux parties<sup>960</sup>, au titre des droits de l'Homme.

En revanche, la célérité est une notion plus large qui englobe à la fois l'intérêt des parties et celui de la justice en général. La célérité peut être définie comme le principe directeur visant à donner au procès un rythme aussi rapide que possible, sans porter atteinte aux fondements de l'ordre juridique comme les droits de la défense. Dès lors, la rapidité apparaît comme une évidence.

S'il y a un domaine où l'on devrait promouvoir l'exigence d'un procès rapide, c'est bien en matière d'environnement. En effet, il s'agit d'un domaine sensible qui demande souvent à agir rapidement afin de mettre un terme à une atteinte susceptible de causer une atteinte grave à l'environnement où même à l'Homme. Exemple : une entreprise qui déverse ses déchets dans un cours d'eau qui sert à l'usage quotidien des populations. Une procédure lente pourrait dès lors faire peser sur les populations un péril grave. Le droit à un procès rapide en matière d'environnement est d'autant plus souhaité au regard de la complexité des affaires qu'il y a souvent à résoudre. Les instructions peuvent ainsi prendre plusieurs années avant que le contentieux ne soit vidé. L'exemple du procès de l'amiante que nous avons précédemment cité en est une parfaite illustration. Les victimes ont attendu plus de vingt ans avant que la Cour d'appel ne rende son verdict. Certainement, certaines victimes n'avaient pas pu être indemnisées parce qu'étant décédées avant la décision du juge.

Que ce soit le principe de célérité ou le droit à un délai raisonnable, il n'y a pas de préférence pour l'un ou pour l'autre, dès lors que les deux notions participent à protéger la valeur environnementale.

Le procès à l'environnement devrait également être peu onéreuse afin de ne pas décourager les justiciables qui pour la plupart n'arrivent pas déjà à satisfaire leurs besoins élémentaires. Il est primordial que le principe de gratuité de la justice<sup>961</sup> soit effectif et en même temps, combattre le fléau de corruption en milieu judiciaire lequel est l'une des causes de la crise entre le système judiciaire et la population.<sup>962</sup> Quoi qu'il en soit, la décision rendue par le tribunal doit être exécutée pour faire cesser l'atteinte ou pour que la partie lésée rentre effectivement dans ses droits.

En somme, la mise en œuvre effective du droit à l'information, à la participation et à l'accès à la justice environnementale des citoyens est susceptible de créer chez le public une conscience environnementale. En effet, l'impression qui se dégage est que, le droit de l'environnement en Afrique et, particulièrement au Cameroun est le fruit d'un simple phénomène de '*contagion*'<sup>963</sup> plutôt qu'un acte voulu. Le public ne comprend pas grand-chose à ce droit et n'y croit pas assez. Il est donc nécessaire que les actions visant à instaurer la démocratie environnementale au Cameroun soient intensifiées. Afin que non seulement les

---

<sup>960</sup> Saint-Pierre (F.), « La nature juridique des droits de la défense dans le procès pénal », *D.*, 2007, Chron., pp.60 et s.

<sup>961</sup> Cf. Section 2 du chapitre 5 où la question a été discutée.

<sup>962</sup> Cf. Nkou Mvondo (P.), « La crise de la justice de l'Etat en Afrique noire francophone, Etude des causes du 'divorce' entre la justice et les justiciables », *Penant*, n°824, 1997.

<sup>963</sup> Selon l'expression de Mme Jacqueline Dutheil de la Rochère, Mondialisation et régionalisation, in Eric Loquin (sous la dir.), *Mondialisation du droit*, éd. Paris Litec 2000, p.446. Cité par Tjouen (A-F.), « La réception du principe de précaution dans le droit camerounais de la responsabilité », *R.A.S.J.*, n° 1, 2015, p.133.



profanes, mais aussi les professionnels du droit de l'environnement puissent s'approprier de ce droit.

## **7.2. La légitimation par l'appropriation du droit de l'environnement**

**357.** Les atteintes à l'environnement sont des réalités palpables et nous en ressentons et subissons les effets quotidiennement. La dégradation de l'environnement est devenue un phénomène mondial, personne n'y échappe. Le premier pas vers la protection efficace de l'environnement passe alors par une appropriation de la matière par tous les acteurs.

Pour cela, la connaissance du droit de l'environnement est nécessaire. Elle permet aux uns et aux autres de connaître leurs droits et leurs devoirs en matière d'environnement. Pour les acteurs chargés de la répression, elle leur permet de mieux organiser la répression des atteintes à l'environnement. En ce qui concerne les destinataires, la connaissance du droit de l'environnement leur permet de mieux défendre leurs droits. Pour y parvenir, des actions concrètes doivent être menées par l'Etat et les autres acteurs pour une protection participative et efficace de l'environnement.

Les moyens qui contribuent à la réalisation de cet objectif sont multiples. Nous examinerons d'un côté, l'exigence de former les acteurs chargés de la répression des infractions au droit de l'environnement (7.2.1.). De l'autre côté, la nécessité d'éduquer et de sensibiliser les destinataires du droit de l'environnement (7.2.2.) aux enjeux de l'environnement.

### **7.2.1. Former les acteurs chargés de la répression des infractions**

**358.** Les acteurs judiciaires et administratifs sont chargés de l'application de la norme environnementale. Mais ils sont confrontés à un obstacle majeur, celui de leur ignorance du droit de l'environnement surtout pour les acteurs judiciaires classiques. Ce constat été posé lors d'un symposium.<sup>964</sup> Les participants faisaient état de ce que, « *les responsables de son application [du droit de l'environnement], à savoir le pouvoir judiciaire, ne sont pas sensibilisés sur les questions relatives à la protection de l'environnement et disposent de peu de connaissances sur le droit de l'environnement* ». Les acteurs judiciaires sont donc peu imprégnés de ce droit à l'inverse des acteurs administratifs qui, *a priori*, semblent maîtriser le droit de l'environnement parce qu'ayant reçu une formation dans ce domaine.

Mais le droit de l'environnement étant une discipline évolutive, il est nécessaire que le personnel administratif soit de temps en temps recyclé au droit de l'environnement (7.2.1.1.) pour actualiser leur connaissance. Le personnel judiciaire classique lui, étant un blanc-bec du droit de l'environnement, doit recevoir une formation intensive (7.2.1.2.).

#### **7.2.1.1. Recycler le personnel administratif**

**359.** Le recyclage se définit selon le dictionnaire Grand Robert de la langue française, comme une formation intellectuelle complémentaire destinée à adapter un adulte à de nouvelles fonctions ou à l'informer des nouvelles connaissances nécessaires à l'exercice de sa profession. Il suppose que les personnes concernées aient déjà eu une formation initiale, la deuxième n'intervient que pour compléter la première. Or, l'une des caractéristiques du DPE est son caractère évolutif, « [...] il doit s'adapter continuellement à l'évolution des

---

<sup>964</sup> Rapport du symposium sur 'l'effectivité et l'éducation judiciaire du droit de l'environnement en Afrique francophone', *op. cit.*, p.4.

*connaissances scientifiques et techniques* ».<sup>965</sup> C'est la raison pour laquelle les acteurs œuvrant dans ce secteur doivent être informés *mutatis mutandis* sur l'évolution de la matière.

Le personnel administratif joue un rôle décisif dans la répression des infractions à l'environnement, parce qu'il reçoit une formation dans ce domaine. Mais il est nécessaire que de temps à autres, leurs capacités soient renforcées en matière d'environnement pour rendre leurs actions plus efficaces. Les acteurs administratifs interviennent à deux niveaux dans le procès relatif à l'environnement : à la constatation des infractions et lors de la poursuite des délinquants.

Le renforcement des capacités des acteurs administratifs doit concerner ceux chargés de la constatation des infractions (7.2.1.1.1.) de même que ceux chargés des poursuites (7.2.1.1.2.).

#### **7.2.1.1.1. Renforcer les capacités des agents de la police de l'environnement**

**360.** La police environnementale est constituée des agents assermentés et non assermentés. Les premiers exercent les fonctions d'OPJ, les seconds sont de simples agents de l'administration. Concernant le cas des agents assermentés, ils sont par nature des fonctionnaires de l'administration de l'environnement ou de toute autre administration. C'est leur fonction qui leur confère la qualité d'OPJ eu égard à leurs compétences en matière d'environnement.

Les agents assermentés ou non assermentés de l'administration appartiennent à la catégorie des acteurs dont les connaissances en droit de l'environnement sont avérées. Ces connaissances ont toutefois besoin d'être renouvelées sans cesse afin de les rendre plus efficaces sur le terrain. Une telle initiative avait été lancée par le Gouvernement camerounais en 2015. Dans le rapport 2015 du ministère de la justice sur les droits de l'Homme au Cameroun, on peut notamment lire que « *les mesures préventives, ont porté sur la formation de 122 inspecteurs et contrôleurs de l'environnement des services centraux et déconcentrés aux procédures d'inspection et de contrôle environnementaux. A l'issue des différentes sessions de formation, au moins 70% des inspecteurs et contrôleurs ont été outillés pour mener à bien leur mission d'inspection conjointe telle que prescrite par la réglementation* ».<sup>966</sup> 30% des inspecteur et contrôleur n'ont pas reçu de formation en 2015. On peut dès lors difficilement penser que ces acteurs auront la compétence nécessaire pour traiter des affaires relatives à l'environnement. Ils se référeront aux anciens techniques car n'ayant pas actualisé leur connaissance.

C'est l'occasion pour nous de solliciter que les séminaires de formation des agents assermentés de l'environnement s'étendent à tous les acteurs. Les inspecteur et contrôleur doivent pour cela bénéficier d'une formation continue en droit de l'environnement pour qu'ils soient imprégnés continuellement de la matière.

Il n'y a pas que les agents assermentés ou non assermentés de l'administration qui devraient être recyclés au droit de l'environnement. La formation doit s'étendre aux acteurs de l'administration chargés de la poursuite des délinquants.

#### **7.2.1.1.2. Renforcer les capacités des acteurs chargés des poursuites**

**361.** Après la constatation d'une infraction, l'administration en charge de l'environnement peut entreprendre des poursuites à l'encontre du délinquant. Un certain nombre d'acteurs vont

---

<sup>965</sup> Cf. Rapport de Monsieur Saâd Moumni, Président de chambre à la Cour suprême du Royaume du Maroc à l'AHJUCAF, p.230.

<sup>966</sup> Cf. Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2015, *op. cit.*, p.284.

alors intervenir. Leurs connaissances en droit de l'environnement méritent aussi d'être renouvelées. On les retrouve dans l'administration centrale, déconcentrée et décentralisée.

Pour l'administration centrale, il s'agit particulièrement des cadres des services centraux. En effet, certains d'entre eux n'étant pas toujours des spécialistes du droit de l'environnement, il est essentiel que des formations régulières soient organisées à leur attention en vue de renforcer leurs capacités en droit de l'environnement. Cela est d'autant plus nécessaire car, c'est sur eux que s'appuient les chefs de départements ministériels<sup>967</sup> pour s'informer sur les questions d'environnement. Les ministres doivent alors avoir dans leur cabinet de véritables spécialistes du droit de l'environnement qui les aideront à prendre les meilleures décisions.

S'agissant de l'administration déconcentrée, il s'agit d'un prolongement de l'administration centrale. L'administration déconcentrée représente celle-ci au niveau de la périphérie. Comme personnel administratif chargé de la répression des infractions à l'environnement dans ces localités, nous avons les délégués régionaux et départementaux, les chefs de brigades de l'environnement (...). Les délégués à l'environnement sont le plus souvent des professionnels du droit de l'environnement. Mais l'évolution continue du droit de l'environnement fait que, leurs connaissances doivent être continuellement actualisées pour pouvoir être efficace sur le terrain et dans la prise de décision. Les responsables de l'administration décentralisées ne sont pas en reste.

La mise en œuvre de la décentralisation au Cameroun donnera plus de responsabilités aux chefs des collectivités territoriales décentralisées<sup>968</sup> dans le domaine de l'environnement. Ceux-ci sont appelés à gérer de manière autonome les ressources naturelles dont regorgent leurs localités. Ils auront ainsi à prendre des décisions importantes sur la gestion de ces ressources en vue de leur exploitation. Si l'exploitation de ces ressources naturelles va contribuer à améliorer le niveau de vie des populations de la localité, l'exploitation devrait également se faire dans l'intérêt de l'environnement. Or, comment le maire pourrait-il considérer l'intérêt de l'environnement s'il n'est pas déjà lui-même imprégné des questions environnementales ! C'est la raison pour laquelle, il est important que ceux-ci soient aussi formés en droit de l'environnement.

Si le personnel administratif réputé maîtriser le droit de l'environnement a besoin d'être formé, *a fortiori*, le personnel judiciaire classique qui, est totalement ignorant du droit de l'environnement.

#### **7.2.1.2. Intensifier la formation des acteurs judiciaires classiques**

**362.** A la différence du personnel administratif qui est supposé maîtriser le droit de l'environnement, les acteurs judiciaires classiques, ne connaissent pas grand-chose de ce droit. Il est alors nécessaire que tous soient formés au droit de l'environnement afin de leur donner des outils nécessaires à la répression efficace des infractions.

Cette formation concerne aussi bien les auxiliaires de justice (7.2.1.2.1.) que les magistrats de l'ordre judiciaire (7.2.1.2.2.).

##### **7.2.1.2.1. Former les auxiliaires de justice au droit de l'environnement**

**363.** On entend par auxiliaires de justice, des hommes de loi dont la mission est destinée à faciliter la marche de l'instance et la bonne administration de la justice, en assistant le juge ou les parties.<sup>969</sup> Parmi ceux qui apportent leur assistance au juge, il y a les greffiers, les experts,

---

<sup>967</sup> Ils ne sont pas toujours des spécialistes du droit de l'environnement, mais des hommes politiques.

<sup>968</sup> Notamment les chefs d'exécutifs régionaux et les maires.

<sup>969</sup> Guinchard (S.) et Dabard (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.219.

les huissiers de justice (...). Parmi les conseils des parties figurent les notaires, les avocats (...).<sup>970</sup> Leur rôle dans la répression des infractions n'est plus à démontrer.

Ils sont malheureusement peu imprégnés du droit de l'environnement. Que ce soit les OPI à compétence classique, les huissiers de justice, les greffiers ou les avocats, les notaires, le droit de l'environnement leur échappe. Ceci parce qu'à la base, ils ne reçoivent pas de cours en droit de l'environnement lors de leur formation. Pourtant, leur rôle dans la répression des infractions à l'environnement n'est pas des moindre.

Il est pour cela nécessaire que des modules de droit pénal de l'environnement soient introduits dans leur formation pour les promotions futures ou bien que, des formations continues soient organisées pour ceux déjà en service.<sup>971</sup> Ceci leur permettra d'être imprégnés de ce droit afin de leur donner des compétences nécessaires à la répression des infractions à l'environnement. Leur supérieur hiérarchique, les magistrats commencent peu à peu recevoir une formation en droit de l'environnement, mais elle doit s'intensifier.

#### **7.2.1.2.2. Intensifier la formation des magistrats au droit de l'environnement**

**364.** Les magistrats sont des auditeurs de justice chargés de juger lorsqu'ils sont au siège, et de requérir l'application de la loi quand ils sont au parquet. Depuis l'année académique 2011/2012, un module du contentieux environnemental a été introduit à l'ENAM. Il s'agit d'un cours de tronc commun à l'attention des magistrats de l'ordre judiciaire et des magistrats de l'ordre administratif. La formation en droit de l'environnement étant récente, la majorité des magistrats en service au Cameroun n'ont pas reçu une formation en droit de l'environnement. C'est la raison pour laquelle, les pouvoirs publics ont souvent eu recours à la formation continue pour les magistrats n'ayant pas bénéficié de cette formation à l'ENAM.

Cette formation devrait aller en s'intensifiant, surtout pour les magistrats déjà en service. Habitué à résoudre des litiges relevant du droit commun, les questions environnementales leur paraissent d'une grande complexité. Ce constat ayant été fait, « *des universitaires en droit de l'environnement ont travaillé en 2017 à l'élaboration d'une version préliminaire d'un manuel de formation adapté aux magistrats francophones et pouvant être utilisé pour le renforcement des capacités du public y compris les huissiers de justice en droit de l'environnement* ».<sup>972</sup> Ayant à peine deux ans d'existence, il est encore dans sa phase expérimentale, nous souhaitons que les principales recommandations contenues dans ce manuel soient respectées afin d'imprégner les acteurs judiciaires au droit de l'environnement.

Si les professionnels du droit ont besoin d'être formés au droit de l'environnement, *a fortiori*, les populations qui sont considérées comme des profanes de la matière.

#### **7.2.2. Renforcer l'éducation et la sensibilisation du public**

**365.** L'éducation à l'environnement est certainement l'action la plus importante et la plus efficace à mettre en œuvre afin d'assurer l'effectivité du DPE. Elle est le prolongement de la

---

<sup>970</sup> Certains apportent leur aide aussi bien au juge qu'aux parties, à l'exemple de l'huissier de justice. Il aide les parties dans la rédaction des actes de procédure, mais aussi à l'exécution des décisions de justice des juges.

<sup>971</sup> Nous voulons ici faire une distinction entre la formation et la spécialisation. Si tous les acteurs de la justice peuvent recevoir des cours de droit de l'environnement lors de leur formation, cela n'équivaut pas nécessairement à la spécialisation car les enseignements qu'ils reçoivent visent tout simplement à leur donner des notions de base en droit de l'environnement. La spécialisation pouvant intervenir plus tard après leur sortie de l'école. Un peu comme les médecins qui, reçoivent tous une formation tronc commun, mais à leur sortie de l'école, certains peuvent choisir de se spécialiser dans un domaine à leur choix : il devrait en être ainsi en matière d'environnement.

<sup>972</sup> Rapport du symposium sur 'l'effectivité et l'éducation judiciaire du droit de l'environnement en Afrique francophone', *op. cit.*, p.35.

participation des citoyens à la protection de l'environnement tel que prévu par l'Article 72 de la Loi-cadre. La Conférence de Tbilissi<sup>973</sup> définit l'éducation à l'environnement comme un intermédiaire, voire même une méthode pour transmettre les valeurs civiques de notre société, qui permet aux individus de percevoir le caractère complexe de l'environnement. Cette éducation doit en outre faciliter une prise de conscience de l'interdépendance économique, politique et écologique du monde moderne, de façon à stimuler le sens de la responsabilité et de la solidarité entre nation.<sup>974</sup> Elles participent à l'efficacité du DPE à deux niveaux : la prévention et la répression des infractions.

Relativement à sa participation à la prévention des infractions, lorsque le public est suffisamment renseigné sur les enjeux environnementaux et la nécessité à protéger son environnement, il y a une prise de conscience qui s'opère. Elle influence alors positivement le comportement des citoyens qui sont plus enclins à respecter la législation environnementale. La criminalité environnementale pourra ainsi connaître une baisse.

L'éducation à l'environnement pourra aussi améliorer la répression des infractions. Les citoyens étant imprégnés des questions environnementales, ils pourront dès lors mieux défendre leurs droits parce que les connaissant déjà. Ainsi, l'éducation à l'environnement pourrait être considérée comme l'arme la plus puissante pour lutter contre la criminalité environnementale.

*Grosso modo*, l'éducation à l'environnement permet d'impliquer les citoyens à la gestion de l'environnement. Mais « *cette implication des populations à la base semble faire défaut actuellement au Cameroun* ». <sup>975</sup> Pourtant, la réceptivité du droit de l'environnement est conditionnée par le niveau d'éducation et de sensibilisation des citoyens aux questions environnementales. Il est donc nécessaire d'optimiser l'éducation à l'environnement auprès de certains acteurs (7.2.2.1.), ce qui produira certains effets (7.2.2.2.).

#### 7.2.2.1. Optimiser l'éducation à l'environnement

366. L'apport de l'éducation environnementale à l'effectivité du droit de l'environnement n'est plus à démontrer. Elle permet de faire changer les comportements irresponsables des citoyens pour les rendre plus respectueux de l'environnement. Certains auteurs considèrent d'ailleurs qu'*« il n'y aura pas de transition écologique possible sans éducation au changement »*.<sup>976</sup> L'éducation à l'environnement, peut-on encore lire, « [...] *doit apporter une contribution renouvelée et renforcée pour faire plus amplement partager, par tous les citoyens et tous les acteurs, la conscience des enjeux écologiques, économiques et sociaux contemporains et de leurs effets, qu'ils touchent directement à la qualité de vie des citoyens (accès à l'énergie, à l'eau, etc.) ou qu'ils portent sur le changement climatique, l'épuisement des ressources, la perte de biodiversité, les impacts sur la santé, etc. dans une perspective de développement durable* ». <sup>977</sup> Fort de ce constat, le Gouvernement camerounais a mis en place un Programme National de Sensibilisation et d'Education à l'Environnement (PNSEE). Il s'agit d'un document qui contient le plan d'action de sensibilisation, d'éducation et d'information en matière d'environnement. En publiant ce document, le MINEPDED entend

---

<sup>973</sup> Programme international d'éducation relative à l'environnement de l'UNESCO en 1978.

<sup>974</sup> Brenda (E.) et Ruiz (L.), *L'éducation à l'environnement dans les écoles fondamentales à Bruxelles*, Université Libre de Bruxelles, Année académique, 2011-2012, p.17.

<sup>975</sup> Yanou Tchinkankong (2014). Cité par Kam Yogo (E.D.), « Droit et politique de gestion des catastrophes et risques », in *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) [Eds. /dir.], 2018, p.331.

<sup>976</sup> Bougrain Dubourg (A.) et Dulin (A.), *L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique*, Journal Officiel de la République française, Mandature 2010-2015 – Séance du 26 novembre 2013, p.6.

<sup>977</sup> *Ibid.*

susciter une conscience environnementale au sein de la population camerounaise. Il est donc nécessaire de « *s'appuyer sur un public bien informé* »<sup>978</sup>, son succès « *dépend d'une vaste campagne d'éducation* ». <sup>979</sup>

Sur le plan pratique, des actions sont menées par les pouvoirs publics pour l'éducation et la sensibilisation des citoyens et des opérateurs économiques sur les dangers pesant sur l'environnement. Citons en un exemple : « *suite à la prohibition des emballages plastiques prescrite par l'arrêté conjoint n° 004/MINEPDED/MINCOMMERCE du 24 octobre 2012 portant interdiction de la fabrication, de la commercialisation et de l'utilisation des emballages plastiques non biodégradables, des actions de sensibilisation ont été menées en vue de préparer la phase répressive prévue dès l'entrée en vigueur de ce texte fixée au 24 avril 2014. L'objectif visé par ces différentes campagnes de sensibilisation organisées dans les villes de Douala, Yaoundé, Bafoussam, Garoua, Ngaoundéré, Maroua et Abong-Mbang était de sensibiliser les commerçants, les producteurs d'emballages plastiques ainsi que les populations sur les conséquences néfastes des plastiques de moins ou égal à 60 microns, très souvent vendus entre 5<sup>980</sup> et 100 FCFA<sup>981</sup>, d'informer sur les actions de répression telle que fixée par la réglementation et de proposer des alternatives à l'utilisation des emballages plastiques telles que des sacs en raphia, en feuilles de bananiers, des sacs en fécule de pomme de terre, amidon de maïs ou des paniers en bambou de chine* ». <sup>982</sup> Les effets positifs d'une telle action sont aujourd'hui perceptibles, l'utilisation des plastiques non biodégradables a considérablement baissé.

De telles initiatives méritent de s'étendre dans d'autres secteurs. Même l'obstacle financier ne devrait pas freiner cette action. <sup>983</sup> Un fonds <sup>984</sup> chargé entre autres d'appuyer la recherche et l'éducation environnementale a pour cela été créé. Les institutions financières internationales apportent aussi souvent leur contribution dans l'éducation et la sensibilisation des populations.

Certaines composantes de la société méritent une attention particulière parce que capables d'apporter une révolution dans la protection de l'environnement au Cameroun si elles venaient à s'approprier de ce droit. Parmi celles-ci, il y a le milieu scolaire (7.2.2.1.1.) et celui des affaires (7.2.2.1.2.) où l'éducation à l'environnement doit être renforcée.

#### **7.2.2.1.1. Renforcer l'éducation à l'environnement en milieu scolaire**

**367.** La population camerounaise est aujourd'hui estimée à plus de vingt millions d'habitants. Cette population est extrêmement jeune, plus de la moitié des habitants ont un âge compris entre 15-35 ans. <sup>985</sup> C'est au sein de cette population que l'éducation et la sensibilisation à l'environnement devraient être renforcées. C'est d'ailleurs l'une des exigences de la Loi-cadre. Elle dispose que « *l'enseignement de l'environnement doit être*

---

<sup>978</sup> Sur la question voir Pallemmaerts (M.), « Le rôle des parties prenantes dans la gouvernance internationale de l'environnement », IDDRI, novembre 2004, 46 p. « D'un point de vue étymologique, il est possible de définir les parties prenantes comme toutes les parties prenant part au processus délibératif et décisionnel des institutions internationales », p.5. Cité par. Mbida Elono (T.A.), La norme juridique environnementale. Réflexion sur l'efficacité de la protection juridique de l'environnement, *op. cit.*, p.250.

<sup>979</sup> *Ibid.*

<sup>980</sup> Soit 0008 euros.

<sup>981</sup> Soit 015 euros.

<sup>982</sup> Cf. Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2013, *op. cit.*, p.218-219.

<sup>983</sup> Les campagnes d'éducation et de sensibilisation nécessitent des moyens financiers qui ne sont pas toujours disponibles due au maigre budget alloué au ministère de l'environnement chaque année.

<sup>984</sup> Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable (Art. 11 de la Loi-cadre).

<sup>985</sup> Cf. Annuaire statistique du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, année 2015.

*introduit dans les programmes d'enseignement des cycles primaire et secondaire, ainsi que des établissements d'enseignement supérieur ».*<sup>986</sup>

En effet, s'il est vrai que la jeunesse constitue le fer de lance de la nation, et que c'est à cet âge que se forme la personnalité de l'individu, il ne serait pas exagéré de considérer que l'avenir de l'environnement au Cameroun se trouve entre les mains des jeunes. En effet, le jeune d'aujourd'hui est le futur entrepreneur de demain, il est pour cela nécessaire que très tôt, il intègre l'environnement comme une valeur à protéger. C'est là l'une des raisons pour lesquelles, l'éducation à l'environnement doit être renforcée chez les jeunes.

L'Etat du Cameroun a effectivement entamé des actions en vue de procurer une éducation environnementale aux jeunes. Des cours sur l'environnement sont enseignés dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire. Concernant l'éducation secondaire, les programmes d'éducation à la citoyenneté du premier cycle retiennent cinq domaines clés d'enseignement. Parmi lesquels figure l'environnement sous le module '*Environnement, bien-être et santé*'.<sup>987</sup> Les élèves sont initiés à la préservation de l'environnement ; à la recherche d'un meilleur équilibre de vie, au choix et à l'observation de saines habitudes de vie. Ces cours sont accompagnés de cas pratique.

**368.** Dans l'enseignement universitaire, le droit de l'environnement figure également dans les programmes d'enseignement. Il varie selon les établissements. A titre d'illustration, à l'Université de Yaoundé II, un cours de droit de l'environnement est dispensé chaque année aux étudiants de droit public inscrits en quatrième année. A l'Université de Ngaoundéré, c'est en troisième année que ce cours est dispensé toujours aux étudiants de droit public, les étudiants de droit privé l'ont comme matière optionnelle. On aurait souhaité que non seulement les étudiants de droit privé et de droit public reçoivent ces enseignements, mais que ce soit un peu plus tôt, c'est-à-dire dès leur première année universitaire. Mais c'est sans compter avec la complexité du droit de l'environnement. En effet, le droit de l'environnement étant multidisciplinaire, l'étudiant doit d'abord maîtriser le droit de la responsabilité civile, le droit administratif, le droit pénal (...), pour prétendre comprendre le droit de l'environnement. Pour cela, il serait peut-être judicieux de programmer ce cours en cycle master, en prévoyant un cours de DPE pour les étudiants en droit privé option droit pénal et sciences criminelles et un cours de droit de l'environnement pour les étudiants en droit public et en droit privé fondamental.

Cet enseignement ne doit pas être que théorique, il faudrait qu'il soit accompagné par des cas pratiques. C'est ainsi que le Cameroun a depuis quelques années revu sa politique éducative en introduisant une nouvelle approche de transmission des connaissances, les APC.<sup>988</sup> Elle permet aux jeunes apprenants d'acquérir des savoirs mais surtout, des savoir-faire ou des compétences<sup>989</sup> capables d'être réutilisés par les apprenants devant une situation-problème. Cette approche est encore récente<sup>990</sup>, son application est encore dans sa phase expérimentale. C'est la raison pour laquelle, il faut veiller à l'effectivité de cette approche. A long terme, elle pourra produire des effets positifs, et amener les jeunes citoyens à se soucier véritablement de la protection de l'environnement.

---

<sup>986</sup> Art. 73.

<sup>987</sup> Cf. Programmes d'études de 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> : éducation à la citoyenneté du ministère des enseignements secondaires, année 2014.

<sup>988</sup> Approche par compétence, elle remonte en 1994 lors de la réunion des ministres de la Conférence des ministres de l'éducation nationale (CONFEMEN).

<sup>989</sup> « Une compétence acquise à l'école se reconnaît en ce qu'elle permet à l'enfant, à l'adolescent, de résoudre des situations-problèmes, de vie ou préprofessionnelles, dans une perspective de développement global. Une compétence résulte d'un apprentissage qui a du sens pour l'apprenant et qui peut servir à lui-même, mais aussi à son pays ». Cf. CONFEMEN, 1995.

<sup>990</sup> Elle a été introduite dans les programmes scolaires de l'enseignement secondaire en 2014.

Les opérateurs économiques<sup>991</sup> constituent l'autre composante de la société sur laquelle nous proposons de mettre l'accent dans l'éducation à l'environnement. En effet, s'il est vrai que les individus participent à la pollution de l'environnement, les plus grandes pollutions émanent souvent des industries et des entreprises qui ont une forte capacité de nuisance sur l'environnement.

#### 7.2.2.1.2. Intensifier l'éducation à l'environnement dans le milieu des affaires

369. La relation '*criminalité environnementale et économie*' n'est plus à démontrer. En effet, comme le souligne un auteur<sup>992</sup>, « *l'on ne peut pas perdre de vue que, pour l'essentiel, la criminalité écologique est le fait d'entreprises [...]* ». Un autre auteur<sup>993</sup> va renchérir en précisant que « *[...] les crimes environnementaux qui portent atteinte à l'environnement, à la personne ou encore à la sûreté de la planète relèvent essentiellement de la délinquance d'entreprise [...]* ». Ces entreprises constituent le poumon des économies, mais aussi de très grands pollueurs. Etant ainsi des acteurs majeurs contribuant à la dégradation de l'environnement, les entreprises petites ou grandes ont aussi un important rôle à jouer dans la sauvegarde de l'environnement.

Déjà, il est courant que les entreprises soient soumises au respect de l'environnement dans l'exercice de leurs activités. La violation des obligations environnementales peut engager leurs responsabilités civiles ou pénales. Mais avant d'en arriver là, il est important que les dirigeants des sociétés commerciales dont les activités peuvent porter une atteinte grave à l'environnement soient régulièrement éduqués et sensibilisés sur les enjeux de l'environnement. Un peu comme ce fut le cas dans l'exemple cité plus haut avant l'application de la réglementation sur les emballages plastiques biodégradables. Les commerçants et les producteurs avaient au préalable été sensibilisés sur les effets néfastes des plastiques non biodégradables sur l'environnement. Il faut remarquer que cette sensibilisation n'est intervenue qu'en vue de préparer la répression qui devait intervenir à un moment donné.

Ce que nous proposons, c'est que l'éducation ou encore la sensibilisation des opérateurs économiques aux questions environnementales ne se fassent pas seulement dans l'optique de préparer une répression à venir. Mais dans un cadre général d'éducation et de sensibilisation, sans rapport avec une quelconque loi dont on voudrait en assurer l'efficacité. Cette éducation aura pour but de créer chez les dirigeants d'entreprises une conscience environnementale. Laquelle leur permettra de prendre eux-mêmes des mesures protectrices de l'environnement, parce qu'ils auront compris la nécessité et l'intérêt à le protéger. De plus, même-si les obligations environnementales continuaient à leur être imposées, elles cesseront d'être perçues comme une contrainte à laquelle ils doivent se plier pour échapper à la répression. Des programmes d'éducation et de sensibilisation pourraient être organisés à leur attention régulièrement. Lesquels regrouperont les principales entreprises dont les activités sont susceptibles de causer des atteintes à l'environnement.

Il faudrait surtout inciter les entreprises à la préservation de l'environnement à travers le respect des normes environnementales.<sup>994</sup> La mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE)<sup>995</sup> devrait aussi être renforcée.

---

<sup>991</sup> Les PME, PMI, les grandes entreprises (...).

<sup>992</sup> Faure (M.), « La protection de l'environnement dans une perspective économique », *op. cit.*, p.147.

<sup>993</sup> Fouchard (I.) et Neyret (L.), « 35 propositions pour mieux sanctionner les crimes contre l'environnement », *op. cit.*, p.418.

<sup>994</sup> Il s'agit de l'une des conditions posées à l'Article 54 (e) du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics au Cameroun. Disponible sur : <http://kalieu-elongo.com/wp-content/uploads/2018/07/code-des-march%C3%A9s-publics-cameroun-2018.pdf>, consulté le 10/06/2019.

<sup>995</sup> Cf. Ouvrard (B.) et Stenger (A.), *Politiques environnementales et incitations : de la théorie à l'innovation empirique*, Coll. Ecologie, Ed., ISTE, 2018, 160 p.



L'appropriation du droit de l'environnement par les acteurs administratifs, judiciaires et de la société civile pourra à long terme produire certains effets.

#### **7.2.2.2. Les effets**

**370.** Les actions d'information, de participation, de formation, d'éducation et de sensibilisation à l'environnement poursuivent des objectifs divers en fonction des personnes concernées.

Pour les acteurs chargés de la répression des infractions à l'environnement, l'appropriation du droit de l'environnement vise à les outiller à combattre la criminalité environnementale. En effet, réprimer les infractions à l'environnement nécessite des compétences solides en droit de l'environnement et en droit pénal de l'environnement. La formation dont ils bénéficient ou dont ils devraient bénéficier contribue à les familiariser avec cette discipline dont ils s'accommodent peu. Ainsi, ces acteurs lors des formations, sont édifiés sur leurs attributions et sur l'étendue de leurs pouvoirs dans la répression des infractions.

S'agissant des destinataires du droit de l'environnement, l'appropriation de la matière par ceux-ci leur permet d'obéir naturellement à la législation environnementale. Le recours à la démocratie environnementale et l'appropriation du droit de l'environnement participent à responsabiliser le comportement du public vis-à-vis de l'environnement.

En somme, la démocratie environnementale accompagnée des actions de formation et d'éducation constitue aujourd'hui l'un des moyens les plus sûrs pour préserver notre environnement. Le droit pénal est certes indispensable, mais il ne faut pas tout en attendre. En effet, même-si l'on disposait des meilleurs textes, d'une meilleure organisation du DPE, si les principaux acteurs ne sont pas imprégnés de ce droit, il ne sera pas efficace. Le dispositif pénal mis en place restera lettre morte. D'un autre côté, il faut reconnaître que même avec une pleine conscience environnementale du public, il y aurait toujours risque que la criminalité environnementale continue pour la simple raison que les individus pourraient obtenir des profits illégaux avec la criminalité environnementale ou encore que les entreprises s'engagent dans cette criminalité. La conscience environnementale et le DPE poursuivent un même but : protéger l'environnement. L'émergence d'une véritable conscience environnementale ayant déjà été préconisée, il reste que l'application du DPE soit améliorée. Une réforme du cadre juridique de protection de l'environnement s'avère donc nécessaire au Cameroun.

## Chapitre 8. Le réaménagement du système pénal de l'environnement

371. La protection accordée à l'environnement par la norme pénale au Cameroun ne permet pas encore une protection satisfaisante de l'environnement. En effet, « *au Cameroun, la situation reste des plus médiocres. Le système répressif environnemental camerounais brille par l'absence d'une véritable politique nationale de lutte contre les délinquants écologiques. Cette absence de stratégie nationale a pour conséquence l'émergence d'un système répressif émietté [...]* ». <sup>996</sup> Les manquements de la protection pénale de l'environnement que nous avons relevé tout au long de ce travail concernent à la fois, les textes théoriquement, mais aussi le DPE dans son application. D'une manière générale, nous avons relevé comme lacunes du DPE, la dispersion de la législation environnementale ; la dépendance accrue des incriminations au droit administratif ; la dispersion des acteurs chargés de la répression des infractions ; la faiblesse des peines privatives de liberté ; la non spécialisation des acteurs judiciaires ; l'existence d'une pluralité de procédure de répression des infractions à l'environnement (...). Au regard de toutes ces lacunes, nous voulons ici, donner quelques propositions afin de protéger efficacement l'environnement au Cameroun.

La doctrine a eu à développer de nombreuses théories sur la meilleure façon de protéger l'environnement. Ces théories nous permettront de choisir au mieux, d'en construire une qui sied au contexte camerounais. En effet, comme le note un auteur <sup>997</sup>, « *le droit pénal a besoin de se doter d'outils pour répondre aux atteintes les plus dangereuses, par les risques qu'elles génèrent pour l'environnement et la santé publique, mais surtout en raison de la dangerosité de leur auteur qui profitent des faiblesses du système répressif pour générer du profit, ayant peu de risques de voir reprocher les dommages de masse découlant de ses actes* ». Ce rôle incombe en grande partie au législateur pénal.

« *En général, le législateur a – quel que soit le contenu de la norme qu'il prend – le désir que celle-ci soit effective et efficace. 'Effective', c'est-à-dire que la norme produise des effets, qu'elle ne reste pas lettre morte ; 'efficace' : que la norme produise les effets désirés, qu'elle n'ait pas des effets pervers, qu'elle oriente les comportements de manière à atteindre l'objectif souhaité* ». <sup>998</sup> Il peut cependant arriver que la loi ne produise pas les effets attendus. Dans ce cas, il y a possibilité de la réviser pour l'adapter au contexte social ou alors d'appliquer effectivement les normes édictées. Ceci semble le cas du DPE camerounais au vu de ses faiblesses. L'intervention du législateur est donc nécessaire en ce domaine pour ajuster les dispositions pénales environnementales.

Deux voies essentielles s'ouvrent au législateur, la détermination de la répression de même que la nature de celle-ci. Concernant la détermination de la répression, le travail du législateur devrait se pencher sur l'harmonisation de la répression, la détermination des incriminations, la spécialisation des organes judiciaires (...). Pour la nature de la répression, le législateur doit consacrer des sanctions adaptées et dissuasives qui tiendront en compte les intérêts de la société, mais aussi ceux de l'environnement.

---

<sup>996</sup> Fotso Chebou Kamdem (F.V), La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, *op. cit.*, p.294.

<sup>997</sup> Courtaigne-Deslandes (C.), « Quelles pistes pour améliorer la lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique ? Evolutions législatives et réglementaires souhaitables et celles pouvant être mises en œuvre par la gendarmerie pour améliorer le dispositif », Centre de recherche de l'Ecole des officiers et le bureau de police judiciaire de la gendarmerie nationale, mai 2015, p.7.

<sup>998</sup> Delnoy (P.), « Le rôle des légistes dans la détermination du contenu des normes », groupe de la coopération internationale (ministère de la justice du Canada), p.3. Disponible sur : <https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/sjc-csj/pji-ilp/norm/norm.pdf>, consulté le 14/05/2019.

Au regard de ce qui précède, il est nécessaire de déterminer le cadre législatif et judiciaire de répression des atteintes à l'environnement (8.1.) et de mieux réprimer les atteintes à l'environnement (8.2.) pour parvenir à un DPE efficace.

### **8.1. Déterminer le cadre législatif et judiciaire de répression des atteintes à l'environnement**

**372.** Déterminer le cadre législatif et judiciaire de répression des infractions est une étape importante et nécessaire en vue d'assurer une protection efficace de l'environnement. Déterminer s'entend comme le fait d'indiquer, délimiter avec précision<sup>999</sup> La protection pénale de l'environnement doit être la résultante d'une action bien réfléchie, et non le fait d'un tâtonnement. En effet, *« il est de première nécessité pour la prospérité des arts qu'on pose enfin les limites qui ne laissent plus rien à l'arbitraire des magistrats, qui tracent au manufacturier le cercle dans lequel il peut exercer son industrie librement et sûrement et qui garantissent au propriétaire voisin qu'il n'y a danger ni pour sa santé ni pour les produits de son sol »*.<sup>1000</sup>

La lutte contre la criminalité environnementale nécessite une organisation particulière qui diffère de l'organisation mise en place pour lutter contre la criminalité ordinaire. Cette organisation consiste à procéder à des réformes aussi bien au niveau des règles de fond que de forme en matière d'environnement.

S'agissant de la réforme des règles substantielles, elles nécessitent que les dispositions pénales, à savoir, les incriminations, soient améliorées dans leur écriture en réduisant leur trop dépendance administrative. Les sanctions méritent également d'être adaptées à la criminalité environnementale pour qu'elles soient dissuasives. De plus, les dispositions pénales en matière d'environnement brillant par leur éparpillement, il est nécessaire de les harmoniser.

Concernant les règles de forme, elles méritent que des réaménagements soient effectués. Il en est ainsi des règles conduisant à l'application des peines, les acteurs mettant en œuvre ces règles, de même que les instances chargées de connaître des litiges.

*Grosso modo*, la détermination de la répression des atteintes à l'environnement nécessite une réforme sur les plans législatif (8.1.1) et judiciaire (8.1.2.).

#### **8.1.1. Les réformes législatives**

**373.** La législation environnementale au Cameroun présente de nombreuses carences qu'il convient de réformer. Il y a premièrement le problème de la dispersion des textes. Il n'existe pas au Cameroun un document unique regroupant la législation environnementale. Celle-ci reste éparpillée çà et là, de sorte que sa connaissance et son accessibilité deviennent difficile aussi bien pour les usagers que les professionnels du droit. Connaître le domaine qui a été légiféré ou non n'est pas toujours aisé. Secondement, les dispositions pénales en matière d'environnement sont pour la plupart ambiguës. Il s'agit de l'une des conséquences de la dépendance administrative des incriminations.

Au niveau législatif, parmi les chantiers qui s'ouvrent au législateur camerounais, il y a notamment celui de l'harmonisation de la législation environnementale (8.1.1.1.) et de l'amélioration de l'élaboration des dispositions pénales (8.1.1.2.).

---

<sup>999</sup> Grand Robert de la langue française.

<sup>1000</sup> Rapport de l'Institut du 26 frimaire an XIII. Cité par l'association nationale pour la protection des eaux et rivières reconnue d'utilité publique 'La documentation Française : Enquête-rapport sur l'efficacité des lois de l'environnement', avril 1996.

### 8.1.1.1. Harmoniser la législation environnementale

Il s'agit de l'une des réformes les plus urgentes en droit de l'environnement au Cameroun. Malgré les appels de la doctrine<sup>1001</sup> à l'harmonisation de la législation environnementale, rien n'a jusqu'ici été fait. Notre appel ne sera donc pas un de trop à l'harmonisation de la législation environnementale au Cameroun. Cette harmonisation couvre un vaste domaine.

Il y a d'abord la nécessité d'adopter un Code de l'environnement (8.1.1.1.1.), ensuite, il faut rompre avec l'éparpillement des infractions environnementales contenues dans le CPC en regroupant celles-ci (8.1.1.1.2.). Enfin, les différentes procédures en matière d'environnement doivent être uniformisées (8.1.1.1.3.).

#### 8.1.1.1.1. Adopter un 'Code de l'environnement'<sup>1002</sup>

374. La réglementation sur l'environnement au Cameroun est non seulement abondante, mais aussi contradictoire à certains égards. Abondante dans la mesure où, on y retrouve une variété de textes, les lois, les règlements, les arrêtés ministériels. Ce flot de normes est cependant éparpillé rendant leur accessibilité difficile. Il est alors nécessaire qu'une codification intervienne rapidement dans ce domaine car, « *grâce à un code, on peut tout à la fois savoir que le droit de l'environnement existe et identifier ce droit [...] le Code de l'environnement permettra de mieux connaître le droit de l'environnement puisqu'il permet de regrouper des textes jusqu'alors dispersés* ». <sup>1003</sup>

On peut aussi observer que, plusieurs textes le plus souvent, prévoient pour une même infraction des sanctions différentes. Aussi, le phénomène de doublon n'est pas les moindres. Une codification permettra non seulement de regrouper les textes dans un document unique, mais aussi de procéder à un toilettage de toute la législation.

La codification juridique peut être considérée comme la technique consistant à rassembler en un nouveau texte unique un acte législatif et toutes ses modifications.<sup>1004</sup> Il existe deux types de codification, une, verticale<sup>1005</sup> et l'autre horizontale.<sup>1006</sup> Au Cameroun, c'est la codification horizontale qui semble la mieux indiquée. Le droit de l'environnement étant constitué d'un ensemble de textes originaux qui se tiennent en ce qu'ils réglementent un même domaine, l'environnement.

L'adoption d'un Code de l'environnement est donc un impératif, bien que cette technique ne fasse pas l'unanimité dans la doctrine. Certains auteurs estiment en effet que « *la codification est peu souhaitable parce qu'elle aurait pour effet de scléroser la règle de droit, de la rendre imperméable aux adaptations et aux mutations en cristallisant une matière non encore mûre* ». <sup>1007</sup> Si ces arguments ont du sens, il reste que le 'Code' constitue toujours un outil essentiel dans la lutte contre la criminalité environnementale. Les partisans au Code l'ont

<sup>1001</sup> C'est le cas de Alomo Nomo (S.), La responsabilité pénale des auteurs d'atteintes à l'environnement, *op. cit.* et de Fotso Chebou Kamdem (F.V.), *La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, op. cit.*

<sup>1002</sup> Au sens d'une loi portant Code de l'environnement au Cameroun.

<sup>1003</sup> Prieur (M.), « Pourquoi une codification ? » *In Revue Juridique de l'Environnement*, numéro spécial, 2002. Le Code français de l'environnement, p.10. Disponible sur : [https://www.persee.fr/doc/AsPDF/rjenv\\_0397-0299\\_2002\\_hos\\_27\\_1\\_3985.pdf](https://www.persee.fr/doc/AsPDF/rjenv_0397-0299_2002_hos_27_1_3985.pdf), consulté le 15/05/2019.

<sup>1004</sup> Ly (I.), « La technique et les pratiques de codification en droit de l'environnement », *in RADE*, n° 00, 2013, p.22.

<sup>1005</sup> *Ibid.* Un acte original et ses modifications sont incorporés dans un nouveau texte unique.

<sup>1006</sup> *Ibid.*

<sup>1007</sup> Martin (G.J.), « Principes pour une Codification de l'Environnement », *in* Ost (F.) et Gutwirth (S.) (dir.), *Quel avenir pour le droit de l'environnement ?*, Actes du Colloque, Publication des Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles, 1996.

qualifié « *d'acte de naissance officiel du droit de l'environnement* ». <sup>1008</sup> Il n'est pas besoin d'attendre que tous les textes régissant l'environnement soient adoptés par le législateur avant de procéder à une codification au Cameroun. Dans un pays comme la France, la codification « *a été réclamée alors que le ministère de l'Environnement n'avait que cinq ans d'existence et que les lois nouvelles sur l'environnement n'étaient pas encore adoptées* ». <sup>1009</sup> Même si ce travail de codification n'a débuté que beaucoup plus tard en 1989 et ne s'achèvera qu'avec l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000. <sup>1010</sup>

L'hésitation incompréhensible du législateur camerounais à entamer une codification du droit de l'environnement a poussé les acteurs privés à initier une 'codification' ou plutôt à une compilation des textes sur l'environnement. En décembre 2018, un auteur camerounais a publié un ouvrage <sup>1011</sup> intitulé '*Code de l'environnement au Cameroun, codification-compilation*'. Cet instrument permet de mieux appréhender les mécanismes de la réglementation des questions environnementales et de développement durable au Cameroun. Et donc d'évaluer le degré de protection accordé à l'environnement par le législateur et l'administration.

Cet ouvrage rend accessible le foisonnement législatif et réglementaire dédié aux questions environnementales et au développement durable au Cameroun. Toutefois, on ne peut se satisfaire d'un tel instrument, non seulement parce qu'il s'agit d'une codification officieuse, de plus elle ne permet pas de toiletter l'ensemble de ces textes. C'est la raison pour laquelle il faudrait qu'une véritable codification intervienne au Cameroun comme cela s'est passé ailleurs, notamment en France. <sup>1012</sup>

A côté de la nécessité de codifier le droit de l'environnement, il est fondamental de rendre plus visibles les infractions à l'environnement contenues dans le Code pénal en créant un titre qui leur sera exclusivement consacré.

#### **8.1.1.1.2. Regrouper les dispositions pénales contenues dans le CPC**

**375.** Les dispositions pénales en matière d'environnement sont éparpillées dans différents instruments juridiques, dans le Code pénal, dans la Loi-cadre, dans les textes sectoriels et les règlements d'application. Dans la Loi-cadre, les textes sectoriels et les règlements d'application, les dispositions pénales sont souvent vites repérables puisque regroupées dans un titre. <sup>1013</sup> En revanche, dans le Code pénal, elles sont difficilement repérables. <sup>1014</sup> Il se pose alors le problème de leur regroupement.

---

<sup>1008</sup> Lepage (C.), « Le Code de l'environnement : acte de naissance officiel du droit de l'environnement », *Gaz. Pal.*, 6 mars 1996. Cité par Prieur (M.), « Pourquoi une codification ? », *op. cit.*, p.10.

<sup>1009</sup> *Ibid.*

<sup>1010</sup> V. Prieur (M.), « Le Code de l'environnement, chronique de législation », *AJDA*, n° 12/2000, p.1030 : n° spécial de droit de l'environnement, n° 85/2001.

<sup>1011</sup> Ngompe (A.F.), *Code de l'environnement au Cameroun, codification-compilation*, 3 tomes, Panthéon, décembre 2018.

<sup>1012</sup> L'Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'environnement est à l'origine du Code de l'environnement. Les livres I<sup>er</sup>, III, IV et V de la partie réglementaire du Code de l'environnement ont été publiés par le décret n° 2005-935 du 2 août 2005 relatif à la partie réglementaire du Code de l'environnement et les livres II et VI l'ont été par le décret n° 2007-397 du 22 mars 2007.

<sup>1013</sup> Un titre spécifique est souvent réservé pour les responsabilités, aux sanctions et aux infractions dans ces lois. A titre d'illustration, dans la Loi-cadre, le titre VI est intitulé '*de la responsabilité et des sanctions*'. De même dans la loi portant activités semencières, un titre III est réservé aux infractions et aux sanctions. Ces dispositions sont placées presque à la fin des lois.

<sup>1014</sup> Trouver une infraction à l'environnement dans le Code pénal camerounais n'est pas la chose la plus facile du monde. Elle s'apparente à chercher une aiguille dans une botte de foin. En effet, il est quasi-impossible de repérer une infraction à l'environnement dans le Code pénal d'un simple coup d'œil. Il n'existe ni titre, ni chapitre encore moins de section spécifiquement consacré aux infractions à l'environnement. Pourtant, ce ne

Comme le soulignent certains auteurs<sup>1015</sup>, « *at first blush one could think that it would not matter where criminal provisions are placed in the legislation since it is in the end the way in which the criminal behavior and the sanctions are formulated that should determine the effectiveness of the particular provision. However, the place of environmental criminal law in the legislative framework is not totally value-free* ». En effet, « *The literature has argued that especially institutions within the criminal justice system may attach more importance to crimes that are incorporated within a criminal code (hence signalling an important moral contents of the crime) than to crimes that are 'merely' incorporated in environmental statutes* ». <sup>1016</sup>

Il existe trois modèles qui permettent d'insérer les dispositions pénales dans les lois. « *A first one is the incorporation of the most important criminal provisions in a criminal/penal code. This means that environmental crime would be placed as a separate chapter in criminal codes. A second, and to some extent (comparable) model, is where environmental crimes can be found in an environmental code or specific environmental protection act that harmonises environmental law in a particular country. A third model is the one whereby most criminal provisions can be found in sectorial regulations, such as a water protection or waste statute. In the latter case, the criminal provisions would usually come at the end of a statute of largely administrative nature* ». <sup>1017</sup> La question serait alors de savoir quel modèle retenir au Cameroun.

Nous n'avons pas de préférence pour l'un ou pour l'autre modèle. Il est souhaitable que tous les instruments juridiques en matière d'environnement ou spécifiquement consacrés au droit pénal contiennent des dispositions pénales environnementales. Nous proposons donc qu'une combinaison des trois modèles soit faite au Cameroun. Cela est possible comme le soulignent certains auteurs<sup>1018</sup>, « *combinations between the three different models are obviously possible as well, e.g. an incorporation of criminal law in the criminal code where the main cases of serious environmental harm would be punished and in addition crimes in sectorial regulation* ».

La prochaine réforme du Code pénal devrait donc prévoir un titre spécifiquement consacré aux infractions à l'environnement. Le titre IV consacré aux contraventions pourrait être décalé au titre V vis-versa pour faire de la place à un titre nouveau intitulé '*Des crimes et des délits contre l'environnement*'. On y retrouvera les principales infractions en matière d'environnement au Cameroun. Un tel exercice permettra de mettre à un seul endroit toutes les infractions à l'environnement et, rompre ainsi avec le désordre qui semble prévaloir actuellement. Certains pays européens comme la France<sup>1019</sup>, l'Italie<sup>1020</sup>, la Pologne<sup>1021</sup>,

---

sont pas les infractions à l'environnement qui manquent dans le Code pénal, mais celles-ci sont noyées dans les infractions ordinaires qui constituent la majorité des infractions contenues dans le Code pénal. La recherche des infractions environnementales dans le Code pénal constitue alors un exercice fastidieux. Cf. Chapitre 3 où nous avons discuté de cet aspect.

<sup>1015</sup> Faure (M.), Gerstetter (C.), Sina (S.) et Vagliasindi (G.M), *Actors and Institutions in the Fight Against Environmental Crime. Study in the framework of the research project*, Berlin: Ecologic Institute, *op. cit.*, p.69.

<sup>1016</sup> *Ibid.*, p.69.

<sup>1017</sup> *Ibid.*, p.68.

<sup>1018</sup> *Ibid.*

<sup>1019</sup> V. *Fighting Environmental Crime in France: A Country Report*, Floriana Bianco, Annalisa Lucifora and Grazia Maria Vagliasindi (University of Catania). Disponible sur: [www.efface.eu](http://www.efface.eu), consulté le 03/06/2019.

<sup>1020</sup> V. *Fighting Environmental Crime in Italy: A Country Report*, Annalisa Lucifora, Floriana Bianco and Grazia Maria Vagliasindi (University of Catania). Disponible sur: [www.efface.eu](http://www.efface.eu), consulté le 03/06/2019.

<sup>1021</sup> V. *Fighting Environmental Crime in Poland: A Country Report*, Valsamis Mitsilegas, Malgosia Fitzmaurice and Elena Fasoli (Queen Mary University of London). Disponible sur: [www.efface.eu](http://www.efface.eu).

l'Espagne<sup>1022</sup> et l'Allemagne<sup>1023</sup> ont eu à incorporer les infractions environnementales dans leurs codes pénaux de manière à les rendre visibles au premier coup d'œil.

La détermination de l'emplacement des dispositions pénales environnementales dans les lois est donc nécessaire. Il s'apparente à une forme d'harmonisation concernant le cas de l'incorporation d'un titre spécifique dédié aux infractions sur l'environnement contenues dans le Code pénal. L'harmonisation des dispositions pénales devrait être accompagnée d'une uniformisation des procédures en DPE.

#### 8.1.1.1.3. Uniformiser les procédures en matière d'environnement

376. Au Cameroun, l'on ne pourrait parler d'une procédure de répression des infractions à l'environnement, mais plutôt des procédures. En effet, plusieurs textes régissent le contentieux pénal à l'environnement. On citera entre autres, le Code de procédure pénal, le Code civil, la Loi-cadre et les différents textes sectoriels sur l'environnement. Il y a donc plusieurs textes qui s'appliquent dans le contentieux à l'environnement.

La plus grande difficulté vient de ce que, chaque texte sectoriel sur l'environnement prévoit sa procédure de répression des infractions. Ainsi, il y aurait une procédure pour la répression des infractions à la faune, à la forêt et à la pêche ; une procédure pour la répression des infractions contre le patrimoine culturel ; une procédure pour la répression des infractions à l'environnement tel que prévu par le MINEPDED (...). La procédure de répression des infractions à l'environnement prévue par la Loi-cadre censée constituer le droit commun de la répression des infractions à l'environnement au Cameroun est elle-même remplie d'imprécisions.

Il faudrait alors envisager une refonte des procédures de répression des atteintes à l'environnement pour avoir une seule procédure et non des procédures comme cela semble être le cas. Pour un auteur<sup>1024</sup>, « *le droit pénal de l'environnement devrait adopter une procédure unique et approprier en respectant toutes les phases du procès pénal à savoir, la poursuite, l'instruction et le jugement* ». L'avènement d'une loi portant 'Code de procédure en matière d'environnement' au Cameroun est souhaité. Cela permettra de rompre avec la pratique ayant cours cloisonnant des règles de procédures qui sont souvent déterminées par les administrations et non par le législateur. Cela est d'autant plus important car, « *il peut, a priori, par la solution juridique qu'il prescrit, participer à l'effectivité du droit de l'environnement* ».<sup>1025</sup>

Ce document devra améliorer les moyens procéduraux d'enquête, « *car c'est aux organes d'enquête qu'il reviendra d'apporter la preuve de la connaissance du risque avéré au moment de l'acte générateur du risque avéré* ».<sup>1026</sup> Les interactions entre les différents acteurs devraient être précisées, surtout en ce qui concerne le déclenchement de l'action publique. Le

---

<sup>1022</sup> V. *Fighting Environmental Crime in Spain: A Country Report*, Teresa Fajardo Del Castillo (University of Granada), Juan Fuentes Osorio (University of Jaen), Inmaculada Ramos Tapia (University of Granada) and Jesús Verdú Baeza (University of Cádiz). Disponible sur : [www.efface.eu](http://www.efface.eu), consulté le 03/06/2019.

<sup>1023</sup> V. *Fighting Environmental Crime in Germany: A Country Report*, Stephan Sina (Ecologic Institute). Disponible sur : [www.efface.eu](http://www.efface.eu), consulté le 03/06/2019.

<sup>1024</sup> Nanga Ntonga (R.N.), L'émergence du droit pénal de l'environnement au Cameroun, Mémoire Master, Université de Yaoundé 2, 2011/2012, p.40.

<sup>1025</sup> Comme l'affirme Amrani Mekki (S.), « La procédure est une matière qui a longtemps été délaissée car elle est un droit sanctionnateur, souvent perçu comme un simple mécanisme de réalisation des droits substantiels. Pourtant son importance est vitale pour l'effectivité des droits », in Cadet (L.), *Dictionnaire de la Justice*, PUF, 2004, p.1081, mot Procès. Cité par Truilhé (E.) et Hautereau-Boutonnet (M.) (dir.), *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, op. cit. p.16.

<sup>1026</sup> Courtaigne-Deslandes (C.), « Quelles pistes pour améliorer la lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique ? », op. cit., p.2.

Ministère Public semble être dépossédé de cette attribution au profit de l'administration dans le contentieux à l'environnement. C'est ce que semble relever le '*Manuel de Procédures Administratives du MINEPDED*'.<sup>1027</sup> Les rôles des différents acteurs intervenants dans le contentieux à l'environnement devraient être redéfinis. Un équilibre de pouvoir devrait être établi entre l'administration de l'environnement et les autorités judiciaires, notamment le Ministère Public.

Il n'y a pas que l'harmonisation de la législation environnementale qui soit indispensable au Cameroun. Le travail du législateur doit aussi contribuer à l'amélioration des dispositions pénales environnementales.

#### **8.1.1.2. Améliorer l'élaboration des dispositions pénales environnementales**

377. Le DPE camerounais est caractérisé par sa dépendance administrative, nous l'avons déjà dit. Celle-ci, souvent décriée pour des raisons que nous avons ci-dessus évoquées, semble tout aussi indispensable à certains égards. En effet, comme le précise un auteur<sup>1028</sup>, « *il n'est pas nécessaire d'abandonner entièrement le lien entre le droit pénal et le droit administratif car ce lien présente aussi certains avantages* ». Ils sont au nombre de deux, en premier, « *cette technique se recommande en raison du principe lex certa découlant du principe de la légalité en droit pénal, ce qui a pour conséquence que le législateur doit décrire les comportements répréhensibles avec la plus grande précision* ». <sup>1029</sup> En second, « *[...] la dépendance administrative est en partie indispensable vu qu'une pénalisation de la 'pollution' serait trop imprécise pour permettre de déterminer quels comportements doivent être considérés comme illicites sur le plan pénal* ». <sup>1030</sup>

La dépendance administrative du DPE a des incidences sur la formulation des dispositions pénales environnementales. Plusieurs modèles ont été développés par la doctrine ayant des buts différents. Nous les présenterons (8.1.1.2.1.) avant de choisir (8.1.1.2.2.) celle qui semble la mieux adaptée à la répression efficace des atteintes à l'environnement au Cameroun.

##### **8.1.1.2.1. Présentation des différents modèles**

378. La doctrine<sup>1031</sup> a développé différents modes d'incrimination des atteintes à l'environnement à même de protéger efficacement l'environnement. Parmi les modèles les plus en vue, figurent la mise en danger abstraite de l'environnement, la mise en danger concrète de l'environnement et le délit autonome. Il convient de présenter brièvement chacun de ces modèles afin d'avoir une idée concrète sur leur contenu.

D'abord la mise en danger abstraite. « *The notion of abstract endangerment refers to the fact that within this model the criminal provision usually does not punish environmental pollution directly. In this model the criminal law is an addition to a prior system of*

<sup>1027</sup> Certaines procédures pourront être consultées à l'annexe.

<sup>1028</sup> Cf. Faure (M.), « Vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », *op. cit.*, p.7.

<sup>1029</sup> *Ibid.*, p.7. Vu la règle constitutionnelle selon laquelle les incriminations doivent être rédigées « *en termes suffisamment clairs et précis pour exclure l'arbitraire* », Cons. const., déc. n° 84-143 DC du 18 janvier 1985. D. 1986, p.425, note Th Renoux.

<sup>1030</sup> *Ibid.*

<sup>1031</sup> Faure (M.) et Visser (M.), « How to Punish Environmental Pollution? Some Reflections on Various Models of Criminalization of Environmental Harm », 3 *Eur. J. Crime, Crim. L. et Crim. Just.* 316 (1995) (hereafter Faure et Visser) (available at HeinOnline, International and Foreign Law Journals library). Faure et Visser, incluaient de brèves discussions sur l'état mental. Id. at 323, 331-2, and 343. Cité par Mandiberg (S.F.) et Faure (M.G.), « A Graduated Punishment Approach to Environmental Crimes: Beyond Vindication of Administrative Authority in the United States and Europe », Lewis et Clark Law School Legal Research Paper Series Paper n° 2008 – 21, p.5.



*administrative decisions concerning the amount and quality of emissions into the environment* ». <sup>1032</sup> La corrélation entre le droit pénal et le droit administratif est ainsi forte. En effet, pour certains auteurs, « *il faut tout d'abord que notre droit pénal de l'environnement punisse effectivement le non-respect des obligations administratives parce que ces actes-là peuvent constituer un danger abstrait pour l'environnement* ». <sup>1033</sup>

Ensuite, la mise en danger concrète de l'environnement. Elle entend rompre avec la dépendance administrative en protégeant directement la valeur environnementale visée. Ce sera le cas en cas de pénalisation d'émissions illicites. Cette protection directe de l'eau, du sol et de l'air comme valeur juridique écologique a pour conséquence qu'une pénalisation intervienne dès qu'il y a émission illicite, c'est-à-dire qui est contraire aux dispositions légales ou de l'autorisation. <sup>1034</sup> Un autre modèle d'incrimination existe en DPE, il s'agit des délits autonomes.

Ils sont autonomes pour la simple raison que, « *cette disposition détache la protection pénale du droit administratif* ». <sup>1035</sup> C'est le point de démarquage avec les autres modèles d'incrimination présentés ci-dessus. C'est ce que précise un auteur, « *the main difference between this model and the others discussed above is that the linkage between criminal law and prior administrative decisions is completely removed. Under this type of provision, serious environmental pollution can be punished even if the defendant has complied with the conditions of his license* ». <sup>1036</sup> Ce sont donc des infractions particulièrement graves qui portent atteinte à l'environnement. Elles sont le plus souvent assorties de peines sévères.

Ces différents modes d'incrimination en DPE ayant été présentés, il se pose alors la question de savoir, quel modèle serait le plus adapté à la protection de l'environnement au Cameroun.

#### 8.1.1.2.2. Adopter le 'bon modèle' <sup>1037</sup>

379. En réalité, la protection pénale de l'environnement ne devrait exclure un modèle d'incrimination au profit de l'autre. Il est nécessaire qu'une combinaison entre ces différents modes d'incrimination soit faite. Il n'existe pas un modèle d'incrimination magique qui résoudrait de manière définitive la criminalité environnementale. Chaque modèle a ses forces et ses faiblesses. Cette position est largement partagée par le Professeur Faure qui justifie en même temps ce choix. Il souligne notamment que « *at the policy level, the strength and weaknesses of various models show that an effective environmental criminal law really needs a combination of these various types of provisions. The penalization of abstract endangerment is necessary to give administrative obligations force. But these provisions are unsatisfying policy mechanisms because they apply even if no ecological harm or danger exists. Moreover, they cannot provide adequate protection if there is no violation of existing administrative rules* ». <sup>1038</sup> *In that respect, the provisions merely penalizing the failure to meet administrative obligations (which remain necessary) need to be complemented with provisions aiming at the concrete endangerment of the environment. Penalizing unlawful*

<sup>1032</sup> Faure (M.), « The revolution in environmental criminal law in Europe », *Virginia Environmental Law Journal*, Vol. 35:321, 2017, p.334.

<sup>1033</sup> Robert l'explique comme suit : « *quoi que ces comportements surnommés 'délits papiers' ne constituent pas un péril physique pour l'environnement, ils sont considérés comme le signe d'une dangerosité potentielle chez l'assujéti* » (Robert, *Revue internationale de droit pénal*, Vol. 65. 1994, p. 955). Cité par Faure (M.), « Vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », *op. cit.*, p.9.

<sup>1034</sup> *Ibid.*, p.10.

<sup>1035</sup> *Ibid.*, p.11.

<sup>1036</sup> Faure (M.), « The revolution in environmental criminal law in Europe », *op. cit.*, pp.335-336.

<sup>1037</sup> Le bon modèle ici est celui qui contribue à la protection efficace de l'environnement.

<sup>1038</sup> Faure (M.) et Visser (M.), « How to Punish Environmental Pollution? » *op. cit.*, note 1026.

*emissions can do this. However, in some cases, the conditions of an administrative license may still provide a sort of affirmative defense. And the protection granted to the environment by a judge is already autonomous in that it is not limited to penalizing administrative failures. Finally, the system needs to be complemented with an independent crime applicable to serious pollution if a concrete danger to human life or health exists ».*

C'est également la position allemande<sup>1039</sup>, « *according to this doctrine an effective environmental criminal law requires a combination of penalisation of the abstract endangerment of the environment, the concrete endangerment of the environment as well as an independent crime for when pollution has serious consequences* ». <sup>1040</sup> Cette position devrait conforter celle du législateur camerounais qui effectivement use de ces différents modes pour incriminer certains comportements. De plus, elle lui permet de recourir à ces différents modes d'incrimination avec un peu plus de lucidité car, ayant connaissance des implications de l'un ou de l'autre mode d'incrimination.

Une réforme du cadre législatif n'aurait pas véritablement d'influence dans la lutte contre la criminalité environnementale sans une réforme au niveau judiciaire.

### **8.1.2. Les reformes judiciaires**

Le système judiciaire camerounais doit être réformé dans l'optique de mieux traiter la criminalité environnementale. En effet, à l'heure actuelle, au Cameroun, il n'existe qu'un seul corps spécialisé dans la criminalité environnementale, à savoir, les OPJ à compétence spéciale. Le reste du personnel judiciaire est formé à la base pour connaître des infractions de droit commun. De même, la collaboration entre les différents acteurs chargés de la répression des infractions environnementales semble faible ou même inexistante dans certains cas.

Sur cette base, il est important d'adapter le système judiciaire à la criminalité environnementale (8.1.2.1.) et d'améliorer la coopération et la coordination entre les différents acteurs (8.1.2.2.) en vue de rendre efficace leur action.

#### **8.1.2.1. Adapter le système judiciaire à la criminalité environnementale**

**380.** L'efficacité du système judiciaire camerounais dans la lutte contre la criminalité environnementale passe par une spécialisation des organes, mais aussi des acteurs en charge de la répression des infractions. Se spécialiser, c'est « *être cantonné, confiné dans un emploi spécial, restreint* ». <sup>1041</sup> La spécialisation des acteurs judiciaires fait suite à l'accroissement des connaissances, des domaines régis par le droit, par lesquels les professionnels du droit sont obligés de se cantonner dans une branche restreinte pour la posséder à fond et la faire progresser. En effet, le droit pénal n'a cessé de s'étendre ces dernières années. De nouveaux domaines tels que l'environnement, les nouvelles technologies sont dans le viseur du droit pénal. Il s'agit là de domaines extrêmement techniques qui demandent la mobilisation des connaissances approfondies en ces matières.

Il faut donc qu'un personnel spécialisé connaisse des atteintes survenues dans ces milieux. A l'heure actuelle, le Cameroun n'a pas encore opéré une véritable révolution pour ce qui s'agit des organes judiciaires devant connaître de la criminalité environnementale. Les poursuites et le jugement des affaires sont toujours assurés par un personnel qui reste

---

<sup>1039</sup> For an overview, see more particularly Heine, 'Allemagne. Crimes against the environment', 731-759. Cité par Faure (M.), Gerstetter (C.), Sina (S.) et Vagliasindi (G.M.), *Actors and Institutions in the Fight Against Environmental Crime Study in the framework of the research project*, Berlin: Ecologic Institute, *op. cit.*, p.74.

<sup>1040</sup> *Ibid.*, p.74.

<sup>1041</sup> Grand Robert de la langue française.

majoritairement ignorant du droit de l'environnement. Pour une répression efficace, il est nécessaire de séparer la criminalité ordinaire de la criminalité environnementale.

Ceci passe par la spécialisation<sup>1042</sup> des organes judiciaires (8.1.2.1.1.) et de celle du personnel judiciaire (8.1.2.1.2.).

#### 8.1.2.1.1. Spécialiser les organes judiciaires

**381.** Pour améliorer le traitement des affaires liées à l'environnement, des solutions ont été proposées à travers le monde. L'une d'elle et la plus utilisée, consiste à créer des tribunaux spécialisés en matière d'environnement. Comme le soulignent certains auteurs<sup>1043</sup>, « à l'échelle mondiale, on observe actuellement une 'explosion' du nombre de cours et tribunaux spécialisés dans l'audition des affaires environnementales [...] ». En effet, comme nous l'avons précisé ci-dessus, on compte aujourd'hui plus de mille deux-cents (1200) Cours et Tribunaux Environnementaux (CTE) dans au moins quarante-quatre pays (44).<sup>1044</sup> L'Afrique suit l'évolution mondiale des CTE retracée dans cet ouvrage. Le nombre de CTE est aussi en nette progression dans ce continent. A titre d'illustration, neuf (9) pays<sup>1045</sup> au moins ont des CTE actifs, d'autres ont initié des projets de création des CTE<sup>1046</sup>, d'autres ont autorisé des CTE, mais ne sont pas encore constitués<sup>1047</sup> tandis que d'autres ont interrompu la constitution des CTE.<sup>1048</sup>

Cette prolifération des CTE à travers le monde, pourrait faire penser qu'il s'agit là, de l'unique réponse apportée ou plus encore de la meilleure réponse au traitement des affaires en matière d'environnement. En réalité, il existe au moins cinq modèles de CTE.<sup>1049</sup> La préférence pour l'un ou pour l'autre dépend d'un certain nombre d'éléments propres à chaque Etat. Si tel ou tel modèle a du succès dans un pays donné, il n'est pas toujours dit qu'il aura le même résultat dans un autre pays. « *Chaque CE ou TE est le reflet d'une identité, d'une culture et d'un système juridique national* ». <sup>1050</sup>

En ce qui concerne le Cameroun, il faut déterminer le modèle qui lui sied. Certains auteurs camerounais<sup>1051</sup> ont déjà eu à se prononcer sur cette question. La majorité semble opter pour

---

<sup>1042</sup> Elle est contestée par les opposants des CTE. Le professeur Richard Macrory, de la Faculté de droit du Collège universitaire de Londres, ardent défenseur des CTE et 'père' du nouveau TE pour l'Angleterre et le pays de Galles, résume ainsi les arguments qu'il a rencontrés chez les opposants : « *les problèmes environnementaux s'égarer [parfois] sur la route de la spécialisation alors que l'environnement devrait être intégré dans tous les domaines de la prise de décision juridique ; des juges non spécialisés, mais hautement qualifiés peuvent apporter de nouvelles perspectives et idées ; enfin, [...] il n'est pas facile de tracer une ligne de démarcation claire entre les affaires environnementales et les autres* ». Cf. Pring (G.) et Pring (C.), *Étude sur les cours et tribunaux de l'environnement et Global Environmental Outcomes LLC*, op. cit., p.15.

<sup>1043</sup> *Ibid.*, p.1.

<sup>1044</sup> *Ibid.*

<sup>1045</sup> Il s'agit de l'Égypte, la Gambie, la Malaisie, Malte, Maurice, le Nigéria, le Soudan et, Trinité-et-Tobago.

<sup>1046</sup> Botswana, Kenya, Malawi, Ouganda et Malawi.

<sup>1047</sup> Gambie, Lesotho, Liberia, Tanzanie, Zimbabwe, Malawi et Rwanda.

<sup>1048</sup> Afrique du sud.

<sup>1049</sup> V. Pring (G.) et Pring (C.), *Étude sur les cours et tribunaux de l'environnement et Global Environmental Outcomes LLC de l'Université de Denver*, op. cit., pp.17-41. Voir aussi sur le même sujet Carole Billiet (M.), Lavrysen (L.) et Van Den Berghe (J.), « La spécialisation environnementale dans le monde judiciaire : trois regards complémentaires », Énergie – Environnement – Infrastructures n° 12, Décembre 2017, dossier 35. Disponible sur : [https://www.researchgate.net/publication/321903559\\_La\\_specialisation\\_environnementale\\_dans\\_le\\_monde\\_judiciaire\\_trois\\_regards\\_complementaires](https://www.researchgate.net/publication/321903559_La_specialisation_environnementale_dans_le_monde_judiciaire_trois_regards_complementaires). Consulté le 21/05/2019.

<sup>1050</sup> Pring (G.) et Pring (C.), *Étude sur les cours et tribunaux de l'environnement et Global Environmental Outcomes LLC*, op. cit., p.17.

<sup>1051</sup> C'est la proposition faite par Alomo Nomo, Christopher F. Tamasang et Andre Felix Martial Tchoffo.

la création d'une juridiction judiciaire spécialisée dans la criminalité environnementale. Cette solution ne nous semble convenable dans le contexte camerounais actuel.

En effet, s'il est vrai que la création des CTE présente de nombreux avantages<sup>1052</sup>, il existe aussi des inconvénients à leur création.<sup>1053</sup> De plus, la mise en place de ces juridictions doit tenir compte de certains facteurs d'ordre écologique, judiciaire, économique, culturel, politique (...). Ces facteurs peuvent influencer soit positivement soit négativement le fonctionnement des CTE. *Grosso modo*, trois arguments confortent notre position sur l'inopportunité de la création des CTE au Cameroun. Parmi ceux-ci, le problème des moyens financiers, celui du volume du contentieux, enfin celui du risque d'une généralisation des juridictions spéciales au Cameroun.

D'abord pour les moyens financiers. Comme la majorité des pays du tiers monde, le Cameroun est un pays sous-développé<sup>1054</sup> qui dispose de moyens financiers réduits pour assurer son développement économique. Or, la mise en place des CTE exige la mobilisation des moyens financiers importants pour la construction des locaux, leur équipement et le recrutement du personnel et leur rémunération. En effet, nous partageons l'opinion de ces auteurs selon laquelle « *les CTE ne doivent pas [...] être créés simplement pour répondre à la critique publique des juridictions de droit commun, sauf si la volonté politique et les ressources sont suffisantes pour accomplir le changement avec succès* ». <sup>1055</sup> Malheureusement, le Cameroun est confronté au problème du manque de ressources financières. Seulement 1% du budget national est consacré à l'environnement.<sup>1056</sup> A cela, il faut ajouter le problème de l'insuffisance en ressources humaine et matérielle. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle la carte judiciaire du Cameroun n'est pas encore complète. En effet, il est en principe prévu un Tribunal de Première Instance par arrondissement<sup>1057</sup>, un Tribunal de Grande Instance par département<sup>1058</sup> et une Cour d'appel par région.<sup>1059</sup> Force est de constater qu'il n'y a pas encore de TPI pour chaque arrondissement, ni de TGI pour chaque département, encore moins de CA dans chaque région du pays. L'autre raison en défaveur de la création des CTE au Cameroun est due au fait que, le contentieux à l'environnement est assez réduit.

Ensuite, le faible taux du contentieux environnemental. Comme nous l'avons précisé au chapitre 5, le contentieux pénal à l'environnement au Cameroun est assez faible. En spécialisant une juridiction pour connaître du contentieux pénal à l'environnement, il y a risque que le personnel affecté dans cette juridiction n'ait pas grand-chose à faire. Ils seraient ainsi pour reprendre l'expression des Pring '*Des tigres sans crocs*'<sup>1060</sup> parce qu'il n'y aurait pas un volume important d'affaires à traiter.

---

<sup>1052</sup> Pring (G.) et Pring (C.), *Étude sur les cours et tribunaux de l'environnement et Global Environmental Outcomes LLC, op. cit.*, pp.13-14.

<sup>1053</sup> *Ibid.*, pp.14-15.

<sup>1054</sup> La troisième enquête camerounaise auprès des ménages a estimé que la pauvreté frappe près de 40% de la population camerounaise. Selon la même enquête, entre 2001 et 2007, la pauvreté a nettement reculé en milieu urbain de l'ordre de 5 points notamment dans les villes de Douala et Yaoundé et que par ailleurs, en milieu rural, l'incidence de la pauvreté s'est aggravée de près de 3 points. Cité par Hyomeni (P.G.), « Justice climatique au Cameroun », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds. /dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, 1 ed., Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, p.761.

<sup>1055</sup> Pring (G.) et Pring (C.), *Étude sur les cours et tribunaux de l'environnement et Global Environmental Outcomes LLC, op. cit.*, p.64.

<sup>1056</sup> Cf. Chapitre 5.

<sup>1057</sup> Loi n°2006/015 du 29 décembre 2006 portant organisation judiciaire, Art. 13, 1<sup>er</sup> alinéa.

<sup>1058</sup> *Ibid.* Art. 16, 1<sup>er</sup> alinéa.

<sup>1059</sup> *Ibid.* Art. 19, 1<sup>er</sup> alinéa.

<sup>1060</sup> Pring (G.) et Pring (C.), *Étude sur les cours et tribunaux de l'environnement et Global Environmental Outcomes LLC, p.64.*

Enfin, la création des CTE au Cameroun pourrait provoquer la création en masse d'autres juridictions spécialisées. En effet, on assiste aujourd'hui à une extension du champ d'application du droit pénal dû à l'apparition de nouveaux domaines qui sont aussi techniques et complexes que celui de l'environnement. A titre d'illustration, citons le domaine des nouvelles technologies qui fait l'objet d'une réglementation au Cameroun.<sup>1061</sup> Ce domaine pourrait comme bien d'autres, nécessiter à un moment donné qu'une juridiction spéciale soit créée pour juger les affaires y relatives. On se retrouverait dès lors avec une pléthore de juridictions judiciaires spéciales auxquelles viendraient s'ajouter celles déjà existantes. Parmi lesquelles la commission provinciale du contentieux de la prévoyance sociale<sup>1062</sup>, le tribunal criminel spécial<sup>1063</sup>, les tribunaux militaires<sup>1064</sup> et la Cour de sûreté de l'Etat.<sup>1065</sup>

**382.** Pour toutes ces raisons, il n'est pas opportun que soit créée une juridiction spéciale autonome en matière d'environnement. Que faire ? A notre avis, il faut maintenir les juridictions de droit commun, mais avec des chambres environnementales dans le ressort de chaque juridiction. Plus concrètement, il s'agit d'instituer une chambre environnementale au TPI, au TGI et une autre au niveau de la Cour d'appel qui sera compétente pour connaître des appels interjetés par les juridictions d'instance. Enfin, une autre chambre au niveau de la Cour suprême qui connaîtra des pourvois en cassation. Ces chambres auront en leur sein des juges formés et spécialisés en matière d'environnement. Ce modèle a fait ses preuves avec succès dans les pays comme la France, l'Allemagne ou encore les Pays-Bas.<sup>1066</sup> Il permet de faire des économies en termes d'argent et de temps.

La spécialisation des organes judiciaires doit être accompagnée de la spécialisation du personnel appelé à connaître du contentieux à l'environnement.

#### **8.1.2.1.2. Spécialiser le personnel judiciaire**

**383.** Les juridictions ne servent à rien s'il n'y a pas un personnel qualifié chargé de la mise en œuvre de la règle de droit. Il ne suffit donc pas d'avoir un personnel, encore faut-il que la formation et les compétences professionnelles de celui-ci, soient en adéquation avec la forme de criminalité qu'il est appelé à combattre. Lorsque la matière est d'une extrême complexité comme c'est le cas du droit de l'environnement, il est souhaitable qu'il soit spécialisé.

Plusieurs acteurs interviennent dans la mise en œuvre du droit de l'environnement.<sup>1067</sup> Certains de ces acteurs sont ignorants du droit de l'environnement. Il en est ainsi des OPJ à compétence classique, les avocats, le parquet, les juges (...). En dehors des OPJ à compétence classique<sup>1068</sup>, la spécialisation des autres acteurs en matière d'environnement est nécessaire et urgente. Plus particulièrement en ce qui concerne le parquet et les juges.

<sup>1061</sup> Il s'agit de la loi n° 2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cyber sécurité et à la cybercriminalité.

<sup>1062</sup> On devrait désormais parler de commission régionale étant donné qu'on ne parle plus de province au Cameroun depuis la révision constitutionnelle intervenue en 1996, mais plutôt de région. Pour l'instant aucun texte n'est intervenu pour modifier cette appellation. Elle est régie par la loi n° 84/06 du 04 juillet 1984 modifiant certaines dispositions de l'Ordonnance n° 73-17 du 22 mai portant organisation de la prévoyance sociale au Cameroun.

<sup>1063</sup> Il est régi par la loi n° 2012/011 du 16 juillet 2012 modifiant et complétant certaines décisions de la loi n° 2011/028 du 14 décembre portant création d'un Tribunal Criminel Spécial.

<sup>1064</sup> Loi n° 2017/012 du 12 juillet 2017 portant Code de justice militaire.

<sup>1065</sup> Loi n° 90/058 du 19 décembre 1990 portant création de la Cour de sûreté de l'Etat.

<sup>1066</sup> Cf. Pring (G.) et Pring (C.), *Étude sur les cours et tribunaux de l'environnement et Global Environmental Outcomes LLC, op. cit.*

<sup>1067</sup> *Supra*, chapitre 2.

<sup>1068</sup> Nous ne trouvons pas nécessaire que les OPJ à compétence classique soient également formés en matière d'environnement. Ceci pour deux raisons au moins : *primis*, leur rôle dans la constatation des infractions à l'environnement est réduit, il est donc préférable de les laisser dans leur rôle habituel, mais en leur donnant

Pour ce qui s'agit du parquet, il n'existe pas de parquet spécialisé en matière d'environnement au Cameroun. Les arguments pour leur spécialisation ne manquent pas. En effet, « *Le droit de l'environnement est un droit technique, complexe, qui fait appel aux sciences dites 'dures' pour saisir les enjeux d'un dossier. Faute de disposer des compétences nécessaires, les procureurs ont tendance à privilégier les alternatives aux poursuites (transaction ou composition pénale), voire les classements sans suite. Le plus souvent, la cessation de l'infraction conduit à l'abandon des poursuites. Il faut donc 'déverrouiller' le filtre du parquet en le spécialisant [...]* ». <sup>1069</sup> Dans le même sens, certains auteurs <sup>1070</sup> affirment que, « *[...] environmental cases may be quite complex and technical and may therefore also require specialised knowledge from prosecutors. In case of a lack of specialisation there is a substantial danger that sufficient priority will not be given to environmental cases* ». Au regard de l'importance qu'ont les procureurs dans la répression des infractions, il est souhaitable d'avoir des procureurs spécialisés en matière d'environnement au Cameroun. On pourrait s'inspirer de l'exemple allemand <sup>1071</sup> en créant dans les parquets des grandes villes du Cameroun telles Yaoundé, Douala, Bamenda, Ngaoundéré (...), des départements de l'environnement. Cette spécialisation aura également pour effet de donner plus d'autorité aux procureurs vis-à-vis des administrations spécialisées qui maîtrisent mieux la matière. Comme le note un auteur, « *diriger une enquête demande une connaissance au moins aussi importante de la matière que celle des enquêteurs dont on est censé diriger le travail. Aucune direction crédible n'est envisageable sans une compétence pointue permettant de se faire respecter des enquêteurs et d'être un interlocuteur valable et de bon conseil [...]* ». <sup>1072</sup> La spécialisation des parquets doit aussi s'étendre aux juges (d'instruction et de jugement).

Concernant la spécialisation des juges, convenons avec un auteur <sup>1073</sup> que, « *[...] the issue of insufficient capacity of judges and traditional court systems in building environment-related issues is not an allusion but a reality* ». Ainsi, « *selon certains auteurs, c'est l'absence de spécialisation du juge pénal camerounais sur les questions environnementales qui explique la petitesse des peines privatives des libertés prononcées par ce dernier. Car, selon eux, cette absence de spécialisation le rend moins sensible aux atteintes environnementales* ». <sup>1074</sup> La non spécialisation des juges en matière d'environnement cause ainsi une entorse à la protection efficace de l'environnement au Cameroun. Cette spécialisation est alors nécessaire et urgente.

Bien que les magistrats soient déjà formés au droit de l'environnement à l'ENAM, cette formation « *ne les affranchit pour autant pas de l'emprise des techniciens et experts des administrations, car l'enseignement qui leur est dispensé est un enseignement d'ordre général, c'est-à-dire axé sur l'acquisition des notions de base relatives à l'environnement en général sans aucune référence approfondie sur les différentes composantes de*

---

quand même des notions en droit de l'environnement sans toutefois les spécialiser. *Secundo*, les administrations spécialisées sont assez nombreuses pour assurer la constatation d'infractions à l'environnement. Il faut juste mieux encadrer leur action.

<sup>1069</sup> Truillhé (E.) et Hautereau-Boutonnet (M.) (dir.), *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, op. cit., p.220.

<sup>1070</sup> Faure (M.), Gerstetter (C.), Sina (S.) et Vagliasindi (G.M.), *Actors and Institutions in the Fight Against Environmental Crime*, op. cit., p.106.

<sup>1071</sup> *Fighting Environmental Crime in Germany: A Country Report*, Stephan Sina (Ecologic Institute), op. cit.

<sup>1072</sup> Trévidic (M.), « Les juges spécialisés : Pourquoi les juges spécialisés sont de plus en plus nécessaires », Association Après-demain, 2010/3 n°15, NF, p. 49. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-apres-demain-2010-3-page-48.htm>, consulté le 21/05/2019.

<sup>1073</sup> Tamasang (C.F.) et Martial Tchoffo (A.F.), «Principles of environment management in Cameroon», op. cit., p.272.

<sup>1074</sup> Oumba (2014). Cité par Kam Yogo (E.D.) et Koua (E.), « Les litiges environnementaux devant les juridictions camerounaises », op. cit., p.906.

*l'environnement ou de la nature* ». <sup>1075</sup> Il est pour cela nécessaire qu'un certain nombre de juges se perfectionnent en droit de l'environnement pour leur donner des compétences solides afin de statuer sur les affaires relatives à l'environnement en toute sérénité. En effet, « *les magistrats spécialisés auraient une expertise reconnue et, grâce aux connaissances acquises lors de leur formation et aux automatismes acquis durant leur carrière, ils rendraient une justice plus rapide et pourraient être mieux éclairés et moins contestées* ». <sup>1076</sup> Cette spécialisation pourrait se faire soit pendant leur formation à l'ENAM, soit alors après leur sortie, avec quelques magistrats qui feront une année supplémentaire pour se spécialiser dans le contentieux à l'environnement.

S'il est nécessaire de doter les acteurs judiciaires de compétences solides en droit de l'environnement, il reste que leur collaboration doit aussi être aménagée pour plus d'efficacité de leur action.

#### **8.1.2.2. Améliorer la collaboration entre les différents acteurs**

**384.** L'évolution récente du DPE camerounais révèle l'existence d'une coopération entre certains acteurs. Il en est ainsi de l'instauration des inspections conjointes des différentes administrations chargées de l'environnement effectuées par le Comité national des inspections précité. En dépit de cette collaboration, il faut convenir avec E. Touré Moussa que « *le nombre élevé de structures concernées par l'environnement, leur appartenance à différentes autorités ministérielles, le caractère sectoriel de leurs activités a toujours rendu malaisé la coordination de manière générale et celle relative aux questions environnementales en particulier* ». <sup>1077</sup> Cette coopération semble donc limitée. Pourtant, l'efficacité de la répression dépend en partie du degré de collaboration existant entre les acteurs dans une lutte généralisée contre la criminalité environnementale. La collaboration doit commencer dès la phase policière, et même en amont de la découverte de l'infraction avec la participation des citoyens. Elle doit se poursuivre même à la phase de jugement.

D'une manière générale, nous avons retenu trois niveaux de collaboration devant exister entre les acteurs. D'abord entre les acteurs de la police judiciaire (8.1.2.2.1.), ensuite entre les agents chargés de contrôle et la société civile (8.1.2.2.2.), enfin entre les autorités judiciaires et l'administration (8.1.2.2.3.).

##### **8.1.2.2.1. Entre les acteurs de la police judiciaire**

Si la collaboration entre les administrations spécialisées en matière d'environnement est une réalité, elle nécessite néanmoins d'être renforcée. Nous voulons davantage insister sur la collaboration entre les administrations spécialisées et la police classique (8.1.2.2.1.1.) d'une part, et entre le Procureur de la République et les administrations spécialisées (8.1.2.2.1.2.) d'autre part.

---

<sup>1075</sup> Fotso Chebou Kamdem (F.V.), La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, *op. cit.*, p.300.

<sup>1076</sup> Truilhé (E.) et Hautereau-Boutonnet (M.) (dir.), *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, *op. cit.*, pp.201-202.

<sup>1077</sup> Toure Moussa (E.), « Insuffisance des ressources humaines et financières pour une meilleure application du droit de l'environnement au Mali », *op. cit.*, p.109.

#### 8.1.2.2.1.1. La collaboration entre les agents de contrôle

385. Il s'agit là d'un véritable défi étant entendu que la police à compétence classique et à compétence spéciale sont chacune spécialisée dans un pan de la criminalité. Tandis que la police classique est formée pour constater des infractions de droit commun, la police spéciale, elle, connaît de la majeure partie des infractions à l'environnement. La tentative aurait été de donner une compétence exclusive aux administrations spécialisées de connaître des infractions à l'environnement.<sup>1078</sup> Cela semble d'ailleurs être la position du législateur pénal camerounais.<sup>1079</sup> Mais cette approche ne semble pas opportune d'autant plus qu'à certains moments « *il n'est pas facile de tracer une ligne de démarcation claire entre les affaires environnementales et les autres* ». <sup>1080</sup> Dans ce cas, les OPJ à compétence générale pourront effectivement être amenés à connaître des infractions à l'environnement. De plus, il faut plusieurs yeux pour contrôler l'application du droit de l'environnement. Les OPJ à compétence spéciale et ceux à compétence générale sont donc nécessaires dans la constatation des infractions à l'environnement, il faut juste assurer leur coordination, ce qui n'est pas rien.

Il doit se développer une synergie d'action entre les administrations spécialisées et la police ordinaire. En effet, bien que chacune des polices soit spécialisée dans une forme de criminalité, il y a des infractions qui feront intervenir les deux polices pour connaître d'une même affaire. Par exemple, en cas de décès d'un individu par contamination aux déchets toxiques, la police classique et la police spéciale peuvent toutes deux être compétentes. La police classique interviendra parce qu'il s'agit d'un cas de décès, une infraction grave dont devront impérativement se saisir les acteurs judiciaires classiques. La police spéciale interviendra aussi parce qu'il faudra bien déterminer de quelle substance est morte la personne, il faudra donc faire des prélèvements sur le cadavre et même des eaux. La police spéciale pourra alors intervenir. Il est vrai que le système judiciaire de droit commun peut faire recours à l'expertise pour établir les responsabilités dans ce genre d'affaire. Mais ceci n'exclut pas que les deux polices peuvent intervenir au même moment et pour la même infraction. Afin d'éviter des collisions, le législateur doit préciser les rapports entre ces différentes polices.

Une autre collaboration mérite aussi d'être clarifiée, à savoir celle entre la police à compétence spéciale et le Procureur de la République.

#### 8.1.2.2.1.2. La collaboration entre les agents de contrôle et le Procureur de la République

386. Comme nous l'avons vu ci-dessus<sup>1081</sup>, bien que le Procureur de la République soit le chef de la police judiciaire, les infractions à l'environnement constatées par la police spéciale sont directement transmises à l'administration. Ce qui à notre avis n'est pas convenable. Il est vrai que le Procureur de la République ne maîtrise pas le droit de l'environnement, mais cela ne justifie en rien qu'on s'arroge de ses prérogatives. En attendant la mise en place d'un Procureur de l'Environnement, on pourrait créer un système où les infractions à l'environnement constatées par la police soient adressées au Procureur de la République. En charge pour lui de saisir l'administration compétente. Le Procureur de la République doit être

---

<sup>1078</sup> C'est l'opinion partagée par Alomo Nomo pour qui « *par souci d'efficacité, il faudrait qu'il y ait un organe unique et spécialisé de poursuite disposant des instruments nécessaires en vue de la recherche et de la constatation des infractions* ». Cf. Alomo Nomo (S.), La responsabilité pénale des auteurs d'atteintes à l'environnement au Cameroun, *op. cit.*, pp.84-85.

<sup>1079</sup> Cf. Art. 84 CPP précité.

<sup>1080</sup> Pring (G.) et Pring (C.), *Étude sur les cours et tribunaux de l'environnement et Global Environmental Outcomes LLC*, *op. cit.*, p.12.

<sup>1081</sup> Cf. Chapitre 4.



la courroie de transmission entre la police et l'administration. Cela lui permettra d'asseoir son autorité vis-à-vis des administrations spécialisées ayant la qualité d'OPJ qui restent souvent néanmoins très attachées à leurs administrations.

De plus, il faut craindre de créer de l'indiscipline dans les rangs de la police judiciaire. En effet, permettre aux OPJ de saisir directement l'administration sans passer par le Procureur de la République comme le prévoit l'Article 143 (1) de la loi sur la gestion des forêts, de la faune et de la pêche paraît constituer une offense au Procureur de la République. Si cela peut être admis pour les OPJ des administrations spécialisées<sup>1082</sup>, cela est par contre inconcevable pour la police classique. Pour la simple raison que, la situation pourrait se généraliser en ce qui concerne les infractions de droit commun. Faute de pouvoir saisir l'administration pour ce genre de criminalité, ils seront tentés de résoudre eux-mêmes les litiges dans les commissariat et gendarmerie. C'est la raison pour laquelle, il est préférable que les PVCIE des agents de contrôle qu'ils soient de la police spéciale ou de la police classique, transigent entre les mains du Procureur de la République qui, à son tour, se chargera de les acheminer aux différentes administrations. Les agents de contrôle sont les plus proches des populations, ils devraient pour cela entretenir des rapports étroits avec la société civile.

#### **8.1.2.2.2. Entre les agents chargés de contrôle et la société civile**

L'apport de la société civile à la répression des infractions à l'environnement n'est plus à démontrer. En effet, que ce soit les ONG ou les populations, celles-ci sont parfois mieux informées que les agents de contrôle de certaines atteintes à l'environnement. Il est à ce titre primordial qu'une certaine collaboration soit établie entre ces acteurs. Pour que cela soit possible, un climat de confiance doit régner entre les OPJ et la société civile. Cette collaboration est déjà perceptible au Cameroun. Par exemple, « *on note la forte implication dans certaines affaires de la société civile (l'association LAGA, en particulier, est très active dans la protection de la faune) auprès des agents de l'administration de la faune et des officiers de police judiciaire* ». <sup>1083</sup> Cette collaboration doit se faire au moyen de la sensibilisation et l'éducation de la société comme nous l'avons préconisé au Chapitre précédent.

Une autre coopération tout aussi importante que les autres, devrait exister entre les autorités judiciaires et l'administration.

#### **8.1.2.2.3. Entre l'administration et les autorités judiciaires**

**387.** La collaboration entre l'administration et le Procureur de la République dans le contentieux relatif à l'environnement est assez flou. Il y a dans cette relation beaucoup plus d'incertitudes que de certitudes. Les certitudes concernent le dénouement de la procédure administrative et de la procédure de flagrant délit.

Pour ce qui est du dénouement de la procédure administrative, deux cas peuvent se présenter : le contrevenant paye le montant de la transaction et la procédure s'arrête. Ou alors, il refuse de le faire, dans ce cas, l'administration va entamer des poursuites judiciaires contre le contrevenant<sup>1084</sup>, lui permettant de saisir le Procureur de la République.

---

<sup>1082</sup> Parce qu'appartenant eux-mêmes à ces administrations.

<sup>1083</sup> Djame (F.N.), « Eléments d'introduction au droit forestier camerounais », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, p.511.

<sup>1084</sup> A titre de rappel : voir les Articles 143 de la loi n°94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche ; Art. 91 de la Loi-cadre ; Art. 21 de la loi n°98-005 du 14 Avril 1998 portant régime de

S'agissant de la procédure de flagrant délit, elle constitue aussi souvent l'occasion d'une collaboration entre l'administration et le Procureur de la République. A titre d'illustration, pour une infraction qui implique un animal de classe A<sup>1085</sup>, le délégué du MINFOF transmet le PVCIE au Procureur de la République et lui demande de garder le prévenu à vue au Parquet faute de structure au MINFOF. Le Procureur met le prévenu sous mandat de dépôt dans les cellules de la prison et continue avec la procédure de flagrant délit et communique le dossier au tribunal. L'agent ayant dressé le procès-verbal ou un autre représentant et/ou l'avocat désigné pour suivre le procès travaillent en collaboration avec le Procureur de la République.<sup>1086</sup>

Ensuite, viennent les incertitudes sur leur collaboration.

Elles concernent particulièrement le cas de la procédure de transaction. Les auteurs ne s'accordent pas sur une réelle collaboration existant entre l'administration et les autorités judiciaires. Pour certains, cette collaboration existe bel et bien. Comme le note une partie de la doctrine<sup>1087</sup>, « *le contentieux camerounais de l'environnement est marqué par la pratique de la transaction dans la quasi-totalité des secteurs environnementaux entre l'administration et les mis en cause et par l'intervention effective ou virtuelle du juge administratif ou du juge judiciaire pour les cas où la transaction n'a pas prospéré ou n'a pas été utilisée* ». D'autres soutiennent que celle-ci est inexistante. Pour eux, « *l'administration a seule la maîtrise de la procédure de transaction, ce qui la place dans une position favorable, susceptible d'entraîner la corruption* ».<sup>1088</sup> Ces points de vue divergents trahissent les défaillances qu'il y a dans la collaboration entre les autorités judiciaires et l'administration en matière de transaction.

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire d'aménager un cadre de collaboration entre l'administration et les autorités judiciaires en ce qui concerne la transaction. On pourrait par exemple s'inspirer de la pratique française selon laquelle « *it is the administrative authority that proposes the transaction, but it must be accepted by the perpetrator and must be approved by the public prosecutor* ».<sup>1089</sup>

En somme, un cadre juridique adapté à la criminalité environnementale et un meilleur encadrement de l'action des différents acteurs constituent le gage d'une politique criminelle efficace pour mieux réprimer les atteintes à l'environnement au Cameroun.

## 8.2. Mieux réprimer les atteintes à l'environnement

**388.** La prise de conscience par les populations de la nécessité de protéger l'environnement de même que les réformes législative et judiciaire ne serviraient à rien si des sanctions adaptées n'étaient pas effectivement appliquées aux auteurs d'atteintes à l'environnement. En effet, la sanction considérée aujourd'hui comme « *véritable clé de voûte de tout système juridique* »<sup>1090</sup>, « *[...] reste la condition d'efficacité de protection de l'environnement* ».<sup>1091</sup>

---

l'eau ; Manuel de Procédures Administratives du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (tome 1 et 7) etc. Plus largement, lire le chapitre 2 où la question a été discutée.

<sup>1085</sup> Les espèces animales de cette catégorie ne peuvent être abattues sauf autorisation accordée par le ministre de la faune. Cf. Art. 12 du décret n° 95/466/pm du 20 juillet 95 fixant les modalités d'application du régime de la faune.

<sup>1086</sup> Djeukam (R.), *La législation faunique camerounaise comme outil de protection des espèces animales menacées d'extinction au Cameroun*, MINFOF, février 2012, p.19.

<sup>1087</sup> Kam Yogo (E.D.) et Koua (E.), « Les litiges environnementaux devant les juridictions camerounaises », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, p.894.

<sup>1088</sup> Djame (F.N.), « Eléments d'introduction au droit forestier camerounais », *op. cit.*, p.499.

<sup>1089</sup> Report on France, 9, 11 and 14. Cité par Faure (M.), Gerstetter (C.), Sina (S.) et Vagliasindi (G.M.), *Actors and Institutions in the Fight Against Environmental Crime*, *op. cit.*, p.118.

<sup>1090</sup> Tzutzuiano (C.), L'effectivité de la sanction pénale, Thèse Université de Toulon, 2015, p.1.

Elle est l'une des caractéristiques d'une règle de droit. Au sens strict, la sanction se définit comme la « *mesure de réaction à la violation d'une obligation* ». <sup>1092</sup> En matière d'environnement, il existe une palette large de sanctions. Entre autres les sanctions pénales, administratives et civiles qui elles-mêmes sont le reflet des différentes matières qui gouvernent le droit de l'environnement.

De toutes les sanctions applicables en droit de l'environnement, la sanction pénale semble la plus dissuasive à rendre la protection de l'environnement efficace. En effet, « *l'expérience montre que les systèmes de sanction existants ne suffisent pas à garantir le respect absolu de la législation en matière de protection de l'environnement. Ce respect peut et doit être renforcé par l'existence des sanctions pénales, qui reflètent une désapprobation de la société qualitativement différente de celle manifestée par le biais des sanctions administratives ou d'une indemnisation au civil* ». <sup>1093</sup> Mais aujourd'hui, l'expérience de la protection de l'environnement par le droit pénal au Cameroun semble ne pas encore porter les fruits escomptés. Les sanctions sont, soit suffisantes mais inappliquées, soit pas suffisantes. Il est donc nécessaire de mettre le droit pénal en adéquation avec la valeur environnementale qu'il entend protéger. Si la sanction pénale est souvent utilisée pour protéger l'environnement, il faut reconnaître qu'aujourd'hui, la tendance est plutôt à la préférence des sanctions d'ordre administratif et civil. Le droit pénal ne devant jouer qu'un rôle accessoire dans la protection de l'environnement.

De ce qui précède, pour nous, la répression efficace des atteintes à l'environnement au Cameroun passe par l'adaptation des sanctions à la criminalité environnementale (8.2.1.). Une internationalisation de la répression (8.2.2.) est toutefois nécessaire, par la consécration du crime d'écocide pour les infractions particulièrement graves.

### 8.2.1. Adapter les sanctions à la criminalité environnementale

389. Si les valeurs protégées par le droit pénal telles que la liberté, l'honneur, la propriété (...), ne posent pas trop de difficultés quant à la nature des peines à leur appliquer, l'environnement quant à lui, est une valeur complexe qui appelle le droit pénal à plus d'innovation pour trouver la juste peine qui lui sera appliquée. Le législateur camerounais a fait des efforts considérables en ce sens en adoptant une loi en 2016 portant Code pénal. Des nouvelles peines pouvant être appliquées à la criminalité environnementale y ont été introduites, notamment des peines alternatives. On y retrouve aussi des sanctions pour les personnes morales à l'instar de la dissolution, de la publication de la décision (...).

Cependant, les spécificités inhérentes au DPE font qu'il subsiste toujours quelques anomalies dans la détermination des peines et dans leur application. De plus, la diversité des sanctions susceptibles de s'appliquer en matière d'environnement, pousse à l'embarras. Le choix de la sanction la plus efficace n'est pas toujours facile à opérer. Faut-il privilégier les sanctions administratives ou pénales ou encore civiles ou alors faut-il faire recours aux trois types de sanction dans le contentieux de l'environnement ? Cela pourrait être un début de solution. Les développements ci-dessous nous renseignerons davantage.

Il se pose alors le problème de la nature de la répression à privilégier en matière d'environnement. Quoi qu'il en soit, il y a un besoin, celui de l'amélioration des sanctions

---

<sup>1091</sup> Ngang (J.M.), « Les règles d'urbanisation et la protection de l'environnement au Cameroun », in Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.) (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, p.384.

<sup>1092</sup> Guinchard (S.) et Debard (T.), *Lexique des termes juridiques*, op. cit., p.1697.

<sup>1093</sup> Cf. Directive 2008/99/CE du parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal. Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32008L0099&from=EN>, consulté le 28/06/2019.

(8.2.1.1.) en matière d'environnement. Celle-ci doit tenir compte de la spécificité du droit de l'environnement, qui est une discipline carrefour. Une combinaison (8.2.1.2.) des sanctions est alors préférable pour assurer l'efficacité de la répression.

### 8.2.1.1. Améliorer la sanction des atteintes

L'étude sur les faiblesses substantielles du DPE camerounais soulignée au chapitre 3 a mis en évidence quelques carences au niveau des sanctions applicables aux auteurs d'atteinte à l'environnement. Pour l'essentiel, on note l'existence des peines disproportionnées et le recours constant à la procédure de transaction qui réduit considérablement le contentieux pénal. Les peines disproportionnées traduisent en quelque sorte une certaine indulgence du législateur envers les contrevenants. Ce qui est de nature à amener les juges à prononcer de faibles peines.

Pour assurer l'application efficace des sanctions, il est souhaitable d'aggraver les sanctions (8.2.1.1.1.) et de limiter le recours à la transaction (8.2.1.1.2.).

#### 8.2.1.1.1. Aggraver les sanctions

**390.** Au Cameroun, « *si les peines d'emprisonnement sont faibles, tel n'est pas le cas des sanctions pécuniaires (amendes ou dommages et intérêts)* ». <sup>1094</sup> L'affaire <sup>1095</sup> *Ministère Public et l'administration des forêts c/ Fontsa Pierre*, nous offre une belle illustration. M. Fontsa Pierre avait été condamné par le tribunal à verser 2 370 000 FCFA. Le problème de la disproportion des peines concerne alors les peines privatives de liberté seulement.

En effet, « *à l'analyse des textes camerounais régissant le domaine environnemental, il y a deux catégories d'infractions ici. D'une part (les plus nombreuses), les infractions relevant de la catégorie des délits dont les peines privatives de liberté prévues oscillent généralement entre six mois et deux ans et atteignent exceptionnellement cinq ans* ». <sup>1096</sup> Les Articles 79 à 84 sont forts révélateurs de cet état de chose. Ce qui a vraisemblablement une influence sur les juges qui prononcent des peines relativement faibles. Ce que « *la doctrine considère comme une mansuétude du juge judiciaire camerounais à l'encontre des prévenus en matière environnementale, peut être justifiée en partie, par la soumission de celui-ci au principe de la légalité des délits et des peines [...]* ». <sup>1097</sup>

Nous partageons l'avis des auteurs qui proposent que « *[...] l'on met l'emphasis sur la nécessité d'accroître leur quantum, quid au juge en fonction de son pouvoir de modulation des châtiments pénaux, de l'adapter à la situation de chaque prévenu* ». <sup>1098</sup> Il s'agit en réalité d'une réécriture des différentes incriminations en droit pénal de l'environnement qui s'avère nécessaire.

Le législateur camerounais a une préférence pour les peines pécuniaires. Cela explique d'ailleurs l'instauration de la procédure de transaction qui, au lieu d'être une exception, tend à devenir la règle pour la résolution des litiges environnementaux. Il faut au maximum, limiter son utilisation parce qu'elle constitue une entrave à la responsabilité pénale.

<sup>1094</sup> Kam Yogo (E.D.) et Koua (E.), « Les litiges environnementaux devant les juridictions camerounaises », *op. cit.*, p.905.

<sup>1095</sup> *Ibid.* TPI de Mbouda : 2007, 2<sup>e</sup> rôle). En l'espèce le *Ministère Public et ministère des forêts et de la faune c/ Keng Mbunda*, ce dernier (le prévenu) a été condamné à 1, 383,750 FCFA pour détention illégale des trophées (TPI Douala Bonanjo : 2011, 5<sup>e</sup> rôle).

<sup>1096</sup> *Ibid.*, p.906.

<sup>1097</sup> *Ibid.*

<sup>1098</sup> *Ibid.*

#### 8.2.1.1.2. Limiter le recours à la transaction

391. La procédure de transaction a été prévue par presque toutes les lois sectorielles sur l'environnement au Cameroun. Sa caractéristique est qu'« *elle privilégie les sanctions pécuniaires en lieu et place de la répression pénale* »<sup>1099</sup>, puisqu'elle éteint l'action publique. Pour cette raison, elle a fait l'objet de vives critiques de la part de la doctrine. Elle a été considérée par certains comme une « *mesure de clémence* ».<sup>1100</sup> En réalité, plus qu'une mesure de règlement des conflits environnementaux, le recours fréquent à la procédure de transaction permet aux autorités administratives de s'enrichir avec les revenus issus des transactions. Un auteur dit en ce sens que, « [...] *la seule maîtrise de la transaction par l'administration ne peut manquer de favoriser les actes de corruption* ». <sup>1101</sup>

Afin d'éviter un recours systématique à la transaction, il est nécessaire que l'administration ne soit pas la seule à intervenir dans cette procédure. Il faut instaurer un contrôle du Procureur de la République comme cela se passe en France et du juge lors du prononcé du montant de la transaction. Cela permettra au Procureur de la République de pouvoir s'opposer à une procédure transactionnelle fallacieuse initiée par l'administration. En France, la solution pour une meilleure utilisation de la transaction semble avoir été donnée par la circulaire du 21 avril 2015<sup>1102</sup> relative aux orientations de politique pénale en matière d'atteintes à l'environnement. Elle souligne que, « *le recours à cette procédure doit donc être réservé aux infractions de faible gravité. Le recours à la transaction pénale doit être exclu lorsque les faits ont été commis de façon manifestement délibérée, ont été réitérés, ou ont causé des dommages importants à l'environnement ou à une personne. De même, il doit être écarté lorsque des victimes ont porté plainte et ont demandé réparation d'un préjudice* ». Le législateur camerounais pourrait s'inspirer de ces dispositions pour mieux réglementer la procédure de transaction.

L'efficacité de la répression des atteintes à l'environnement ne dépend pas seulement de l'application des sanctions pénales. D'autres sanctions concourent aussi à la protection de l'environnement notamment, administrative et civile. Une combinaison des différentes sanctions semble être la meilleure manière de protéger l'environnement.

#### 8.2.1.2. Combiner les sanctions

392. Dans le système pénal camerounais, trois principales sanctions existent : des peines principales, des peines accessoires et des mesures de sûreté. Ces sanctions sont indifféremment appliquées aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales. Mais ces sanctions suffisent-elles aujourd'hui à protéger efficacement l'environnement ? Les sanctions administrative et civile n'ont-elles pas aussi un rôle à jouer ? Cette préoccupation est au centre de l'interdépendance originelle entre le droit pénal et le droit administratif. Plusieurs théories ont été développées par la doctrine au niveau européen sur la relation entre le droit pénal et le droit administratif avec des fortunes diverses. En effet, deux camps s'opposent sur la question.

Le premier camp est constitué des auteurs qui pensent que, le droit pénal devrait tout simplement être supprimé dans la répression des atteintes à l'environnement. Le chef de file

<sup>1099</sup> Ndjame (F.N.), « Eléments d'introduction au droit forestier camerounais », *op. cit.*, p.499.

<sup>1100</sup> *Ibid.*, p.513. Ononino (2012:81).

<sup>1101</sup> *Ibid.*, p.514. Talla (2010:114).

<sup>1102</sup> NOR : JUSD1509851C.

de cette position est Louk Hulsman.<sup>1103</sup> Cette position n'a véritablement pas eu un écho favorable dans la doctrine.

Le second camp quant à lui, préconise un recours limité au droit pénal en privilégiant les sanctions administratives. Les tenants de cette doctrine sont De Roos, Michael Faure, Ogus, Ayres (...). Selon leurs arguments, « [...] *criminal law was too costly to be generally applied to regulatory violations in cases where administrative penalties alone could suffice* ». <sup>1104</sup> D'autres s'appuient sur des raisons de rentabilité.<sup>1105</sup>

Au-delà de cette controverse, une position semble aujourd'hui dominer, celle en faveur du rôle plus limité pour le droit pénal et un rôle plus important pour les alternatives, telles que les systèmes d'amende administrative. Il s'agit de l'approche '*toolbox*'<sup>1106</sup> (boîte à outils). Cette approche met à la disposition des exécutants les sanctions pénales, administratives et civiles. Ils n'auront alors qu'à choisir la sanction la mieux adaptée au litige à trancher.

La protection pénale de l'environnement au plan national est certes une nécessité, mais elle ne doit pas perdre de vue le caractère transversal des atteintes à l'environnement. C'est la raison pour laquelle il faudrait internationaliser la répression.

### 8.2.2. Internationaliser la répression

**393.** La protection de l'environnement par le droit pénal que nous avons jusqu'ici analysé était centrée uniquement sur le plan national. Or, s'il est admis que l'environnement est un '*bien public mondial*'<sup>1107</sup>, la protection de l'environnement au Cameroun doit prendre en compte la dimension internationale des atteintes à l'environnement. En effet, on ne peut pas aujourd'hui perdre de vue le fait que, la criminalité environnementale soit un phénomène universel qui ne s'arrête pas qu'aux seules frontières des Etats.<sup>1108</sup> Et que, cette criminalité prend des proportions de plus en plus inquiétantes de sorte qu'une action concertée entre les Etats est nécessaire pour réprimer efficacement les atteintes graves qui menacent notre planète. La législation pénale nationale devrait alors prendre en considération l'aspect international de la protection de l'environnement.

Au Cameroun, si les normes internes de lutte contre la criminalité de manière générale, ont une incidence au niveau international<sup>1109</sup>, l'intégration des normes d'incrimination des infractions internationales, et des modalités de collaboration avec les juridictions pénales internationales n'est cependant pas encore une réalité. Les infractions internationales par nature sont ignorées en droit camerounais. Aucune juridiction camerounaise ne peut connaître

<sup>1103</sup> V. Louk Hulsman (H.C.), *Handhaving Van Recht* (1965); Louk H.C. Hulsman, *Kriteria voor strafbaarstelling*, in *Strafrecht te-Recht? Over Dekriminalisering En Depenalisering* 80–92 (E.A. de la Porte ed., 1972). Cité par Faure (M.), « The revolution in environmental criminal law in Europe », *op. cit.*, p.337.

<sup>1104</sup> *Ibid.*, p.338. Voir: Ayres (I.) et Braithwaite (J.), *Responsive regulation: transcending the deregulation debate* (1992).

<sup>1105</sup> *Ibid.* Voir: Ogus (A.) et Abbot (C.), «Sanctions for Pollution: Do We Have the Right Regime? », 13 *J. ENVTL. L.* 283–98 (2002).

<sup>1106</sup> *Ibid.*

<sup>1107</sup> Beauvais (P.), « Les limites de l'internationalisation du droit pénal de l'environnement », in Neyret (L.) (dir.), *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, éditions Bruylant, Bruxelles, 2015, p.5.

<sup>1108</sup> Les pollutions atmosphérique et maritime ne s'arrêtent pas seulement aux frontières de l'Etat pollueur, mais sont susceptibles d'avoir des répercussions dans d'autres Etats.

<sup>1109</sup> Art. 8 : « la loi pénale de la République s'applique :

- a) A toute infraction dont l'un des éléments constitutifs s'est trouvé réalisé en tout ou en partie sur son territoire ;
- b) Aux infractions d'atteinte à la sûreté de l'Etat, de contrefaçon du sceau de l'Etat ou de monnaie nationale y ayant cours, commise même à l'étranger.

Toutefois, aucun étranger ne peut être jugé par les juridictions de la République en application du paragraphe (b), à moins qu'il n'ait été arrêté sur le territoire de la République ou qu'il n'y ait été extradé ».

à l'heure actuelle des crimes de guerre, du génocide, des crimes contre l'humanité du fait que le pays n'a pas encore ratifié le statut de la Cour pénale internationale.<sup>1110</sup> Les aspects du droit pénal de l'environnement à l'égard de la criminalité environnementale ayant déjà fait l'objet d'une étude par le Professeur Keubou, nous n'y reviendrons pas. Nous mettrons l'accent sur une infraction internationale qui fait l'objet de beaucoup de débats actuellement, le crime d'écocide.

Il serait peut-être souhaitable qu'un crime d'écocide soit consacré dans le Code pénal camerounais (8.2.2.1.). Il faudrait alors déterminer les contours d'une telle infraction (8.2.2.2.).

#### **8.2.2.1. Consacrer le crime d'écocide dans le Code pénal**

**394.** L'internationalisation de la répression pénale des atteintes à l'environnement au Cameroun doit s'opérer par l'introduction dans le Code pénal camerounais d'un crime d'écocide consistant à punir les atteintes à l'environnement les plus graves. Pendant que certains pays<sup>1111</sup> peinent à consacrer une telle infraction, d'autres par contre ont déjà consacré avec succès cette infraction.<sup>1112</sup> Aucun pays africain à notre connaissance n'a encore consacré pareille infraction dans sa législation. Le Cameroun pourrait saisir l'occasion pour devenir pionnier en la matière en Afrique. Ce d'autant plus que, la non consécration de cette infraction dans le Code pénal camerounais est aujourd'hui considérée comme une faiblesse dans la protection de l'environnement. C'est ce que semble soutenir un auteur<sup>1113</sup> en ces termes « *there are many expectations regarding the repression of damages on biodiversity Cameroon's protected areas. One of them is to enshrine ecocide crimes in environmental penal law envisaging punitive damages* ». C'est dire toute l'importance qu'il y a aujourd'hui à consacrer une telle infraction.

On fait la lumière sur cette notion d'écocide (8.2.2.1.1.) tout en présentant les enjeux possibles (8.2.2.1.2.) de la consécration d'une telle infraction.

##### **8.2.2.1.1. Lumière sur la notion d'écocide**

**395.** La notion d'écocide fut utilisée pour la première fois en 1970 lors de la '*Conférence on War and National Responsibility*' par le professeur et biologiste Arthur W. Galston qui qualifia d'écocide l'opération Ranch Hand et proposa '*un nouvel accord international visant à bannir l'écocide*'.<sup>1114</sup> Cette notion a été employée par analogie à l'infraction de génocide. Une différence existe entre ces deux crimes. Tandis que le génocide s'intéresse à l'humain, l'écocide lui est focalisé sur les infractions qui causent un préjudice grave à l'environnement.

---

<sup>1110</sup> Plus largement, lire : Keubou (P.), Le droit pénal camerounais et la criminalité internationale [En ligne]. Thèse Droit. Poitiers : Université de Poitiers, 2012. Disponible sur : <http://theses.univ-poitiers.fr>.

<sup>1111</sup> L'on pourrait citer la France dont le Sénat à majorité de droite, a rejeté, jeudi 2 mai 2019, en première lecture, une proposition de loi du groupe socialiste visant à introduire l'incrimination d'écocide dans le Code pénal français afin de punir les crimes environnementaux d'une gravité particulière.

<sup>1112</sup> Dix pays ont déjà consacré cette infraction dans leur législation. Il s'agit de la Géorgie en 1999 ; de la République d'Arménie en 2003 ; de l'Ukraine en 2001 ; du Belarus en 1999 ; du Kazakhstan en 2014 ; du Kirghizistan en 1997 ; de la République de Moldavie en 2002 ; du Vietnam en 1999 ; de la Russie en 1996 et du Tadjikistan en 1998.

<sup>1113</sup> Lambert-Faivre (1998). Cité par Ngo Nonga (M.), «Criminal law protection of wildlife reserves in Cameroon», *op. cit.*, p.263.

<sup>1114</sup> (Traduction libre) (Anja Gauger et al., juillet 2012 et Valérie Cabanes, 2016). Cité par Vanrenterghem (J.), L'incrimination d'écocide : une nécessité en droit international ? Etude d'un cas d'application sur le commerce illégal du bois de rose à Madagascar, Mémoire, Université Libre de Bruxelles, 2016/2017, p.4.

Il n'existe actuellement pas de définition unanime du crime d'écocide. Beaucoup de définitions ont été proposées par la doctrine<sup>1115</sup>, mais ne retiennent pas les mêmes critères pour qualifier l'écocide. Cela n'est d'ailleurs pas sans conséquences. « *En pratique, cette différence entre ces définitions pourrait engendrer une différence de traitement* ». <sup>1116</sup> L'auteur nous en donne un exemple concret. Prenons l'exemple de Fukushima, l'exploitant, Tepco (Tokyo electric power company) et son directeur général, pourraient être poursuivis pour écocide au regard de la définition du mouvement End Ecocide on Earth (EEE).<sup>1117</sup> L'application de la définition de la Convention Ecocide engendrerait cependant une condamnation différente.<sup>1118</sup> En effet, dans ce cas, il ne serait pas question d'écocide mais plutôt d'écocrime.<sup>1119</sup>

Il faudrait alors déterminer avec précision, les frontières entre l'écocrime et l'écocide. Autrement dit, le seuil de gravité qui ferait qu'une atteinte à l'environnement entre dans la catégorie d'écocrime ou d'écocide doit être déterminé. Pour le Professeur Laurent Neyret, la criminalité environnementale peut être divisée en deux catégories : les crimes communs et les crimes hors du commun. Ces derniers étant « *les seuls selon nous à devoir relever du concept d'écocide, on trouverait des comportements exceptionnels à l'origine de dommages d'une extrême gravité* ». <sup>1120</sup> Une constante émerge de la liste des comportements punissables dans les pays qui ont adopté le crime d'écocide, c'est le « *'caractère massif' de la destruction de la flore ou de la faune, ou le fait que les conduites doivent être susceptibles de causer une 'catastrophe écologique'* ». <sup>1121</sup> Malgré les multiples définitions de l'écocide, il reste que les différentes approches retiennent l'écocide comme une atteinte particulièrement grave. Les éléments matériels caractéristiques de cette infraction ont été posés dans le projet de Convention écocide<sup>1122</sup> en son Article 2.<sup>1123</sup>

<sup>1115</sup> Pour les différentes définitions de la notion d'écocide Voir Vanrenterghem (J.), *L'incrimination d'écocide : une nécessité en droit international ? Etude d'un cas d'application sur le commerce illégal du bois de rose à Madagascar*, op. cit., pp.10-18.

<sup>1116</sup> Vanrenterghem (J.), *ibidem*, p.18.

<sup>1117</sup> *Ibid.*, p.18, citant Joël Hubrecht, 6 décembre 2015, p.7. Pour Valérie Cabanes membre du mouvement EEE l'implication de l'entreprise Tepco constitue de façon évidente un écocide (de Hesselle, 19 mai 2016).

<sup>1118</sup> *Ibid.*

<sup>1119</sup> *Ibid.*

<sup>1120</sup> Neyret (L.), « Pour la reconnaissance du crime d'écocide », Lavoisier, *Revue juridique de l'environnement*, 2014/HS01 Volume 39, p.180. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-revue-juridique-de-l-environnement-2014-HS01-page-177.htm>, consulté le 27/05/2019.

<sup>1121</sup> Fronza (E.) et Guillou (N.), « Vers une définition du crime international d'écocide », in Neyret (L.) (dir.), *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, éditions Bruylant, Bruxelles, 2015, p.133.

<sup>1122</sup> L'idée d'initier une recherche collective consacrée à la protection de l'environnement est née à l'occasion d'une réflexion sur la transformation du concept de crime contre l'humanité en matière environnementale, qui a abouti à la proposition d'un nouveau crime international : le crime d'écocide. Le groupe de travail dirigé par le professeur Laurent Neyret est à l'origine de ce Projet.

<sup>1123</sup> (1) Aux fins de la présente Convention, on entend par écocide les actes intentionnels commis dans le cadre d'une action généralisée ou systématique et qui portent atteinte à la sûreté de la planète, définis ci-après :

a) Le rejet, l'émission ou l'introduction d'une quantité de substances ou de radiations ionisantes dans l'air ou l'atmosphère, les sols, les eaux ou les milieux aquatiques ; b) La collecte, le transport, la valorisation ou l'élimination de déchets, y compris la surveillance de ces opérations ainsi que l'entretien subséquent des sites de décharge et notamment les actions menées en tant que négociant ou courtier dans toute activité liée à la gestion des déchets ; c) L'exploitation d'une usine dans laquelle une activité dangereuse est exercée ou des substances ou préparations dangereuses sont stockées ou utilisées ; d) La production, le traitement, la manipulation, l'utilisation, la détention, le stockage, le transport, l'importation, l'exportation ou l'élimination de matières nucléaires ou d'autres substances radioactives dangereuses ; e) La mise à mort, la destruction, la possession ou la capture de spécimens d'espèces de faune et de flore sauvages protégées ou non ; f) les autres actes de caractère analogue commis intentionnellement et qui portent atteinte à la sûreté de la planète.



La reconnaissance du crime d'écocide n'est pas innocente, elle trahit la crainte constante de la communauté internationale de l'état de l'environnement et de l'urgence qu'il y a à adopter une position commune en vue de rendre la répression et la protection efficace.

#### 8.2.2.1.2. Les enjeux de la consécration du crime d'écocide

396. « *Ce qui est commun au plus grand nombre fait l'objet de soins les moins attentifs. L'homme prend le plus grand soin de ce qui lui est propre, il a tendance à négliger ce qui est en commun* ». <sup>1124</sup> Ces propos semblent aujourd'hui résumer ce qui se passe actuellement dans la protection internationale de l'environnement par le droit pénal. Malgré les atteintes que l'environnement subit, et les appels à adopter un instrument à vocation internationale dans la lutte contre la criminalité environnementale, rien ne semble évoluer. Certains auteurs n'hésitent pas à parler de régression de la justice pénale internationale dans sa globalité. En effet, disent-ils « *l'idée originelle de la justice internationale s'est émoussée au point que certains n'hésitent plus à la reléguer, à son tour, au rang des vieilles lunes d'une époque révolue. Des lunes qui, selon ses détracteurs, ne brillent jamais plus fort que lorsque la nuit semble toucher à son terme, que l'on peut se permettre de rêver du jour qui vient, et pourquoi pas d'un, 'nouvel ordre mondial'* ». <sup>1125</sup>

En effet, la justice pénale internationale semble aujourd'hui hésitante à consacrer une incrimination d'écocide. A notre avis, l'impulsion pourrait venir des Etats. Si un nombre important de pays à travers le monde, parvenait à consacrer le crime d'écocide dans leurs législations, cela pourrait renforcer sa légitimité et avoir ainsi une forte audience dans les cercles de décision au niveau international. L'introduction d'une incrimination d'écocide dans la législation pénale camerounaise permettra au pays de contribuer de manière significative à la construction d'une justice pénale internationale en matière d'environnement.

De plus, la répression se trouvera sans doute améliorée. Par exemple, une entreprise camerounaise qui aurait déversée des tonnes de déchets toxiques, dans la mer ou dans une forêt au Cameroun ou à l'étranger, pourrait faire l'objet d'une condamnation pour crime d'écocide.

La loi pénale camerounaise relative aux infractions internationales dispose déjà que, « *la loi pénale de la République s'applique au [...] trafic des stupéfiants, au trafic des déchets toxiques [...]* » <sup>1126</sup> sans plus de précision. S'il advenait que certains de ces actes soient érigés en crime d'écocide, quels seraient les contours d'une telle infraction ?

#### 8.2.2.2. Les contours possibles du crime d'écocide

L'écocide, bien qu'étant une infraction particulière, demeure néanmoins une infraction. Comme toute infraction, l'écocide devrait être constitué de deux éléments : une incrimination et une peine. La doctrine a largement eu à débattre sur l'écocide sur toutes ses façades. Le groupe de travail conduit par le professeur Neyret a produit une excellente contribution en matière d'écocide. <sup>1127</sup> Le législateur pénal camerounais peut s'inspirer des propositions contenues dans cet ouvrage afin de construire un crime d'écocide au Cameroun.

<sup>1124</sup> Aristote, *Politique*, Livre III, citation reprise de Petit, 2011.

<sup>1125</sup> Hubrecht (J.), « Imaginer l'avenir de la justice pénale internationale malgré sa régression », *Le Seuil, 'Communications'*, 2019/1 n° 104, p.180. Disponible sur : <https://www.info/revue-communications-2019-1-pages-179.htm>, consulté le 05/05/2019.

<sup>1126</sup> Art. 11 CPC.

<sup>1127</sup> Cf. Neyret (L.) (dir.), *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, éditions Bruylant, Bruxelles, 2015, 465 p.

Nous ne reviendrons pas sur ces débats autour de l'écocide. Nous proposons quelques solutions sur la formulation possible de l'incrimination (8.2.2.2.1.) et de la sanction à appliquer aux auteurs coupables du crime d'écocide (8.2.2.2.2.).

#### 8.2.2.2.1. Du point de vue de l'incrimination

397. L'incrimination consiste pour le législateur à rendre un comportement criminel.<sup>1128</sup> Elle doit être clairement posée car d'elle, dépendra la qualification pénale à donner à l'infraction. L'incrimination de l'écocide pose plusieurs difficultés entre autres celle de la valeur à protéger et de la détermination de l'élément moral.

S'agissant de la valeur à protéger, la détermination de celle-ci s'avère difficile. En effet, la protection de l'environnement concerne non seulement le temps présent, mais aussi les temps futurs. La combinaison de ces approches peut donner lieu à deux modèles de politiques criminelles, « *d'une part le modèle réactif qui combine une valeur protégée fondée sur la protection de l'homme et sur une structure juridique stable de la qualification pénale [...]. D'autre part, le modèle anticipatif qui combine une valeur protégée fondée sur la protection du futur de l'homme c'est-à-dire, celui de la planète, et une structure juridique évolutive susceptible d'être élargie* ». <sup>1129</sup> Si le premier modèle se concentre avant tout sur des comportements actuels et connus, le second privilégie la protection future de la sécurité environnementale et de la planète par rapport à la sécurité juridique.<sup>1130</sup> Ce modèle risque de faire l'objet de beaucoup de critiques. En effet, « *la consécration d'un droit pénal futur' cristallisé par le juge peut, en effet, être perçue comme une remise en cause du principe de légalité* ». <sup>1131</sup> Il faut donc faire preuve d'imagination pour concilier les deux modèles.

Concernant la détermination de l'élément moral, la doctrine reste divisée sur la question au niveau international. Alors que certains auteurs<sup>1132</sup> soutiennent qu'il faut nécessairement un élément intentionnel pour fonder l'écocide, d'autres<sup>1133</sup> par contre, estiment que cet élément moral n'a pas lieu d'être.

Au Cameroun, nous proposons que le crime d'écocide soit fondé sur un élément intentionnel. Précisons que l'exigence d'une intention préalable doit être entendue d'une manière extensive car, « *il arrive bien souvent que le résultat obtenu n'est pas le résultat qui était recherché : il y a discordance entre l'intention délictueuse et le résultat de l'acte encore appelé dol* ». <sup>1134</sup> Le dol<sup>1135</sup> va alors permettre d'étendre l'intention criminelle. Le groupe de

<sup>1128</sup> Ntono Tsimi (G.), *Droit pénal général*, cours magistral de 2<sup>e</sup> année Licence, Université de Yaoundé 2, 2017.

<sup>1129</sup> Fronza (E.) et Guillou (N.), « Vers une définition du crime international d'écocide », *op. cit.*, pp.138-139.

<sup>1130</sup> *Ibid.*

<sup>1131</sup> *Ibid.*, p.139.

<sup>1132</sup> Il en est ainsi du Professeur Neyret. On peut notamment lire à l'Article 2 du projet de Convention d'écocide que son groupe de travail a proposé ce qui suit : « *aux fins de la présente Convention, on entend par écocide les actes intentionnels commis dans le cadre d'une action généralisée ou systématique et qui portent atteinte à la sûreté de la planète* ».

<sup>1133</sup> Il en est ainsi de Valérie Cabanes, pour qui cette absence d'élément moral paraît essentielle car, à défaut, on ne pourrait « poursuivre personne : aucun chef d'entreprise ne dira qu'il a foré le sol dans le but de nuire à la nature ». Pour cette dernière « *condamner un écocide, même non intentionnel, permet de mettre en place un vrai principe de précaution, universel et contraignant [sic]* ». Cf. (Interview de Valérie Cabanes par Sonia Faure, 2 décembre 2015). Cité par Vanrenterghem (J.), *L'incrimination d'écocide : une nécessité en droit international ? Etude d'un cas d'application sur le commerce illégal du bois de rose à Madagascar*, *op. cit.*, p.15.

<sup>1134</sup> Ambassa (L.C.), *Droit pénal général-augmentés de sujets traités*, *op. cit.*, p.134.

<sup>1135</sup> Nous avons le *dol indéterminé*, l'auteur, tout en recherchant un résultat dommageable, n'a pas voulu de façon précise le résultat obtenu ; le *dol praeter intentionnel*, l'infraction développe des conséquences plus graves que celles qui étaient recherchées et le *dol éventuel*, le résultat effectivement atteint n'est pas celui qui était recherché, mais il était toutefois prévisible. Cf. Ambassa (L.C.), *Droit pénal général-augmentés de sujets traités*, *op. cit.*, p.134.

travail du Professeur Neyret retient également une conception large de l'intention en matière d'écocide. On peut lire à l'Article 2 (3) du projet de Convention d'écocide que *« les actes visés au paragraphe 1 doivent être commis intentionnellement et en connaissance du caractère généralisé et systématique de l'action dans laquelle ils s'inscrivent. Ces actes sont également considérés comme intentionnels lorsque leur auteur savait ou aurait dû savoir qu'il existait une haute probabilité qu'ils portent atteintes à la sûreté de la planète »*.

Ainsi, une incrimination du crime d'écocide dans le Code pénal Camerounais pourrait être formulée de la manière suivante : *« ceux qui en temps de paix ou de guerre portent délibérément une destruction massive à la faune à la flore, contamine l'atmosphère ou des ressources en eau, ainsi que d'autres actes susceptibles de provoquer une catastrophe écologique »*.

Nous proposons ci-dessous la sanction qui pourrait être appliquée à ces faits.

#### **8.2.2.2.2. Du point de vue de la sanction**

**398.** Les crimes d'écocide étant des infractions extrêmement graves, il faudrait que les sanctions proposées soient proportionnelles aux faits incriminés. Ces sanctions peuvent être imposées aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales. Le législateur pénal camerounais prévoit déjà dans certains cas, des sanctions pénales élevées pour les atteintes graves à l'environnement.<sup>1136</sup> Nous nous inspirons de celles-ci pour proposer des peines pouvant être appliquées au crime d'écocide. Ainsi, l'incrimination sur l'écocide serait complétée comme suit : *« Ceux qui en temps de paix ou de guerre portent délibérément une destruction massive à la faune à la flore, contamine l'atmosphère ou des ressources en eau, ainsi que d'autres actes susceptibles de provoquer une catastrophe écologique, doivent être condamnés à une peine entre dix et vingt ans d'emprisonnement, à un emprisonnement à vie et à une amende de 50 000 000 à 100 000 000 ou de l'une de ces peines seulement »*.

D'autres sanctions pourront s'appliquer aux personnes physiques et morales. Il s'agit des peines alternatives<sup>1137</sup>, des peines accessoires<sup>1138</sup> et les mesures de sûreté<sup>1139</sup> prévues par le Code pénal camerounais.

Au total, comme solution à la répression efficace des atteintes à l'environnement au Cameroun, nous avons proposé d'une part de déterminer le cadre législatif et judiciaire. D'autre part, nous avons dit qu'il fallait réprimer en adaptant les sanctions à la criminalité environnementale et en internationalisant la répression.

---

<sup>1136</sup> Cf. La Section 2 du chapitre 1.

<sup>1137</sup> Art. 18-1 CPC.

<sup>1138</sup> Art. 19 CPC.

<sup>1139</sup> Art. 20 CPC.

## CONCLUSION DU TITRE IV

**399.** Pour renforcer l'efficacité du DPE au Cameroun, il nous a semblé judicieux de procéder à un réaménagement du cadre juridique de protection sur deux axes, déterminer le cadre législatif et judiciaire, de même que celui de la nature de la répression.

La détermination des règles de répression fait appel à des réformes sur le plan législatif et sur le plan judiciaire. Au niveau législatif, il est nécessaire que soit adopté rapidement un Code de l'environnement au Cameroun. Celui-ci permettra de réunir en un seul document les multiples lois éparses qui existent en la matière. Il nous a aussi semblé important que l'environnement doive avoir une place importante dans le Code pénal. Il faudrait pour cela que soit introduit dans celui-ci, un titre réservé exclusivement aux infractions contre l'environnement. L'harmonisation des procédures a aussi été relevée. Concernant le volet judiciaire, la nécessité de spécialiser le personnel judiciaire, il a été souligné qu'il devrait y avoir une collaboration franche entre tous les acteurs, qu'ils soient administratifs ou judiciaires.

Concernant la répression proprement dite, nous avons opté pour une adaptation des sanctions à la criminalité environnementale. De même que de la nécessité d'internationaliser la répression. Pour l'adaptation des sanctions, nous avons trouvé nécessaire de proportionner les sanctions (surtout privatives de liberté) aux atteintes à l'environnement, de limiter le recours à la procédure transactionnelle, mieux de l'encadrer. Par la suite, conscient du fait que les sanctions pénales à elles seules ne peuvent suffire à protéger l'environnement, nous avons souhaité qu'il y ait une combinaison des différentes sanctions. L'idée d'internationaliser la répression des infractions à l'environnement a aussi été avancée. Celle-ci passe par la consécration dans le Code pénal camerounais d'un crime d'écocide. Après avoir défini ce qu'on entend par écocide, nous avons proposé une incrimination d'écocide assortie des sanctions qu'on appliquera aux auteurs coupables de cette infraction.

## CONCLUSION SECONDE PARTIE

**400.** Afin d'assurer l'efficacité du DPE au Cameroun, plusieurs solutions peuvent être envisagées, que ce soit à l'extérieur du système pénal qu'à l'intérieur. En ce qui concerne les solutions extra pénales, l'on a fait remarquer que le droit de l'environnement étant conçu pour s'appliquer premièrement à la population et être utilisé par les professionnels du droit. Il est alors primordial de créer un contexte social qui favoriserait son application. La légitimation du droit de l'environnement s'est avérée comme un facteur déterminant de l'effectivité de la matière. Elle passe par le renforcement de la démocratie environnementale et par l'appropriation du droit de l'environnement par les différents acteurs. Le cadre normatif camerounais ne permettant pas encore l'éclosion d'une véritable démocratie environnementale, il est essentiel d'adopter des lois permettant l'établissement d'un cadre juridique favorable à la démocratie environnementale. Mais il ne suffit pas d'établir un cadre juridique pour qu'il soit effectif, encore faut-il que celui-ci soit promu par le renforcement des campagnes de sensibilisation, de formation et d'éducation aussi bien chez les professionnels du droit que chez les destinataires de la norme. Ceci en vue de permettre l'appropriation de ce droit par tous les acteurs du droit de l'environnement. Cependant, l'ancrage du droit de l'environnement chez les populations et chez les professionnels du droit n'étant pas une panacée, une seconde modalité s'impose, réaménager le système pénal de protection.

Il s'agit pour l'essentiel des réformes qui doivent être faites par le législateur. Deux buts les sous-tendent : déterminer la cadre législatif et judiciaire et mieux réprimer les atteintes. En premier lieu, la détermination de la répression. Elle nécessite des réformes sur les plans législatif et judiciaire. Au niveau législatif, il faut harmoniser le cadre juridique de protection en adoptant un Code de l'environnement, en mettant en exergue les infractions environnementales contenues dans le Code pénal, en uniformisant les procédures. Sans toutefois oublier la nécessité de réécrire les dispositions pénales portant sur l'environnement. Au niveau judiciaire, le constat qui a été fait est celui de l'inaptitude des acteurs judiciaires en matière de répression des infractions à l'environnement. Pour remédier à ce problème, les acteurs judiciaires doivent être spécialisés afin de mieux les outiller à lutter contre la criminalité environnementale. En second lieu, il faut réprimer les atteintes. Deux modalités s'imposent à ce niveau : adapter les sanctions pénales à la criminalité environnementale et internationaliser la répression en consacrant dans le Code pénal camerounais un crime d'écocide.

La prise en compte de toutes ces propositions permettrait au Cameroun de faire un pas de géant dans la protection de l'environnement par le droit pénal.

## CONCLUSION GENERALE

**401.** L'étude sur la norme pénale à l'épreuve de la protection de l'environnement au Cameroun révèle trois enseignements et suscite une interrogation. Cette étude montre *primo* qu'il existe au Cameroun, un arsenal juridique important pour combattre la criminalité environnementale. *Deuxio*, lorsque ce cadre juridique est confronté à la valeur à protéger, l'environnement, la protection devient relative. La mise en œuvre de ce cadre juridique conduit à constater la faible effectivité du DPE camerounais. *Tertio*, nous constatons que malgré toutes les faiblesses qui ont été mentionnées tout au long de ce travail, il existe quand même des voies d'amélioration de la matière. L'interrogation porte sur le désir naturel de toute discipline, à un moment donné de son histoire de s'autonomiser.

**402.** Notre interrogation de départ portait sur le caractère adéquat ou non de la protection de l'environnement par le droit pénal au Cameroun. La réponse est que, la norme pénale n'apporte pas encore une protection suffisante à l'environnement au Cameroun. La protection de l'environnement sur le plan théorique est relativement attrayante, alors que dans la pratique, c'est le constat de l'ineffectivité de la matière qui se dégage. Il y aurait ainsi à la fois des éléments de satisfaction et d'insatisfaction sur la protection de l'environnement par la norme pénale au Cameroun. Les éléments de satisfaction portent sur le droit matériel, tandis que ceux d'insatisfaction découlent du maintien du DPE. Il convient dès lors d'exposer ces éléments de réponse.

Le premier élément de réponse consiste à présenter le système pénal de protection de l'environnement au Cameroun d'un point de vue théorique. Il en ressort que, le cadre juridique de protection de l'environnement au Cameroun oscille entre forces et faiblesses. Relativement aux forces du système pénal de protection, plusieurs constats peuvent être faits. Tout d'abord, le DPE au Cameroun est constitué de diverses sources. On les retrouve aussi bien dans la législation de droit commun que dans la législation spéciale. Son objet est tout aussi vaste. En effet, la protection pénale de l'environnement au Cameroun intègre l'environnement dans sa dimension naturelle et artificielle. Ce vaste domaine de protection ne peut que favoriser la prolifération des incriminations dont la sévérité des sanctions est variable. De plus, il y a un grand nombre d'acteurs chargés de la répression des infractions dans ce domaine. Ils relèvent de l'administration, de la société civile et du pouvoir judiciaire. Il y a ainsi plusieurs yeux qui sont braqués sur l'environnement afin d'assurer sa protection.

Les faiblesses sont tout aussi nombreuses. Elles se rencontrent aussi bien au niveau des règles substantielles que procédurales. L'évaluation des règles substantielles révèle toute la complexité du DPE due à sa dépendance administrative. Ceci a forcément des conséquences dans la formulation des incriminations et dans les sanctions proposées. Plus encore, le DPE camerounais brille par l'herméticité de ses normes qui, pour la plupart du temps, sont incompréhensibles pour les profanes de même que par les professionnels du droit. Au niveau procédural, les règles de procédures en matière de contentieux à l'environnement sont pêle-mêle. Elles relèvent à la fois de la procédure de droit commun prévue par le CPP et des procédures administratives prévues par les administrations en charge de l'environnement. C'est un contentieux qui manque d'une réelle lisibilité et qui semble assujettir la justice à la volonté de l'administration.

**403.** Le second élément de réponse à notre interrogation réside dans une tentative d'évaluation, au regard du droit positif, de l'influence de son application sur l'effectivité du DPE. La confrontation entre le droit posé et le droit appliqué en matière d'environnement au Cameroun révèle un écart considérable. En effet, malgré l'existence d'un arsenal juridique « [...] les cours d'eau continuent d'être continuellement pollués aussi bien par les ménages

que par les industries et les commerces sans qu'aucune sanction concrète ne soit prise à leur égard ». <sup>1140</sup> Cette faible application de la législation environnementale est à l'origine de l'ineffectivité du DPE. De plus, elle entretient l'impunité, le contrevenant sait qu'en commettant une infraction à l'environnement, il ne sera pas poursuivi. Quand bien même il viendrait à l'être, il pourra toujours échapper aux poursuites pénales en transigeant avec l'administration. Cela nous a conduits à mener une étude sur la portée de la criminalité environnementale sur l'environnement. Il en ressort que, la protection de l'environnement au Cameroun, malgré les efforts des pouvoirs publics, reste un véritable défi à relever.

Cependant, « l'utopie de voir l'environnement secouru par le droit pénal pourrait devenir une réalité ». <sup>1141</sup> Pour y arriver, nous avons entre autres proposé de favoriser l'instauration d'une démocratie environnementale au Cameroun ; de permettre aux citoyens de s'approprier le droit de l'environnement ; de déterminer la répression des atteintes à l'environnement et de les réprimer.

Concernant le recours à la démocratie environnementale, on constate que, le droit de l'environnement n'est pas encore véritablement ancré dans les consciences. Il est primordial que les principes de démocratie environnementale soient renforcés au Cameroun. À savoir, garantir l'accès à l'information, renforcer la participation du public au processus décisionnel et garantir au public l'accès à la justice environnementale. Mais à la base, il faut établir un cadre juridique favorable à l'émergence d'une démocratie environnementale au Cameroun. Pour ce faire, l'on a pu constater que ce cadre juridique était encore lacunaire du fait de l'existence des vides juridiques. Il faudrait alors que le Cameroun ratifie la Convention d'Aarhus, et compléter la législation nationale sur la démocratie environnementale en adoptant une loi sur cette question.

Toujours dans l'optique de donner une assise sociale au droit de l'environnement, nous avons préconisé que les différents acteurs s'approprient le droit de l'environnement. Les acteurs de l'administration qui, *a priori*, maîtrisent le droit de l'environnement, doivent continuellement être recyclés pour actualiser leurs connaissances. Les acteurs judiciaires doivent aussi être formés au droit de l'environnement grâce à des cours dispensés pendant leur formation. Par contre, pour ceux qui sont déjà sur le terrain, des séminaires d'imprégnation au droit de l'environnement devraient être régulièrement organisés. Ces mesures sont indispensables avant de procéder aux réformes législative et judiciaire qui s'imposent elles-aussi au regard de la structure actuelle du DPE camerounais.

**404.** S'agissant des réformes au niveau législatif, la législation en matière d'environnement étant éparpillée, il est nécessaire qu'une harmonisation intervienne dans ce domaine. Celle-ci permettra, outre de rassembler les différents textes en matière d'environnement dans un document unique, d'effacer les doublons et les contrariétés qui existent entre les différents textes. De plus, le Code pénal camerounais devrait peut-être subir une petite modification afin de regrouper les infractions à l'environnement sous un titre unique. En effet, les infractions à l'environnement contenues dans le Code pénal sont dispersées rendant ainsi leur repérage difficile. Il faudrait pour cela qu'un titre soit spécifiquement réservé aux infractions qui concernent l'environnement. L'uniformisation des procédures existant en matière d'environnement constitue également un chantier sur lequel doit se pencher le législateur camerounais.

Au niveau des réformes judiciaires, au vu de la situation qui prévaut au Cameroun, il est nécessaire que le système judiciaire soit adapté à la criminalité environnementale. Ceci par la spécialisation des organes judiciaires, mais également du personnel de la justice à savoir, les

---

<sup>1140</sup> Foka Taffo (F.), « Droit pénal de l'environnement au Cameroun », *op. cit.*, p.217.

<sup>1141</sup> Fouchard (I.) et Neyret (L.), « 35 propositions pour mieux sanctionner les crimes contre l'environnement », *op. cit.*, p.444.

juges, le parquet et les axillaires de justice tels que les avocats, les huissiers (...). Outiller les différents acteurs en matière d'environnement ne suffit pas assurer une répression efficace. Il faut encore qu'une collaboration franche soit instaurée entre ces acteurs, à savoir, entre l'administration et les acteurs judiciaires, entre le public et les acteurs chargés de la répression des infractions (...).

Cette répression s'exprime par l'application des sanctions aux contrevenants. Si les sanctions pénales semblent les plus à même à apporter un changement de comportement chez les délinquants, il faut néanmoins les adapter à la criminalité environnementale. Il faut entre autres les proportionner aux atteintes, limiter le recours à la transaction. Cependant, il faut reconnaître aujourd'hui que, les sanctions pénales ne pourraient à elles seules, assurer la protection efficace de l'environnement. C'est la raison pour laquelle, les autres formes de sanction (administrative et réparatrice) doivent intervenir lorsque cela est possible. En guise d'exemple, les sanctions administratives interviendront lorsque le dommage est de moindre importance ou lorsqu'une obligation administrative a été violée. Les sanctions pénales elles, interviendront en cas d'atteinte grave à l'environnement.

Le droit de l'environnement étant une discipline qui ne connaît pas de frontières, il faudrait que l'Etat du Cameroun aménage sa politique criminelle pour accorder plus de place à la criminalité internationale. Pour permettre l'évolution du DPE, nous pensons que, le Cameroun pourrait consacrer un crime d'écocide dans sa loi pénale. En effet, selon nous, l'impulsion pour la consécration du crime d'écocide au niveau international pourra venir des Etats qui, en consacrant cette infraction, lui donne une certaine légitimité.

En définitive, l'étude de la norme pénale à l'épreuve de la protection de l'environnement au Cameroun, nous a permis de nous rendre compte de la dépendance du DPE par rapport aux autres disciplines notamment le droit administratif et le droit de l'environnement. Ce qui tend à remettre en cause son autonomie. La question reste largement discutée dans la doctrine entre les partisans de l'émergence d'un DPE autonome et ceux qui ne voient dans cette matière qu'une composante du droit de l'environnement. Cette question est alors sujette à une autre étude, l'autonomie du DPE : mythe ou réalité ?





## RÉSUMÉ

La protection de l'environnement est devenue l'un des sujets majeurs du 21<sup>ème</sup> siècle. Ce regain d'intérêt pour la problématique de la protection de l'environnement est à l'image des nombreuses menaces qui pèsent sur l'environnement. Comme la plupart des pays dans le monde, le Cameroun fait recours au droit pénal pour sanctionner les atteintes perpétrées sur son environnement. Ce droit pénal de l'environnement camerounais présente néanmoins deux facettes. La première révèle un droit pénal de l'environnement attrayant, marqué par une floraison d'instruments juridiques consacrés par le législateur camerounais destinés à protéger l'environnement. La seconde facette est moins reluisante. En effet, il est regrettable de constater que l'arsenal juridique mis en place reste lettre morte. En réalité, les cours d'eaux continuent d'être pollués, l'exploitation illégale des essences forestière et faunique continuent de plus belle sous le regard impuissant d'un droit pénal de l'environnement pourtant dense. Le droit pénal de l'environnement camerounais s'apparente ainsi à un géant, mais dont les pieds méritent d'être affermis.



## SUMMARY

*Protecting the environment has become one of the major topics of the 21st century. The renewed interest in environmental protection reflects a number of threats to the environment. Like most countries in the world, Cameroon resorts to criminal law sanctioning attacks perpetrated on its environment. It is worth mentioning that the Cameroonian environmental criminal law is of two facets. The first reveals an attractive environmental criminal law enriched with legal instruments consecrated by the Cameroonian legislator intended to protect the environment. The second facet is less brilliant. Indeed, it is regrettable to note that the legal arsenal put in place is not absolutely and completely applicable. In reality, rivers continue to be polluted, illegal exploitation of forest and wildlife species continue unabated under the helpless gaze of a dense environmental criminal law. Cameroonian environmental criminal law is thus, akin to a giant whose feet deserve to be strengthened.*



## VALORISATION ADDENDUM

« *La norme pénale à l'épreuve de la protection de l'environnement au Cameroun* », thème qui a fait l'objet de notre étude, a conduit à certains résultats qui sont exposés dans la thèse. Qu'à cela ne tienne, certains points méritent encore des précisions à l'instar de savoir, quelle est la pertinence sociale et économique de la thèse ? Quels sont les groupes cibles qui peuvent bénéficier de notre recherche ? De quelle manière les résultats de la recherche sont pertinents pour la société ? En quoi notre recherche est novatrice par rapport à d'autres travaux ? Comment les résultats de la recherche seront diffusés ?

### **1) Quelle est la pertinence sociale et économique des résultats de la recherche ?**

La protection de l'environnement par la norme pénale est un sujet d'actualité au Cameroun. En particulier, le reproche qui est souvent fait au droit pénal de l'environnement camerounais est celui de son ineffectivité. Ce problème est d'ailleurs rencontré dans de nombreux pays à travers le monde, même si c'est à des degrés différents.

En ce qui concerne le Cameroun, l'ineffectivité du droit pénal de l'environnement semble profonde. Les cours d'eau continuent d'être continuellement pollués, la déforestation, le braconnage et d'autres activités illicites se pratiquent au vu et au su des pouvoirs publics, sans qu'aucune sanction concrète ne soit prise à l'égard des auteurs d'atteintes à l'environnement. Pourtant, ces actes ne sont pas sans conséquences aussi bien sur l'environnement que sur les êtres humains. Sur l'environnement, on assiste à la disparition des espèces végétale et animale, à l'aridité des terres, au changement climatique (...). Sur les personnes humaines, nous avons la détérioration de la santé des populations qui entraîne de nombreuses pertes en vies humaines. Autant de choses et bien d'autres qui hypothèquent le développement durable tant prôné par la communauté internationale.

L'un des facteurs de causalité pertinent pour cette thèse est que, le public camerounais manque d'une véritable conscience environnementale. Dans un tel contexte, le droit pénal de l'environnement ne peut qu'être inefficace parce que tout commence et s'achève par la conscience environnementale. Cette thèse a examiné dans quelle mesure et sur quel point portait cette inefficacité.

Les résultats de la recherche montrent que, le droit pénal de l'environnement camerounais peine à assurer une protection efficace de l'environnement. Même si l'arsenal juridique existant en la matière s'avère pertinent. A la fin de cette thèse, plusieurs recommandations ont été faites pour parvenir à un droit pénal de l'environnement dissuasif et efficace. La pertinence sociale de ces résultats est que, si tous les acteurs, publics et privés, jouant un rôle dans la protection de l'environnement s'en approprient de ce droit, nous parviendrons à une protection durable et efficace de l'environnement. Beaucoup d'atteintes seraient évitées et, il y aurait moins de criminalité environnementale. On pourrait améliorer et intensifier le traitement pénal des atteintes à l'environnement. Le bien-être social serait alors amélioré.

La pertinence économique de la recherche n'est pas des moindres. Certaines opinions ont souvent présenté le droit de l'environnement comme un obstacle au développement économique des pays, surtout ceux du tiers-monde. Le Premier Ministre indien Indira Gandhi en 1972, soulignait fort à propos que : « *comment peut-on demander à ceux qui vivent dans les villages et les bidonvilles de préserver la pureté de l'air, des rivières et des océans quand*

*leur propre vie est viciée ? La misère des pauvres, et l'avidité des riches ne sont-elles pas les nuisances les plus graves ? ».* Si cette position a souvent prospéré, il faut reconnaître qu'aujourd'hui, la relation développement économique et protection de l'environnement s'est affinée. La gestion saine de l'environnement et des ressources naturelles est de plus en plus considérée, non plus comme un obstacle au développement économique, mais comme sa condition préalable, et constitue un élément clef de tout programme destiné à améliorer les conditions de vie des populations.

## **2) À qui, en plus de la communauté universitaire, nos résultats de recherche sont intéressants et pourquoi ?**

En plus des chercheurs, les résultats de recherche de cette thèse peuvent bénéficier à beaucoup d'autres groupes. Tout d'abord, les recommandations faites dans cette thèse sont d'intérêt pour les décideurs camerounais.

Au Cameroun, les décisions importantes sont généralement prises par le législateur national (Assemblée Nationale et Sénat), mais aussi par le gouvernement central. La protection de l'environnement par le droit pénal a connu une grande évolution et d'autres réformes sont toujours en cours. Si les décideurs camerounais utilisent systématiquement le droit pénal pour faire respecter la législation environnementale, il serait alors utile s'ils peuvent prendre en compte les modestes propositions que je me permets de leur transmettre au travers de cette thèse. Dans l'ensemble, le Cameroun doit continuer d'améliorer sa politique pénale de protection de l'environnement afin de garantir un développement durable.

Notre thèse peut également intéresser les entreprises, en particulier celles dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement. Le Cameroun a réformé la responsabilité pénale des personnes morales en adoptant la loi de 2016 portant Code pénal. Cette thèse a examiné le régime juridique de responsabilité pénale applicable aux personnes morale et physique. Nous avons notamment essayé de faire ressortir les sanctions qui leur sont appliquées. Les données empiriques rassemblées dans cette thèse, pourront aider les sociétés commerciales, en particulier celles d'autres pays, à connaître les règles relatives à la responsabilité pénale des atteintes qu'ils pourront causer à l'environnement au Cameroun et prendre des décisions éclairées.

Outre les décideurs et les entreprises, cette thèse peut être intéressante pour les acteurs judiciaires (magistrats, avocats...) du Cameroun et ceux d'autres pays.

S'agissant des acteurs judiciaires camerounais, nous avons abondamment fait recours dans cette thèse au droit comparé. Les magistrats camerounais pourront alors aisément être imprégnés sur ce qui se passe ailleurs. Cela est d'autant plus important car, en ces temps modernes, les juges nationaux font souvent référence à la jurisprudence étrangère ou à la doctrine juridique dans leurs décisions. En ce qui concerne les juges étrangers, cette thèse leur fournit un exemple intéressant de comment les juges camerounais traitent des affaires relatives à l'environnement. Après tout, le problème de la protection pénale de l'environnement n'est pas propre au Cameroun.

Autre groupe à qui notre recherche pourrait bénéficier, la société civile. Dans un contexte où les citoyens portent difficilement leurs affaires devant les tribunaux, en particulier les litiges environnementaux, les associations de défense de l'environnement jouent davantage un rôle clé dans les contentieux environnementaux. Ces associations trouveront dans cette thèse,

beaucoup de références par exemple sur les règles de procédures devant les tribunaux au niveau national et même international. Elles pourront ainsi mieux préparer leur défense et participer efficacement à la protection des droits des populations en matière d'environnement.

### **3) De quelle manière les résultats de la recherche sont pertinents pour la société ?**

Premièrement, les résultats de mes recherches seront publiés par la bibliothèque de l'Université de Maastricht. La thèse sera disponible dans le monde entier par le web gratuitement pour les chercheurs, les étudiants et les autres personnes intéressées par le sujet de la protection de l'environnement par la norme pénale.

Deuxièmement, en plus de la publication en ligne de notre thèse, il est prévu de transformer certaines parties de la thèse en articles dans un futur proche.

Troisièmement, il est prévu à court terme, un vaste programme d'éducation à l'environnement qui se fera au sein d'une association de défense de l'environnement qui est en cours de création. Nous entendons mener à cet effet, trois principales activités consistant à l'information, à la formation et à la dénonciation des actes d'atteintes à l'environnement avec l'assistance des victimes devant les instances judiciaires. Ces actions sont nécessaires dans la mesure où, elles participeront à rendre le droit pénal de l'environnement effectif.

### **4) Dans quelle mesure pouvons-nous qualifier nos résultats d'innovants ?**

Cette recherche est novatrice sur deux points. D'une part, il apporte des éléments de preuve des conclusions souvent faites par la doctrine de l'ineffectivité du droit pénal de l'environnement camerounais. Les données statistiques utilisées dans notre thèse, montrent que le contentieux pénal environnemental est assez maigre au Cameroun. Cela pourrait conduire à la conclusion selon laquelle, il y a moins de criminalité environnementale au Cameroun, mais la réalité est tout autre. Les différents rapports sur l'état de la criminalité environnementale au Cameroun, font état de nombreuses atteintes perpétrées sur l'environnement, mais celles-ci restent pour la plupart impunies.

D'autre part, notre recherche nous a permis d'étudier la question de la protection pénale de l'environnement au Cameroun dans sa globalité. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons étudié la question dans presque tous ses aspects. De plus, presque tous les secteurs de l'environnement sont concernés dans cette recherche. Pourtant, peu de travaux ou presque pas, n'osent étudier la question de la protection pénale de l'environnement dans sa globalité. Certains auteurs préférant cibler un domaine précis auquel ils consacrent leur étude. Ainsi, notre recherche permet d'avoir une idée générale sur la consistance de l'arsenal normatif en matière de protection de l'environnement au Cameroun. Ceci peut alors permettre à d'autres chercheurs de comparer la protection pénale accordée à l'environnement au Cameroun avec celle mise en place dans d'autres pays à travers le monde. On serait alors en mesure de considérer s'il y a des avancées ou pas.



**5) Comment ces plans de valorisation seront-ils élaborés ? Quel est le calendrier, les risques encourus, quelles sont les opportunités de marché et quels sont les coûts impliqués ?**

Premièrement, les médias sociaux, tels que les journaux et les blogs, sont des plateformes formidables pour rendre les résultats de notre recherche accessible à un grand public.

Deuxièmement, il peut être utile de fournir des conseils juridiques aux entreprises qui parfois sont souvent poursuivies devant les juridictions pour certaines atteintes par eux causées à l'environnement. Nous pourrions ainsi par exemple, concevoir des manuels ou brochures qui présenteront le régime de responsabilité pénale des auteurs d'atteintes à l'environnement au Cameroun. Cela est particulièrement important pour les entreprises internationale et même nationale qui ne maîtrisent pas toujours le régime de responsabilité pénale des auteurs d'atteintes à l'environnement au Cameroun.

Troisièmement, les principaux résultats de cette recherche seront diffusés aux décideurs, aux acteurs judiciaires (magistrats, avocats, huissiers etc.), aux universitaires, à la société civile et au public en général à travers des conférences et des ateliers.

# BIBLIOGRAPHIE

## A. PUBLICATIONS

### Ouvrages généraux de droit et de droit pénal

- **Ambassa (L.C.)**, *Droit pénal général (augmenté de sujets traités)*, Yaoundé-Cameroun, (1<sup>ère</sup> Edition), Coll. Leconnu, 2014.
- **Assira (C.)**, *Procédure pénale et pratiques des juridictions camerounaises*, Yaoundé, Clé, 2011.
- **Belet (J.M.) et Colard (D.)**, *Les droits de l'homme*, Paris, Tome I, Economica, 1982.
- **Beigner (B.)** (dir.), *La codification*, Coll. Thèmes et commentaires, Paris, Dalloz, 1996.
- **Bergel (J.L.)**, *Théorie Générale du droit*, Paris, Dalloz (5<sup>e</sup> édition), 2012.
- **Bernardi (B.)**, *Opportunité de l'harmonisation*, in Delmas-Marty, Giudicelli-Delage et Lambert-a Bdelgawad (Eds.), *L'harmonisation des sanctions pénales en Europe*, Paris, Société de législation comparée, 2003.
- **Cornu (G.)**, *Droit civil*, n° 442.
- **Desportes (F.) et Le Gunehec (F.)**, *Droit pénal général*, Paris édition, (10<sup>ième</sup> édition), economica, 2003.
- **Foriers (P.)**, *De l'état de nécessité en droit pénal*, Paris, Sirey, 1951.
- **Garaudy (R.)**, *Appel aux vivants*, Paris, Seuil, 1979.
- **Gassin (R.)**, *Criminologie*, Paris, Dalloz, (6<sup>e</sup> éd.), 2007.
- **Ghestin (J.) et Goubeaux (G.)**, *Traité de droit civil-introduction générale*, (4<sup>e</sup> éd.), n° 142 et s. et Avec le concours de Fabre-Magnan (M.), 1994.
- **Gonidec (P.F.)**, *Les Droits africains. Evolutions et sources*, Paris, LGDP, 1968.
- **Kelsen (H.)**, *Théorie pure du droit*, (2<sup>ème</sup> éd.), (1960), trad. Eisenmann (Ch.), LGDJ, Bruylant, 1999.
- **Kelsen (H.)**, *Théorie générale des normes*, (1979), Léviathan, PUF, 1996.
- **Levasseur (S.) et Bouloc (B.)**, *Droit pénal général*, Pairs, 'Précis', Dalloz, (20<sup>e</sup> éd.), Coll., 2007.
- **Merle (R.) et Vitu (A.)**, *Traité de droit criminel*, Paris, (2<sup>e</sup>ème éd.), CUJAS, 1973.
- **Merleau-Ponty (M.)**, *Sens et non-sens (1948)*, Gallimard, coll. NRF – Bibliothèque de philosophie, 1996.
- **Minkoa She (A.)**, *Droits de l'homme et droit pénal au Cameroun*, Paris, Economica, coll. 'La vie du droit en Afrique', 1999.
- **Montesquieu**, *De l'esprit des lois*, 1758.
- **Perrot (R.)**, *Institution judiciaire*, Paris, (7<sup>e</sup> édition), Ed., Montchrestien, 1995.
- **Pradel (J.)**, *Manuel de Droit pénal Général*, Paris, 16<sup>ème</sup> édition CUJAS, 2006.
- **Soyer (J.C.)**, *Droit pénal et procédure pénale*, (19<sup>ème</sup> édition), LGDJ, 2006.
- **Stefani (G.)**, **Levasseur (G.)**, **Bouloc (B.)**, **Stefani (G.) et Levasseur (G.)**, *Droit pénal général et procédure pénale*, Paris, (5<sup>ème</sup> édition), Dalloz, 1971.
- **Roger (G.)**, *Introduction à la sociologie générale*, T.1, 1970.
- **Sudre (F.) et s.**, *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme*, n° 56, PUF coll. Thémis, 2003.
- **Terre (F.) et s.**, *Les obligations*, Paris, Dalloz, 10<sup>ème</sup> éd., 2009.

- **Troper (M.)**, *La philosophie du droit*, Que sais-je, PUF, 2006.
- **Vincent (J.)** et s., *La justice et ses institutions*, Paris, (4ème édition), Précis Dalloz, 1996.
- **Weber (M.)**, *Economie et Société*, 1921. Traduction française. Plon 1971.
- **Weyembergh (A.)**, *L'harmonisation des législations : condition de l'espace pénal européen et révélateur de ses tensions*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 2004.

### Ouvrages spécialisés en droit de l'environnement

- **Afeissa (H.S.)**, *Ethique de l'environnement-nature, valeur, respect*, coll., textes clés, 2007.
- **Anne-France (D.)**, *Les principes de développement durable*, cours de droit de l'environnement, mai 2012.
- **Aubertin (C.)** et **Vivien (F-D.)**, *Le développement durable : enjeux politiques, économiques et sociaux*, Paris, La Documentation française, [coll. Les études de la Documentation française, no 5226], 2006.
- **Bader (B.)** et **Sauve (L.)**, *Education, environnement et développement durable : vers une écocitoyenneté critique*, coll., l'espace public, 2011.
- **Baudin (F.)**, *La protection de l'environnement dans une perspective chrétienne pour une éthique de la création : Bible et écologie*, 2015.
- **Baudin (F.)**, *Dieu est-il vert ?* Paris, 2007.
- **Beurier (J.P.)** et **Kiss (A.)**, *Droit international de l'environnement*, éd. Pedone, coll., Etudes internationales, 2004.
- **Bourgrain Dubourg (A.)** et **Dulin (A.)**, *L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique*, éd., des journaux officiels, décembre 2013.
- **Buttoud (G.)**, *La forêt et l'État en Afrique s'èche et à Madagascar. Changer de politiques forestières*, Paris, Karthala, 1995.
- **Déjeant-Pons (M.)**, *Le droit de l'homme à l'environnement et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales*, Mélanges Marc-André EISSEN, LGDJ, Paris, 1995.
- **De Nauw (A.)**, *Les métamorphoses administratives du droit pénal de l'entreprise*, Mys et Brusch, Utigeves, 1994.
- **Deharbe (D.)**, *Les installations classées pour la protection de l'environnement. Classement, régimes juridiques et contentieux des ICPE*, Paris, LexisNexis Litec, 2007.
- **Desideri (J-P.)**, *Droit de l'environnement*, Paris, Sup'Foucher, 2010.
- **Djeukam (R.)**, *La législation faunique camerounaise comme outil de protection des espèces animales menacées d'extinction au Cameroun*, MINFOF, février 2012.
- **Dube (N.)** et **Duchaine (C.)**, *Sanctions pénales administratives ou ordonnances : en environnement, la diligence a bien meilleur goût !* service de la formation continue du barreau du Québec, 2013.
- **Dupre (J.F.)**, *La transaction en matière pénale*, Litec, 1977.
- **Ebbeson (J.)** et s., *La Convention d'Aarhus : Guide pratique*, Avant-propos du secrétaire général de l'organisation des nations UNIES deuxième édition 2014

[http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/Publications/Aarhus\\_Implementation\\_Guide\\_FRE\\_interactive.pdf](http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/Publications/Aarhus_Implementation_Guide_FRE_interactive.pdf).

- **Farmer (A.)** et s., *Evaluation of the strengths, weaknesses, threats and opportunities associated with EU efforts to combat environmental crime, efface*, 2015.
- **Epiney (E.)**, *La mise en œuvre du droit de l'environnement : lignes directrices pour un système efficace sur la base des exigences du droit de l'union européenne et des expériences internationales*, cahiers fribourgeois de droit européen, n°2, 2008.
- **Guiffo (S.)** et **Talla (M.)**, *La législation relative à la faune sauvage au Cameroun : entre usages locaux et perception légale*, Unasylya 236, Vol. 61, 2010.
- **Gogorza (A.)** et **Ollard (R.)**, « La protection pénale de l'environnement », Paris, Cujas, Vol.4, 2014.
- **Guihal (D.)**, *Droit répressif de l'environnement*, Economica, 3<sup>e</sup> édition, 2008.
- **Granier (L.)**, *Aspects contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'Ouest et centrale*, UICN, Droit et politique de l'environnement, n°69, Gland Suisse 2008.
- **Hirriart (Y.)**, *L'utilisation du droit pénal en matière environnementale*, décembre 2004.
- **Kameri-Mbote, Paterson, Ruppel, Orubebe, Kam Yogo** (Eds.), *Law | Environment | Africa*, Publication of the 5th Symposium | 4th Scientific Conference | 2018 of the Association of Environmental Law Lecturers from African Universities in cooperation with the Climate Policy and Energy Security Programme for Sub-Saharan Africa of the Konrad-Adenauer-Stiftung and UN Environment.
- **Kamto (M.)**, *Droit de l'environnement en Afrique*, Paris, EDICEF/AUPELF, 1996.
- **Kiss (A.)** et **Beurier (J.P.)**, *Droit international de l'environnement*, Paris, Études internationales, 3<sup>ème</sup> édition, Pédone, 2004.
- **Krotov-Sand (N.)** et **Sopha (F.)**, *La criminalité environnementale en Afrique de l'Ouest : pratiques et enjeux*, Note d'Analyse du GRIP, 14 décembre Bruxelles, 2016.
- **Larrère (C.)**, *Les philosophies de l'environnement*, Paris, PUF, 1997.
- **Leininger-Frezal (C.)**, *L'éducation à l'environnement et/ou au développement durable : un enjeu de la vie politique locale*, Vol. 9, Université Paris7, 2010-2011.
- **Lovelock (J.E.)**, *La terre est un être vivant : l'hypothèse Gaïa*, Monaco, Le Rocher, 1986 [coll. L'esprit et la matière].
- **Malingrey (P.)**, *Introduction au droit de l'environnement*, éd. Tec et Doc, 3<sup>e</sup> éd., 2006.
- **Maljean-Dubois (S.)** et **Richard (C.)**, *Mécanismes internationaux de suivi et mise en œuvre des Conventions internationales de protection de l'environnement*, communication lors de la Conférence 'gouvernance internationale et protection de l'environnement', Co-organisée par l'IDDRI et l'UICN les 15 et 16 mars 2004 à Paris.
- **Manirabona (A.)** et **Koutouki (K.)**, *Introduction : La criminalité environnementale. Criminologie*, 49(2), (2016) <https://doi.org/10.7202/1038414ar>.
- **Morand-Deville (J.)**, *Le droit de l'environnement, Que sais-je ?* PUF 11<sup>e</sup> édition, 2015.
- **Mpinda (F.A.)**, *De la police judiciaire spéciale*, PUA, 2019.

- **Ngompe (A.F.)**, *Code de l'environnement au Cameroun, codification-compilation*, 3 tomes, Panthéon, décembre 2018.
- **Nke Ndih (J.)**, *Déforestation au Cameroun : causes, conséquences et solutions, alternatives Sud*, Vol. 15-2008.
- **Nellemann (C.)**, **Henriksen (R.)**, **Raxter (P.)**, **Ash (N.)** et **Mrema (E.)** (dir.), *La crise de la criminalité environnementale- le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable*, Évaluation du PNUE pour une intervention rapide. Programme des Nations Unies pour l'environnement et GRID-Arendal, Nairobi et Arendal, www.grida.no, 2004.
- **Nerac-Croisier (R.)** (dir.), *Sauvegarde de l'environnement et droit pénal*, *Collection Sciences criminelles*, l'Harmattan, Paris, 2005.
- **Neuray (J.F.)**, *Principes de droit de l'environnement*, Kluwer Editions Juridiques Belgique et E. Story Scientia, Collection à la rencontre du droit, Bruxelles 1995.
- **Neyret (L.)** (dir.), *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, éditions Bruylant, Bruxelles, 2015.
- **Ost (F.)**, *La nature hors la loi. L'écologie à l'épreuve du droit*, La découverte, Paris, 1995.
- **Ost (F.)** et **Gutwirth (S.)** (dir.), *Quel avenir pour le droit de l'environnement ?*, Bruxelles, FUSL, 1996.
- **Ouvrard (B.)** et **Stenger (A.)**, *Politiques environnementales et incitations : de la théorie à l'innovation empirique*, Coll. Ecologie, Ed., ISTE, 2018.
- **Pâques (M.)** et **Faure (M.)**, *La protection de l'environnement au cœur du système juridique international et du droit interne*, Acteurs, valeurs et efficacité. Metro ; Faculté de droit de l'Université de Liège, Octobre 2001.
- **Prieur (M.)**, *Droit de l'environnement*, Paris, *Précis Dalloz*, 6è éd., 2011.
- **Prieur (M.)**, *Vers un nouveau droit de l'environnement ?* Réunion mondiale des juristes et associations de l'environnement. Centre internationale de droit comparé (CIDE), Limoges, 2003.
- **Prieur (M.)** (dir.), *Droit pénal de l'environnement et l'influence des conventions internationales sur le droit interne de l'environnement*, Réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'Association des Hautes Juridictions de Cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF), tenu les 20 et 27 juin 2008 à Porto-Novo.
- **Prieur (M.)** et **Lambrechts (C.)** (dir.), *Les hommes et l'environnement*, Études en hommage à Alexandre KISS, Frison-Roche, Paris, 1998.
- **Prieur (M.)** et **Doumbe-Bille (S.)** (dir.), *Recueil francophone des textes internationaux en droit de l'environnement*, 2<sup>e</sup> éd. AUPELF-UREF, Bruylant/Bruxelles, 2012.
- **Pring (G.R.)** et **Pring (C.K.)**, *Environmental Courts et Tribunaux : A Guide for Policy Makers*, University of Denver Environmental, UN Environment, September 2016.
- **Ramade (F.)**, *Le grand massacre, l'avenir des espèces vivantes*, Paris, hachette, 1999.

- **Ribot (C.) et Autin (J.L.)**, *Les mots du droit et les incertitudes de la modernité*, Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-Philippe Colson, Presses Universitaires de Grenoble, 2004.
- **Robert (J.-H.) et Remond-Gouilloud (M.)**, *Droit pénal de l'environnement*, éditions MASSON, 1983, collection Droit pénal des affaires dirigée par **Cartier (M.E)**, Sauvegarde de l'environnement et droit pénal, sous la direction de Roselyne Nerac-Croisier ; Ed. L'Harmattan, 2005, Collection sciences criminelles.
- **Ruppel Oliver (C.) et Kam Yogo (E.D.)** [Eds./dir.], *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 1st Edition 2018.
- **Schafer (F.)**, *La pollution et la mort de l'homme*, gueb willer, IIB, 1974.
- **Selim (I.)**, *Education au changement climatique et à l'environnement*, complément au manuel des écoles amies des enfants, Unicef, juillet 2012.
- **Siriany (N.)**, *Vers un tribunal international de l'environnement : la criminalité écologique vue du sud*, siréas, février 2014.
- **Sheridan (M.)**, **Lavrysen (L.)** (dir.), *Environmental law principles in practice*, Bruylant, Bruxelles, 2002.
- **Songue (S.F.)**, *La protection de l'environnement au Cameroun, le cas des Bakoko et des Malimba de la zone côtière de 1884 à nos jours*, éd. Dinimber et Larimber, 2016.
- **Steiger (H.)**, *Le droit à un environnement humain*, Erich Schmidt Verlag, 1973.
- **Tchatchou (B.)**, **Sonwa (DJ.)**, **Ifo (S.)** et **Tiani (AM.)**, *Déforestation et dégradation des forêts dans le Bassin du Congo : État des lieux, causes actuelles et perspectives*, Papier occasionnel 120. Bogor, Indonésie : CIFOR, 2015.

## Thèses et Mémoires

### Thèses

- **Atontsa (M.J.C.)**, *Droit international de l'environnement et mise en œuvre du droit à l'eau potable en Afrique Centrale : le cas du Cameroun*, Thèse de Doctorat, Université de Maastricht, 2011.
- **Baril (V.J.)**, *Droit d'accès à l'information environnementale : pierre d'assise du développement durable*, Thèse présentée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université Laval, 2012.
- **Bauchot (B.)**, *Sanctions pénales nationales et droit international*, Thèse de doctorat, Université de Lille2, 2007.
- **Betaille (J.)**, *Les conditions juridiques de l'effectivité de la norme en droit public interne : illustrations en droit de l'urbanisme et en droit de l'environnement*, Thèse, Université de Limoges, 2012.
- **Bonnel (G.)**, *Le principe juridique écrit et le droit de l'environnement*, Thèse de doctorat, Université de Limoges, juin 2005.
- **Bornecque (H.)**, *La criminalité à Yaoundé et son contrôle*, Thèse, Aix-Marseille, 1979.
- **Charron (A.)**, *L'émergence du contentieux de l'environnement*, Thèse de doctorat sous la direction de Catherine RIBOT, Université de Montpellier 1, 2014.

- **Courtaigne-Deslandes (C.)**, L'adéquation du droit pénal à la protection de l'environnement, Thèse de doctorat, Université de Paris2 (panthéon-Assas), 2010.
- **Cynthia-Yaoute (E.)**, Le droit et les politiques de l'environnement dans les pays du bassin méditerranéen : approche de droit environnemental comparé, Thèse, Université René Descartes – Paris, 2007.
- **Fotso Chebou Kamdem (F.V.)**, La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais, Thèse sous la direction de Beziz-Ayache Annie. – Lyon : Université Jean Moulin (Lyon 3), 2015.
- **Koubou (C.L.)**, La protection de l'environnement dans les politiques énergétiques en droit camerounais, Thèse de doctorat, Université de Yaoundé 2, novembre 2016.
- **Manirabona (A.M.)**, La responsabilité pénale des sociétés canadiennes pour les crimes contre l'environnement survenu à l'étranger, Thèse Université de Montréal, 2009.
- **Minkoa She (A.)**, Essai sur l'évolution de la politique criminelle au Cameroun depuis l'indépendance, Thèse d'État en droit, Strasbourg, 1987.
- **Prieur (J.)**, Le développement durable et les politiques publiques, Thèse Université de Limoges, 2010.
- **Reinaldet Dos Santos (T.J.)**, La responsabilité pénale à l'épreuve des personnes morales : étude comparée franco-brésilienne, Thèse Université de Toulouse, 2017.
- **Tchoca Fanikoua (F.)**, La contribution du droit pénal de l'environnement à la répression des atteintes à l'environnement au Bénin, Thèse de doctorat, Université de Maastricht, 2012.
- **Tzutzuiano (C.)**, L'effectivité de la sanction pénale, Thèse Université de Toulon, 2015.

## Mémoires

- **Alomo Nomo (S.)**, La responsabilité pénale des auteurs d'atteinte à l'environnement au Cameroun, Mémoire, Université Yaoundé 2, 2011/2012.
- **Baffard (F.)**, Ecologie et écologisme, Mémoire de master1, Université de pierre Mendes, année 2008-2009.
- **Balana Olaga (L.)**, Les mécanismes de financement de la protection de l'environnement en droit international de l'environnement, Mémoire, Université de Yaoundé II, 2019.
- **Baok (G.)**, Pollution des eaux et rivières et impact sur les populations riveraines : cas de la rivière Mgoua dans la zone industrielle de Douala-Bassa, Mémoire, Université de Dschang-FASA – Master en gestion de l'eau option environnement 2007.
- **Fabian (J.)**, La confiscation dans le droit pénal de l'environnement, Mémoire de Licence, Université de Lausanne, année 2000-2001.
- **Fleury (M.)**, La participation en droit de l'environnement, Mémoire de Master 2 en droit public fondamental.
- **Fonkoua (E.J.)**, Les études d'impact environnemental dans les projets de développement au Cameroun, Master 2, Université de Limoges, 2006.
- **Fotso (G.H.)**, La protection de l'environnement par les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun : cas de la communauté urbaine de Douala, Mémoire Université de Douala, 2012.

- **Freval (I.)**, Les limites de la responsabilité environnementale appréciation critique de la loi du 1<sup>er</sup> août 2008, Mémoire de recherche, Université de Nice Sophia-Antipolis, août 1999.
- **Longo (R.L.)**, La gestion des déchets dangereux au Cameroun, *Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC)* – Université de Yaoundé II – Master en relations internationales, option diplomatie, spécialité contentieux international 2012.
- **Lowe Gnintedem (P.J.)**, « Les ONG et la protection de l'environnement en Afrique Centrale », Université de Limoges, Maîtrise en droit et carrières judiciaires, 2003.
- **Matchum Kouogue (C.)**, « La protection de l'environnement au Cameroun et en France : le cas des nuisances sonores », Université de Limoges-master2 en droit international comparé de l'environnement, 2008.
- **Mbida Elono (T.A.)**, La norme environnementale. Réflexion sur l'efficacité de la protection juridique de l'environnement, DEA, Université de Yaoundé II-Soa, 2013.
- **Michel (C.)**, L'éthique de la terre de John Baird Callicott, une proposition pertinente pour protéger la nature ? Tentative de réponse à la lumière de la protection de la nature en Belgique francophone, Mémoire de Master en science et gestion de l'environnement, Université libre de Bruxelles, année académique 2012/2013.
- **Nanga Ntonga (R.N.)**, L'émergence du droit pénal de l'environnement au Cameroun, Mémoire Master, Université de Yaoundé 2, 2011/2012.
- **Nanfah Schramm (P.J.)**, L'évaluation environnementale dans les conventions internationales relatives à l'environnement, Master en droit international et comparé de l'environnement, 2013.
- **Ndouta Emiang (V.J.)**, L'établissement public spécial en droit administratif camerounais, Master, Université de Yaoundé 2, 2014/2015.
- **Ondoua Akoa (G.F.)**, La criminalité latente ou cachée au Cameroun, Mémoire de Master, Université de Yaoundé2, 2011/2012.
- **Ntono Tsimi (G.)**, La responsabilité pénale des personnes morales en droit camerounais : esquisse d'une théorie générale, Mémoire de DEA, Université de Yaoundé 2, 2004.
- **Petga Tchatchoua (M.)**, Le rôle des ONG dans le développement du droit de l'environnement, Mémoire de Master, Université de Yaoundé 2, 2011/2012.
- **Ruiz (L.)**, L'éducation à l'environnement dans les écoles fondamentales à Bruxelles, Mémoire, Université libre de Bruxelles, 2011-2012.
- **Vanrenterghem (J.)**, L'incrimination d'écocide : une nécessité en droit international ? Etude d'un cas d'application sur le commerce illégal du bois de rose à Madagascar, Mémoire, Université Libre de Bruxelles, 2016/2017.
- **Yombatina Beni (S.)**, Droit de l'environnement à l'épreuve des représentations culturelles africaines : la nécessité d'une approche dialectique et plus responsable, Mémoire de DEA en théorie du droit, Bruxelles, septembre 2000.

## Articles

- **Ambassa (L.C.)**, « Le régime de sanction de la responsabilité pénale du dirigeant social », contribution au Colloque international organisé par l'école régionale supérieure de la magistrature (ERSUMA) sur le thème *La responsabilité du dirigeant*



*social en droit OHADA*, tenu les 19 et 20 mars 2015 à Douala (Cameroun), pp.109-118.

- **Akam Akam (A.)**, « Libres propos sur l'adage 'nul n'est censé ignorer la loi' », in *Revue Africaine des Sciences Juridiques*, Vol. 4, no 1, 2007, pp.31-54.
- **Akam Akam (A.)**, « La protection du domaine portuaire contre la pollution. Étude de droit maritime camerounais » inédit, 1995, pp.31-54.
- **Ambomo (M.)**, « Le juge pénal international face à la protection de l'environnement », *Revue Africaine de Droit de l'Environnement*, n°001, 2013, pp.55-66.
- **Angeli (G.)**, « L'action devant le juge pénal des associations de protection de l'environnement », *Revue Juridique de l'Environnement*, n°spécial, 2002, pp.71-76.
- **Atias (C.)**, « Les maux du droit et les mots pour le dire », *D.* 1997, chron. 231.
- **Armathé Amougou (J.)**, **Mbomba Forghab (P.)** et **Oliver Ruppel (C.)**, « Le cadre juridique de changement climatique au Cameroun », in **Ruppel (O.C.)** et **Kam Yogo (E.D)** [Eds./dir.], *Droit et politique de l'environnement au Cameroun–Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, pp.713-729.
- **Bacache (M.)**, « Quelle réparation pour le préjudice écologique ? », *Environnement et Développement Durable*, 2013, pp.26-32.
- **Baghestani-Perrey (L.)**, « La valeur juridique du principe de précaution », *RJE*, n° spécial, 2000, pp.19-27.
- **Bayle (M.)**, « L'incidence de la réforme en droit de l'environnement », *Les petites affiches*, 1993, n° 120, pp.40-47.
- **Berge (J.S.)** et **Omarjee (I.)**, « L'avenir du droit européen en matière pénale environnementale », in *les Petites Affiches*, 2006, n° 142, pp.9-15.
- **Beauvais (P.)**, « Les limites de l'internationalisation du droit pénal de l'environnement », in **Neyret (L.)** (dir.), *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, éditions Bruylant, Bruxelles, 2015, pp.3-18.
- **Bertrand (A.)**, « Une archéologie philosophique des normes environnementales : biopolitique et droit des peuples autochtones », *Revue générale de droit*, Vol. 43, 2013, pp.223-274.
- **Bertrand (L.)**, « Les sources internes : des lois de protection de la nature à la Charte constitutionnelle de l'environnement », In *Leçons de Droit de l'Environnement*, Paris, Ellipses, 2013, pp.27-36.
- **Blanchard (C.)**, « Quand la mauvaise qualité de la loi pénale est un motif de relaxe du dirigeant d'entreprise », *La semaine juridique*, entreprise et affaires, n° 25-18 juin 2015, pp.19-22.
- **Billet (P.)**, « Clefs de lecture du nouveau régime de responsabilité environnementale. À propos de décret n. 2009-468 relatif à la prévention et à la réparation de certains dommages causés à l'environnement », *La Semaine Juridique*, Editions Entreprise et affaires (2009), pp.33-40.
- **Blanchon (V.D.)**, **Moreau (S.)** et **Veyret (Y.)**, « Comprendre et construire la justice environnementale », Armand Colin | *Annales de géographie*, 2009/1 n° 665-666, pp.35-60 <https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2009-1-page-35.htm>.

- **Blankenburg (E.)**, « La recherche de l'efficacité de la loi. Réflexions sur l'étude de la mise en œuvre (le concept d'implémentation », *Droit et Société*, n° 2- 1986, pp.73-94.
- **Bokalli (V.)**, « La coutume, source de droit au Cameroun », *Revue générale de droit*, Volume 28, numéro 1, mars 1997, pp.38-69.
- **Boy (L.) et s.**, « Analyse de la communication européenne de février 2000 au regard des débats actuels sur le principe de précaution », *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, 2004, pp.127-160.
- **Brantingham (P.L.) et Brantingham (P.J.)**, « La concentration spatiale relative de la criminalité environnementale et son analyse : vers un renouvellement de la criminalité environnementale », *Criminologie*, Vol. 27, n°1, 1994, pp.81-97.
- **Brosset (E.) et Truilhe-Marengo (E.)**, « L'accès au juge dans le domaine de l'environnement : le hiatus du droit de l'Union européenne », *chron. n° 07*, 2018.
- **Calmette (J-F.)**, « Le droit de l'environnement : un exemple de conciliation de l'intérêt général et des intérêts économiques particuliers », *RJE*, 3/2008, pp.265-280.
- **Capdeville (L.)**, « Le droit pénal de l'environnement : un droit encore à l'apparence redoutable et à l'effectivité douteuse », in *sauvegarde de l'environnement et droit pénal*, l'Harmattan, coll., sciences criminelles, 2007, pp.57-71.
- **Capo-chichi (A.)**, « Le droit pénal de l'environnement dans l'espace francophone », actes de la réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'AHJUCAF, Porto-Novo, juin 2008.
- **Campagna (N.)**, « L'agir respectueux de l'environnement comme but de la politique », *Revue électronique en science de l'environnement*, Vol. 10, n° 1, 2010.
- **Cohendet (M.A.)**, « Légitimité, effectivité et validité », in *Mélanges Pierre Avril*, Montchrestien, 2001, pp.201-234.
- **Cohendet (M.A.)**, « Vers la constitutionnalisation d'un droit de l'homme à un environnement sain et équilibré », in *Vingt ans de protection de la nature*, Hommage au Professeur Michel Des pax, *PULIM, Limoges*, 1996, pp.253-295.
- **Courtaigne-Deslandes (C.)**, « Quelles pistes pour améliorer la lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique ? Evolutions législatives et réglementaires souhaitables et celles pouvant être mises en œuvre par la gendarmerie pour améliorer le dispositif », mai 2015, pp.1-7.
- **Courtaigne-Deslandes (C.)**, « La répression pénale des atteintes irréversibles », *Revue juridique de l'environnement*, n° spécial, *RJE*, 2014, pp.61-74.
- **Daigneault (P.)**, « Réforme des sanctions environnementales au Québec : droit pénal dérivé ou une dérive du droit pénal ? », *S.F.C.B.Q.*, vol.329, développements récents en droit de l'environnement, 2010, Cowansville, Editions Yvon, Blais, pp.215-274.
- **Daoud (E.) et Le Corre (C.)**, « La responsabilité pénale des personnes morales en droit de l'environnement », *BDEI*, n° 44, mars 2013, pp.53-58.
- **Dias Varella (M.)**, « Le rôle des organisations non-gouvernementales dans le développement du droit international de l'environnement », *Revue trimestrielle du JurisClasseur*, janvier 2005, pp.41-76.
- **Dejeant-Pons (M.)**, « L'insertion du droit de l'Homme à l'environnement dans les systèmes régionaux de protection des droits de l'Homme », *RUDH*, 1991, pp.461-470.

- **De Sadeleer (N.)**, « Responsabilité pénale environnementale : examen des relations douteuses entre le droit international, le droit de l'union européenne et le droit pénal des Etats membres », *Anthémis*, 2013, pp.307-329.
- **De Sadeleer (N.)**, « Le principe de précaution : du slogan à la règle de droit », *Droit de l'environnement*, n°77, avril 2000, pp.14-15.
- **De Sadeleer (N.)**, « Les principes comme instrument d'une plus grande cohérence et d'une effectivité accrue du droit de l'environnement », in **Ost (F.)** (dir.), *Quel avenir pour le droit de l'environnement ?*, 1996, *FUSL*, Bruylant, Bruxelles, pp.239-259.
- **Dery (S.)**, « Environnement et développement : un débat à poursuivre », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol.47, n°132, 2003, pp.465-472.
- **Djame (F.N.)**, « Eléments d'introduction au droit forestier camerounais », in **Ruppel (O.C.)** et **Kam Yogo (E.D.)** (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, *Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa*, 2018, pp. 476-500.
- **Dupuy (P.M.)**, « Où en est le droit de l'environnement à la fin du siècle ? », *RGDIP*, n°4/1997, pp.873-903.
- **Effundem Njieassam (E.)**, « An analysis of environmental impacts of timber exploitation on indigenous communities land in Cameroon », in Publication of the 5th Symposium | 4th Scientific Conference | 2018 of the Association of Environmental Law Lecturers from African Universities in cooperation with the Climate Policy and Energy Security Programme for Sub-Saharan Africa of the Konrad-Adenauer-Stiftung and UN Environment, pp.697-724.
- **Faure (M.)** et **Svatikova (K.)**, « Enforcement of Environmental Law in the Flemish Region », *European Energy and Environmental Law Review*, 2010, Vol. 19 (2), pp.60-70.
- **Faure (M.)**, « The revolution in environmental criminal law in Europe », *Virginia Environmental Law Journal*, 2017, pp.322-356.
- **Faure (M.)**, « Criminal liability for exploitation of natural resources », 6444 *T et F International Natural Resources Law*, Investment and Sustainability.qxp\_Royal, 2017, pp.435-452.
- **Faure (M.)**, « Responsabilité pénale environnementale en Europe : quo vadis ? », *Anthémis*, Rotterdam, 2013, pp.1-17.
- **Faure (M.)**, « La protection de l'environnement par le droit pénal ? Une perspective économique. Acteurs et outils du droit de l'environnement », *Rotterdam Institute of Law et Economics*. Anthémis, 2010, pp.135-166.
- **Faure (M.)**, «The regulatory strategies in environmental liability» *In Regulatory Function of European Private Law*, edited by Fabrizio Cafaggi and Horatia Muir Watt, 129-187. Cheltenham UK – Northampton, MA, USA: Edward Elgar, 2009.
- **Faure (M.)**, « Vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, 1/2005, pp.3-19.
- **Faure (M.)**, « Ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la réparation des infractions en matière d'environnement », *Amén-Env.* 2003, pp.179 et s.

- **Faure (M.)**, « Les causes exonératoires en droit pénal de l'environnement », *Aménagement-Environnement*, n° spécial 1995, pp.16-33.
- **Février (J.M.)**, « Les principes constitutionnels d'information et de participation », *Revue mensuelle du Jurisclasseur environnement*, n° 4/2005, pp.31-32.
- **Foka Taffo (F.)**, « Droit pénal de l'environnement au Cameroun », in **(O.C.) Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.)** (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, pp.201-217.
- **Foka Taffo (F.)**, « Environnement et droits de l'Homme au Cameroun », in **Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.)** (Eds. /dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, pp.839-861.
- **Fronza (E.) et Guillou (N.)**, « Vers une définition du crime international d'écocide », in **Neyret (L.)** (dir.), *Des écocrimes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, Bruxelles, éditions Bruylant, 2015, pp.127-140.
- **Gaillot-Mercier (V.) et s.**, « Les fondements et conditions de la responsabilité en matière d'environnement », *Lamy droit de la responsabilité*, 2006, pp.370 et s.
- **Gindre (E.)**, « Les limites de la protection pénale de l'environnement polynésien », *Revue juridique de l'environnement*, 2011/2 (Volume 36), pp.227-247.
- **Gilhuis (P.)**, « The consequences of introducing environmental Law principles in national Law », in **Sheridan (M.)**, **Lavrysen (L.)** (dir.): *Environmental law principles in practice*, Bruylant, Bruxelles, 2002, pp.45-58.
- **Giroux (L.)**, « Les nouvelles technologies et le régime de la protection au Canada : la nouvelle loi canadienne sur la protection de l'environnement », *Les cahiers de droit*, Vol.33, n°3, 1989, pp.747-776.
- **Giudicelli-Delage (G.)**, **Guihal (D.)** et **Thieffry (P.)**, « L'incrimination pénale, instrument ultime de mise en œuvre du droit européen de l'environnement », *La Gazette du Palais*, n°28, 2009, pp.11 et s.
- **Giudicelli-Delage (G.)**, « Le droit pénal de l'environnement, l'exception européenne », in *Revue de science criminelle*, 2005, n° 4, pp.767-775.
- **Giudicelli-Delage (G.)**, « Le droit pénal français de l'environnement. Modèles de protection », *La riforma delle parte speciale del diritto penale. Verso la costruzione di modelli comuni a livello europeo*, Torino : Giappichelli, 2005, pp.69-79.
- **Grünewald (F.)**, « Menaces contre la planète, bouleversements climatiques, hivers nucléaires, orages solaires...vérités ou impostures ? », *hors-série*, décembre-janvier 2008.
- **Grandbois (M.)**, « Le droit pénal de l'environnement : une garantie d'impunité ? », *crim*, Vol.21, n°1, 1988, pp.57-81.
- **Grandbois (M.)** et **Berard (M.H.)**, « La reconnaissance internationale des droits environnementaux : le droit de l'environnement en quête d'effectivité », *les Cahiers de droit*, Vol.44, n°3, 2003, pp.427-470.
- **Guiffo (S.)**, « Les difficultés de l'encadrement juridique de la durabilité : le nouveau des forêts en Afrique centrale », in **Granier (L.)** (dir.), *Aspects contemporains du*

*droit de l'environnement en Afrique de l'ouest et centrale*, UICN, *Droit et politique de l'environnement*, n° 69, 2008, pp.76-101.

- **Guihal (D.)**, « La Charte de l'environnement et le juge judiciaire », *RJE* n° spécial 2005, 'La Charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur', pp. 245-255.
- **Guihal (D.)**, « Répression et réparation des atteintes à l'environnement », in *La Gazette du Palais*, Doctrine, 1993, pp.123 et s.
- **Halley (P.)** et **Gagnon-Rocque (A.)**, « La sanction en droit pénal canadien de l'environnement : la loi et son application », *Les Cahiers de droit*, Vol.50, n° 3-4, 2009, pp.919-966.
- **Halley (P.)**, « La loi fédérale sur les pêches et son régime pénal de protection environnementale », *Les Cahiers de droit*, Vol.33, n°3, 1992, pp.759-856.
- **Hubrecht (J.)**, « Imaginer l'avenir de la justice pénale internationale malgré sa régression », *Le Seuil*, 'Communications', 2019/1 n° 104, pp.179-190.
- **Hyomeni (P.G.)**, « Justice climatique au Cameroun », in **Ruppel (O.C.)** et **Kam Yogo (E.D.)** (Eds. /dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, 1<sup>ère</sup> éd., *Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37* Law and Constitution in Africa, 2018, pp.750-764.
- **Jaworski (V.)**, « Le volet pénal de l'ordonnance n° 2012-34 du 11 janvier 2012 », *Revue juridique de l'environnement* (2013), pp.221-236.
- **Jaworski (V.)**, « Les instruments juridiques internationaux au service du droit répressif de l'environnement », *RJE*, 2013, pp.115-128.
- **Jaworski (V.)**, « La protection pénale de la biodiversité », In *Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective*, *RJE*, (special issue) (2008), pp.39-50.
- **Jaworski (V.)**, « L'état du droit pénal de l'environnement français : entre forces et faiblesses », *Les Cahiers du droit*, 2009, pp.889-917.
- **Jaworski (V.)**, « La charte constitutionnelle de l'environnement face au droit pénal », in *Revue juridique de l'environnement*, 2005, n° spécial, p.177.
- **Jegouzo (Y.)**, « L'évolution des instruments du droit de l'environnement », *Pouvoirs*, 4/2008 (n° 127), pp.23-33.
- **Kam Yogo (E.D.)** et **Koua (E.)**, « Les litiges environnementaux devant les juridictions camerounaises », in **Ruppel (O.C.)** et **Kam Yogo (E.D.)** (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, *Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37* Law and Constitution in Africa, 2018, pp.894-910.
- **Kam Yogo (E.D.)**, « Droit et politique de gestion des catastrophes et risques », in **Ruppel (O.C.)** et **Kam Yogo (E.D.)** (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, 2018, pp.138-160.
- **Kamto (M.)**, « La mise en œuvre du droit de l'environnement : forces et faiblesses des cadres institutionnels », *Revue Africaine de Droit de l'Environnement*, n° 01, 2014, pp.29-36.
- **Kiss (A.)**, « Les origines du droit à l'environnement ; le droit international », in *Revue juridique de l'environnement*, numéro spécial, 1<sup>er</sup> septembre 2003, pp.13-14.

- **Kiss (A.)**, « Les principes généraux du droit international de l'environnement sont-ils reflétés par le Code de l'environnement ? » in *Revue juridique de l'environnement*, numéro spécial, 1er décembre 2002, pp.15-20.
- **Kiss (A.) et Szönyi-Dandachi (A.)**, « Risques industriels et responsabilité : la réponse du conseil de l'Europe en matière d'environnement », *Revue générale de droit*, Vol.33, n° 02, 2003, pp.223-231.
- **Konate (A.)**, « Pour une démocratie environnementale en Afrique : de nouveaux droits de citoyenneté indispensables à l'effectivité du droit de l'environnement », *RADE*, n° 01-2014, pp.37-52.
- **Lahorgue (M.B.)**, « La prévention des risques industriels à l'épreuve du droit pénal », in *Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? RJE*, 2014, pp.129-146.
- **Lassagne (A.)**, « Exploitation forestière, développement durable et stratégie de pouvoir dans une forêt tropicale camerounaise », *Anthropologie et sociétés*, Vol. 29, n°1, 2005, pp.49-79.
- **Latouche (S.)**, « Une société de décroissance est-elle souhaitée ? », *RJE*, 2015, pp.208-210.
- **Littmann-Martin (M.J.)**, « Le droit pénal français de l'environnement et la prise en compte de la notion d'irréversibilité », in *Revue juridique de l'environnement*, 1er décembre 1998, p.143-158.
- **Lascoumes (P.) et Serverin (E.)**, « Théories et pratiques de l'effectivité du droit », *Droit et Société*, n° 2/1986, pp.155-177.
- **Lascoumes (P.) et Martin (G.)**, « Des droits épars au Code de l'environnement », *Droit et société*, 30-31/1995, pp.323-343.
- **Lepage (C.)**, « La participation du public aux prises de décision : une mutation incontournable » in *Annales des Mines-Responsabilité et environnement* 2016/1 (N° 81), pp.61-64.
- **Lepage (C.)**, « Les véritables lacunes du droit de l'environnement », *Pouvoirs*4/2008 (n° 127), pp.123-133.
- **Lepage (C.)**, « Le Code de l'environnement : acte de naissance officiel du droit de l'environnement », *La Gazette Palais*, 6 mars 1996, pp.215 et s.
- **Ly (I.)**, « La technique et les pratiques de codification en droit de l'environnement », in *RADE*, n° 00, 2013, p.22-28.
- **Millard (E.)**, « Qu'est-ce qu'une norme juridique ? », *Cahiers du Conseil Constitutionnel*, 2006, pp.59-62.
- **Mandiberg (S.F.) et Faure (M.G.)** « A Graduated Punishment Approach to Environmental Crimes : Beyond Vindication of Administrative Authority in the United States and Europe », *Lewis et Clark Law School Legal Research Paper Series Paper No. 2008 – 21*, pp.1-58.
- **Manirabona (A.M.)**, « Entreprises multinationales et criminalité environnementale transfrontalière : application du droit pénal canadien », coll., minerve, Townsville, éd., Yvon Blais, 2011, pp.420 et s.
- **Matin-Chenut (K.)**, « La contribution des systèmes régionaux de protection des droits de l'Homme à la pénalisation des atteintes à l'environnement », in **Neyret (L.)** (dir.),

*Des écocrimmes à l'écocide – Le droit pénal au secours de l'environnement*, éditions Bruylant, Bruxelles, 2015, pp.39-66.

- **Mattieu (P.)**, « Population, pauvreté et dégradation de l'environnement en Afrique, fatale attraction ou liaisons hasardeuses ? », Vol.6, n<sup>o</sup>3, 1998, p.8 et s.
- **Metayer (M.)**, « Vers une pragmatique de la responsabilité morale », *Lien social et politiques*, n<sup>o</sup>46, 2001, pp.19-30.
- **Monkotan (J.B.)**, « La responsabilité de l'environnement en Afrique, une responsabilité de l'administration : soliloque sur une idée aussi sottise que grenue », *Revue juridique Thémis*, 1999, pp.23 et s.
- **Monteiro (E.)**, « Atteintes à l'environnement et infractions de mise en danger ; vers une incrimination commune en Europe ? », in *Revue de sciences criminelles et droit pénal comparé*, 2005, pp.509 et s.
- **Moutondo (E.G.)**, « Les lois cadres environnementales dans les pays francophones d'Afrique », in **Granier (L.)** (coord.) (2008), *Aspects contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'Ouest et Centrale*, UICN, Gland, Suisse, pp.57-69.
- **Morand (C.A.)**, « Vers un droit de l'environnement souple et flexible : le rôle et le fonctionnement des principes », in **Ost (F.)** et **Gutwirth (S.)** (dir.), *Quel avenir pour le droit de l'environnement ?*, Bruxelles, FUSL, 1996, 261-285pp., in *Quel avenir pour le droit de l'environnement ?*, Bxl, FUSL, 1996, pp.287-307.
- **Naim-Gesbert (E.)**, « De la peine », *RJE*, 2013, pp.397-398.
- **Nanfah (P.J.)**, « La réglementation des établissements classés au Cameroun et protection de l'environnement », in **Ruppel (O.C.)** et **Kam Yogo (E.D.)** (Eds. /dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika–Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, pp.296-306.
- **Ndjame (F.N.)**, « La protection de la faune en droit positif camerounais », in **Ruppel (O.C.)** et **Kam Yogo (E.D.)** [Eds./dir.], *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, pp.502-515.
- **Ngang (J.M.)**, « Les règles d'urbanisation et la protection de l'environnement au Cameroun », in **Ruppel (O.C.)** et **Kam Yogo (E.D.)** [Eds./dir.], *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa, 2018, pp.372-391.
- **Ngo Nonga (M.)**, « Criminal law protection of wildlife reserves in Cameroon », in **Kameri-Mbote, Paterson, Ruppel, Orubebe** et **Kam Yogo** (Eds.), *Law | Environment | Africa*, Publication of the 5th Symposium | 4th Scientific Conference | 2018 of the Association of Environmental Law Lecturers from African Universities in cooperation with the Climate Policy and Energy Security Programme for Sub-Saharan Africa of the Konrad-Adenauer-Stiftung and UN Environment, 2018, pp.247-266.
- **Nkou Mvondo (P.)**, « La justice parallèle au Cameroun : la réponse des populations camerounaises à la crise de la justice de l'Etat », *Droit et société* 2002/2 (n<sup>o</sup>51-52), pp.369-381.

- **Neyret (L.)**, « Pour la reconnaissance du crime d'écocide », Lavoisier, *Revue juridique de l'environnement*, 2014/HS01 Volume 39, p.180 et s.
- **Neyret (L.)**, « La réparation des atteintes à l'environnement par le juge judiciaire », *Recueil Dalloz* 2008, pp.170 et s.
- **Nguyen (V-D.)**, « Qu'est-ce que l'éthique à l'environnement ? », *horizons philosophiques*, Vol.9, n<sup>o</sup>1, 1998, pp.87-107.
- **Nguihe Kante (P.)**, « Où en est la responsabilité pénale des entreprises en droit camerounais ? », *Doctrine et études, juris périodique* n°87, 2011, pp.53-101.
- **Ntono Tsimi (G.)**, « Le devenir de la responsabilité pénale des personnes morales en droit camerounais. Des dispositions spéciales vers un énoncé général ? », *Doctrine et études, juris périodique* n°89, 2012, pp.82-93.
- **Oceni Amoussa (H.)**, « La protection de la faune en Afrique francophone : les limites d'une approche juridique », *L'environnement en Afrique, Afrique contemporaine* n° 161 (spécial), 1<sup>er</sup> trimestre 1992, pp.247 et s.
- **Ondoua Akoa (G.F.)**, « La liberté d'aller et venir à l'épreuve du Covid-19 », *Revue trimestrielle de droit économique*, Dossier spécial : la Covid-19 et le droit, avril-juin 2020, pp.447-458.
- **Oumba (P.)**, « Le règlement amiable des litiges en matière d'environnement au Cameroun », *Liaison Energie Francophonie*, 2014, pp.73-76.
- **Orban de Xivry (E.)**, « Le décret du 5 juin relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement », in *Anthémis*, pp.385 et s.
- **Ott Duclaux-Monteil (C.)**, « L'accès à la justice en matière d'environnement par les populations en Afrique de l'ouest et centrale », *Revue Liaison Énergie-Francophonie de l'IFDD*, Numéro 98, 3<sup>e</sup> trimestre 2014, pp.10 et s.
- **Owona Mbarga (D.A.)**, « Indigenous peoples and climate change in Cameroon », in **Kameri-Mbote, Paterson, Ruppel, Orubebe et Kam Yogo** (Eds.), *Law | Environment | Africa*, Publication of the 5th Symposium | 4th Scientific Conference | 2018 of the Association of Environmental Law Lecturers from African Universities in cooperation with the Climate Policy and Energy Security Programme for Sub-Saharan Africa of the Konrad-Adenauer-Stiftung and UN Environment, pp.165-174.
- **Me Piette (J.)**, « La protection de l'environnement au Canada et aux Etats Unis », *Les cahiers de droit*, Vol.29, n<sup>o</sup>2, 1988, pp.425-445.
- **Pinatel (J.)**, « Introduction au problème de la délinquance écologique », p.5.
- **Pirotte (C.)**, « L'accès à la justice en matière d'environnement en Europe : état des lieux et perspectives d'avenir », in *Revue Juridique de l'Environnement*, numéro spécial, 2009, pp.1 et s.
- **Pradel (J.)**, « Notre procédure pénale défend-t-elle l'intérêt général ? », *RPDP*, 2005, n°3, pp.503 et s.
- **Prieur (M.)**, « Pourquoi une codification ? », in *Revue Juridique de l'Environnement*, numéro spécial, 2002, pp.9-14.
- **Rehbinder (E.)**, « L'action en justice des associations et l'action populaire pour la protection de l'environnement », in *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, n° 1, 1997, pp.16-42.



- **Rivero (J.)**, « Sur l'effet dissuasif de la sanction juridique », in *Mélanges offerts à Pierre Raynaud*, Dalloz, Paris, 1985, pp.675 et ss.
- **Robert (P.)**, « Les défis du droit pénal de l'environnement : les régimes de responsabilité pénale de Sault Ste-Marie à Wholesale Travel », *Les cahiers de droit*, Vol.34, N°3, 1993, pp.803-816.
- **Roggen (F.)**, « Le juge pénal et la protection de l'environnement », in *Les juges et la protection de l'environnement*, Bruylant, 1998, pp.196 et ss.
- **Sadeleer (A.)**, « Responsabilité pénale environnementale : examen des relations douteuse entre le droit international, le droit de l'union européenne et le droit pénal des Etats membres », Bruxelles, 2013, pp.307-329.
- **Saint-Pierre (F.)**, « La nature juridique des droits de la défense dans le procès pénal », *D.* 2007, Chron., pp.60 et ss.
- **Sauve (L.)**, « L'approche critique en éducation relative à l'environnement : origines théoriques et application à la formation des enseignants », *Revue des sciences de l'éducation*, Vol.23, n°1, 1997, pp.169-187.
- **Sime (R.N.)**, « L'intégration et l'harmonisation des normes en droit international de l'environnement dans le droit africain », in **Garnier (L.)**, *Aspects contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'ouest et centrale*, UICN, *Droit et politique de l'environnement*, n° 69, pp.157-176.
- **Sohnle (J.)**, « Irruption du droit de l'environnement dans la jurisprudence de la C.I.J. : l'affaire Gabčíkovo-Nagymaros », *RGDIP* n°1/1998, pp.84-121.
- **Soumastre (S.) et Givord (L.)**, « Quels apports des avocats à la doctrine en matière de droit de l'environnement ? », *RJE*, 2016/HS16 (n° spécial), pp.226-280.
- **Streteanu (F.)**, « La responsabilité pénale des personnes morales en droit roumain », in *Revue de droit Pénal et de science pénitentiaire*, n°2, 2007 p.332.
- **Szonyui Dandachi (A.)**, « La Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal », in *Revue Juridique de l'Environnement*, n° 3, 2003. pp.281-288.
- **Tamasang (C.F.) et Martial Tchoffo (A.F.)**, « Principles of environment management in Cameroon », in **Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.)** (Eds./dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie, Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa*, 2018, p.242-273.
- **Tchakoua (J-M.)**, « La question environnementale dans le système juridique du Cameroun », in **Ruppel (O.C.) et Kam Yogo (E.D.)** (Eds. /dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun – Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie*, 1<sup>ère</sup> éd., *Recht und Verfassung in Afrika – Band/Volume 37 Law and Constitution in Africa* 2018, p.181-197.
- **Tcheuwa (J.C.)**, « Les préoccupations environnementales en droit positif camerounais », in *Revue Juridique de l'Environnement*, n°1, 2006, pp.21-42.
- **Tjouen (A-F.)**, « La réception du principe de précaution dans le droit camerounais de la responsabilité », *R.A.S.J.*, n° 1, 2015, pp.127-165.
- **Thunis (X.)**, « Théorie générale de la faute : volume 3 : la faute comme acte imputable à son auteur », in *Responsabilités – Traité théorique et pratique*, Bruxelles : Kluwer, 2011, pp.5-56.

- **Toure Moussa (E.),** « Insuffisance des ressources humaines et financières pour une meilleure application du droit de l'environnement au Mali », *RADE*, n° 01, 2014, partie résumé, pp.103-106.
- **Trévidic (M.),** « Les juges spécialisés : Pourquoi les juges spécialisés sont de plus en plus nécessaires », *Association Après-demain*, 2010/3 N ° 15, NF, pp.49 et ss
- **Truilhe (E.),** « La progressive harmonisation des règles du procès environnemental : manifestation de l'émergence d'un droit global ? », *Brazilian Journal of International Law*, 2017, pp.1-16.
- **Tsayen demaze (M.),** « Les conventions internationales sur l'environnement : état des ratifications et des engagements des pays développés et des pays en développement », *l'info géographique*, Vol.73, 2009, pp.84-99.
- **Vedel (G.),** *Le hasard et la nécessité*, Pouvoirs, n° 50, 1989, pp.15-30.
- **Wertenschlag (B.),** « Nouvelles infractions et nouveaux responsables en matière de droit pénal de l'environnement », in *Les Petites Affiches*, 26 septembre 1994, n°115.
- **Winisdoerferr (Y.),** « La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme et l'environnement », *RJE*, n°2, 2003, p.213 et ss.
- **Zakane (V.),** « Problématique de l'effectivité du droit de l'environnement en Afrique : l'exemple du Burkina Faso », in **Garnier (L.)** (coord.), *Aspect contemporains du de l'environnement en Afrique de l'ouest et centrale*, (conseiller en droit de l'environnement, UICN Sénégal) pp.15-34.

## Rapports

- **Bisseck (D.),** *Rapport du Cameroun à la Réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'AHJUCAF (Ecole Régionale Supérieure de la Magistrature de l'OHADA Porto-Novo (Bénin), tenu le 26 et 27 juin 2008.* <http://www.ahjucaf.org/Rapport-de-la-Cour-supreme-du,6715.html>.
- **Bogui (Z.),** (Président), *Rapport de la commission internationale d'enquête sur les déchets toxiques déversés dans le District d'Abidjan*, 19 février 2007.
- *Enquête-Rapport sur l'efficacité des lois de l'environnement*, (par l'association nationale pour la protection des eaux et rivières). France, 1996.
- **Chaumont (P.),** *Rapport de la Cour de Cassation de France sur le droit pénal de l'environnement.* <http://www.ahjucaf.org/Rapport-de-la-Cour-de-cassation-de.html>.
- **Cosson (J.),** *L'inflation pénale sur la loi française des sociétés commerciales*, Rapport sur les sociétés commerciales et le droit pénal, Colloque de l'association tunisienne de droit pénal, Tunis 1985-1986.
- Notre avenir commun, *Commission mondiale pour l'environnement et le développement*, 1987.
- **Delmas-Marty (M.),** *La protection pénale de l'environnement en France*, Rapport à l'Association CAPITANT (**H.**).
- **Faure (M.),** *Sanctions pénales*, Rapport, Vol. I, Liv. III, Titre. III, 1989 Belgique.
- **Kamto (M.),** *Le droit camerounais de l'environnement entre l'être et le non-être*, Rapport introductif au Colloque international organisé les 29 et 30 Avril 1992 à Yaoundé par le Centre d'Etudes de Recherches et de Documentation en droit international et de l'environnement (CERDIF) sur le thème *droit et politique publiques de l'environnement au Cameroun*.

- **Mahonghol (D.), Ringuet (S.), Nkoulou (J.), Amougou Ondoua (G.), Hing Keong Chen,** *Les flux et les circuits de commercialisation du bois : le cas du Cameroun*, Rapport Traffic, août 2016. [http://www.itto.int/files/itto\\_project\\_db\\_input/2947/-Technical/TFL-PD-003-09-R2-M-Technical-Report-4.pdf](http://www.itto.int/files/itto_project_db_input/2947/-Technical/TFL-PD-003-09-R2-M-Technical-Report-4.pdf).
- **Ngouhouo Poufoun (J.), Lescuyer (G.) et Eba'a Atyi (R.),** *Rapport final de l'Étude de l'importance économique et sociale du secteur forestier et faunique au Cameroun*, CIFOR, novembre 2013.
- Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2013.
- Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2015.
- Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun en 2016.
- Rapport d'Amnesty International de 2017/2018 sur l'état des droits de l'homme au Cameroun <https://www.amnesty.org/download/Documents/-POL1067002018ENGLISH.PDF>.
- Rapport de Monsieur Etienne Goethals, conseiller à la Cour de cassation de Belgique à la réunion constitutive du Comité sur l'environnement de l'AHJUCAF, les 26 et 27 juin 2008 à Porto-Novo au Bénin.
- Rapport de l'Observatoire Mondial des Forêts Cameroun.
- Rapport Comité National des Inspections (CNI), Synthèse des inspections conjointes effectuées par le CNI, exercice 2017. [http://www.minmidt.cm/wpcontent/uploads/2018/04/Rapport\\_de\\_Synth%C3%A8se\\_inspections\\_2017\\_final1.pdf](http://www.minmidt.cm/wpcontent/uploads/2018/04/Rapport_de_Synth%C3%A8se_inspections_2017_final1.pdf).
- Sixième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO-6) : résumé à l'intention des décideurs, Publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Première édition, 2019. [https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/27652/geo6spm\\_ru.pdf?sequence=4&isallowed=y](https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/27652/geo6spm_ru.pdf?sequence=4&isallowed=y).
- PNUE, *3è rapport de l'avenir de l'environnement en Afrique (AEO3)*, résumé à l'intention des décideurs.
- **Prabhu (M.),** *Rapport général du congrès international sur les crimes contre l'environnement*, AIDP, Ottawa, 1994.
- Rapport de la WCMC de 1998.
- Rapport du symposium sur *l'effectivité et l'éducation judiciaire du droit de l'environnement en Afrique francophone*, Yaoundé, du 5 au 9 février 2018.
- **Simoni (M.L.),** *Renforcement et structuration des polices de l'environnement*, Rapport février 2005.
- **Truilhé (E.) et Hautereau-Boutonnet (M.) (dir.),** *Le procès environnemental : du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, Droit et Justice, Université d'Aix-Marseille, mai 2019, 320p. <https://www.courdecassation.fr/IMG/rapport.pdf>.
- **Verbelen (F.),** *L'exploitation abusive des forêts équatoriales du Cameroun*, Rapport Greenpeace Belgique, 1999.

### Ouvrages méthodologiques

- **Gassin (R.)**, *Une méthode de la thèse de doctorat en droit*, RRJ, 1996.
- **Geny (F.)**, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, T.1, n°58, 1899.
- **N'da, (P.)**, *Méthodologie et guide pratique du mémoire de recherche et de la thèse de doctorat*, l'Harmattan, 2007.

### Dictionnaires et encyclopédies

- **Cabrillac (R.)**, *Dictionnaire du vocabulaire juridique*, 2è éd., Litec, Paris, 2004.
- **Cornu (G.)**, *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 12<sup>e</sup> éd., 2016.
- **Guinchard (S.) et Debard (T.)**, *Lexique des termes juridiques*, Dalloz, 2017/2018.
- **Rey (A.)**, *Grand Robert de la langue française*, 2005.
- **Salmon (J.)**, *Dictionnaire du droit international public*, Bruylant, Bruxelles, 2001.
- **Veyret (V.)**, *Dictionnaire de l'environnement*, éd. Armand Colin, coll. Dictionnaire, 2007.

### Documents divers

- Annuaire statistique du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, année 2015.
- Bible Louis Second, éditions Genève, 1979.
- Commission Européenne, '*Faites un geste pour l'environnement ! comportement à adopter pour un monde plus écologique*', Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2005.
- Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement du délinquant, point 4 de l'ordre du jour provisoire sous le thème : lutte contre la délinquance écologique et la criminalité organisée nationale et transnationale et du rôle du droit pénal dans la protection de l'environnement : expérience nationales et coopération internationale, le Caire 29 avril-8mai 1995.
- Conseil de l'Europe, *Manuel sur les droits de l'homme et l'environnement*, 2006, 2012.
- **Despax (M.)**, *Le bilan juridique de la délinquance écologique*, in La délinquance écologique, XVIIème congrès français de criminologie, Nice, 20-22 octobre 1977.
- Etat de la situation et perspectives de l'éducation relative à l'environnement pour le développement durable au Cameroun, 2010.
- **Dubé (N.) et Duchaine (C.)**, '*Sanctions pénales, administratives ou ordonnances : en environnement, la diligence a bien meilleur goût !*', Service de la formation continue du Barreau du Québec, 2013.
- **Nadaud (S.)**, *La responsabilité internationale en matière d'environnement*, Master en 'droit international et comparé de l'environnement', cours8, Université de Limoges.
- **Hoare (A.)**, *Commerce de Bois Illégal-L'Action au Cameroun*, Une Évaluation de Chatham House, janvier 2015.
- **Kengoum (F.) et Wete Soh (L.)**, *Le droit d'accès à l'information dans REDD+ au Cameroun : Acteurs, Approches de suivi et gestion des conflits*. FODER-MINEPDED. Yaoundé, Cameroun, 2017.
- **Lavrysen et Van Den Berghe (J.)**, « La spécialisation environnementale dans le monde judiciaire : trois regards complémentaires », Énergie – Environnement –

Infrastructures n° 12, Décembre 2017, dossier 35.  
[https://www.researchgate.net/publication/-321903559\\_La\\_specialisation\\_environnementale\\_dans\\_le\\_monde\\_judiciaire\\_trois\\_regards\\_complementaires](https://www.researchgate.net/publication/-321903559_La_specialisation_environnementale_dans_le_monde_judiciaire_trois_regards_complementaires)

- **Linge (I.)**, « *Protection de l'environnement : quels efforts au Cameroun ?* », juin 2009.
- **Maljean-Dubois (S.)** et Richard (V.), *Mécanismes internationaux de suivi et mise en œuvre des conventions internationales de protection de l'environnement*, novembre 2004.
- **Ntono Tsimi (G.)**, *Droit pénal général*, cours magistral, 2<sup>ème</sup> année Licence, Université de Yaoundé 2, année académique 2017/2018.
- **Pallaruelo (G.)**, « *Mieux maîtriser le risque pénal en matière d'environnement* », (commission juridique de la commission du commerce intérieur et de la commission de l'aménagement régional, de l'environnement, du tourisme et des transports) adopté par l'assemblée générale du 7 mars 2002. Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.
- **Prieur (M.)**, *Les principes généraux du droit de l'environnement*, cours n°5, Master2 en droit international et droit comparé de l'environnement, formation à distance, campus numérique, 'envidroit'.
- **Prieur (M.)**, *L'information, la participation et l'évaluation environnementale*, cours n° 6, Master 'Droit international et comparé de l'environnement', Formation à distance, Campus Numérique 'Envidroit'.
- **UNESCO**, *L'éducation relative à l'environnement : principes d'enseignement et d'apprentissage*, série éducation environnementale, Vol., 20, 1986.
- **RIDDAC**, *Le cadre juridique des forêts et de l'environnement au Cameroun*, 2007.

### Colloques

- **Canivet (G.)** et **Guihal (D.)**, « *Protection de l'environnement par le droit pénal : l'exigence de formation et de spécialisation des magistrats* », Colloque du 26 avril 2004 à Luxembourg (CJCE).
- Colloque international sur le droit de l'environnement en Afrique, Abidjan, 29-31 octobre 2013.
- Colloque de la maison du barreau de Paris, « *La personne juridique, mode de protection des animaux et de l'environnement* », à l'occasion du quatrième anniversaire de la Grande Bibliothèque du Droit, mai 2018.
- Droit répressif : quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? Colloque annuel de la société française pour le droit de l'environnement, Université de la Rochelle 21-22, 2013.
- La responsabilité sociétale de l'entreprise au Cameroun, Actes du Colloque international de Yaoundé, organisé du 07 au 09 avril 2011.
- « *La protection de la nature par le droit pénal : des propositions pour une meilleure efficacité* », Actes du Colloque du CUICN, organisé le 25 septembre 2015 à Montpellier.
- **Sudre (F.)**, « *La protection du droit à l'environnement par la Convention européenne des droits de l'Homme* », Colloque CEDECE, Angers, 1994, La Doc. Française, 1997.

## **B. TEXTES JURIDIQUES**

### **Traités et Accords internationaux**

- Accord de Paris sur le climat, adopté à Paris le 12 décembre 2015.
- Convention des Nations Unies sur l'environnement du 5-16 juin 1972 à Stockholm.
- Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
- Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique.
- Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone, signée le 22 mars 1985 à Vienne.
- Le statut de Rome de la cour pénale internationale, signé à Rome en 1998.

### **Traités et Accords régionaux**

- Convention régionale relative à la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan atlantique.
- Convention d'Abidjan relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marine des zones côtières de la région de l'Afrique de l'ouest et du Centre.
- Le Traité relatif à la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale.

### **Lois et ordonnances**

- Constitution camerounaise du 18 janvier 1996.
- Code de l'environnement français, édition 2010.
- Loi n°96/12 du 5 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun.
- Loi n°2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code pénal camerounais.
- Loi n° 2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code minier au Cameroun .
- Loi n° 2003/003 du 21 avril 2003 portant protection phytosanitaire.
- Loi n°98-005 du 14 avril 1998 portant régime de l'eau en République du Cameroun.
- Loi n°2003/2006 du 21 avril 2003 portant régime de sécurité en matière de biotechnologie moderne au Cameroun.
- Loi n° 99/013 du 22 décembre 1999 portant Code pétrolier au Cameroun
- Loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche au Cameroun.
- Loi n° 2006/015 du 29 décembre 2006 portant organisation judiciaire modifiée et complétée par la loi n° 2011/027 du 14 décembre 2011.
- Loi n° 2017/012 du 12 juillet 2017 portant Code de justice militaire.
- Loi n° 90/058 du 19 décembre 1990 portant création de la cour de sûreté de l'Etat.
- La loi n° 89/27 du 29 décembre 1989 portant sur les déchets toxiques et dangereux.
- Loi n° 2019/012 du 19 juillet 2019 portant cadre général de sûreté radiologique et nucléaire, de sécurité nucléaire, de responsabilité civile et de l'application des garanties
- Loi n°2000/018 du 19 décembre 2000 portant réglementation de la pharmacie vétérinaire.

- Loi n°98/015 du 14 juillet 1998 relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes.
- Loi n° 2001/014 du 23 Juillet 2001 relative à l'activité semencière.
- Loi n°90/053 du 19/12/1990 relative à la liberté des associations.
- Loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.
- La charte de l'environnement en France, 28 février 2005.

### **Décrets, arrêtés et directives**

- Décret n°2005/0577PM du 23 février 2005 portant sur les modalités de réalisation des études d'impact environnemental au Cameroun.
- Décret n° 2000/092/PM du 27 mars 2000 modifiant le décret N° 94/436/PM du 23 août 1994 fixant les modalités d'application du régime des forêts au Cameroun.
- Décret n° 2012/2808/PM du 26 septembre 2012 fixant les conditions d'exercice des fonctions d'inspecteur et contrôleur de l'environnement au Cameroun.
- Décret n° 98/345 du 21 décembre 1998, modifié par le décret n° 99/196 du 10 septembre 1999 portant respectivement organisation et réorganisation du Plan National de Gestion de l'environnement (PNGE) en 1996.
- Décret n° 92/069 du 09 avril 1992 portant création d'un ministère en charge de l'environnement et des forêts.
- Décret n° 99/818/pm du 09 novembre 1999 fixant les modalités d'implantation et d'exploitation des établissements classes dangereux, insalubres ou incommodes.
- Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement.
- La directive 2008/99/CE du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal.

### **Circulaires**

- Circulaire n° CRIM/2015-9/G4.21.04.2015 du 21 avril 2015 portant orientations de la politique pénale en matière d'atteintes à l'environnement en France.

### **Webographie**

- **Faure (M.), Gerstetter (C.), Sina (S.), Vagliasindi (G.M.),** *Actors and Institutions in the Fight against Environmental Crime*, Study in the framework of the research project, Berlin: Ecologic Institute, 2015. Available at [www.efface.eu](http://www.efface.eu).
- *Fighting Environmental Crime in France: A Country Report*, Floriana Bianco, Annalisa Lucifora and Grazia Maria Vagliasindi (University of Catania). [www.efface.eu](http://www.efface.eu)
- *Fighting Environmental Crime in Italy: A Country Report*, Annalisa Lucifora, Floriana Bianco and Grazia Maria Vagliasindi (University of Catania) [www.efface.eu](http://www.efface.eu).
- *Fighting Environmental Crime in Poland: A Country Report*, Valsamis Mitsilegas, Malgosia Fitzmaurice and Elena Fasoli (Queen Mary University of London) [www.efface.eu](http://www.efface.eu).
- *Fighting Environmental Crime in Spain: A Country Report*, Teresa Fajardo Del Castillo (University of Granada), Juan Fuentes Osorio (University of Jaen), Inmaculada Ramos Tapia (University of Granada) and Jesús Verdú Baeza (University of Cádiz) [www.efface.eu](http://www.efface.eu).

- Fighting Environmental Crime in Germany: A Country Report, Stephan Sina (Ecologic Institute) [www.efface.eu](http://www.efface.eu).





## TABLE DES TABLEAUX, FIGURES ET GRAPHIQUES

### LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau n° 1</b> : Récapitulatif de quelques infractions et sanctions pénales prévues par le législateur camerounais .....	61
<b>Tableau n° 2</b> : Réseau des aires protégées du Cameroun .....	164
<b>Tableau n° 3</b> : Environmental Inspections and Controls in National and Regional Brigades in 2014 .....	166
<b>Tableau n° 4</b> : Les inspections et contrôles environnementaux effectués par les brigades nationales et régionales en 2015.....	167
<b>Tableau n° 5</b> : <b>Récapitulatif</b> du nombre de PVCIE par année.....	168
<b>Tableau n° 6</b> : Les allocations budgétaires du MINEPDED 2015/2018 .....	174

### LISTE DES FIGURES

<b>Figure</b> : Situation des zones prioritaires du point de vue de la désertification au Cameroun .....	213
--	-----

### LISTE DES GRAPHIQUES

<b>Graphique</b> : Les PVCIE 2013/2016.....	168
---	-----



# TABLE DES MATIERES

<b>DEDICACE.....</b>	<b>5</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>7</b>
<b>PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>9</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>13</b>
 <b>PREMIERE PARTIE : UNE PROTECTION PÉNALE RELATIVEMENT ATTRAYANTE.....</b>	 <b>27</b>
<b>TITRE I : LES FORCES DU SYSTÈME PÉNAL DE PROTECTION .....</b>	<b>28</b>
<b>Chapitre 1. Un cadre normatif impressionnant.....</b>	<b>29</b>
1.1. Des incriminations multiples.....	29
1.1.1. De nombreuses sources d’incrimination .....	30
1.1.1.1. Les sources directes du DPE.....	30
1.1.1.1.1. Les instruments juridiques généraux .....	30
1.1.1.1.2. Les instruments juridiques spécifiques à l’environnement .....	31
1.1.1.2. Les sources indirectes du DPE.....	32
1.1.1.2.1. Les textes à caractère universel .....	32
1.1.1.2.2. Les textes à caractère régional .....	34
1.1.2. Un vaste domaine incriminé .....	35
1.1.2.1. Les éléments de l’environnement objet de protection par la norme pénale .....	35
1.1.2.1.1. Les éléments naturels .....	35
1.1.2.1.2. Les éléments artificiels .....	39
1.1.2.2. La nature des infractions.....	40
1.1.2.2.1. Les infractions portant indirectement atteinte à l’environnement .....	41
1.1.2.2.2. Des infractions portant directement atteinte à l’environnement .....	42
1.2. Des sanctions pénales dissuasives .....	44
1.2.1. Des peines strictes applicables aux personnes physiques.....	45
1.2.1.1. Des peines principales et alternatives sévères.....	45
1.2.1.1.1. Des peines principales intimidantes .....	45
1.2.1.1.2. L’introduction des peines alternatives .....	48
1.2.1.2. Les autres peines prévues pour les personnes physiques.....	49
1.2.1.2.1. Les peines accessoires .....	50
1.2.1.2.2. Les mesures de sûreté.....	52
1.2.2. Une rigueur impressionnante à l’endroit des personnes morales.....	54
1.2.2.1. Des menaces sur l’existence de la personne morale.....	55
1.2.2.1.1. Des sanctions menaçant la continuité de la personne morale .....	55

1.2.2.1.1.1.	La dissolution.....	55
1.2.2.1.1.2.	La fermeture temporaire ou définitive de l'établissement .....	56
1.2.2.1.2.	Des sanctions sur l'activité de la personne morale.....	56
1.2.2.2.	La cessation de l'atteinte sur l'environnement .....	57
1.2.2.2.1.	L'atteinte au patrimoine de la personne morale .....	58
1.2.2.2.2.	Des sanctions touchant à l'honorabilité de la personne morale .....	59
<b>Chapitre 2.</b>	<b>La diversité d'acteurs chargés de la répression des infractions .....</b>	<b>72</b>
2.1.	Les acteurs publics .....	72
2.1.1.	Les acteurs de la phase administrative .....	73
2.1.1.1.	L' « administration assise » .....	74
2.1.1.1.1.	Le ministère de l'environnement .....	74
2.1.1.1.2.	Les autres départements ministériels .....	76
2.1.1.2.	L' « administration debout » .....	78
2.1.1.2.1.	Les inspecteurs et contrôleurs du ministère de l'environnement .....	79
2.1.1.2.1.1.	Rôle des agents assermentés du MINEPDED .....	79
2.1.1.2.1.2.	Les attributions des agents assermentés du ministère de l'environnement.....	80
2.1.1.2.2.	Les agents assermentés des autres administrations .....	81
2.1.1.3.	La procédure de répression des infractions.....	81
2.1.1.3.1.	Rédaction des procès-verbaux .....	82
2.1.1.3.2.	Transmission du dossier à l'administration .....	82
2.1.1.3.3.	Les mesures prises par l'administration .....	84
2.1.2.	Les acteurs de la phase judiciaire .....	86
2.1.2.1.	La police classique dans le contentieux de l'environnement .....	86
2.1.2.1.1.	Identification de la police traditionnelle .....	86
2.1.2.1.2.	Compétences de la police classique en matière d'environnement .....	87
2.1.2.2.	Les organes de poursuite et de jugement .....	87
2.1.2.2.1.	Le rôle du Ministère Public dans le contentieux à l'environnement .....	88
2.1.2.2.2.	L'office du juge pénal en matière d'environnement .....	88
2.2.	Les acteurs privés .....	90
2.2.1.	Les associations de défense de l'environnement .....	90
2.2.1.1.	Le rôle préventif des associations de défense de l'environnement .....	91
2.2.1.1.1.	Les associations intervenant dans la protection de l'environnement .....	91
2.2.1.1.2.	Les missions des associations de défense de l'environnement .....	92
2.2.1.2.	Le rôle répressif des associations de défense de l'environnement .....	95

2.2.1.2.1.	Les conditions d'accès des associations à la justice .....	95
2.2.1.2.2.	L'accès au juge des associations de défense de l'environnement .....	96
2.2.2.	Les citoyens .....	97
2.2.2.1.	La protection de l'environnement comme devoir du citoyen .....	98
2.2.2.1.1.	Veiller à la sauvegarde de l'environnement .....	98
2.2.2.1.2.	Contribuer à la protection de l'environnement .....	99
2.2.2.2.	La protection de l'environnement comme un droit pour les citoyens .....	101
2.2.2.2.1.	Présentation des droits reconnus aux citoyens .....	101
2.2.2.2.2.	L'objectif poursuivi par le législateur .....	103
<b>CONCLUSION TITRE I.....</b>		<b>105</b>
<b>TITRE 2 : LES FAIBLESSES DU SYSTEME PENAL DE PROTECTION .....</b>		<b>107</b>
<b>Chapitre 3. Les insuffisances substantielles .....</b>		<b>108</b>
3.1.	Des normes d'incrimination complexes.....	108
3.1.1.	La dépendance administrative des incriminations .....	109
3.1.1.1.	La pénalisation indirecte.....	110
3.1.1.1.1.	De nombreuses infractions administratives .....	110
3.1.1.1.2.	Le recours à l'incrimination par renvoi .....	112
3.1.1.2.	Des infractions autonomes peu nombreuses .....	113
3.1.2.	Des normes d'incrimination hermétiques.....	115
3.1.2.1.	Le droit pénal de l'environnement, une discipline touffue .....	116
3.1.2.1.1.	La dispersion des textes.....	116
3.1.2.1.2.	Les effets : les contradictions entre les textes .....	118
3.1.2.2.	L'inintelligibilité des normes.....	119
3.1.2.2.1.	Des normes techniques .....	119
3.1.2.2.2.	Le recours aux notions vagues .....	121
3.2.	Des normes de répression indulgentes et incomplètes .....	122
3.2.1.	L'existence d'obstacles à la répression .....	122
3.2.1.1.	De nombreuses causes exonératoires de responsabilité pénale.....	123
3.2.1.1.1.	Les exonérations prévues par le Code pénal.....	123
3.2.1.1.1.1.	Les immunités obstacles à la responsabilité pénale.....	123
3.2.1.1.1.2.	Les faits justificatifs obstacles à la responsabilité pénale .....	125
3.2.1.1.2.	Les exonérations prévues par la législation environnementale .....	128
3.2.1.2.	Des textes répressifs incomplets .....	130
3.2.2.	Des sanctions pénales inadaptées .....	132
3.2.2.1.	Le recours aux peines classiques.....	132

3.2.2.2.	Des peines disproportionnées .....	134
<b>Chapitre 4. Les insuffisances procédurales .....</b>		<b>136</b>
4.1.	Les lacunes propres à chaque phase de la procédure .....	137
4.1.1.	Les limites de la phase administrative .....	138
4.1.1.1.	Des limites dans la recherche, la constatation et la poursuite des infractions.....	138
4.1.1.1.1.	La dispersion des acteurs chargés de la constatation des infractions .....	139
4.1.1.1.2.	Le Ministère Public dans l'état de l'administration.....	141
4.1.1.2.	L'existence des procédures dérogatoires : obstacles aux poursuites pénales .....	143
4.1.1.2.1.	La procédure de transaction .....	144
4.1.1.2.2.	La procédure d'arbitrage .....	145
4.1.2.	Les limites rencontrées à la phase judiciaire .....	147
4.1.2.1.	L'inaptitude des acteurs judiciaires .....	147
4.1.2.1.1.	Des acteurs chargés des poursuites .....	147
4.1.2.1.2.	Des acteurs chargés du jugement .....	149
4.1.2.2.	L'inadéquation des instances judiciaires .....	151
4.2.	Les limites communes aux deux procédures .....	152
4.2.1.	L'hétérogénéité des règles de procédures .....	152
4.2.1.1.	Des règles de procédures disparates.....	153
4.2.1.2.	Une procédure partitionnée.....	153
4.2.2.	Une collaboration mitigée entre les différents acteurs .....	155
4.2.2.1.	Entre les différentes polices .....	156
4.2.2.2.	Entre l'administration et le Procureur de la République .....	156
<b>CONCLUSION DU TITRE II.....</b>		<b>158</b>
<b>CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE.....</b>		<b>159</b>

## **DEUXIEME PARTIE : UNE PROTECTION PÉNALE À L'EFFICACITÉ MITIGÉE À RÉFORMER.....161**

### **Chapitre 5. La faible effectivité du DPE .....**

5.1.	Les facteurs à caractère objectif .....	163
5.1.1.	Les limites des mécanismes de contrôle .....	163
5.1.1.1.	Etat des lieux des infractions constatées sur l'environnement .....	165
5.1.1.1.1.	Des infractions peu nombreuses .....	165
5.1.1.1.2.	Un contentieux confiné à certains secteurs de l'environnement .....	169
5.1.1.2.	Insuffisances en ressources humaines, matérielles et financières .....	170
5.1.1.2.1.	Insuffisance du personnel judiciaire.....	171

5.1.1.2.2.	Manque de moyens financier et matériel.....	173
5.1.1.2.2.1.	L'insuffisance des ressources financières.....	174
5.1.1.2.2.2.	Manque de moyens matériel et logistique.....	176
5.1.2.	Un contentieux pénal peu abondant.....	176
5.1.2.1.	Un contentieux administratif abondant.....	177
5.1.2.2.	Des procédures judiciaires limitées.....	177
5.2.	Les facteurs à caractère subjectif.....	179
5.2.1.	Un contexte socio-économique camerounais peu favorable.....	179
5.2.1.1.	La pauvreté des populations.....	179
5.2.1.2.	L'analphabétisme couplé à l'ignorance.....	181
5.2.2.	Les pesanteurs culturelles.....	182
5.2.2.1.	Le manque de légitimité du droit de l'environnement.....	182
5.2.2.1.1.	Un droit importé.....	183
5.2.2.1.2.	Un droit imposé.....	185
5.2.2.2.	L'inculturation judiciaire des populations.....	186
5.2.2.2.1.	Le recours à la coutume dans la résolution des litiges environnementaux.....	186
5.2.2.2.2.	Les préjugés défavorables.....	187

## **Chapitre 6. La portée de la criminalité environnementale sur l'environnement ..... 190**

6.1.	Manifestations des atteintes à l'environnement.....	191
6.1.1.	Dans le secteur forestier et faunique.....	192
6.1.1.1.	Dans le sous-secteur forestier.....	193
6.1.1.1.1.	Exploitation abusive des forêts.....	193
6.1.1.1.2.	Commerce illégal du bois.....	194
6.1.1.2.	Dans le sous-secteur faunique.....	196
6.1.1.2.1.	Le braconnage à outrance.....	197
6.1.1.2.2.	Commerce illégal des espèces fauniques.....	198
6.1.2.	Dans les autres secteurs de l'environnement.....	199
6.1.2.1.	Les atteintes sur les milieux récepteurs.....	200
6.1.2.1.1.	Une pollution atmosphérique en nette progression.....	200
6.1.2.1.2.	La pollution des sols et sous-sol.....	201
6.1.2.2.	Les atteintes des milieux générateurs.....	203
6.1.2.2.1.	L'accroissement des nuisances sonores.....	203
6.1.2.2.2.	L'augmentation des établissements classés.....	204
6.2.	Les effets des atteintes à l'environnement.....	205
6.2.1.	Les conséquences des atteintes à l'environnement sur l'homme.....	205



6.2.1.1.	Dégradation de la qualité de vie des citoyens .....	206
6.2.1.1.1.	Menaces sur la santé des populations .....	206
6.2.1.1.2.	Menaces sur la sécurité alimentaire.....	207
6.2.1.2.	L'espèce humaine en danger.....	208
6.2.1.2.1.	Menaces sur la vie des générations présentes .....	209
6.2.1.2.2.	L'avenir des générations futures compromis .....	209
6.2.2.	La portée des atteintes sur l'environnement et la nature .....	210
6.2.2.1.	Les effets sur plusieurs écosystèmes .....	211
6.2.2.1.1.	Les changements climatiques .....	211
6.2.2.1.2.	La désertification.....	212
6.2.2.2.	Les effets sur un écosystème donné .....	213
6.2.2.2.1.	La déforestation .....	213
6.2.2.2.2.	L'extinction des espèces .....	214
<b>CONCLUSION DU TITRE III .....</b>		<b>216</b>
 <b>TITRE IV : UNE PROTECTION PENALE A REFORMER POUR PLUS D'EFFICACITE..</b>		<b>217</b>
<b>Chapitre 7. La légitimation du droit de l'environnement.....</b>		<b>218</b>
7.1.	La légitimation par le renforcement de la démocratie environnementale .....	221
7.1.1.	Établir un cadre juridique favorable à l'émergence d'une démocratie environnementale 222	
7.1.1.1.	Ratifier la Convention d'Aarhus .....	222
7.1.1.2.	Compléter la législation nationale sur la démocratie environnementale .....	224
7.1.2.	Renforcer la promotion de la démocratie environnementale.....	224
7.1.2.1.	Garantir l'accès à l'information, et la participation du public en matière d'environnement .....	225
7.1.2.1.1.	Optimiser le droit d'accès à l'information environnementale du public .....	226
7.1.2.1.1.1.	Centraliser les informations au niveau du CIDE .....	227
7.1.2.1.1.2.	Vulgariser les conditions et les procédures d'accès à l'information environnementale.....	227
7.1.2.1.1.3.	Renforcer les mécanismes de diffusion de l'information environnementale.....	228
7.1.2.1.2.	Renforcer la participation du public au processus de prise de décision .....	230
7.1.2.2.	Garantir au public l'accès à la justice environnementale .....	233
7.1.2.2.1.	Faciliter l'accès au tribunal.....	233
7.1.2.2.2.	Garantir le droit à un procès équitable en matière d'environnement .....	236
7.2.	La légitimation par l'appropriation du droit de l'environnement .....	238
7.2.1.	Former les acteurs chargés de la répression des infractions .....	238

7.2.1.1.	Recycler le personnel administratif.....	238
7.2.1.1.1.	Renforcer les capacités des agents de la police de l'environnement .....	239
7.2.1.1.2.	Renforcer les capacités des acteurs chargés des poursuites .....	239
7.2.1.2.	Intensifier la formation des acteurs judiciaires classiques .....	240
7.2.1.2.1.	Former les auxiliaires de justice au droit de l'environnement .....	240
7.2.1.2.2.	Intensifier la formation des magistrats au droit de l'environnement .....	241
7.2.2.	Renforcer l'éducation et la sensibilisation du public .....	241
7.2.2.1.	Optimiser l'éducation à l'environnement .....	242
7.2.2.1.1.	Renforcer l'éducation à l'environnement en milieu scolaire .....	243
7.2.2.1.2.	Intensifier l'éducation à l'environnement dans le milieu des affaires .....	245
7.2.2.2.	Les effets .....	246
<b>Chapitre 8.</b>	<b>Le réaménagement du système pénal de l'environnement .....</b>	<b>247</b>
8.1.	Déterminer le cadre législatif et judiciaire de répression des atteintes à l'environnement .....	248
8.1.1.	Les reformes législatives .....	248
8.1.1.1.	Harmoniser la législation environnementale .....	249
8.1.1.1.1.	Adopter un 'Code de l'environnement' .....	249
8.1.1.1.2.	Regrouper les dispositions pénales contenues dans le CPC .....	250
8.1.1.1.3.	Uniformiser les procédures en matière d'environnement .....	252
8.1.1.2.	Améliorer l'élaboration des dispositions pénales environnementales .....	253
8.1.1.2.1.	Présentation des différents modèles .....	253
8.1.1.2.2.	Adopter le ' <i>bon modèle</i> ' .....	254
8.1.2.	Les reformes judiciaires .....	255
8.1.2.1.	Adapter le système judiciaire à la criminalité environnementale.....	255
8.1.2.1.1.	Spécialiser les organes judiciaires.....	256
8.1.2.1.2.	Spécialiser le personnel judiciaire.....	258
8.1.2.2.	Améliorer la collaboration entre les différents acteurs .....	260
8.1.2.2.1.	Entre les acteurs de la police judiciaire .....	260
8.1.2.2.1.1.	La collaboration entre les agents de contrôle .....	261
8.1.2.2.1.2.	La collaboration entre les agents de contrôle et le Procureur de la République .....	261
8.1.2.2.2.	Entre les agents chargés de contrôle et la société civile .....	262
8.1.2.2.3.	Entre l'administration et les autorités judiciaires .....	262
8.2.	Mieux réprimer les atteintes à l'environnement .....	263
8.2.1.	Adapter les sanctions à la criminalité environnementale .....	264
8.2.1.1.	Améliorer la sanction des atteintes.....	265

8.2.1.1.1. Aggraver les sanctions.....	265
8.2.1.1.2. Limiter le recours à la transaction.....	266
8.2.1.2. Combiner les sanctions.....	266
8.2.2. Internationaliser la répression.....	267
8.2.2.1. Consacrer le crime d'écocide dans le Code pénal.....	268
8.2.2.1.1. Lumière sur la notion d'écocide.....	268
8.2.2.1.2. Les enjeux de la consécration du crime d'écocide.....	270
8.2.2.2. Les contours possibles du crime d'écocide.....	270
8.2.2.2.1. Du point de vue de l'incrimination.....	271
8.2.2.2.2. Du point de vue de la sanction.....	272
<b>CONCLUSION DU TITRE IV.....</b>	<b>273</b>
<b>CONCLUSION SECONDE PARTIE .....</b>	<b>274</b>
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>275</b>
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>279</b>
<b>SUMMARY.....</b>	<b>281</b>
<b>VALORISATION ADDENDUM .....</b>	<b>283</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>287</b>
<b>TABLE DES TABLEAUX, FIGURES ET GRAPHIQUES .....</b>	<b>311</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>313</b>
<b>ANNEXE 1 : PROCEDURE DE NOTIFICATION D'UN PROCES-VERBAL DE CONSTATATION D'INFRACTION ET D'UNE AMENDE ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>323</b>
<b>ANNEXE 2 : PROCEDURE CONTESTATION D'UN PROCES VERBAL DE CONSTATATION D'INFRACTION .....</b>	<b>332</b>
<b>ANNEXES 3 : PROCEDURE CONTESTATION D'UNE AMENDE SUBSEQUENTE TRAITEMENT : CONTESTATION D'UNE AMENDE SUBSEQUENTE.....</b>	<b>341</b>
<b>ANNEXE 4 : PROCEDURE TRANSACTION TRAITEMENT : TRANSACTION .....</b>	<b>350</b>
<b>ANNEXE 5 : PROCEDURE MISE EN DEMEURE DE PAYER.....</b>	<b>359</b>

<b>CURRICULUM VITAE .....</b>	<b>369</b>
-------------------------------	------------



# **ANNEXE 1 : PROCEDURE DE NOTIFICATION D'UN PROCES-VERBAL DE CONSTATATION D'INFRACTION ET D'UNE AMENDE ENVIRONNEMENTALE**

**INTITULE DE L'ACTE :** Lettre de notification du procès-verbal de constatation d'infraction/de l'amende environnementale.

**INITIATEUR DE LA PROCEDURE :** Administration.

**STRUCTURE INITIATRICE :** Cellule du Contentieux.

## **TEXTES DE REFERENCE :**

- Loi n° 96/12 du 05 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'Environnement ;
- Décret n° 2012/431 du 01 Octobre 2012 portant organisation du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable.

## **CONDITIONS A REMPLIR :**

- être une personne physique ou morale ;
- avoir un reçu une Constatation d'Infraction.

## **COMPOSITION DU DOSSIER :**

- *Pièce à fournir :* néant.
- *Pièces à consulter :*
  - liste des personnes physiques ou morales ayant fait l'objet d'un PPCI ; – rapport d'inspection ; – copie du procès-verbal de Constatation d'Infraction (PPCI).

**SIGNATAIRE DE L'ACTE :** le Ministre.

**DELAÏ IMPARTI :** vingt (20) jours.

**MODALITE DE MISE A DISPOSITION :** notification.

## **TRAITEMENT : NOTIFICATION D'UN PROCES-VERBAL DE CONSTATATION D'INFRACTION ET D'UNE AMENDE ENVIRONNEMENTALE**

**Intervenant 1 :** *Administration (services déconcentrés).....***Délai :** ...  
**Opération 1 :** Dépose le dossier au Bureau de Contrôle de conformité

**Intervenant 2 :** *Chef du Bureau du Contrôle de Conformité.....***Délai :** ...  
**Opération 2 :** Reçoit le dossier physique  
**Opération 3 :** Vérifie la conformité des pièces fournies et appose la date du jour  
**Opération 4 :** Enregistre le dossier physique  
**Opération 5 :** Délivre le récépissé de dépôt à l'intéressé

Opération 6 : Remet le dossier physique au Chef du Service de l'Accueil et de l'orientation

***Intervenant 3 : Chef du Service de l'Accueil et de l'Orientation .....Délai : ...***

Opération 7 : Reçoit le dossier physique  
Opération 8 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 9 : Enregistre le dossier physique  
Opération 10 : Remet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

***Intervenant 4 : Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison .....Délai : ...***

Opération 11 : Reçoit le dossier physique  
Opération 12 : Enregistre le dossier physique  
Opération 13 : Soumet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

***Intervenant 5 : Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison .....Délai : ...***

Opération 14 : Reçoit le dossier physique  
Opération 15 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 16 : Cote le dossier au Chef du Service du Courrier et de Liaison  
Opération 17 : Retourne le dossier à son Secrétaire

***Intervenant 6 : Secrétaire Sous-Directeur du Courrier, de l'Accueil et de Liaison .....Délai : ...***

Opération 18 : Reçoit le dossier physique  
Opération 19 : Enregistre la sortie du dossier physique  
Opération 20 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef du Service du Courrier et de Liaison

***Intervenant 7 : Agent de Liaison .....Délai : ...***

Opération 21 : Reçoit le dossier physique et le bordereau de transmission  
Opération 22 : Porte le dossier physique au Chef du Service du Courrier et de Liaison contre décharge

***Intervenant 8 : Chef du Service du Courrier et de Liaison.....Délai : ...***

Opération 23 : Reçoit le dossier physique  
Opération 24 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 25 : Cote le dossier au Chef du Bureau du Courrier Arrivée  
Opération 26 : Remet le dossier physique au Chef du Bureau du Courrier Arrivée

***Intervenant 9 : Chef du Bureau du Courrier Arrivée .....Délai : ...***

Opération 27 : Reçoit le dossier physique  
Opération 28 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 29 : Enregistre le dossier physique qui génère automatiquement un numéro du courrier  
Opération 30 : Inscrit le numéro généré sur le dossier physique  
Opération 31 : Imprime le bordereau de transmission  
Opération 32 : Transmet le dossier électronique au Secrétaire Général

Opération 33 : Remet le dossier à l'Agent de Liaison pour transmission au Secrétaire Général

**Intervenant 10 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

Opération 34 : Reçoit le dossier physique

Opération 35 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Secrétaire Général contre décharge

**Intervenant 11 : Secrétaire du Secrétaire Général ..... Délai : ...**

Opération 36 : Reçoit le dossier physique

Opération 37 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques

Opération 38 : Vise le bordereau de transmission

Opération 39 : Enregistre le dossier physique

Opération 40 : Valide la réception du dossier électronique

Opération 41 : Soumet le dossier physique au Secrétaire Général

**Intervenant 12 : Secrétaire Général ..... Délai : ...**

Opération 42 : Reçoit le dossier physique

Opération 43 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 44 : Transmet le dossier au Ministre

Opération 45 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 13 : Secrétaire du Secrétaire Général ..... Délai : ...**

Opération 46 : Reçoit le dossier physique

Opération 47 : Transmet le dossier physique et électronique au Ministre

Opération 48 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 49 : Enregistre la sortie du dossier physique

Opération 50 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Ministre

**Intervenant 14 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

Opération 51 : Reçoit le dossier physique

Opération 52 : Remet le dossier physique au secrétaire du Ministre contre décharge

**Intervenant 15 : Secrétaire du Ministre ..... Délai : ...**

Opération 53 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques

Opération 32 [sic] Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques

Opération 54 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 55 : Enregistre l'entrée du dossier physique

Opération 56 : Vise le bordereau de transmission

Opération 57 : Valide la réception des données électroniques

Opération 58 : Soumet le dossier physique au Ministre

**Intervenant 16 : Ministre ..... Délai : ...**

Opération 59 : Reçoit le dossier physique

Opération 60 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 61 : Cote le dossier au Chef de la Division des Affaires Juridiques

Opération 62 : Retourne le dossier physique au Secrétaire



- Intervenant 17 : Secrétaire du Ministre ..... Délai : ...**  
 Opération 63 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 64 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 65 : Transmet le dossier électronique au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques  
 Opération 66 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 67 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 18 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**  
 Opération 68 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 69 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 19 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques ..... Délai : ...**  
 Opération 70 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 71 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 72 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 73 : Enregistre le dossier physique  
 Opération 74 : Valide la réception du dossier électronique  
 Opération 75 : Soumet le dossier physique au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 20 : Chef de la Division des Affaires Juridiques ..... Délai : ...**  
 Opération 76 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 77 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 78 : Cote le dossier au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 79 : Retourne le dossier physique au Secrétaire
- Intervenant 21 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques ..... Délai : ...**  
 Opération 80 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 81 : Enregistre la sortie le dossier physique  
 Opération 82 : Transmet le dossier électronique au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 83 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 84 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de Cellule du Contentieux
- Intervenant 22 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**  
 Opération 85 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 86 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux contre décharge
- Intervenant 23 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux ..... Délai : ...**  
 Opération 87 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 88 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 89 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 90 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 91 : Imprime le bordereau de réception  
 Opération 92 : Soumet le dossier physique au Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 24 : Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**  
 Opération 93 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 94 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 95 : Cote le dossier au Chargé d'Etudes Assistant  
 Opération 96 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 25 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**  
 Opération 97 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 98 : Enregistre le dossier physique  
 Opération 99 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 100 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 101 : Transmet le dossier électronique au Chargé d'Etudes Assistant  
 Opération 102 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chargé d'Etudes Assistant

**Intervenant 26 : Agent de Liaison..... Délai : ...**  
 Opération 103 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 104 : Remet le dossier physique au Chargé d'Etudes Assistant contre décharge

**Intervenant 27 : Chargé d'Etudes Assistant..... Délai : ...**  
 Opération 105 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 106 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 107 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 108 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 109 : Initie et imprime le projet de lettre de notification du procès-verbal de constatation d'infraction/de l'amende environnementale et la fiche de traitement  
 Opération 110 : Vise le projet de Lettre de notification et la fiche de traitement  
 Opération 111 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 112 : Transmet la copie dossier électronique du projet de lettre de notification du procès-verbal de constatation d'infraction/de l'amende environnementale et les données électroniques au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 113 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission au Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 28 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**  
 Opération 114 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 115 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 116 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 117 : Enregistre le dossier physique  
 Opération 118 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 119 : Soumet le dossier physique au Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 29 : Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**  
 Opération 120 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 121 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 122 : Procède au contrôle du fond et de la forme du projet

Opération 123 :	Vise le projet de lettre de notification du procès-verbal de constatation d'infraction/de l'amende environnementale et la fiche de traitement
Opération 124 :	Transmet le dossier au Chef de cellule du Contentieux
Opération 125 :	Retourne le dossier physique au Secrétaire
<b>Intervenant 30 :</b>	<b>Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...</b>
Opération 126 :	Reçoit le dossier physique
Opération 127 :	Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre
Opération 128 :	Enregistre la sortie du dossier physique
Opération 129 :	Transmet le dossier électronique au Chef de la Division des Affaires Juridiques
Opération 130 :	Imprime le bordereau de transmission
Opération 131 :	Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison
<b>Intervenant 31 :</b>	<b>Agent de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 132 :	Reçoit le dossier physique
Opération 133 :	Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires contre décharge
<b>Intervenant 32 :</b>	<b>Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...</b>
Opération 134 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques
Opération 135 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques
Opération 136 :	Vise le bordereau de transmission
Opération 137 :	Enregistre l'entrée du dossier physique
Opération 138 :	Imprime le bordereau de réception
Opération 139 :	Valide la réception des données électroniques
Opération 140 :	Soumet le dossier physique au Chef de la Division des Affaires Juridiques
<b>Intervenant 33 :</b>	<b>Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...</b>
Opération 141 :	Reçoit le dossier physique
Opération 142 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques
Opération 143 :	Vise le projet de Lettre de Notification.et la fiche de traitement
Opération 144 :	Transmet le dossier au Secrétaire général
Opération 145 :	Retourne le dossier physique complet au Secrétaire
<b>Intervenant 34 :</b>	<b>Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...</b>
Opération 146 :	Reçoit le dossier physique
Opération 147 :	Enregistre le dossier physique
Opération 148 :	Imprime le bordereau de transmission
Opération 149 :	Enregistre la sortie du dossier physique
Opération 150 :	Transmet le dossier électronique au Secrétaire Général
Opération 151 :	Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison au Secrétaire du Secrétaire Général

<b>Intervenant 35 :</b>	<b>Agent de Liaison .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 152 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 153 :	Remet le dossier physique complet au Secrétaire du Secrétaire Général contre décharge	
<b>Intervenant 36 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 154 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 155 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques	
Opération 156 :	Vise le bordereau de transmission	
Opération 157 :	Enregistre l'entrée du dossier physique	
Opération 158 :	Valide la réception des données électroniques	
Opération 159 :	Soumet le dossier physique au Secrétaire Général	
<b>Intervenant 37 :</b>	<b>Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 160 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 161 :	Prend connaissance du dossier physique	
Opération 162 :	Vise le projet de lettre de notification du procès-verbal de constatation d'infraction/de l'amende environnementale et la fiche de traitement	
Opération 163 :	Transmet le dossier physique au Ministre	
Opération 164 :	Retourne le dossier physique au Secrétaire	
<b>Intervenant 38 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 165 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 166 :	Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre	
Opération 167 :	Imprime le bordereau de transmission	
Opération 168 :	Transmet le dossier électronique au Secrétaire du Ministre	
Opération 169 :	Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Secrétariat du Ministre	
<b>Intervenant 39 :</b>	<b>Agent de Liaison .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 170 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 171 :	Remet le dossier physique et le bordereau de transmission au Secrétariat du Ministre contre décharge	
<b>Intervenant 40 :</b>	<b>Secrétaire du Ministre.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 172 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 173 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques	
Opération 174 :	Vise le bordereau de transmission	
Opération 175 :	Enregistre l'entrée du dossier physique	
Opération 176 :	Valide la réception des données électroniques	
Opération 177 :	Soumet le dossier physique au Ministre	
<b>Intervenant 41 :</b>	<b>Ministre.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 178 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 179 :	Procède au contrôle du fond et de la forme du projet de lettre de notification	
Opération 180 :	Signe la lettre de notification et la fiche de traitement	
Opération 181 :	Retourne le dossier physique à la Sous-Direction de l'Accueil, du Courrier et de Liaison pour transmission au Secrétaire Général	

Opération 182 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

***Intervenant 42 : Secrétaire du Ministre..... Délai : ...***

Opération 183 : Reçoit le dossier physique et la lettre signée

Opération 184 : Enregistre la sortie du dossier physique

Opération 185 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 186 : Transmet les données électroniques au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

Opération 187 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

***Intervenant 43 : Agent de Liaison..... Délai : ...***

Opération 188 : Reçoit le dossier physique

Opération 189 : Remet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et Liaison contre décharge

***Intervenant 44 : Secrétaire du Sous – Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison.....Délai : ...***

Opération 190 : Reçoit la lettre de notification signée et le dossier physique

Opération 191 : Vérifie la conformité des données physiques aux données électroniques

Opération 192 : Vise le bordereau de transmission

Opération 193 : Enregistre l'entrée dossier physique

Opération 194 : Valide la réception des données électroniques

Opération 195 : Soumet le dossier physique et la lettre signée au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

***Intervenant 45 : Sous – Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison ..... Délai : ...***

Opération 196 : Reçoit le dossier physique

Opération 197 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 198 : Cote le dossier au Chef du Service du Courrier et de Liaison

Opération 199 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

***Intervenant 46 : Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison..... Délai : ...***

Opération 200 : Reçoit le dossier physique

Opération 201 : Enregistre la sortie du dossier physique

Opération 202 : Transmet les données électroniques au Chef du Service du Courrier et de Liaison

Opération 203 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 204 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef du Service du Courrier et de Liaison

***Intervenant 47 : Agent de Liaison..... Délai : ...***

Opération 205 : Reçoit le dossier physique complet

Opération 206 : Remet le dossier physique complet au Chef du Service du Courrier et de Liaison contre décharge

***Intervenant 48 : Chef du Service du Courrier et de Liaison..... Délai : ...***

Opération 207 : Reçoit la lettre de notification et le dossier physique

Opération 208 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques

Opération 209 : Vise le bordereau de réception

- Opération 210 : Enregistre l'entrée du dossier physique
- Opération 211 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 212 : Imprime le bordereau de transmission
- Opération 213 : Transmet les données électroniques au Chef du Bureau de la Reprographie
- Opération 214 : Remet le dossier physique complet au Chef du Bureau de la Reprographie

***Intervenant 49 : Chef du Bureau de la Reprographie..... Délai : ...***

- Opération 215 : Reçoit le dossier physique, l'arrêté signé ainsi que les données électroniques
- Opération 216 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
- Opération 217 : Vise le bordereau de réception
- Opération 218 : Enregistre l'entrée du dossier physique
- Opération 219 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 220 : Reproduit la lettre de notification signée du Ministre
- Opération 221 : Imprime le bordereau de transmission
- Opération 222 : Transmet le dossier physique et les données électroniques, au Chef du Bureau du Courrier Départ

***Intervenant 50 : Chef du Bureau du Courrier Départ..... Délai : ...***

- Opération 223 : Reçoit le dossier physique, les copies de lettre ainsi que les données électroniques
- Opération 224 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
- Opération 225 : Vise le bordereau de réception
- Opération 226 : Enregistre l'entrée du dossier physique
- Opération 227 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 228 : Formalise la lettre de notification signée du Ministre
- Opération 229 : Classe une copie de la lettre de notification signée du Ministre
- Opération 230 : Remet une copie de la lettre de notification à l'intéressé(e) contre décharge
- Opération 231 : Remet l'original de la lettre de notification signée au Chef du Service de la Documentation et des Archives pour conservation
- Opération 232 : Transmet une copie de la lettre de notification signée et le fond du dossier au Directeur des Affaires Juridiques.

## **ANNEXE 2 : PROCEDURE CONTESTATION D'UN PROCES VERBAL DE CONSTATATION D'INFRACTION**

**INTITULE DE L'ACTE** : Lettre d'annulation/de confirmation du procès-verbal de Constatation d'Infraction.

**INITIATEUR DE LA PROCEDURE** : Intéressé (e).

**STRUCTURE INITIATRICE** : Cellule du Contentieux.

### **TEXTES DE REFERENCE :**

- Loi n° 96/12 du 05 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'Environnement ;
- Décret n° 2012/431 du 01 Octobre 2012 portant organisation du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable.

### **CONDITIONS A REMPLIR :**

- avoir reçu un procès-verbal de Constatation d'Infraction (PVCi) ;
- avoir introduit une demande de contestation du procès-verbal de constatation d'infraction dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification (signification dudit PVCi).

### **COMPOSITION DU DOSSIER :**

#### ☐ *Pièces à fournir :*

- demande timbrée au tarif en vigueur adressée au Ministre, précisant les motifs assortis des pièces justificatives ;
- copie du procès-verbal de Constatation d'Infraction (PVCi).

#### ☐ *Pièce à consulter :*

- liste des personnes physiques ou morales ayant fait l'objet d'un PVCi ; – rapport d'inspection.

**SIGNATAIRE DE L'ACTE** : le Ministre.

**DELAI IMPARTI** : quinze (15) jours.

**MODALITE DE MISE A DISPOSITION** : notification.

### **TRAITEMENT : CONTESTATION D'UN PROCES-VERBAL DE CONSTATATION D'INFRACTION**

*Intervenant 1 :*      *Intéressé.....* *Délai :* ...  
Opération 1 :      Dépose le dossier au Bureau de Contrôle de conformité

- Intervenant 2 : Chef du Bureau du Contrôle de Conformité.....Délai : ...**  
 Opération 2 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 3 : Vérifie la conformité des pièces fournies et appose la date du jour  
 Opération 4 : Enregistre le dossier physique  
 Opération 5 : Délivre le récépissé de dépôt à l'intéressé  
 Opération 6 : Remet le dossier physique au Chef du Service de l'Accueil et de l'orientation
- Intervenant 3 : Chef du Service de l'Accueil et de l'Orientation .....Délai : ...**  
 Opération 7 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 8 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 9 : Enregistre le dossier physique  
 Opération 10 : Remet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison
- Intervenant 4 : Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison .....Délai : ...**  
 Opération 11 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 12 : Enregistre le dossier physique  
 Opération 13 : Soumet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison
- Intervenant 5 : Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison .....Délai : ...**  
 Opération 14 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 15 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 16 : Cote le dossier au Chef du Service du Courrier et de Liaison  
 Opération 17 : Retourne le dossier à son Secrétaire
- Intervenant 6 : Secrétaire Sous-Directeur du Courrier, de l'Accueil et de Liaison .....Délai : ...**  
 Opération 18 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 19 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 20 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef du Service du Courrier et de Liaison
- Intervenant 7 : Agent de Liaison .....Délai : ...**  
 Opération 21 : Reçoit le dossier physique et le bordereau de transmission  
 Opération 22 : Porte le dossier physique au Chef du Service du Courrier et de Liaison contre décharge
- Intervenant 8 : Chef du Service du Courrier et de Liaison.....Délai : ...**  
 Opération 23 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 24 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 25 : Cote le dossier au Chef du Bureau du Courrier Arrivée  
 Opération 26 : Remet le dossier physique au Chef du Bureau du Courrier Arrivée
- Intervenant 9 : Chef du Bureau du Courrier Arrivée.....Délai : ...**  
 Opération 27 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 28 : Prend connaissance du dossier physique



- Opération 29 : Enregistre le dossier physique qui génère automatiquement un numéro du courrier  
 Opération 30 : Inscrit le numéro généré sur le dossier physique  
 Opération 31 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 32 : Transmet le dossier électronique au Secrétaire Général  
 Opération 33 : Remet le dossier à l'Agent de Liaison pour transmission au Secrétaire Général

**Intervenant 10 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

- Opération 34 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 35 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Secrétaire Général contre décharge

**Intervenant 11 : Secrétaire du Secrétaire Général ..... Délai : ...**

- Opération 36 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques  
 Opération 37 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 38 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 39 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 40 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 41 : Soumet le dossier physique au Secrétaire Général

**Intervenant 12 : Secrétaire Général ..... Délai : ...**

- Opération 42 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 43 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 44 : Transmet le dossier au Ministre  
 Opération 45 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 13 : Secrétaire du Secrétaire Général ..... Délai : ...**

- Opération 46 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 47 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 48 : Transmet les données électroniques au Secrétaire au Ministre  
 Opération 49 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 50 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison pour transmission au Ministre

**Intervenant 14 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

- Opération 51 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 52 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Ministre contre décharge

**Intervenant 15 : Secrétaire du Ministre..... Délai : ...**

- Opération 52 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques  
 Opération 53 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 54 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 55 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 56 : Transmet le dossier électronique au Ministre  
 Opération 57 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 58 : Soumet le dossier physique au Ministre

**Intervenant 16 : Ministre..... Délai : ...**

- Opération 59 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 60 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 61 : Cote le dossier au Chef de la Division des Affaires Juridiques  
 Opération 62 : Retourne le dossier physique au Secrétaire pour transmission  
 au Chef de la Division des Affaires Juridiques

**Intervenant 17 : Secrétaire du Ministre ..... Délai : ...**

Opération 63 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 64 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 65 : Transmet les données électroniques au Chef de la Division des Affaires  
 Juridiques  
 Opération 66 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 67 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au  
 Chef de la Division des Affaires Juridiques

**Intervenant 18 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

Opération 68 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 69 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de la Division des  
 Affaires Juridiques

**Intervenant 19 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques ..... Délai : ...**

Opération 70 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 71 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données  
 électroniques  
 Opération 72 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 73 : Enregistre le dossier physique  
 Opération 74 : Valide la réception du dossier électronique  
 Opération 75 : Soumet le dossier physique au Chef de la Division des Affaires  
 Juridiques

**Intervenant 20 : Chef de la Division des Affaires Juridiques ..... Délai : ...**

Opération 76 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 77 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données  
 électroniques  
 Opération 78 : Cote le dossier au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 79 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 21 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques ..... Délai : ...**

Opération 80 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 81 : Enregistre la sortie le dossier physique  
 Opération 82 : Transmet les données électroniques au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 83 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 84 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au  
 Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 22 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

Opération 85 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 86 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de Cellule du  
 Contentieux contre décharge

**Intervenant 23 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux ..... Délai : ...**

Opération 87 : Reçoit le dossier physique

- Opération 88 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 89 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 90 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 91 : Imprime le bordereau de réception  
 Opération 92 : Soumet le dossier physique au Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 24 : Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

- Opération 93 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 94 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 95 : Cote le dossier au Chargé d'Etudes Assistant  
 Opération 96 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 25 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

- Opération 97 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 98 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 99 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 100 : Transmet les données électroniques au Chargé d'Etudes Assistant  
 Opération 101 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison

**Intervenant 26 : Agent de Liaison..... Délai : ...**

- Opération 102 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 103 : Remet le dossier physique au Chargé d'Etudes Assistant contre décharge

**Intervenant 27 : Chargé d'Etudes Assistant..... Délai : ...**

- Opération 104 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 105 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 106 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 107 : Valide la réception du dossier électronique  
 Opération 108 : Initie et imprime le projet de lettre d'annulation/confirmation du procès-verbal de constatation d'infraction et la fiche de traitement  
 Opération 109 : Vise le projet de lettre d'annulation/confirmation du procès-verbal de constatation d'infraction et les données électroniques au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 110 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 111 : Transmet la copie du projet de lettre d'annulation/confirmation du procès-verbal de constatation d'infraction/de l'amende environnementale et les données électroniques au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 112 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 28 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

- Opération 113 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques  
 Opération 114 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 115 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 116 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 117 : Valide la réception du dossier électronique

Opération 118 : Soumet le dossier physique au Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 29 : Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

Opération 119 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques

Opération 120 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 121 : Vise le projet de lettre d'annulation/confirmation du procès-verbal de constatation d'infraction et la fiche de traitement

Opération 122 : Transmet le dossier au Chef de cellule du Contentieux

Opération 123 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 30 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

Opération 124 : Reçoit le dossier physique

Opération 125 : Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre

Opération 126 : Transmet le dossier électronique au Chef de la Division des Affaires Juridiques

Opération 127 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 128 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de la Division des Affaires Juridiques

**Intervenant 31 : Agent de Liaison..... Délai : ...**

Opération 129 : Reçoit le dossier physique

Opération 130 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires contre décharge

**Intervenant 32 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**

Opération 131 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques

Opération 132 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques

Opération 133 : Vise le bordereau de transmission

Opération 134 : Enregistre l'entrée du dossier physique

Opération 135 : Valide la réception des données électroniques

Opération 136 : Soumet le dossier physique complet au Chef de la Division des Affaires Juridiques

**Intervenant 33 : Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**

Opération 137 : Reçoit le dossier physique

Opération 138 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 139 : Vise le projet de lettre d'annulation/confirmation du procès-verbal de la constatation de l'infraction et la fiche de traitement

Opération 140 : Transmet le dossier au Secrétaire général

Opération 141 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 34 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**

Opération 142 : Reçoit le dossier physique

Opération 143 : Enregistre la sortie du dossier physique et le projet de lettre

Opération 144 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 145 : Transmet les données électroniques au Secrétaire du Secrétaire Général

Opération 146 : Soumet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison

<b>Intervenant 35 :</b>	<b>Agent de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 147 :	Reçoit le dossier physique
Opération 148 :	Remet le dossier physique et le bordereau de transmission au Secrétaire du Secrétaire Général contre décharge
<b>Intervenant 36 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général..... Délai : ...</b>
Opération 149 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques
Opération 150 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques
Opération 151 :	Vise le bordereau de transmission
Opération 152 :	Enregistre l'entrée du dossier physique
Opération 153 :	Imprime le bordereau de réception
Opération 154 :	Valide la réception des données électroniques
Opération 155 :	Soumet le dossier physique au Secrétaire Général
<b>Intervenant 37 :</b>	<b>Secrétaire Général..... Délai : ...</b>
Opération 156 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques
Opération 157 :	Prend connaissance du dossier physique
Opération 158 :	Vise le projet de lettre d'annulation/confirmation du procès-verbal de constatation d'infraction et la fiche de traitement
Opération 159 :	Transmet le dossier physique au Ministre
Opération 160 :	Retourne le dossier physique au Secrétaire
<b>Intervenant 38 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général..... Délai : ...</b>
Opération 161 :	Reçoit le dossier physique
Opération 162 :	Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre
Opération 163 :	Imprime le bordereau de transmission
Opération 164 :	Transmet les données électroniques au Ministre
Opération 165 :	Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison
<b>Intervenant 39 :</b>	<b>Agent de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 166 :	Reçoit le dossier physique
Opération 167 :	Remet le dossier physique au Secrétariat du Ministre
<b>Intervenant 40 :</b>	<b>Secrétaire du Ministre..... Délai : ...</b>
Opération 168 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques
Opération 169 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques
Opération 170 :	Vise le bordereau de transmission
Opération 171 :	Enregistre l'entrée du dossier physique complet
Opération 172 :	Valide la réception du dossier électronique
Opération 173 :	Soumet le dossier physique complet au Ministre
<b>Intervenant 41 :</b>	<b>Ministre..... Délai : ...</b>
Opération 174 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques
Opération 175 :	Prend connaissance du dossier physique
Opération 176 :	Signe la lettre d'annulation/confirmation du procès-verbal de constatation d'infraction et la fiche de traitement
Opération 177 :	Retourne le dossier au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

Opération 178 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

***Intervenant 42 : Secrétaire du Ministre..... Délai : ...***

Opération 179 : Reçoit le dossier physique

Opération 180 : Enregistre la sortie du dossier physique

Opération 181 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 182 : Transmet les données électroniques au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

Opération 183 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

***Intervenant 43 : Agent de Liaison..... Délai : ...***

Opération 184 : Reçoit le dossier physique

Opération 185 : Remet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et Liaison contre décharge

***Intervenant 44 : Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison..... Délai : ...***

Opération 186 : Reçoit le dossier physique, la lettre signée ainsi que les données électroniques

Opération 187 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques

Opération 188 : Vise le bordereau de transmission

Opération 189 : Enregistre l'entrée du dossier physique

Opération 190 : Valide la réception des données électroniques

Opération 191 : Soumet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

***Intervenant 45 : Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison..... Délai : ...***

Opération 192 : Reçoit le dossier physique

Opération 193 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 194 : Cote le dossier au Chef du Service du Courrier et de Liaison

Opération 195 : Retourne le dossier physique complet au Secrétaire

***Intervenant 46 : Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison..... Délai : ...***

Opération 196 : Reçoit le dossier physique

Opération 197 : Enregistre la sortie du dossier physique

Opération 198 : Transmet les données électroniques au Chef du Service du Courrier et de Liaison

Opération 199 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 200 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef du Service du Courrier et de Liaison

***Intervenant 47 : Agent de Liaison..... Délai : ...***

Opération 201 : Reçoit le dossier physique complet

Opération 202 : Remet le dossier physique complet au Chef du Service du Courrier et de Liaison contre décharge

***Intervenant 48 : Chef du Service du Courrier et de Liaison..... Délai : ...***

Opération 203 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques

- Opération 204 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
- Opération 205 : Vise le bordereau de réception
- Opération 206 : Enregistre l'entrée du dossier physique
- Opération 207 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 208 : Imprime le bordereau de transmission
- Opération 209 : Transmet les données électroniques au Chef du Bureau de la Reprographie
- Opération 210 : Remet le dossier physique au Chef du Bureau de la Reprographie

***Intervenant 49 : Chef du Bureau de la Reprographie..... Délai : ...***

- Opération 211 : Reçoit le dossier physique, les copies de lettre ainsi que les données électroniques
- Opération 212 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
- Opération 213 : Vise le bordereau de réception
- Opération 214 : Enregistre l'entrée du dossier physique
- Opération 215 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 216 : Reproduit la lettre signée du Ministre
- Opération 217 : Imprime le bordereau de transmission
- Opération 218 : Transmet les données électroniques, le dossier physique, l'acte signé et ses copies au Chef du Bureau du Courrier Départ

***Intervenant 50 : Chef du Bureau du Courrier Départ..... Délai : ...***

- Opération 219 : Reçoit le dossier physique, les copies de lettre ainsi que les données électroniques
- Opération 220 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
- Opération 221 : Vise le bordereau de réception
- Opération 222 : Enregistre l'entrée du dossier physique
- Opération 233 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 234 : Formalise la lettre signée du Ministre
- Opération 235 : Classe une copie de la lettre signée du Ministre
- Opération 236 : Remet une copie de la lettre aux intéressé(e)s contre décharge
- Opération 237 : Remet l'original de la lettre signée au Chef du Service de la Documentation et des Archives pour conservation
- Opération 238 : Transmet une copie de la lettre signée et le fond du dossier au Directeur des Affaires Juridiques.

## **ANNEXES 3 : PROCEDURE CONTESTATION D'UNE AMENDE SUBSEQUENTE**

**INTITULE DE L'ACTE** : Lettre de confirmation/réduction/annulation de l'amende subséquente.

**INITIATEUR DE LA PROCEDURE** : Intéressé (e).

**STRUCTURE INITIATRICE** : Cellule du Contentieux.

### **TEXTES DE REFERENCE :**

- Loi n° 96/12 du 05 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'Environnement ;
- Décret n° 2012/431 du 01 octobre 2012 portant organisation du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable.

**CONDITIONS A REMPLIR** : être une personne physique ou morale ayant été sanctionnée suite à un procès-verbal de Constatation d'Infraction (PVCi).

### **COMPOSITION DU DOSSIER :**

#### ☐ **Pièces à fournir :**

- demande timbrée au tarif en vigueur adressée au Ministre ;
- copie de la notification d'amende.

#### ☐ **Pièce à consulter :**

- liste des personnes physiques ou morales ayant fait l'objet d'une notification de l'amende subséquente ;
- rapport d'inspection ; – copie du procès-verbal de Constatation d'Infraction (PVCi).

**SIGNATAIRE DE L'ACTE** : le Ministre.

**DELAÏ IMPARTI** : vingt (20) jours.

**MODALITE DE MISE A DISPOSITION** : notification.

### **TRAITEMENT : CONTESTATION D'UNE AMENDE SUBSEQUENTE**

<b>Intervenant 1 :</b>	<b>Intéressé.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 1 :	Dépose le dossier au Bureau de Contrôle de Conformité	

<b>Intervenant 2 :</b>	<b>Chef du Bureau du Contrôle de Conformité.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 2 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 3 :	Vérifie la conformité des pièces fournies et appose la date du jour	
Opération 4 :	Enregistre le dossier physique	
Opération 5 :	Délivre le récépissé de dépôt à l'intéressé	



Opération 6 : Remet le dossier physique au Chef du Service de l'Accueil et de l'Orientation

**Intervenant 3 : Chef du Service de l'Accueil et de l'Orientation .....Délai : ...**

Opération 7 : Reçoit le dossier physique  
Opération 8 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 9 : Enregistre le dossier physique  
Opération 10 : Remet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

**Intervenant 4 : Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison .....Délai : ...**

Opération 11 : Reçoit le dossier physique  
Opération 12 : Enregistre le dossier physique  
Opération 13 : Soumet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

**Intervenant 5 : Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison .....Délai : ...**

Opération 14 : Reçoit le dossier physique  
Opération 15 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 16 : Cote le dossier au Chef du Service du Courrier et de Liaison  
Opération 17 : Retourne le dossier à son Secrétaire

**Intervenant 6 : Secrétaire Sous-Directeur du Courrier, de l'Accueil et de Liaison .....Délai : ...**

Opération 18 : Reçoit le dossier physique  
Opération 19 : Enregistre la sortie du dossier physique  
Opération 20 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef du Service du Courrier et de Liaison

**Intervenant 7 : Agent de Liaison .....Délai : ...**

Opération 21 : Reçoit le dossier physique et le bordereau de transmission  
Opération 22 : Remet le dossier physique au Chef du Service du Courrier et de Liaison contre décharge

**Intervenant 8 : Chef du Service du Courrier et de Liaison.....Délai : ...**

Opération 23 : Reçoit le dossier physique  
Opération 24 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 25 : Cote le dossier au Chef du Bureau du Courrier Arrivée  
Opération 26 : Remet le dossier physique au Chef du Bureau du Courrier Arrivée

**Intervenant 9 : Chef du Bureau du Courrier Arrivée.....Délai : ...**

Opération 27 : Reçoit le dossier physique  
Opération 28 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 29 : Enregistre le dossier physique qui génère automatiquement un numéro du courrier  
Opération 30 : Inscrit le numéro généré sur le dossier physique  
Opération 31 : Imprime le bordereau de transmission  
Opération 32 : Transmet le dossier électronique au Secrétaire Général

Opération 33 : Remet le dossier à l'Agent de Liaison pour transmission au Secrétaire Général

**Intervenant 10 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

Opération 34 : Reçoit le dossier physique

Opération 35 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Secrétaire Général contre décharge

**Intervenant 11 : Secrétaire du Secrétaire Général ..... Délai : ...**

Opération 36 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques

Opération 37 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques

Opération 38 : Vise le bordereau de transmission

Opération 39 : Valide la réception du dossier électronique

Opération 40 : Enregistre le dossier physique

Opération 41 : Soumet le dossier physique au Secrétaire Général

**Intervenant 12 : Secrétaire Général ..... Délai : ...**

Opération 42 : Reçoit le dossier physique

Opération 43 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 44 : Transmet le dossier au Ministre

Opération 45 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 13 : Secrétaire du Secrétaire Général ..... Délai : ...**

Opération 46 : Reçoit le dossier physique

Opération 47 : Enregistre le dossier physique

Opération 48 : Transmet le dossier physique et des données électroniques au Ministre

Opération 49 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 50 : Enregistre la sortie du dossier physique

Opération 51 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison

**Intervenant 14 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

Opération 52 : Reçoit le dossier physique

Opération 53 : Remet le dossier physique au secrétaire du Ministre contre décharge

**Intervenant 15 : Secrétaire du Ministre..... Délai : ...**

Opération 54 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques

Opération 55 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques

Opération 56 : Enregistre l'entrée du dossier physique

Opération 57 : Vise le bordereau de transmission

Opération 58 : Transmet le dossier électronique au Ministre

Opération 59 : Soumet le dossier physique au Ministre

**Intervenant 16 : Ministre..... Délai : ...**

Opération 60 : Reçoit le dossier physique

Opération 61 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 62 : Cote le dossier au Chef de la Division des Affaires Juridiques

Opération 63 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

- Intervenant 17 : Secrétaire du Ministre ..... Délai : ...**  
 Opération 64 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 65 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 66 : Transmet les données électroniques au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques  
 Opération 67 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 18 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**  
 Opération 68 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 69 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 19 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques ..... Délai : ...**  
 Opération 70 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 71 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 72 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 73 : Enregistre le dossier physique  
 Opération 74 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 75 : Soumet le dossier physique au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 20 : Chef de la Division des Affaires Juridiques ..... Délai : ...**  
 Opération 76 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 77 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 78 : Valide la réception du dossier électronique  
 Opération 79 : Cote le dossier au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 80 : Retourne le dossier physique au Secrétaire
- Intervenant 21 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques ..... Délai : ...**  
 Opération 81 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 82 : Enregistre la sortie le dossier physique  
 Opération 83 : Transmet les données électroniques au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 84 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 85 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 86 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de Cellule du Contentieux
- Intervenant 22 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**  
 Opération 87 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 88 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux contre décharge
- Intervenant 23 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux ..... Délai : ...**  
 Opération 89 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques  
 Opération 90 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 91 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 92 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 93 : Valide la réception du dossier électronique

Opération 94 : Soumet le dossier physique au Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 24 : Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

Opération 95 : Reçoit le dossier physique  
Opération 96 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 97 : Cote le dossier au Chargé d'Etudes Assistant  
Opération 98 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 25 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

Opération 99 : Reçoit le dossier physique  
Opération 100 : Enregistre le dossier physique  
Opération 101 : Imprime le bordereau de transmission  
Opération 102 : Transmet le dossier électronique au Chargé d'Etudes Assistant  
Opération 103 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chargé d'Etudes Assistant

**Intervenant 26 : Agent de Liaison..... Délai : ...**

Opération 104 : Reçoit le dossier physique  
Opération 105 : Remet le dossier physique au Chargé d'Etudes Assistant contre décharge

**Intervenant 27 : Chargé d'Etudes Assistant..... Délai : ...**

Opération 106 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques  
Opération 107 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 108 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
Opération 109 : Valide la réception des données électroniques  
Opération 110 : Initie et imprime le projet de lettre de confirmation/-réduction/annulation de l'amende subséquente et la fiche de traitement  
Opération 111 : Vise le projet de lettre de confirmation/-réduction/annulation de l'amende subséquente et la fiche de traitement  
Opération 112 : Imprime le bordereau de transmission  
Opération 113 : Transmet les données électroniques du projet de lettre de confirmation/-réduction/annulation de l'amende subséquente et la fiche de traitement  
Chef de Cellule du Contentieux  
Opération 114 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 28 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

Opération 115 : Reçoit le dossier physique  
Opération 116 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
Opération 117 : Vise le bordereau de transmission  
Opération 118 : Enregistre le dossier physique  
Opération 119 : Valide la réception du dossier électronique  
Opération 120 : Soumet le dossier physique au Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 29 : Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

Opération 121 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques  
Opération 122 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques

- Opération 123 : Vise le projet de lettre de notification du procès-verbal de constatation d'infraction/de l'amende environnementale et la fiche de traitement
- Opération 124 : Transmet le dossier au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Opération 125 : Retourne le dossier physique au Secrétaire
- Intervenant 30 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**
- Opération 126 : Reçoit le dossier physique
- Opération 127 : Enregistre la sortie du dossier physique
- Opération 128 : Imprime le bordereau de transmission
- Opération 129 : Enregistre la sortie du dossier physique
- Opération 130 : Transmet les données électroniques au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Opération 131 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 31 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**
- Opération 132 : Reçoit le dossier physique
- Opération 133 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires contre décharge
- Intervenant 32 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**
- Opération 134 : Reçoit le dossier physique
- Opération 135 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques
- Opération 136 : Vise le bordereau de transmission
- Opération 137 : Enregistre le dossier physique
- Opération 138 : Imprime le bordereau de réception
- Opération 139 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 140 : Soumet le dossier physique complet au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 33 : Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**
- Opération 141 : Reçoit le dossier physique, le projet d'arrêté et les données électroniques
- Opération 142 : Prend connaissance du dossier physique
- Opération 143 : Vise le projet de Lettre de Notification.et la fiche de traitement
- Opération 144 : Transmet le dossier complet au Secrétaire général
- Opération 145 : Retourne le dossier physique complet au Secrétaire
- Intervenant 34 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**
- Opération 146 : Reçoit le dossier physique
- Opération 147 : Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre
- Opération 148 : Transmet les données électroniques au Secrétaire Général
- Opération 149 : Imprime le bordereau de transmission
- Opération 150 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison

<b>Intervenant 35 :</b>	<b>Agent de Liaison .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 151 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 152 :	Remet le dossier physique complet au Secrétaire du Secrétaire Général contre décharge	
<b>Intervenant 36 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 153 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 154 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques	
Opération 155 :	Visé le bordereau de transmission	
Opération 156 :	Enregistre l'entrée du dossier physique	
Opération 157 :	Valide la réception des données électroniques	
Opération 158 :	Soumet le dossier physique au Secrétaire Général	
<b>Intervenant 37 :</b>	<b>Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 159 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 160 :	Prend connaissance du dossier physique	
Opération 161 :	Visé le projet de lettre de confirmation/réduction/annulation de l'amende subséquente et la fiche de traitement	
Opération 162 :	Transmet le dossier physique complet au Ministre	
Opération 163 :	Retourne le dossier physique complet au Secrétaire	
<b>Intervenant 38 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 164 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 165 :	Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre	
Opération 166 :	Transmet les données électroniques au Secrétaire du Ministre	
Opération 167 :	Imprime le bordereau de transmission	
Opération 168 :	Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison	
<b>Intervenant 39 :</b>	<b>Agent de Liaison .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 169 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 170 :	Remet le dossier physique au Secrétariat du Ministre contre décharge	
<b>Intervenant 40 :</b>	<b>Secrétaire du Ministre.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 171 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 172 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques	
Opération 173 :	Visé le bordereau de transmission	
Opération 174 :	Enregistre la sortie du dossier physique complet	
Opération 175 :	Valide la réception des données électroniques	
Opération 176 :	Soumet le dossier physique au Ministre	
<b>Intervenant 41 :</b>	<b>Ministre.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 177 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 178 :	Prend connaissance du dossier physique	
Opération 179 :	Signe la lettre de confirmation/réduction/annulation de l'amende subséquente et la fiche de traitement	
Opération 180 :	Retourne le dossier à la Sous-Direction de l'Accueil, du Courrier et de Liaison pour transmission au Secrétaire Général	
Opération 181 :	Retourne le dossier physique complet au Secrétaire	

<b>Intervenant 42 :</b>	<b>Secrétaire du Ministre..... Délai : ...</b>
Opération 182 :	Reçoit le dossier physique et la lettre signée
Opération 183 :	Enregistre le dossier physique
Opération 184 :	Imprime le bordereau de transmission
Opération 185 :	Enregistre la sortie du dossier physique
Opération 186 :	Transmet le dossier électronique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison
Opération 187 :	Remet le dossier physique complet à l'Agent de Liaison pour transmission au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison
<b>Intervenant 43 :</b>	<b>Agent de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 188 :	Reçoit le dossier physique
Opération 189 :	Remet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et Liaison contre décharge
<b>Intervenant 44 :</b>	<b>Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 190 :	Reçoit le dossier physique, la lettre de confirmation/réduction/annulation de l'amende subséquente signée et le dossier physique
Opération 191 :	Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
Opération 192 :	Vise le bordereau de transmission
Opération 193 :	Enregistre l'entrée dossier physique
Opération 194 :	Valide la réception des données électroniques
Opération 195 :	Soumet le dossier physique complet au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison
<b>Intervenant 45 :</b>	<b>Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 196 :	Reçoit le dossier physique
Opération 197 :	Prend connaissance du dossier physique
Opération 198 :	Cote le dossier au Chef du Service du Courrier et de Liaison
Opération 199 :	Retourne le dossier physique au Secrétaire
<b>Intervenant 46 :</b>	<b>Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 200 :	Reçoit le dossier physique
Opération 201 :	Enregistre la sortie du dossier physique
Opération 202 :	Transmet les données électroniques au Chef du Service du Courrier et de Liaison
Opération 203 :	Imprime le bordereau de transmission
Opération 204 :	Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef du Service du Courrier et de Liaison
<b>Intervenant 47 :</b>	<b>Agent de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 205 :	Reçoit le dossier physique complet
Opération 206 :	Remet le dossier physique complet au Chef du Service du Courrier et de Liaison contre décharge

- Intervenant 48 : Chef du Service du Courrier et de Liaison..... Délai : ...**
- Opération 207 : Reçoit la lettre de confirmation/réduction/annulation de l'amende subséquente signée et le dossier physique ainsi que les données électroniques
- Opération 208 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
- Opération 209 : Vise le bordereau de réception
- Opération 210 : Enregistre l'entrée du dossier physique
- Opération 211 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 212 : Imprime le bordereau de transmission
- Opération 213 : Transmet les données électroniques au Chef du Bureau de la Reprographie
- Opération 214 : Remet le dossier physique au Chef du Bureau de la Reprographie
- Intervenant 49 : Chef du Bureau de la Reprographie..... Délai : ...**
- Opération 215 : Reçoit le dossier physique complet
- Opération 216 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
- Opération 217 : Vise le bordereau de réception
- Opération 218 : Enregistre l'entrée du dossier physique
- Opération 219 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 220 : Reproduit la lettre de confirmation/réduction/annulation de l'amende subséquente signée du Ministre
- Opération 221 : Imprime le bordereau de transmission
- Opération 222 : Transmet les données électroniques, le dossier physique, l'acte signé et ses copies au Chef du Bureau du Courrier Départ
- Intervenant 50 : Chef du Bureau du Courrier Départ..... Délai : ...**
- Opération 223 : Reçoit le dossier physique, les copies de l'arrêté ainsi que les données électroniques
- Opération 224 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
- Opération 225 : Vise le bordereau de réception
- Opération 226 : Enregistre l'entrée du dossier physique
- Opération 227 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 228 : Formalise la lettre de confirmation/réduction/annulation de l'amende subséquente signée du Ministre
- Opération 229 : Classe une copie de la lettre de confirmation/réduction/annulation de l'amende subséquente signée du Ministre
- Opération 230 : Remet une copie de la lettre de confirmation/réduction/annulation de l'amende subséquente aux intéressé(e)s contre décharge
- Opération 231 : Remet l'original de la lettre de confirmation/réduction/annulation de l'amende subséquente signée au Chef du Service de la Documentation et des Archives pour conservation
- Opération 232 : Transmet une copie de la lettre de confirmation/-réduction/annulation de l'amende subséquente signée et le fond du dossier au Directeur des Affaires Juridiques.



## **ANNEXE 4 : PROCEDURE TRANSACTION**

**INTITULE DE L'ACTE** : Lettre portant accord / échec de transaction.

**INITIATEUR DE LA PROCEDURE** : Intéressé (e).

**STRUCTURE INITIATRICE** : Cellule du Contentieux.

### **TEXTES DE REFERENCE :**

- Loi n° 94/12 du 05 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'Environnement ;
- Décret n° 2012/431 du 01 Octobre 2012 portant organisation du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable.

### **CONDITIONS A REMPLIR :**

- faire l'objet d'un procès-verbal de Constatation d'Infraction (PVCI) ;
- avoir demandé la transaction avant le déclenchement de la procédure judiciaire éventuelle ;
- avoir proposé un montant de la transaction au moins égal au minimum de l'amende pénale correspondante.

### **COMPOSITION DU DOSSIER :**

#### ☐ **Pièces à fournir :**

- demande timbrée au tarif en vigueur adressée au Ministre justifiant du montant de la transaction ;
- copie de la notification d'amende.

☐ **Pièce à consulter** : rapport d'inspection.

**SIGNATAIRE DE L'ACTE** : le Ministre.

**DELAÏ IMPARTI** : vingt (20) jours.

**MODALITES DE MISE A DISPOSITION** : notification/retrait.

### **TRAITEMENT : TRANSACTION**

<b>Intervenant 1 :</b>	<b>Intéressé.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 1 :	Dépose le dossier au Bureau de Contrôle de Conformité	
<b>Intervenant 2 :</b>	<b>Chef du Bureau du Contrôle de Conformité.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 2 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 3 :	Vérifie la conformité des pièces fournies et appose la date du jour	
Opération 4 :	Enregistre le dossier physique	
Opération 5 :	Délivre le récépissé de dépôt à l'intéressé	

Opération 6 : Remet le dossier physique au Chef du Service de l'Accueil et de l'Orientation

**Intervenant 3 : Chef du Service de l'Accueil et de l'Orientation .....Délai : ...**

Opération 7 : Reçoit le dossier physique  
Opération 8 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 9 : Enregistre le dossier physique  
Opération 10 : Remet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

**Intervenant 4 : Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison .....Délai : ...**

Opération 11 : Reçoit le dossier physique  
Opération 12 : Enregistre le dossier physique  
Opération 13 : Soumet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

**Intervenant 5 : Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison .....Délai : ...**

Opération 14 : Reçoit le dossier physique  
Opération 15 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 16 : Cote le dossier au Chef du Service du Courrier et de Liaison  
Opération 17 : Retourne le dossier à son Secrétaire

**Intervenant 6 : Secrétaire Sous-Directeur du Courrier, de l'Accueil et de Liaison .....Délai : ...**

Opération 18 : Reçoit le dossier physique  
Opération 19 : Enregistre la sortie du dossier physique  
Opération 20 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef du Service du Courrier et de Liaison

**Intervenant 7 : Agent de Liaison .....Délai : ...**

Opération 21 : Reçoit le dossier physique et le bordereau de transmission  
Opération 22 : Porte le dossier physique au Chef du Service du Courrier et de Liaison contre décharge

**Intervenant 8 : Chef du Service du Courrier et de Liaison.....Délai : ...**

Opération 23 : Reçoit le dossier physique  
Opération 24 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 25 : Cote le dossier au Chef du Bureau du Courrier Arrivée  
Opération 26 : Remet le dossier physique au Chef du Bureau du Courrier Arrivée

**Intervenant 9 : Chef du Bureau du Courrier Arrivée .....Délai : ...**

Opération 27 : Reçoit le dossier physique  
Opération 28 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 29 : Enregistre le dossier physique qui génère automatiquement un numéro du courrier  
Opération 30 : Inscrit le numéro généré sur le dossier physique  
Opération 31 : Imprime le bordereau de transmission  
Opération 32 : Transmet les données électroniques au Secrétaire Général

Opération 33 : Remet le dossier à l'Agent de Liaison pour transmission au Secrétaire Général

**Intervenant 10 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

Opération 34 : Reçoit le dossier physique

Opération 35 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison au Secrétaire Général

**Intervenant 11 : Secrétaire du Secrétaire Général ..... Délai : ...**

Opération 36 : Reçoit le dossier physique

Opération 37 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques

Opération 38 : Vise le bordereau de transmission

Opération 39 : Valide la réception des données électroniques

Opération 40 : Enregistre l'entrée du dossier physique

Opération 41 : Soumet le dossier physique au Secrétaire Général

**Intervenant 12 : Secrétaire Général ..... Délai : ...**

Opération 42 : Reçoit le dossier physique

Opération 43 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 44 : Transmet le dossier au Ministre

Opération 45 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 13 : Secrétaire du Secrétaire Général ..... Délai : ...**

Opération 46 : Reçoit le dossier physique

Opération 47 : Enregistre la sortie du dossier physique

Opération 48 : Transmet les données électroniques au Secrétaire du Ministre

Opération 49 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 50 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison

**Intervenant 14 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

Opération 51 : Reçoit le dossier physique

Opération 52 : Remet le dossier physique au secrétaire du Ministre contre décharge

**Intervenant 15 : Secrétaire du Ministre ..... Délai : ...**

Opération 53 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques

Opération 54 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques

Opération 55 : Enregistre l'entrée du dossier physique

Opération 56 : Vise le bordereau de transmission

Opération 57 : Valide la réception des données électroniques

Opération 58 : Soumet le dossier physique au Ministre

**Intervenant 16 : Ministre ..... Délai : ...**

Opération 59 : Reçoit le dossier physique

Opération 60 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 61 : Cote le dossier au Chef de la Division des Affaires Juridiques

Opération 62 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

- Intervenant 17 : Secrétaire du Ministre ..... Délai : ...**  
 Opération 63 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 64 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 65 : Transmet le dossier électronique à la Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques  
 Opération 66 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 67 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 18 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**  
 Opération 68 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 69 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 19 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**  
 Opération 70 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 71 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 72 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 73 : Enregistre le dossier physique  
 Opération 74 : Valide la réception du dossier électronique  
 Opération 75 : Soumet le dossier physique au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 20 : Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**  
 Opération 76 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 77 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 78 : Cote le dossier au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 79 : Retourne le dossier physique au Secrétaire
- Intervenant 21 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques.....Délai : ...**  
 Opération 80 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 81 : Enregistre la sortie le dossier physique  
 Opération 82 : Transmet le dossier électronique au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 83 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 84 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 85 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de Cellule du Contentieux
- Intervenant 22 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**  
 Opération 86 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 87 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux contre décharge
- Intervenant 23 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**  
 Opération 88 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques  
 Opération 89 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 90 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 91 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 92 : Valide la réception du dossier électronique

Opération 93 : Soumet le dossier physique au Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 24 : Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

Opération 94 : Reçoit le dossier physique  
Opération 95 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 96 : Cote le dossier au Chargé d'Etudes Assistant  
Opération 97 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 25 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

Opération 98 : Reçoit le dossier physique  
Opération 99 : Enregistre la sortie du dossier physique  
Opération 100 : Transmet le dossier électronique au Chargé d'Etudes Assistant  
Opération 101 : Imprime le bordereau de transmission  
Opération 102 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison

**Intervenant 26 : Agent de Liaison..... Délai : ...**

Opération 103 : Reçoit le dossier physique  
Opération 104 : Remet le dossier physique au Chargé d'Etudes Assistant contre décharge

**Intervenant 27 : Chargé d'Etudes Assistant..... Délai : ...**

Opération 105 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques  
Opération 106 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 107 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
Opération 108 : Vise le bordereau de transmission  
Opération 109 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
Opération 110 : Valide la réception des données électroniques  
Opération 111 : Initie et imprime le projet de lettre portant accord/échec de transaction et la fiche de traitement  
Opération 112 : Vise le projet de lettre portant accord/échec de transaction et la fiche de traitement  
Opération 113 : Imprime le bordereau de transmission  
Opération 114 : Transmet copie dossier électronique du projet lettre portant accord/échec de transaction au Chef de Cellule du Contentieux  
Opération 115 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 28 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

Opération 116 : Reçoit le dossier physique  
Opération 117 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
Opération 118 : Enregistre le dossier physique  
Opération 119 : Vise le bordereau de transmission  
Opération 120 : Valide la réception des données électroniques  
Opération 121 : Soumet le dossier physique au Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 29 : Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**

Opération 122 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques  
Opération 123 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 124 : Procède au contrôle du fond et de la forme du projet de lettre

- Opération 125 : Vise le projet de lettre portant accord/échec de transaction et la fiche de traitement
- Opération 126 : Transmet le dossier au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Opération 127 : Retourne le dossier physique complet au Secrétaire
- Intervenant 30 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**
- Opération 128 : Reçoit le dossier physique
- Opération 129 : Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre
- Opération 130 : Enregistre la sortie du dossier physique
- Opération 131 : Transmet les données électroniques au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Opération 132 : Imprime le bordereau de transmission
- Opération 133 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 31 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**
- Opération 134 : Reçoit le dossier physique
- Opération 135 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires contre décharge
- Intervenant 32 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**
- Opération 136 : Reçoit le dossier physique
- Opération 137 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques
- Opération 138 : Vise le bordereau de transmission
- Opération 139 : Enregistre l'entrée du dossier physique
- Opération 140 : Valide la réception des données électroniques
- Opération 141 : Soumet le dossier physique complet au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 33 : Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**
- Opération 142 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques
- Opération 143 : Prend connaissance du dossier physique
- Opération 144 : Procède au contrôle du fond et de la forme du projet de lettre portant accord/échec de transaction
- Opération 145 : Vise le projet de lettre accord/échec de transaction et la fiche de traitement
- Opération 146 : Retourne le dossier physique au Secrétaire
- Intervenant 34 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**
- Opération 147 : Reçoit le dossier physique
- Opération 148 : Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre
- Opération 149 : Transmet les données électroniques au Secrétaire du Secrétaire Général
- Opération 150 : Imprime le bordereau de transmission
- Opération 151 : Remet le dossier physique complet à l'Agent de Liaison pour transmission au Secrétaire Général

<b>Intervenant 35 :</b>	<b>Agent de Liaison.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 152 :	Reçoit le dossier physique complet	
Opération 153 :	Remet le dossier physique complet au Secrétaire du Secrétaire Général contre décharge	
<b>Intervenant 36 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 154 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 155 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques	
Opération 156 :	Vise le bordereau de transmission	
Opération 157 :	Enregistre l'entrée du dossier physique complet	
Opération 158 :	Valide la réception du dossier électronique	
Opération 159 :	Soumet le dossier physique complet au Secrétaire Général	
<b>Intervenant 37 :</b>	<b>Secrétaire Général.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 160 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 161 :	Prend connaissance du dossier physique	
Opération 162 :	Procède au contrôle du fond et de la forme	
Opération 163 :	Vise le projet de lettre portant accord/échec de transaction et la fiche de traitement	
Opération 164 :	Transmet le dossier physique au Secrétaire du Ministre	
Opération 165 :	Retourne le dossier physique complet au Secrétaire	
<b>Intervenant 38 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 166 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 167 :	Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre	
Opération 168 :	Imprime le bordereau de transmission	
Opération 169 :	Transmet le dossier électronique au Ministre	
Opération 170 :	Remet le dossier physique complet et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison pour transmission	
<b>Intervenant 39 :</b>	<b>Agent de Liaison.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 171 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 172 :	Remet le dossier physique au Secrétariat du Ministre contre décharge	
<b>Intervenant 40 :</b>	<b>Secrétaire du Ministre.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 173 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 174 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques	
Opération 175 :	Enregistre la sortie du dossier physique	
Opération 176 :	Vise le bordereau de transmission	
Opération 177 :	Valide la réception des données électroniques	
Opération 178 :	Soumet le dossier physique au Ministre	
<b>Intervenant 41 :</b>	<b>Ministre.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 179 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 180 :	Prend connaissance du dossier physique	
Opération 181 :	Procède au contrôle du fond et de la forme du projet de lettre	
Opération 182 :	Signe la lettre portant accord/échec de transaction et la fiche de traitement	
Opération 183 :	Retourne le dossier physique au Secrétaire	

<b>Intervenant 42 :</b>	<b>Secrétaire du Ministre..... Délai : ...</b>
Opération 184 :	Reçoit le dossier physique
Opération 185 :	Enregistre la sortie du dossier physique
Opération 186 :	Imprime le bordereau de transmission
Opération 187 :	Transmet le dossier électronique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison
Opération 188 :	Remet le dossier physique complet à l'Agent de Liaison pour transmission au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison
<b>Intervenant 43 :</b>	<b>Agent de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 189 :	Reçoit le dossier physique
Opération 190 :	Remet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison contre décharge
<b>Intervenant 44 :</b>	<b>Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 191 :	Reçoit le dossier physique, la lettre portant accord/échec de transmission signée ainsi que les données électroniques
Opération 192 :	Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
Opération 193 :	Vise le bordereau de transmission
Opération 194 :	Enregistre l'entrée dossier physique
Opération 195 :	Valide la réception des données électroniques
Opération 196 :	Soumet le fond du dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison
<b>Intervenant 45 :</b>	<b>Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 197 :	Reçoit le dossier physique
Opération 198 :	Prend connaissance du dossier physique
Opération 199 :	Cote le dossier au Chef du Service du Courrier et de Liaison
Opération 200 :	Retourne le dossier physique complet au Secrétaire
<b>Intervenant 46 :</b>	<b>Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 201 :	Reçoit le dossier physique
Opération 202 :	Enregistre la sortie du dossier physique
Opération 203 :	Transmet les données électroniques au Chef du Service du Courrier et de Liaison
Opération 204 :	Imprime le bordereau de transmission
Opération 205 :	Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef du Service du Courrier et de Liaison
<b>Intervenant 47 :</b>	<b>Agent de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 206 :	Reçoit le dossier physique
Opération 207 :	Remet le dossier physique au Chef du Service du Courrier et de Liaison contre décharge



<b>Intervenant 48 :</b>	<b>Chef du Service du Courrier et de Liaison..... Délai : ...</b>
Opération 208 :	Reçoit l'acte et le dossier physique ainsi que les données électroniques
Opération 209 :	Prend connaissance du dossier physique
Opération 210 :	Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
Opération 211 :	Visé le bordereau de réception
Opération 212 :	Enregistre l'entrée du dossier physique
Opération 213 :	Imprime le bordereau de transmission
Opération 214 :	Valide la réception des données électroniques
Opération 215 :	Imprime le bordereau de transmission
Opération 216 :	Transmet les données électroniques au Chef du Bureau de la Reprographie
Opération 217 :	Remet le dossier physique au Chef du Bureau de la Reprographie
<b>Intervenant 49 :</b>	<b>Chef du Bureau de la Reprographie ..... Délai : ...</b>
Opération 218 :	Reçoit le dossier physique complet
Opération 219 :	Valide la réception des données électroniques
Opération 220 :	Reproduit l'acte signé du Ministre
Opération 221 :	Remet le dossier physique complet au Chef du Bureau du Courrier Départ
<b>Intervenant 50 :</b>	<b>Chef du Bureau du Courrier Départ..... Délai : ...</b>
Opération 222 :	Reçoit le dossier physique, les copies de l'arrêté ainsi que les données électroniques
Opération 223 :	Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques
Opération 224 :	Visé le bordereau de réception
Opération 225 :	Enregistre l'entrée du dossier physique
Opération 226 :	Valide la réception des données électroniques
Opération 227 :	Formalise la lettre portant accord/échec de transaction signée du Ministre
Opération 228 :	Classe une copie de la lettre portant accord/échec de transaction signée du Ministre
Opération 229 :	Remet une copie de la lettre portant accord/échec de transaction signée aux intéressé(e)s contre décharge
Opération 230 :	Remet l'original de l'acte signé au Chef du Service de la Documentation et des Archives pour conservation
Opération 231 :	Transmet une copie de la lettre portant accord/échec de transaction signée et le fond du dossier au Directeur des Affaires Juridiques.

## ANNEXE 5 : PROCEDURE MISE EN DEMEURE DE PAYER

**INTITULE DE L'ACTE** : Lettre de mise en demeure de payer.

**INITIATEUR DE LA PROCEDURE** : Administration.

**STRUCTURE INITIATRICE** : Cellule du Contentieux.

### TEXTES DE REFERENCE :

- Loi n° 96/12 du 05 août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'Environnement ;
- Décret n° 2012/431 du 01 Octobre 2012 portant organisation du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable.

**CONDITION A REMPLIR** : n'avoir pas payé une amende à l'expiration du délai de règlement de l'amende.

### COMPOSITION DU DOSSIER :

- *Pièce à fournir* : néant.
- *Pièce à consulter* : sommier des infractions environnementales.

**SIGNATAIRE DE L'ACTE** : le Ministre.

**DELAI IMPARTI** : quinze (15) jours.

**MODALITE DE MISE A DISPOSITION** : notification.

### TRAITEMENT : MISE EN DEMEURE DE PAYER

**Intervenant 1 :**      **Intéressé.....Délai : ...**  
Opération 1 :      Dépose le dossier au Bureau de Contrôle de Conformité

**Intervenant 2 :**      **Chef du Bureau du Contrôle de Conformité.....Délai : ...**  
Opération 2 :      Reçoit le dossier physique  
Opération 3 :      Vérifie la conformité des pièces fournies et appose la date du jour  
Opération 4 :      Enregistre le dossier physique  
Opération 5 :      Délivre le récépissé de dépôt à l'intéressé  
Opération 6 :      Remet le dossier physique au Chef du Service de l'Accueil et de l'Orientation

**Intervenant 3 :**      **Chef du Service de l'Accueil et de l'Orientation.....Délai : ...**  
Opération 7 :      Reçoit le dossier physique  
Opération 8 :      Prend connaissance du dossier physique  
Opération 9 :      Enregistre le dossier physique

Opération 10 : Remet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

**Intervenant 4 :** *Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison ..... Délai : ...*

Opération 11 : Reçoit le dossier physique

Opération 12 : Enregistre le dossier physique

Opération 13 : Soumet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

**Intervenant 5 :** *Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison ..... Délai : ...*

Opération 14 : Reçoit le dossier physique

Opération 15 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 16 : Cote le dossier au Chef du Service du Courrier et de Liaison

Opération 17 : Retourne le dossier à son Secrétaire

**Intervenant 6 :** *Secrétaire Sous-Directeur du Courrier, de l'Accueil et de Liaison ..... Délai : ...*

Opération 18 : Reçoit le dossier physique

Opération 19 : Enregistre la sortie du dossier physique

Opération 20 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef du Service du Courrier et de Liaison

**Intervenant 7 :** *Agent de Liaison ..... Délai : ...*

Opération 21 : Reçoit le dossier physique et le bordereau de transmission

Opération 22 : Porte le dossier physique au Chef du Service du Courrier et de Liaison contre décharge

**Intervenant 8 :** *Chef du Service du Courrier et de Liaison ..... Délai : ...*

Opération 23 : Reçoit le dossier physique

Opération 24 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 25 : Cote le dossier au Chef du Bureau du Courrier Arrivée

Opération 26 : Remet le dossier physique au Chef du Bureau du Courrier Arrivée

**Intervenant 9 :** *Chef du Bureau du Courrier Arrivée ..... Délai : ...*

Opération 27 : Reçoit le dossier physique

Opération 28 : Prend connaissance du dossier physique

Opération 29 : Enregistre le dossier physique qui génère automatiquement un numéro du courrier

Opération 30 : Inscrit le numéro généré sur le dossier physique

Opération 31 : Imprime le bordereau de transmission

Opération 32 : Transmet les données électroniques au Secrétaire Général

Opération 33 : Remet le dossier à l'Agent de Liaison pour transmission au Secrétaire Général

**Intervenant 10 :** *Agent de Liaison ..... Délai : ...*

Opération 34 : Reçoit le dossier physique

Opération 35 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Secrétaire Général contre décharge

<b>Intervenant 11 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 36 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 37 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques	
Opération 38 :	Visé le bordereau de transmission	
Opération 39 :	Valide la réception des données électroniques	
Opération 40 :	Enregistre l'entrée du dossier physique	
Opération 41 :	Soumet le dossier physique au Secrétaire Général	
<b>Intervenant 12 :</b>	<b>Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 42 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 43 :	Prend connaissance du dossier physique	
Opération 44 :	Transmet le dossier au Ministre	
Opération 45 :	Retourne le dossier physique au Secrétaire	
<b>Intervenant 13 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 46 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 47 :	Enregistre la sortie du dossier physique	
Opération 48 :	Transmet le dossier physique et les données électroniques au Secrétaire du Ministre au Ministre	
Opération 49 :	Imprime le bordereau de transmission	
Opération 50 :	Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Ministre	
<b>Intervenant 14 :</b>	<b>Agent de Liaison .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 51 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 52 :	Remet le dossier physique au secrétaire du Ministre contre décharge	
<b>Intervenant 15 :</b>	<b>Secrétaire du Ministre.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 53 :	Reçoit le dossier physique et les données électroniques	
Opération 54 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques	
Opération 55 :	Enregistre l'entrée du dossier physique	
Opération 56 :	Visé le bordereau de transmission	
Opération 57 :	Valide la réception des données électroniques	
Opération 58 :	Soumet le dossier physique au Ministre	
<b>Intervenant 16 :</b>	<b>Ministre.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 59 :	Reçoit le dossier physique	
Opération 60 :	Prend connaissance du dossier physique	
Opération 61 :	Cote le dossier au Chef de la Division des Affaires Juridiques	
Opération 62 :	Retourne le dossier physique au Secrétaire	

- Intervenant 17 : Secrétaire du Ministre ..... Délai : ...**  
 Opération 63 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 64 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 65 : Transmet le dossier physique et les données électroniques au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques  
 Opération 66 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 18 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**  
 Opération 67 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 68 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 19 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**  
 Opération 69 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 70 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 71 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 72 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 73 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 74 : Soumet le dossier physique au Chef de la Division des Affaires Juridiques
- Intervenant 20 : Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**  
 Opération 75 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 76 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 77 : Cote le dossier au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 78 : Retourne le dossier physique au Secrétaire
- Intervenant 21 : Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...**  
 Opération 79 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 80 : Enregistre la sortie le dossier physique  
 Opération 81 : Transmet les données électroniques au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 82 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 83 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de Cellule du Contentieux
- Intervenant 22 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**  
 Opération 84 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 85 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux contre décharge
- Intervenant 23 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**  
 Opération 86 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques  
 Opération 87 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 88 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 89 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 90 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 91 : Soumet le dossier physique au Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 24 : Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**  
 Opération 92 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 93 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 94 : Cote le dossier au Chargé d'Etudes Assistant  
 Opération 95 : Retourne le dossier physique au Secrétaire

**Intervenant 25 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**  
 Opération 96 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 97 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 98 : Enregistre la sortie du dossier physique  
 Opération 99 : Transmet le dossier électronique au Chargé d'Etudes Assistant  
 Opération 100 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison pour transmission au Chargé d'Etudes Assistant

**Intervenant 26 : Agent de Liaison..... Délai : ...**  
 Opération 101 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 102 : Remet le dossier physique au Chargé d'Etudes Assistant contre décharge

**Intervenant 27 : Chargé d'Etudes Assistant..... Délai : ...**  
 Opération 103 : Reçoit le dossier physique et les données électroniques  
 Opération 104 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 105 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 106 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 107 : Initie et imprime le projet de lettre de mise en demeure de payer et la fiche de traitement  
 Opération 108 : Vise le projet de lettre de mise en demeure de payer et la fiche de traitement  
 Opération 109 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 110 : Transmet copie dossier électronique du projet lettre de lettre de mise en demeure de payer au Chef de Cellule du Contentieux  
 Opération 111 : Remet le dossier physique au Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 28 : Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**  
 Opération 112 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques  
 Opération 113 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 114 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 115 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 116 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 117 : Soumet le dossier physique au Chef de Cellule du Contentieux

**Intervenant 29 : Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...**  
 Opération 118 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques  
 Opération 119 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 120 : Vise le projet de lettre de mise en demeure de payer et la fiche de traitement  
 Opération 121 : Transmet le dossier au Chef de la Division des Affaires Juridiques  
 Opération 122 : Retourne le dossier physique complet au Secrétaire

**Intervenant 30 :** *Secrétaire du Chef de Cellule du Contentieux..... Délai : ...*  
 Opération 123 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 124 : Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre  
 Opération 125 : Transmet le dossier électronique au Chef de la Division des Affaires Juridiques  
 Opération 126 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 127 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef de la Division des Affaires Juridiques

**Intervenant 31 :** *Agent de Liaison..... Délai : ...*  
 Opération 128 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 129 : Remet le dossier physique complet au Secrétaire du Chef de la Division des Affaires contre décharge

**Intervenant 32 :** *Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...*  
 Opération 130 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 131 : Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 132 : Vise le bordereau de transmission  
 Opération 133 : Enregistre le dossier physique  
 Opération 134 : Imprime le bordereau de réception  
 Opération 135 : Valide la réception du dossier électronique  
 Opération 136 : Soumet le dossier physique complet au Chef de la Division des Affaires Juridiques

**Intervenant 33 :** *Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...*  
 Opération 137 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques  
 Opération 138 : Prend connaissance du dossier physique  
 Opération 139 : Procède au contrôle du fond et de la forme du projet de lettre  
 Opération 140 : Vise le projet de lettre de mise en demeure de payer et la fiche de traitement  
 Opération 141 : Transmet le dossier au Secrétaire Général  
 Opération 142 : Retourne le dossier physique au Secrétaire du Secrétaire Général

**Intervenant 34 :** *Secrétaire du Chef de la Division des Affaires Juridiques..... Délai : ...*  
 Opération 143 : Reçoit le dossier physique  
 Opération 144 : Enregistre la sortie du dossier physique et du projet de lettre  
 Opération 145 : Transmet le dossier électronique au Secrétaire Général  
 Opération 146 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 147 : Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison pour transmission au Secrétaire Général

<b>Intervenant 35 :</b>	<b>Agent de Liaison .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 148 :	Reçoit le dossier physique complet	
Opération 149 :	Remet le dossier physique complet au Secrétaire du Secrétaire Général contre décharge	
<b>Intervenant 36 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 150 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 151 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques	
Opération 152 :	Visé le bordereau de transmission	
Opération 153 :	Enregistre l'entrée du dossier physique	
Opération 154 :	Valide la réception des données électroniques	
Opération 155 :	Soumet le dossier physique au Secrétaire Général	
<b>Intervenant 37 :</b>	<b>Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 156 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 157 :	Prend connaissance du dossier physique	
Opération 158 :	Procède au contrôle du fond et de la forme	
Opération 159 :	Visé le projet de lettre de mise en demeure de payer et la fiche de traitement	
Opération 160 :	Transmet le dossier physique complet au Ministre	
Opération 161 :	Retourne le dossier physique complet au Secrétaire	
<b>Intervenant 38 :</b>	<b>Secrétaire du Secrétaire Général .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 162 :	Reçoit le dossier physique complet	
Opération 163 :	Enregistre la sortie du dossier physique complet	
Opération 164 :	Transmet les données électroniques au Secrétaire du Ministre	
Opération 165 :	Imprime le bordereau de transmission	
Opération 166 :	Remet le dossier physique et le bordereau de transmission à l'Agent de Liaison pour transmission au Secrétaire du Ministre	
<b>Intervenant 39 :</b>	<b>Agent de Liaison .....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 167 :	Reçoit le dossier physique complet	
Opération 168 :	Remet le dossier physique complet au Secrétariat du Ministre contre décharge	
<b>Intervenant 40 :</b>	<b>Secrétaire du Ministre.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 169 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 170 :	Vérifie la conformité des données du dossier physique aux données électroniques	
Opération 171 :	Visé le bordereau de transmission	
Opération 172 :	Enregistre l'entrée du dossier physique	
Opération 173 :	Imprime le bordereau de réception	
Opération 174 :	Valide la réception des données électroniques	
Opération 175 :	Soumet le dossier physique au Ministre	
<b>Intervenant 41 :</b>	<b>Ministre.....</b>	<b>Délai : ...</b>
Opération 176 :	Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques	
Opération 177 :	Prend connaissance du dossier physique complet	
Opération 178 :	Procède au contrôle du fond et de la forme du projet de lettre	
Opération 179 :	Signe la lettre de mise en demeure de payer	



- Opération 180 : Retourne le dossier au Sous-Direction de l'Accueil, du Courrier et de Liaison pour transmission au Secrétaire Général  
Opération 181 : Retourne le dossier physique complet au Secrétaire

**Intervenant 42 : Secrétaire du Ministre..... Délai : ...**

- Opération 182 : Reçoit le dossier physique  
Opération 183 : Enregistre la sortie du dossier physique  
Opération 184 : Imprime le bordereau de transmission  
Opération 185 : Transmet le dossier électronique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison  
Opération 186 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison

**Intervenant 43 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

- Opération 187 : Reçoit le dossier physique  
Opération 188 : Remet le dossier physique au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et Liaison contre décharge

**Intervenant 44 : Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison ..... Délai : ...**

- Opération 189 : Reçoit la lettre portant de mise en demeure de payer et le dossier physique  
Opération 190 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques  
Opération 191 : Vise le bordereau de transmission  
Opération 192 : Enregistre le dossier physique  
Opération 193 : Valide la réception du dossier électronique  
Opération 194 : Soumet le dossier physique complet au Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et Liaison contre décharge

**Intervenant 45 : Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison ..... Délai : ...**

- Opération 195 : Reçoit le dossier physique  
Opération 196 : Prend connaissance du dossier physique  
Opération 197 : Cote le dossier au Chef du Service du Courrier et de Liaison  
Opération 198 : Retourne le dossier physique à son Secrétaire

**Intervenant 46 : Secrétaire du Sous-Directeur de l'Accueil, du Courrier et de Liaison ..... Délai : ...**

- Opération 119 : Reçoit le dossier physique  
Opération 200 : Enregistre la sortie du dossier physique  
Opération 201 : Transmet les données électroniques au Chef du Service du Courrier et de Liaison  
Opération 202 : Imprime le bordereau de transmission  
Opération 203 : Remet le dossier physique à l'Agent de Liaison pour transmission au Chef du Service du Courrier et de Liaison

**Intervenant 47 : Agent de Liaison ..... Délai : ...**

- Opération 204 : Reçoit le dossier physique  
Opération 205 : Remet le dossier physique au Chef du Service du Courrier et de Liaison contre décharge

**Intervenant 48 : Chef du Service du Courrier et de Liaison..... Délai : ...**  
 Opération 206 : Reçoit l'acte et le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques  
 Opération 207 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 208 : Vise le bordereau de réception  
 Opération 209 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 210 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 211 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 212 : Transmet les données électroniques au Chef du Bureau de la Reprographie  
 Opération 213 : Remet le dossier physique au Chef du Bureau de la Reprographie

**Intervenant 49 : Chef du Bureau de la Reprographie..... Délai : ...**  
 Opération 214 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques  
 Opération 215 : Vise le bordereau de réception  
 Opération 216 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 217 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 218 : Reproduit l'arrêté signé en quatre (04) exemplaires  
 Opération 219 : Formalise l'arrêté du Ministre  
 Opération 220 : Imprime le bordereau de transmission  
 Opération 221 : Transmet les données électroniques, le dossier physique, l'acte signé et ses copies au Chef du Bureau du Courrier Départ

**Intervenant 50 : Chef du Bureau du Courrier Départ..... Délai : ...**  
 Opération 222 : Reçoit le dossier physique, le projet de lettre et les données électroniques  
 Opération 223 : Vérifie la conformité du dossier physique aux données électroniques  
 Opération 224 : Vise le bordereau de réception  
 Opération 225 : Enregistre l'entrée du dossier physique  
 Opération 226 : Valide la réception des données électroniques  
 Opération 227 : Formalise la lettre signée du Ministre  
 Opération 228 : Classe une copie de la lettre signée du Ministre  
 Opération 229 : Remet une copie de la lettre aux intéressé(e)s contre décharge  
 Opération 230 : Remet l'original de la lettre signée au Chef du Service de la Documentation et des Archives pour conservation  
 Opération 231 : Transmet une copie de la lettre signée et le fond du dossier au Directeur des Affaires Juridiques.



# CURRICULUM VITAE

(According to Article 25 of Regulations for obtaining the doctoral degree Maastricht University 2018)

## 1. Données personnelles

Naissance : 27 juillet 1987, Yaoundé, Cameroun

Nationalité : camerounais

Contact: georges.akoah@yahoo.fr

## 2. Formations académiques

- Master 2 en droit privé, option, sciences criminelles  
Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Yaoundé 2-Soa, 2014
- Maîtrise en droit privé  
Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Yaoundé 2 (Cameroun), 2011
- Licence en Droit  
Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Yaoundé 2 (Cameroun), 2010
- Baccalauréat (A4) langue et philosophique – option Allemand  
Lycée Général Leclerc (Cameroun), 2007.

## 3. Publications

- La criminalité latente ou cachée au Cameroun, Mémoire de Master 2, Université de Yaoundé 2 (octobre 2014), 111p.
- « La liberté d’aller et venir à l’épreuve du Covid-19 », *Revue trimestrielle de droit économique*, Dossier spécial : la Covid-19 et le droit, avril-juin 2020, pp.447-458.

## 4. Expériences professionnelles

Période : 2019/2020

Poste : Moniteur à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Yaoundé 2

Période : 2016/2018

Poste : Consultant indépendant/Chargé d’études chez knowdys-Cameroun

Période : 2013/2016

Poste : Enseignant vacataire (droit) au Collège International et Bilingue Yondo





La protection de l'environnement est assurément l'une des plus grandes préoccupations du 21ème siècle. Cet intérêt pour la problématique de la protection de l'environnement est à l'image des nombreuses menaces qui pèsent sur notre environnement. Comme la plupart des pays dans le monde, le Cameroun fait recours au droit pénal pour sanctionner les atteintes perpétrées sur son environnement. Ce droit pénal de l'environnement camerounais présente néanmoins deux facettes. La première révèle un droit pénal de l'environnement attrayant, marqué par une floraison d'instruments juridiques consacrés par le législateur camerounais destinés à protéger l'environnement. La seconde facette est moins reluisante. En effet, il est regrettable de constater que l'arsenal juridique mis en place reste lettre morte. En réalité, les cours d'eaux continuent d'être pollués, l'exploitation illégale des essences forestière et faunique continuent de plus belle sous le regard impuissant d'un droit pénal de l'environnement pourtant dense. Au final, c'est un droit pénal de l'environnement qui s'apparente à un géant, mais dont les pieds méritent d'être affermis.

Ce livre s'adresse à la fois aux chercheurs, aux praticiens, à tous ceux qui auraient besoin de s'édifier sur la matière et aux industriels qui trouveront dans ce livre les raisons de contribuer à la protection de l'environnement au Cameroun.

Chercheur en droit, Georges Franck ONDOUA AKOA est diplômé de la Faculté de droit de l'Université de Maastricht (Pays-Bas) en 2020 (Ph.D). Il est consultant et enseignant.